Zeitschrift: Tagblatt des Grossen Rates des Kantons Bern

Herausgeber: Grosser Rat des Kantons Bern

Band: - (1914)

Rubrik: Ausserordentliche Session : März

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 01.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Tagblatt

 \mathbf{des}

Grossen Rates des Kantons Bern.

Kreisschreiben

an die

Mitglieder des Grossen Rates.

Bern, den 13. Februar 1914.

Herr Grossrat!

Der Unterzeichnete hat im Einverständnis mit dem Regierungsrat den Zusammentritt des Grossen Rates zu einer ausserordentlichen Session auf Montag den 9. März 1914 angeordnet. Sie werden daher eingeladen, sich am genannten Tag, nachmittags 2 Uhr, auf dem Rathaus in Bern einzufinden.

Die zur Behandlung kommenden Geschäfte sind folgende:

Gesetzesentwürfe:

zur zweiten Beratung:

- 1. Gesetz über die Kantonalbank.
- 2. Gesetz betreffend den örtlichen Geltungsbereich des bernischen Strafgesetzbuches.

zur ersten Beratung:

Gesetz über das Gemeindewesen.

Dekretsentwürfe:

- Dekret betreffend den Motorwagen- und Fahrradverkehr.
- 2. Dekret betreffend die Automobilsteuer.

- 3. Dekret betreffend das interkantonale Konkordat über den Verkehr mit Motorfahrzeugen und Fahrrädern.
- 4. Dekret betreffend die Errichtung einer dritten Pfarrstelle in der reformierten Kirchgemeinde St. Immer.
- 5. Dekret betreffend die Einteilung des Staatsgebietes in Grossratswahlkreise.
- 6. Dekret betreffend die Feststellung des Repräsentationsverhältnisses der Grossratswahlkreise.
- 7. Dekret betreffend das Strafmandatverfahren.
- 8. Dekret betreffend die Organisation der evangelischreformierten Kantonssynode.
- Dekret betreffend die kantonale Handels- und Gewerbekammer.
- Authentische Interpretation von § 5 des Gesetzes vom 4. Mai 1879 betreffend Abänderung des Gesetzes vom 26. Mai 1864 über die Erbschaftsund Schenkungssteuer.

Vorträge:

Des Regierungspräsidiums:

- 1. Ersatzwahlen in den Grossen Rat.
- Resultat der Volksabstimmungen vom 14. Dezember 1913 und 1. März 1914.

Der Direktion der Justiz:

- 1. Expropriationen.
- 2. Beschwerden Jenzer und Aebischer.
- 3. Aenderungen im Strafvollzug.

Der Direktion der Polizei:

- 1. Naturalisationen.
- 2. Strafnachlassgesuche.
- 3. Beschwerde Rolli.

Der Direktion der Finanzen und der Domänen:

Käufe und Verkäufe von Domänen.

Tagblatt des Grossen Rates. — Bulletin du Grand Conseil. 1914.

Der Direktion der Bauten und der Eisenbahnen:

Strassen- und andere Bauten.

Der Direktion der Forsten und der Landwirtschaft:

- 1. Waldkäufe und Verkäufe.
- 2. Anschaffung von Gutsinventar für die landwirtschaftliche Schule Schwand.

Der Direktion des Militärs:

Wahl von Offizieren.

Der Direktion des Armenwesens:

Beschwerde Bischof.

Der Direktion des Gemeindewesens:

Gemeinde Develier; Haftbarkeit des Staates für die Unterschlagungen Hennemann.

Anzüge und Anfragen:

- 1. Motion Moor und Mithafte vom 26. Juni 1913 betreffend die Revision des Wirtschaftsgesetzes.
- 2. Motion Gross und Mithafte vom 23. September 1913 betreffend die Bekämpfung des Alkoholismus.
- 3. Motion Morgenthaler und Mithafte vom 23. September 1913 betreffend den direkten Verkehr der Gerichtsbehörden.
- 4. Motion Segesser und Mithafte vom 24. September 1913 betreffend das Recht zum Fischfang.
- Motion Choulat und Mithafte vom 30. September 1913 betreffend die Germanisationsbestrebungen im Jura.
- Motion Salchli und Mithafte vom 30. September 1913 betreffend die Verwendung des Kredites für Förderung der Rindviehzucht.
- Motion Neuenschwander und Mithafte vom 20. November 1913 betreffend die Revision der Steuergesetzgebung.

Wahlen:

- 1. Generalprokurator.
- 2. Hypothekarkassaverwalter.
- 3. Kantonsbuchhalter.

Für den ersten Tag werden die Vorträge des Regierungspräsidiums und der Direktionen auf die Tagesordnung gesetzt.

Die Wahlen finden Mittwoch den 11. März statt.

Mit Hochschätzung!

Der Grossratspräsident: E. Frepp.

Erste Sitzung.

Montag den 9. März 1914,

nachmittags 2 Uhr.

Vorsitzender: Präsident Frepp.

Der Namensaufruf verzeigt 195 anwesende Mitglieder. Abwesend sind 37 Mitglieder, wovon mit Entschuldigung die Herren: Bähni, Brand (Tavannes), Cueni, Gurtner (Lauterbrunnen), Hari, Hofer (Alchenflüh), Lanz (Roggwil), Laubscher, Minder (Friedrich), Obrist, Schär, Schori, Stauffer, Stucki (Ins), Vernier, Wyder, Wyss, Wyssmann, Zürcher; ohne Entschuldigung abwesend sind die Herren: Flückiger, Gasser, Girod, Gnägi, Gygax, Henzelin, Hess (Melchnau), Hügli, Kühni, Lanz (Rohrbach), Lory, Lüthi (Madretsch), Mouche, Stähli, Steuri, Thöni, Weibel, Wolf.

An Stelle des entschuldigt abwesenden Herrn Gurtner wird auf Antrag des Vorsitzenden Herr Grosrat Häsler als provisorischer Stimmenzähler gewählt.

M. le **Président.** Messieurs les députés! Depuis notre dernière session, la mort impitoyable a de nouveau éclairci nos rangs. Le 23 décembre est décédé à Oberhofen, à son domicile, notre collègue Jean Frutiger, entrepreneur.

Jean Frutiger est né à Oberhofen en 1848. Après avoir fréquenté les écoles de son village, il sut, par son énergie et par son esprit de travail se créer rapidement une position des plus enviables. Comme entrepreneur, Frutiger participa aux travaux les plus importants dans l'Oberland bernois depuis quarante ans. Son début remonte à la construction du chemin de fer du Brünig. Peu après, l'Etat de Berne lui confia l'exécution de la route de Merlingen à Interlaken, route pittoresque s'il y en a une; ces travaux le recommandèrent pour l'exécution d'une autre route, celle du Grimsel. Il serait oiseux du reste de vous donner l'énumération de tous les travaux importants exécutés sous la direction de Frutiger. Je ne vous citerai que les deux derniers — la construction du funiculaire du Niesen et l'œuvre grandiose de la gare de Spiez.

Niesen et l'œuvre grandiose de la gare de Spiez. Frutiger était l'homme le plus populaire de l'Oberland. Vis-à-vis de ses subalternes, il était un véritable père de famille, exigeant d'ailleurs d'eux un travail régulier et assidu.

Il venait en aide à ceux qui étaient dans le malheur. Sa maison était connue pour être d'une hos-

pitalité sans égale.

Frutiger a fait partie du Grand Conseil bernois depuis 1877; il en était donc le membre le plus ancien. Il fit partie de plusieurs commissions, notamment de celles où ses connaisssances spéciales pouvaient être utiles. Ainsi, la commission pour examiner les décrets concernant les constructions de routes et de chemins de fer; l'estimation des bâtiments; la construction de la fabrique de sucre d'Aarberg.

Frutiger laissera parmi ses concitoyens le souvenir d'un homme intègre et loyal.

Le 26 décembre, soit peu de jours après c'était le tour de M. Adolphe Burger, décédé ensuite d'une

maladie pénible.

Burger était né à Rœschenz en 1851. Issu d'une famille de paysans aisés, il fréquenta l'école de son village, puis l'école secondaire de Laufon. Après le décès de son père, il entreprit, en compagnie de son frère quelque peu plus âgé que lui, l'exploitation du domaine rural que ses parents lui avaient laissé.

Burger abandonna rapidement les vieilles routines et le montra en particulier en travaillant au développement de la race chevaline, voyant là une œuvre de progrès à réaliser pour son pays. Aussi, était-il renommé dans tout le Jura et jusqu'à Bâle, comme éleveur de chevaux et négociant. On appelait Burger chaque fois qu'il y avait de beaux marchés à faire, car il était toujours prêt à donner des conseils. Plus tard, il s'est voué également à l'élevage du bétail bovin; il insista notamment pour le développement de la race bovine et pour obtenir des taureaux de pure race.

Après son second mariage, Burger s'établit à Laufon où il reprit l'exploitation de l'auberge de son beaupère, vers 1890. Ses capacités, son amabilité l'ont fait apprécier fortement de ses concitoyens qui ne manquaient pas de l'appeler au sein de commissions communales et de district et qui, en 1906, l'envoyèrent siéger au Grand Conseil bernois. Si notre collègue n'a pas brillé comme orateur dans cette assemblée, il n'en fut pas moins apprécié dans le groupe agraire où il avait de l'influence. Un nombreux cortège a témoigné de l'estime et de la considération qu'il jouissait parmi ses concitoyens.

Enfin, le 21 février écoulé nous parvenait l'avis du décès de M. Fritz Ryser, négociant en vins à Herzogenbuchsee. Né en 1857 à Niederönz, issu d'une famille peu fortunée, il sut, par son travail intense, s'acquérir l'estime de ses supérieurs. Après avoir fini son apprentissage de commerce, il entra comme comptable dans une fabrique de soieries. Mais cette situation ne lui souriait que médiocrement. Il s'établit pour son compte, il y a une vingtaine d'année à Herzogenbuchsee, comme marchand de vins. Par son énergie et par sa loyauté en affaires, il sut faire prospérer son établissement. Ses concitoyens l'appelèrent de bonne heure à faire partie des autorités communales; il présida, pendant de nombreuses années, la commission des finances du Conseil municipal d'Herzogenbuchsee. F. Ryser ne faisait partie de notre conseil que depuis janvier 1913, ce qui ne lui a pas permis de le faire profiter longtemps de ses lumières.

En l'honneur de ces collègues disparus, je vous propose de vous lever. (L'assemblée se lève.)

Eingelangt sind folgende

Eingaben:

- 1. Gesuch des Gottfried Weiermann, Schuhmacher, in der Anstalt Worben, um Entlassung aus der Anstalt. — Geht an den Regierungsrat und die Justizkommission.
- 2. Beschwerde des Burgergemeinderats von Biel gegen die Forstdirektion. Geht an die vorberatenden Behörden.

Tagesordnung:

Ersatzwahl in den Grossen Rat.

Zur Verlesung gelangt ein Protokollauszug aus den Verhandlungen des Regierungsrates, wodurch beurkundet wird, dass am 14. Dezember 1913 im Wahlkreis Freibergen Fabrikant Marc Boillat zum Mitglied des Grossen Rates gewählt worden ist.

Gegen diese Wahl ist keine Einsprache eingelangt. Dem Grossen Rat wird beantragt, es sei dieselbe zu validieren.

Die Wahl wird vom Grossen Rat stillschweigend validiert und Herr Grossrat Boillat leistet den verfassungsmässigen Eid.

Bereinigung des Traktandenverzeichnisses.

Gesetz über die Kantonalbank.

Wird auf Wunsch des Kommissionspräsidenten als erstes Geschäft auf die Tagesordnung von Mittwoch gesetzt.

Gesetz betreffend den örtlichen Geltungsbereich des bernischen Strafgesetzbuches.

Wird auf morgen angesetzt.

Gesetz über das Gemeindewesen.

Bühler (Frutigen), Präsident der Kommission. Die Kommission ist leider nicht bereit zu referieren.

Sie wollte allerdings schon am 3. November letzten Jahres zur Beratung des umfangreichen Gesetzesentwurfs zusammentreten und wäre damals bereit gewesen, die Beratung zu beginnen. Leider war aber Herr Gemeindedirektor Simonin an einem Augenleiden erkrankt. Dieser Umstand veranlasste die Regierung, der Kommission gegenüber den Wunsch zu äussern, sie möchte ihre Sitzung verschieben. Das

ist auch geschehen.

Vor etwa drei oder vier Wochen teilte mir der Herr Gemeindedirektor mit, die Regierung wünsche, das Geschäft auf die Traktandenliste der gegenwärtigen Session zu setzen und die Kommission möge sich rechtzeitig besammeln, um den Entwurf zur Beratung im Grossen Rat fertigzustellen. Ich berief infolgedessen die Kommission sofort auf den 23. Februar ein. Sie beschloss aber nach eingehender Diskussion mit grosser Mehrheit, auf die Beratung nicht einzutreten, sondern die Inangriffnahme dieses wichtigen Gesetzes dem neuzuwählenden Grossen Rat zu überlassen. Wir stellten uns auf den Boden, es schicke sich nicht wohl, dass der Grosse Rat am Schluss einer Legislaturperiode noch mit der Beratung eines so schwierigen und wichtigen Entwurfs beginne, wenn er sich doch sagen müsse, dass es rein unmöglich sei, die erste Beratung zu Ende zu führen. Die Kommission hätte die Beratung auch nicht in drei, vier Tagen durchführen können, sondern wir hätten mindestens zwei Wochen nötig gehabt, um uns durch die Gesetzesmaterie und die vielen vorliegenden Eingaben durchzuarbeiten und uns schlüssig zu machen. Dann hätte noch die Regierung zu unsern Anträgen Stellung nehmen müssen, und es wäre so ausgeschlossen gewesen, die Anträge des Regierungsrates und der Kommission den Mitgliedern des Grossen Rates so rechtzeitig gedruckt zuzustellen, dass sie sich zuhause noch hätten orientieren können. Bei derartigen Entwürfen ist es aber doch unbedingt geboten, dass die Mitglieder des Rates vor der Session daheim Gelegenheit haben, sich einigermassen in die Materie zu vertiefen.

Durch den Beschluss der Kommission, jetzt mit der Beratung nicht zu beginnen, erleidet übrigens das Geschäft keine wesentliche Verzögerung. Die Traktandenliste enthält soviele Dekrete und andere wichtige Gegenstände, dass der Rat davon für zwei Wochen genügend in Anspruch genommen sein wird, und er würde sich wohl nicht bereit finden, noch eine dritte und vierte Woche zu sitzen. Der neue Grosse Rat wird schon in der Junisession die Kommission bestellen können und diese kann sich dann im Juli oder August besammeln, um das Geschäft in aller Ruhe und mit aller Gründlichkeit vorzuberaten, so dass dann in der Septembersession des Grossen Rates die erste Beratung stattfinden kann.

Ich möchte namens der Kommission beantragen, das Geschäft sei von der Traktandenliste der gegenwärtigen Session abzusetzen.

M. Simonin, directeur des affaires communales, rapporteur du Conseil-exécutif. Le gouvernement a fait inscrire le projet de loi sur les communes sur la liste des tractandas uniquement dans le but de mettre la commission du Grand Conseil à même d'examiner la question de savoir s'il y avait lieu d'examiner cet objet dans le cours de la session actuelle. La commission estime que non, pour les raisons indiquées

par M. le président de la commission. Nous n'avons qu'à nous incliner devant cette décision.

Abgesetzt.

Dekret betreffend den Motorwagen- und Fahrradverkehr.

v. Erlach, Baudirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Dieses Traktandum fällt weg, indem das Dekret 3 den vorliegenden Entwurf ersetzt.

Gestrichen.

Dekret betreffend die Automobilsteuer. Bereit.

Dekret betreffend das interkantonale Konkordat über den Verkehr mit Motorfahrzeugen und Fahrrädern.

Bereit.

Dekret betreffend die Errichtung einer dritten Pfarrstelle in der reformierten Kirchgemeinde St. Immer.

Wird an eine vom Bureau zu wählende Kommission von neun Mitgliedern gewiesen.

Dekret betreffend die Einteilung des Staatsgebietes in Grossratswahlkreise und

Dekret betreffend die Feststellung des Repräsentationsverhältnisses der Grossratswahlkreise.

M. le Président. A ce sujet je dois vous présenter des excuses au nom du bureau. Dans le courant de février, la Chancellerie d'état m'avait envoyé une missive me priant de faire nommer par le bureau la commission relative à l'élaboration de ces deux décrets. L'affaire n'avait pas encore été présentée, et comme c'est au Grand Conseil de nommer les Commissions, éventuellement de déléguer ses pouvoirs au bureau, j'ai hésité à faire procéder à cette nomination et j'ai soumis la circulaire aux membres du bureau qui se sont déclarés unanimément d'accord pour procéder à cette nomination et appeler à faire partie de la commission les membres de celle qui avait fonctionné en son temps pour l'examen de la revision de l'art. 19 de la constitution cantonale.

Cette nomination a toutefois été faite sous réserve de ratification par le Grand Conseil. C'est pourquoi je vous pose la question: Voulez-vous ratifier le choix que votre bureau a fait dans le courant de février? d'il n'y a pas d'opposition, j'admettrai que vous êtes S'accord avec ce mode de procéder et la nomination faite par le bureau sera ratifiée.

Cette nomination est ratifiée.

Pfister, Präsident der Kommission. Die Kommission ist bereit, die beiden Dekrete zu behandeln. Sie sind mit Rücksicht auf die bevorstehenden Grossratswahlen dringend und müssen unbedingt in dieser Session behandelt werden. Ich frage mich, ob es nicht angezeigt wäre, die beiden Geschäfte bereits diese Woche auf die Tagesordnung zu setzen. Es ist nicht ausgeschlossen, dass im Schosse des Grossen Rates Abänderungsanträge gestellt werden, die einer grossen Diskussion rufen werden. In diesem Falle wäre es jedenfalls gut, wenn wir genügend Spielraum hätten, damit die Kommission eventuell über derartige Anträge noch beraten und die Erledigung der beiden Dekrete, wenn wir diese Woche damit nicht fertig würden, auf die zweite Woche verschoben werden könnte. Diese Gründe veranlassen mich, den Wunsch zu äussern, die zwei Dekrete auf die Tagesordnung vom nächsten Mittwoch oder Donnerstag zu setzen. (Zustimmung.)

Dekret betreffend das Strafmandatverfahren.

Bereit.

Dekret betreffend die Organisation der evangelisch-reformierten Kantonssynode.

Das Bureau wird mit der Wahl einer fünfgliedrigen Kommission beauftragt.

Dekret betreffend die kantonale Handelsund Gewerbekammer.

Wird an eine vom Bureau zu ernennende Kommission von neun Mitgliedern gewiesen.

Authentische Interpretation von § 5 des Gesetzes vom 4. Mai 1879 betreffend Abänderung des Gesetzes vom 26. Mai 1864 über die Erbschafts- und Schenkungssteuer.

Geht an eine vom Bureau zu bestellende Kommission von neun Mitgliedern.

Scheurer, Justizdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Wir beantragen, als weiteres Geschäft noch aufzunehmen das Dekret betreffend die Vermehrung der Richterstellen im Amtsbezirk Bern. Die Vermehrung der Richterstellen

in Bern ist dringlich. Wir ersuchen Sie daher, zur Vorberatung dieses Entwurfs eine Kommission zu ernennen. Dabei gibt die Regierung dem Wunsche Ausdruck, die Kommission möchte sich noch im Laufe dieser Session versammeln, damit das Geschäft in der gegenwärtigen Tagung erledigt werden kann.

Wird an eine vom Bureau zu bestellende Kommission von neun Mitgliedern gewiesen.

Resultat der Volksabstimmungen vom 14. Dezember 1913 und 1. März 1914.

Bereit.

Expropriationen.

Scheurer, Justizdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Das bekannte Expropriationsbegehren Interlaken soll in dieser Session erledigt werden. Das Geschäft wird für Ende dieser oder Anfang nächster Woche bereit sein.

Beschwerden Jenzer und Aebischer. Bereit.

Aenderungen im Strafvollzug.

Scheurer, Justizdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Das Geschäft ist bereit, und im Einverständnis mit der Staatswirtschaftskommission möchte ich beantragen, es schon heute zu behandeln.

Naturalisationen.

Bereit.

Strafnachlassgesuche.

Peter, Präsident der Justizkommission. Die Kommission ist bereit; nur wünschen wir, dass die Strafnachlassgesuche erst nächste Woche behandelt werden. Ich schlage Mittwoch über acht Tage vor.

Tschumi, Polizeidirektor. Mittwoch über acht Tage kann ich nicht anwesend sein, da ich an der Schlussfeier in Trachselwald teilnehmen muss. Wenn man auf nächste Woche verschieben will, möchte ich Dienstag beantragen.

Peter, Präsident der Justizkommission. Einverstanden!

Beschwerde Rolli.

Bereit.

Auf Mittwoch angesetzt.

Käufe und Verkäufe von Domänen.

Bereit.

Strassen- und andere Bauten. Bereit.

Waldkäufe und Verkäufe.

Bereit.

Anschaffung von Gutsinventar für die landwirtschaftliche Schule Schwand.

Bereit.

Wahl von Offizieren.

Bereit.

Beschwerde Bischof.

Bereit.

Gemeinde Develier; Haftbarkeit des Staates für die Unterschlagungen Hennemann.

Bereit.

Motion Moor.

Karl Moor. Ich habe die Interessentengruppen, Wirte, Hoteliers, Verkehrsverein, Abstinenten und wer sich überhaupt für das Wirtschaftswesen interessiert, um ihre Meinung angefragt. Während der letzten Grossratssession haben die dem Grossen Rat angehörenden Hoteliers im Beisein des Herrn Direktors des Innern eine Sitzung gehabt und die Frage besprochen. Von verschiedenen Seiten sind mir die Antworten noch nicht eingelaufen. Ich bin nichtsdestoweniger bereit, die Motion ganz kurz zu begründen; nur würde ich es begrüssen, wenn ich noch zuwarten könnte, bis alle Wünsche und Anregungen mir zugekommen wären, um dann die Begründung auf breiterer Basis vornehmen zu können.

Alle übrigen Motionäre erklären sich zur Begründung ihrer Motionen in dieser Session bereit.

Eingelangt ist folgende

Interpellation:

Wahlen.

Die Unterzeichneten wünschen vom Regierungsrat Auskunft darüber, wie weit die Vorbereitungen zur Einführung der obligatorischen Krankenversicherung im Kanton Bern gediehen sind und auf welchen Zeitpunkt er dem Grossen Rat einen Gesetzesentwurf zu unterbreiten gedenkt.

Grimm,
Moor, G. Müller, Albrecht, Brüstlein,
Zgraggen, Salchli, Mathey-Doret,
Schneeberger, Schlumpf, Scherz,
Walther, Ryser, Näher.

Geht an den Regierungsrat.

Ergebnis der Volksabstimmungen vom 14. Dezember 1913 und 1. März 1914.

Zur Verlesung gelangt zunächst ein Protokollauszug aus den Verhandlungen des Regierungsrates, wonach derselbe, nach Zusammenstellung der Protokolle über die Volksabstimmung vom 14. Dezember 1913, beurkundet:

Das Gesetz betreffend Erhebung einer Automobilsteuer und Abänderung des Strassenpolizeigesetzes ist mit 42,329 gegen 4,528, also mit einem Mehr von 37,801 Stimmen angenommen worden. Die Zahl der ungültigen und leeren Stimmzettel betrug 517. Die Zahl der am 14. Dezember 1913 in kantonalen Angelegenheiten Stimmberechtigten betrug 146,332.

Zur Verlesung gelangt im weitern ein Protokollauszug aus den Verhandlungen des Regierungsrates, wonach derselbe, nach Zusammenstellung der Protokolle über die Volksabstimmung vom 1. März 1914, beurkundet:

- 1. Die Abänderung von Art. 19 der Staatsverfassung ist mit 22,461 gegen 17,729, also mit einem Mehr von 4,732 Stimmen angenommen worden. Die Zahl der ungültigen und leeren Stimmzettel betrug 1394.
- 2. Das Gesetz betreffend die kantonale Versicherung der Gebäude gegen Feuersgefahr ist mit 21,555 gegen 19,114, also mit einem Mehr von 2,441 Stimmen angenommen worden. Die Zahl der ungültigen und leeren Stimmzettel betrug 953.

Die Zahl der am 1. März 1914 in kantonalen Angelegenheiten Stimmberechtigten betrug 147,294.

Nach den diesen Vorträgen beigegebenen Zusammenstellungen gestalten sich die Abstimmungsergebnisse in den einzelnen Amtsbezirken wie folgt:

Amtsbezirke	Zahl der Stimm- berechtigten	Gesetz betr. Erhebung einer Automobilsteuer und Abänderung des Strassen- polizeigesetzes			Zahl der Stimm- berechtigten	Abänderung von Art. 19 der Staatsverfassung			Gesetz über die kantonale Versicherung der Gebäude gegen Feuersgefahr		
		An- nehmende	Ver- werfende	Leer und ungültig	Z. S. ber	An- nehmende	Ver- werfende	Leer und ungültig	An- nehmende	Ver- werfende	Leer und ungültig
Aarbara	4,136	1,275	53	7	4,217	1,003	387	44	1,037	377	30
Aarberg	6,355	1,880	194	20	6,391	1,169	781	86	1,199	792	49
T)	27,299	13,018	737	121	27,703	3,434	4200	125	3,664	4004	89
Bern Biel	5,888	1,294	62	14	5,965	724	466	30	767	421	33
D.	2,755	1,172	57	7	2,769	656	435	45	708	410	18
Buren Burgdorf	7,362	1,729	208	7	7,279	1,256	950	66	1,209	1025	38
Courtelary	5,991	1,436	191	20	5,984	849	431	72	790	488	70
Delsberg	3,837	645	149	6	3,913	427	538	28	307	659	29
Erlach	1,539	505	20	$\frac{3}{2}$	1,545	296	85	16	313	78	9
Fraubrunnen	3,298	1,033	69	2	3,313	710	413	42	732	409	22
Freibergen	2,328	1,102	189	130	2,325	155	440	6	116	472	12
Frutigen	3,089	382	100	5	3,043	396	277	20	284	391	18
Interlaken	7,122	1,523	301	42	7,046	1,050	888	122	776	1,193	94
Konolfingen	7,048	1,696	214	20	7,038	1,186	637	71	1,199	638	59
Laufen	1,804	475	52	3	1,831	271	430	43	252	456	35
Laupen	2,119	714	70	10	2,127	52 0	171	20	548	160	7
Münster	4,698	1,237	148	20	4,680	585	422	36	500	512	31
Neuenstadt	865	222	21	2	868	181	61	9	171	72	8
Nidau	4,201	1,503	64	15	4,340	696	449	60	763	417	25
Oberhasli	1,660	226	59	2	1,668	213	164	28	188	199	19
Pruntrut	5,735	1,197	235	8	5,721	611	982	50	415	1,177	48
Saanen	1,355	209	10	2	1,328	252	70	9	195	128	6
Schwarzenburg .	2,402	531	77	2	2,398	398	217	22	319	301	17
Seftigen	4,624	1,114	110	2	4,692	769	598	58	699	714	17
Signau	5,804	908	202	4	5,793	648	587	73	761	515	32
Obersimmenthal .	1,849	365	46	2	1,856	294	156	12	230	219	13
Niedersimmenthal	2,719	452	120	1	2,777	430	299	23	305	429	21
Thun	8,717	2,116	441	26	8,903	1,525	926	74	1,467	1,026	43
Trachselwald	5,766	1,270	207	8	5,782	975	634	35	867	739	36
Wangen	3,967	1,087	119	7	3,999	713	615	46	688	679	13
Militär	<u> </u>	13	3		_	69	20	23	86	14	12
Zusammen	146,332	42,329	4,528	517	147,294	22,461	17,729	1,394	21,555	19,114	953
				10							

Aenderungen im Strafvollzug.

(Siehe Nr. 1 der Beilagen.)

Scheurer, Justizdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Der Strafvollzug hat in den letzten Jahren im Grossen Rat wieder mehr zu sprechen gegeben als vorher während längerer Zeit. Es wurden hier zwei Interpellationen behandelt, die eine von Herrn Bühlmann und die andere von der Staatswirtschaftskommission, die beide im wesentlichen an die Verhältnisse in Thorberg anknüpften. Daneben hat die Staatswirtschaftskommission anlässlich der Behandlung der Staatsverwaltungsberichte mehrmals reklamiert, die Angelegenheit möchte nun endlich einmal erledigt werden. Der Regierungsrat hat die Justizdirektion und die Direktion der Bauten beauftragt, ihm die notwendigen Grundlagen zu unterbreiten und Vorschläge auszuarbeiten. Das ist geschehen, und die Mitglieder des Grossen Rates sind

im Besitz eines Berichtes der beiden Direktionen, der mit Rücksicht auf die grosse praktische Bedeutung und die grundsätzlichen Schwierigkeiten der Angelegenheit sehr ausführlich gehalten ist. Wir haben uns in diesem Berichte mit all den Fragen, die hier eine Rolle spielen können, auseinandergesetzt, so gut wir es verstehen, und es ist deshalb nicht notwendig, dass der Berichterstatter des Regierungsrates alle diese grundsätzlichen Fragen neuerdings erörtere. Ich will mich auf das Wichtigste beschränken und im übrigen auf den Bericht verweisen.

Bekanntlich haben sich die Verhältnisse in Thorberg seit jenen Interpellationen zum Bessern gewendet. Es hat ein Direktionswechsel stattgefunden und es ist dem neuen Verwalter gelungen, eine ganze Reihe von Schwierigkeiten, die zu beständigen Reklamationen Anlass gegeben hatten, zu beseitigen. Dagegen konnte er naturgemäss alle diejenigen Schwierigkeiten nicht beseitigen, die in der Lage der Anstalt und in ihren baulichen Einrichtungen begründet

sind. Da gilt zur Stunde noch, was Herr Regierungsrat Kläy bereits vor Jahren als das Resultat einer Expertise mitgeteilt hat, nämlich dass trotz der eingetretenen Verbesserungen die Verlegung der Strafanstalt Thorberg an einen andern Ort dringend ist.

Infolgedessen stellt sich die ganze Frage wieder in ihrer grundsätzlichen Bedeutung und Grösse dar: Was soll mit dem Strafvollzug geschehen? Wir haben darüber in diesem Rate schon vielfach diskutieren hören. Im Jahre 1882 war der damalige Regierungsrat Bitzius der Träger und Sprecher für die Reformen, die zu jener Zeit eingeführt wurden. Bitzius nahm sich der Sache mit der ganzen Kraft seiner Ueberzeugung und seines Wortes an und trat für eine Verbesserung des Loses der Strafgefangenen ein, deren Unterbringung damals in vielen Beziehungen eine durchaus zweifelhafte und unglückliche war. Man stellte sich namentlich auf den Boden, die Untersuchungsgefangenen müssen von den Strafgefangenen und bei den letztern die Besserungsfähigen von denjenigen getrennt werden, bei denen jede Hoffnung auf Besserung ausgeschlossen sei. Man ging in dieser Weise vor. Die Folge jener Beschlüsse war die Errichtung von fünf Bezirksgefängnissen an den Assisensitzen, ferner die Veränderungen in den Amtsbezirksgefängnissen überhaupt und namentlich auch die Errichtung des Korrektionshauses in St. Johannsen.

Nach kurzer Zeit stellte sich heraus, dass die Ausscheidung der Sträflinge nach Zuchthaus- und Korrektionshaussträflingen keine Garantie dafür bietet, dass bei den einen die guten und bei den andern die weniger guten sich befinden, sondern dass namentlich unter den rückfälligen Korrektionshaussträflingen ein grosser Teil der schlimmsten Elemente sich befindet. Eine Aenderung drängte sich besonders auch deshalb wieder auf, weil das Zuchthaus in Bern nicht mehr länger aufrecht erhalten werden konnte. Unter der Führung von Regierungsrat Stockmar, der sich dieser Fragen sehr eifrig angenommen hatte, wurde das Zuchthaus von Bern nach Thorberg verlegt, und die Trennung der Strafgefangenen erfolgte nicht mehr je nach ihrer Verurteilung zu Zuchthaus oder Korrektionshaus, sondern man unterschied zwischen solchen, die zum ersten Male eine Strafe zu verbüssen hatten, und Rückfälligen. So liegen die Verhältnisse noch zur Stunde.

Nun fragt sich aber: Wenn Thorberg verlegt werden muss, wohin sollen wir damit gehen? Da ist es für uns naturgemäss, dass wir Thorberg dorthin verlegen, wo jetzt schon eine ganze Reihe von Anstalten mit sehr grossem materiellem Erfolge arbeiten, nämlich ins Grosse Moos. Wir haben dort bereits die Anstalt Witzwil, die Mutteranstalt S. Johannsen und als älteste Anstalt die heutige Strafkolonie in Ins, die, materiell gesprochen, sich in der Zeit von 30 Jahren in einer Art und Weise entwickelt haben, wie man es ursprünglich gar nicht denken konnte. Die Werte, die dort geschaffen wurden, gehen in die Millionen, grosse öde Länderstriche wurden in gutes Kulturland umgewandelt. Es ist ganz naturgemäss, dass wir auf diesem Wege weitergehen und die Arbeitskräfte von Thorberg auch dem Grossen Moos zugute kommen lassen.

Weiter entsteht die Frage: Wie soll bei dieser Verlegung nach dem Grossen Moos vorgegangen werden? Soll Thorberg weiter eine selbständige Anstalt sein oder soll die Verschmelzung mit Witzwil eintreten? Der Regierungsrat ist der Meinung, dass aus beiden Anstalten eine gemacht werden soll. Auf diese Weise werden wir uns in finanzieller und organisatorischer Beziehung alle die Vorteile zuwenden, die sich immer ergeben, wenn mehrere kleine Wesen in ein grosses Wesen vereinigt werden. Wir werden so auch die neue Anstalt mit einem Beamtenstab ausrüsten müssen, der bedeutend grösser ist als der jetzige. In dieser Beziehung nehmen sich die gegenwärtigen Verhältnisse ausserordentlich bescheiden aus. Die Strafanstalt Thorberg wird von einem Verwalter geleitet, der als einzigen Beamten einen Buchhalter neben sich hat und dem weiter einige Werkführer, Oberwerkmeister und dergl. untergeordnet sind. Dagegen alles dasjenige Personal, das man nötig hat, um in mehr geistiger und moralischer Beziehung einzuwirken, Lehrer, Pfarrer, Beamte der Schutzaufsicht usw., ist nicht vorhanden, sondern diese Arbeit wird zum Teil im Nebenamt, zum Teil von der Gefängniskommission und von Beamten der Schutzaufsicht besorgt. Es ist aber unbedingt nötig, dass wir dazu kommen, alle diese Zweige richtig auszugestalten, und das ist naturgemäss besser möglich, wenn wir eine grosse Anstalt, statt eine Menge kleiner haben. In dieser Beziehung sind die Vorteile offenbar.

Nun ergibt sich aber noch die andere Frage, und die hat uns eigentlich am meisten zu schaffen ge-Nach welchem System soll diese Strafanstalt eingerichtet werden? Als der bernische Grosse Rat im Jahre 1891 das letztemal über diese Frage beriet, da war er vollständig selbständig, vorzugehen und zu machen, wie er wollte. Die schweizerischen Vorschriften lagen damals noch in weiter Ferne. Das ist heute nicht mehr der Fall. haben den Entwurf eines schweizerischen Strafgesetzbuchs und er enthält eine Menge Vorschriften über den Strafvollzug. Wir sollten daher, wenn irgend möglich, unser bernisches System des Strafvollzugs mit demjenigen des schweizerischen Strafgesetzbuchs in Einklang bringen. Wenn man die Verhältnisse untersucht, sieht man, dass der eidgen. Gesetzgeber von ganz andern Voraussetzungen ausgeht als der kantonale. Sein Strafvollzugssystem wickelt sich in der Hauptsache in den Mauern des Gefängnisses ab, ihm liegt ein sozusagen ausschliesslicher Gewerbebetrieb zugrunde und als Strafmittel wird in weitem Masstabe die Einzelhaft verwendet. Der eidgen. Gesetzgeber ist der Meinung, dass der landwirtschaftliche Betrieb als Grundlage eines Strafvollzugssystems nichts tauge und dass man den landwirtschaftlichen Betrieb in der Zukunft nicht aufrecht erhalten könne. Wir dagegen haben bekanntlich unsern Strafanstalten einen landwirtschaftlichen Betrieb zugrunde gelegt, und es fragt sich nun für uns, ob wir bei dieser Grundlage bleiben oder davon abgehen

Der Regierungsrat ist mit aller Entschiedenheit zum Resultat gekommen, dass wir den bisherigen Zustand beibehalten sollen und also mit unserm System gegenüber der Eidgenossenschaft auf dem richtigen Boden sind. Diese Frage hat schon zu sehr scharfen Erörterungen und weitläufigen Auseinandersetzungen Anlass gegeben. Ich will für uns selbst die Vorteile und Nachteile nicht weiter erörtern; im Bericht des Regierungsrates ist darüber einlässlich referiert. Ich will nur betonen, dass wir mit unserer Anschauung, dass der Landwirtschaftsbetrieb die Grundlage bleiben soll und mit Erfolg bleiben kann, nicht allein sind. Wir stunden zuerst allein, aber wir bekommen je länger je mehr Bundesgenossen. Wir haben bereits einen Vertrag mit dem Kanton Neuenburg, der uns jetzt schon seine Sträflinge, die nicht fluchtverdächtig sind, zum Strafvollzug übergibt. haben ferner einen Vertrag mit dem Kanton Genf, der uns seine Sträflinge zum Strafvollzug übergeben wird, sobald wir unsere Neueinrichtungen und Bauten erstellt haben. Das zeigt, dass diese Kantone, bei denen die Landwirtschaft ja nicht die Bedeutung hat wie bei uns im Kanton Bern, sich vollständig darüber klar sind, dass die Landwirtschaft mit Vorteil als Grundlage für den Strafvollzug gewählt werden kann. Unsere Miteidgenossen im Kanton Neuenburg gehen in dieser Beziehung noch viel weiter als wir; sie sind näher bei Witzwil als wir, sie haben gewissermassen mehr Gelegenheit, sich die Sache anzusehen, als wir, die neuenburgischen Behörden stehen auch in beständigem, sehr engem Kontakt mit Witzwil und sie haben aus dieser Prüfung die Ueberzeugung bekommen, dass sie auch ihre industriellen Arbeiter, ihre Uhrmacher, mit Vorteil in diese Anstalt schicken können, dass dort eine Arbeit zu finden sei, die auch ihren Verhältnissen entspreche. Gleich verhält es sich mit unsern Miteidgenossen in Genf. Da können wir sagen, wenn zwei speziell industrielle und zum Teil auch Städtekantone unserm System beistimmen, dann ist dasselbe für den landwirtschaftlichen Kanton Bern um so mehr angezeigt.

Wir finden übrigens Bundesgenossen auch an andern Orten. So z. B. in Solothurn, das Anstrengungen macht, eine Anstalt nach bernischem Muster zu errichten, und in St. Gallen, das, nachdem es sich in der ganzen mitteleuropäischen Welt umgesehen hat, gegenwärtig auch daran ist, im Rheintal eine Strafanstalt nach bernischem Muster ins Leben zu rufen. Das darf uns den Mut geben, bei unserm System zu bleiben, wenn auch die offizielle eidgenössische Ansicht damit nicht vollständig übereinstimmt.

Die Herren in der Eidgenossenschaft sagen: Was sollen die industriellen Arbeiter machen, die nicht bauern können? Was das Gros von Leuten, die aus städtischen Verhältnissen kommen? Wie will man bei landwirtschaftlichem Betrieb auf den einzelnen Sträfling einwirken? Sie sind auf dem Lande herum zerstreut, kommen miteinander in Berührung, wie will man sie da durch Zuspruch belehren? Wie kann man die Leute auf dem Land herum überwachen? Sie anerkennen unser System höchstens als gut für den Kanton Bern, nicht aber für die übrigen Teile der Schweiz.

Ich habe bereits wiederholt Gelegenheit gehabt, den Herren zu erklären, dass sie sich in verschiedenen Punkten in einem tatsächlichen Irrtum befinden. Wir wollen nicht nur eine landwirtschaftliche Strafanstalt haben, sondern eine, der die Landwirtschaft als Grundlage dient und auf der sich gewissermassen ein abgeschlossener Organismus, ein Dorf, eine kleine Gemeinde aufbaut, wo für jeden, vom Schreiber bis zum Mechaniker, vom Wagner bis zum letzten Bauernknecht, die passende Arbeit sich findet. Ich habe die Herren auch ersucht, das Verzeichnis der Beschäftigung nachzusehen und sich anhand desselben zu überzeugen, dass in unsern heutigen bernischen Strafanstalten ungefähr die Hälfte der Tage-

werke auf die Landwirtschaft fällt und die andere Hälfte auf gewerbliche und andere Beschäftigungen aller Art. Ich für mich behaupte, dass bei einer derartigen Einrichtung zwanglos und in der allernützlichsten Weise alle menschlichen Beschäftigungen eingeführt werden können, viel besser als in einer geschlossenen Anstalt, die naturgemäss beständig auf einige wenige Arbeitszweige angewiesen ist, wenn sie dieselben richtig und lukrativ betreiben will. Ich glaube auch nicht an die Wohltat und den Nutzen einer allzulangen und allzu stark ausgeprägten Einzelhaft, und auch nicht an den Nutzen und die Wohltat, die man den Leuten durch Zuspruch erweisen kann. Das ist gut und recht; in der Zelle kommt man zum Einzelnen und kann mit ihm reden, und wir haben Leute genug, welche den Sträflingen in allen möglichen Arten zusprechen können. Aber die Frage ist nur, ob sie es glauben oder ob sie nicht sagen: Ich weiss, du kommst aus deinem Bureau, um mir zuzusprechen, man holt dich mit dem Fuhrwerk auf der nächsten Bahnstation ab, gibt dir ein gutes Zimis, dann kommst du zu mir, um mir zu sagen, wie ich mich aufführen soll, und nachher führt man dich wieder auf die Bahn, du fährst nach Hause und die Sache ist für dich erledigt. Es gibt Leute, welche durch Zureden einen guten Einfluss ausüben können, aber ihre Zahl ist verschwindend klein. Dagegen können wir unsere Sträflinge, namentlich wir mit unserm schwerfälligen Wesen, durch Arbeit und gutes Beispiel beeinflussen. Wer die Verhältnisse in unsern Strafanstalten einigermassen kennt, der weiss, welchen Einfluss das Beispiel des Verwalters und der Angestellten ausübt, ohne dass sie ein Wort zu sagen brauchen. Die erfreulichen Resultate in Thorberg, wo die Sträflinge grösstenteils in ihren Zellen oder in den allgemeinen Arbeitsräumen, wo sie keinen eigentlichen Ueberblick haben, eingeschlossen sind, verdanken wir dem Umstand, dass ein Mann an der Spitze der Anstalt steht, der der erste lund letzte bei der Arbeit ist. Das gilt in viel grösserm Masse dort, wo die Leute sich etwas freier bewegen können und alles sehen, was um sie her vorgeht. Dem Verwalter und den Vorgesetzten glauben sie mehr, wenn sie sehen, dass sie immer am schwerern Ort angreifen, am Morgen zuerst bei der Arbeit sind und am Abend daheim noch länger arbeiten, als einem, der aus einem Bureau kommt und sie gelegentlich aufsucht, um ihnen zuzusprechen.

Ich könnte eine Menge Beispiele anführen, die beweisen, dass in einem derartigen Betriebe, der vernünftig und praktisch eingerichtet ist, die Einwirkung im Sinne der Besserung bedeutend grösser ist als dort, wo die Insassen während ihrer ganzen Strafzeit oder doch während eines grossen Teils derselben in ihren Zellen eingeschlossen sind. Ich habe vor Jahren einmal eine Erfahrung gemacht, die zur Stunde noch gilt. Wir mussten in den Assisen in. Burgdorf einen Bauernknecht verurteilen, der eine schwere Misshandlung begangen hatte, aber im übrigen ein guter Bursche war. Er hatte eine lange Untersuchungshaft hinter sich, und als wir ihn am Schluss der Verhandlungen fragten, ob er noch etwas zu sagen hätte, erklärte er: Ich habe nichts mehr zu sagen, nehmt mich nur aus der Zelle, sonst werde ich verrückt. Soll man nun einen solchen Menschen, der sein ganzes Leben in freier Luft und Bewegung zugebracht hat und der sich selbst im stillen nicht

so beschäftigen kann, dass daraus ein Nutzen entstehen könnte, in eine Zelle einsperren, dass er erst recht aus dem Häuschen kommt?

Ich will in bezug auf den Nutzen und heilsamen Einfluss des guten Beispiels noch einen andern Fall anführen, der in Witzwil vorgekommen ist. Ein Sträfling aus bessern Kreisen wurde in die Anstalt verbracht. Bei seinem Eintritt erklärte er, er arbeite nicht, er habe bis jetzt sein Leben mit der Feder verdient und es falle ihm nicht ein, hier anzufangen, wo alle Neueintretenden anfangen müssen, nämlich bei der Arbeit auf dem Lande. Zum Glück war er zu einem vernünftigen Aufseher gekommen und dieser bemerkte ihm, er brauche nicht zu arbeiten, er habe nur den ganzen Tag hinter dem Pflug herzulaufen. Er tat es einen halben Tag, während alles um ihn in Tätigkeit und Arbeit war, und am Nachmittag nahm er von selbst seine Gabel und arbeitete mit. Während der ganzen Strafzeit war sein Betragen musterhaft, so dass die Verwaltung den Mann nur ungern gehen liess.

Das sind Einwirkungen, die auch von einem einfachen Menschen ausgehen können, dazu braucht es keine Gelehrten. Wir haben glücklicherweise Leute genug, die in ihrer Stellung als Aufseher und Leiter durch die einfache pflichtgetreue Arbeit des täglichen Lebens den Leuten, die der Arbeit und Pflichterfüllung entwöhnt sind, den rechten Weg zu weisen imstande sind. Wir sollten deshalb nicht ohne Not von dem System abgehen, das bis jetzt schöne Er-

folge gezeitigt hat.

Ich weiss nun wohl, dass kein Strafsystem mit Sicherheit zu sagen erlaubt, dass die und die Folgen eintreten werden. Solange die Menschheit existiert, wird auch der Kampf gegen menschliche Schwäche und Bosheit andauern, und solange wir in unsern sozialen Einrichtungen Mängel und Lücken haben, wird auch ein grosser Teil der unglücklichen Mitmenschen in Strafanstalten gedrängt werden. Damit müssen wir beständig rechnen und man bildet sich vielleicht im allgemeinen zuviel von dem Nutzen dieses oder jenes Systems ein. Wenn man liest, was Bitzius im Jahre 1882 und was Stockmar im Jahre 1891 gesagt haben, so ist man auf den ersten Augenblick versucht zu erklären, jene Hoffnungen seien nicht in Erfüllung gegangen, wir haben heute immer noch einige hundert Sträflinge. Allein wenn wir uns auf der einen Seite nicht falschen Hoffnungen hingeben dürfen, so dürfen wir auf der andern Seite doch auch den Mut nicht verlieren, sondern fest überzeugt sein, dass jede Guttat und jede richtige Behandlung, die einem Sträfling zuteil wird, sich so oder anders auch wieder bezahlt macht, wenn wir es vielleicht auch nicht sofort sehen.

In dieser Richtung glaube ich, dürfen wir für uns in Anspruch nehmen, dass wir menschlicher sind als diejenigen, die den Strafvollzug auf dem Wege der vollständigen Einsperrung durchführen wollen. Es ist vollständig richtig, dass man alle diejenigen einsperrt, die sich dem Zwang und der Disziplin nicht fügen wollen, die fluchtverdächtig und für die öffentliche Sicherheit gefährlich sind; dass man aber diejenigen, die nichts Besseres verlangen, als dass sie arbeiten können, und die sich vielleicht noch weiter bilden wollen, die ganze Strafzeit hindurch hinter Schloss und Riegel hält, scheint mir eine Grausamkeit zu sein, die weiter geht, als nötig ist. Man soll

jeden einzelnen ansehen, und wenn er Vertrauen verdient, soll man ihm dieses Vertrauen auch entgegenbringen. Auf diese Art kommen wir dazu, den progressiven Strafvollzug durchzuführen, den der Grosse Rat vor einigen Jahren grundsätzlich gebilligt hat. So kommen wir auf die einfachste Weise dazu, dass man den Sträfling aus der Zelle, in der er vielleicht die erste Zeit zubringt, in den gemeinsamen Arbeitssaal herausnimmt, von da in den Hofraum der Anstalt verbringt und von hier in die weitere Umgebung, bis er dann vor seiner Entlassung vielleicht noch einige Zeit auf einem der Aussenhöfe der Anstalt zubringt, ungefähr wie ein Bauernknecht, und dort mit einem Aufseher arbeitet. Das ist ein progressiver Strafvollzug, der nicht schematisch von einem Tag auf den andern platzgreift, der aber den Verhältnissen viel besser angepasst ist, als wenn man den Mann von der I. Klasse in die II. und von der II. in die III. Klasse vorrücken lässt, ihn aber immer in der Anstalt behält und erst am Tage der Entlassung an die freie Luft tut.

Es ist natürlich schwer zu sagen, das eine oder das andere System sei das bessere. Wir können sagen, unser System sei das bessere, und die Anhänger des geschlossenen Systems erklären, wir sind für unser System, mit dem wir grosse Erfolge erzielt haben. Soviel ist aber jedenfalls sicher, dass in bezug auf das körperliche Gedeihen und die gesundheitlichen Folgen das etwas freiere System des bernischen Strafvollzugs den Vorzug verdient gegenüber demjenigen System, das mit geschlossenen Räumlichkeiten arbeitet. Ich ritt vor Jahren einmal zufällig in der Nähe von Lenzburg vorbei in Begleitung eines Arztes. Die Strafanstalt in Lenzburg gilt unter der Direktion des Herrn Hürbin als eine Musteranstalt. Der Begleiter sagte mir, er sei der behandelnde Arzt in der Anstalt. Ich fragte ihn, ob er viel zu tun habe und mit welchem Erfolg er in der Anstalt arbeite, und er antwortete mir, es sei angenehm, dort Arzt zu sein, er habe ein ausgezeichnetes Mittel, das noch nie versagt habe; wenn einer krank werde, erlaube er ihm, im Garten zu arbeiten, und dann sei er sofort zufrieden und gesund. Ich meine, wenn das als Heilmittel gut ist, sollte man es allgemein anwenden und nicht warten, bis einer krank ist.

Im weitern wurde schon im Berichte des Regierungsrates darauf hingewiesen, dass die grösste Zahl der Sträflinge mittellos ist. Das deutet mit andern Worten darauf hin, dass das Verbrechertum eine soziale Krankheit ist. Das einzige, was diese Leute haben, ist ihre Arbeitskraft. Wenn sie nun am Tage ihrer Entlassung durch die lange Einschliessung und die eintönige Arbeit und Nahrung erschöpft sind, wie sollen sie sich dann in der Freiheit bewegen können? Hat der nicht grössere Aussicht, durchzukommen, dessen Körper nicht geschwächt, sondern im Gegenteil durch die erfahrene Behandlung, regelmässige Arbeit, genügendes Essen und Schlafen, wieder in Ordnung gebracht ist? Die Beispiele sind gar nicht selten, dass bei unserm System ein Mensch, der mit allen möglichen Krankheiten eintrat, die Anstalt vollständig gesund und gestärkt verlässt. Vor Jahren haben einige internationale Taschendiebe im Kanton Bern eine Rolle gespielt. Sie wurden erwischt und kamen in die Strafanstalt. Bei ihrem Eintritt waren sie von oben bis unten mit allen möglichen Krankheiten behaftet, hatten einen zerrütteten Magen und ein zerrüttetes Nervensystem, und als sie fortgingen, waren sie gesünder als je zuvor. Wir schoben sie über die Grenze ab und mussten uns nicht darum kümmern, wie sie ihre neue Kraft anwendeten. Aber für diejenigen, die bei uns bleiben und die wir unter die Fittiche der Schutzaufsicht nehmen, kann man nur wünschen, dass sie vom ersten Tag an kräftig sind und frei von Krankheit ins Leben hinaustreten.

Das sind die Gründe welche den Regierungsrat bewogen haben, entgegen der Auffassung in den offiziellen eidgen. Kreisen auf das bisherige System abzustellen. Es ist deshalb kein Konflikt mit der Eidgenossenschaft zu erwarten, denn sie ist bereit, auf uns Rücksicht zu nehmen. Bereits hat im Entwurf eines eidgen. Strafgesetzbuchs ein Artikel Aufnahme gefunden, wonach für Kantone mit besondern Verhältnissen der Strafvollzug auch besonders geordnet werden kann. Es ist dies der sogen. Bernerartikel.

Neben diesen Vorteilen, die in der Sache selbst liegen, sind auch noch einige Vorteile, die eine kleinere, aber doch nicht unbeträchtliche Rolle spielen. Ich nenne in erster Linie den Kostenpunkt. Die Anstalten St. Johannsen und Witzwil erhalten sich im grossen und ganzen selbst. Was etwa an Ausgaben aufgewendet werden muss, wird im Durchschnitt der Jahre durch die Inventarvermehrung gutgemacht. Daneben haben uns diese Anstalten in den letzten 30 Jahren vielleicht 3—4000 Jucharten Land kultiviert, also Werte geschaffen, die früher gar nicht existierten. Das ist auch etwas, das in Betracht fällt.

Im weitern hat es den Vorteil, dass wir mit einer solchen Anstalt dem freien Gewerbe keine Konkurrenz machen. Davon hat man in der letzten Zeit bei uns nicht mehr soviel gehört. Aber früher, als die Strafanstalt noch in der Stadt Bern war, wurde deshalb beständig reklamiert. Wozu das führen kann, konnten Sie kürzlich in Basel sehen. Dort hat sich die ganze Buchdruckergilde dagegen gewehrt, dass die Strafanstalt eine kleine Buchdruckerei einrichte. Wenn wir zum Gewerbebetrieb übergehen und ihn lukrativ und produktiv gestalten wollten, dann würden auch solche Konflikte entstehen, und je grössere Betriebe wir hätten, desto grösser würden die Konflikte sein.

Dann ist auch zu sagen, dass unser System für alle Beteiligten etwas Aufmunterndes hat. Derjenige, der in der Zelle Papiersäcke fabriziert, Kaffeebohnen erliest, am Webstuhl sitzt oder Besen oder Körbe herstellt, weiss nicht, wohin die Ware geht, ihm wird die Arbeit zu einer Last; aber derjenige, der sieht, was aus dem, was er macht, wird, dass alles, was um ihn herum ist, zum Teil von ihm geschaffen ist, der steht in einer ganz andern geistigen Atmosphäre als derjenige, der in der Anstalt selbst eingesperrt ist und von dem allem nichts sieht.

Wir sind also der Meinung, wir wollen auf dem bisherigen Boden progredieren, Thorberg nach Witzwil überführen, einen einheitlichen Betrieb einrichten und als Grundlage dieses Betriebes die Landwirtschaft beibehalten. Natürlich kann der landwirtschaftliche Betrieb nicht im bisherigen Umfange beibehalten werden. Bisher sind in Witzwil unsere bessern Sträflinge untergebracht, denen man freiere Bewegung gestatten kann. In Thorberg dagegen befinden sich die schweren Verbrecher, die Fluchtver-

dächtigen und Rückfälligen, die besser versorgt werden müssen als die andern. Es hat allerdings im Jahre 1893 eine Expertise über die sogenannte Kaserne, über den jetzigen Zellenbau in Witzwil stattgefunden und die Experten fanden, er sei nicht stark genug. Von 1893 an bis zur Stunde hat aber dort kein einziger Ausbruch stattgefunden. An und für sich wären also die Zellen und die baulichen Einrichtungen sicher genug, nur sind die Zellen zu klein, da sie als reine Schlafzellen und nicht als Arbeitszellen erstellt wurden. Der Regierungsrat schlägt infolgedessen die Errichtung eines grossen Zellenbaues nach modernen Mustern und Anschauungen vor, in dem der Sträfling nötigenfalls vom ersten bis zum letzten Tag seiner Strafzeit bleiben kann, wenn er nicht einer etwas freiern Behandlung würdig erfunden wird. Ein solcher Bau muss natürlich ganz anders eingerichtet und mit Bureaux, mit allen möglichen sanitären Einrichtungen, mit Arbeitsräumen, Arbeitszellen und auch mit einem grossen Spazierhof versehen sein. Das alles ist im Vorschlag des Regierungsrates inbegriffen. In unmittelbarer Nähe der heutigen Hauptanstalt Witzwil würde ein Areal von 10-20 Jucharten durch eine hohe Mauer abgetrennt und auf diesem neuen Areal die neue Anstalt mit ihren vorläufig drei und später vier Flügeln gebaut. So würde dort gewissermassen eine Spezialanstalt errichtet, die in ihrer Art gerade so aussehen würde wie die Anstalten anderer Kantone, wobei wir aber doch die Möglichkeit hätten, alle diejenigen, die es nicht nötig haben, in dieser Spezialanstalt eingeschlossen zu sein, sei es von Anfang an, sei es im Laufe der Zeit in den freiern Teil der Anstalt hinüberzunehmen und dort nach ihren Fähigkeiten zu verwenden.

Die Kosten der in Aussicht genommenen Neuordnung sind ziemlich gross; sie belaufen sich auf ungefähr 1,110,000 Fr. Davon kommt in Abrechnung der Wert der für andere Zwecke frei werdenden Gebäulichkeiten in Thorberg. Im weitern verlangt der Regierungsrat einen Kredit im Maximum der grossrätlichen Kompetenz von 500,000 Fr. Der Rest ist durch die Anstalt Witzwil in Form von Arbeit und Materiallieferung aufzubringen. Der Anteil von 2-300,000 Fr., der der Strafanstalt Witzwil zugemutet wird, ist ziemlich gross, aber die bisherigen Erfahrungen zeigen uns, dass sie dafür aufkommen kann, indem in den letzten zehn Jahren in Witzwil grosse Bauten ohne wesentliche Staatsbeiträge erstellt worden sind. Wenn wir der Anstalt die nötige Zeit geben, damit sie die Sache richtig vorbereiten und durchführen kann, dann wird es ihr möglich sein, diese Arbeit zu leisten.

Ich will noch kurz darüber Auskunft geben, was in Thorberg geschehen soll. Diese Frage hat die Staatswirtschaftskommission lebhaft beschäftigt. Es wird schwer sein, man mag vorgehen wie man will, aus Thorberg etwas ganz Gefreutes zu machen, denn die Anstalt ist weit von einer Eisenbahn entfernt, liegt auf einem Hügel, auf den ein einfacher zweispänniger Wagen nur mit Mühe hinaufgebracht werden kann, und befindet sich in einem sehr wenig übersichtlichen Gelände. Immerhin ist es möglich hier eine Versorgungsanstalt einzurichten für Leute, bei denen es auf die Sicherung gegen Ausbruch nicht soviel ankommt, z. B. eine Anstalt für geisteskranke Verbrecher, für die wir jetzt nirgends Platz

haben; denn wenn wir sie in Münsingen oder in der Waldau unterbringen, werden sie wegen Mangel an Platz nach einem halben Jahr wieder entlassen, ob sie gemeingefährlich seien oder nicht. Man hat auch an eine zweite Anstalt St. Johannsen gedacht, da die jetzige anhaltend überfüllt ist. Im weitern an eine Anstalt für bösartige Arme, von denen die weniger Gefährlichen im freiern Teil und die andern, für die ein schärferes Regime nötig wäre, im Zellenbau

untergebracht werden könnten. Zum Schluss füge ich noch bei, dass in das alles auch die Frage des Strafrechts überhaupt hineinspielt. Der Kampf kann nicht nur durch den Strafvollzug, sondern muss auch durch das Strafgesetzbuch und den Strafrichter geführt werden, und da sind wir in den letzten Jahren beständig auf dem Boden der Milderung und Besserung vorgegangen. Ich erwähne die beiden letzten Erlasse betreffend die bedingte Verurteilung und die bedingte Entlassung. Auf der andern Seite wird sich aber auch wieder fragen, ob wir nicht da und dort etwas schärfere Saîten aufziehen sollten. Ich bin der Meinung, dass man an zwei Orten mit grosser Wirkung eingreifen kann: einmal gegenüber den jungen Verbrechern und gegenüber den Unverbesserlichen. Jugendlichen sollten wir nicht gleich behandeln wie die Alten. Es hat keinen Sinn, einen jugendlichen Delinquenten wegen Diebstahl mit 14, 60 Tagen oder 6 Monaten Korrektionshaus, umgewandelt in 90 Tage Einzelhaft, zu bestrafen; denn was wollen Sie mit einem Knaben von 16 Jahren in 14 Tagen oder 3 Monaten anstellen? Entweder lässt man den Burschen ganz laufen und droht ihm, dass man ihn das nächste Mal gehörig beim Ohr fassen werde, oder man versorgt ihn für so lange, bis eine Besserung eintreten kann. Auch bei Rückfälligen ist es damit nicht gemacht, dass man den Mann einige Tage einsperrt, damit er, nachdem er kaum entlassen ist und wieder ein paar Züge in der freien Luft getan hat, aufs neue vor den Strafrichter komme und wieder bestraft werde. Gegenüber Rückfälligen, bei denen eine Besserung kaum mehr möglich ist, bleibt nichts anderes übrig, als energisch einzugreifen und sie wenigstens einige Jahre in einer Anstalt zu versorgen. Grosse Rat hat denn auch im Armenpolizeigesetz die Bestimmung aufgenommen, dass der vielfach Rückfällige in die Arbeitsanstalt versetzt werden kann. Doch das sind Sachen, die sich zur Stunde der Kompetenz des kantonalen Gesetzgebers entziehen und mehr in die Kompetenz des eidgenössischen Gesetzgebers gehören. Aber sie zeigen, wo man am

schärfsten einschreiten sollte.

Zur Sache selbst beantrage ich Ihnen Annahme des gedruckt vorliegenden Beschlussesentwurfes des Regierungsrates.

Jenny, Berichterstatter der Staatswirtschaftskommission. Die vorliegende Frage ist von der Staatswirtschaftskommission sehr eingehend behandelt worden. Wir haben zu diesem Zweck eine Besichtigung der beiden in Frage stehenden Anstalten vorgenommen. Wir haben einmal die Anstalt Thorberg besucht, um uns ein Bild zu machen von der Anstaltsführung; dieselbe hat auf alle Mitglieder der Kommission einen vorzüglichen Eindruck gemacht. Im weitern wollten wir uns über die baulichen Zustände der Anstalt orientieren, um darüber ins klare

zu kommen, ob die Bauten in Thorberg den Anforderungen eines korrekten Strafvollzugs genügen oder ob dies nicht mehr zutrifft, wie von den Anstaltsbehörden und dem Regierungsrat behauptet wird. Wir haben auch die Anstalt Witzwil besichtigt, um uns darüber Rechenschaft zu geben, wie die Erweiterung dieser Anstalt im Falle der Verlegung von Thorberg platzgreifen soll.

Die Staatswirtschaftskommission hat sich gesagt: Wenn auch für die Versetzung des Insassen von Thorberg nach Witzwil gewichtige Gründe sprechen, so darf doch angesichts der grossen Kostensumme, die in Frage steht, dieses Geschäft nicht übers Knie gebrochen werden. Namentlich von der Minderheit wurde in der ersten Kommissionssitzung geltend gemacht, dass die heutige Finanzlage des Staates zur Vorsicht mahne. Im weitern wurde darauf hingewiesen, dass wohl die Wünschbarkeit der Verlegung von Thorberg nach Witzwil vorliege, aber dass das absolute Bedürfnis nicht nachgewiesen worden sei. Im Gegenteil, die neue Anstaltsführung in Thorberg habe den Beweis erbracht, dass, einige Umänderungsbauten eingerechnet, auch in dieser Anstalt ein korrekter Strafvollzug möglich und durchführbar sei.

Man hat sich auch gesagt, dass Thorberg, diese Ritterburg, dieses Felsennest, eigentlich für eine Strafanstalt wie geschaffen sei und dass dafür kaum eine zweckentsprechendere Verwendung werde gefunden werden können. Ferner wurde darauf hingewiesen, dass der Zellenbau in Thorberg erst neuern Datums sei und dass den heutigen Anforderungen entsprechend durch die Vereinigung von zwei Zellen aus den Schlafzellen Arbeitszellen errichtet werden könnten usw. Dagegen muss zugegeben werden, dass sowohl die Schlaf- als die Arbeitsräume der korrektionell Bestraften den heutigen Anforderungen nicht genügen. Der grosse Schlafraum muss aufgehoben und an dessen Stelle müssen eine Anzahl kleinere Schlafräume geschaffen werden; auch die Arbeitsräume wären hygienisch auszubauen, mit mehr Licht und Luft zu versehen, namentlich in der Weberei. Wenn aber diese Umänderungen vorgenommen werden, dann vermag unseres Erachtens auch diese Anstalt bei richtiger Führung den Anforderungen eines rationellen Strafvollzugs zu entsprechen.

Im weitern ist in der Staatswirtschaftskommission ich spreche immer von ihrer ersten Sitzung betont worden, dass die Meinungen über das System des Strafvollzugs heute noch durchaus nicht abgeklärt seien. Während beispielsweise das künftige eidgen. Strafgesetzbuch das Hauptgewicht auf eine geschlossene Anstalt lege und dabei eine weitgehende Teilung in bezug auf die Ausscheidung der ver-schiedenen Verbrecherkategorien vorsehe, beobachte das bernische Strafverfahren und Strafsystem eine freiere Behandlung der Insassen auf Grundlage des landwirtschaftlichen Betriebes. In diesem Stadium, wo die Meinungen so sehr auseinandergehen, wäre es wohl richtiger, mit so kostspieligen Bauten etwas zuzuwarten. Man wies auch darauf hin, dass erst vor 20 Jahren in Thorberg ein neuer, solider und kostspieliger Zellenbau erstellt worden ist, der nach den damaligen Mitteilungen in den Behörden den modernsten Anforderungen an den Strafvollzug entsprochen habe — und heute soll dieser Bau veraltet und unbrauchbar sein. Wenn man diese Wandlungen verfolgt, so darf man gegenüber den wechselnden

Theorien auf dem Gebiete des Strafvollzuges schon etwas zurückhaltend und skeptisch sein.

Das sind die Ansichten, die sich bei der Behandlung des Geschäftes in der ersten Sitzung der Staatswirtschaftskommission geltend gemacht haben. Ich wollte nicht unterlassen, Ihnen diese Einwendungen vor Augen zu führen, indem sie sich hören lassen und Ihnen zeigen, wie gründlich dieses schwerwiegende Geschäft auch in der Staatswirtschaftskommission behandelt worden ist.

Am Schluss der ersten Sitzung sagte sich die Kommission, es solle vorderhand von einem definitiven Entscheid abgesehen und von der Regierung ein Bericht über die zukünftige Verwendung der zu verlassenden Anstalt Thorberg eingeholt werden. Wir stellten uns auf den Boden, dass, wenn infolge der Verlegung von Thorberg nach Witzwil Hunderttausende für Neubauten ausgeworfen werden sollen, es unsere Pflicht sei, uns zuerst darüber zu vergewissern, was mit der alten Anstalt gemacht werden soll und ob es möglich sei, ohne allzu grosse Kosten für sie eine zweckentsprechende Verwendung zu finden. Mit der Million in Witzwil werden Hunderttausende für die Umbauten in Thorberg zu gewärtigen sein.

In einer spätern Sitzung hat uns Herr Regierungsrat Scheurer in eingehender Weise darüber Aufschluss gegeben, was die Regierung in Zukunft mit Thorberg zu machen gedenke. Ich will darauf nicht näher eintreten. Sie haben den heutigen Ausführungen des Vertreters des Regierungsrates entnehmen können, dass verschiedene Verwendungsarten in Aussicht stehen und dass die Anstalt Thorberg auch in Zukunft Verwendung finden kann, wobei allerdings grosse Kosten für Umbauten entstehen werden. Wir haben uns von der Berichterstattung seitens der Regierung befriedigt erklärt und sind dann zur Sache selbst übergegangen. Nach gewalteter Diskussion mussten wir uns überzeugen, dass die Verlegung der Anstalt sich empfehle, und wir haben denn auch in der zweiten Sitzung einstimmig beschlossen, dem Antrage des Regierungsrates zuzustimmen.

Es wird Sie interessieren, zu vernehmen, aus welchen Erwägungen die Staatswirtschaftskommission zu dieser endgültigen Beschlussfassung gekommen ist. Sie ist dazu gekommen einmal vom Gesichtspunkte eines rationellen Strafvollzuges aus und in zweiter Linie aus finanziellen Rücksichten. Beide Momente sind Ihnen in sehr eingehender Weise vom Vertreter der Regierung auseinandergesetzt worden.

Was die finanzielle Seite anbelangt, so muss allerdings gesagt werden, dass die Vereinigung der beiden Anstalten in Witzwil für den Staat eine Ausgabe von 1,110,000 Fr. zur Folge hat. Aber demgegenüber ist nicht ausser acht zu lassen, dass der Betrieb in Witzwil einen so eminent wirtschaftlichen Vorteil in sich schliesst, dass diese grosse Kostensumme leicht verzinst und in wenigen Jahren amortisiert werden kann. Hierüber haben wir ganz bestimmte Anhaltspunkte. Nach der Staatsrechnung von 1912 ergeben sich für beide Anstalten folgende Resultate: In Thorberg haben wir es mit einem Betriebsdefizit von 58,874 Fr. zu tun, in Witzwil dagegen mit einem Betriebsüberschuss von 83,464 Fr. Dabei habe ich absichtlich alle Inventarveränderungen, die in beiden Anstalten vorgekommen sind, ausgeschaltet und ebensowenig die in der Staatsrechnung eingesetzten Kostgelder in Berechnung gezogen, um ein einwandfreies Ergebnis zur Ausrechnung der Kosten für den einzelnen Sträfling zu erhalten. Thorberg hatte 207 Sträflinge und der Sträfling kam damit auf 284 Fr. zu stehen; in Witzwil waren 283 Sträflinge und der einzelne kostete nicht nur nichts, sondern es ergab sich noch ein Ueberschuss von 294 Fr. auf den Kopf. Angesichts dieser beiden Zahlen werden Sie sich ohne weiteres von der wirtschaftlichen Ueberlegenheit der Anstalt Witzwil Rechenschaft geben können. Die Gründe für diese Ueberlegenheit will ich nicht wiederholen. Der Vertreter der Regierung hat dies bereits in ausreichendem Masse getan. Er hat darauf hingewiesen, wie St. Johannsen und Witzwil grosse öde Ländereien in fruchtbare Gefilde umgewandelt haben und wie durch die Urbarisierung des Mooses neue Werte von über 2 Millionen Franken geschaffen worden sind. Das wird auch in Zukunft geschehen. Noch sind grosse Ländereien der Kultur zu erschliessen, und diese Anstalten werden auch fernerhin in dieser Richtung ihr Kulturwerk vollziehen. In Thorberg dagegen ist wirtschaftlich nicht viel mehr zu leisten. Es wird landwirtschaftlich auf dem gleichen Boden bleiben wie bis dahin; auch bei einem rationellen Betrieb wird dort ein Mehreres nicht zu holen sein, aus Gründen, die in den Verhältnissen liegen.

Nun darf aber in der Beurteilung dieser Rechnung ein Moment nicht ausser Betracht gelassen werden, wenn man Thorberg gegenüber nicht ungerecht sein will. In Thorberg sind die gefährlichen Verbrecher untergebracht, während die Sträflinge in Witzwil sofort zur Arbeit verwendet werden können. Thorberg beherbergt die mit Zucht- und Korrektionshaus Vorbestraften und die zu Zuchthaus von über drei Jahren Verurteilten, im weitern die fluchtverdächtigen und bösartigen Korrektions- und Zuchthaussträflinge. Es ist das also eine sehr gefährliche Gesellschaft. In Witzwil dagegen sind untergebracht die nicht vorbestraften Korrektionshaussträflinge, die nicht vorbestraften Zuchthaussträflinge, deren Strafzeit drei Jahre nicht übersteigt, sowie die zur Enthaltung und die zu Arbeitshaus verurteilten. Es ist für jedermann klar, dass die wirtschaftliche Produktivität der Insassen in Thorberg ungleich geringer sein muss als diejenige der in Witzwil Untergebrachten. In Thorberg sind eine grosse Zahl Sträflinge in den Zellen und Arbeitsräumen eingeschlossen und können nicht auf den vereinzelten Höfen zur Arbeit herangezogen werden, während dagegen alle Insassen von Witzwil von Anfang an nützlich und produktiv verwendet werden können. Wenn einmal die Sträflinge von Thorberg nach Witzwil verbracht sein werden, so wird das Betriebsresultat in Witzwil jedenfalls auch etwas herabgemindert werden.

Der Hauptgesichtspunkt, der uns veranlasst, die Verlegung nach Witzwil zu empfehlen, ist der Strafvollzug selbst. Ich habe bereits erwähnt, dass verschiedene Strafvollzugssysteme bestehen, die sich in der Hauptsache nach den vom Vertreter der Regierung aufgeführten Merkmalen unterscheiden. Wir haben einmal die geschlossene Anstalt mit der Einzelzelle, dann mit der Arbeitszelle und mit dem geschlossenen gemeinsamen Arbeitsraum. Dieses System schwebt dem eidgen. Strafgesetzbuch vor und wird in der Hauptsache von den Strafvollzugstechnikern vertreten. Demgegenüber haben wir das freiere bernische System, wenn man es so nennen darf, mit

dem landwirtschaftlichen Betriebe als Grundlage. Herr Regierungsrat Scheurer hat Ihnen auseinandergesetzt, dass wir mit dem Berner System gute Erfahrungen gemacht haben und dass absolut kein Grund vorliege, davon abzugehen. Die Staatswirtschaftskom-mission teilt die Ansicht, dass dieses System beibehalten und weiter ausgebaut werden soll, indem es nach verschiedenen Richtungen Vorteile bietet, in bezug auf die Erziehung und Besserung der Verbrecher, in bezug auf die Gesundheit der Sträflinge usw. usw. Man wird allerdings einwenden — ich muss das noch beifügen, weil es vom Vertreter der Regierung weniger berührt worden ist — dass das Verbrechen beim bernischen System nicht die erwünschte Sühne erhalte, wie sie im Volksempfinden liege und wie sie auch nach der Meinung der Strafvollzugstechniker stattfinden sollte. Der Ernst der Strafe komme bei diesem freien System dem Insassen nicht so recht zum Bewusstsein und da die Sträflinge bei den landwirtschaftlichen Arbeiten miteinander in Berührung kommen, sei weiter zu befürchten, dass die Unverdorbenen von den Verdorbenen angesteckt werden. Demgegenüber muss festgestellt werden, dass nach den bisherigen Erfahrungen beim bernischen System, das die Abbüssung der Strafe mit nützlicher Arbeit verbindet, der Freiheitsentzug im vollen Masse durchgeführt wird und dass ein strenger Arbeitszwang und eine sehr feste Anstaltsordnung herrschen. Das System hat auch den Vorteil, dass die erstmals Bestraften, die frisch in die Anstalt eintreten, eher den Weg zur Besserung betreten als die in einer geschlossenen Anstalt Untergebrachten. Für die Gewohnheitsverbrecher wird man allerdings kein System finden, das ihnen den Schrecken der Strafe genügend zum Bewusstsein brächte. Was die Sicherung nach aussen anbetrifft, so können, wie bereits vom Herrn Justizdirektor ausgeführt wurde, auch bei diesem System alle Massnahmen getroffen werden, um eine Flucht zu verunmöglichen. Ich will dieses Kapitel schliessen, indem ich betone, dass die Staatswirtschaftskommission mit der Regierung einig geht, dass eine regelmässige Arbeit das beste Disziplinarmittel für die Anstaltsinsassen ist.

In bezug auf die Organisation und den Neubau ist zu bemerken, dass durch die Vereinigung der beiden Anstalten zweifellos die Verwaltungskosten sich wesentlich vermindern und eine rationellere Ausnützung der Arbeitskräfte ermöglicht wird. Das sind zwei Hauptgesichtspunkte, die bei der Vereinigung in Frage kommen.

Wenn die 200 Mann von Thorberg nach Witzwil übergeführt werden sollen, muss hier ein Neubau erstellt werden. Dabei müssen etwas andere Grundsätze zur Anwendung kommen als bei den in Witzwil bereits vorhandenen Gefängnisbauten, weil wir es bei den von Thorberg nach Witzwil Versetzten mit den gefährlichsten Verbrechern zu tun haben, die in einem Zellengebäude mit 200—220 Zellen untergebracht werden müssen.

Die Gesamtkosten der geplanten Veränderungen sind auf 1,110,000 Fr. veranschlagt. Nach den vorhandenen Plänen sollen 2720 m² überbaut werden; der Kubikinhalt beträgt 42,400 m³, woraus sich bei einem Einheitspreis von 26 Fr. eine Bausumme von 1,110,000 Fr. ergibt. Diese Kosten sollen gedeckt werden einmal durch die Kapitalschatzung der Gebäude

von Thorberg gemäss Gesetz von 1872 über die Finanzverwaltung; sie beträgt 466,320 Fr. Ferner ist für den Fall, dass der Bau in einer längern Periode von Jahren erstellt wird, was wahrscheinlich ist, von der Anstalt selbst durch die Arbeit ihrer Insassen eine Leistung von rund 200,000 Fr. aufzubringen. Die laufende Verwaltung würde somit noch mit 433,600 Fr. oder rund einer halben Million Fr. belastet. Auffallen mag Ihnen vielleicht die Berechnung der Kapitalschatzung der Gebäude in Thorberg zugunsten des Neubaues in Witzwil; allein die Gesetzgebung sieht das vor und es lässt sich nichts dagegen einwenden. Es muss aber darauf aufmerksam gemacht werden, dass die neue Verwendungsart der Gebäude in Thorberg grössere Umbauten zur Folge haben wird, wodurch der Betrieb der neuen Anstalt in Thorberg schwer belastet werden wird. Ich wollte das zum vornherein betonen, damit man nicht etwa dem Direktor von Thorberg gegenüber ungerecht urteilt, wenn sein Betrieb wesentlich ungünstiger abschliesst als derjenige anderer Anstalten, die unter viel günstigern Verhältnissen arbeiten.

Mit diesen Worten empfehle ich Ihnen namens der Staatswirtschaftskommission die vorliegenden Anträge des Regierungsrates zur Annahme.

Dürrenmatt. Wir sind sonst gewohnt, am ersten Sessionstage etwas leichteres Gemüse vorwegzunehmen als Traktanden von der Tragweite, wie sie dem nun in Behandlung stehenden Geschäft zukommt, und es wurden jedenfalls noch viele andere mit mir von dieser Vorlage etwas überrascht und überrumpelt. obschon sie den Mitgliedern des Rates schon vor einem Jahre ausgeteilt worden ist. Der Bericht des Regierungsrates datiert vom 25. April 1913 und wir hatten fast ein ganzes Jahr Zeit, um uns mit diesem Geschäft einigermassen zu befassen; aber nichtsdestoweniger ist der Rat heute doch etwas à l'improviste genommen, wenn er nun vor den Antrag gestellt wird, die Strafanstalt Thorberg sei aufzuheben, mit Witzwil zu vereinigen und es sei für den Neubau in Witzwil ein Kredit von 1,110,000 Fr. zu bewilligen. Das heisst, wir sollen eine halbe Million bewilligen, mehr dürfen wir ja nicht; 466,320 Fr. würden gedeckt durch den Schatzungswert der Anstaltsgebäude der Domäne Thorberg, die für andere Zwecke frei werden, und den Rest sollen die Herren Sträflinge selbst aufbringen. Ich weiss wohl, dass es schwierig sein wird, in diesem Moment gegenüber dem einstimmigen Antrage des Regierungsrates und der Staatswirtschaftskommission eine abweichende Meinung zu ver-Nichtsdestoweniger sei mir gestattet, den Antrag auf Rückweisung der Vorlage an die Regie-

rung zu stellen und kurz zu begründen.

Wir haben bis jetzt im Kanton der Meinung gelebt, dass es mit den Staatsfinanzen ziemlich übel stehe. Wenn an einem Ort eine Subvention für eine Strasse oder dergleichen erbettelt werden soll, heisst es, wir hätten kein Geld, es müsse damit zugewartet werden. Wenn wir aus dem Amt Wangen wieder einmal wegen des Bahnbaues anklopfen, dann schliesst sich ganz sicher das Portemonnaie und es heisst, davon könne keine Rede sein, wir müssen uns gedulden, bis der Staat Geld habe. Nun vernehmen wir heute, wohl zur Befriedigung vieler, dass offenbar Geld vorhanden sein muss, denn sonst könnte man nicht eine halbe Million zur Verfügung stellen, um eine Aus-

gabe zu beschliessen, die in meinen Augen doch eher eine Luxusausgabe ist. Der Nachweis, dass die Anstalt Thorberg nicht mehr genügt, dass sie unbedingt aufgehoben und mit Witzwil vereinigt werden muss, ist heute nicht erbracht worden. Solange dieser Nachweis nicht erbracht wird, kann ich auch nicht zu einer Vorlage von dieser Tragweite stimmen.

Man hat uns allerdings prinzipiell dargetan, von welch grossem Nutzen es sei, wenn unser bernisches Strafvollzugssystem in dieser Weise ausgeführt werde. Ich mache darauf aufmerksam, dass man damit die ganze Entwicklung verlässt, die im Kanton Bern vor noch nicht gar so langer Zeit als die alleinseligmachende hingestellt worden ist. Herr Regierungsrat Stockmar hat im Jahre 1891 dem Grossen Rat den Plan entwickelt, der im Kanton Bern für die Strafanstalten verfolgt werden soll, und da war die Grundlage die, dass man sagte, es sei nicht gut, wenn alle Verbrecher an den gleichen Ort hinkom-men, sondern man müsse die Besserungsfähigen und die Unverbesserlichen voneinander trennen. Die fünf Bezirksgefängnisse sollten die zu kürzern Freiheitsstrafen Verurteilten aufnehmen, Witzwil diejenigen Verbrecher, die jetzt dort untergebracht sind, und Thorberg die Unverbesserlichen und Rückfälligen. Dieses System wurde damals auf Antrag des in dieser Frage kompetenten Regierungsrates Stockmar akzeptiert. Die rückfälligen und schweren Verbrecher werden nach Thorberg verbracht, die andern dagegen nach Witzwil, damit sie dort noch gebessert werden. Dieser Gedanke ist in das Bewusstsein des Bernervolks übergegangen und es macht einen Unterschied in der Wertschätzung eines Menschen, von dem es heisst, er sei in Witzwil gewesen, oder er habe seine Strafe in Thorberg verbüsst. Beides hat nicht die gleiche Bedeutung, und wenn wir alle Verbrecher an den gleichen Ort verbringen, statt sie zu scheiden, so begehen wir einen grossen Fehler.

Soviel in bezug auf die prinzipielle Seite. Ich füge bei, dass nach meiner Meinung für die Verbrecher, die nach Witzwil gehören, allerdings das sogen. bernische System durchaus am Platze ist. Mit dem landwirtschaftlichen Betrieb erzielen wir nicht nur finanziell, sondern auch in bezug auf die Einwirkung auf die Strafgefangenen selber gute Resultate. Allerdings hört man auch in dieser Beziehung alle mögliche Kritik. Es wird gesagt, der einseitige landwirtschaftliche Betrieb in Witzwil genüge nicht. Ein hervorragender Kriminalist, dem ich die Botschaft der Regierung zugestellt habe, schreibt mir über das Lob der landwirtschaftlichen Arbeit in Witzwil: «Uhrenmacher, die in Witzwil auf dem Lande arbeiten mussten, konnten nachher ihren Beruf nicht mehr ausüben, ihre Hand war für die feine Arbeit untauglich geworden.» Diese Seite sollte man jedenfalls auch berücksichtigen. Doch messe ich dem nicht soviel Bedeutung bei. Um so mehr Bedeutung da-gegen kommt den Ausführungen des Direktors von Witzwil, Herr Kellerhals, zu, der es als einen Uebelstand bezeichnet, dass die Anstalt gerade in den Monaten, wo es auf dem Lande nicht viel zu tun gibt, überfüllt ist. Das wird noch in grösserem Masse der Fall sein, wenn die Sträflinge von Thorberg nach Witzwil verbracht werden; sie werden jedenfalls kein wertvoller Zuwachs sein für die Arbeiten, die in Witzwil namentlich ausgeführt werden sollten. Ich meine also, in dieser Beziehung lässt sich wohl darüber sprechen, ob wir Thorberg wirklich aufheben und alle Sträflinge nach Witzwil verbringen sollen.

Ein weiterer Punkt: Ist die Aufhebung der Anstalt Thorberg wirklich so dringlich? Es wurde geltend gemacht, sie sei nicht mehr zweckentsprechend eingerichtet. Schon der Sprecher der Staatswirtschaftskommission hat nachgewiesen, dass der Zellenbau in Thorberg eigentlich noch neu ist, erst vor etwa 20 Jahren erstellt wurde, und so schlimm scheint es den Herren Zuchthäuslern in Thorberg nicht zu ergehen. Die eidgen. Expertenkommission, die die verschiedenen Strafanstalten der Schweiz daraufhin untersucht hat, ob sie für den zukünftigen eidgen. Strafvollzug geeignet seien, spricht sich in ihrem Bericht dahin aus, dass die bernischen Anstalten Thorberg und Witzwil sich für diesen Zweck eignen. Wenn eine eidgen. Kommission diese Auffassung vertritt, so ist die unbedingte Notwendigkeit, das Zuchthaus von Thorberg zu verlegen, nicht erwiesen. Andere Anstalten im Kanton Bern sind viel schlimmer daran und Aenderungen wären da viel eher am Platze. Sie bekommen alle die Berichte der Anstalt Trachselwald, und Sie haben dem letzten Berichte des frühern Direktors die Bemerkung entnehmen können, dass die Wohnräume der Zöglinge selbst den primitivsten Anforderungen nicht mehr genügen. Er verlangte, dass nur die nötigsten Verbesserungen vorgenommen würden, aber er bekam immer zur Antwort, man habe kein Geld, und so kam es soweit, dass Herr Grossen seine Entlastung nahm. Aber auch der neue Direktor stimmt in seinem Berichte das gleiche Lied an, weist auf die bedenklichen, unhaltbaren Zustände hin und bemerkt, dass die eidgen. Experten ihr einstimmiges Urteil dahin abgaben, nirgends so schlimme Verhältnisse wie in Trachselwald angetroffen zu haben. Wenn man etwas ändern will, sollte man es doch hier bei den Jugendlichen, tun, die vor allem aus verdienen, dass man ihnen nach Kräften entgegenkomme.

Unter solchen Umständen kann meines Erachtens die schwerwiegende Neuerung, die uns vorgeschlagen wird, füglich zurückgelegt werden. Dies ist um so mehr am Platz, als ja doch die Vereinheitlichung des Strafrechts vor der Türe steht und wir zuerst wissen sollten, was der Bund zu dieser Sache sagt. Wir wollen jetzt nicht Millionenausgaben beschliessen für einen Zweck, der in kürzester Frist vom Bund wird übernommen werden müssen, welcher schliesslich bestimmen wird, wie die Strafanstalten ausgeführt werden sollen. Man kann in dieser Frage dieser oder jener Meinung sein, man kann dem System Kellerhals oder dem System Kronauer beipflichten — wir wollen auf diese Details jetzt nicht eintreten, aber im Mo-ment, wo sich die Eidgenossenschaft anschickt, selbst ihr System auszubauen, sollten wir im Kanton Bern zuwarten und den Entscheid darüber, ob Thorberg aufzuheben sei oder nicht, einem spätern Zeitpunkt

vorbehalten.

Endlich ist heute noch nicht gesagt worden, welchem Zweck Thorberg nachher dienstbar gemacht werden soll. Es heisst allerdings, es lassen sich dafür verschiedene Verwendungsarten denken, allein ich stelle mir vor, wenn die Anstalt Thorberg für die Herren Sträflinge nicht mehr gut genug ist, so wird sie es noch viel weniger für irgendwelche andere Leute sein, denen man hier eine Zufluchtsstätte schaffen will. Wie Thorberg für einen andern Zweck um-

gebaut werden soll, darüber wissen wir nichts; Pläne sind keine vorhanden. Nur soviel ist sicher, dass ein solcher Umbau viel mehr kosten wird, als wenn wir die Anstalt ihrem jetzigen Zweck erhalten und die

nötigen Verbesserungen vornehmen.

Ich schlage vor, den Antrag der Regierung zurückzuweisen und die Beschlussfassung zu verschieben, bis man über das einheitliche schweizerische Strafrecht genauer orientiert ist und weiss, ob Witzwil und Thorberg nach den eidgenössischen Vorschriften als eidgenössische Strafanstalten Verwendung finden können.

M. le **Président.** La proposition de M. Dürrenmatt est une motion d'ordre de renvoi. La discussion est limitée à cette motion d'ordre.

Jenny, Berichterstatter der Staatswirtschaftskommission. Ich möchte Ihnen die Ablehnung des Rück-

weisungsantrages empfehlen.

Herr Dürrenmatt hat geltend gemacht, man sollte im gegenwärtigen Stadium, wo die Frage des Strafvollzugs noch nicht abgeklärt sei, wo die Meinungen noch auseinandergehen und die Eidgenossenschaft sich anschicke, neue Bestimmungen über den Strafvollzug aufzustellen, mit dem Bau der neuen Anstalt, bezw. mit der Vereinigung von Thorberg mit Witzwil noch etwas zuwarten. Ich habe in meinem Votum bemerkt, dass sich in der ersten Sitzung der Staatswirtschaftskommission ähnliche Stimmen geäussert hatten. Nun ist aber zu sagen, dass man bei den in Aussicht genommenen Neubauten darauf Rücksicht nehmen wird; die Pläne sind so gemacht, dass die neue Anstalt den Anforderungen der eidgen. Strafgesetzgebung entspricht. Es ist nicht zu riskieren, dass nach dem Bau der Anstalt neue Bestimmungen aufgestellt werden.

Herr Dürrenmatt hat als einen Nachteil unseres Systems angeführt, dass die Anstalt Witzwil in der Winterszeit, wo die Feldarbeiten ruhen und die Insassen landwirtschaftlich nicht gut beschäftigt werden können, am meisten Sträflinge aufweise. Das hat zweifellos etwas für sich. Dieser Umstand, führt Herr Dürrenmatt weiter aus, werde um so schlimmer wirken, als nun auch die Sträflinge von Thorberg nach Witzwil verbracht werden sollen. Demgegenüber ist zu bemerken, dass die neue Anstalt in Witzwil so gebaut wird, dass sie zum Teil der gewerblichen, zum Teil der landwirtschaftlichen Arbeit dienen wird. Eine Kategorie der Insassen von Thorberg, die gefährlichsten Verbrecher, können nicht zu landwirtschaftlichen Arbeiten verwendet, sondern müssen in den Zellen oder in gemeinsamen geschlossenen Arbeitsräumen beschäftigt werden. Der Umstand, den Herr Dürrenmatt angeführt hat, fällt also nicht erschwerend in Betracht.

Der Vertreter der Regierung hat ausgeführt, dass die schweren Verbrecher in Witzwil auch wenig Verwendung für die verschiedenen Gewerbe werden finden können, die mit der Landwirtschaft im Zusammenhang stehen, wie Schreinerei, Schlosserei, Wagnerei, Schmiede, Schusterei, Schneiderei usw. Dagegen wird es möglich sein, alle übrigen Insassen, mit Ausnahme der schweren Verbrecher, die nicht direkt für die Landwirtschaft verwendet werden können, in diesen verschiedenen Betrieben nützlich und zweckentsprechend zu beschäftigen.

Ich halte deshalb die Einwendungen des Herrn Dürrenmatt nicht für stichhaltig und beantrage Ihnen, die Rückweisung abzulehnen.

Scheurer, Justizdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Im Auftrage des Regierungsrates schliesse ich mich dem Antrag des Herrn Jenny an.

Die Motivierung des Rückweisungsantrages des Herrn Dürrenmatt hat mich einigermassen überrascht. Er hat bemerkt, der Grosse Rat sei in dieser Frage überrumpelt worden. Erinnern Sie sich an die scharfen Worte, die vor Jahren Herr Bühlmann über die Zustände in Thorberg geäussert hat und an die Bemerkungen, die die Staatswirtschaftskommission seit Jahren immer wieder anlässlich des Staatsverwaltungsberichtes über den Strafvollzug angebracht hat — und dann werden Sie nicht mehr sagen, es gene zu rasch. Wenn wir mit keiner Vorlage kommen, wird reklamiert, und wenn wir einen Vorschlag machen, so verwundert man sich darüber. Die Frage, die uns heute beschäftigt, ist schon alt und ihre Erledigung wurde durch den mehrmaligen Wechsel auf der Polizeidirektion verzögert. Später übertrug der Regierungsrat die Angelegenheit der Justizdirektion, obschon sie nicht in ihren Geschäftskreis gehört. Die Justizdirektion hat, im Verein mit der Baudirektion, die Sache vorbereitet und vor einem Jahr ihren Bericht der Regierung zugestellt, der dann am 25. April 1913 von dieser dem Grossen Rat überwiesen wurde. Wir wissen alle, dass der Berner von Natur etwas schwerfällig ist; aber wenn man bei diesem Tempo noch sagen kann, wir seien ein Sturmwind, der über die Gemüter blase, so kommt mir das doch allzu bernerisch vor.

Bezüglich der Kosten darf man nicht vergessen, dass die 500,000 Fr., die neu auszugeben sind, sich auf viele Jahre verteilen. Diese Ausgabe wird das Budget nicht so belasten, wie z. B. die Korrektion der Emme, für die in den letzten Jahren Kredite im Gesamtbetrag von vielleicht einer Million bewilligt wurden. Wir wollen froh sein, wenn die geplanten Umänderungen im Strafvollzug in 5 oder 6 Jahren beendigt sind, und auf diesen Zeitraum verteilt sich also die aufzuwendende Summe. Wenn die Herren von Herzogenbuchsee sich mit der Finanzierung ihrer Bahn Mühe geben, so wird diese bis dahin schon lange fahren. Der Fehler liegt nicht bei uns, sondern das Portemonnaie in Herzogenbuchsee ist nicht genügend offen; solange das zutrifft, vermögen wir die Notwendigkeit nicht einzusehen, tiefer in die Tasche zu greifen.

Tasche zu greifen.

Die Frage der Verlegung der Anstalt Thorberg wurde im Grossen Rat schon wiederholt bei der Behandlung von Interpellationen oder des Staatsverwaltungsberichtes besprochen, so dass ich mich vielleicht nicht so eindringlich geäussert habe, wie es notwendig gewesen wäre, um auch den Widerstrebenden von der Notwendigkeit dieser Verlegung zu überzeugen. Nach allem, was bis jetzt in dieser Sache gegangen und geschrieben worden ist, will ich mich auch jetzt lediglich auf die Bemerkung beschränken, dass jeder, der vom Gefängniswesen etwas versteht, sich einmal nach Thorberg begeben möge, und dann wird er in kürzester Zeit zur Ueberzeugung kommen, dass es so nicht weiter gehen kann. Im weitern verweise ich auf das Urteil unseres Experten, des Herrn Direktor Widmer, eines Fach-

mannes allerersten Ranges, der sich dahin aussprach: Das Vorhandensein dieser und anderer Uebelstände veranlasse ihn, zu erklären, dass aus der Anstalt Thorberg niemals etwas Richtiges werde gemacht werden können. Der Kanton Bern möge vom besten Willen beseelt sein und nach allen Richtungen Verbesserungen vornehmen, Thorberg werde trotzdem ein Sorgenkind bleiben, solange es als Strafanstalt zu dienen habe. Einen solchen Expertenbefund können wir nicht einfach mit dem nas-

sen Finger durchtun.

Was die Berufung auf den eidgen. Expertenbericht anbelangt, so kommt mir Herr Dürrenmatt vor wie der Anwalt, der von seinem Klienten nicht vollständig mit Material ausgerüstet worden ist. Dieser Bericht datiert auf viele Jahre zurück und unter den heutigen Verhältnissen kann keine Rede mehr davon sein, dass Thorberg den von der Kommission aufgestellten Normalien entspreche und noch als Zuchthaus in Frage kommen könne. Auch der Zellenbau entspricht in keiner Weise mehr den heutigen Anforderungen. Man darf sich billig wundern — es muss das hier gesagt werden - dass man im Jahre 1891 ein derartiges Gebäude erstellt hat, das neben den Zellen und einigen Websälen nur noch eine Infirmerie und ein kleines Lokal für den Landjäger enthält. Räumlichkeiten, wo man etwas anderes machen könnte als weben, Versammlungslokale, wo die Leute sich bewegen könnten, Bäder, Aufenthaltsräume für die Angestellten usw. sind nicht vorhanden. Wir können diese Anstalt nicht aufrecht erhalten, ohne dass wir für Umänderungen grosse Summen ausgeben, die wir besser auf etwas Neues und Rechtes verwenden.

Ich weiss wohl, dass Trachselwald remedur-bedürftig ist. Der Regierungsrat ist darüber genau orientiert und führt es Seite 3 der vorliegenden Botschaft auch aus. Trachselwald ist in der Tat die-jenige Anstalt, deren Neugestaltung vor einigen Jahren im Vordergrund stand. Die Pläne und alles waren fix und fertig, aber ich konnte nicht herausbringen, warum diese Arbeit nicht in Angriff genommen worden ist. Soviel ich weiss, herrschte Widerstand in der Anstalt selbst und auch beim frühern Vorsteher, Herrn Grossen, der von seinem Hubel nicht herunter wollte. Soviel ist aber sicher, dass die Anstalt dort nicht bleiben kann, sondern von ihrem jetzigen Platz fort muss, und meinetwegen auch so rasch als möglich dort fort soll. Aber es besteht auch noch eine andere Schwierigkeit. In Trachselwald sind nur verhältnismässig wenige Pfleglinge, und bezüglich der Jugendlichen sollte man allerdings wissen, wie das neue Strafgesetzbuch aussehen wird, um eine rechte Anstalt erstellen zu können. Voraussichtlich werden wir kaum imstande sein, eine solche Anstalt richtig zu bevölkern, sondern es wird da auf dem Konkordatswege vorgegangen werden müssen. Die Anstalt Witzwil dagegen können wir mit unsern eigenen Sträflingen und den-jenigen von Genf und Neuenburg bevölkern, so dass wir eine Anstalt mit 5-600 Insassen bekommen.

Was die Stellung des Bundes anbelangt, so ist mir das Neuste, dass der Bund Strafanstalten übernehmen werde. Davon steht in der Gesetzgebung nichts. Er wird vielleicht Beiträge geben und namentlich auch befehlen wollen, aber dass er eine Anstalt abnehmen werde, davon ist verfassungsmässig keine Rede und gegenwärtig auch nichts im Tun. Auf den Bund kann man also nicht warten. Wer in diesen Fragen, die eine gewisse Dringlichkeit haben, warten will, bis wir das eidgen. Strafgesetzbuch haben, dem kann man zurufen: «O Kind, da ka**n**nst

du lange warten.»

Zur Stunde sind noch die wichtigsten Fragen des eidgen. Strafrechts unabgeklärt, und wie lange es noch gehen wird, kann niemand sagen. Ich wiederhole übrigens, dass wir mit der Bundesgesetzgebung nicht im Widerspruch sind, denn der Bund ist entschlossen, uns den Weg gehen zu lassen, den wir gehen wollen. Das ist bereits jetzt eine abgemachte Sache und in der Gesetzesvorlage hat der Artikel bereits Aufnahme gefunden, wonach wir den Strafvollzug auch unter dem Bundesrecht nach unserm

jetzigen System durchführen können.

Ich habe mit einigem Erstaunen davon sprechen hören, wie man die Herren Zuchthäusler in Thorberg gut behandle. Wer dorthin geht, der muss sich sagen, die Leute werden nicht gut behandelt. Sie sind allerdings unter Dach und Fach, wissen, wo sie morgens und abends ihr Haupt hinlegen, und haben zu essen. Wenn man die Sache nur von diesem Standpunkt aus ansehen will, so ist sie in der Tat in Ordnung. Aber wenn man sie vom Standpunkt der Menschlichkeit und vom Standpunkt der Leute aus ansieht, die dort Jahre und Jahrzehnte verbringen müssen, so sind die Verhältnisse jetzt dort, sowohl im Zellenbau als im Korrektionshaus, derart, dass wir sie auf die Länge nicht verantworten können. Man darf nicht vergessen, es ist ein Zwang da, der den Leuten den Aufenthalt von vornherein zur Qual macht, und in diesem Zwang werden gewisse Minima, ich will nicht sagen des Komforts, sondern nur in der Art der Behandlung nicht unge-straft verletzt. Ich meine also, wir sollten in dieser Beziehung die Sache wagen und die Verlegung von Thorberg beschliessen.

Wir haben soviel Verwendung für die frei werdende Anstalt in Thorberg, dass wir zwei, drei andere Anstalten dort unterbringen könnten. Wir können Thorberg, das in seiner jetzigen Gestalt als Strafanstalt für gefährliche Verbrecher nicht mehr vollständig genügt, mit geringern Kosten zu einer andern Anstalt umbauen als zu einer Strafanstalt, die notdürftig für einige weitere Jahre genügen würde. Es wird möglich sein, die Anstalt für bösartige Arme in Thorberg zu errichten. Die Pfleglinge, bei denen zwischen Bösartigkeit und beginnender oder ausgebrochener Geisteskrankheit nicht gut unterschieden werden kann, könnten im Zellenbau untergebracht werden; die Zellen liessen sich noch etwas erweitern. Die andern kämen in die vorhandenen Schlafräume, und für diese Leute, die alle mehr oder weniger arbeitsunfähig sind, wird der beschränkte Raum besser ausreichen als für diejenigen, die heute dort

sind.

Die Anstalt Thorberg vegetiert in ihrer jetzigen Organisation nur noch, da die Arbeit für die Leute mangelt. Der Verwalter schreibt alle Augenblicke, ob man keine Arbeit habe. Eine ganze Reihe blühender Geschäftszweige ist zurückgegangen, die Landwirtschaft ist auf das Allernotwendigste eingeschränkt, und wenn wir nicht seitens der Militärdirektion mit einigen Militärlieferungen der Anstalt zu Hülfe kämen, so hätte sie in einigen Abteilungen gar nichts zu tun. Wir können uns also die Aufrechterhaltung der

Strafanstalt Thorberg vom finanziellen Standpunkte aus auf die Länge nicht leisten.

Ich möchte keine Zumutung an den Grossen Rat stellen. Wenn er der Meinung ist, wir haben ihn mit dieser Vorlage, die nun mehr als ein halbes Jahr in seinen Händen ist, überrascht, so mag er seinen Entscheid fällen, wie er ihm passt. Ich möchte nur wiederholen, dass nach der Ansicht der Regierung die finanzielle Belastung nicht grösser ist, als wir tragen können; die Kosten verteilen sich auf eine Reihe von Jahren und werden sich in kurzer Zeit bezahlt machen. Zweitens ist der Regierungsrat der Meinung, dass die Verhältnisse in Thorberg schlechterdings unhaltbar sind und dass es Pflicht der Behörden ist, sie zu beseitigen. Wenn der Grosse Rat findet, das sei nicht der Fall, so mag Thorberg bleiben, was es ist; wir haben unsere Pflicht getan und unsere Vorschläge gemacht, und wenn man davon nichts wissen will, so können wir uns aufs andere Ohr legen und weiter schlafen. Aber ich halte dafür, die Sache sei nun genügend abgeklärt. Was heute dem Grossen Rat mitgeteilt wurde, ist ihm bei frühern Verhandlungen schon wiederholt zur Kenntnis gebracht worden und er hat uns glauben lassen, dass er unsern Absichten und Vorschlägen zustimme. Ich glaube, wir sollten nun in dieser Richtung marschieren und nicht stehen bleiben, sonst kommen wir nicht aus dem unglückseligen Zustand heraus, in dem wir uns jetzt befinden. Mir wenigstens scheint es undenkbar, die ganze Sache auf unbestimmte Zeit sein zu lassen, wie sie jetzt ist.

Pulfer, Ich möchte Sie nur kurz daran erinnern, wie seit vielen Jahren immer und immer wieder der Ruf erhoben wurde, die bösartigen Elemente sollen den Armenverpflegungsanstalten abgenommen werden, und wie man an dem Zustandekommen eines neuen Armenpolizeigesetzes gearbeitet hat in der Hoffnung, dass es uns eine neue Anstalt bringe, in die wir dann alle die bösartigen Pfleglinge abgeben könnten, die uns in unsern Anstalten das Leben sauer machen. Nachdem das Armenpolizeigesetz da war, hat man angeklopft, ob die seit Jahren gewünschte Anstalt nun kommen werde; aber es hiess: nein, jetzt geht es noch nicht, wir haben kein Geld. Und wenn man fragte, wie lange es noch gehen werde, so bekam man die Antwort, das wisse man auch nicht. So viel ist sicher, dass, wenn Sie eine Anstalt für 200 Bösartige bauen wollen, die Kosten auch bei sehr einfacher Einrichtung auf 3000 Franken per Person oder im ganzen auf 600,000 Fr. sich belaufen werden. Das ist eine grosse Ausgabe. Nun kommt auf einmal wie ein Lichtblick die Kunde, dass, wenn die Strafanstalt Thorberg nach Witzwil verlegt würde, die Anstalt für Bösartige dann in Thorberg errichtet werden könnte. Diese Nachricht hat mich ausserordentlich gefreut und ich möchte Sie dringend bitten, uns durch die Annahme der regierungsrätlichen Anträge zu ermöglichen, dass wir unsere Armenanstalten etwas humaner und besser einrichten können.

Dürrenmatt. Herr Jenny hat ausgeführt, dass in der neuen Anstalt hauptsächlich auf gewerbliche Betriebe Rücksicht genommen werden soll und dass damit meine Einwendungen entkräftet werden. Wenn dem so ist, warum geht man denn überhaupt aufs Grosse Moos mit dieser Anstalt? Der Herr Justizdirektor hat es damit begründet, dass man auf dem
Grossen Moos einen intensiven landwirtschaftlichen
Betrieb habe und dort die Leute nützlich verwenden
könne. Nun heisst es: Nein, für die Sträflinge, die
jetzt in Thorberg sind, werden gewerbliche Einrichtungen getroffen. Das wird auch so sein. Der Bericht des Regierungsrates hebt hervor, dass ein Zellenbau mit grossen Umfassungsmauern erstellt werden müsse, denn diese Leute könne man nicht auf
dem Lande brauchen. Warum muss man sie dann
aber ins Grosse Moos verbringen und kann sie nicht
in Thorberg lassen?

Der Herr Justizdirektor hat weiter ausgeführt, er begreife die Klage wegen der Ueberrumpelung nicht; seit Jahren spreche man im Grossen Rat von den vorhandenen Uebelständen, und jetzt, wo man Abhülfe schaffen wolle, rede man von Ueberrumpelung. Ich habe in einem andern Sinne von Ueberrumpelung gesprochen und halte nach wie vor dafür, dass die wenigsten Mitglieder des Grossen Rates der Meinung waren, dass die Vorlage heute nachmittag zur Behandlung kommen würde. Im übrigen ist mir auch bekannt, dass vor wenigen Jahren wegen Thorberg ein grosses Geschrei war. Alle Augenblicke fanden Entweichungen statt und es gab grosse Untersuchungen. Aber das alles hat aufgehört, aus dem neuen Zellenbau kamen keine Entweichungen vor und seit der neuen Direktion hört man von diesen Uebelständen nichts mehr. Sie können also als beseitigt gelten.

Dass dem Herrn Justizdirektor das Gutachten der eidgen. Experten etwas auf dem Magen liegt, ist begreiflich. Wenn er aber sagt, es datiere schon aus alter Zeit und sei heute nicht mehr massgebend, so möchte ich doch ein Fragezeichen dazu machen. Der Bericht datiert allerdings aus 1894, aber veröffentlicht wurde er erst 1913, und ich nehme an, wenn man 1913 gefunden hat, er eigne sich noch zur Veröffentlichung, so wolle man damit sagen, er sei nicht veraltet, sondern habe heute noch seine Geltung.

Wenn ich mir den Ausdruck «Herren Zuchthäusler» erlaubt habe, so habe ich es nicht so bös gemeint. Aber es ist doch zu sagen, dass man verschiedene Begriffe von Humanität hat. Ich erinnere mich eines Bildes von einem Gefängnis in Berlin, das ich vor wenigen Jahren gesehen habe. Das betreffende Gefängnis war seinen Zwecken entfremdet worden, weil es den hygienischen Anforderungen nicht mehr entsprach, und darauf wurden die Räum-lichkeiten ausgemietet. Eine Zeitschrift photographierte diese Lokalitäten und man konnte da die ehemaligen Gefangenenzellen sehen, die nun an Ge-werbetreibende ausgemietet waren, für die sie nicht als schädliche Wohnungen angesehen wurden. Aehnlich ist es mir gegangen beim Vergleich von Trachselwald und Thorberg. Wenn man geltend macht, dass Thorberg unbedingt umgebaut werden müsse, so sage ich: nein, Trachselwald ist viel schlimmer daran, dort sind die Zustände wirklich derart, dass sie sich nicht mehr sehen lassen dürfen. Ich möchte da zurückweisen, was Herr Regierungsrat Scheurer geantwortet hat, indem er dem frühern Vorsteher vorwarf, er habe absolut auf dem Hubel bleiben wollen. Ich weiss wohl, dass die Tendenz dahin geht, alle Anstalten ins Grosse Moos zu verlegen. Aber ich glaube nicht, dass das der richtige Standpunkt sei.

11 44.

Im Gegenteil, wenn Herr Grossen glaubte, die Anstalt sei in Trachselwald am richtigen Ort, so hatte er in meinen Augen recht. Es lässt sich dort eine richtige Anstalt bauen und betreiben, sobald man ihr die nötigen Mittel zur Verfügung stellt

ihr die nötigen Mittel zur Verfügung stellt.
Das gleiche gilt meines Erachtens für Thorberg. Herr Pulfer vertröstet sich damit, die Verlegung von Thorberg nach Witzwil werde für die neue Anstalt für bösartige Arme Platz schaffen. Was diese Umbauerei kosten wird, davon wissen wir nichts. Möglich, dass sie nicht teurer kommt als der Bau einer neuen Anstalt. Doch ist es für mich immerhin noch fraglich. Einstweilen wissen wir nur, dass man von Thorberg erklärt, es sei für Zuchthausinsassen nicht mehr zweckdienlich. Wenn man es für eine andere Anstalt umbauen will, werden die Kosten noch grösser sein, als wenn wir in Thorberg die Aenderungen und Neubauten vornehmen, die für den gegenwärtigen Betrieb nötig sind. Ich stehe da auf dem Boden des schweiz. Vereins für Gefängniswesen und Schutzaufsicht, der in dieser Sache auch schon wiederholt verhandelt hat und zum Schluss gekommen ist, es empfehle sich, möglichst wenige Neubauten zu erstellen und statt dessen die bestehenden Gefängnisbauten zweckmässig umzugestalten, soweit Umgestaltungen nötig sind - ein Schluss, den auch schon die eidgen. Expertenkommission gezogen hat. Ich glaube, wir werden in der Tat aus Thorberg etwas Rechtes machen können. Der Beweis ist für mich nicht erbracht, dass dies nicht möglich sei und dass unter allen Umständen die Insassen von Thorberg nach Witzwil verbracht werden müssen. Mit dieser Vereinigung aller Sträflinge am gleichen Ort sündigen wir gegen den in jeder Strafrechtspflege aufgestellten leitenden Grundsatz, dass man nicht alle Delinquenten in der gleichen Anstalt unterbringen, sondern die Besserungsfähigen von den Unverbesserlichen trennen soll. Ich glaube, dass ein solches Vorgehen auch für das System, das wir im Kanton Bern akzeptiert haben, von Vorteil sei. Deshalb möchte ich nochmals die Rückweisung empfehlen.

Abstimmung.

Für den Rückweisungsantrag Dürrenmatt Minderheit.

M. le **Président.** La proposition de M. Dürrenmatt de renvoyer toute la question au gouvernement est rejetée. — La discussion générale continue. Personne ne demandant la parole, elle est close et nous procédons à la votation définitive.

Abstimmung.

Für den Antrag des Regierungsrates und der Kommission Mehrheit.

Beschluss:

Der Grosse Rat beschliesst:

1. Die Strafanstalt Thorberg wird aufgehoben.

Die Strafanstalt Witzwil wird derart erweitert, dass die sämtlichen zu Zuchthaus, Korrektionshaus, einfacher Enthaltung und Arbeitshaus verurteilten Männer mit Ausnahme der Jugendlichen dort verwahrt werden können.

Es wird in Witzwil ein Zellenbau mit mindestens 200 Zellen errichtet.

- 3. Die Strafanstalt Witzwil ist derart einzurichten und zu betreiben, dass eine vollständig sichere Verwahrung der gefährlichen Gefangenen möglich ist, dass die Gefangenen beständig mit nützlicher Arbeit beschäftigt werden können, und dass in körperlicher und geistiger Beziehung nach Möglichkeit für die Vermeidung schädlicher Einflüsse gesorgt und eine nachhaltige Besserung angestrebt wird.
- 4. Dem Regierungsrat werden zur Bestreitung der auf 1,100,000 Fr. veranschlagten Kosten zur Verfügung gestellt:
 - a) ein der Schatzung der freiwerdenden Gebäulichkeiten der Domäne Thorberg entsprechender Betrag gemäss § 17, Abs. 5, des Gesetzes vom 21. Juli 1872 über die Finanzverwaltung von 466,320 Fr.

b) ein Betrag auf Rechnung der laufenden Verwaltung (Rubrik X D Neue Hochbauten) von höchstens 500,000 Fr.

Der Rest der Baukosten ist von der Strafanstalt Witzwil durch Arbeits- und Materiallieferungen aufzubringen.

- Der Regierungsrat wird ermächtigt, festzusetzen, in welcher Reihenfolge die notwendigen Arbeiten und Massnahmen vorgenommen werden sollen.
- Der Regierungsrat wird ermächtigt, die Pläne für Bauten und andere Anlagen zu genehmigen.

Schluss der Sitzung um 5 Uhr.

Der Redakteur: Zimmermann.

Zweite Sitzung.

Dienstag den 10. März 1914, vormittags 9 Uhr.

Vorsitzender: Präsident Frepp.

Der Namensaufruf verzeigt 203 anwesende Mitglieder. Abwesend sind 29 Mitglieder, wovon mit Entschuldigung die Herren: Bähni, Beuret, Brand (Tavannes), Gurtner (Lauterbrunnen), Hari, Hofer (Alchenflüh), Lanz (Roggwil), Laubscher, Minder (Friedrich), Obrist, Pfister, Schär, Scheidegger, Stauffer, Stucki (Ins), Vernier, Wyder, Wyss; ohn e Entschuldigung abwesend sind die Herren: Gobat, Grimm, Grossglauser, Groggy, Hügli, Jenny, Ingold (Lotzwil) Grossglauser, Gygax, Hügli, Jenny, Ingold (Lotzwil), Ledermann, Mouche, Stämpfli, Thöni.

Tagesordnung:

Gemeinde Develier: Haftbarkeit des Staates für die Unterschlagungen Hennemann.

M. Simonin, directeur des affaires communales, rapporteur du Conseil-exécutif. A la suite d'irrégularités constatées dans l'administration et notamment dans la comptabilité de Develier, le Conseil-executif, par arrêté du 5 mai 1899, avait décidé de mettre cette commune sous tutelle et nommé comme tuteur le notaire Hennemann, député à Delémont, qui avait été recommandé au gouvernement par des notabilités des deux partis politiques du Jura.

Mais Hennemann abusa odieusement de la confiance qu'on avait mise en lui. Il détourna à son profit des titres et valeurs de la dite commune pour environ 53,000 francs (exactement fr. 53,528.29). Hennemann fut de ce chef condamné par arrêt de la Cour d'assises en date du 17 décembre 1904 à 2 1/2 ans de

Déjà par commandement de payer notifié le 6 septembre 1905, la commune de Develier avait réclamé à l'Etat de Berne le montant du préjudice à elle causé par Hennemann et fixé alors à fr. 61,798.22. Mais le Conseil-exécutif, dans sa séance du 14 du même mois, avait décliné en principe la responsabilité de l'Etat. La commune cependant n'intenta un procès contre ce dernier qu'en juin 1911, par une action portée directement devant le Tribunal fédéral.

Dans ce litige la commune de Develier a réclamé à l'Etat une somme totale de fr. 70,621.34, comprenant fr. 53,528.29, montant des malversations de Hennemann et fr. 7,652.40, montant d'une créance sur un nommé Berdat, débiteur de la commune devenu insolvable, que Hennemann aurait négligé de poursuivre en temps utile. Le surplus représente des honoraires versés par Develier à Hennemann comme tuteur, ainsi que des intérêts. Develier consentait à céder à l'Etat des collocations obtenues dans la faillite Hennemann.

L'avocat de l'Etat de Berne fit valoir dans sa défense des moyens tendant à faire rejeter la demande péremptoirement et au fond, et en ce qui concerne le montant des dommages-intérêts dus éventuellement, il objecta que la commune de Develier avait, par les désordres de son administration, donné lieu à sa mise sous tutelle et à la nomination du tuteur.

Pendant ce procès, après l'échange des pièces, le juge commis à l'instruction par le Tribunal fédéral réunit les parties en vue d'arriver à un arrangement. Cette entrevue, à laquelle prit part aussi un deuxième juge fédéral, eut lieu à Berne le 8 novembre dernier. Au cours de celle-ci l'avocat de l'Etat put se rendre compte que les moyens tendant au rejet péremptoire ou pur et simple de l'action n'avait pas grande chance d'être accueillis par le Tribunal fédéral. Quant au montant de l'indemnité, la question restait douteuse. C'était une affaire d'appréciation.

Ainsi q'il avait été convenu à la conférence, le juge instructeur rédigea et transmit aux parties un

projet de transaction ainsi conçu:

« 1º Le Conseil-exécutif s'engage au nom de l'Etat de Berne à verser à la commune de Develier, à titre de réparation du dommage à elle causé par son susdit tuteur, une somme de 40,000 fr. (quarante mille francs), payable en quatre termes annuels de 10,000 francs, échéant au 15 janvier des années 1914, 1915, 1916 et 1917;

2º de son côté, la commune de Develier renonce en faveur de l'Etat de Berne au dividende qui pourrait encore lui revenir dans la faillite du prénommé Hennemann, en plus des 13,000 fr., par elle déjà touchés;

- 3º la commune de Develier déclare satisfaites toutes ses prétentions envers l'Etat découlant de la gestion de son tuteur Hennemann, et abandonne expressément l'action intentée de ce chef à l'Etat de Berne par devant le Tribunal fédéral;
- 4º les frais faits jusqu'ici dans ledit procès seront supportés par les parties ainsi qu'il suit :
 - a) l'Etat de Berne prend à sa charge tous les frais de justice;
 - b) chaque partie supporte ses propres frais d'avocat et dépens;

5º une fois acceptée par la commune de Develier, la présente transaction sera soumise à la ratification du Grand Conseil, laquelle est expressément réservée. »

Dans sa lettre d'accompagnement, le juge d'instruction écrivit à l'avocat de l'Etat de Berne: « Die bundes gerichtliche Instruktionskommission empfiehlt Ihnen und der tit. Regierung den beiliegenden, für beide Parteien billigen und annehmbaren Vergleichsvorschlag angelegentlich zur Genehmigung ».

Or, la commune de Develier, dans son assemblée du 25 janvier écoulé, a décidé à l'unanimité de ratifier la dite transaction telle qu'elle a été acceptée par le Conseil-exécutif le 29 décembre 1913. Le gouvernement a, en effet, à la dite date, adhéré à l'arrrangement sous réserve de ratification par le Grand Conseil et avec la modification du nº 1 précité, que le premier versement ne devra cependant s'effectuer qu'une fois cette ratification donnée.

En conséquence, nous vous proposons, messieurs, d'approuver cette transaction et votre commission d'économie publique est du même avis. Il ne nous paraît pas douteux que la réclamation de la commune de Develier est justifiée en principe, du moins suivant les règles de l'équité. Quant au montant des dommages-intérêts, la solution proposée a pour effet, en dernière analyse, de mettre à la charge de l'Etat à peu près la moitié des sommes détournées par Hennemann, avec les intérêts dès l'époque où la commune en a été privée. En effet, les valeurs soustraites par Hennemann se sont élevées à 53,000 fr. environ. Il y a en moyenne douze ans que la commune a été privée de cette somme. Si l'Etat lui en avait remboursé la moitié à cette époque, elle aurait bénéficié des intérêts jusqu'à maintenant, tandis que c'est l'Etat qui en a profité. Il est donc juste que le canton verse à Develier, en sus de la moitié en question, un montant équiva-lant à ces intérêts. Or, l'Etat devra verser à Develier 40,000 fr., mais il percevra dans la liquidation Hennemann 2,000 fr. à la place de la commune. D'autre part, il est dispensé de payer l'intérêt des termes de l'indemnité qui écherront dans un, deux et trois ans, ce qui représente un montant de 2,700 fr. L'Etat supporte donc une perte de 35,300, non compris les frais de justice du procès et les frais de son avocat.

De son côté, la commune de Develier a touché 13,000 fr. dans la liquidation Hennemann et recevra de l'Etat 40,000 fr. Cela fait en tout 53,000 fr., somme à peu près égale au montant des détournements de Hennemann. La dite commune perd les intérêts de cette somme pendant de nombreuses années et supporte les frais de son avocat.

Voilà le bilan de la situation. Les délégués du Tribunal fédéral estiment que la répartition du préjudice causé par Hennemann doit se faire dans les proportions indiquées, que cette solution est équitable et acceptable pour les deux parties. Le gouvernement et votre commission, messieurs, partagent cette manière de voir. C'est pourquoi nous vous proposons de ratifier la transaction.

Steiger, Präsident der Staatswirtschaftskommission. Wie Sie aus dem Votum des Herrn Regierungsrat Simonin haben entnehmen können, handelt es sich für den Grossen Rat darum, ob er den vom Regierungsrat mit der Gemeinde Develier abgeschlossenen Vergleich genehmigen will. Das Geschäft ist ein ziemlich altes, es geht bis ins Jahr 1899 zurück. Damals wurde die Gemeinde Develier vom Regierungsrat unter Vormundschaft gestellt und als Vormund unserer früherer Kollege Herr Hennemann eingesetzt. Herr Hennemann vergriff sich an den Geldern der Gemeinde, beging Diebstähle und Unterschlagungen und wurde dafür mit $2^1/_2$ Jahren Zuchthaus bestraft. Der Grosse Rat war im Jahre 1906 so gutmütig, ihn zu begnadigen; aber damit hat die Gemeinde Develier das Geld nicht zurückbekommen, das Hennemann gestohlen hatte. Die Gemeinde ging gegenüber dem Staat vor und erliess Zahlungsbefehle an die Mitglieder der Regierung, die dagegen Recht anschlugen. Von einigen Organen des Staates, speziell von der Justizdirektion und der Direktion des Gemeindewesens, wurde der Gemeinde Develier nahegelegt, sie möchte den Prozess gegen den Staat nicht sofort anheben, sondern warten, bis der Konkurs Hennemann erledigt sei und man wisse, was dort für die Gemeinde herausschaue. Die Gemeinde erklärte sich damit einverstanden und wartete ab. Aus dem Konkurs Hennemann floss der Gemeinde ein Betrag von 13.000 Fr. zu.

Nachher begann der Prozess und die Gemeinde Develier verlangte vom Staat einen Betrag von etwas über 70,000 Fr. Die Veruntreuungen Hennemann haben ca. 53,000 Fr. ausgemacht. Dazu kamen noch die Zinsen von vielen Jahren und so ergab sich eine Forderung in dem genannten Betrage. Der Staat verteidigte sich, indem er in erster Linie geltend machte, die Forderung sei verjährt. Diese Verteidigungsart war nicht gerade nobel, weil die Organe der Regierung schuld daran waren, dass die Gemeinde Develier nicht früher Klage erhob. Sie haben der Gemeinde nahegelegt, mit dem Prozess bis nach Erledigung des Konkurses Hennemann zuzuwarten, und da nimmt es sich nicht schön aus, wenn man nachher, wenn die Klage kommt, behauptet, die Sache sei verjährt. Diese Art der Verteidigung war weder vom Standpunkte des Rechts noch der Billigkeit aus gerechtfertigt.

Aber auch der andere Verteidigungsstandpunkt, den der Staat eingenommen hat, war nicht sehr vornehm. Man stützte sich darauf, Hennemann habe die Veruntreuungen nicht als Staatsbeamter, sondern als Gemeindebeamter vorgenommen. Nun wird jedermann sagen, wenn die Regierung einer Gemeinde einen Vormund setzt, dieser ein Staats- und kein Gemeindebeamter ist. Allein die Art der Verteidigung wurde deshalb so gewählt, um die Gemeinde Develier dazu zu bringen, ihre Ansprüche etwas herabzusetzen. Das wurde auch erreicht. In einer Instruktion von einem Mitgliede des Bundesgerichts wurde ein Vergleich abgeschlossen, wonach der Staat der Gemeinde Develier 40,000 Fr. zurückvergütet und die Gerichtskosten übernimmt, während jede Partei ihre eigenen Parteikosten trägt.

Nun fragt es sich, ob wir diesem Vergleich die Zustimmung geben sollen oder nicht. Die Staatswirtschaftskommission hält einstimmig dafür, dass der Vergleich für den Staat sehr günstig ist. Wir glauben nicht, dass im Falle der Durchführung des Prozesses die beiden vom Staat gegen die Gemeinde Develier ergriffenen Rechtsmittel vor Gericht Anerkennung gefunden hätten. Der Staat wäre in der Hauptsache, und zwar für mehr als 40,000 Fr., haftbar erklärt worden. So muss man für den Staat Bern froh sein, dass die Sache so erledigt worden ist. Unter allen Umständen entspricht der abgeschlossene Vergleich der Billigkeit. Die Gemeinde Develier hat ihm denn auch bereits zugestimmt, und die Staatswirtschaftskommission empfiehlt Ihnen, ihn unsererseits ebenfalls zu genehmigen.

Genehmigt.

Beschluss:

Der vom Regierungsrat namens des Staates Bern am 29. Dezember 1913 (Nr. 5928) beschlossene Vergleich mit der Gemeinde Develier über die der letztern infolge der Veruntreuungen des gewesenen Vormundes Hennemann auszurichtende Entschädigung wird, nachdem derselbe in der Gemeindeversammlung vom 29. Januar 1914 einstimmig angenommen worden, vom Grossen Rat genehmigt.

Lyss, Pfrunddomaine; Abtretung an die Kirchgemeinde.

Könitzer, Finanzdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Der Kirchgemeinderat von Lyss ist letztes Jahr vorstellig geworden, man möchte ihnen die Pfrunddomäne als Bauplatz für die neue Kirche abtreten. Die jetzige Kirche sei für Lyss zu klein geworden. Wenn eine neue Kirche gebaut wird, müssen wir wahrscheinlich auch ein neues Pfarrhaus erstellen. Das jetzige Pfarrhaus nimmt sich nach aussen ganz hübsch aus, aber inwendig lässt alles zu wünschen übrig. Das Plainpied geht noch an, aber der erste Stock ist so niedrig, dass die dortigen Räumlichkeiten den heutigen Ansprüchen nicht mehr genügen; ebenso sind die Abortverhältnisse etc. nicht als hygienisch zu bezeichnen. Die Erstellung eines neuen Pfarrhauses wäre unvermeidlich, und so haben wir die Kirchgemeinde angefragt, ob sie nicht die ganze Pfrunddomäne übernehmen wolle. Sie erklärte sich damit einverstanden, wenn wir ihr eine Summe von 35,000 Fr. verabfolgen, die zum Bau des Pfarrhauses zu dienen hätte. Es fanden gegenseitige Unterhandlungen statt, die auf folgender Grundlage

In erster Linie haben wir den Betrag von 240 Fr., den wir durchschnittlich alle Jahre für Reparaturen am Pfarrhaus ausgeben, kapitalisiert; das ergibt einen Betrag von 6000 Fr. Für den Umbau, der zwar nicht zu empfehlen ist, oder einen Neubau müssen wir wenigstens 20,000 Fr. rechnen. Dazu kommt ein Beitrag von 5000 Fr. für die neue Kirche. Das ergibt mit der Ablösung der Unterhaltspflicht Beitrag des Staates ganzen einen 31,000 Franken. Nun ist aber zu bemerken, dass zur Pfrunddomäne in Lyss wesentlich mehr Land als die gesetzliche halbe Jucharte gehört. Wir haben deshalb verlangt, dass die Kirchgemeinde den überschüssigen Grund und Boden uns abkaufe, und zwar zum Preis von 4 Fr. per m². Der Kirchgemeinderat fand diesen Preis zu hoch und man einigte sich schliesslich auf 3 Fr. 50. Die Kirchgemeinde hätte uns also für 21 Aren den Betrag von 7300 Fr. zu zahlen. Ziehen wir diese Summe von den angeführten 31,000 Fr. ab, so würde der Staat der Kirchgemeinde noch einen freiwilligen Beitrag von 23,700 Fr. auszurichten haben. Auf dieser Grundlage wurde mit der Kirchgemeinde Lyss ein Abtretungsvertrag vereinbart, der im übrigen die in solchen Fällen üblichen Bedingungen enthält, und wir beantragen Ihnen, diesem Vertrag Ihre Genehmigung zu erteilen.

Steiger, Präsident der Staatswirtschaftskommission. Das vorliegende Geschäft ist ein Pfrundabtretungsgeschäft, wie wir solche das Jahr hindurch wiederholt zu behandeln haben, und soll in der üblichen Weise seine Erledigung finden. Man könnte hier speziell über den Beitrag des Staates von 25,000 Franken an den Bau eines neuen Pfarrhauses und

einer neuen Kirche sprechen, aber dieser Beitrag entspricht den in der Kirchgemeinde Lyss bestehenden Verhältnissen und gibt uns zu keinen weitern Ausführungen Anlass. Die Kirchgemeinde Lyss hat dem Abtretungsvertrag bereits ihre Zustimmung gegeben, und für die Behörden des Staates liegt kein Grund vor, nicht auch ihrerseits die Genehmigung zu empfehlen.

Genehmigt.

Beschluss:

Der mit der Kirchgemeinde Lyss unterm 22. Dezember 1913 abgeschlossene Abtretungsvertrag wird genehmigt. Durch diesen Vertrag überlässt der Staat der genannten Kirchgemeinde die Pfrunddomäne in Lyss, bestehend in dem für 18,800 Fr. versicherten Pfarrhaus, dem für 2900 Fr. versicherten Nebengebäude, den hiezugehörigen Hausplätzen, Hofraum, Garten, Obstgarten und Hofstatt, im Halte von 52,24 Aren, sowie dem für 4600 Fr. brandversicherten Kirchenchor, im Grundsteuerschatzungswerte von 30,970 Fr. Die Gemeinde übernimmt die Verpflichtung zum Unterhalt der gegenwärtigen und nach ihrer Erstellung der projektierten neuen Pfrund- und Kirchengebäude und zur Stellung der gesetzlichen halben Jucharte Pflanzland an den jeweiligen Geistlichen, wogegen ihr der Staat als Abfindung für die Uebernahme dieser Verpflichtungen, sowie als freiwilligen Beitrag an die Kosten des Neubaues des Pfarrhauses und der Kirche eine Aversalsumme von 23,700 Fr. zu entrichten hat.

Bern, Wankdorfgut; Ankauf.

Könitzer, Finanzdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Die Aufsichtskommission der Waldau hat sich schon seit längerer Zeit nach geeigneten Bauplätzen umgesehen, auf denen später Wärterwohnungen erstellt werden könnten. Es ist dies nötig, damit die verheirateten Wärter ihre Familien in der Nähe der Anstalt haben. Man könnte allerdings geltend machen, um die Waldau herum sei genügend Land, das für diesen Zweck verwendet werden könnte; allein man darf den Wärtern, die den ganzen Tag in der Anstalt zubringen, auch nicht Wohnungen in unmittelbarer Nähe der Anstalt anweisen. Die Aufsichtskommission setzte sich mit der Burgergemeinde Bern in Verbindung und diese offerierte ihr schliesslich das Wankdorfgut, das durch den Bau der neuen Thunerlinie zerschnitten worden ist und sich für den landwirtschaftlichen Betrieb nicht mehr so gut eignet wie vorher. Dabei kam sie der Waldau sehr weit entgegen. Ich fand zwar den Kaufpreis ursprünglich etwas hoch, aber ich musste mich vom Liegenschaftsverwalter überzeugen lassen, dass die Besitzung wirklich zu einem Ausnahmepreis angeboten wurde. Das Gut umfasst im ganzen rund 225 Aren und auf ihm stehen verschiedene Gebäulichkeiten, die zusammen für 49,700 Fr. brandversichert sind; die Gebäude sind anständig unterhalten. Das Land ist für Bauplätze sehr günstig gelegen, ganz nahe bei der Ballonhalle

am Wankdorfgässchen. Ebenso ist die Kanalisation vorhanden und Wasser befindet sich in unmittelbarer Nähe. Der Quadratmeter kommt uns mit Inbegriff der Gebäude auf 4, ohne Gebäulichkeiten auf 3 Fr. per m² zu stehen. Das ist für landwirtschaftlich auszunützendes Land etwas viel, aber wir dürfen nicht ausser acht lassen, dass das Land in unmittelbarer Nähe der Stadt liegt und für unsern Zweck, den Bau von Wärterwohnungen, sehr geeignet ist. Der Liegenschaftsverwalter ist uns im weitern dadurch entgegengekommen, dass in einem Pachtvertrag, den wir mit der Burgergemeinde abgeschlossen haben, für anderes Land der bescheidene Pachtzins von 65 und 75 Fr. per Jucharte noch auf längere Zeit beibehalten wird. Der vorliegende Vertrag ist für den Staat günstig, und wir beantragen Ihnen dessen Genehmigung.

Steiger, Präsident der Staatswirtschaftskommission. Der Staat hat mit der Burgergemeinde Bern einen Vertrag abgeschlossen um den Ankauf eines Teils des sogen. Wankdorfgutes. Die Staatswirtschaftskommission beantragt dem Grossen Rat, diesen Kaufvertrag zu genehmigen. Wir sind der Ansicht, dass der Staat, sobald er zu annehmbarem und angemessenem Preise Terrain kaufen kann, es tun soll. Im vorliegenden Fall ist der Preis durchaus annehmbar, da das Terrain nahe bei der Stadt liegt, mit Kanalisation versehen ist und sich für den in Aussicht genommenen Zweck (Erbauung von Wohnungen für Wärter der Waldau) sehr gut eignet. Zudem hat die Burgergemeinde mit dem Staat noch einen Pachtvertrag für anderes Terrain abgeschlossen und dort auch den Preis nicht zu hoch angesetzt. Der Kaufvertrag darf vom Grossen Rat ohne weiteres genehmigt werden.

Genehmigt.

Beschluss:

Der mit der Burgergemeinde Bern unterm 2. Februar 1914 abgeschlossene Kaufvertrag um die Wankdorfgut-Besitzung, Gemeindebezirk Bern, wird genehmigt. Das Kaufsobjekt besteht unter dem unter Nr. 10 A für 27,900 Fr. brandversicherten Wohnhaus mit Scheune und Stallung, dem unter Nr. 10 B für 16,900 Fr. brandversicherten Wohnhaus, dem unter Nr. 10 C für 4,900 Fr. brandversicherten Wohnhaus mit Pferdestall und Wagenschopf, einem bei dem Gebäude Nr. 10 A ausfliessenden Brunnen, sowie dem zugehörigen Erdreich, Parzelle Nr. 89, Flur W, im Halte von 225,03 Aren. Die Grundsteuerschatzung beträgt 60,630 Fr., der Kaufpreis 92,970 Fr.

Kantonalbank; Ankauf eines Bankgebäudes in Meiringen.

Könitzer, Finanzdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Es ist Ihnen bekannt, dass die Kantonalbank von Bern die Spar- und Leihkasse Meiringen übernommen hat. Nach Art. 13, Ziff. 4, des

Kantonalbankgesetzes muss der Grosse Rat seine Genehmigung erteilen, wenn die Kantonalbank für eigene Zwecke Land erwirbt. Mit der Parzelle ist auch gerade das Gebäude erhältlich, das die Sparund Leihkasse Meiringen besass und in dem nun die Agentur der Kantonalbank untergebracht ist. Das Gebäude ist für 72,500 Fr. brandversichert; die Grundsteuerschatzung beträgt 74,340 Fr. Im Inventar der Spar- und Leihkasse war es noch etwas hoch eingestellt, und man ist auch hier entgegengekommen, indem das Gebäude für 78,000 Fr. übernommen wurde. Ich beantrage Ihnen, es sei der abgeschlossene Kaufvertrag um das Gebäude samt dem Platz zu genehmigen.

Steiger, Präsident der Staatswirtschaftskommission. Die Staatswirtschaftskommission beantragt auch hier Zustimmung und Genehmigung des zwischen den Behörden der Kantonalbank und der Spar- und Leihkasse Meiringen abgeschlossenen Kaufvertrags. Die Kantonalbank hat bekanntlich die Geschäfte dieser Kasse übernommen und nun zugleich auch das Haus, und zwar zu einem Preise, der nicht bedeutend höher ist als die Grundsteuerschatzung. Die Behörden der Kantonalbank empfehlen den Ankauf und der Finanzdirektor hat sich durch persönliche Besichtigung davon überzeugt, dass das Gebäude den ihm hier beigemessenen Wert hat. Die Staatswirtschaftskommission empfiehlt daher den Antrag des Regierungsrates zur Annahme.

Genehmigt.

Beschluss:

Der zwischen der Spar- und Leihkasse Oberhasle in Meiringen in Liquidation und der Kantonalbank von Bern unterm 20. Februar 1914 abgeschlossene Kaufvertrag um eine Besitzung an der Kreuzgasse in Meiringen, bestehend aus dem unter Nr. 614 für 72,500 Fr. brandversicherten Bankgebäude nebst Platz und Garten im Halte von 3,67 Aren, Parzelle Nr. 43 des Dorfplanes, im Grundsteuerschatzungswerte von 74,340 Fr., Kaufpreis 78,000 Fr., wird im Sinne des Art. 13, Ziffer 4, des Kantonalbankgesetzes genehmigt.

Hofwil, Unterseminar; Badweiherankauf.

Könitzer, Finanzdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Im Jahre 1884 hat der Grosse Rat die Erwerbung der Schulgebäude Hofwil zur Unterbringung des Staatsseminars beschlossen. Damals wurde festgelegt, dass die Schüler des Seminars den dortigen Weiher zum Baden benützen dürfen gegen einen jährlichen Beitrag des Staates von 200 Fr. Es wurde nicht genau bestimmt, wie viel Wasser zugeführt werden müsse; man sagte einfach: das nötige Wasser. Nachdem inzwischen dem Besitzer von Hofwil die Benützung des Badweihers durch die Seminaristen etwas lästig geworden ist, suchte er durch Verkauf sich der Unterhaltungspflicht zu entledigen. Um uns gefügig zu machen, beabsichtigte er, vom

zufliessenden Wasser zu verkaufen. Wir konnten uns damit nicht einverstanden erklären, sondern beharrten darauf, dass das gegenwärtige Wasser (ca. 200 Minutenliter) nach wie vor dem Weiher zuzuführen sei. Diese Wassermenge ist unbedingt notwendig, um den Weiher mit frischem Wasser zu versehen, wenn eine Klasse soll baden können, nachdem eine andere am Tag vorher gebadet hat. Die Unterrichts-direktion knüpfte Unterhandlungen betreffend die Erwerbung des Weihers an. Ich trat als Finanzdirektor nicht gerade gerne auf das Geschäft ein, indem ich eine Ausgabe von 20,000 Fr., wie der erste Vertrag der Unterrichtsdirektion lautete, für den Ankauf eines Weihers für zu hoch hielt und mir sagte, die Seminaristen könnten ganz gut im Moosseedorfsee baden. Allein man hat darauf insistiert und schliesslich erklärte ich mich bereit, für den Ankauf des Badweihers 16,500 Fr. auszugeben. Dazu werden noch bedeutende Kosten für die Instandstellung der Umfassungswand und des Badhäuschens kommen. Diese sind eben in sehr schlechtem Zustand, was somit ein Grund ist, dass dem Besitzer dieses Geschäft verleidet. Dem Besitzer ist gestattet, das Wasser über 250 Minutenliter zu verkaufen, aber wir haben unter allen Umständen Anspruch auf 250 Minutenliter zur Speisung des Weihers. Ich möchte Ihnen beantragen, den Kaufvertrag zu genehmigen; in demselben sind die Nachgrabungsrechte etc. gesichert.

Steiger, Präsident der Staatswirtschaftskommission. Die Staatswirtschaftskommission beantragt auch hier Zustimmung. Der Kaufpreis ist allerdings etwas hoch, allein das Bedürfnis nach diesem Weiher ist vorhanden, und da muss eben etwas mehr bezahlt werden.

Genehmigt.

Beschluss:

Der mit Frau Math. von Müller-Drodtleff in Hofwil und Hugo von Montgomery, Gutsbesitzer in Blessingborne (Irland), unterm 27. Februar 1914 abgeschlossene Kauf- und Dienstbarkeitsvertrag wird genehmigt. Durch diesen Vertrag erwirbt der Staat die Badweiheranlage zu Hofwil, Parzelle 1451 im Halte von 15,94 Aren, mit dem unter Nr. 11 G für 1800 Fr. brandversicherten Badhaus, im Grundsteuerschatzungswerte von 2210 Fr., nebst dem zur Speisung des Badweihers dienenden Wasser von maximal 250 Minutenliter in konstantem Erguss. Der Kaufpreis beträgt 16,500 Fr. In diesem Preise ist auch die Vergütung für die Einräumung der erforderlichen Zu- und Ableitungs- und Wegrechte inbegriffen.

Emmekorrektion Emmenmatt-Burgdorf; Sohlenversicherungen zwischen Emmenmatt und Zollbrück.

v. Erlach, Baudirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Es liegen uns heute zwei Geschäfte betreffend die Emmekorrektion vor und wir hoffen, dass damit für eine Zeitlang diese Angelegenheit

für uns aus Abschied und Traktanden fallen werde. Ich habe schon anlässlich der letzten Subventionsbewilligungen an die Emmeverbauung über die Sache ausführlich berichtet, so dass ich mich heute wohl kurz halten darf.

In erster Linie handelt es sich um die Subventionierung von Sohlenversicherungen. Sie wissen, dass wir seinerzeit bei der Eisenbahnbrücke von Emmenmatt eine Sohlenversicherung erstellt haben, die erst nach ihrer dritten Ausführung sich ordentlich gehalten hat. Namentlich hat sich gezeigt, dass bei der Emme die Fundationen pneumatisch gemacht werden müssen, weil das ganze Emmebett aus mehr oder weniger lockerem Kies besteht, der je nach den Hochwassern sich immer wieder bewegt und verändert. Der Bund hat deshalb mit vollem Recht verlangt, dass da, wo sich das Emmebett über Erwarten vertiefe, weitere Sohlenversicherungen gemacht werden. Bekanntlich vertieft sich das Emmebett bei Zollbrück, und umgekehrt hebt es sich unterhalb Burgdorf. Es fehlt leider an einem richtigen Ausgleich, und wir können nichts weiter machen, als oben die Vertiefung hinterhalten und unten soviel als möglich dafür sorgen, dass die Erhöhung nicht weiter fortschreitet. Um die grosse Schwelle bei der Emmebrücke definitiv sicher zu stellen, müssen wir 2-300 m unterhalb der Brücke die erste Sohlenversicherung einbauen. Es wird sich dann zeigen, ob die projektierten vier Sohlenversicherungen rasch aufeinander erstellt werden müssen, oder ob man damit längere Zeit zuwarten kann, wenn einmal die erste ausgeführt ist. Die Sohlenversicherungen wären vorläufig bis Zollbrück vorgesehen, indem angenommen wird, dass von hier bis Burgdorf die Sohle sich weniger stark vertiefe. Wäre das Gegenteil der Fall, so müsste auch hier durch Sohlenversicherungen Einhalt getan werden.

Die Kosten der Ausführung der vier Sohlenversicherungen sind auf 400,000 Fr. veranschlagt. Daran hat der Bund bereits $50\,^{0}/_{0}=200,000$ Fr. bewilligt; er ging so hoch, weil es sich um eine relativ teure Anlage auf kleiner Strecke handelt. Sie wissen, dass an der Emme die Schwellenpflicht den Uferanstössern aufliegt, und eine solche Sohlenversicherung kann man nicht gerade den beiden Grundbesitzern aufladen, an deren Land die beiden Widerlager anstossen. Man muss da etwas besser verteilen. Damit die Last kleiner wird, hat der Bund $50\,^{0}/_{0}$ bewilligt, und wir beantragen, aus dem gleichen Grunde statt der üblichen $33^{1}/_{3}\,^{0}/_{0}$ $35\,^{0}/_{0}$ zu sprechen. Der Schwellenbezirk hat somit noch $15\,^{0}/_{0}$ aufzubringen.

Steiger, Präsident der Staatswirtschaftskommission. Es handelt sich um die Bewilligung eines Beitrages an die Sohlenversicherungen der Emme zwischen Emmenmatt und Zollbrück. Es muss hier ein etwas grösserer Beitrag als für Uferversicherungen gesprochen werden. Schon der Bund hat eine grössere Subvention bewilligt. Neben dem angeführten Grund ist nicht ausser acht zu lassen, dass die Anstösser die Vorteile der Sohlenversicherungen nicht so direkt zu fühlen bekommen wie diejenigen der Uferversicherungen und dass sie infolgedessen etwas schwieriger dazu zu bringen sind, an Sohlenversicherungen einen grössern Beitrag zu leisten. Wenn der Kanton auf 35 % geht, so überschreitet auch er den sonst bei den Emmeverbauungen üblichen Ansatz von

 $33^1/_3$ $^0/_0$, so dass die Anstösser noch 15 $^0/_0$ aufbringen müssen. Die Staatswirtschaftskommission beantragt Zustimmung zum Antrage des Regierungsrates.

Genehmigt.

Beschluss:

Dem Schwellenbezirk II der Emme zwischen Emmenmatt und Burgdorf wird zuhanden der Schwellenpflichtigen für die Ausführung von 4 auf 400,000 Fr. veranschlagten, durch Bundesbeschluss vom 6. Juni 1913 mit $50\,^0/_0$ subventionierten Sohlenversicherungen zwischen Emmenmatt und Zollbrück auf Budgetkredit X G ein Kantonsbeitrag bewilligt von $35\,^0/_0$ = 140,000 Fr. abzüglich der Restanz von 75,906 Fr. 95 von dem am 28. Februar 1907 bereits bewilligten Kantonsbeitrag, also netto 64,093 Fr. 05, unter folgenden Bedingungen:

1. Die subventionierten Bauten sind nach den Vorschriften der Bundes- und Kantonsbehörden auszuführen und zu unterhalten.

Der Bundesbeschluss vom 6. Juni 1913 wird, soweit er diese Flusstrecke betrifft, als integrierender Bestandteil des Grossratsbeschlusses erklärt.

- 2. Die Zahlung des Staatsbeitrages erfolgt nach vorschriftsgemäss erfolgter Ausführung der Arbeiten auf Grund richtiger, geprüfter Abrechnungen nach Massgabe der Kreditverhältnisse der Baudirektion, welche auch über die Subventionsberechtigung der einzelnen Posten bestimmen wird.
- 3. Der Schwellenbezirk der pflichtigen Gemeinden ist gegenüber dem Staat gemäss Wasserbaupolizeigesetz für die richtige Ausführung und Unterhaltung der subventionierten Bauten und die Erfüllung der Subventionsbedingungen von Bund und Kanton verantwortlich.
- 4. Der Schwellenbezirk der Emme Emmenmatt-Burgdort hat namens der pflichtigen Gemeinden bis einen Monat nach Eröffnung dieses Beschlusses die Annahme desselben schriftlich zu erklären.

Emmekorrektion Emmenmatt-Hintergraben; Kantonsbeitrag.

v. Erlach, Baudirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Hier handelt es sich um die obere, die dritte Sektion der Emme, die von der Brücke in Emmenmatt bis hinauf in den Hintergraben geht. Hier sollen gewöhnliche Verbauungen ausgeführt werden, wie sie jeweilen an der Emme gemacht werden. Der Bund hat an die auf 830,000 Fr. veranschlagten Kosten $40\,^0/_0$ bewilligt, und wir beantragen Ihnen, vom Kanton aus wie üblich $33^1/_3\,^0/_0$ zu beschliessen oder 276,666 Fr. 66. Nun ist aber von frühern Bewilligungen noch ein Betrag von etwas über 100,000 Franken vorhanden, so dass heute noch 176,080 Fr. bewilligt werden müssen. Ich empfehle Ihnen ohne weitere Ausführungen die Bewilligung dieses Schlusskredites.

Steiger, Präsident der Staatswirtschaftskommission. Die Staatswirtschaftskommission empfiehlt auch hier Zustimmung zum Antrage des Regierungsrates.

Genehmigt.

Beschluss:

Den Gemeinden Lauperswil, Signau und Eggiwil wird zuhanden der Schwellenpflichtigen an der Emme zwischen Emmenmatt und Hintergraben (III. Abschnitt) an die für diese 15 km lange Flusstrecke auf 830,000 Fr. veranschlagten Kosten der durch Bundesbeschluss vom $\overline{6}$. Juni 1913 subventionierten Korrektionsarbeiten auf Budgetkredit X G 1 nach Abzug der vom Grossratsbeschluss vom 23. Mai 1907 noch verbleibenden Kreditrestanz von 100,590 Fr. 30 ein Kantonsbeitrag bewilligt von $33^1/_3$ $0/_0$ = 176,080 Franken unter folgenden Bedingungen:

1. Die subventionierten Bauten sind nach den Vorschriften der Bundes- und Kantonsbehörden auszuführen und zu unterhalten.

Der Bundesbeschluss vom 6. Juni 1913 wird, soweit er diese Flusstrecke betrifft, als integrierender Bestandteil des Grossratsbeschlusses erklärt.

- 2. Die Zahlung des Staatsbeitrages erfolgt nach vorschriftsgemäss erfolgter Ausführung der Arbeiten auf Grund richtiger, geprüfter Abrechnungen nach Massgabe der Kreditverhältnisse der Baudirektion, welche auch über die Subventionsberechtigung der einzelnen Posten bestimmen wird.
- 3. Die pflichtigen Gemeinden sind gegenüber dem Staat gemäss Wasserbaupolizeigesetz für die richtige Ausführung und Unterhaltung der subventionierten Bauten und die Erfüllung der Subventionsbedingungen von Bund und Kanton verantwortlich.
- 4. Die Gemeinden Lauperswil, Signau und Eggiwil haben bis einen Monat nach Eröffnung dieses Beschlusses die Annahme desselben schriftlich zu erklären.

Waldau, Irrenanstalt; Umbau der Aborte.

v. Erlach, Baudirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Auch mit bezug auf die Waldau hoffen wir, heute für einige Zeit zum letzten Mal mit einem Kreditgesuch vor Sie treten zu müssen. Die verschiedenen Um- und Neubauten in der Waldau haben in den letzten Jahren den Grossen Rat wiederholt beschäftigt. Wenn nun auch noch das heutige Projekt genehmigt wird, dann ist die Waldau wiederum soweit hergestellt, dass sie auch den modernen hygienischen Anforderungen und Bedürfnissen genügen dürfte. Sie haben letztes Jahr 290,000 Fr. für eine Kloakenanlage von der Waldau bis in die Aare bei Worblaufen bewilligt. Diese Kanalisation musste wegen des Neubaues erstellt werden, dessen Aborte und Badzimmer mit Wasserspühlung und direkter Abführung in die Kloaken eingerichtet worden sind.

Die Aborte der alten Waldau sind noch mit dem veralteten Kübelsystem versehen, das auf die Länge nicht beibehalten werden darf. Wir beantragen deshalb, es seien auch diese Aborte für Schweminkanalisation umzubauen. Der verlangte Kredit von 190,000 Fr. scheint vielleicht etwas hoch. Allein es handelt sich nicht allein um die Umänderung der innern Einrichtungen der Aborte und Badezimmer, sondern es müssen auch bauliche Veränderungen vorgenommen werden, und wenn man einmal an einem alten Gebäude abzureissen beginnt, so kommt in der Regel vieles zum Vorschein, an das man vorher nicht gedacht hat. Wir haben deshalb den Kredit aut 190,000 Fr. angesetzt, indem wir annehmen, dass wir dann damit unter allen Umständen auskommen werden und keinen Nachkredit nachsuchen müssen. Wir werden mit den eigentlichen sanitären Einrichtungen keinen Luxus treiben, sondern wir haben in Aussicht genommen, die in der Landesausstellung zur Verwendung gelangenden Einrichtungen für die Waldau zu erwerben. Jedes Geschäft, das da etwas ausstellt, macht es sich zur Ehre, nur prima Qualität vorzuführen, so dass wir sicher etwas Rechtes bekommen, aber dafür einen billigern Preis zu bezahlen haben werden, als wenn wir die Einrichtungen direkt von einer Firma beziehen würden.

Steiger, Präsident der Staatswirtschaftskommis-Schon vor etwa zehn Jahren hat die Aufsichtskommission der Waldau das Gesuch gestellt, die Aborte möchten umgebaut werden. Dieser Umbau ist auch unbedingt notwendig. Wir haben dort noch das alte Kübelsystem, und dieses soll nun durch das sogen. Schwemmsystem ersetzt werden, was sich für eine solche Anstalt aus hygienischen und andern Gründen durchaus empfiehlt. Die Umbauten sind dort so nötig, wie es auch im Rathaus angezeigt wäre, die beiden Aborte einer Renovation zu unterziehen. Es wäre gut, wenn hier auch einmal Remedur geschaffen würde.

Was die verlangten 190,000 Fr. anbetrifft, so kann man sagen, dass das eine etwas grosse Summe ist. Bei der Prüfung des Kostenvoranschlags haben wir gefunden, bei den Installationen könne vielleicht etwas gespart werden, dagegen dürfte der Kredit für die Bauten zu niedrig bemessen sein. Was auf der einen Seite gespart werden kann, wird also auf der andern Seite mehr ausgegeben werden müssen, so dass wir die Summe von 190,000 Fr. nicht beanstanden. Wir empfehlen Ihnen die Genehmigung des

verlangten Kredites.

Genehmigt.

Beschluss:

Für den Umbau der Aborte für Schwemmkanalisation werden der Baudirektion auf Rechnung des Irrenfonds 190,000 Fr. bewilligt.

Landwirtschaftliche Schule Schwand-Münsingen; Inventar des Gutsbetriebes.

Moser, Landwirtschaftsdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Die landwirtschaftliche Winterschule Schwand bei Münsingen wurde bekanntlich

letzten Herbst bezogen und ist nahezu voll besetzt. Im nächsten Monat sollen die hauswirtschaftlichen Kurse beginnen. Bis anhin war der Gutsbetrieb verpachtet und er soll nun auf 1. April von der Schule übernommen werden. Für diesen Gutsbetrieb muss ein grosses Inventar angeschafft werden, sowohl ein totes, bestehend aus Wagen, Werkzeug, Maschinen usw., als ein lebendes, bestehend aus dem Viehstand. Der Voranschlag der Aufsichtskommission bezifferte sich auf 83,000 Fr. Wir haben einige Streichungen sowohl beim toten wie beim lebenden Inventar vorgenommen, indem wir der Meinung sind, dass von Anfang an nur das absolut Nötige angeschafft werden soll, das dann nach und nach vermehrt werden kann. Wir haben uns an die übrigen Staatsanstalten gewendet, damit sie von ihrem Viehstand einige Stück zum Inventarpreis abtreten, so dass die landwirtschaftliche Schule Schwand von Anfang an gutes Vieh besitzt, das wegen seiner reinen Abstammung namentlich auch für den Schulunterricht ein wert-volles Material darstellt. Die befragten Anstalten sind uns entgegengekommen und haben uns die Hälfte des Viehstandes, ca. 30 Stück, zugesichert. andere Hälfte würde im Simmental angekauft. Vorgesehen sind im ganzen 20-30 Kühe und 25-35 Stück Jungvieh, daneben die nötigen Pferde, Schweine etc. Wir empfehlen Ihnen, den verlangten Kredit von 78,000 Fr. zu bewilligen, damit das Inventar von der Schule übernommen werden kann.

Steiger, Präsident der Staatswirtschaftskommission. Die Staatswirtschaftskommission empfiehlt Ihnen die Bewilligung eines Kredites von 78,000 Fr. Ursprünglich war ein Budget von 83,000 Fr. aufgestellt. Die Landwirtschaftsdirektion reduzierte dasselbe auf 80,000 Fr. und der Regierungsrat nahm eine weitere Reduktion auf 78,000 Fr. vor. Davon sind ca. 50,000 Fr. für die Anschaffung des lebenden Inventars bestimmt und der Rest für das tote Inventar. Da die übrigen Staatsanstalten einen Teil des Viehs zum Inventarwert abzugeben gewillt sind, kommt dasselbe die Schule Schwand bedeutend billiger zu stehen, als wenn sie es sonst erwerben müsste.

Genehmigt.

Beschluss:

Gestützt auf den vorliegenden detaillierten Kostenvoranschlag bewilligt der Grosse Rat einen Spezialkredit von im Maximum 78,000 Fr. zum Zwecke der Anschaffung des für die Bewirtschaftung des Schwandgutes erforderlichen lebenden und toten Inventars.

Kehrtunnel Bunderbach-Felsenburg, Aufforstung und Verbauung: Beitrag.

Moser, Forstdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Im April letzten Jahres hat die Berner-Alpenbahn-Gesellschaft den Behörden ein Aufforstungs- und Verbauungsprojekt KehrtunnelBunderbach-Felsenburg eingereicht mit dem Gesuch um Zuwendung der gesetzlichen Kantons- und Bundesbeiträge. Die Verbauung und Aufforstung dieses ziemlich grossen Gebietes von über 60 ha ist deshalb nötig, weil dort die Linie durch Steinschlag und Lawinen bedroht ist. Die Forstorgane des Bundes und des Kantons haben die Sache geprüft und dabei den ursprünglichen Kostenvoranschlag von 62,000 Fr. auf 100,000 Fr. erhöht. Der Bund hat an die Kosten für Aufforstung, Steinschlag- und Lawinenverbau einen Beitrag von $60\,^0/_0=47,850$ Fr. und an die übrigen Kosten einen solchen von $50\,^0/_0=10,125$ Fr. oder zusammen 57,975 Fr. bewilligt. Der Regierungsrat beantragt, gestützt auf das Forstgesetz, das für derartige Arbeiten eine Subvention von $20-30\,^0/_0$ auszurichten erlaubt, einen Beitrag von $20\,^0/_0$ oder im Maximum 20,000 Fr. zu beschliessen. Der Rest muss von der Berner Alpenbahn-Gesellschaft übernommen werden.

Steiger, Präsident der Staatswirtschaftskommission. Die Staatswirtschaftskommission hat den Ausführungen des Herrn Forstdirektors nichts beizufügen und empfiehlt Ihnen die Annahme des vorliegenden Beschlussesentwurfs.

Genehmigt.

Beschluss:

An die Aufforstungs- und Verbauungskosten des vom Bundesrat am 23. September 1913 genehmigten Projektes Kehrtunnel Bunderbach-Felsenburg der Berner Alpenbahn-Gesellschaft Bern-Lötschberg-Simplon wird gemäss Art. 36 des Gesetzes vom 20. August 1905 betreffend das Forstwesen ein Kantonsbeitrag von 20% der Kostenvoranschlagssumme von 100,000 Fr., höchstens aber 20,000 Fr., zugesichert.

höchstens aber 20,000 Fr., zugesichert. Bundesbeitrag: $60^{\,0}/_{0}$ an die Kosten für Aufforstung, Steinschlag- und Lawinenverbau im Voranschlag von 79,750 Fr. = Fr. 47,850 $50^{\,0}/_{0}$ an die übrigen Kosten im

Voranschlage von 20,250 Fr. = » 10,125

zusammen Fr. 57,975

Orvin, Pfrunddomäne; Abtretung an die Kirchgemeinde.

Könitzer, Finanzdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Die Kirchgemeinde Orvin ist vorstellig geworden, es möchte ihr ein Teil der Pfrunddomäne zu Schulhauszwecken abgetreten werden. Wir antworteten, dass wir vorzögen, ihr gleich die ganze Pfrunddomäne abzutreten. Sie erklärte sich damit einverstanden und gab ihre Absicht kund, gleichzeitig das Pfarrhaus anständig renovieren zu lassen. Wir offerierten 7000 Fr. als Loskaufsumme für die bisher dem Staat obliegende Unterhaltungspflicht des Pfarrhauses und überdies 4000 Fr. für die momentan notwendigen Arbeiten, um das Pfarrhaus in einen angemessenen Zustand zu bringen. Dagegen bringen wir 2000 Fr. in Abzug für das über die gesetzliche halbe Jucharte hinaus zum Pfrundgut gehörende Land. Die Entschädigung, die der Staat der Kirchgemeinde in bar zu leisten hätte, beträgt somit 9000 Franken. Auf dieser Basis kam ein Abtretungsvertrag

mit der Gemeinde zustande, und wir beantragen Ihnen, ihm Ihre Genehmigung zu erteilen.

Steiger, Präsident der Staatswirtschaftskommission. Die Staatswirtschaftskommission stimmt auch hier ohne weitere Bemerkungen dem Antrage des Regierungsrates zu.

Genehmigt.

Beschluss:

Der unterm 14. Februar 1914 mit der Kirchgemeinde Orvin abgeschlossene Abtretungsvertrag wird genehmigt. Durch denselben überlässt der Staat genannter Kirchgemeinde die Pfrunddomäne Orvin, bestehend aus dem für 25,100 Fr. brandversicherten Pfarrhaus nebst Hausplatz, Hofraum, Garten, Baumgarten und Ackerland, im Halte von 67,35 Aren, im Grundsteuerschatzungswerte von 24,430 Fr. Ueberdies verpflichtet sich der Staat zur Bezahlung einer Aversalsumme von 9000 Fr. als Abfindung für die Uebernahme des zukünftigen Gebäudeunterhalts durch die Kirchgemeinde und als einmaligen Beitrag an die Kosten der notwendigen Renovationsarbeiten am Pfrundgebäude. Kirchgemeinde Orvin dagegen übernimmt diesen Gebäudeunterhalt und verpflichtet sich, die Domäne als Pfrundgut zu behalten und dem jeweiligen Pfarrer sowohl Pfarrhaus, als Garten und 18 Aren Pflanzland gemäss Gesetzesvorschrift unentgeltlich zur Verfügung zu stellen.

Eingelangt ist folgende

Interpellation:

Die Unterzeichneten wünschen vom Regierungsrat Auskunft darüber, wie weit die Vorbereitungen für die Revision des infamierenden Ehrenfolgengesetzes gediehen sind und auf welchen Zeitpunkt die im Jahre 1912 als in nächster Zeit bevorstehende angekündigte Revisionsvorlage erwartet werden kann.

Brüstlein,
Grimm, Zgraggen, Moor, Schneeberger, Albrecht, Mathey-Doret,
Schlumpf, Wolf, Näher, Salchli,
G. Müller, Ryser, Walther.

Geht an den Regierungsrat.

Dekret

über

das Strafmandatverfahren.

(Siehe Nr. 4 der Beilagen.)

Eintretensfrage.

Scheurer, Justizdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Das vorliegende Dekret wurde durch das Automobilgesetz veranlasst. Trotzdem es mit

diesem in keinem notwendigen Zusammenhange steht, ist es doch eine Folge dieses Gesetzes. Denn in einem der Artikel des Automobilgesetzes, das zugleich das Strassenpolizeigesetz abgeändert hat, war vorgesehen, dass geringfügige Widerhandlungen gegen strassenpolizeiliche Verordnungen im sogen. Strafmandatverfahren verhandelt und bestraft werden sollen.

Die Frage, wie die sehr zahlreichen Uebertretungen von Polizeigesetzen im modernen Staat vor Gericht behandelt und beurteilt werden sollen, ist eine der schwierigsten der modernen Gesetzgebung über den Strafprozess überhaupt. Wir stehen alle zusammen unter unzähligen Vorschriften polizeilicher Natur, und es muss sich einer schon sehr viel Mühe geben, wenn er nicht alle Tage irgend eine dieser Vorschriften übertreten will, die überall dafür sorgen sollen, dass die Staatsmaschine im Gang bleibt. Diese Uebertretungen sind so zahlreich, dass es an grössern Orten den Richterämtern mit ihrer gewaltigen Arbeitslast sozusagen unmöglich ist, sie in der gesetzlichen Art und Weise zu erledigen. Wenn z. B. in Bern eine städtische Verordnung ergeht, die auf weitere Kreise der Bürgerschaft ihre Einwirkung hat, so sind einige hundert Anzeigen die unmittelbare Folge davon. Das Publikum wird durch diese Anzeigen darauf aufmerksam gemacht, dass eine derartige Verordnung besteht, und erzogen, diese Verordnung unter dem Druck der Anzeigen und der nachfolgenden Bussen zu beobachten. Als einziges Beispiel möchte ich mitteilen, dass vor mehreren Jahren für einen Teil der Stadt Bern eine Verordnung über die Kehrichtabfuhr erlassen wurde, wobei das Publikum sich verschiedene neue Gewohnheiten aneignen musste. Die Folge davon waren für das Polizeirichteramt Bern 500 Strafanzeigen wegen Uebertretung dieser Verordnung. So strömen wegen eines an und für sich berechtigten, aber unbedeutenden Erlasses eine Unzahl von Anzeigen auf dem Richteramt zu-

Nun muss man sich vergegenwärtigen, wie es mit diesen Anzeigen geht. Zuerst muss eine Anzeige gemacht werden, der Richter muss sie prüfen, er muss den Anzeiger und den Sünder vor sich kommen lassen, es muss eine besondere Verhandlung vor dem Richter stattfinden mit einem Protokoll; schliesslich muss das Urteil gefällt und wenn der Tatbestand nicht sicher ist, noch mit einer vollständigen Motivierung versehen werden, während in der Grosszahl der Fälle die Uebertretung ohne weiteres zugegeben wird und der Angeklagte nichts anderes wünscht als zu wissen, was er zu zahlen hat.

Alle modernen Staaten geben sich grosse Mühe, ein Verfahren zu finden, das der Zahl dieser Fälle und ihrer Unwichtigkeit angepasst ist. Wir haben bekanntlich im Strassenpolizeigesetz einen Versuch gemacht mit der Ueberweisung der Beurteilung an die Gemeinden. Aber es hat sich gezeigt, dass die Gemeindebehörden ein viel zu gutes Herz haben und dass es nicht möglich ist, in kleinen Gemeinden eine richtige Strassenpolizei durchzuführen. Beim Automobilgesetz sagten wir uns, wir wollen die Sache wieder in die Hände des Richters legen, aber ihm durch ein ganz einfaches Verfahren ermöglichen, dieser zahlreichen Geschäfte Meister zu werden.

Das Strafmandatverfahren besteht darin, dass der Richter die Anzeige wegen Uebertretung von Polizeivorschriften ansieht. Wenn er sieht, dass es sich um eine kleine Geschichte handelt und der Tatbestand in der Anzeige richtig dargestellt ist, so lässt er die Parteien nicht zuerst erscheinen, sondern erlässt ohne weiteres eine Verfügung, in der der Fehlbare mit einer Busse von 5 oder 10 Fr. usw. belegt wird. Diese Verfügung wird dem Angeklagten zugestellt und er kann sich innert der vorgesehenen Frist darüber äussern, ob er sie annehme oder nicht. In den meisten Fällen wird er sie annehmen, und dann ist der Handel für beide Teile in einfacher Weise erledigt.

Heute ist das Verfahren viel komplizierter. Wenn z. B. ein Automobilbesitzer aus Bern zu rasch durch das Dorf Langnau fährt und sich weder durch die Polizeivorschriften noch durch die guten Wirtshäuser in Langnau zu langsamem Fahren bestimmen lässt, und wenn eine Strafanzeige gegen ihn ergeht, so muss der Richter von Langnau den Fall behandeln; dann schickt er die Akten nach Bern; der Richter in Bern lässt den Angeschuldigten erscheinen; er zitiert ihn auf einen bestimmten Tag, auf den aber noch viele andere Personen vorgeladen sind, und der Angeschuldigte muss dann vielleicht von 8 bis 1 Uhr auf dem Richteramt warten, obschon er gerne die Busse zahlen möchte. Das ist offenbar eine Belästigung sowohl für den einzelnen Bürger als für die Richterämter, der sie auf die Länge nicht gewachsen sind. Wenn diese kleinen Geschäfte in einem einfachen Verfahren, ohne eigentliche Parteiverhandlung, erledigt werden könnten, so würde ein grosser Teil der Arbeitslast der mit Geschäften überhäuften Richterämter in den grössern Ortschaften dahinfallen.

Nun ist es allerdings damit nicht gemacht, dass die Fälle in einem einfachen Verfahren so rasch als möglich erledigt werden, sondern es muss auch eine Garantie vorhanden sein, dass kein materielles Unrecht geschieht. Das wird dadurch erreicht, dass derjenige, der mit dem Strafmandat und der eröffneten Busse nicht einverstanden ist, dagegen Einspruch erheben und verlangen kann, dass der Fall nach dem ordentlichen Verfahren abgewickelt werde. Der Angeschuldigte kann sich also wehren, wenn er glaubt, es geschehe ihm unrecht. Ebenso kann sich auch der Staatsanwalt wehren, wenn er findet, der Richter habe eine zu kleine Busse ausgesprochen.

Dieses Strafmandatverfahren hat zurzeit schon in vielen modernen Gesetzgebungen Aufnahme gefunden und wir begegnen ihm auch im Entwurf unserer neuen Strafprozessordnung. Wir haben es nun vom Automobilsteuer- und Strassenpolizeigesetz losgelöst, ihm im vorliegenden Dekret eine vollständig selbstständige Stellung gegeben, und wir schaffen damit die Möglichkeit, dass, wenn wir nächstens etwa wieder ein Polizeigesetz erlassen, wir dann ganz einfach sagen können, die Widerhandlungen gegen dieses Gesetz werden nach den Vorschriften des Dekrets über das Strafmandatverfahren bestraft. So können diese Bestimmungen in weit zahlreichern Fällen Anwendung finden, als wenn wir die Sache einfach im Automobilsteuer- und Strassenpolizeigesetz geordnet hätten.

Im Auftrage des Regierungsrates beantrage ich Ihnen Eintreten auf die Vorlage.

Roost, Präsident der Kommission. Die Kommission hat die Vorlage durchberaten. Sie hat keine

Abänderungsanträge zu stellen und beantragt Ihnen ebenfalls Eintreten auf das Dekret.

Das Eintreten wird stillschweigend beschlossen.

§§ 1 und 2.

Angenommen.

Beschluss:

- 1. In den durch das Gesetz vorgesehenen Fällen leitet der Richter das Strafmandatverfahren ein.
- § 2. Der Richter erlässt innerhalb der Frist von acht Tagen, vom Einlangen der Anzeige an gerechnet, ein Strafmandat und lässt es dem Angeschuldigten wie eine Ladung zustellen.

§ 3.

Scheurer, Justizdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. § 3 bestimmt, dass der Angeschuldigte vom Richter im Strafmandat darüber informiert wird, was ihm vorgeworfen und zu welcher Busse und zu welchem Kostenbetrag er verurteilt wird. Zugleich soll er darin aufmerksam gemacht werden, wie er sich zu verhalten hat, wenn er die eröffnete Busse nicht annehmen will.

Angenommen.

Beschluss:

§ 3. Das Strafmandat enthält:

a) Die möglichst genaue Bezeichnung des An-

geschuldigten;

- b) Die Bezeichnung der Anschuldigung mit Angabe des Datums der Anzeige und der Widerhandlung;
- c) Die Angabe, zu welcher Strafe und zu welchem Kostenbetrag der Angeschuldigte verurteilt werde;

d) Die Angabe der zur Anwendung gebrachten

Gesetzesbestimmungen;

- e) Die Angabe, dass der Angeschuldigte gegen diese Verurteilung Einspruch erheben könne, entweder sofort bei der Zustellung oder innerhalb der Frist von fünf Tagen nach Massgabe des § 4, dessen Inhalt in das Mandat aufzunehmen ist;
- f) Die Angabe, dass auch der Staatsanwaltschaft das Einspruchsrecht zustehe, und dass im Falle von Einspruch der einen oder andern Seite die Hauptverhandlung vor dem Richter durchgeführt werde;

g) Die Bezeichnung der das Strafmandat erlassenden Gerichtsstelle;

h) Das Datum und die Unterschrift des Richters.

§ 4.

Scheurer, Justizdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. § 4 handelt davon, wie der Angeschuldigte sich benehmen soll, der mit der Busse nicht einverstanden ist. Er kann gegen die Busse Einspruch erheben gerade im Augenblick, wo ihm die Verfügung des Richters durch den Polizisten eröffnet wird, und der Polizist muss in diesem Falle protokollieren, der Angeklagte protestiere gegen das Strafmandat und erkläre, er nehme es nicht an. Wenn der Angeschuldigte nicht zuhause ist, wenn der Polizist mit der Verfügung kommt, oder wenn er sich die Sache noch überlegen will, so hat er fünf Tage Zeit, um dem Richter oder dessen Gerichtsschreiber den Einspruch mündlich oder schriftlich zukommen zu lassen.

Angenommen.

Beschluss:

§ 4. Der die Zustellung vornehmende Polizeiangestellte hat den mündlich geäusserten Einspruch in seinem Zustellungszeugnis zu verurkunden.

Der schriftlich erhobene Einspruch muss, datiert und vom Angeschuldigten selbst unterschrieben, innerhalb der Frist von fünf Tagen nach der Zustellung beim Richter einlangen, oder vor Ablauf der Frist der schweizerischen Post an die Adresse des urteilenden Richters übergeben sein.

Während dieser Frist kann der Einspruch auch mündlich beim Richter oder dessen Gerichtsschreiber angebracht werden. In diesem

Falle ist er sofort zu protokollieren.

Als Einspruch ist auch aufzufassen, wenn der Angeschuldigte den bedingten Straferlass in der angegebenen Weise verlangt. In diesem Fall soll in der Hauptverhandlung einzig die Frage des bedingten Straferlasses erörtert werden.

§ 5.

Scheurer, Justizdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Es kann vorkommen, dass ein Angeschuldigter während der Frist von fünf Tagen wegen Abwesenheit, Militärdienst, Krankheit oder dergleichen verhindert war, Einspruch zu erheben und vom Strafmandat überhaupt keine Kenntnis erhielt. In diesem Falle kann er, wie das in allen Prozessverfahren vorgesehen ist, dem Richter ein Gesuch um Wiedereinsetzung einreichen.

Angenommen.

Beschluss:

§ 5. Weist der Angeschuldigte nach, dass er durch Krankheit, Abwesenheit, wegen Staats-, Gemeinde- oder Militärdienst oder durch andere sehr wichtige Umstände verhindert war, Einspruch zu erheben, so kann er beim Richter ein Gesuch um Wiedereinsetzung einreichen, innert der Frist von fünf Tagen vom Zeitpunkt an gerechnet, in welchem er sichere Kenntnis vom Strafmandat erhalten hat und sich dieses Rechtsmittels bedienen kann.

Ueber dieses Wiedereinsetzungsgesuch urteilt der Richter, der das Strafmandat erlassen hat, ohne mündliche Verhandlung.

Mit seiner Abweisung wird gleichzeitig der Gesuchsteller endgültig zu den bezüglichen

Kosten verurteilt.

Das zugesprochene Wiedereinsetzungsgesuch gilt als Einspruch; in diesem Falle wird über die Kosten des Wiedereinsetzungsverfahrens mit der Hauptsache entschieden.

§§ 6 und 7.

Angenommen.

Beschluss:

- § 6. Von jedem unwidersprochen gebliebenen Strafmandat hat der Richter dem Bezirksprokurator innert fünf Tagen nach Ablauf der Einspruchsfrist unter Zustellung der Akten Mitteilung zu machen. Innerhalb weiterer fünf Tage nach Empfang der Akten kann der Bezirksprokurator Einspruch erheben.
- Mangels eines in gesetzlicher Weise erhobenen Einspruchs wird das Strafmandat wie ein Urteil vollstreckt.

Hat ein Geschädigter bereits in der Strafanzeige Zivilanträge gestellt, so ist ihm von dieser Art der Erledigung der Sache innert vier Tagen Kenntnis zu geben und zugleich zu eröffnen, dass er seine Zivilansprüche nunmehr

vor dem Richter geltend machen könne. Ist die nämliche Handlung unter einem schwereren Gesichtspunkte als demjenigen einer blossen Polizeiübertretung strafbar, so kann sie hiefür auch später strafrechtlich verfolgt werden. Bei einer allfälligen spätern Verurteilung ist das Strafmandat aufzuheben.

§ 8.

Scheurer, Justizdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. § 8 enthält zum Schutze des Angeschuldigten die Bestimmung, dass, wenn Einspruch erhoben wird, das Strafmandatverfahren dahinfällt und der Richter die Hauptverhandlung nach den Bestimmungen des Gesetzes über das Strafverfahren einzuleiten hat.

Angenommen.

Beschluss:

§ 8. Wird gegen das Strafmandat Einspruch erhoben, so fällt es dahin, unter Suspension der Kosten zur Hauptsache, und es leitet der Richter die Hauptverhandlung nach den Bestimmungen des Gesetzes über das Strafverfahren ein.

Erhebt der Bezirksprokurator Einspruch, so ist dem Angeschuldigten zugleich mit der Ladung mitzuteilen, dass das Strafmandat dahingefallen ist.

Bei der Urteilsfällung in der Hauptverhandlung ist der Richter an das Strafmass des Strafmandats nicht gebunden.

§ 9.

Angenommen.

Beschluss:

Ist der Angeschuldigte verhaftet, so tritt an Stelle des schriftlichen Strafmandatverfahrens eine mündliche Abhörung.

Gibt der Angeschuldigte die Richtigkeit der Anzeige zu und unterzieht er sich dem ihm sofort eröffneten Urteil, so sollen ihm keine weitern Kosten auferlegt werden.

Die §§ 6 bis 8 finden in diesem Falle ana-

loge Anwendung.

§ 10.

Scheurer, Justizdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Ich möchte beantragen, für das Inkrafttreten des Dekrets das gleiche Datum einzusetzen, das im Dekret über den Beitritt zum Automobilkonkordat Aufnahme finden wird.

Roost, Präsident der Kommission. Ich glaube, man sollte hier doch eine andere Lösung suchen. Das Dekret soll mit den beiden andern Dekreten über die Besteuerung der Automobile und den Beitritt zum Konkordat in Kraft treten, und das kann in der Weise geschehen, dass man sagt, dieses Dekret tritt mit der gesetzlichen Veröffentlichung in Kraft. Der Regierungsrat hat es dann in der Hand, die Dekrete miteinander zu veröffentlichen und in Kraft treten zu lassen.

Angenommen nach Antrag Roost.

Beschluss:

§ 10. Dieses Dekret tritt mit der gesetzlichen Veröffentlichung in Kraft.

Titel und Ingress.

Angenommen.

Beschluss:

Dekret über das Strafmandatverfahren.

Der Grosse Rat des Kantons Bern, in Ausführung des Art. 9 des Gesetzes vom 14. Dezember 1913 betreffend Erhebung einer Automobilsteuer und Abänderung des Strassenpolizeigesetzes,

auf den Antrag des Regierungsrates,

beschliesst:

Schlussabstimmung.

Für Annahme des Dekrets Mehrheit.

Dekret

betreffend

die Automobilsteuer.

(Siehe Nr. 5 der Beilagen.)

Eintretensfrage.

Könitzer, Finanzdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Nach Art. 3 des Gesetzes betreffend Erhebung einer Automobilsteuer ist ein Dekret zu erlassen, das zunächst festzulegen hat, welche Automobile der Steuer unterworfen sind. Nach dem vorliegenden Dekret sind es alle zum Verkehr auf den öffentlichen Strassen im Kanton Bern bestimmten Motorwagen, Motorvelos und alle andern Fahrzeuge mit motorischem Antrieb, für welche eine Verkehrsbewilligung für den Kanton Bern vorgeschrieben ist. Von der Steuer sind befreit die Automobile der Eidgenossenschaft, des Staates und der Gemeinden, wie Postautomobile, Feuerwehrautomobile, überhaupt Fahrzeuge, die ausschliesslich den Behörden und Beamten für amtliche Zwecke zur Verfügung stehen; ferner die Krankenautomobile der öffentlichen Spitäler und endlich die ausschliesslich militärischen Zwecken dienenden Fahrzeuge.

Es sind verschiedene Eingaben eingelangt, welche die Steuerbefreiung für weitere Kategorien von Automobilen nachsuchten. Wir mussten alle diese Begehren ablehnen, mit der einzigen Ausnahme, dass in § 6 der Regierungsrat die Befugnis erhält, gemeinnützigen Anstalten, die der Oeffentlichkeit dienen, auf Gesuch hin einen Nachlass bis auf die Minimalsteuer von 80 Fr. für das Fahrzeug zu gewähren. Unter anderm sind auch die Aerzte vorstellig geworden und verlangten, dass man ihre Automobile weniger besteure oder von der Steuer ganz befreie. Sie machten geltend, sie dienen der All-gemeinheit und sie haben zur Ausübung ihrer Praxis die Automobile ebenso nötig wie die Spitäler. Wir glaubten aber, dass wir da keine Ausnahme machen können. Die Aerzte stellen für ihre Krankenbesuche Rechnung, und da sie in der gleichen Zeit mit dem Automobil viel mehr Besuche machen können als zu Fuss oder mit dem gewöhnlichen Fuhrwerk, so kommen sie doch auf ihre Rechnung. Uebrigens nimmt sich die Behauptung der Aerzte, ihre Tätigkeit habe einen gemeinnützigen Charakter, etwas eigentümlich aus, wenn sie im gleichen Moment, da sie die Befreiung von der Automobilsteuer beanspruchen, bei der Sanitätsdirektion eine Erhöhung des jetzigen Aerztetarifs nachsuchen. In meiner Eigenschaft als Finanzdirektor kann es mir eigentlich gleichgültig sein, ob die Automobilsteuer mehr oder weniger abwerfe, da ich von dem Erträgnis nichts bekomme, sondern dasselbe bekanntlich für den bessern Strassenunterhalt Verwendung finden soll; aber ich halte das Begehren der Aerzte nicht

für gerechtfertigt. Diese Auffassung teilten der Regierungsrat und die Kommission, und darum wurde ihm nicht entsprochen.

Automobilbesitzer, die gewerbsmässig den Transport von Personen betreiben, zahlen für jedes Fahrzeug bloss die Minimalsteuer von 80 Fr., ohne Rücksicht auf die Motorstärke. In diese Kategorie gehören z. B. auch die Hotelomnibusse, welche die Hotelgäste vom und nach dem Bahnhof führen.

Was die Klassifikation der Automobile für die Besteuerung anbetrifft, so hatten wir ursprünglich für Fahrzeuge bis 8 PS eine Steuer von 50 Fr., für die folgende Klasse bis 12 PS eine solche von 100 Fr. und für alle andern von 200 Fr. vorgesehen. kundigungen im Kanton Waadt haben aber ergeben, dass diese Abstufung nicht richtig sei und zu zahlreichen Reklamationen Anlass geben würde. Waadt hat mit einem andern System seit zwei Jahren gute Erfahrungen gemacht, und wir empfehlen Ihnen, dieses System auch bei uns einzuführen. Nach demselben beträgt die Grundtaxe für Automobile mit 12 und weniger PS 80 Fr.; bei stärkern Motoren wird für jede weitere Pferdekraft ein Zuschlag von 10 Fr. erhoben; das Maximum der Steuer darf jedoch 300 Fr. nicht überschreiten. So müsste also für ein Automobil von 14 PS eine Steuer von 100 Fr., für 16 PS von 120 Fr. usw. entrichtet werden. Nach der heutigen Vorlage kommt also der Besitzer eines Automobils von 10 oder 12 PS etwas günstiger weg als nach dem ursprünglichen Entwurf, indem er jetzt nur 80 Fr. zu zahlen hat, während die Steuer im andern Falle 100 Fr. betragen hätte. Diese Vergünstigung wird den Steuerertrag etwas herabsetzen, aber wir dürfen sie zugestehen, weil in der letzten Zeit die Tendenz dahin geht, schwächere Automobile zu konstruieren, und diese natürlich auch die Strassen weniger hernehmen als die ganz schweren Wagen.

Die Veranlagung der Steuer geschieht durch die Behörde, welche die Verkehrsbewilligung aushändigt. Gegen die Steuerverfügung dieser Behörde kann beim Regierungsrat Rekurs erhoben werden. Im Falle des Rekurses muss der Steuerpflichtige den Steuerbetrag deponieren. Die Steuer wird für das Kalenderjahr berechnet, und zwar für ein ganzes Jahr, wenn das Fahrzeug vor dem 1. Juli steuerpflichtig wird, und für ein halbes Jahr, wenn die Steuerpflicht nach dem 30. Juni entsteht.

Jeder, der auf die Verkehrsbewilligung Anspruch macht, muss vor deren Aushändigung die Steuer bezahlt, bezw. hinterlegt haben. Fahrzeuge aus andern Kantonen oder dem Ausland können nicht besteuert werden; nur wenn sie während mehr als drei Monaten im Kanton Bern verkehren, sind sie der Steuer unterworfen. Wir können die Ausländer zur Steuer nur heranziehen, wenn sie sich länger als drei Monate im Kanton Bern aufhalten. Eine Verordnung des Regierungsrates wird hierüber das Nähere bestimmen.

Wer seiner Steuerpflicht nicht oder nur ungenügend nachkommt, wird gebüsst. Wer ohne Verkehrsbewilligung im Kanton herumfährt, muss Strafe zahlen. Ebenso derjenige, der über die Motorstärke und Zweckbestimmung seines Automobils falsche Angaben macht oder der den Wegfall der Voraussetzungen, die eine Ermässigung der Steuer zur Folge hatten, nicht zur Anzeige bringt. Wenn der Steuerpflichtige

nachweist, dass ihn kein oder nur ein geringes Verschulden trifft, so kann der Regierungsrat die Busse herabsetzen oder ganz erlassen.

Die Nichtbezahlung der Steuer oder einer Busse hat den Entzug der Verkehrsbewilligung zur Folge. Im Falle der Erneuerung dieser Bewilligung ist die

hiefür festgesetzte Gebühr zu entrichten.

Am Schluss ist eine Uebergangsbestimmung aufgenommen worden, die notwendig ist für den Fall, dass wir das Dekret vor dem 1. Juli oder vor dem Beitritt zum Konkordat in Kraft treten lassen. Wenn wir dem Konkordat erst im Mai oder Juni beitreten können, so könnte dann die Steuer von denjenigen, die jetzt schon herumfahren, nicht erhoben werden.

Ich beantrage Ihnen namens des Regierungsrates ohne weitere Ausführungen, auf das Dekret einzu-

treten.

Roost, Präsident der Kommission. Die Kommission beantragt ebenfalls Eintreten auf die Vorlage.

Das Eintreten wird stillschweigend beschlossen.

§ 1.

Könitzer, Finanzdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. § 1 legt unter anderm fest, dass der Steuer auch alle Fahrzeuge unterworfen sind, für die im Kanton Bern keine Verkehrsbewilligung ausgewirkt werden muss, sofern der Eigentümer oder Mieter innerhalb eines Kalenderjahres während mehr als drei Monaten im Kanton Bern einem Geschäftsbetriebe dient.

Angenommen.

Beschluss:

§ 1. Der Automobilsteuer unterworfen sind alle zum Verkehr auf den öffentlichen Strassen im Kanton Bern bestimmten Motorwagen, Motorvelos und alle andern Fahrzeuge mit motorischem Antrieb, für welche eine Verkehrsbewilligung für den Kanton Bern vorgeschrieben ist.

Ebenso sind dieser Steuer unterworfen alle Fahrzeuge der in Al. 1 genannten Art, für die im Kanton Bern keine Verkehrsbewilligung ausgewirkt werden muss, sofern der Eigentümer oder Mieter innerhalb eines Kalenderjahres während mehr als 3 Monaten im Kanton Bern Wohnsitz hat, oder wenn ein Fahrzeug während mehr als 3 Monaten im Kanton Bern einem Geschäftsbetriebe dient.

§ 2.

Angenommen.

Beschluss:

§ 2. Für die Steuer haftet der Eigentümer und solidarisch mit ihm der Mieter des Fahrzeuges. § 3.

M. Chavanne. J'ai l'impression que dans un avenir plus ou moins rapproché nous verrons l'automobile employée dans tous les services industriels, agricoles et dans le commerce. Or, ce serait entraver ce développement d'ordre purement économique que de frapper d'une taxe ce genre de véhicule; ce serait notamment exclure d'emblée ce moteur moderne dans notre industrie agricole et notre commerce, que l'Etat a le devoir de favoriser autant que possible.

Pour ces motifs je vous recommande, dans l'intérêt économique du canton, une disposition d ainsi conçue: « les industriels, les négociants et les agriculteurs pour les véhicules servant exclusivement au

transport nécessité par leur entreprise.»

Könitzer, Finanzdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Ich möchte Ihnen die Ablehnung des Antrages Chavanne empfehlen. Wenn wir auch die Automobile zu industriellen Zwecken von der Steuer befreien wollen, dann haben wir überhaupt nicht mehr viel zu besteuern. Ueberdies sind es gerade diese Fuhrwerke, welche unsere Strassen am meisten verderben. Der Industrielle oder Gewerbetreibende schafft ein Automobil nur an, wenn die Sache für ihn rentiert. Wenn die Rendite nicht da ist, so soll er den Wagen mit Pferden bespannen oder den Karren selbst ziehen (Heiterkeit).

Roost, Präsident der Kommission. Ich halte den Antrag Chavanne auch nicht für annehmbar. Herr Chavanne will sämtliche für den Warentransport bestimmten Automobile steuerfrei erklären. Damit würde der Zweck, den wir erreichen wollen, nicht erreicht, und die Ausnahmebestimmung wäre auch im Gesetz selbst durch nichts begründet.

M. Chavanne. Je me permets de faire remarquer encore que le projet de loi a surtout pour but de frapper les objets de luxe. Or, les services dont je vous ai parlé ne sont pas des services de luxe, ils sont nécessaires à l'industrie, au commerce, à l'agriculture. Notre proposition ne va donc pas du tout, comme M. le président de la commission le prétend, à l'encontre de l'esprit fondamental de la loi.

Abstimmung.

Für den Antrag Chavanne . . . Minderheit.

Beschluss:

- § 3. Von der Steuer sind befreit:
- die Eidgenossenschaft, der Staat Bern und die Gemeinden für die ihnen angehörenden, im öffentlichen Dienste stehenden Fahrzeuge (wie Postautomobile, Feuerwehrautomobile, überhaupt Fahrzeuge, die ausschliesslich den Behörden und Beamten für amtliche Zwecke zur Verfügung stehen);
- 2. die öffentlichen Spitäler für eigens zu ihrem Zwecke eingerichtete Krankenwagen;
- 3. Militärpersonen im Dienste, für Fahrzeuge, die ausschliesslich militärischen Zwecken dienen.

§ 4.

Könitzer, Finanzdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Das ist so ziemlich die wichtigste Bestimmung des Dekrets, indem hier die Steueransätze für die verschiedenen Fahrzeuge festgesetzt werden. Die jährliche Steuer beträgt für Motorvelos von höchstens 5 PS 20 Fr.; für die übrigen Fahrzeuge von 12 und weniger PS 80 Fr. und bei mehr als 12 PS 80 Fr. zuzüglich 10 Fr. für jede weitere Pferdekraft, im Maximum jedoch 300 Fr. Ursprünglich hatten wir vorgesehen: 50 Fr. bis 8 PS, 100 Fr. bis 12 PS und darüber 200 Fr. Aus den im Eintretensvotum bereits angegebenen Gründen sind wir aber von dieser Abstufung abgekommen und empfehlen Ihnen das neu vorgeschlagene System.

M. Gross. Je voudrais proposer de modifier le taux de l'impôt sur la motocyclette. Autrefois, les motocyclettes neuves coûtaient 700 fr. à 800 fr. Aujour-d'hui on peut en avoir de rencontre et de très bonnes machines pour 80 fr. Dès lors, il serait exagéré de faire payer aux propriétaires de ce véhicule démocratique un impôt de 20 fr. La motocyclette n'est plus un objet de luxe, mais un instrument de travail que l'ouvrier emploie pour se rendre à la fabrique, s'il est éloigné de celle-ci de 10, 15, 20 kilomètres. Si vous maintenez ce droit fiscal de 20 fr., vous nuirez certainement à la diffusion de la motocyclette et plus d'un renoncera à s'en servir. C'est pourquoi je vous propose d'abaisser ce droit à 10 fr.

Könitzer, Finanzdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Ich muss mich diesem Antrag widersetzen. Ursprünglich war beabsichtigt, bei den Motorvelos, diesen Spektakelmaschinen, noch wesentlich höher zu gehen, aber wir sind dann schliesslich soweit entgegengekommen, dass wir uns mit dem Ansatz von 20 Fr. einverstanden erklärten. Die Motorvelos werden im ganzen 27 Fr. jährlich zu bezahlen haben (20 Fr. Steuer, 5 Fr. Verkehrsbewilligung und 2 Fr. Fahrbewilligung). Das ist nicht zuviel, denn diese Maschinen sind für die Staubentwicklung gerade so nachteilig wie alle andern und machen noch den grössern Lärm. Wenn einmal ein Pferd auf der Strasse dumm tut, so ist die Schuld regelmässig bei einem vorüberfahrenden Motorvelo und viel weniger bei einem Automobil zu suchen. Wenn wir bedenken, dass über 700 Motorvelos im Kanton Bern im Gebrauch stehen, so würde die Herabsetzung der Steuer auf 10 Fr. auch einen grossen Ausfall für den Fiskus, bezw. den Strassenunterhalt zur Folge haben.

Roost, Präsident der Kommission. Die Kommission hat die vorliegenden Ansätze einlässlich diskutiert und sich überzeugt, dass die Vorschläge der Finanzdirektion annehmbar sind. Persönlich halte ich auch dafür, dass eine Steuer von 20 Fr. für Motorvelos nicht übersetzt ist.

Hess (Steinhölzli). Es ist nicht ganz richtig, dass die Laustautomobile, die dem Verkehr mit Waren dienen, die mit Zöllen und Einkommensteuer belastet sind, den gleichen Steueransatz tragen sollen wie die Luxusautomobile. Es sind doch meistens die Luxusautomobile, die punkto Staubbelästigung

am meisten zu Klagen Anlass geben. Automobile, die mit Schnellzugsgeschwindigkeit auf der Strasse dahinrasen und den ganzen Verkehr unsicher machen, gleich hoch zu besteuern wie die Motorlastwagen, die mit 18 km Geschwindigkeit fahren, ist nicht recht. Ich bin nicht der Ansicht des Herrn Chavanne, dass die Motorlastwagen ganz steuerfrei sein sollen, denn die Abnützung der Strassen rührt teils auch von ihnen her. Dagegen bin ich nicht dafür, dass man sie gleich hoch besteure wie die Luxusautomobile. Von diesen könnte ganz gut ein Zuschlag von wenigstens $25\,^0/_0$ erhoben werden. Ich möchte beantragen, dass die Luxusautomobile gegenüber den Motorlastwagen mit $25\,^0/_0$ Zuschlag besteuert werden.

Schneeberger. Ich möchte den Antrag des Herrn Dr. Gross unterstützen. Im Verhältnis zum Wert eines Motorvelos ist die Steuer von 20 Fr., zuzüglich die Verkehrs- und Fahrbewilligung mit zusammen 7 Fr., weit übersetzt. Sie ist auch weit übersetzt im Verhältnis zur Taxe für die zweispurigen Fahrzeuge. Das Motorvelo ist ein Verkehrsmittel hauptsächlich für den Arbeiter, der es nötig hat, um seiner Arbeit nachzugehen. Es ist kein Luxusfahrzeug. Es steht auch in keinem Verhältnis zu den Motorlastwagen, welche die Herren Hess und Chavanne günstiger behandeln wollen als die Luxusautomobile, es verdirbt die Strassen nicht wesentlich. Wenn man in Betracht zieht, dass man all die Hunderte oder Tausende von Motorvelos, welche von aussenher in den Kanton hereinkommen und ihn durchfahren, nicht zur Steuer heranziehen kann, so ist eine Steuer von 20 Fr. für die im Kanton stationierten Motorvelos sicherlich übersetzt. Ich möchte Ihnen die Annahme des Antrages Gross empfehlen.

Schneider (Biel). Wenn die Kommission den von der Regierung vorgeschlagenen Ansätzen zugestimmt hat, so geschah es, weil sie von der Erwägung ausging, dass eigentlich der Kanton Waadt in dieser Richtung das Richtige getroffen habe. Wir hatten einige Bedenken gegen die Besteuerung der Aerzte, indem es doch im Interesse der Allgemeinheit liegt, wenn möglichst viele Aerzte ein Automobil besitzen und so in der Lage sind, in einem Notfall einem Patienten viel schneller beizustehen. Allerdings wurde auch bemerkt, dass der Arzt, der ein Automobil anschafft und dafür eine Steuer entrichten muss, ein Aequivalent in der vermehrten Zahl der Krankenbesuche findet, die er in viel kürzerer Zeit machen kann.

Ueber die Motorvelos gehen die Ansichten stark auseinander. Der Herr Finanzdirektor lässt von ihnen nicht viel Gutes gelten. Aber auf der andern Seite darf auch gesagt werden, dass wir im Kanton Bern, in Courfaivre und Madretsch, zwei grosse Industrien mit vielen Arbeitern haben, die auf diesem Gebiet etwas leisten und in den letzten Jahren gegenüber der ausländischen Konkurrenz sehr erstarkt sind. Diese beiden Fabriken, die ihre Abgaben zahlen, können wir nicht ohne weiteres auf die Strecke werfen und ihnen zurufen: da seht ihr zu, wie ihr euern Artikel verkauft. In dieser Beziehung wäre eine Reduktion nicht unangebracht, doch stelle ich persönlich keinen Antrag.

Dagegen möchte ich dem Antrag Hess entgegentreten. Wir haben gerade in Biel die beste Ge-

legenheit, uns von den Lastautos ein klares Bild zu machen. Anlässlich des Bahnhofumbaues sind bei uns einige Motorlastwagen in Tätigkeit, welche die Steine aus den Steinbrüchen oberhalb Biel auf den Bauplatz führen. Sie können sich von dem Zustand der Strasse von den Steinbrüchen nach dem Bahnhof und von der Erschütterung der an dieser Strasse liegenden Häuser keine Vorstellung machen. Da ist die Abnützung der Strasse eine ganz andere als bei jedem andern Fuhrwerk. Die Bahnhofumbauunternehmung weiss aber, warum sie diese Wagen benützt, denn sie erzielt damit eine tägliche Mehrleistung von 40 bis $50^{\circ}/_{\circ}$. Sie findet dabei ihren Vorteil, und eine Besteuerung ist durchaus am Platz. Man würde es nicht begreifen, wenn sie entlastet und die übrigen Automobile mit $25\,^{0}/_{0}$ mehr belastet werden sollten. Man spricht von Luxusautomobilen, und man könnte meinen, dass solche in grosser Zahl im Kanton herumfahren. In Wirklichkeit dienen die meisten unserer Automobile kaufmännischen und Erwerbszwecken. Eine grosse Zahl der Wagen steht die Woche hindurch im Dienste von Geschäften und wird dann vielleicht gelegentlich an einem Sonntag zu einer kleinen Spazierfahrt benützt. Die eigentlichen Luxuswagen sind im Besitz der Durchreisenden, die keine Steuer bezahlen, aber im Kanton selbst finden wir solche nur in kleiner Zahl.

Die Vorlage des Regierungsrates scheint mir gut vorbereitet und es wäre nicht recht, wenn man an den Ansätzen rütteln wollte. Ich möchte Sie ersuchen, dieselben unverändert anzunehmen, nachdem auch die Kommission ihnen einstimmig zugestimmt hat.

M. Gross. En acceptant la proposition de la commission, soit le chiffre de 20 fr., le fisc y perdra parce que la majorité des propriétaires de motocyclettes vendront leurs machines plutôt que de payer un impôt annuel de 20 fr. Je ne puis donc que continuer à vous recommander chaleureusement ma pro-

Könitzer, Finanzdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Herr Schneeberger hat gesagt, das Motorvelo sei das Fahrzeug des Arbeiters. Das ist nicht richtig. Das eigentliche Fahrzeug des Arbeiters ist das gewöhnliche Velo, und da sind wir bereits entgegengekommen. Uebrigens sieht das Konkordat für die Motorvelos die Gebühr von 20 Fr. vor und wir haben hier aus der Gebühr lediglich mit Rücksicht

auf unsere Gesetzgebung eine Steuer gemacht. Die Fabriken, auf die Herr Schneider hingewiesen hat, werden von der Höhe der Steuer nicht berührt. Sie werden nach wie vor gleichviel fabrizieren können, denn die ausländischen Marken müssen die gleiche Steuer entrichten. Wenn wir auf 10 Fr. heruntergehen, so wird, wie bereits gesagt, der Steuerertrag bedeutend reduziert und dann bleibt schliesslich für den Strassenunterhalt und die Staubbekämpfung nicht mehr viel übrig.

Was die Lastwagen anbelangt, so sollten sie ursprünglich etwas niedriger besteuert werden als die andern Automobile. Aber der Regierungsrat war der Ansicht, das sei nicht recht, indem gerade diese die Strassen am meisten beschädigen. Uebrigens wird ein Geschäftsmann oder eine Unternehmung ein solches Vehikel nur anschaffen, wenn sie ihren Vorteil dabei finden. Ich möchte Sie daher ersuchen, an den vorliegenden Ansätzen nichts zu ändern.

Aeschlimann. Bei der Eintretensdebatte über das Automobilgesetz wurde auf eine Anfrage der Kommission seitens des Herrn Finanzdirektors erklärt, das Dekret, das bereits im Entwurf vorliege, sehe die Besteuerung eines Automobils von 10 PS mit ungefähr 50 Fr. vor. Diese Erklärung war natürlich nicht ohne wesentlichen Einfluss auf die Abstimmung. In Propagandaversammlungen wurde da und dort beanstandet, das Gesetz sehe wohl ein Maximum, aber kein Minimum vor. Darauf wurde dann entgegnet, bei der Eintretensfrage habe bereits der Dekretsentwurf vorgelegen und dieser sehe ein Minimum von 50 Fr. vor. Damit waren die Leute befriedigt. Ich war daher sehr erstaunt, als ich der heutigen Vorlage entnahm, dass für das kleinste Automobil eine jährliche Steuer von 80 Fr. und dazu noch eine Verkehrsbewilligung von 20 Fr. und eine Fahrbewilligung von 5 Fr., im ganzen also ein Betrag von 105 Fr. bezahlt werden muss. Das ist entschieden etwas viel. Ich denke dabei hauptsächlich an die kleinen, dreirädrigen Motorwagen, welche die Strassen weniger verderben als die schweren Automobile. Dem sollte man bei der Besteuerung auch Rechnung tragen. Wenn ich auf die Einbringung eines Antrages verzichte, so tue ich es nur deshalb, weil ein solcher gegenüber den einstimmigen Anträgen der Regierung und Kommission doch keine Aussicht auf Erfolg hätte. Aber ich wollte die Bemerkung doch anbringen.

Abstimmung.

- 1. Für den Antrag Gross (Motorvelos 10 Fr.) Minderheit.
- 2. Für denn Antrag Hess (Zuschlag von
- $25^{\,0}/_{0}$ für Luxusautomobile) . . . Minderheit.

Beschluss:

- § 4. Die jährliche Steuer beträgt:
- 1. für Motorvelos (einspurige Fahrzeuge) mit Motoren von höchstens fünf Pferdekräften 20 Fr.;
- 2. für die übrigen Fahrzeuge mit Motoren von 12 Pferdekräften und weniger 80 Fr.; für solche mit Motoren von über 12 Pferdekräften 80 Fr. zuzüglich 10 Fr. für jede Pferdekraft (HP) über 12, im Maximum jedoch 300 Fr. – Für die Berechnung der Zahl der Pferdekräfte (HP) gelten die Regeln des interkantonalen Automobil-Konkordates.

§ 5.

Angenommen.

Beschluss:

§ 5. Automobilbesitzer, die gewerbsmässig den Transport von Personen betreiben, zahlen für jedes hiefür konzessionierte Automobil bloss die Minimalsteuer von 80 Fr., ohne Rücksicht auf die Motorstärke.

§ 6.

Pulfer. Ich möchte beantragen, in § 6 dem Regierungsrat die Kompetenz zu geben, gemeinnützigen Anstalten, die Gemeinden gehören, einen Nachlass bis auf 20 Fr. für das Fahrzeug zu gewähren. Ich hatte ursprünglich beabsichtigt, den Antrag zu stellen, es seien diese Automobile in § 3 überhaupt steuerfrei zu erklären, aber ich habe davon abgesehen, weil ich einen solchen Vorschlag für aussichtslos ansah. Dagegen sollte man in der Weise entgegenkommen, dass der Regierungsrat berechtigt wäre, einen Nachlass nicht nur bis auf 80, sondern bis auf 20 Fr. zu gewähren. Ich nehme an, der Regierungsrat selbst wird unter Umständen froh sein, wenn er in diesem Falle nicht an die Grenze von 80 Fr. gebunden ist, sondern eine grössere Bewegungsfreiheit hat. Man wird mir entgegenhalten, unsere Anstalten kommen doch nicht in die Lage, Lastautomobile anzuschaffen. Allein es ist nicht ausgeschlossen, sondern sogar sehr wahrscheinlich, dass die Anstalten von Riggisberg, Frienisberg, Utzigen usw. ein solches Fahrzeug erwerben, wenn sie dafür zwei oder vier Pferde weniger zu halten brauchen. Ich nehme an, auch Kühlewil werde dazu kommen. In diesem Falle möchte ich diese den Gemeinden gehörenden Anstalten so wenig als möglich mit der Automobilsteuer belasten, und ich empfehle Ihnen daher die Annahme meines Antrages.

Gränicher. Ich möchte Ihnen die Ablehnung des Antrages Pulfer empfehlen. Wenn diese Anstalten ein Lastautomobil anschaffen, so tun sie es, weil die Sache für sie rentiert, indem sie dann um so weniger Pferde zu halten brauchen. Ich glaube daher, es sei nicht zuviel verlangt, wenn auch sie zur Zahlung der Minimalsteuer von 80 Fr. angehalten werden.

Könitzer, Finanzdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Ich möchte Herrn Pulfer nur erwidern, dass z. B. seine Anstalt ein Automobil halten kann und dafür keinen Rappen Steuer zu zahlen braucht. In § 3 sind ausdrücklich die Gemeinden für die ihren Zwecken dienenden Fahrzeuge von der Steuer ausgenommen. So verwendet z. B. die Stadt Bern bereits Automobile; sie wird dafür, wenn sie zu Gemeindezwecken benützt werden, auch in Zukunft nichts zahlen. Das gleiche gilt für Automobile von Anstalten, die Gemeinden gehören. Die im vorliegenden Artikel angeführten Anstalten sind solche, die weder Gemeinde- noch Staatsanstalten sind, und diesen wollen wir in der Weise entgegenkommen, dass sie nur die Minimalsteuer von 80 Fr. zu entrichten haben. So besitzt z. B. die Anstalt Tannenhof ein Transportautomobil und sie ist bei uns vorstellig geworden um Ermässigung der Gebühr, was wir auch ohne weiteres zugestanden haben.

Pulfer. Ich nehme mit Vergnügen Kenntnis von der Erklärung des Herrn Finanzdirektors. Ich habe den § 3 nicht so verstanden, weil unter den in Paranthese angeführten Automobilen die Motorlastwagen nicht erscheinen. Aber ich nehme mit Vergnügen Kenntnis von der regierungsrätlichen Interpretation und ziehe meinen Antrag zurück.

Angenommen.

Beschluss:

§ 6. Gemeinnützigen Anstalten, die der Oeffentlichkeit dienen, kann der Regierungsrat auf Gesuch hin einen Nachlass bis auf die Minimalsteuer von 80 Fr. für das Fahrzeug gewähren.

§§ 7 und 8.

Angenommen.

Beschluss:

§ 7. Die Veranlagung zur Steuer geschieht ordentlicherweise durch die Behörde, welche über das Gesuch um Erteilung der Verkehrsbewilligung entscheidet, bei Anlass der Behandlung dieses Gesuches. Diese Behörde entscheidet auch über die Frage, ob eine der in §§ 3 und 5 vorgesehenen Ausnahmen zutreffe. Der Entscheid ist dem Steuerpflichtigen durch eingeschriebenen Brief zu eröffnen.

Gegen die Steuerverfügung dieser Behörden

Gegen die Steuerverfügung dieser Behörden kann der Steuerpflichtige innerhalb 14 Tagen nach Eröffnung den Rekurs an den Regierungsrat ergreifen. Der Regierungsrat entscheidet endgültig.

§ 8. Die Steuer wird ordentlicherweise mit der Gebühr für die Verkehrsbewilligung und durch die hiefür eingesetzten Behörden bezogen.

Die Verkehrsbewilligung wird erst ausgehändigt, nachdem Gebühr und Steuer bezahlt, beziehungsweise im Falle eines Rekurses bei der nämlichen Behörde hinterlegt sind.

Der in Rechtskraft erwachsene Steuerentscheid steht hinsichtlich der Vollstreckung einem gerichtlichen Urteil im Sinne des Art. 80 des Bundesgesetzes über Schuldbetreibung und Konkurs gleich.

Die vorbehaltlose Bezahlung der Steuer wird als Anerkennung der behördlichen Verfügung betrachtet.

§ 9.

Könitzer, Finanzdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. § 9 gibt die Möglichkeit, denjenigen, der während mehr als drei Monaten im Kanton Bern Wohnsitz hat, ohne dass er eine Verkehrsbewilligung haben muss, zur Steuer heranzuziehen. Eine Verordnung des Regierungsrates wird bestimmen, wie die Veranlagung zu erfolgen hat. Jedenfalls wird es schwierig sein, diese Leute zu erreichen.

Angenommen.

Beschluss:

§ 9. Für die Fälle, in denen der Steuerpflichtige keiner besondern Verkehrsbewilligung für den Kanton Bern bedarf (§ 1, Al. 2), werden die Veranlagung, der Bezug und die Folgen der Nichtbezahlung der Steuer durch eine Verordnung des Regierungsrates geordnet.

§ 10.

Angenommen.

Beschluss:

§ 10. Die Steuer wird für das Kalenderjahr berechnet, und zwar für ein ganzes Jahr, wenn das Fahrzeug vor dem 1. Juli steuerpflichtig wird, für ein halbes Jahr, wenn die Steuerpflicht am 1. Juli oder später entsteht. Eine Rückvergütung der Steuer findet nicht statt.

Bruchteile einer Pferdekraft (HP) werden bei der Festsetzung der Steuer für eine ganze

Pferdekraft berechnet.

§ 11.

Könitzer, Finanzdirektor, Berichterstatter des Regierunngsrates. Ich möchte hier folgende abgeänderte Fassung vorschlagen: «Wechselt ein Fahrzeug, für welches die Steuer bereits entrichtet ist, den Eigentümer, so ist davon der Behörde, welche die Verkehrsbewilligung ausgestellt hat, innerhalb 14 Tagen Anzeige zu machen. Anzeigepflichtig ist sowohl der bisherige als der neue Eigentümer.»

Roost, Präsident der Kommission. Ich bin persönlich mit dieser Abänderung einverstanden, und auch einige andere Mitglieder haben sich in diesem Sinne ausgesprochen. Es ist das eine Vereinfachung und es wird damit gesagt, dass jeder, der eine Verkehrsbewilligung verlangt, auch die entsprechende Steuer bezahlt. Wenn ein Automobil den Eigentümer wechselt, so muss der neue Eigentümer die Bewilligung zahlen, weil die bisherige Bewilligung dem frühern Eigentümer verbleibt.

Angenommen in der neuen Fassung.

Beschluss:

§ 11. Wechselt ein Fahrzeug, für welches die Steuer bereits entrichtet ist, den Eigentümer, so ist davon der Behörde, welche die Verkehrsbewilligung ausgestellt hat, innerhalb 14 Tagen Anzeige zu machen. Anzeigepflichtig ist sowohl der bisherige als der neue Eigentümer.

§ 12.

Könitzer, Finanzdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Wenn ein Automobil, das nach § 3 von der Steuer befreit ist, verkauft wird an einen andern, der keinen Anspruch auf Steuerfreiheit hat, so muss das zur Anzeige gebracht und die entsprechende Steuer nachbezahlt werden. Oder wenn ein Automobil, dessen Besitzer, z. B. eine gemein-

nützige Anstalt, eine ermässigte Steuer zu zahlen hatte, in andere Hände übergeht, wo diese Ermässigung wegfällt, so muss davon ebenfalls Mitteilung gemacht und die Steuerdifferenz nachbezahlt werden.

Angenommen.

Beschluss:

§ 12. Fallen die Voraussetzungen weg, die nach § 3 die Befreiung von der Steuer zur Folge haben, so ist die entsprechende Steuer nachzuzahlen.

Fallen die Voraussetzungen weg, die in §§ 5 unnd 6 eine Ermässigung zur Folge haben, so

ist die Steuerdifferenz nachzuzahlen.

Von jeder derartigen Aenderung ist der Behörde, welche die Verkehrsbewilligung ausgestellt hat, innerhalb 14 Tagen Mitteilung zu machen.

§ 13.

Könitzer, Finanzdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Der vorliegende Artikel handelt von der Steuerbusse, in die einer verfällt, wenn er sich in der angeführten Weise gegen die Vorschriften des Dekrets verfehlt. Es wurde eingewendet, es sei etwas stark, wenn einer in dieser Weise gebüsst werde, wenn er aus Versehen sich verfehlt habe. Allein sämtliche Steuerzahler des Kantons Bern haben die gleiche Strafe zu gewärtigen, wenn sie etwas vergessen, wozu sie nach Gesetz verpflichtet sind, und so ist das gleiche Verfahren auch hier angezeigt. Immerhin haben wir im folgenden Artikel beigefügt, dass, wenn der Steuerpflichtige nachweist, dass ihn kein oder nur ein geringes Verschulden trifft, der Regierungsrat die Steuerbusse herabsetzen oder gänzlich erlassen kann.

Roost, Präsident der Kommission. Ich möchte beantragen, im Eingang des Artikels statt: «In eine Steuerbusse im doppelten Betrage der hinterzogenen Steuer verfällt» zu sagen: «In eine Steuerbusse in doppelter Höhe des hinterzogenen Betrages», weil neben der Steuer noch Gebühren bezogen werden und diese unter Umständen als Strafe miteinbezogen werden müssen.

M. Jacot. Est-il possible qu'une personne qui a négligé par exemple de faire renouveler son permis de circulation puisse être condamnée à une amende représentant le double de la taxe? En d'autres termes, j'admets qu'un propriétaire d'auto soit taxé au maximum à 300 fr. Mais si, pour une cause ou pour une autre il a négligé de renouveler son permis, il serait excessif de le condamner, aux termes de l'art. 13, à une amende de 600 fr. à côté de la taxe de 300 fr., ce qui ferait 900 fr. pour une simple négligence!

Je me demande si cela est possible et s'il n'y a pas erreur et, avant de déposer une proposition, je prie MM. les rapporteurs du gouvernement et de la

commission de bien vouloir me renseigner.

Könitzer, Finanzdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Es ist richtig, dass einer, der keine

Verkehrsbewilligung löst und keine Steuer bezahlt, den doppelten Betrag entrichten muss. Aber das ist nicht zuviel, denn es handelt sich um Betrug, indem er weiss, dass er diese Leistungen zu übernehmen hat. Er weiss auch, dass die Fahrbewilligung vom 1. Januar bis zum 31. Dezember dauert und dass er also vor dem 1. Januar eine neue Bewilligung erwirken muss, um wieder fahren zu dürfen. Oder wenn er sich sonst ein Vergehen zu schulden kommen lässt, wenn er anzuzeigen vergisst, dass er nun ein Automobil mit stärkerem Motor von 18 statt 12 PS hat, so muss er den doppelten Zuschlag, also 120 statt bloss 60 Fr. zahlen.

M. le **Président.** Est-ce que M. Jacot formule une proposition?

M. Jacot. Non, M. le Président.

Angenommen.

Beschluss:

- § 13. In eine Steuerbusse im doppelten Betrage der hinterzogenen Steuer verfällt:
- 1. derjenige Eigentümer oder Mieter eines steuerpflichtigen Fahrzeuges, der keine Verkehrsbewilligung einholt;
- 2. derjenige Eigentümer oder Mieter eines steuerpflichtigen Fahrzeuges, der über dessen Motorstärke oder Zweckbestimmung unrichtige Angaben macht und infolgedessen nicht die tatsächlich geschuldete Steuer bezahlt;
- 3. diejenigen Eigentümer eines Fahrzeuges, welche die in § 12, Al. 2, vorgeschriebenen Anzeige nicht machen. Die Anzeigepflichtigen haften solidarisch.

Neben der Steuerbusse ist die ordentliche Steuer nachzuzahlen.

§§ 14—19.

Angenommen.

Beschluss:

- § 14. Weist der Steuerpflichtige nach, dass ihn kein oder nur ein geringes Verschulden trifft, so kann der Regierungsrat die Steuerbusse herabsetzen oder gänzlich erlassen.
- § 15. Für die Festsetzung und den Bezug der Steuerbusse finden die Bestimmungen der §§ 7 und 8 dieses Dekretes sinngemässe Anwendung.
- § 16. Die Nichtbezahlung einer rechtsgültig festgestellten Steuer oder Steuerbusse innerhalb 14 Tagen hat ohne weiteres den Entzug der Verkehrsbewilligung zur Folge.
- § 17. Ist gemäss § 16 die Verkehrsbewilligung entzogen worden, so kann sie nur erneuert werden, nachdem sowohl die Steuerbusse als auch die ordentliche Steuer bezahlt sind; in jedem derartigen Falle ist jeweilen auch die für die Erneuerung dieser Bewilligung festgesetzte Gebühr zu entrichten.

- § 18. Dieses Dekret tritt auf 1. Januar 1914 in Kraft. Der Regierungsrat ist mit dem Vollzug beauftragt; er erlässt die hiefür notwendigen Verordnungen.
- § 19. Uebergangsbestimmung. Für diejenigen Fahrzeuge, die beim Inkrafttreten des Gesetzes eine Verkehrsbewilligung für das Jahr 1914 bereits ausgestellt oder für die das Nummernschild bereits ausgehändigt ist, wird die Steuer für das laufende Jahr durch diejenige Behörde festgestellt, welche die Verkehrsbewilligung erteilt oder das Nummernschild ausgehändigt hat.

Die Festsetzung der Steuer und der Motorstärke erfolgt in diesem Falle nach den in § 4

aufgestellten Grundsätzen.

Der Betrag der festgesetzten Steuer ist innerhalb 14 Tagen nach der Eröffnung zu bezahlen oder im Falle des Rekurses zu hinterlegen. Nichtbezahlung innerhalb dieser Frist hat den Entzug der Fahrbewilligung und den Rückzug des Nummernschildes zur Folge.

des Nummernschildes zur Folge.

Bis zu dem Zeitpunkte, in welchem das neue Konkordat nach dem definitiven Entwurf vom Februar 1912 für den Kanton Bern in Kraft tritt, gilt die nach Massgabe der derzeitigen Vorschriften auszuwirkende Fahrbewilligung bezw. die Abgabe des Nummernschildes als Verkehrsbewilligung im Sinne des Dekretes.

Im übrigen finden die Bestimmungen dieses Dekretes für diese Uebergangszeit sinngemässe

Anwendung.

Titel und Ingress.

Angenommen.

Beschluss:

Dekret betreffend

die Automobilsteuer.

Der Grosse Rat des Kantons Bern, gestützt auf Art. 3 des Gesetzes vom 14. Dezember 1913 betreffend Erhebung einer Automobilsteuer und Abänderung des Strassenpolizeigesetzes,

auf den Antrag des Regierungsrates,

beschliesst:

Lüthi (Madretsch). Ich möchte beantragen, auf §13 zurückzukommen, der etwas rasch erledigt wurde. Wir haben dort ein letztes Alinea lautend: «Neben der Steuerbusse ist die ordentliche Steuer nachzubezahlen.» Das stimmt nicht mit den Erklärungen, die der Herr Finanzdirektor abgegeben hat.

Abstimmung.

Für Zurückkommen auf § 13 Mehrheit.

Könitzer, Finanzdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Ich beantrage Streichung des letzten Alineas. Ich habe das übersehen.

Lüthi (Madretsch). Einverstanden!

Das letzte Alinea des § 13 wird ohne Widerspruch gestrichen.

Schlussabstimmung.

Für Annahme des Dekrets Mehrheit.

Eingelangt ist folgende

Motion:

Der Regierungsrat wird eingeladen, die Frage zu prüfen und darüber Bericht und Antrag einzubringen, ob nicht das Verfahren bei amtlichen Untersuchungen über Verwaltungsangelegenheiten der Gemeinden im Interesse der Rechtssicherheit gesetzlich zu ordnen sei.

> G. Müller, Zgraggen, Moor, Grimm, Brüstlein, Schneeberger, Albrecht, Näher, Schlumpf, Wolf, Mathey-Doret, Wal-ther, Scherz, Ryser, Salchli.

Wird auf den Kanzleitisch gelegt.

Dekret

betreffend

das interkantonale Konkordat fiber den Verkehr mit Motorfahrzeugen und Fahrrädern.

(Siehe Nr. 6 der Beilagen.)

Eintretensfrage.

v. Erlach, Baudirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Wir haben am 14. Dezember letzten Jahres durch die Annahme des Automobilgesetzes den Grund gelegt zur Ordnung des Automobilwesens, und durch das Dekret, das soeben zur Annahme gelangt ist, wurde die Steuerangelegenheit definitiv er-ledigt. Wir kommen nun zum folgenden Dekret, das die natürliche Folge aller bisherigen Vorverhandlungen ist, nämlich zum Dekret betreffend den Beitritt zum interkantonalen Konkordat.

Bekanntlich wurde die Automobilfrage in der Schweiz bereits im Jahre 1904 durch ein Konkordat geregelt. Diesem Konkordat traten verschiedene Kantone bei, während andere sich davon fern hielten. weil ihnen die gesetzliche Grundlage dazu fehlte. Im Jahre 1912 wurden nun neue Konkordatsbestimmungen aufgestellt, die speziell die Frage der Gebühren, der Fahrgeschwindigkeit usw. regeln. Das neue Konkordat ist aber bis zur Stunde noch nicht in Kraft getreten, weil nicht genügend Kantone beigetreten sind. Der Bundesrat hat das Inkrafttreten von einem Jahr auf das andere verschoben und das

Konkordat soll nun auf 1. Mai dieses Jahres definitiv seine Wirksamkeit beginnen.

Mit dem vorliegenden Dekret beantragen wir Ihnen, dem Konkordat von 1912 ebenfalls beizutreten. Dadurch wird für den Kanton Bern auch die polizeiliche Seite des Automobilwesens ihre Ordnung finden, nachdem die Steuerfrage bereits erledigt ist. Das vorliegende Dekret würde eigentlich mehr die Polizeidirektion angehen als die Baudirektion. Aber wir haben in der Automobilfrage sowieso die Direktionen etwas durcheinander gewürfelt und der Sprechende ist beauftragt, das Dekret hier zu vertreten.

Es handelt sich in erster Linie um den Beitritt zum Konkordat. Sollte dieses aus Gründen, die wir heute nicht kennen, nicht in Kraft treten können, so wird dem Kanton Bern durch das Dekret das Recht gegeben, die Konkordatsbestimmungen auf seinem Gebiet durchzuführen. Im weitern sind die Gebühren für die Verkehrs- und Fahrbewilligungen neu geordnet, ferner Bestimmungen aufgestellt über die Ausgabe der Schilder, Nummern etc., und über die Kontrolle, wie sie bis dahin schon von der

Polizeidirektion ausgeübt wurde. Endlich haben wir die Widerhandlungen gegen die Vorschriften des Kantons Bern in zwei Kategorien geteilt. Die Widerhandlungen sind mit Bussen von 1-500 Fr. bedroht. Nun ist klar, dass man nicht für jedes kleine Vergehen bis zum Maximum von 500 Fr. gehen wird. Deshalb haben wir zwei Kategorien unterschieden: die grössern Vergehen mit einer Bussenandrohung von 1—500 Fr. und die leichtern Vergehen mit einer Bussenandrohung von 1-50 Franken. Damit fällt für die letztere Kategorie von Vergehen die Appellation dahin und es können nicht wegen jeder Bagatelle die Gerichte durch alle Instanzen hindurch belästigt werden. Eine Verordnung des Regierungsrates wird die geringern Vergehen zuhanden der Gerichtsbehörden umschreiben, damit sie von vornherein wissen, was unter die leichtern und was unter die schwereren Vergehen fällt.

Ich empfehle Ihnen Eintreten auf die Vorlage.

Roost, Präsident der Kommission. Die Kommission empfiehlt ebenfalls Eintreten auf das Dekret.

Das Eintreten wird stillschweigend beschlossen.

§§ 1--3.

Angenommen.

Beschluss:

- § 1. Der Regierungsrat wird ermächtigt, den Beitritt des Kantons Bern zum neuen inter-kantonalen Konkordat vom Februar 1912 über eine einheitliche Verordnung betreffend den Verkehr mit Motorfahrzeugen und Fahrrädern zu erklären.
- § 2. Tritt das Konkordat aus irgend einem Grunde nicht in Kraft, so gelten seine Bestimmungen für den Kanton Bern als selbständige Vorschriften.
- Sobald das Konkordat in Kraft tritt, sei es als interkantonales Konkordat oder als

selbständiger Erlass des kantonalen Rechtes, wird das Dekret vom 28. Januar 1904 betreffend den Motorwagen- und Fahrradverkehr aufgehoben.

§ 4.

v. Erlach, Baudirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. In § 4 werden die alljährlich zu zahlenden Gebühren für die Verkehrs- und Fahrbewilligungen festgesetzt. Die Verkehrsbewilligung betrifft das Fahrzeug, die Fahrbewilligung denjenigen, der fährt, also beim Automobil den Chauffeur, beim

Motorvelo den Besitzer.

Die Verkehrsbewilligung für Motorwagen kostet 20 Fr., für Motorvelos 5 Fr.; die Fahrbewilligung für Motorwagen 5 Fr., für Motorvelos 2 Fr. und für Velos 1 Fr. Ursprünglich hatten wir für Velos 2 Fr. vorgesehen, fanden aber mit unserm Vorschlag in der Kommission keine Gegenliebe und beantragen daher, 1 Fr. beizubehalten.

Ausser diesen Gebühren sind dem Staat die Selbstkosten der Schilder und Ausweiskarten zu vergüten.

Die Gebühren sind im Konkordatsentwurf bedeutend höher gehalten. Wir sagten uns aber, dass wir, nachdem wir nun die Steuern festgesetzt haben, mit den Gebühren nicht zu hoch gehen dürfen. Automobile z. B. sieht das Konkordat eine Gebühr von 20-200 Fr. vor. Wir haben auf das Minimum von 20 Fr. abgestellt und glauben, damit das Richtige getroffen zu haben.

Angenommen.

Beschluss:

§ 4. Für die Ausstellung oder Erneuerung der im Konkordat vorgeschriebenen Verkehrsund Fahrbewilligungen werden vom Staat folgende jährliche Gebühren bezogen:

1. Für die Verkehrsbewilligung (Art. 7 und 10 des Konkordats):

a. Für Motorwagen Fr. 20 b. Für Motorvelos . . .

2. Für die Fahrbewilligung (Art. 12 ff., 18 und 57 des Konkordats):

a. Für den Motorwagenführer . . . Fr.

b. Für den Motorvelofahrer c. Für den Velofahrer

3. Für den interkantonalen Fahrausweis

(Art. 22 des Konkordats) Ausserdem sind dem Staat durch die Besitzer der kontrollierten Fahrzeuge und deren Führer die Kosten der vorgeschriebenen Prüfungen, der Schilder und Ausweiskarten sowie sonstige Kosten nach Massgabe des vom Regierungsrat aufzustellenden Tarifs zu vergüten.

§ 5.

Angenommen.

Beschluss:

§ 5. Der Regierungsrat bezeichnet diejenigen Strassen und Strassenstrecken, auf welchen der Motorwagen- und Fahrradverkehr verboten oder beschränkt ist.

§ 6.

v. Erlach, Baudirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Dampflokomobile, welche für Ver-kehrszwecke die öffentlichen Strassen in Anspruch nehmen, sind den nämlichen Vorschriften unterstellt wie die Motorfahrzeuge. Der Regierungsrat ist ermächtigt, für sie nötigenfalls besondere Vorschriften aufzustellen.

Es handelt sich hier um Lokomobile, die als Zugsmittel zur Ausführung von Transporten auf den Strassen benützt werden. Wir haben noch nicht viele solcher Lokomobile, aber es existieren doch schon einige. So besitzt z.B. eine Firma in Bern ein solches Lokomobil, das sie zum Transport von Möbelwagen auf der Strasse verwendet. Wir müssen daher das Recht haben, für diese Dampflokomobile ebenfalls die nötigen Vorschriften aufzustellen.

Angenommen.

Beschluss:

§ 6. Dampflokomobile, welche für Verkehrszwecke die öffentlichen Strassen in Anspruch nehmen, sind den nämlichen Vorschriften unterstellt wie die Motorfahrzeuge.

Der Regierungsrat ist ermächtigt, für sie nötigenfalls besondere Vorschriften aufzustellen.

§§ 7 und 8.

Roost, Präsident der Kommission. Ich glaube, es wäre angezeigt, die §§ 7 und 8 in einen Artikel zusammenzufassen folgenden Wortlauts: «Widerhandlungen gegen die Vorschriften des Konkordats, sofern sie nicht geringfügiger Art sind, werden mit einer Busse von 1-500 Fr. bestraft. Widerhandlungen Widerhandlungen geringfügiger Art werden mit einer Busse von 1-50 Franken bestraft. Diese Widerhandlungen sind durch eine Verordnung näher zu umgrenzen.» Es ist nicht ganz logisch, wenn wir in § 7 ganz allgemein Bussen von 1-500 Fr. aussprechen und dann im folgenden Artikel eine Reduktion eintreten lassen. Das gehört in den gleichen Artikel, indem man eine Abstufung der Bussen vornehmen will.

- v. Erlach, Baudirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Einverstanden!
- M. Chavanne. Je demande au gouvernement s'il est prévu des dommages intérêts.

Roost, Präsident der Kommission. Herr Chavanne frägt an, ob nicht eine Bestimmung betreffend die Haftpflicht der Automobilbesitzer aufgenommen werden sollte. Diese Frage hat mit der heutigen Vorlage nichts zu tun. Selbstverständlich kann der durch einen Automobilunfall Geschädigte gegen den Automobilbesitzer gestützt auf die allgemeinen Grundsätze vorgehen, wenn ein Verschulden vorliegt. Eine besondere Haftpflicht können wir aber nicht aufstellen. Es hätte keinen Sinn, zu sagen, Ansprüche werden dem Geschädigten vorbehalten.

M. Chavanne. D'accord!

Angenommen.

Beschluss:

§ 7. Widerhandlungen gegen die Vorschriften des Konkordats werden, sofern sie nicht geringfügiger Art sind, mit einer Busse von 1—500 Fr. bestraft.

Widerhandlungen geringfügiger Art werden mit einer Busse von 1—50 Fr. bestraft. Diese Widerhandlungen sind durch eine Verordnung näher zu umgrenzen.

§ 8.

Angenommen.

Beschluss:

§ 8. In Fällen wiederholter Uebertretung oder schwerer Verletzung der Vorschriften des Konkordats ist als Nebenstrafe der Entzug der Fahrbewilligung auszusprechen. Der Entzug geschieht entweder vorübergehend für eine Dauer von 3 Monaten bis 5 Jahren oder endgültig.

§ 9.

Roost, Präsident der Kommission. Wir haben heute morgen bestimmt, dass das Dekret über die Automobilsteuer nach der gesetzlichen Veröffentlichung in Kraft treten soll. Es wäre angezeigt, wenn hier die gleiche Bestimmung aufgenommen würde: «Das Dekret tritt mit der gesetzlichen Veröffentlichung in Kraft. Der Regierungsrat ist mit der Vollziehung des Dekretes beauftragt und erlässt die notwendigen Ausführungsverordnungen.» Das würde zur Folge haben, dass diese Dekrete miteinander in Kraft erwächsen würden, indem der Regierungsrat den Zeitpunkt bestimmen würde.

Angenommen.

Beschluss:

§ 9. Das Dekret tritt mit der gesetzlichen Veröffentlichung in Kraft. Der Regierungsrat ist mit der Vollziehung des Dekretes beauftragt und erlässt die notwendigen Ausführungsverordnungen.

Titel und Ingress.

Angenommen.

Beschluss:

Dekret betreffend

das interkantonale Konkordat über den Verkehr mit Motorfahrzeugen und Fahrrädern.

Der Grosse Rat des Kantons Bern, auf Grund des Art. 14 des Gesetzes vom 10. Juni 1906 über die Strassenpolizei sowie des Gesetzes vom 14. Dezember 1913 betreffend Erhebung einer Automobilsteuer und Abänderung des Strassenpolizeigesetzes,

auf den Antrag des Regierungsrates,

beschliesst:

Schlussabstimmung.

Für Annahme des Dekrets Mehrheit.

Schluss der Sitzung um 121/4 Uhr.

Der Redakteur: Zimmermann.

Dritte Sitzung.

Mittwoch den 11. März 1914,

vormittags 9 Uhr.

Vorsitzender: Präsident Frepp.

Der Namensaufruf verzeigt 188 anwesende Mitglieder. Abwesend sind 44 Mitglieder, wovon mit Entschuldigung die Herren: Bähni, Brand (Bern), Brand (Tavannes), Bühler (Frutigen), Chavanne, Gurtner (Lauterbrunnen), Hari, Hochuli, Hofer (Alchenflüh), Lanz (Roggwil), Laubscher, Minder (Frie-

drich), Obrist, Paratte, Peter, Schär, Schori, Stauffer, Stucki (Steffisburg), Stucki (Ins), Vernier, Wyder, Wyss, Zurbuchen, Zürcher; ohne Entschuldigung abwesend sind die Herren: Albrecht, Bösch, Flückiger, Gobat, Graber, Grosjean, Grossglauser, Gugelmann, Gygax, Hügli, Käser, Lanz (Rohrbach), Ledermann, Lüthi (Madretsch), Mouche, Rohrbach (Riggisberg), Segesser, Thöni, Zgraggen.

Tagesordnung:

Gesetz

über

die Kantonalbank.

Zweite Beratung.

Siehe Nr. 3 der Beilagen; die Verhandlungen der ersten Beratung finden sich Seite 684 ff des letzten Jahrgangs abgedruckt.)

Eintretensfrage.

Könitzer, Finanzdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Nach Abschluss der ersten Beratung ist dieses Gesetz im Amtsblatt veröffentlicht worden. Abänderungsanträge sind keine eingelangt, einzig aus der Mitte des Rates wurde die Frage aufgeworfen, ob nicht das Dotationskapital in dem Sinne erhöht werden sollte, dass dem Grossen Rat die Kompetenz erteilt würde, bis auf 45 oder 50 Millionen zu gehen. Dies wurde damit begründet, dass es der Kantonalbank möglich gemacht werden sollte, überall den Kassen zu helfen, wenn dieselben in finanzielle Schwierigkeiten kommen sollten. Bekanntlich hat die Kantonalbank das schon jetzt getan, wo das Kapital 20 Millionen betrug. Es ist deshalb nicht angebracht, das Dotationskapital noch mehr zu erhöhen, als es heute vorgesehen ist.

Man hat ferner hervorgehoben, es sollte möglich sein, dass die Kantonalbank auch dann helfen würde, wenn wieder eine Periode der Hochkonjunktur kommen sollte. Das ist auch jetzt schon geschehen. Die Kantonalbank will diese kleinen Kassen nicht verdrängen; sie ist im Gegenteil der Ansicht, dass dieselben auf dem Lande ein absolutes Bedürfnis sind, hauptsächlich deshalb, weil sie in ihren engeren Kreisen die Verhältnisse viel besser kennen. glauben nicht, dass es jemals dazu kommen wird. dass die Kantonalbank diese kleinen Kassen verdrängt. Die Herren wissen, dass wir neulich eine Kasse übernehmen mussten, weil ihre Barmittel nicht mehr hinreichten. Es hat sich herausgestellt, dass die Kasse nicht schlecht stand, dass ihr aber die nötigen flüssigen Mittel fehlten, um alle Verbindlichkeiten zu erfüllen. Sie besass auch keine Wertschriften, die sie hätte deponieren und darauf Vorschüsse aufnehmen können. Richtig ist, dass die kleinen Ersparniskassen oft Geschäfte machen, die sie besser finanzkräftigeren Instituten überliessen.

Wenn Sie das Verzeichnis der Agenturen und Filialen der Kantonalbank ansehen, werden Sie be-merken, dass wir nun so ziemlich in allen Hauptorten der verschiedenen Landesteile Filialen oder Agenturen haben; eine einzige Ausnahme bildet das Emmenthal. Es ist nicht zu verkennen, dass in letzter Zeit das Zutrauen zu den Kleinbanken gesunken ist. Wie man jetzt hört, ist das absolut ungerechtfertigt. Die Banken werden ja nun durch den Revisionsverband einer periodisch wiederkehrenden Revision unterzogen, und diese Revisoren konstatieren, dass wir durchschnitts solide Verhältnisse haben.

Im fernern wurde betont, die eigenen Mittel sollten besser mit den anvertrauten fremden Geldern in Einklang gebracht werden. Es ist allerdings eine starke Zunahme der fremden Gelder zu verzeichnen, aber ein mit Staatsgarantie ausgerüstetes Institut braucht sich nicht so sehr nach den allgemeinen Regeln zu richten. Im letzten Jahre haben die fremden Mittel stark zugenommen. Wir haben gegenwärtig an Kassenscheinen 71,565,500 Fr. und an Spareinlagen 50,745,000 Franken. Das erklärt sich daraus, dass wir neue Filialen eröffnet haben und dass die Kassenscheine und Spareinlagen der von uns übernommenen Kleinbanken an die Kantonal-

bank übergegangen sind.

Die Höhe des Reinertrages der Kantonalbank würde für eine Erhöhung des Dotationskapitals sprechen. Er betrug im Jahre 1912 1,217.000 Fr. und im Jahre 1913 1,487,000 Fr. Dabei sind in beiden Jahren verschiedene Reservestellungen erfolgt und Abschreibungen an Wertschriften gemacht worden. Diese Abschreibungen bilden selbstverständlich eine stille Reserve, da das alte Gesetz nur eine beschränkte Reservestellung kennt. Die Bilanzsumme betrug im Jahre 1912 302,000,000 Fr., sie ist im Jahre 1913 auf 330,000,000 Fr. gestiegen. Dagegen ist der Totalumsatz in einfacher Rechnung vom Jahre 1912 zum Jahre 1913 um rund 300 Millionen gesunken von 3,335,000,000 Fr. auf 3,074,000,000 Fr., weil eine eigentliche Geschäftsstockung eingetreten ist. Die Verminderung rührt aber auch davon her, dass die Zahlungen für den Lötschberg im Jahre 1913 verschwindend klein waren. Die Kreditansprüche aber sind gestiegen vom Jahre 1912 mit 72,000,000 auf 88,000,000 Fr. im Jahre 1913, ebenso die Hypothekaranlagen von 22 auf 25 Millionen, so dass die Kantonalbank ca. 18 Millionen neu und fest angelegt hat, während ihr 16 Millionen in Spareinlagen und Kassenscheinen zugegangen sind.

Das sind die wenigen Bemerkungen, die ich zu machen habe. In der Kommissionssitzung ist der Antrag gestellt worden, man möchte den Art. 7 in der frühern Fassung belassen, da er in dieser Fassung dem Bankverkehr besser entspreche. Ich teile diese Auffassung, aber ich will lieber den Art. 7, wie er jetzt gefasst ist, beibehalten, um nicht riskieren zu müssen, dass das Gesetz verworfen wird. Ich habe schon bemerkt, dass man sofort die kleineren Kassen zu Gegnern gemacht hätte, wenn die alte Fassung des Art. 7 beibehalten worden wäre. Was es heisst, diese Institute zu Gegnern zu haben, das habe ich bei der Revision des Steuergesetzes er-

fahren.

Kindlimann, Präsident der Kommission. Es ist Ihnen bekannt, dass die erste Lesung des Gesetzes in der letzten Sitzung der Novembersession stattfand, und zwar bei stark gelichteten Reihen. Ich möchte zu Handen der Mitglieder, die an jener Beratung nicht teilnehmen konnten, kurz mitteilen, dass wir es nicht mit einer ganz neuen Vorlage zu tun haben, sondern nur mit einer Revision des Kantonalbankgesetzes, das aus dem Jahre 1898 datiert, also nur etwas mehr als 15 Jahre alt ist und grosse Dienste geleistet hat. In dieser Periode hat die Kantonalbank einen grossen Aufschwung genommen.

Infolge dieser Entwicklung ist es nun notwendig

Infolge dieser Entwicklung ist es nun notwendig geworden, die gesetzliche Grundlage zu ändern und den neuen Verhältnissen anzupassen. Das Grundkapital ist entschieden zu klein bei dem gewaltigen Verkehr der Kantonalbank. Auch eine Neuordnung der Reserven, die für ein solches Institut zu klein sind, ist nötig. In Verbindung damit stehen einige organisatorische und administrative Fragen. Endlich kommt hinzu die Frage der Altersversorgung für die Beamten und Angestellten der

Bank, wofür ein Postulat bestand.

Das sind die wesentlichen Revisionspunkte. Eine ganze Reihe von Artikeln ist entweder den Worten nach unverändert oder wenigstens dem Sinn nach gleichlautend aus dem alten Gesetz herübergenommen. Nun werden Sie wissen, dass die erste Lesung des Kantonalbankgesetzes ohne irgendwelche Diskussion stattgefunden hat. Seither ist das Projekt veröffentlicht worden. Es hat sich niemand zum Worte gemeldet, weder bei der Regierung noch bei der Kommission sind Wünsche geltend gemacht worden, auch in der Presse wurde nicht reklamiert. Es ist also anzunehmen, dass dieses Gesetz die Billigung des Volkes finden wird. In der Kommission hat man von dieser Sachlage Kenntnis genommen und mit einer einzigen Ausnahme sind keine Abänderungsanträge gestellt worden.

Ich empfehle Ihnen namens der Kommission Eintreten auf die Vorlage. Die Struktur des Gesetzes ist durchaus einfach und übersichtlich, die einzelnen Bestimmungen sind knapp gehalten und geben keinen Anlass zu Missdeutungen. Das Gesetz enthält keine Strafandrohungen und keine Bussenartikel. Ich glaube es wäre zweckmässig, wenn man

das Gesetz abschnittweise beraten würde.

I. Zweck, Grundkapital, Garantie und Sitz.

Art. 1-4.

Kindlimann, Präsident der Kommission. Ich möchte auch hier einigermassen Rücksicht nehmen auf diejenigen Mitglieder, die an der ersten Beratung nicht haben teilnehmen können, und ausführen, was in derselben bezüglich der Notwendigkeit einer Erhöhung des Grundkapitals gesagt wurde. Im alten Gesetz hatten wir die Bestimmung, dass

Im alten Gesetz hatten wir die Bestimmung, dass das Grundkapital der Bank 15 Millionen betrage und dass der Grosse Rat kompetent sei, dasselbe auf 20 Millionen zu erhöhen. Es hat sich gezeigt, dass diese Erhöhung sehr rasch erfolgen musste. Im Jahre 1898 ist das Gesetz erlassen worden und schon im Jahre 1900 musste der Grosse Rat von seiner Kompetenz

Gebrauch machen. Zugleich musste ein Anleihen im Betrage von 15 Millionen für die Kantonalbank bewilligt werden. Es ist bei der ersten Beratung die Frage aufgeworfen worden, ob man nicht von Anfang an weitergehen sollte, da ja die Bedürfnisse fortwährend wachsen. Es wurde beantragt, auf 35 Millionen zu gehen und dem Grossen Rate Kompetenz zu geben, das Kapital auf 45 Millionen zu erhöhen. Im ferneren wurde auch die Frage erörtert, ob man nicht die Kompetenz des Grossen Rates erweitern sollte. Von 12 Kantonalbanken, die ich zur Vergleichung herangezogen habe, hat es sich gezeigt, dass bei 8 die Grossen Räte völlig kompetent sind, nur bei 2 Kantonalbanken ist bestimmt, dass ein Volksbeschluss ergehen müsse für Erhöhung des Kapitals, 2 andere Kantonalbanken sind nicht reine Staatsbanken. Auch diese Erweiterung der Kompetenz des Grossen Rates beliebte nicht, sondern man hat gefunden, man wolle dem Volke klaren Wein einschenken.

Es ist zu bemerken, dass das Grundkapital der Bank in einem gewissen Verhältnis stehen muss zum fremden Kapital, mit dem die Bank arbeitet. Es ist vom Herrn Finanzdirektor ausgeführt worden ein Verhältnis von 1:10 sei das Minimum. Nun ist dieses Verhältnis bei der Bernischen Kantonalbank nur 1:9,8. Daher die Notwendigkeit, das Kapital zu er-höhen. Man tut das nicht etwa bloss deshalb, weil die Kantonalbank eine schlechte Stellung einnehmen würde unter den Kantonalbanken, sondern um die Leistungsfähigkeit der Bank zu erhöhen und sie zu befähigen, allen Aufgaben gerecht zu werden. haben in den letzten Tagen Gelegenheit gehabt zu sehen, wie gutsituierte Institute rasch in Verlegenheit hineingeraten. Wir haben gesehen, dass eine Bank ganz einfach ruiniert werden könnte, wenn nicht unter den Banken eine gewisse Solidarität herrschen Wenn nun infolge eines Krieges oder aus würde. andern Ursachen mehrere Banken gleichzeitig bestürmt würden, wäre für einige derselben die Gefahr des Ruins naheliegend. Die Gefahr ist um so grösser, je schlechter das Verhältnis von eigenem zu fremdem Kapital ist. Die bernische Kantonalbank hat schon sehr oft die Rolle der Helferin und Retterin gespielt. Wir möchten sie fähig måchen, dass sie auch fernerhin diese Rolle spielen kann, um grösseren Schaden zu verhüten.

Zudem ist es für den Staat durchaus kein schlechtes Geschäft, wenn er das Kapital erhöht. Der Staat findet vermöge seines Kredites immerhin noch Geld zu $4^1/_4$ $^0/_0$, und er bezieht von der Bank einen Zins von 5-6 $^0/_0$. Deshalb kann man sagen, dass es im Interesse des Staates liegt, die Mittel der Bank zu erhöhen.

Nun aber ist das nicht das ausschlaggebende Moment, sondern das volkswirtschaftliche. Wir haben uns nur an den Art. 1 des Gesetzes zu erinnern, welcher lautet: «Die Kantonalbank hat den Zweck, dem Handel, dem Gewerbe, der Industrie und der Landwirtschaft des Kantons zu dienen, sowie den Geldverkehr der Staatskasse zu vermitteln.» Es ist also der Hauptzweck der Bank, dem allgemeinen Verkehr zu dienen, und erst in zweiter Linie kommt die Rücksicht auf ein angemessenes Jahresergebnis.

Die Kapitaldotation der Bank darf aber auch nicht ins Ungemessene anwachsen. Es wäre ungesund, wenn die Kantonalbank im Geld schwimmen würde, weil dann die Gefahr eintreten könnte, dass unzweckmässige Anlagen gemacht oder dass das Kapital nicht rentieren würde. Davor müssen wir uns hüten. Wir sind aber auch davon noch ausserordentlich weit entfernt. Wenn wir nach dem neuen Gesetz ein eigenes Kapital von 30 Millionen haben, dem ca. 240 Millionen fremdes gegenüberstehen, so ist das immerhin nur ein Verhältnis von 1:8, also $12^{1}/_{2}$ $^{0}/_{0}$, während der Durchschnitt der schweizerischen Kantonalbanken $14^{0}/_{0}$, nicht $25^{0}/_{0}$, wie es irrtümlich im Tagblatt des Grossen Rates heisst, beträgt. Allerdings beträgt der Durchschnitt der Handelsbanken, die ich Ihnen in der ersten Beratung genannt habe, $24^{0}/_{0}$. Auch mit der Erhöhung des Grundkapitals auf 30 Millionen sind wir noch durchaus in anständigen Verhältnissen und es ist keine Gefahr vorhanden, dass man der Kantonalbank zu viel Geld zuwendet.

Mit diesen wenigen Ausführungen beantrage ich, das Kapital I, in dem nur diese Erhöhung des Grundkapitals neu ist, zu genehmigen.

Angenommen.

Beschluss:

Art. 1. Die Kantonalbank hat den Zweck, dem Handel, dem Gewerbe, der Industrie und der Landwirtschaft des Kantons zu dienen, sowie den Geldverkehr der Staatskasse zu vermitteln.

Die Geschäftsbedingungen sind so günstig zu stellen, als es der Stand des Geldmarktes und die Rücksicht auf ein angemessenes Jahresergebnis erlauben.

Art. 2. Der Staat stellt der Kantonalbank ein Grundkapital von 30 Millionen Franken zur Verfügung.

Durch Beschluss des Grossen Rates kann das Grundkapital auf 40 Millionen Franken erhöht werden.

Art. 3. Der Staat haftet für sämtliche Verbindlichkeiten der Kantonalbank.

Art. 4. Die Kantonalbank führt die Firma Kantonalbank von Bern (Banque Cantonale de Berne).

Sie hat ihren Hauptsitz in Bern und unterhält im Kantonsgebiet Filialen und Agenturen.

II. Geschäftskreis.

Art. 5-9.

Kindlimann, Präsident der Kommission. Der zweite Abschnitt umschreibt den Geschäftskreis der Kantonalbank. Er ist im wesentlichen derselbe, wie er gegenwärtig existiert. Einige neue Geschäftszweige, die sich als notwendig erwiesen haben, sind hinzugekommen; aber von ausschlaggebender Bedeutung ist das nicht. Neu ist die gesetzliche Autorisation, dass die Bank sich Gelder in allen bankmässigen Formen verschaffen kann. Im fernern ist vorgesehen, dass durch Dekret des Grossen Rates

der Kantonalbank weitere Geschäftszweige und besondere Aufgaben zugewiesen werden können, wenn sich die Notwendigkeit dafür herausstellt.

Art. 7 handelt von der Kreditgewährung der Bank. Der Herr Finanzdirektor hat Ihnen vorhin bereits mitgeteilt, dass in der Kommissionsberatung die Frage auf Wiedererwägung dieses Artikels aufgeworfen worden ist. Allein die Kommission hat mit allen gegen 2 Stimmen beschlossen, an der Fassung, wie sie aus der ersten Beratung hervorgegangen ist, festzuhalten. Ich möchte auch meinerseits empfehlen, dieses Kapitel II so anzunehmen, wie es vorliegt.

Müller (Bern). Ich möchte Ihnen empfehlen, den Art. 7 in der ursprünglichen Fassung, wie er im Entwurf der Regierung vorgeschlagen wurde, wieder aufzunehmen. Der Artikel wurde in der ersten Beratung der Kommission in der Weise gefasst: «Die Kantonalbank bewilligt Kredite und Vorschüsse aller Art nur gegen besondere Sicherheit. Ausnahmen können gestattet werden gegenüber bernischen Gemeinden.» Im ursprünglichen Entwurf der Regierung war dieser Artikel erweitert, und zwar in dem Sinne, dass solche Ausnahmen nicht nur gegenüber bernischen Gemeinden gestattet werden, sondern auch gegenüber Genossenschaften, Handelsgesellschaften und im Handelsregister eingetragenen Kaufleuten, die entweder öffentlich Rechnung ablegen oder Einsicht in ihre Geschäftsverhältnisse gewähren. Diese Fassung ist von der Kantonalbank selber gefordert worden und der Bankrat war einstimmig der Auffassung, dass der Artikel in dieser Fassung aufgenommen werden sollte. Die Kantonalbank hat geltend gemacht, dass ein wesentlicher Teil im Handelsgeschäft liegt, auch bei der Kantonalbank bei ihrer jetzigen Organisation, dass aber im Handelsgeschäft speziell die grossen Bankunternehmungen in immer schärfere Konkurrenz treten und immer mehr bestrebt sind, eine gute Kundschaft anzuziehen in der Weise, dass sie unzweifelhaft soliden Geschäftsunternehmungen Blankokredite gewähren. Das ist immer mehr in den Vordergrund getreten, weil bei der zunehmenden Konzentration des Kapitals unter dem Einfluss der Konkurrenz der Geschäftsnutzen geringer wird, so dass die Banken, um den gewöhnlichen Ertrag für ihr Kapital herauszuwirtschaften, auf eine Vermehrung des Umsatzes trachten müssen. So ist es dazu gekommen, dass die ganz grossen Bankunternehmungen Blankokredite in bedeutendem Masse gewähren. Die Kantonalbank, die eine führende Stellung errungen hat, fühlt sich gehemmt, sie muss auf eine ganze Reihe von unzweifelhaft guten und soliden Geschäften verzichten, wenn diese Fassung, wie sie in der ersten Beratung beschlossen worden ist, Gesetz wird, wonach also Ausnahmen beschränkt werden auf bernische Gemeinden.

Nun ist demgegenüber eingewendet worden, dass die Kantonalbank nicht dieses gefährliche Gebiet der Blankokredite betreten dürfe. Sie habe als Staatsinstitut, das mit den Geldern der Allgemeinheit wirtschafte, allen Anlass, sich in unzweifelhaft soliden Grenzen zu halten und das gefährliche Gebiet nicht zu betreten, wenn sie das Vertrauen im Volke nicht untergraben wolle.

Es ist auch auf die referendumspolitische Gefahr hingewiesen worden, die in der Erweiterung des Geschäftskreises liege. Ueber die referendumspoliti-

schen Einwendungen können wir reden, aber die geschäftlichen Einwendungen sind nicht begründet. Man braucht nur die Reihe der Bankkrache und der anfechtbaren Bankgeschäfte zu untersuchen, um einzusehen, dass dieselben nicht in einem ursächlichen Zusammenhange mit den Blankokrediten stehen, sondern dass die grossen Verluste im Gegenteil unter der Herrschaft der gedeckten Kredite entstanden sind. Was anfechtbar ist bei der Staatsbank Freiburg, ist nicht zurückzuführen auf Blankokredite. Im jetzigen Gesetz über die Kantonalbank von Freiburg ist die Eröffnung von Krediten gegen genügende Sicherheit eingeräumt. Das hat nicht gehindert, dass grosse Verluste, z.B. bei den Steirischen Wäldern, entstanden sind. Das ganze Aktienkapital der Thurgauischen Hypothekenbank ist unter der Herrschaft der gedeckten Kredite verloren gegangen. Die Kantonalbank des Tessin, die ja den Namen mit Unrecht trägt, ist zusammengebrochen zum Teil unter gedeckten Krediten, zum Teil unter Eröffnung von Krediten an Verwaltungsratsmitglieder und Beamte und Angestellte der Bank, die in ganz ungeheurem Masse den Kredit der Bank in Anspruch genommen haben. Das ist aber bei uns gesetzlich ausgeschlossen, indem den Beamten und Verwaltungsratsmitgliedern alle derartigen Geschäfte schlechtweg untersagt sind. Wir sehen, dass das alles weder vor Verlusten, noch vor dem Zusammenbruch schützt, wenn die Leitung eine schlechte ist.

Auf der andern Seite haben wir die grossen Bankinstitute, den Bankverein in Basel, die Kreditanstalt in Zürich, die ungedeckte Kredite in Hunderten von Millionen haben und die glänzend dastehen. Es ist nicht entscheidend für das Gedeihen einer Bank, ob sie nur auf besondere Sicherheit Kredite eröffnet oder auch Blankokredite gibt, sondern das hängt vollständig von der Leitung der Bank ab. Bei einer schlechten Leitung werden auch die scheinbar bestgedeckten Kredite nicht vor Verlusten schützen. Ich kann das noch weiter ergänzen. Man kann sagen, dass auf dem Platze Bern die grossen Institute, die Kantonalbank, die Schweizerische Volksbank usw., Blankokredite gewähren, dass bei allen diesen Bankinstituten trotz den gesetzlichen und statutarischen Bestimmungen die ungedeckten Kredite ebenfalls gehandhabt werden, und zwar gehen die ungedeckten Blankokredite entgegen Gesetz und Statuten auf dem Platze Bern in die Millionen. Es ist von der Kantonalbank offen zugegeben und vom Finanzdirektor ebenso offen bestätigt worden, dass die Kantonalbank diese ungedeckten Kredite gewähren müsse, wenn sie nicht die Kundschaft verlieren wolle. Der Unterschied ist nur der, dass sie es gegen das Gesetz macht, während wir ihr die gesetzliche Ermächtigung einräumen wollen.

Die Kautelen liegen im Art. 7 selbst, der als Grundsatz festlegt, dass die Kredite nur gegen besondere Sicherheit eröffnet und dass nur ausnahmsweise Blankokredite eingeräumt werden sollen. Das ist wesentlich, denn das wird der Leitung die Möglichkeit geben, sobald ihr das Geschäft nicht vollständig einwandfrei erscheint, ohne irgendwelche Begründung ein derartiges Verlangen nach Blankokredit abzulehnen. Deshalb glaube ich, es sei besser, dass das, was die Banken gezwungenerweise machen müssen gegen Statuten und Gesetz, im Gesetz selber niedergelegt werde.

Es besteht ein einziger Grund, dem ich eine gewisse Bedeutung zumesse: das referendumspolitische Moment. Es wird gesagt, dass, wenn wir diesen Grundsatz aufstellen, sofort gegen diese Vorlage, die bis jetzt keiner Opposition begegnet ist, eine solche entstehen werde. Sobald wir diese Bestimmung der ungedeckten Kredite, die ausnahmsweise bewilligt werden können, beschliessen, sei der Opposition und Agitation Tür und Tor geöffnet und das Gesetz wäre geliefert. Ich gebe zu, dass das möglich ist, weil gewisse Bankinstitute diesen Anlass benützen werden, um gegen die unbequeme Konkurrenz der Kantonalbank eine Agitation zu organisieren. Es ist ganz wohl denkbar, dass wir einem Kampf entgegengehen würden.

Auf der andern Seite aber stehen die Tatsachen der bisherigen Entwicklung der Kantonalbank, steht die Tatsache, dass sich die Kantonalbank unter der gegenwärtigen Leitung, die einerseits wagemutig war und anderseits es nie an der nötigen Umsicht fehlen liess, unter sämtlichen Kantonalbanken der Schweiz eine führende Stellung neben den andern Grossbanken erworben hat. Gerade die letzte Intervention im Tessin zeigt, dass die Kantonalbank von Bern in der Bankwelt dieses Ansehen geniesst. Ferner kann man sagen, dass wir alles Interesse daran haben, unser Staatsinstitut zu stärken und zu entwickeln im Interesse des Staates und in der Meinung, dass es besser sei, wenn die Konzentration des Kapitals sich auf dem Boden der Allgemeinheit und nicht auf dem Boden des Privatkapitals vollzieht. Wir haben allen Anlass, die Interessen der Bank zu stärken und eine weitere Erhöhung des Umsatzes unbeschadet der Sicherheit zu ermöglichen. So müssen wir das, was längst auf ungesetzlichem Wege praktiziert wird, in das Gesetz aufnehmen. Ich möchte Ihnen aus diesen Gründen empfehlen, die Fassung des ursprünglichen Entwurfes wieder aufzunehmen

Gestatten Sie mir noch ein Wort in formeller Beziehung. Das Gesetz ist am letzten Tag der Novembersession durchberaten worden. Ich war persönlich verhindert, an dieser Beratung teilzunehmen. Nun ist mir in der Kommission formell entgegengehalten worden, dass es, wenn aus dem Volke heraus kein Begehren auf Abänderung gestellt werde, der Kommission nicht mehr zustehe, Abänderungen grund-sätzlicher Natur zu beantragen. Eine derartige Auffassung muss mit Entschiedenheit zurückgewiesen werden. Es ist ganz selbstverständlich, dass die zweite Beratung eines Gesetzes vollständig frei ist, dass wir grundsätzliche Aenderungen vorschlagen können, wenn uns das im Interesse der Sache zu liegen scheint. Jedes Kommissionsmitglied muss sich das Recht wahren, auch in der zweiten Beratung alle diejenigen Aenderungen vorzuschlagen, die ihm begründet und geboten erscheinen.

Scheidegger. Ich möchte Ihnen im Gegensatz zu Herrn Müller beantragen, den Art. 7 anzunehmen, wie er aus der ersten Beratung hervorgegangen ist. Dieser Art. 7 schliesst Blankokredite nicht absolut aus, denn das Al. 1 heisst: «Die Kantonalbank bewilligt Kredite und Vorschüsse aller Art nur gegen genügende Sicherheit.» Der jetzige Art. 7 will also nur eine Beschränkung der Blankokredite, nicht einen absoluten Ausschluss. Diese Beschränkung ist jedenfalls klug. Das zeigen uns die verschiedenen Er-

scheinungen der letzten Zeit. Man hat erfahren, dass selbst die Einreichung von Bilanzen nicht immer vor Irrtümern schützt. Man hat wiederholt konstatieren müssen, dass Bilanzen, die vor dem Tode eines Unternehmers gemacht worden sind, ganz anders ausgesehen haben, also solche, die nachher aufgenommen wurden. Man hat konstatiert, dass in diesen Bilanzen verschiedene Werte eingestellt werden, die nicht so realisiert werden können, wie sie in der Bilanz stehen oder wie vom Betriebsinhaber vorausgesetzt wird. Eine gewisse Vorsicht ist durchaus am Platze.

Im weitern hat der Revisionsverband schon jetzt gezeigt, dass einzelne Unternehmungen nicht nur bei einem Bankinstitut engagiert sind, sondern bei verschiedenen, dass also auch in dieser Richtung Vorsicht am Platze ist. Dann haben wir konstatiert, dass der Unternehmungsgeist da und dort gesunde Grenzen überschreitet. Man hat das namentlich auch im Kanton Tessin konstatieren können. Es ist nicht immer gut, wenn man diesem Unternehmungsgeist zu grossen Spielraum lässt, sondern es ist im Gegen-

teil geboten, ihn ein wenig einzuschränken.

Eine solche Einschränkung enthält der Art. 7. Es kann sich nicht darum handeln, den Wirkungskreis der Kantonalbank künstlich zu unterbinden. Dieser Art. 7 wird die Kantonalbank in ihrer weiteren Existenz nicht hemmen. Herr Müller hat angeführt, welche Stellung sich die Kantonalbank erworben hat unter dem heutigen System ohne Blankokredite. Sie wird das auch in Zukunft tun können. Die Kantonalbank hat übrigens Vorteile, die die andern Institute nicht haben, vor allem die Staatsgarantie, deren Bedeutung nicht unterschätzt werden darf. Wir haben in der letzten Zeit Gelegenheit gehabt, das zu konstatieren. Sie hat ferner Begünstigungen betreffend die Steuern. Diese Vorteile sind ohnehin gross genug gegenüber den übrigen Geldinstituten und es ist nicht nötig, dass man in der Begünstigung der Kantonalbank in das Extrem geht, denn schliesslich wollen wir eine gute und starke Kantonalbank, aber wir wollen doch auf der andern Seite nicht eine Verstaatlichung des Bankwesens. Zu einer Verstaatlichung würden wir nach und nach kommen, wenn wir der Kantonalbank allzu grosse Vorteile einräumen würden.

Die übrigen Geldinstitute haben gewiss heute noch ihre Daseinsberechtigung. Der Herr Finanzdirektor hat uns gesagt, dass man gar nicht daran denke, die Kantonalbank zu weit auszudehnen. Ergo rechnet man auch dort mit dem Fortbestehen dieser Institute. Da müssen wir dafür sorgen, dass die Spiesse ungefähr gleich lang werden. Auch die kleinen Banken auf dem Lande haben nicht nur ihre Existenzberechtigung, sondern sie sind da und dort ein wahres Bedürfnis für die ländliche Bevölkerung. Auch diese müssen weiter existieren. Sie können nicht Blankokredite gewähren, sie können dem Geldsucher nicht die gleichen Vorteile bieten und es wäre für sie eine gewisse Schädigung, wenn man der Kantonalbank allzu grosse Vorteile einräumen würde. Wir haben die Ueberzeugung, dass es genügen sollte, wenn die Kantonalbank innerhalb eines gewissen Umfanges

Blankokredite gewähren darf.

Noch ein Wort in bezug auf eine Bemerkung des Herrn Müller. Er hat gesagt, dass auch andere Geldinstitute Blankokredite gewähren, und zwar gegen ihre Statuten. Er hat die Volksbank genannt. Gegen eine solche Behauptung muss ich Verwahrung einlegen. Soweit es die Volksbank betrifft, kann ich erklären, dass wir nur in ganz beschränktem Umfange das Recht haben, Blankokredite einzuräumen, sogen. Personal- und Saisonkredite, aber weiter geht man nicht. Statutenverletzungen liegen in keiner Weise vor. Das kann nachgewiesen werden.

Kindlimann, Präsident der Kommission. Es ist offenbar sehr verdienstlich, wenn ein Mitglied des Rates Mittel und Wege sucht, um der Kantonalbank eine bessere Stellung zu verschaffen, um sie konkurrenzfähiger zu machen, wie das die Absicht des Antrages des Herrn Müller ist. Allein, wenn ich diesen Antrag höre, so geht es mir, wie dem Dr. Faust: «Die Botschaft hör' ich wohl, allein mir fehlt der Glaube». Ich kann nicht glauben, dass das Wohl und Wehe der Kantonalbank in Zukunft davon abhängig sei, ob sie Blankokredite gewähre oder nicht. Die Entwicklung bezeugt Ihnen das Gegenteil. Die Kantonalbank ist gross geworden unter der Herrschaft des alten Gesetzes, das die Blankokredite nicht vorgesehen hat. Es ist nicht anzunehmen, dass diese Entwicklung in gleicher Weise andauern werde, auch wenn sie in Zukunft Blankokredite erteilen könnte. Ich bin weit davon entfernt, die Bedeutung des Umsatzes einer Bank zu verkennen, aber ich bin ebenso weit davon entfernt, sie zu überschätzen, wie dies vielfach geschieht, und kann nicht zugeben, dass die Resultate einer Bank allein von diesem Umsatz abhängig sind. Ich kann Ihnen an einem Beispiel zeigen, dass bei den sogenannten grossen Geschäften nicht viel zu holen und zu verdienen ist. Setzen wir den Fall, es werde einem grossen Geschäft ein Kredit von 100,000 Franken bewilligt und das 500,000 Geschäft erziele einen Umsatz von Umsatzprovision müssen Zinsfuss und Franken. vorher bestimmt werden. Bei solchen Geschäften wird die Bank das Geld zum gewöhnlichen Zinsfuss geben und vom Umsatz 1/2 0/00 pro Semester rechnen, so dass im Jahre die Provision 500 Fr. beträgt. Gibt sie anderseits 100,000 Fr. an fünf kleinere Kunden, die zusammen den ganz gleichen Umsatz aufweisen, so sind bekanntlich die Bedingungen ganz andere. Auch wenn der Zinsfuss der gleiche ist, so beträgt die Provision für das Semester $^{1}/_{4}$ $^{0}/_{0}$, das macht für das Jahr $^{1}/_{2}$ $^{0}/_{0}$ und die Bank verdient an den fünf kleineren Geschäften 2500 Fr.

Ich habe schon bei der ersten Beratung auf die Bedenken gegen die Gewährung von Blankokrediten hingewiesen und auf die unendlichen Schwierigkeiten, die die Bankbehörden haben, welche dieses Instrument handhaben müssen. Man muss sich den Gang einigermassen vergegenwärtigen. Das Gesuch kommt vor die Bankbehörde, diese verlangt einen Ausweis, und wenn derselbe anständig aussieht. schickt man den Kontrolleur in das betreffende Geschäft, um die Bücher nachzusehen. Auch die Bücher sind in Ordnung, der Mann ist als solid und tüchtig bekannt und der Kredit wird bewilligt. Nun geht Hand in Hand mit der Kreditbewilligung die Festsetzung der Diskontoliste, d. h. die Bank bestimmt, bis zu welchem Betrage sie Wechsel an Zahlungsstatt annehmen will. Dadurch wird einem Geschäft ein weiterer Kredit bewilligt durch die Diskontoliste. Das ist recht und gut, wenn diese

Wechsel bezahlt werden. Kommen sie aber zurück, so sind im Augenblick Ueberschreitungen vorhanden.

Uebrigens wollen wir das nicht einmal annehmen, sondern nur voraussetzen, dass der Mann nach kurzer Zeit sagt, er sollte zu irgend einem Zwecke mehr Geld haben gegen einen Eigenwechsel, den er in 6 Monaten bezahlen wolle. Er bekommt das Geld, die 6 Monate verstreichen, aber der Mann kann den Wechsel nicht ganz bezahlen; der Rest wird übertragen, und so geht es weiter. Wenn die Geschäftslage sich allenfalls ändert und verschlechtert, wie das ganz gut denkbar ist, so geht es immer etwas schlimmer und dann dauert es nicht mehr lange, bis die Bank mit einer ungedeckten Kreditforderung dasteht, die die ursprüngliche Kreditbewilligung überschreitet. So sind bei allen Bankkrachen im Kanton Bern die Verluste eingetreten. Wenn auch anfänglich Deckung vorhanden gewesen ist, so ist sie bald nicht mehr für alle Beträge, die in den Büchern der Bank standen, vorhanden gewesen. Es ist mir in den letzten Jahren ein Fall von ganz erschütternder Tragik vorgekommen, wo ich gesehen habe, wie rasch und gründlich ein Geschäft ruiniert werden kann. Ein Geschäft, das mit dem Orient verkehrte, ist durch die Kriege der Türkei gegen Italien und nachher gegen die Balkanstaaten derart in die Klemme geraten, dass in ganz kurzer Zeit Hunderttausende von Franken zugrunde gegangen sind. Das Geschäft musste liquidiert werden, die wertvollen Einrichtungen wurden zusammengeschlagen, um solchen für einen anderen Industriezweig Platz zu machen. Ich erwähne das nur, um zu zeigen, wie rasch sich die Verhältnisse ändern können. So ist es bei allen diesen Blankokrediten: so gut die Situation anfänglich sein kann, so rasch kann sie sich zu ungunsten des Kreditgebers ändern.

Ich habe alle Hochachtung vor unsern gegenwärtigen Bankbehörden und ich habe mehrmals Gelegenheit genommen, ihr Lob zu singen, und will gern zugeben, dass diese Herren in einer Stellung sind, wo sie mehr sehen und mehr wissen als andere, aber Personen kommen und Personen gehen und das Gesetz bleibt. Wir haben gar keine Garantie, dass die Nachfolger die gleichen Eigenschaften haben und die Sache von gleichen Gesichtspunkten aus beurteilen. Aber die Gefahr laufen wir dann, dass die Kreditgewährung ganz andere Dimensionen annimmt und dass es nicht lange geht, bis das sogenannte ausnahmsweise Blankokreditieren zur Regel wird. Das «ausnahmsweise» haben sie gar nicht in der Hand. (Karl Moor: Warum denn nicht?) Das will ich Ihnen gleich sagen, Herr Moor. Wenn die Bankbehörden einmal oder zehnmal oder hundertmal ausnahmsweise einen Kredit bewilligt haben, so kommt immer wieder ein neuer, der verlangt, er wolle auch unter diese Aus-nahme fallen. So kommen diese Ausnahmen eine nach der andern, bis wir dann die Regel haben.

Wenn der Herr Finanzdirektor in der Kommission gesagt hat, die Erfahrungen gehen dahin, dass man gerade so gut bei gesicherten Krediten Geld verlieren könne, so ist das vollständig richtig. Gegenwärtig haben wir keine andern Kredite, somit haben wir an ungesicherten keine Verluste machen können. Wenn Sie in der Mehrheit ungesicherte Kredite erteilen, so wird auch das Bild der Verluste ein anderes sein.

Uebrigens konstatiert der Bericht der waadtländischen Kantonalbank, dass im Kanton Waadt keine

Bankkrache erfolgt sind und er konstatiert weiter, dass die Bank keine nennenswerten Verluste erlitten habe, dass sogar die Verluste unter dem Mittel geblieben seien. Der Bericht sagt weiter: «Nous veillons rigoureusement à l'observation de nos statuts en n'accordant des crédits que sur garanties sérieuses.» Da sehen wir, wie die waadtländische Kantonalbank Wert legt auf gesicherte Kredite.

Warum sollen wir übrigens päpstlicher sein als der Papst? Die Bankbehörden haben allerdings in der ersten Vorlage den Wunsch ausgesprochen, man möchte diese Bewilligung erteilen; aber nachdem sie gesehen haben, dass in der Kommission sich Bedenken geltend machten, haben sie diesen Antrag fallen lassen und ihn nicht wieder aufgenommen. Ich sehe nicht ein, warum wir diese Bewilligung erteilen sollen. Mir ist der gute Ruf der Kantonalbank ungleich wertvoller als einige Millionen Mehrumsatz und eine etwas grössere Rendite. Wir dürfen uns nicht blenden lassen durch die Resultate der verschiedenen Handelsbanken. Es ist ganz richtig, dass diese grossartig arbeiten und rentieren. Aber diese Rendite kommt nicht allein von den Blankokrediten und von den hohen Umsatzziffern, sondern vielmehr von den gewaltigen Reserven. Uebrigens arbeiten diese Ban-ken ausnahmslos mit den Geldern der Aktionäre. Diese wissen ganz genau, was mit ihrem Gelde gemacht wird, und sie müssen alle Gefahren, die mit diesem Geschäftsbetrieb verbunden sind, in den Kauf nehmen. Wir aber arbeiten mit dem Gemeingut, mit dem Geld des Volkes, das wir unbedingt nicht gefährden dürfen, wie das geschieht durch Gewährung von Blankokrediten.

Könitzer, Finanzdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Ich habe bereits eingangs meine Stellungnahme zum Art. 7 erwähnt. Ich habe mich als denjenigen bekannt, der die Gewährung von Blankokrediten zulassen wollte. Nachdem ich aber die Opposition in der Kommission gesehen habe, habe ich mir gesagt, ich könne den Art. 7 annehmen, wie er aus der ersten Beratung hervorgegangen ist.

Es muss zugegeben werden, dass die Kantonalbank ohne Saison- und Personalkredite nicht existieren kann. Wenn sie mit einer Person im Geschäftsverkehr steht, die gut ist, und wenn diese vorübergehend einen Kredit von 100,000 Fr. nötig hat und bekannt ist, dass ein grosses Vermögen vorhanden ist, so kann die Kantonalbank nicht sagen, sie solle ihr zuerst Papiere hinterlegen oder Bürgschaft leisten. Der Kreditsuchende wird einfach zu einer andern Bank gehen, wenn ihm nicht entsprochen wird. Derartige Personalkredite müssen unbedingt gewährt werden können. Ausnahmen werden heute schon gemacht, ohne dass die Bank Verluste hiedurch erlitten hätte. Es ist durchaus unrichtig, dass bei Gewährung von Blankokrediten ein jeder Klient kommen kann mit der Bemerkung, ihr habt dem und dem einen solchen gewährt, ich verlange das gleiche. Es ist Sache der Bankbehörden, hier zu erwägen. Sie können jederzeit eine ablehnende Haltung einnehmen, ohne irgendwie die Gründe anzugeben. Zu Verlusten kann man ebensogut kommen, wie mit gedeckten Krediten. Wir geben z. B. eine zweite Hypothek oder einen Kredit auf ein Gebäude, das sehr gut gelegen ist. Nun kann aber der Fall eintreten, dass ein Gebäude durch Verlegung einer Strasse vom Verkehr abgeschnitten wird oder sonst einen Minderwert erhält. Die Sicherheit ist also nicht mehr da, der Akkredierte muss Ersatz oder andere Sicherheit leisten; kann er es nicht, so heisst es zahlen. Dazu hat aber der so Geschädigte auch nicht die nötigen Mittel. Entweder müssen wir ihn eventuell ruinieren oder ihm das Haus abkaufen, was schon öfters vorgekommen ist. Die Kantonalbank als solche hat bisher an Leuten, mit denen sie Geschäfte gemacht hat, auch bei vorübergehend ungedeckten Krediten weniger verloren, als bei gedeckten. Wenn ich die ungedeckten Kredite einführen wollte, so war für mich der Hauptgrund der, dass ich mir sagte, man sollte nicht jeden zwingen, Bürgen suchen zu müssen. Wie oft sind ganz gute Bürgen durch gegenseitige Bürgschaften ruiniert worden.

Ich will schliesslich lieber einen ungedeckten Kredit bei einem Geschäftsmann, der es in allen Dingen ernst nimmt, als einen gedeckten Kredit bei einem, der mir fünf Bürgen stellt und wobei sich zum Schluss herausstellt, dass Schuldner und Bürgen derart gegenseitig verpflichtet sind, dass alle sechs keine Garantie mehr bieten.

Die heutige Fassung von Art. 7 lautet, dass bei genügender Sicherheit Kredite gewährt werden können. Es ist, wie Herr Scheidegger bereits sagte, Sache der Bankbehörden, zu ergründen, ob bei Vorweisung von Büchern etc. genügende Sicherheit vorhanden sei, um Kredite zu gewähren. Der Nachsatz, dass bei Gemeinden Ausnahmen gestattet sind, will denselben weiter entgegenkommen, dass die Bankbehörden auch bei ungenügenden Vermögensausweisen entsprechen können. Man könnte ja annehmen, dass Gemeinden überhaupt genügend Garantie bieten. Nach reiflicher Ueberlegung kann ich nicht mehr dafür einstehen, den Art. 7 abzuändern im Sinne der ersten Vorlage, weil ich weiss, dass ich mit dem ganzen Kanton in Widerspruch gerate. Man wird da den Ruin der Ersparniskassen an die Wand malen usw. Wir haben das beim Steuergesetz gesehen, wo man auch geglaubt hat, alle Ersparniskassen werden zugrunde gehen. Wenn diese Gefahr heraufbeschworen würde, so würde auch das Gute, das im Gesetze liegt, unter den Tisch gewischt. Aus diesen Gründen muss ich den Antrag Müller ablehnen.

Zunächst möchte ich Herrn Müller (Bern). Scheidegger gegenüber bemerken, dass ich die Volksbank nicht genannt habe; Herr Scheidegger hat also keine Ursache, sich zu verwahren. Im ferneren möchte ich Herrn Kindlimann gegenüber sagen, dass es, wenn wirklich die Gefahren der Blankokredite derart sind, wie er sie geschildert hat, einem ganz unverständlich ist, dass die Banken überhaupt Blankokredite gewähren. Es ist auch unbegreiflich, dass Banken, wie der Schweizerische Bankverein, die über 100 Millionen ungedeckte Kredite haben, sich derart glänzend entwickeln, wenn diese Gefahren wirklich vorhanden sind. Es ist auch zu sagen, dass nicht bei ungedeckten Krediten Verluste zu konstatieren sind, sondern dass diese Verluste immer da entstehen, wo gedeckte Kredite im Verlauf der Zeit wertlos werden. Im ferneren ist zu sagen, dass eine umsichtige Bankleitung in allen Fällen rechtzeitig einschreiten kann, wenn ursprünglich gesicherte Kredite unsicher werden. Wenn der Verlauf derart ist, wie ihn Herr Kindlimann geschildert hat, ist es klar, dass

keine Bank es wagen dürfte, einen Blankokredit zu gewähren. Sie muss sich sagen, dass diese Verhältnisse in Zeiten wirtschaftlicher Krise eine ungünstige Wendung nehmen können. Aber alle diese Verhältnisse sind den Banken auch bekannt und sie können in dem Moment, wo der Betreffende allen Wert auf einen Kredit legen muss, dafür sorgen, dass sie zu rechter Zeit die Deckung verlangen.

Es sprechen also alle Gründe dafür, diese Erweiterung eintreten zu lassen. Es ist gesagt worden, warum man Blankokredite geben muss. Wir wollen das auf einen saubern gesetzlichen Boden stellen.

Wenn Herr Kindlimann sagt, dass im Verlauf der Entwicklung die Ausnahme zur Regel werde, so ist das für mich ganz undenkbar. Erstens wird nach meinem Antrag die Gewährung von Blankokrediten beschränkt auf ganz bestimmte Kategorien von Leuten und Geschäften, auf Handelsgesellschaften, Genossenschaften und im Handelsregister eingetragene Kaufleute. Von diesen Kaufleuten wird verlangt, nicht nur, dass sie im allgemeinen in guter Situation seien, sondern dass sie Bilanzen vorlegen und Einsicht in ihr Geschäft gewähren. Das schränkt den Kreis ein auf diejenigen, die ihre Bilanzen zeigen dürfen. Deshalb können wir ganz ruhig diese Erweiterung gewähren. Es ist Sache des Grossen Rates und der verantwortlichen Behörden, das Volk aufzuklären über diesen Popanz, der dannzumal gezeigt werden wird, über die Gefahr des Ruins der Ersparniskassen. Dann können wir überzeugt sein, dass das Volk dem Gesetz auch mit dieser Erweiterung beistimmt.

Abstimmung.

Für den Antrag Müller Minderheit.

Beschluss:

Art. 5. Die Kantonalbank betreibt alle Bankgeschäfte, welche der ihr zugewiesene Zweck mit sich bringen kann.

Insbesondere fallen in ihren Geschäftskreis:

1. Eröffnung von Krediten,

2. Gewährung von Darlehen und Vorschüssen aller Art,

- 3. Diskontierung, Ankauf, Verkauf und Einkassierung von Wechseln, Handelseffekten und Coupons auf das In- und Ausland,
- 4. Vermittlung von Zahlungen im In- und Ausland,
- 5. Ankauf und Verkauf solider Wertpapiere für eigene und fremde Rechnung,

6. Uebernahme und Vermittlung von Anleihen, sowie Beteiligung an Syndikaten,

- 7. Aufbewahrung von Wertpapieren und Wertsachen sowie Vermietung von Stahlschrankfächern,
- 8. Vermögensverwaltungen und Liquidationen. Durch Dekret des Grossen Rates können der Kantonalbank weitere Geschäftszweige und besondere Aufgaben zugewiesen werden.

Die neben dem eigenen Kapital für den Geschäftsbetrieb nötigen Mittel verschafft sich die Kantonalbank durch Aufnahme von Geldern in allen banküblichen Formen.

Art. 6. Die Kantonalbank darf sich in keine Spekulationsgeschäfte einlassen.

Ihr ist untersagt, sich für eigene Rechnung am verantwortlichen Kapital industrieller Unter-

nehmungen zu beteiligen.

Sie darf keine Geschäfte abschliessen, bei denen der persönliche Kredit eines Mitgliedes des Bankrates, oder eines Filialkomitees, oder derjenige eines Beamten oder Angestellten der Kantonalbank den Ausschlag gibt.

Art. 7. Die Kantonalbank bewilligt Kredite und Vorschüsse aller Art nur gegen genügende Sicherheit.

Ausnahmen können stattfinden gegenüber bernischen Gemeinden.

Die Kantonalbank ist nicht verpflichtet, die Ablehnung von Gesuchen, die Herabsetzung von Krediten und Vorschüssen und die Kündigungen zu begründen.

Art. 8. Bei der Behandlung von Geldgesuchen sind vor Andern die Einwohner des Kantons zu berücksichtigen.

Den Begehren für kleine Beträge ist dieselbe Aufmerksamkeit zu schenken wie denjenigen für grössere Summen.

Art. 9. Hinsichtlich der zur Aufbewahrung übergebenen Wertpapiere und Wertsachen haftet die Kantonalbank nach den Vorschriften des schweizerischen Obligationenrechts.

III. Organisation und Verwaltung der Kantonalbank.

Art. 10-27.

Könitzer, Finanzdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Die Organisation ist in der Weise gefestigt worden, dass der gegenwärtige Direktor als Hauptdirektor gewählt wird, die übrigen als Vizedirektoren, so dass sich der Hauptdirektor nicht mit den kleinern Geschäften plagen muss. Im übrigen ist der ganze Apparat gleich geblieben mit einziger Ausnahme des neugeschaffenen Inspektorates, das die Revision der gesamten Geschäftsführung der Kantonalbank besorgt und darüber an den Bankrat berichtet. Den Inspektoren kann auch die Prüfung derjenigen Geschäfte übertragen werden, die mit der Bank verkehren und die wünschen, dass von der Bank aus die nötige Inspektion gemacht werde.

Im Art. 26 ist noch eine Bestimmung aufgenommen, die ich nochmals erwähnen möchte. Es ist die Bestimmung, dass die Mitglieder des Bankrates und der Filialkomitees absolut nicht schwatzen dürfen. Das ist wichtig, weil von der Konkurrenz immer vor dem Verkehr mit der Kantonalbank gewarnt wird, da der Finanzdirektor in der Kommission sitze und dafür sorge, dass die Betreffenden zur Versteuerung ihres Vermögens angehalten werden. Offen gestanden hat der Finanzdirektor mit der Steueranlage gar nichts zu tun. Er macht nicht den Polizeispitzel. Auch die Komiteemitglieder sollen das nicht tun. Ich könnte wohl sagen, dass es manchmal zum lachen ist, wenn behauptet wird, dass Kunden der Bank mehr ver-

steuern müssen, weil sie eben bei der Kantonalbank sind. Es hat keiner einen Franken mehr versteuern müssen, ob er auf der Kantonalbank oder auf der Hypothekarkasse sein Geld anlegt. Wir haben allerdings einen Fall gehabt, wo ein Mitglied, das gleichzeitig in der Steuereinschätzungsbehörde sass, aus der Schule geschwatzt hat, was mit einer Rüge geahndet wurde und im Wiederholungsfalle mit Absetzung geahndet wird.

Kindlimann, Präsident der Kommission. Zum dritten Abschnitt ist wenig zu bemerken. Die Organe sind zum grossen Teil dieselben geblieben, ebenso ihre Befugnisse. Was neu ist, ist den neuen Verhältnissen angepasst. Die Bankbehörden schlagen uns vor, was gedruckt ist. Die Kommission hatte keinen Anlass, etwas anderes zu beantragen, da sie diese Bestimmungen als durchaus zweckmässig ansieht.

Angenommen.

Beschluss:

Art. 10. Die Kantonalbank steht unter staatlicher Aufsicht und Oberleitung.

Art. 11. Dem Grossen Rat liegen ob:

 die Erhöhung des Grundkapitals von 30 auf 40 Millionen Franken,

2. die Wahl des Bankpräsidenten,

- 3. die Errichtung und Aufhebung von Filialen,
- 4. die Genehmigung der von der Kantonalbank für eigene Rechnung aufgenommenen festen Anleihen.
- Art. 12. Die Befugnisse des Regierungsrates sind folgende:
- 1. der Vorschlag für die Wahl des Bankpräsidenten an den Grossen Rat;
- 2. die Wahl von 5 Mitgliedern des Bankrates;
- 3. die Wahl der Mitglieder der Filialkomitees;
- 4. die Bestätigung der Wahlen der Direktoren und Subdirektoren der Zentralleitung und des Hauptsitzes, der Inspektoren und der Geschäftsführer der Filialen;
- die Genehmigung der Reglemente des Bankrates über die Verwaltung und die Geschäftsführung der Kantonalbank;
- 6. die Genehmigung des Grundstückerwerbes für bleibende Zwecke der Kantonalbank;
- 7. die Errichtung und Aufhebung von Agenturen;
- 8. die Genehmigung der Ausgabe jeder Pfandbriefserie;
- die Genehmigung der Jahresrechnung und die Festsetzung der Einlage in den Reservefonds.
- Art. 13. Die Finanzdirektion begutachtet die Anträge der Bankbehörden an den Regierungsrat.
 - Art. 14. Die Organe der Kantonalbank sind:

a) der Bankrat,

- b) der Bankausschuss,
- c) die Zentralleitung,
- d) das Inspektorat,
- e) die Filialkomitees,
- f) die Filialleitungen.

Art. 15. Der Bankrat besteht aus dem Bankpräsidenten und sechs Mitgliedern, deren eines von Amtswegen der jeweilige Finanzdirektor des Kantons ist.

Nicht wählbar in den Bankrat sind besoldete Staatsbeamte, sowie Verwaltungsräte und Leiter anderer Banken.

Ausserdem findet Art. 12 der Staatsverfassung auf den Bankrat Anwendung.

Art. 16. Der Bankrat ist beschlussfähig, wenn wenigstens vier Mitglieder, Bankpräsident mitgezählt, anwesend sind.

Er versammelt sich, so oft es die Geschäfte

erfordern.

Ueber seine Beschlüsse wird ein Protokoll geführt.

- Art. 17. Der Bankrat vermittelt den Verkehr der Kantonalbank mit den übergeordneten Staatsbehörden.
- Art. 18. Dem Bankrat steht die allgemeine Leitung der Kantonalbank zu.

Insbesondere liegt ihm ob:

- 1. die Wahl des Vizepräsidenten,
- 2. die Bestellung des Bankausschusses,
- 3. die Wahl der Beamten und Angestellten,
- 4. die Festsetzung ihrer Besoldungen innerhalb der vom Dekret gezogenen Grenzen,
- 5. die Festsetzung und Genehmigung der von den Beamten und Angestellten zu leistenden Kautionen gemäss Dekret,
- 6. die Erteilung und Entziehung der rechtsverbindlichen Unterschriften,
- 7. die Einrichtung und Ordnung des Geschäfts-
- 8. die Regelung der Obliegenheiten und Befugnisse des Bankausschusses, der Zentralleitung, des Inspektorats, der Direktion und Subdirektoren, der Filialkomitees, Geschäftsführer und Agenten,

9. die Entscheidung über die Geldgesuche, soweit er sie nicht an andere Organe abgibt.

- Art. 19. Der Bankausschuss besteht aus dem Bankpräsidenten, bei dessen Verhinderung aus dem Vizepräsidenten, einem Mitglied des Bankrates und einem Vertreter der Zentralleitung.
- Art. 20. Die Zentralleitung wird einem oder mehreren Direktoren übertragen.

Sie führt die Geschäfte der Kantonalbank, soweit sie nicht durch Gesetz oder Reglement andern Organen zugewiesen sind.

Art. 21. Das Inspektorat besteht aus einem oder mehreren Inspektoren nebst den erforderlichen Kontrolleuren.

Es besorgt die Revision der gesamten Geschäftsführung der Kantonalbank und berichtet darüber an den Bankrat.

Art. 22. Die Filialkomitees bestehen aus 3 bis 5 Mitgliedern.

Ihnen liegt ob:

- 1. die Begutachtung der Vorlagen an den Bankrat,
- 2. die Entscheidung über die in ihrer Kompetenz liegenden Geschäfte.

- Art. 23. Die Filialen und die ihnen unterstellten Agenturen werden von den Geschäftsführern geleitet.
- Art. 24. Gegenüber Dritten wird die Kantonalbank vertreten durch die mit dem Recht zur Unterschrift ausgerüsteten Beamten und Angestellten.
- Art. 25. Die Amtsdauer der in Art. 12, Ziffern 1 bis 4, genannten Funktionäre und der im Dekret als solche bezeichneten Beamten beträgt 4 Jahre.
- Art. 26. Der Bankpräsident, die Mitglieder des Bankrates und der Filialkomitees, sowie die Beamten und Angestellten der Kantonalbank sind für ihre Amtsverrichtungen verantwortlich.

Sie sind verpflichtet, über die geschäftlichen Beziehungen der Kantonalbank zu ihren Kunden und über deren persönliche und geschäftliche Verhältnisse strenge Verschwiegenheit zu bewahren.

Art. 27. Die Beamten und Angestellten der Kantonalbank dürfen ohne Einwilligung des Bankrates keine Nebengeschäfte betreiben.

Spekulationsgeschäfte aller Art, sowie der gewerbsmässige An- und Verkauf von Wertpapieren sind ihnen untersagt.

IV. Rechnung.

Art. 28-31.

Könitzer, Finanzdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. In diesem Abschnitt ist die Bestimmung neu, wonach eine Reserve von $20\,^{\rm o}/_{\rm o}$ des Dotationskapitals geschaffen werden soll. Gegenwärtig haben wir bloss eine Reserve von 1 Million, was unbedingt zu wenig ist. Die Reserven sind ein stilles Kapital, das ohne Zins arbeitet. Die Grossbanken haben insbesondere grosse Reserven, die sie nicht zu verzinsen brauchen, was sehr viel für die Prosperität deren Unternehmen ausmacht.

Ferner ist neu die Bestimmung, dass eine Alters-, Invaliden-, Witwen- und Waisenkasse der Beamten geschaffen werden soll. Zu diesem Zwecke sollen Gelder geäufnet werden. Wir haben uns bei der Beratung des letzten Geschäftsberichtes schon gefragt, ob wir nicht einen solchen Fonds anlegen sollen. Wir haben so viele Reserven angelegt,, dass es uns ein kleines sein wird, im nächsten Jahre einen grösseren Posten dafür in Reserve zu stellen. Ohne Revision des Gesetzes ist die Errichtung einer solchen Kasse ausgeschlossen. Immerhin ist die Versicherung so gedacht, dass sie sich der zu gründenden Versicherung der Staatsbeamten und Angestellten anschliesst oder in derselben aufgeht.

Kindlimann, Präsident der Kommission. Bezüglich dieses Abschnittes ist zu bemerken, dass die Rechnungsstellung der Kantonalbank nunmehr vor dem 15. April stattfinden soll. Das ist notwendig wegen des grösseren Geschäftsumfanges.

Ich habe schon das letzte Mal darauf hingewiesen, dass das Verhältnis der Reserven zum eigenen Kapital ein durchaus ungenügendes ist, dass unsere Kantonalbank in dieser Beziehung in der Reihe der Kantonalbanken den vorletzten Rang einnimmt, indem die Reserven nur $9,3\,^0/_0$ betragen, während der Durchschnitt der Kantonalbanken $26\,^0/_0$ ist. Dieses Verhältnis muss absolut geändert werden. Wir haben gegenwärtig einen Reservefonds von $1,862,000\,\mathrm{Fr.}$ Er wird im Jahre 1913 wesentlich grösser sein. Das ist aber ungesetzlich, solange das alte Gesetz noch besteht. Es ist nun vorgesehen, dass zuerst das Grundkapital verzinst werden soll mit $40/_0$ und dass der Regierungsrat bestimmt, welcher Prozentsatz des Ueberschusses in die Reserve gelegt werden soll. Es soll diese Reserve geäufnet werden können, bis sie $20\,^0/_0$ des Grundkapitals erreicht. Das ist eine durchaus unanfechtbare Bestimmung.

Angenommen.

Beschluss:

Art. 28. Die Rechnung der Kantonalbank wird jeweilen auf den 31. Dezember abgeschlossen.

Sie soll vom Bankrat begutachtet, dem Regierungsrat mit dem Geschäftsberichte vor dem 15. April vorgelegt werden.

Art. 29. Der Ertrag der Kantonalbank wird wie folgt verwendet: Zunächst ist das Grundkapital dem Staat mit $4\,^0/_0$ zu verzinsen. Vom Ueberschuss ist eine vom Regierungsrat festzusetzende Quote von 20 bis $40\,^0/_0$ der Reserve zu überweisen.

Der übrig bleibende Reinertrag fällt vollständig in die Staatskasse.

Art. 30. Die Reserve wird geäufnet, bis sie 20.0/0 des Grundkapitals erreicht hat.

Sie dient zur Ausgleichung der Jahresergebnisse und zur Vermehrung der Betriebsmittel.

Art. 31. Sobald der Staat für seine Beamten und Angestellten eine Alters-, Invaliden-, Witwen- oder Waisenkasse schafft oder zu diesem Zweck Gelder äufnet, so wird die Kantonalbank für ihre Beamten und Angestellten Massnahmen treffen für die Vorbereitung und den Anschluss an die kantonale Kasse.

V. Schluss- und Uebergangsbestimmungen.

Art. 32-35.

Angenommen.

Beschluss:

Art. 32. Die Kantonalbank ist sowohl gegenüber dem Staate, wie gegenüber den Gemeinden von der Einkommensteuer befreit.

Art. 33. Die Erhöhung des Grundkapitals auf 30 Millionen Franken wird binnen 3 Jahren nach Inkrafttreten des Gesetzes erfolgen.

Der Grosse Rat ist ermächtigt, die Anleihensverträge endgültig zu genehmigen, mit denen die für die Erhöhungen des Grundkapitals nötigen Gelder beschafft werden.

Art. 34. Durch Dekret des Grossen Rates werden geordnet die Entschädigung der Mitglieder des Bankrates, die Besoldung des Bankpräsidenten, die Festsetzung der Besoldungsgrenzen für die Beamten und Angestellten der Kantonalbank, und ihre Pflicht zur Sicherheitsleistung.

Art. 35. Dieses Gesetz tritt nach seiner Annahme durch das Volk in Kraft.

Durch sein Inkrafttreten wird das Gesetz über die Kantonalbank vom 1. Mai 1898 aufgehoben.

Titel und Ingress.

Angenommen.

Beschluss:

Gesetz über die Kantonalbank.

Der Grosse Rat des Kantons Bern, auf den Antrag des Regierungsrates, beschliesst:

Schlussabstimmung.

Für Annahme des Gesetzentwurfs . . . Mehrheit.

Gesetz

betreffend

den örtlichen Geltungsbereich des bernischen Strafgesetzbuches.

Zweite Beratung.

(Siehe Nr. 2 der Beilagen; die Verhandlungen der ersten Beratung finden sich Seite 631 ff. des letzten Jahrgangs abgedruckt.)

Eintretensfrage.

Tschumi, Polizeidirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Zur Eintretensfrage kann ich mich ausserordentlich kurz fassen. Materiell ist nämlich das Ergebnis, wie es aus den Verhandlungen der ersten Beratung hervorgegangen ist, nicht abgeändert worden. Die Abänderungsanträge, die Sie in der gedruckten Vorlage finden, sind entweder kleine Veränderungen in der Anlage des Stoffes oder redak

tionelle Aenderungen. Soweit ich das beurteilen kann, ist dieses kleine Gesetzlein, das sich als durchaus notwendig erwiesen hat, von der Juristenwelt im allgemeinen gut aufgenommen worden. Es ist dazu einzige Eingabe eingelangt; sie stammt von Fürsprecher Otto Müller in Langenthal und zielt ab auf Revision des Art. 368 des Strafverfahrens. Ueber diese Eingabe werden wir berichten, wenn die Vorlage die Beratung passiert hat.

Morgenthaler, Präsident der Kommission. In Bestätigung des vom Polizeidirektor Gesagten kann ich erklären, dass die vorliegenden Aenderungen rein redaktioneller Natur sind. Bei der ersten Beratung wurde die Diskussion nicht stark benützt, sondern meistens nur kurze Anfragen gestellt. Die Antwort

auf diese wird heute erfolgen.

Auch in der Oeffentlichkeit hat das Gesetz kein grosses Aufsehen gemacht, was begreiflich ist, weil durch dasselbe einfach verschiedene Erlasse zusammengefasst werden, die alle das Gebiet des interkantonalen und internationalen Strafrechts beschlagen. Ich bin durchaus damit einverstanden, dass man mit der Eingabe Müller so verfährt, wie der Herr Polizeidirektor vorgeschlagen hat.

Das Eintreten wird stillschweigend beschlossen.

Art. 1.

Tschumi, Polizeidirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Der Art. 1 der neuen Vorlage besteht aus dem ersten Abschnitt des Resultates der ersten Beratung und aus dem ersten und zweiten Abschnitt des Art. 9 derselben. Das ist lediglich eine andere Anordnung des Stoffes, durch welche wir erreichen, dass das Alinea 3 des welche wir erreichen, dass alten Art. 9 fallen kann. Denn bei Anordnung ist es ohne weiteres klar, dass das, was in Al. 2 und 3 des neuen Art. 1 gesagt ist, Rechtsnorm ist sowohl im innerkantonalen, als auch im interkantonalen und im internationalen Rechtsverkehr. Ich empfehle die Fassung des Art. 1.

Morgenthaler, Präsident der Kommission. Ich möchte mich dieser Erklärung anschliessen. Meiner Meinung nach bedeutet diese systematische Anordnung des Textes eine Verbesserung. Der Art. 1 handelt vom Tatort, bezw. von der Strafkompetenz in territorrialer Beziehung, die den bernischen Gerichten zusteht. Da schliesst sich offenbar die Bestimmung von Art. 9 über den Tatort und über den Versuch logisch und systematisch am besten an das erste Alinea von Art. 1 an. Damit ist dieser Abschnitt endgültig erledigt und es tritt auch die Konsequenz ein, auf die der Herr Polizeidirektor aufmerksam gemacht hat, dass man nicht mehr das Schlussalinea des Art. 9 beanstanden kann mit der Begründung, es sei überflüssig, indem dann selbstverständlich dieser Art. 1 allgemeine Geltung hat für alle nachfolgenden Bestimmungen.

Rudolf. Ich habe mir in der ersten Beratung erlaubt, eine Frage zu stellen, die dahin ging, wie sich der letzte Satz von Art. 1 zum zweiten Absatz von

Art. 8 verhalte, in dem vorgesehen ist, dass der Kanton Bern nur mit Zustimmung des Angeschuldigten auf die Ausübung der Gerichtsbarkeit verzichten kann. Im letzten Satz von Art. 1 ist aber gesagt, dass das Verfahren an dem Ort durchgeführt werden muss, wo es zuerst in gesetzlicher Form eröffnet wurde. Wenn die Sache sich nun so macht, dass der Kanton Bern die Zustimmung des Angeschuldigten nicht bekommt, aber nach dem letzten Satz selbst das Verfahren durchführen muss, wie verhält es sich dann? Ich möchte die vorberatenden Behörden um Auskunft darüber ersuchen.

Tschumi, Polizeidirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Die Frage des Herrn Grossrat Rudolf kann dahin beantwortet werden, dass das, was er aufgreift, in Art. 8 der alten Fassung steht. Der zweite Absatz dieses Artikels heisst: «Der Kanton Bern darf nur mit Zustimmung des oder der Angeschuldigten auf die Ausübung seiner Gerichtsbarkeit verzichten.» Dieser zweite Absatz bezieht sich augenscheinlich auf den ersten Absatz dieses Art. 8, nach welchem der Regierungsrat mit andern Kantonen vereinbaren kann, dass gleiche oder ähnliche Delikte, die teils im Kanton Bern, teils in andern Kantonen begangen worden sind, einer einheitlichen Beurteilung in einem dieser Kantone unterstellt werden. In diesem Falle, wenn eine solche Vereinbarung besteht, ist es notwendig, dass der betreffende Angeklagte seine Zustimmung zu einem solchen Vorgehen gemäss dieser Vereinbarung gibt. Irgend eine Diskrepanz mit einem andern Artikel besteht also nicht.

Morgenthaler, Präsident der Kommission. erster Linie ist zu sagen, dass die Bestimmung in Abs. 2 des Art. 8 sich nur bezieht auf die Fälle, die im Art. 8 geordnet sind. Dort handelt es sich um den Fall der Konkurrenz von Delikten. Wenn mehrere Delikttatbestände zusammen kollidieren, die gemäss Vereinbarung von den Behörden eines Kantons zur Behandlung übernommen werden, so trifft diese Bestimmung des Art. 8 zu, während das Schlussalinea von Art. 9 sich auf die Konkurrenz der Tatorte bezieht. Wenn verschiedene Orte in Frage kommen, so wird dieser Fall durch Art. 9 geregelt und insofern ist diese Kollision, die sich auf den ersten Blick allerdings scheinbar herausstellt, tatsächlich nicht vor-

Angenommen.

Beschluss:

Art. 1. Der Beurteilung nach den Strafgesetzen des Kantons Bern unterliegen alle im Kanton Bern begangenen strafbaren Handlungen.

Der Täter begeht die strafbare Handlung da, wo er sie ausführt, und da, wo der Erfolg eingetreten ist. Er begeht den Versuch da, wo er ihn ausführt, und da, wo nach seiner Absicht der Erfolg hätte eintreten sollen.

In keinem Fall dürfen für das gleiche Vergehen gleichzeitig mehrere strafrechtliche Verfolgungen eintreten. Das Verfahren ist an dem Orte durchzuführen, wo es zuerst in gesetzlicher

Form eröffnet wurde.

Art. 2.

Tschumi, Polizeidirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Art. 2 besteht aus den Abschnitten und 3 des ursprünglichen Art. 1. Eine materielle Abänderung tritt nicht ein.

Angenommen.

Beschluss:

Art. 2. Wurde der Täter auf Ersuchen der bernischen Staatsbehörden oder auf Antrag des Verletzten in einem andern Kanton oder im Auslande verfolgt und ist, im Falle der Verurteilung, die Strafe vollzogen worden, so wird er wegen dieser Straftat im Kanton Bern nicht mehr bestraft.

In allen andern Fällen wird dem Täter die Strafe, die er ausserhalb des Kantons Bern wegen einer solchen Handlung erlitten hat, angerechnet.

Art. 3.

Tschumi, Polizeidirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Dieser Art. 3 ist der frühere Art. 2 ohne jede Abänderung.

Angenommen.

Beschluss:

Art. 3. Der Beurteilung nach den Strafgesetzen des Kantons Bern unterliegen die folgenden strafbaren Handlungen, auch wenn sie ausserhalb des Kantons Bern begangen worden sind:
1. Verbrechen und Vergehen gegen die Sicher-

heit des Staates Bern (Art. 67-70 St. G. B.);

2. Fälschung öffentlicher Siegel und Stempel (Art. 104 St. G. B.);

3. Nachmachung oder Verfälschung von schweizerischen oder fremden Münzen, welche in der Schweiz gesetzliche Geltung haben (Art. 101 St. G. B.);

4. Nachmachung oder Verfälschung einer öffentlichen Urkunde, deren Ausstellung einer bernischen Behörde oder einem bernischen Beamten oder Notar zukommt (Art. 106, Art. 107, Art. 111, Ziff. 1, 2, 5 und 6, St. G. B.);

Gewerbsmässige Kuppelei (Art. 168, Abs. 2,

Die Strafverfolgung findet nur statt, wenn der Täter im Kanton Bern betreten oder an den

Kanton Bern ausgeliefert wird.

Eine in einem andern Kanton oder im Auslande wegen einer solchen Handlung vollzogene Strafe ist auf die nach dem bernischen Strafgesetze zu erkennende Strafe in Anrechnung zu bringen.

Art. 4.

Tschumi, Polizeidirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Dieser Artikel ist der frühere Art. 3 ohne Abänderung.

Angenommen.

Beschluss:

Art. 4. Wer ausserhalb der Schweiz gegen einen Schweizer eine strafbare Handlung begeht, die von einem bernischen Strafgesetze mit Zuchthaus, Korrektionshaus oder mit Gefängnis von mehr als 60 Tagen bedroht wird, ist nach bernischem Gesetze strafbar, wenn er im Kanton Bern betreten und nicht an das Ausland ausgeliefert wird oder wenn er wegen dieser Handlung dem Kanton Bern ausgeliefert wird.

Falls die Handlung nicht mit Zuchthaus bedroht ist, findet die Strafverfolgung nur auf Antrag des Verletzten oder seiner Rechtsnachfolger

statt.

Die Strafverfolgung unterbleibt, wenn der Täter wegen derselben Handlung bereits im Ausland beurteilt worden und wenn, im Verurteilungsfalle, die Strafe durch Vollzug, Verjährung oder Straferlass getilgt ist.

Eine teilweise verbüsste Strafe wird dem

Täter angerechnet.

Die Strafverfolgung unterbleibt ferner dann, wenn die in einem zivilisierten Staate begangene Handlung nach dortigem Gesetze straflos ist.

Art. 5.

Tschumi, Polizeidirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Der Art. 5 entspricht inhaltlich dem Art. 4 der ersten Lesung. Bei der ersten Beratung hat Herr Grossrat Rudolf zunächst eine Anfrage gestellt und sodann einen Wunsch ausgesprochen. Die Anfrage ging dahin, ob nicht bei der Aufzählung der im Auslieferungsverfahren massgebenden Instanzen statt «Regierung» zu setzen sei «zuständige Behörde». Er war der Ansicht, dass im Auslieferungsverfahren unter Umständen auch ein höheres Gericht in Frage kommen könnte. Der Wunsch ging dahin, es möchte durch eine andere Redaktion erreicht werden, dass die Anhäufung von «dass» wegfiele.

Was zunächst die Anfrage anbelangt, so kann ich nur wiederholen, was ich schon bei der ersten Beratung gesagt habe, dass beim Auslieferungsverfahren Gerichtsbehörden nicht in Betracht kommen. Auch das Auslieferungsgesetz vom Jahre 1852 spricht nirgends von Gerichtsbehörden als Auslieferungsinstanzen, sondern ausschliesslich von Regierungen. Die Anfrage des Herrn Rudolf kann also dahin beantwortet werden, dass ihr eine weitere Folge nicht zu geben ist.

Anders steht es mit dem Wunsche des Herrn Rudolf bezüglich der Redaktion. Hier sehen Sie, dass man die häufige Widerholung des Wortes «dass» weggebracht hat, indem man den neuen Artikel etwas anders einleitet. Eine materielle Aenderung liegt dabei nicht vor.

Angenommen.

Beschluss:

Art. 5. Wird ein Bürger des Kantons Bern oder jemand, der im Kanton Bern das Recht der Niederlassung oder des dauernden Aufenthaltes besitzt, in einem andern Schweizer Kantone strafrechtlich verfolgt, so ist dessen Verfolgung und Beurteilung nach bernischen Strafgesetzen durch die bernischen Gerichte zu übernehmen, wenn folgende Voraussetzungen zutreffen:

 die Regierung des Kantons, in dem die Strafverfolgung angehoben ist, den Regierungsrat des Kantons Bern um die Auslieferung des Angeschuldigten oder die Uebernahme seiner Strafverfolgung durch die bernischen Gerichte ersucht und der Regierungsrat sich für das letztere entscheidet;

2. die zu verfolgende Handlung sowohl nach den Strafgesetzen des Kantons Bern als nach

denen des Tatortes strafbar ist;

3. und die zu verfolgende Handlung in Art. 2 des B. G. vom 24. Juli 1852 oder in einer mit dem Strafverfolgungskanton abgeschlossenen Uebereinkunft über die Stellung von Fehlbaren in Straffällen vorgesehen ist.

Ist die zu verfolgende Handlung nach dem bernischen Strafrechte ein Antragsdelikt, so bedarf es überdies eines Strafantrages des Ver-

letzten.

Art. 6.

Tschumi, Polizeidirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Art. 6 ist inhaltlich der Art. 5 der Natürlich hat nun auch in Art. 6 ersten Lesung. die gleiche redaktionelle Abänderung platzgreifen müssen, wie sie in Art. 5 gewählt worden ist. Darüber hinaus hat Herr Grossrat Rudolf bei der ersten Lesung eine Anfrage gestellt mit bezug auf die Fassung des letzten Alineas. Dazu ist folgendes zu bemerken. Es handelt sich nicht darum, ob ein Schweizer auszuliefern sei oder nicht — ein Schweizer kann überhaupt nicht ans Ausland ausgeliefert werden - sondern nur darum, die Schwere eines Deliktes zu bezeichnen. In diesem Falle stehen diejenigen Delikte in Frage, die die Auslieferung bedingen, wenn der Strafbare ein Ausländer ist. Dieser Abschnitt muss beibehalten werden.

Angenommen.

Beschluss:

Art. 6. Wird ein Bürger des Kantons Bern oder ein Schweizer, dessen letzter Wohnsitz im Kanton Bern ist oder war, in einem fremden Staate strafrechtlich verfolgt und im Kanton Bern ergriffen oder ihm zugeführt, so ist dessen Verfolgung und Beurteilung nach bernischem Strafgesetz durch die bernischen Gerichte zu übernehmen, wenn folgende Voraussetzungen zutreffen:

 die Regierung des verfolgenden Staates den bernischen Regierungsrat direkt oder durch Vermittlung des Bundesrates darum ersucht;

 die zu verfolgende Handlung sowohl nach den Strafgesetzen des Kantons Bern als nach denen des Tatortes strafbar ist;

 und die zu verfolgende Handlung eine solche ist, für die nach schweizerischem Recht und den getroffenen internationalen Vereinbarungen zufolge die Auslieferung bewilligt werden müsste.

Ist die zu verfolgende Handlung nach dem bernischen Strafrechte ein Antragsdelikt, so bedarf es überdies eines Strafantrages des Verletzten.

Art. 7.

Tschumi, Polizeidirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Hier hat nur eine andere Numerierung stattgefunden.

Angenommen.

Beschluss:

Art. 7. In den Fällen der Art. 3, 4, 5 und 6 bezeichnet die erste Strafkammer des Obergerichts den zuständigen Untersuchungsrichter und das zuständige Gericht.

Art. 8.

Tschumi, Polizeidirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Art. 8 ist der frühere Art. 7 in einer etwas andern und in der Tat eleganteren Fassung. Herr Grossrat Rudolf hat hier angefragt, ob nicht das letzte Alinea gestrichen werden könnte. Das ist unmöglich, da sonst Zweifel aufkommen könnten, ob nicht das Strafgesetz des Tatortes in Anwendung kommen müsse.

Angenommen.

Beschluss:

Art. 8. Für das Verfahren vor den bernischen Gerichten in den in diesem Gesetze genannten Fällen ist die bernische Strafprozessgesetzgebung massgebend, namentlich auch für die Frage, ob der Verfolgte zu verhaften und in Haft zu belassen sei.

Bei der Beurteilung des Falles sind die einschlägigen Bestimmungen des bernischen oder eidgenössischen Strafrechts anzuwenden.

Art. 9.

Tschumi, Polizeidirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Auch hier ist lediglich eine andere und etwas bessere Redaktion gewählt worden; inhaltlich hat sich nichts geändert.

Angenommen.

Beschluss:

Art. 9. Der Regierungsrat kann mit andern Kantonen vereinbaren, dass gleiche oder ähnliche Delikte, die teils im Kanton Bern, teils in andern Kantonen begangen worden sind, einer einheitlichen Beurteilung in einem dieser Kantone unterstellt werden.

Der Kanton Bern darf nur mit Zustimmung des oder der Angeschuldigten auf die Ausübung seiner Gerichtsbarkeit verzichten.

Art. 10.

Tschumi, Polizeidirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Der Art. 9 der ersten Lesung ist weggefallen und wir haben es hier mit dem Art. 10 der ersten Lesung zu tun. Es ist nach der Fassung des Art. 1 möglich, dass dieser oder jener Artikel des Strafgesetzes oder Strafverfahrens durch das Gesetz berührt wird. Deshalb hat beigefügt werden müssen: «sowie überhaupt alle mit ihm in Widerspruch stehenden Bestimmungen des Strafgesetzbuches und der Strafprozessordnung.»

Angenommen.

Beschluss:

Art. 10. Dieses Gesetz tritt mit seiner Annahme durch das Volk in Kraft.

Es hebt auf und ersetzt den Art. 3 des Strafgesetzbuches und den Art. 9 des Einführungsgesetzes dazu, vom 30. Januar 1866; die Art. 12-15 und Art. 23 des Gesetzbuches über das Verfahren in Strafsachen, vom 29. Juni 1854, sowie überhaupt alle mit ihm im Widerspruch stehenden Bestimmungen des Strafgesetzbuches und der Strafprozessordnung.

Tschumi, Polizeidirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Nun käme die Eingabe des Herrn Fürsprecher Otto Müller in Langenthal. Da diese Eingabe an die grossrätliche Kommission gerichtet worden ist, möchte ich es deren Präsidenten überlassen, ihren Inhalt zu entwickeln.

Morgenthaler, Präsident der Kommission. Es ist der Kommission eine Eingabe des Herrn Fürsprecher Otto Müller in Langenthal, unterstützt vom Vorstand des Vereins bernischer Bezirksbeamter, zugegangen. Sie tendiert dahin, dass bei Anlass dieser Gesetzesberatung auch eine kleine Revision des Art. 368, speziell Al. 2, des Strafverfahrens mitgenommen werde, weil diese sehr dringlicher Natur sei und sich hier scheinbar äusserlich ein Anlass biete, einem offenkundigen Uebelstand abzuhelfen.

Die vorberatenden Behörden haben die Eingabe reiflich geprüft. Sie beschlägt eine Frage, die von aktueller Bedeutung ist. Man wäre gerne entgegengekommen, wenn sich nicht bei näherer Prüfung ergeben hätte, dass man nicht darauf eintreten kann. Mit Rücksicht auf die relative Wichtigkeit dieser Sache und um namentlich denjenigen, die ihre Arbeit an diese Eingabe gewendet und damit ihr Interesse für diese Seite der Gesetzgebung bekundet haben, die entsprechende Ehre anzutun, ist es wohl nötig, Ihnen kurz zu sagen, worum es sich handelt.

Die Eingabe begründet die Forderung der Revision des Art. 368, Abs. 2, des Strafverfahrens damit, dass sie zunächst sagt, nachdem man nun im vorliegenden Entwurf verschiedene Bestimmungen des materiellen und formellen Strafrechtes abändere und neu fasse, sei die Gelegenheit zu benützen, um einen Uebelstand zu heben, der sich bei der Anwendung des zitierten Artikels in der Praxis arg fühlbar mache. Es wird ausgeführt, dass nach den Bestimmungen unseres Strafprozesses der Verletzte, der Strafkläger, zum

Strafverfahren gar nichts sagen könne, wenn er sich nicht als Zivilpartei stelle und Entschädigungsansprüche geltend mache. Das habe die üble Konsequenz, dass bei Antragsdelikten, namentlich bei Ehrverletzungen von geringer Bedeutung, der Kläger eigentlich gar nicht vertreten sei, indem die Staatsanwaltschaft sich der Strafklage nicht annimmt und nicht annehmen kann, weil sie durch grössere Aufgaben absorbiert wird. Damit sieht sich der Verletzte vor die Alternative gestellt, sich entweder als Zivilpartei zu stellen oder aber darauf zu verzichten. Im letzteren Falle muss es der Verteidigung und der amtlichen Wahrung seiner Interessen überlassen, dass diese Interessen zur Anerkennung gebracht werden. Wenn er sich aber als Zivilpartei stellt, tritt die Konsequenz des Art. 368, Abs. 2, ein, die nach der Auffassung der Eingabe verlangt, dass, wenn die Zivilpartei mit ihren Entschädigungsansprüchen abgewiesen wird, sie nicht nur in allen Fällen zur Bezahlung der sämtlichen Gerichtskosten, sondern auch der sämtlichen Parteikosten des Angeschuldigten verurteilt werde. Das führe zu Unbilligkeiten, namentlich in dem Falle, wo eine Verurteilung des Angeklagten im Strafpunkte, dagegen eine Abweisung der

Zivilpartei stattfinde.

So die Darstellung der Eingabe. Ob sie richtig ist, werden wir später sehen. Und nun wird im weiteren ausgeführt, dass diese etwas unglückliche Bestimmung unseres Strafprozesses dazu geführt habe, dass materielles Recht verletzt werde und dass namentlich die Anwendung des eidgenössischen Rechtes nicht so stattfinde, wie es der eigentlichen Absicht des eidgenössischen Gesetzgebers entspreche. Dies sei namentlich der Fall in Ehrverletzungsprozessen, wo kein materieller Schaden entstanden ist, wo nur Genugtuungsansprüche im Sinne des Art. 55 des alten und Art. 49 des neuen O. R. geltend gemacht werden. Schon das alte O. R. hat in seinem Art. 55 folgendes bestimmt: «Ist jemand durch andere unerlaubte Handlungen in seinen persönlichen Verhältnissen ernstlich verletzt worden, so kann der Richter auch ohne Nachweis eines Vermögensschadens auf eine angemessene Geldsumme erkennen.» Da wird nun ausgeführt, dass diese Bestimmung dazu geführt habe, dass der Zivilpartei fast in jedem Falle eine angemessene Geldsumme zugesprochen worden sei, ganz abgesehen davon, ob das Requisit der ernstlichen Verletzung der persönlichen Verhältnisse vorhanden gewesen sei, und zwar deshalb, weil es dem Richter gegen sein Rechtsempfinden ging, die Zivilpartei abzuweisen, mit Rücksicht auf die Konsequenz des Art. 368 des Strafverfahrens, weil in diesem Fall gleichwohl die Zivilpartei hätte abgewiesen und zu den Kosten verurteilt werden müssen. Um das nicht tun zu müssen, hat sich die Praxis eingebürgert, dass in der Regel eine kleine Geldsumme zugesprochen worden ist, ja dass sehr oft nur 1 Fr. verlangt und zugesprochen wurde, nur um nicht die Zivilpartei abweisen und zu den Kosten verurteilen zu müssen.

Es wird ausgeführt, dass sich dieses Missverhältnis noch verschärft habe angesichts der neuen Fassung des Art. 55 O. R., indem in Art. 49 des neuen O. R. gesagt werde: «Wer in seinen persönlichen Verhältnissen verletzt wird, hat bei Verschulden Anspruch auf Ersatz des Schadens und, wo die besondere Schwere der Verletzung und des Verschuldens es rechtfertigt, Anspruch auf Leistung einer Geldsumme als Genugtuung.» Damit hat der eidgenössische Gesetzgeber dieser Tendenz, die in verschiedenen Kantonen in Erscheinung getreten ist, auch in Ehrverletzungssachen eine Geldsumme als Genugtuung zu sprechen, entgegentreten wollen und verlangt, dass die besondere Schwere der Verletzung und des Verschuldens dies rechtfertige. Er hat damit die bernische Praxis speziell einschränken wollen.

Nun wird in der Eingabe mit Recht ausgeführt, dass in diesem Falle der bernische Zivilkläger in Ehrverletzungsfällen noch in eine viel schlimmere Situation komme, dass er in der Regel abgewiesen werden müsse, oder dass dann die Wiederhandlung des bernischen Richters gegen den Sinn und Geist der eidgenössischen Gesetzgebung noch in flagranterer Weise

zum Ausdruck kommen müsse.

Um nun aus dieser Zwickmühle herauszukommen, schlägt die Eingabe eine andere Fassung des Art. 368 des Strafverfahrens vor. Sie möchte sagen: Der zweite Absatz von Art. 368 wird abgeändert wie folgt: «Unterliegt die Zivilpartei, so urteilt der Richter über die Tragung der Staats- und Parteikosten nach freiem Ermessen.» Es fragt sich, ob dieser Auffassung beigepflichtet werden kann. Die vorberatenden Behörden sind übereinstimmend dazu gekommen, diese

Frage aus folgenden Gründen zu verneinen.

Erstens geht die ganze Eingabe von einer ganz unrichtigen Voraussetzung aus, wenn sie sagt, dass die Zivilpartei in jedem Falle, wo sie abgewiesen worden sei, zu sämtlichen Kosten des Verfahrens verurteilt werde. Die Regel ist vielmehr die, dass, wenn die Zivilpartei im Strafpunkt unterliegt, also der Angeklagte freigesprochen, aber gleichwohl die Zivilklage zugesprochen wird, die Staatskosten dem Staat und nur die Zivilinterventionskosten dem Beklagten auferlegt werden. Wenn Freispruch erfolgt in Verbindung mit Abweisung der Zivilklage, wird die Zivilpartei zu sämtlichen Kosten verurteilt, wie das nur in der Ordnung ist. Im umgekehrten Falle, wenn eine Verurteilung des Angeklagten erfolgt und zugleich eine Gutheissung der Zivilklage, wird selbstverständlich, der Angeklagte zu sämtlichen Kosten verurteilt. Erfolgt eine Verurteilung nur im Strafpunkte und eine Abweisung der Zivilklage, dann allerdings kann der Fall eintreten, den die Eingabe im Auge hat, dass nämlich der verurteilte Angeklagte Kostenansprüche gegenüber der Zivilpartei geltend machen kann. Das ist in der Tat ein Zustand, der gegen das Rechts-empfinden verstösst. Allein wir halten dafür, dass mit Rücksicht darauf, dass der allgemeine Satz an der Spitze dieser Eingabe unrichtig ist und aus diesem Satz unrichtige Konsequenzen gezogen worden sind, wenn man im Sinne der Eingabe die Revision vornehmen wollte, man diese Revision einschränken müsste auf diejenigen Fälle, wo aus Art. 49 O. R. geklagt wird. Auch das hätte seine schlimmen Konsequenzen, einmal weil, wenn man anfängt, den Strafprozess und das Strafverfahren zu revidieren, kein Ende abzusehen ist, indem eine ganze Menge von Fragen ihrer Lösung harren, die ebenso dringend sind.

Ferner ist zu sagen, dass der Willkür des Richters ein zu grosser Spielraum eröffnet würde, namentlich dann, wenn man diese Bestimmung so allgemein halten würde, wie es in der Eingabe verlangt wird. Endlich soll bemerkt werden, dass diese Bestimmung überhaupt nicht in dieses Gelegenheitsgesetz gehört, das einige Bestimmungen des interkantonalen und internationalen Strafrechts und Strafverfahrens zusammenfasst. In diesen ganzen Zusammenhang hinein passt diese Revision eines einzelnen Punktes des Strafverfahrens nicht. Formell würde sich die Sache unschön machen und es ergibt sich, dass man den Titel ändern müsste. Es würde ein Fremdkörper eingeführt, der gänzlich ausserhalb dieses Gesetzes bleiben sollte.

Endlich ist zu sagen, dass wir hoffentlich bald zu einer Revision des gesamten Strafprozesses kommen. Der Entwurf liegt bereits vor und er trägt dem Bedenken der Eingabe in glücklicher Weise Rechnung, indem er eine systematische Aenderung des bernischen Strafverfahrens einführt und nicht mehr auf dem Standpunkt steht, dass der verletzte Strafkläger nichts zum ganzen Handel zu sagen hat, wenn er nicht Entschädigungsansprüche stellt, sondern der Kläger kann ohnedies als Partei auftreten und Parteirechte ausüben, ohne riskieren zu müssen, unter Umständen zu den Kosten der Gegenpartei verurteilt zu werden, selbst wenn diese verurteilt wird.

Wir halten also dafür, dass auch der Zeitpunkt nicht geeignet sei, vor der Anhandnahme der Revision des Strafprozesses diese kleine Partialrevision eintreten zu lassen. Auch die Instanzen, die begrüsst worden sind, sind gleicher Meinung. Ich kann nur feststellen, dass zugleich eine Eingabe an die Erste Strafkammer gemacht worden ist und dass diese es abgelehnt hat, sich offiziell dazu zu äussern. Dagegen ist mir aus zuverlässiger Quelle bekannt, dass die Erste Strafkammer durchaus die Auffassung ihrer vorberatenden Behörden teilt. Andere Autoritäten haben sich im gleichen Sinne ausgesprochen.

Wir beantragen also, es sei der Eingabe keine weitere Folge zu geben, sondern es sei das Gesetz, wie es aus unseren Beratungen hervorgegangen ist,

auch in zweiter Lesung anzunehmen.

Tschumi, Polizeidirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Um dieser Eingabe doch die nötige Würdigung zuteil werden zu lassen, habe ich sie an Herrn Professor Dr. Thormann, Strafrechtslehrer an der Universität, zur Begutachtung übermittelt. Ich kann sagen, dass die Ansicht, die der Herr Kommissionspräsident entwickelt hat, im grossen und ganzen mit der Ansicht des Gutachtens übereinstimmt. Dieses Gutachten schliesst mit aller Entschiedenheit dahin, es solle der Eingabe keine Folge gegeben werden. Nur eine unabhängige Privatklage garantiere dem Kläger diejenigen Rechte, die ihm durch die Müllersche Eingabe verschafft werden sollen. Diese Lösung sei vorgesehen im Art. 37 der neuen Strafprozessordnung. Deshalb sei hier in dieses Gesetzlein, in das diese Materie nicht gehöre, über den Art. 368 nichts aufzunehmen, weil ein solcher «Flick» auf das Gesetz die Totalrevision in keiner Weise überflüssig machen würde.

Eventuell proponiert Herr Professor Dr. Thormann eine eingeschränktere Fassung mit folgendem Wortlaut: «Unterliegt die Zivilpartei in Fällen, in denen sie ihren Anspruch auf Art. 49 O. R. gründet, so urteilt der Richter über die Frage der Staatskosten nach freiem Ermessen». Aber das wäre auch keine Lösung dessen, was wir bei einer Revision wirklich lösen sollten. Herr Professor Thormann kommt also zum Schluss, man sollte diese Eingabe als unschön und gefährlich im Gesetz nicht berücksichtigen.

Titel und Ingress.

Angenommen.

Beschluss:

Gesetz

betreffend den

örtlichen Geltungsbereich des bernischen Strafgesetzbuches.

Der Grosse Rat des Kantons Bern, auf den Antrag des Regierungsrates, beschliesst:

Schlussabstimmung.

Für Annahme des Gesetzentwurfs . . . Mehrheit.

Beschwerde Rolli.

Tschumi, Polizeidirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Ich will Ihnen kurz sagen, um was es sich hier handelt. Diese sogenannte Beschwerde ist in Wirklichkeit gar keine Beschwerde, sondern ein ganz eigenartiges Gesuch an den Grossen Rat. Dieses Gesuch geht dahin, der Grosse Rat möchte in einem Dokument dem Petenten die Unterlagen schaffen, die dann nachher die Revision eines Prozesses begründen könnten, den er im Jahre 1895 gehabt hat.

Zuerst muss ich Ihnen den Mann etwas vorstellen. Johann Franz Rolli, des Christian, von Belpberg, geboren 1848, war Postkondukteur in Genf und hat sich in dieser Stellung bemerkbar gemacht durch Verleumdung seiner Arbeitskameraden, weswegen er aus seiner Stellung entlassen wurde. Die Folge dieser Entlassung war, dass er einen ganz ungeheuren Hass auf den Postdirektor Bovet warf, dem er die Schuld an der Entlassung beimass; allerdings zu Unrecht. Er hat ihn verleumdet und ist verurteilt worden. Aber auch nach dem Urteil haben die Verleumdungen nicht aufgehört, sondern Rolli hat durch Maueranschlag in Genf den Postdirektor weiter verleumdet und ihn als Helfershelfer einer Schmugglerbande bezeich-Nach einer erneuten Untersuchung fand das Gericht es für nötig, ein Gutachten einzuholen über den Geisteszustand des Rolli. Das Gutachten von Professor Dr. Weber, Direktor der Genfer Irrenanstalt, gelangte zum Schluss, Rolli sei geisteskrank. Er wurde zunächst in der Genfer Irrenanstalt interniert. Ende September 1904 teilte man der bernischen Polizeidirektion mit, man werde den Rolli, weil er ein bernischer Staatsangehöriger sei, der bernischen Behörde zuführen lassen. Da weder darüber ein Zweifel bestehen konnte, dass Rolli geisteskrank war, noch darüber, dass er der Anstaltsverpflegung bedürfe, so hat man auf den Tag seiner Ankunft in Bern seine Unterbringung in Münsingen werfügt. Auch der damalige Direktor der Anstalt Münsingen, Dr. Glaser, kam in einem Gutachten zum Schluss, Rolli leide an chronischer Verrücktheit und gehöre in die Kategorie der Querulanten. Als solchen hat er sich auch in Münsingen ausgewiesen; er hat die Wärter

und den Direktor, kurz alles begeifert und beschimpft, was sich seinen Wahnideen nicht anschliessen konnte.

Nun hat Rolli im Jahre 1905 ein Entlassungsgesuch gestellt, das vom Grossen Rate am 6. Februar 1906 behandelt und abgewiesen wurde, weil das Urteil der Psychiater dahin lautete, Rolli sei in gleichem Masse geisteskrank wie vorher. Man hat dann einer neuern Eingabe am 21. Mai 1907 Folge gegeben und ihn seinen Angehörigen zuführen lassen. Heute befindet er sich bei Verwandten in Hochsavoyen, offenbar in einer bösen Geistesverfassung.

Rolli hat schon am 7. November 1912 eine Eingabe an den bernischen Regierungsrat gerichtet, des Inhalts, er sei in Genf bestraft worden. Er sei aber ein Berner und es habe ihm ein Anwalt in Genf gesagt, man könne das Urteil revidieren, wenn er beweisen könne, dass das, was er gesagt habe, wahr sei. Er könne das Dokument dafür nicht beschaffen, aber der bernische Regierungsrat soll es ihm geben. Es liegt auf der Hand, dass der bernische Regierungsrat materiell nicht darauf eintreten konnte.

rat materiell nicht darauf eintreten konnte.

Und nun kommt er unterm 30. September 1913 und stellt dieses Ansuchen an den Grossen Rat. Sein damaliger Prozessgegner, der Postdirektor Bovet, hat inzwischen der Natur den letzten Tribut gezollt und kann nicht mehr vor einen irdischen Richter zitiert werden. Es unterliegt keinem Zweifel, dass dieser Rolli ein geisteskranker Mann ist und dass im weiteren für den Grossen Rat keine Möglichkeit besteht, dem eigenartigen und sonderbaren Gesuch des Rolli in irgend einer Weise Folge zu geben. Der Regierungsrat und die Justizkommission beantragen einstimmig, es sei auf dasselbe nicht einzutreten.

M. Gross, rapporteur de la commission de justice. La commission de justice est d'accord avec le gouvernement.

Genehmigt.

Beschluss:

Auf die Eingabe des Johann Franz Rolli, in Morzin, Hochsavoyen, ihm die Unterlagen zur Revision ein gegen ihn in Genf am 23. Oktober 1895 gefällten gerichtlichen Urteils zu verschaffen, wird nicht eingetreten.

Wahl des Generalprokurators.

Bei 168 ausgeteilten und 157 wieder eingelangten Stimmzettel, wovon 8 leer und ungültig, gültige Stimmen 149, somit bei einem absoluten Mehr von 75 Stimmen wird im ersten Wahlgang gewählt:

F. Langhans, bisheriger, mit 148 Stimmen. Eine Stimme ist vereinzelt.

Wahl des Hypothekarkassenverwalters.

Bei 160 ausgeteilten und 147 wieder eingelangten Stimmzetteln, wovon 7 leer und ungültig, gültige Stimmen 140, somit bei einem absoluten Mehr von 71 Stimmen wird im ersten Wahlgang gewählt:

A. Wyss, bisher, mit 135 Stimmen.

Weitere Stimmen erhälten: Scheidegger 2, Moor 2, Langhans 1.

Wahl des Kantonsbuchhalters.

Bei 156 ausgeteilten und 101 wieder eingelangten Stimmzetteln, wovom 6 leer und ungültig, gültige Stimmen 96, somit bei einem absoluten Mehr von 49 Stimmen, wird im ersten Wahlgang gewählt:

E. Jung, bisheriger, mit 92 Stimmen.

Weitere Stimmen erhalten: Scheuermann 3, Kindlimann 1.

Dekret

betreffend

die Einteilung des Staatsgebietes im Grossratswahlkreise.

(Siehe Nr. 7 der Beilagen.)

Eintretensfrage.

Scheurer, Regierungspräsident, Berichterstatter des Regierungsrates. Die beiden Dekrete, die nun zur Behandlung kommen, sind die Folge der Abstimmung, die letzthin stattgefunden hat. Die Annahme des Verfassungsartikels hat zur Folge, dass man zwei Dekrete schaffen muss, eines, in dem die Wahlkreise neu umschrieben werden, und ein anderes, in dem die Vertreterzahl für jeden einzelnen Wahlkreis festgestellt wird. Die Einteilung des Staatsgebietes in Grossratswahlkreise ist gegenwärtig geordnet durch das Verfassungsgesetz von 1869, wo in Art. 5 diese Umschreibung stattgefunden hat. Dieser Art. 5 hat sich bis zur Stunde erhalten, und es wird sich fragen, ob er endgültig aufgehoben oder beibehalten werden soll. Der Regierungsrat ist der Ansicht, dass man diesen Art. 5 aufheben und die Sache in einem neuen Dekret ordnen solle. Die Kompetenz dazu ist vorhanden, indem das Gesetz vom Jahre 1899 über die Volks-abstimmungen und öffentlichen Wahlen den Grossen Rat ermächtigt, die Umschreibung der Grossratswahlkreise vorzunehmen.

Was die Sache selber anbetrifft, so erinnern sich die Mitglieder des Grossen Rates an die Antwort des Regierungsrates auf die Motion des Herrn v. Fischer, die dahin lautete, dass der Regierungsrat von sich aus nicht daran denke, an der bisherigen Wahlkreiseinteilung irgendwie erhebliche Aenderungen vorzunehmen. Infolgedessen ist das Dekret, das hier vorliegt, auch in allen wesentlichen Punkten der bisherigen Ordnung angepasst.

Eine formelle Aenderung ist darin enthalten: Das bisher geltende Gesetz von 1869 nennt als Grundlage der Grossratswahlkreise die Kirchgemeinden. Das entspricht der damaligen Auffassung, die in einer ganzen Reihe von Beziehungen die Kirchgemeinde als den Gemeindebezirk im Gegensatz zur Einwohnergemeinde bezeichnet hat. Wir haben das System im Laufe der Zeit geändert und berufen uns nun in erster Linie auf die Einwohnergemeinden. Deshalb finden wir auch in diesem Dekret als Bestandteile der Grossratswahlkreise überall die Einwohnergemeinde genannt.

Ferner haben wir eine formelle Aenderung vorgeschlagen beim Wahlkreis Wohlen, der bisher die Nummer 44 trug und nun ins Mittelland versetzt wird und zum Wahlkreis 24 gemacht werden soll, was absolut keine sachliche Aenderung mit sich bringt.

Eine Aenderung musste vorgenommen werden im Wahlkreis Brienz. Dort wird vorgeschlagen, den Einerwahlkreis zu einem Zweierwahlkreis zu machen durch Zuteilung der Gemeinde Niederried. Bei Neuenstadt war es nicht möglich, den Einerwahlkreis aufzuheben. Das sind die einzigen Bemerkungen, die ich zum Dekret zu machen habe.

Pfister, Präsident der Kommission. Ich habe den Ausführungen des Vertreters der Regierung nicht viel beizufügen. Die Kompetenz ist gegeben. Im Gesetz vom 29. Oktober 1899 über die Volksabstimmungen und öffentlichen Wahlen ist ausdrücklich festgelegt, dass die Umschreibung der Grossratswahlkreise durch Dekret des Grossen Rates geordnet werden könne. Es hat sich bei der Vorlage dieses Dekretes nur fragen können, ob man dahin tendieren will, etwas gleichmässigere Wahlkreise zu schaffen. Es ist Ihnen bekannt, dass in Art. 18 der Staatsverfassung der Grundsatz aufgestellt ist, dass der Kanton in gleichmässige Wahlbezirke eingeteilt werden solle. Die Regierung ist in ihrer Vorlage von der Auffassung ausgegangen, an der bisherigen Einteilung möglichst wenig zu ändern. Das ist deshalb begreiflich, weil sie schon anlässlich der Beratung über die Revision des Art. 19 der Staatsverfassung und anlässlich der Behandlung der Motion v. Fischer gesagt hat, dass sie nicht beabsichtige, an der bisherigen Einteilung etwas zu ändern, und ferner mit Rücksicht auf die Haltung, des Grossen Rates im Jahre 1901, als ebenfalls, gestützt auf das Ergebnis der damaligen Volkszählung, das neue Vertretungsverhältnis festgestellt werden musste. Die Regierung gelangte damals mit einer Vorlage vor den Grossen Rat, die möglichst gleichmässige Wahlbezirke im ganzen Kanton schaffen wollte. Die Vorlage wurde aber vom Grossen Rat bekämpft. Schon die Kommission beschloss Nichteintreten, und im Schoss des Grossen Rates wurde der Beschluss auf Nichteintreten mit überwältigender Mehrheit gefasst. Die Regierung befand sich also vor einem Entscheid des Grossen Rates aus früheren

Das hätte uns allerdings nicht veranlassen können, uns jenem Entscheid ohne weiteres zu beugen. Man hätte ja noch einmal den Versuch machen und schauen können, ob der Grosse Rat von heute eher geneigt wäre, auf eine Aenderung einzutreten. Wenn wir das nicht getan haben, so ist es hauptsächlich deshalb geschehen, weil die Sache pressiert und wir zu wesentlichen Aenderungen keine Zeit haben. Die Abstimmung fand letzten Sonntag vor acht Tagen statt, das Dekret wurde von der Regierung rasch ausgearbeitet und die Kommission musste Hals über Kopf einberufen werden.

So haben wir uns vor dieser Situation befunden. Wir haben auch gesehen, dass, wenn man anfängt zu ändern, sofort die Wünsche und Begehrlichkeiten von allen Seiten kommen.

Wir hätten gerne den Einerwahlkreis Neuenstadt ausgemerzt und einen Zweier- oder noch grösseren Wahlkreis geschaffen. Allein alle Kombinationen, die versucht wurden, hatten ein zu künstliches Aussehen, so dass wir gefunden haben, es seien die Nachteile einer neuen Lösung grösser als diejenigen des Einerwahlkreises. So beantragt die Kommission Eintreten auf die Vorlage.

Das Eintreten wird stillschweigend beschlossen.

§ 1.

Scheurer, Regierungspräsident, Berichterstatter des Regierungsrates. Es gibt eine ganze Reihe von Wahlkreisen, die zu keinen Bemerkungen Anlass geben. Der erste, der geändert worden ist, ist Brienz, der durch Zuteilung von Niederried mehr als 4500 Einwohner und damit das Anrecht auf 2 Vertreter erhält.

Pfister, Präsident der Kommission. Es würde sich empfehlen, die Wahlkreise nach Landesteilen durchzunehmen, damit man nicht auf jeden einzelnen eintreten muss. (Zustimmung.)

Oberland.

Angenommen.

Beschluss:

Wie Entwurf (siehe Nr. 7 der Beilagen.)

Mittelland.

Angenommen.

Beschluss:

Wie Entwurf (siehe Nr. 7 der Beilagen.)

Emmental.

Aeschlimann. Ich erlaube mir, Ihnen den Antrag zu unterbreiten, es sei im Wahlkreis 33, Rüegsau, die Gemeinde Affoltern abzutrennen und dem Wahlkreis 32, Sumiswald, zuzuteilen.

Zur Begründung dieses Antrages gestatten Sie mir kurz folgende Bemerkungen. Das untere Emmental, namentlich der Bezirk Trachselwald, besteht aus drei Wahlkreisen, welche unter der Herrschaft der Repräsentationsziffer von 2500 zehn Grossräte gewählt haben. Mit der Erhöhung auf 3000 verlieren diese drei Wahlkreise drei Mandate, so dass sie in Zukunft nur noch sieben Vertreter hätten. Das Unteremmental hat eine Wohnbevölkerung von 24,397, somit faktisch ein Anrecht auf acht Mandate. Wenn keine Aenderung an der vorgeschlagenen Einteilung stattfindet, be-

kommt es aber nur sieben und es bleibt ein Rest von 3397; also ca. $^{1}/_{7}$ kommt bei der Wahl gar nicht in Betracht. Sie können sämtliche Wahlbezirke durchgehen, Sie werden nirgends einen so grossen Rest finden. Es ist z. B. zu sagen, dass die Stadt Bern bei einer Wohnbevölkerung von 85,651 in drei Wahlkreisen nur einen Rest von 1651 hat, während wir bei 24,397 einen Rest von 3397 haben. Da muss doch jedermann zugeben, dass dieses Verhältnis geändert werden muss.

Wie lässt es sich ändern? Wir wollen durchaus keine Künstelei, keine Wahlkreisgeometrie treiben, was man ja so prächtig tun könnte. Ich will Ihnen nur einen ganz natürlichen Vorschlag unterbreiten, indem ich beantrage, es sei die Gemeinde Affoltern aus dem Wahlkreis Rüegsau wegzunehmen und dem Kreis Sumiswald zuzuteilen. Es wird der Wahlkreis Rüegsau dann aus zwei Gemeinden bestehen und durchaus kein Mandat verlieren, während anderseits der Wahlkreis Sumiswald einen Sitz gewinnen wird, wodurch das Unteremmental auf die Zahl von acht Vertretern kommt.

Wie stellt sich nun Affoltern zu diesem Vorschlag? Affoltern gehört geographisch und verkehrspolitisch ganz zu Sumiswald. Es ist durch die vor kurzer Zeit eröffnete Bahn noch mehr an Sumiswald angeschlossen, hat den gleichen Anzeiger, wie der Wahlkreis Sumiswald, während die beiden andern Gemeinden, denen Affoltern bis jetzt angeschlossen war, einen andern Anzeiger hat. Das sind Verhältnisse, die beweisen, dass die Gemeinde Affoltern verkehrspolitisch und geographisch zum Wahlkreis Sumiswald gehört. Affoltern hat am letzten Samstag einstimmig beschlossen, an den Regierungsrat das Gesuch zu stellen, man möchte die Gemeinde dem Kreis Sumiswald zuteilen.

Ich glaube deshalb, es sei durchaus nur ein Akt der Billigkeit, wenn man durch diese kleine Abänderung, die sich in natürlicher Weise machen lässt, der beteiligten Gegend entgegenkommt. Das Unteremmental hat die Vorlage mit grosser Mehrheit angenommen. Man hat gewusst, dass man in ungünstige Verhältnisse kommen wird, aber man hat das Zutrauen zum Grossen Rat gehabt, dass er bei der Dekretsberatung den berechtigten Wünschen der Gegend entgegenkommen werde.

Ich habe Ihnen ausgeführt, dass im ganzen Kanton keine solchen Verhältnisse existieren wie im Unteremmental, man sollte deshalb unsern Wünschen entgegenkommen. Wenn die Kommission mit Stichentscheid des Präsidenten dazu gekommen ist, dieser Aenderung nicht zuzustimmen, so glaube ich, dass sich die Mehrheit deshalb ergeben hat, weil sich viele Kommissionsmitglieder gesagt haben, man wolle lieber nichts ändern. Das ist kein Grund für den Grossen Rat. Ich hoffe, er werde der Minderheit der Kom-

mission zustimmen.

Michel (Bern). Ich gehöre auch einem Wahlkreis an, der Vertreter verliert. Man hat mir auch gesagt, man könnte an dem Wahlkreis Bern — mittlere Gemeinde — etwas ändern, dass er kein Mandat verlieren würde. Davon habe ich in der Kommission kein Wort erwähnt, und möchte es auch hier nicht tun, sondern nur darauf aufmerksam machen, was es für Konsequenzen hat, wenn man da einmal abweichen will.

Das Berner Volk hat einmal entschieden, der Art. 19 der Verfassung ist abgeändert worden in dem ausdrücklichen Willen, es solle die Mitgliederzahl des Grossen Rates reduziert werden. Es geht nun nicht an, mit allen möglichen Mitteln diesem Volksentscheid entgegenzutreten. Die Bürger, die für diese Verfassungsänderung gestimmt haben, müssen sich beleidigt fühlen und fragen, weshalb man ihnen denn eine Verfassungsänderung vorschlage, wenn man nachher die Sache doch nicht handhabe.

Es ist schon in der Kommission ausdrücklich erklärt worden, dass, wenn man dem Antrag Aeschlimann zustimme, noch andere Anträge kommen werden. Sie werden nachher von anderer Seite ganz die gleichen Gründe hören. Es ist am besten, wenn man an dem Prinzip festhält, dass der Grosse Rat reduziert werden soll. Ich möchte der Konsequenzen wegen beantragen, auf den Antrag Aeschlimann nicht einzutreten.

Scheurer, Regierungspräsident, Berichterstatter des Regierungsrates. Zum Antrag des Herrn Aeschlimann möchte ich ausdrücklich nicht Stellung nehmen, da der Regierungsrat der Meinung ist, das sei eine interne Angelegenheit des Grossen Rates. Ich möchte nur mitteilen, dass in der Tat von der Gemeinde Affoltern eine derartige Eingabe eingelangt ist und dass die zahlenmässige Darstellung des Herrn Grossrat Aeschlimann richtig ist. Man kann beifügen, dass vielleicht im Laufe der Zeit kein einziger Wahlkreis in bezug auf die Vertreterzahl so sehr zurückgegangen ist. Noch vor 20 Jahren hatte das Unteremmental auf Grund der alten Wahlziffer 12 Vertreter. Ich betone nochmals ausdrücklich, dass der Regierungsrat erklärt hat, er werde die Sache so vorlegen, wie sie heute vorliegt und keine Abänderungsanträge stellen.

Schüpbach. Wir hören, dass man auch im Schosse der Kommission die Ansicht hatte, der Antrag Aeschlimann sei berechtigt und dass man nur der Konsequenzen wegen zurückschreckte. Ich glaube nun nicht an solche Konsequenzen. Jedenfalls müssen wir dem Antrag zustimmen, wenn sich keine solchen Konsequenzen ergeben. Ich beantrage, den Antrag Aeschlimann zurückzulegen, bis die andern Landesteile durchberaten sind, und wenn dann andere derartige Begehren nicht kommen, ihm am Schluss zu entsprechen.

M. le **Président.** Nous sommes en présence d'une motion d'ordre de M. Schupbach tendant à renvoyer la discussion à plus tard. La discussion roule uniquement sur la motion d'ordre.

Neuenschwander. Ich möchte Ihnen beantragen, auf die Ordnungsmotion des Herrn Schüpbach nicht einzutreten. Es ist zweifellos, dass, wenn man überhaupt auf das Dekret eintritt, was eigentlich Pflicht des Grossen Rates ist, man die verschiedenen Begehren für sich behandelt. Wir können nicht alles miteinander annehmen, da die Verhältnisse nicht überall gleich sind.

In diesem speziellen Falle liegt es auf der Hand, dass dem Begehren dieses Wahlkreises aus Billigkeitsgründen unbedingt entsprochen werden muss. Es ist keine Künstelei dabei, sondern die natürlichen Verhältnisse bringen es mit sich, dass das Amt Trachselwald unbedingt Anspruch auf acht Vertreter hat. Wenn Sie aus dem ganzen Amt einen Wahlkreis machen würden, würden Sie auf eine Vertreterzahl von acht Mitgliedern kommen. Ich glaube auch, dass man dem Antrag des Herrn Aeschlimann auf Abtrennung der Gemeinde Affoltern, mit welchem Antrag diese Gemeinde einverstanden ist, ganz gut beistimmen kann. Es ist ein Gebot der Gerechtigkeit und Billigkeit, diesem Begehren zu entsprechen. Ich beantrage Ablehnung der Ordnungsmotion des Herrn Schüpbach und definitive Erledigung im Sinne des Antrages des Herrn Aeschlimann.

Pfister, Präsident der Kommission. So gut auch der Ordnungsantrag unseres Herrn Kollegen Schüpbach gemeint ist, möchte ich doch den Antrag stellen, ihn abzulehnen. Wir müssen eines nach dem andern liquidieren. Wenn wir diesen Antrag zurücklegen, so garantiert uns niemand, dass nicht andere kommen und Anträge stellen, in dem Sinne, dass sie sagen: Wenn Sie den Antrag Aeschlimann gutheissen, müssen Sie auch unsern Antrag annehmen. So müssten wir alle Abänderungsanträge zurücklegen.

alle Abänderungsanträge zurücklegen.

Da ich gerade das Wort habe, möchte ich kurz zum Antrag Aeschlimann sprechen. Was Herr Aeschlimann gesagt hat, stimmt; es gibt jedenfalls kein Amt, das verhältnismässig so viel einbüsst, wie das Amt Trachselwald, weil eben gerade in drei Wahlkreisen grosse Reste sich ergeben, die aber doch zu klein sind, um zu einem neuen Vertreter zu berechtigen.

Man hat sich in der Kommission der Richtigkeit der Argumente des Herrn Aeschlimann nicht verschliessen können. Es ist bereits von Herrn Aeschlimann betont worden, dass sein Antrag mit Stichentscheid des Präsidenten abgelehnt wurde. Ich habe gegen den Antrag gestimmt, weil ich befürchtet habe, dass mit seiner Annahme eine ganze Reihe von Begehrlichkeiten geweckt würde. Der Grosse Rat möge ruhig entscheiden. Schon die Tatsache, dass die Meinungen in der Kommission geteilt waren, zeigt, dass man in gewissem Masse die Begründetheit der Ansprüche nicht verneinen kann.

Ich habe Herrn Aeschlimann gesagt, dass, wenn er den Antrag stellen würde, die beiden Zweierwahlkreise des Amtes Trachselwald zu vereinigen und nicht nur auf der Lösung beharren würde, die er vorschlägt, ich dem Antrage zustimmen könnte. Diese Lösung hätte den Vorteil, dass man einen grossen Wahlkreis schafft und einen Vertreter mehr bekommt.

Ich will diesen Antrag heute nicht aufnehmen, wenn er nicht aus der beteiligten Gegend selbst gestellt wird, da ich nicht weiss, wie er dort aufgefasst wird. Dieser Lösung hätte ich zustimmen können, weil man damit keine Wahlkreisgeometrie getrieben hätte.

Abstimmung.

Für die Ordnungsmotion Schüpbach . . Minderheit.

M. le **Président.** Nous reprenons la discussion quant au fond.

Aeschlimann. Gestatten Sie mir eine kurze Entgegnung gegenüber Herrn Michel. Wir verlieren auch zwei Vertreter, sowieso, aber nach dem Antrage der Kommission würden wir drei verlieren. Man kann uns also nicht sagen, dass wir alles behalten wollen. Karl Moor. Herr Regierungsrat Scheurer hat gesagt, dass die Regierung zu dieser Frage keine Stellung nehme, weil es eine spezielle Angelegenheit des Grsosen Rates sei. Unsere «starke» Regierung ist nicht immer so diskret und bescheiden gewesen, auch wenn es sich um spezielle Angelegenheiten des Grossen Rates gehandelt hat, so dass man in diesem Falle anerkennen muss, dass sie sich hier zum mindesten sehr vorsichtig benommen hat, offenbar um die Gegend nicht zu «vertäuben».

Wir, die wir hier uns äussern, unbekümmert darum, ob wir jemand «vertäuben» oder nicht (Heiter-keit) — ich wenigstens sicher — erlauben uns die Bemerkung, dass ich in der Kommission bekundet habe, dass ich das Begehren des Herrn Aeschlimann nicht als unbegründet habe betrachten können, sondern in der Tat die Gründe geographischer, verkehrspolitischer und sonstiger Natur habe anerkennen müssen. Aber immerhin kann man wohl die Frage hier aufwerfen, wie es nachher mit den Konsequenzen steht. Schon während der Behandlung des Antrages Aeschlimann, hat ein Mitglied der Kommission, Herr Grossratspräsident Frepp, mitgeteilt, dass er, falls der Antrag Aeschlimann angenommen würde, auch mit einem Anliegen käme, das er auf dem Herzen habe und das dahin gehen würde, die Gemeinde Souboz vom Wahlkreis Dachsfelden abzutrennen und dem Kreise Münster zuzuteilen, damit Münster keinen Sitz verliere. Ebenso ist gesprochen worden von Kirchberg, wo die Gemeinde Schwand seither in Wynigen aufgegangen ist, welche Gemeinde wieder zu Kirchberg kommen sollte, damit Kirchberg nicht bloss drei, sondern vier Vertreter senden könne. Dann haben wir den Wahlkreis Neuenstadt, der ebenfalls ein Zweierwahlkreis bleiben möchte und wünscht, dass man seine Blicke aussende nach oben, nach unten, auf den Berg und an den See, wo man ein paar Gassen eines Dorfes abtrennen könnte.

So sehen Sie, dass man doch, obwohl wir jetzt beim Emmental sind, in andere Provinzen schauen muss, um sich die Konsequenzen klar zu machen, die aus der Annahme des erstgestellten Antrages erwachsen. Obwohl ich durchaus dem Antrag Aeschlimann günstig gestimmt bin, muss ich sagen, dass die Konsequenzen so sind, dass Sie schliesslich durch diese Hintertürchen dazu kommen, wieder die 235 Grossräte zu haben. Ich habe in der Kommission den Herren den Rat erteilt: Hättet ihr am 1. März gegen die Abänderung der Verfassung gestimmt, so hättet ihr eure Ware beieinander (Heiterkeit).

Abstimmung.

Für den Antrag Aeschlimann Mehrheit.

Beschluss:

Wie Entwurf (siehe Nr. 7 der Beilagen), mit der einzigen Abännderung im 32. und 33. Wahlkreis, wo nachstehende Fassung einzusetzen ist:

32. Sumis wald.

Vom Amtsbezirk Trachselwald die Einwohnergemeinden Affoltern, Sumiswald und Trachselwald.

33. Rüegs au.

Vom Amtsbezirk Trachselwald die Einwohnergemeinden Lützelflüh und Rüegsau.

Oberaargau.

Angenommen.

Beschluss:

Wie Entwurf (siehe Nr. 7 der Beilagen.)

Seeland.

Angenommen.

Beschluss:

Wie Entwurf (siehe Nr. 7 der Beilagen.)

Jura.

Scheurer, Regierungspräsident, Berichterstatter des Regierungsrates. Hier kommt nun der Wahlkreis 52, Neuenstadt. Der Regierungsrat hat seinerzeit erklärt, dass er helfen werde, den Einerwahlkreis aus der Welt zu schaffen. Er hat sich die Mühe gegeben, die Sache in Ordnung zu bringen. Zahlenmässig wäre das gegangen, indem man entweder vom Wahlkreis Courtelary einige Gemeinden abgetrennt hätte oder dann, indem man den Leuten von Neuenstadt solche der drei Wahlkreise Courtelary, Biel und Nidau zugeteilt hätte. Die Kommission hat sich gesagt, dass die verwaltungstechnischen Schwierigkeiten viel zu gross seien und sie hat keinem dieser Anträge der Regierung zugestimmt. Unter diesen Verhältnissen hat sich der Regierungsrat dem Antrag der Kommission angeschlossen, weil die materiellen Hindernisse grösser sind als der Vorteil, der erzielt würde.

Pfister, Präsident der Kommission. Die Regierung hat in der Tat, wie Herr Regierungsrat Scheurer ausgeführt hat, gesucht, wo sie die fehlenden Wähler finden könnte. Dabei ist sie aber immer auf Lösungen verfallen, die wir nicht akzeptieren konnten. Ueberall zeigte es sich, dass man einzelne Teile von Einwohnergemeinden hätte ablösen müssen, dass man nicht ganze Einwohnergemeinden zu Neuenstadt hätte schlagen können. Das hätte unter anderem die Schwierigkeit zur Folge gehabt, dass man in jenen Einwohnergemeinden die Stimmregister für die Grossratswahlkreise extra hätte ordnen müssen.

Wir haben gefunden, dass wir solche Schwierigkeiten nicht schaffen dürfen. Herr Grossrat Dürrenmatt hat in der Kommission gesagt, wenn man den Einerwahlkreis Neuenstadt aus der Welt schaffen wolle, so würde er entgegen jeder Lösung, die dahin geht, etwa bloss Teile von Einwohnergemeinden zu diesem Kreis zu schlagen, vorziehen, wenn man das ganze linke Seeufer zu einem Wahlkreis machen würde. Ich muss sagen, dass das geographisch und auch wirtschaftlich ein abgeschlossenes Gelände wäre, das Gelände unserer Rebbauern, und dass diese Lösung an und für sich nicht so übel wäre.

Gegenüber dieser Lösung haben sich, nicht in der Kommission, aber in der Oeffentlichkeit, bei den beteiligten Einwohnergemeinden, Widerstände geltend gemacht. Sie ist nicht angenommen worden und wir sehen uns deshalb auch heute nicht veranlasst, diese Lösung im Grossen Rate vorzuschlagen, sondern wir haben nichts anderes gefunden, als es beim bisherigen Zustand bewenden zu lassen. Es wird sich zeigen, ob die Bevölkerung sich vermehren wird, dass Neuenstadt doch wieder auf seine zwei Vertreter kommt.

M. le Président. Puisque M. Moor a cité mon nom, je dirai que je ne me vois pas dans le cas de faire des propositions concernant mon cerele.

Angenommen.

Beschluss:

Wie Entwurf (siehe Nr. 7 der Beilagen.)

§ 2.

Angenommen.

Beschluss:

Wie Entwurf (siehe Nr. 7 der Beilagen.)

Titel und Ingress.

Angenommen.

Beschluss:

Wie Entwurf (siehe Nr. 7 der Beilagen.)

Schlussabstimmung.

Für die Annahme des Dekrets . . . Mehrheit.

Dekret

betreffend

das Vertretungsverhältnis der Grossratswahlkreise.

(Siehe Nr. 8 der Beilagen.)

Eintretensfrage.

Scheurer, Regierungspräsident, Berichterstatter des Regierungsrates. Dieses zweite Dekret ist nichts anderes als die mathematische Schlussfolgerung des ersten. Es ist absolut nötig, so dass ich den Antrag stelle, der Grosse Rat möchte auf die Beratung desselben eintreten. Ich sehe kein Hindernis dagegen, dass der Grosse Rat dasselbe in globo genehmigen würde. Die einzige Aenderung, die einzutreten hat, ist diejenige, die durch die Annahme des Antrages

Aeschlimann auf Abtrennung der Gemeinde Affoltern vom Wahlkreis Rüegsau notwendig gemacht wird.

Das Eintreten wird stillschweigend beschlossen.

§ 1.

Angenommen.

Beschluss:

Wie Entwurf (siehe Nr. 8 der Beilagen), mit der einzigen Abänderung im 32. und 33. Wahlkreis:

32. Sumis wald.

Affoltern i. E.	Affoltern i. E.	1175
Sumiswald	{ Sumiswald } Wasen }	5595
Trachselwald	Trachselwald	1531
	1	8301

33. Rüegsau.

Lützelflüh	Lützelflüh	3644
Rüegsau	Rüegsau	2582
		6226

Die Gesamtzahl der Mitglieder des Grossen Rates beträgt infolge dieser Abänderung 216 statt 215 wie nach Entwurf.

§ 2.

Angenommen.

Beschluss:

Wie Entwurf (siehe Nr. 8 der Beilagen.)

Titel und Ingress.

Angenommen.

Beschluss:

Wie Entwurf (siehe Nr. 8 der Beilagen.)

Schlussabstimmung.

Für Annahme des Dekrets Mehrheit.

Der Vorsitzende teilt mit, dass das Bureau folgende

Kommissionen

gewählt hat:

Dekret betreffend die Errichtung einer dritten Pfarrstelle in der reformierten Kirchgemeinde St. Immer.

Herr Grossrat Pulfer, Präsident
» Grossglauser, Vizepräsident

Tagblatt des Grossen Rates. — Bulletin du Grand Conseil. 1914.

 Herr Grossrat Bigler

 "">" Hamberger

 "">" Ingold (Wichtrach)

 "">" Lauper

 "">" Mathey-Doret

 "">" Ramseyer

 "">" Reber.

Herr Grossrat Merguin

Normal Rudolf

Normal Seiler

Normal Siegenthaler (Trub)

Zgraggen.

Authentische Interpretation des § 5 des Gesetzes vom 4. Mai 1879 betreffend Abänderung des Gesetzes vom 26. Mai 1864 über die Erbschafts- und Schenkungssteuer.

Schluss der Sitzung um $12^{1}/_{2}$ Uhr.

Herr Grossrat Rufer (Biel), Präsident

» » Zurbuchen, Vizepräsident

» » Berger (Langnau)

Der Redakteur:

» » Hauswirth
» Meyer

» v. Wurstemberger.

Dekret betreffend die Organisation der evangelisch-reformierten Kantonssynode.

Herr Grossrat Roth, Präsident

» Rohrbach, Vizepräsident
 » Berger (Schwarzenegg)

» » Flückiger » » Gränicher

» » Scherz.

Dekret betreffend die kantonale Handelsund Gewerbekammer.

Herr Grossrat Michel (Bern), Präsident

» » Dürrenmatt, Vizepräsident

» » Haas

» » Keller » » Schori

» Siegenthaler (Zweisimmen)

» » Walther.

Dekret betreffend die Vermehrung der Richterstellen im Amtsbezirk Bern.

Herr Grossrat Brand (Bern), Präsident

» Boinay, Vizepräsident

» » Grieb » Lindt

Vierte Sitzung.

Donnerstag den 12. März 1914,

vormittags 9 Uhr.

Vorsitzender: Präsident Frepp.

Der Namensaufruf verzeigt 176 anwesende Mitglieder. Abwesend sind 56 Mitglieder, wovon mit Entschuldigung die Herren: Bähni, Brand (Tavannes), Bühler (Frutigen), Chavanne, Cueni, Girardin, Girod, Gurtner (Lauterbrunnen), Hari, Hofer (Alchenflüh), Ingold (Wichtrach), Keller, Laubscher, Minder (Friedrich), Neuenschwander, Obrist, Rossé, Schär, Schori, Stauffer, Stucki (Ins), Tännler, Vernier, Winzenried Bern), Wyder, Wyss, Zumbach, Zurbuchen; ohne Entschuldigung abwesend sind die Herren: Abbühl, Aeschlimann, Albrecht, Bechler, Burrus, Eggli, Gobat, Graber, Grosjean, Gugelmann, Gygax, Haldimann, Henzelin, Hügli, Kuster, Lanz (Roggwil), Ledermann, Luterbacher, Mathey-Doret, Merguin, Michel (Interlaken), Möri, Mouche, Pfister, Renfer, Stebler, Thöni, Weber.

Tagesordnung:

Motion der Herren Grossräte Segesser und Mitunterzeichner betreffend das Recht zum Fischfang.

(Siehe Seite 381 des letzten Jahrganges.)

Segesser. Die Motionäre haben sich gestattet, den Antrag einzubringen: «Es seien die Befugnisse über die Verleihung oder die Anerkennung des Rechtes zum Fischfang, insbesondere die Fischenzen gesetzlich zu ordnen.»

Sie verfolgen die Absicht, den Kanton zu veranlassen, den Art. 1 des Bundesgesetzes über die Fischerei vom 18. Herbstmonat 1875 zur Ausführung zu bringen. Der Artikel lautet: «Die Verleihung oder Anerkennung des Rechts zum Fischfang steht den Kantonen zu.» Insbesondere bezwecken ihre Motionäre, den Besitz der Fischenzen rechtlich und gesetzlich zu sichern.

Der besondere Anlass der Motion liegt in der Art, wie die Regierung die Behandlung der Fischenzen in der Grundbuchbereinigung verfügt hat, namentlich in dem Umstande, dass dadurch die Verkehrsfähigkeit der Fischenzen trotz deren erhöhter wirtschaftlicher Bedeutung gegen früher erschwert und der Rechtsschutz gefährdet worden ist.

Bis anhin haben die Fischenzen in Form von Eigentum Hand geändert, die bezüglichen Verträge passierten gleich Grundstücksverkäufen das Grundbuch, sie unterlagen der Fertigung, der Staat bezog die Handänderungsabgabe. Nun hat die Regierung bei Anlass der Grundbuchbereinigung verfügt, dass derartige Verträge im Grundbuch keine Aufnahme mehr finden können und dass die Fischereirechte in der Form von Grunddienstbarkeiten anzumelden seien.

Wir wollen hier gleich festlegen, dass wir verschiedene Arten von Fischenzen kennen: solche, welche der Staat kraft seines Hoheitsrechtes und als Eigentümer der öffentlichen Gewässer innehat und verpachtet; solche, welche der Staat an Privatgewässern besitzt und käuflich erworben hat; solche, welche Gemeinden, Korporationen oder Privaten an Privatgewässern zustehen. Die erstgenannten fallen nicht in den Bereich der Motion, obwohl auch nach dieser Richtung unbedingt eine Neuregelung anzustreben ist. Auch hier herrschen Zustände, die nicht mehr zeitgemäss sind und nicht als rationell bezeichnet werden dürfen. Dagegen beschlägt die Motion die beiden andern Kategorien, denn deren Klassifizierung unter die Dienstbarkeiten hat ihre besondern und zum Teil schlimmen Konsequenzen.

Zur Begründung der Motion sei nun folgendes angebracht. Bis anhin hat der einzelne Grundeigentümer, dessen Grundstück an einen bestimmten Wasserlauf stösst, ganz genau gewusst, dass X oder Y Eigentümer der Fischenzen im betreffenden Bachgebiete sind, und dass sie persönlich die Fischenz nichts angeht. Kein Grundeigentümer war der Meinung, dass die Fischenz einen Bestandteil von Grund und Boden bilde. Man betrachtete die Fischenz von jeher als einen gesonderten, für sich abgeschlossenen Begriff und als einen selbständigen verkehrsfähigen Gegenstand. Dadurch dass die Regierung die Fischenzen nun unter die Dienstbarkeiten einreiht, wird die bisherige Auffassung über Bord

geworfen. Sollen dieselben nicht verloren gehen, so müssen sie als solche angemeldet und behandelt werden.

Das hat zur Folge, dass jede einzelne an das Bachgebiet anstossende Parzelle mit einer entsprechenden Dienstbarkeit belastet werden muss. Es ist also notwendig, dass derjenige, der heute kraft Eigentumstitels eine Fischenz innehat und sein Recht bis dato unbekümmert um den Grundstücksanstösser ausgeübt hat, plötzlich jeden einzelnen Anstösser begrüssen muss. Er hat jede einzelne Grenzparzelle zur Belastung zu melden und muss jeden Anstösser, ob direkt oder stillschweigend, vernehmen, ob er sein Fischereirecht anerkennen wolle oder nicht.

Was passiert nun? Da kommt nun der Grundeigentümer und sagt sich: «Nun halt! Jetzt hat Herr A so manches Jahr die Fischerei ungeschmälert ausgeübt, während es sich nun herausstellt, dass ich eigentlich der Berechtigte gewesen wäre, dass die Fischenz mir und meinem Gegennachbar gehörte. Wäre das nicht so, warum begrüsst man mich dann?» Der Mann verweigert die Anerkennung und es kommt zum Proezss. Oder der Grundeigentümer sagt: «Ich habe gar nichts dagegen, dass du die Fischenz ausübst, ich weiss genau, dass du dieselbe erworben hast, aber eine Dienstbarkeit lasse ich dieserhalb nicht auf mein Grundstück legen. Das Stück war bis anhin frei und ich lasse eine Beschwerung in keinem Falle zu.» Der Fischenzinhaber muss aber darauf beharren und wir treffen die beiden Freunde als Prozessgegner.

Und nun kommt ein fernerer, nicht zu unterschätzender Punkt: die Kosten. Es ist begreiflich, dass diese Anmeldungen einen ganz bedeutenden und in den meisten Fällen einen nicht im Verhältnis zum Werte der Fischenz stehenden Kostenaufwand erfordern. Ich möchte nur ein Beispiel aus der Praxis erwähnen. Stellen wir uns die Lyss in ihrer Ausdehnung vor. Wie viele hunderte von Anmeldungen erfordert dieselbe auf ihrer Hauptstrecke von 15 km und ihren Zuflüssen von insgesamt 25 km! Da ist es begreiflich, wenn gelegentlich ein Fischenzinhaber vor den Kosten zurückschreckt und auf die Anmeldungen und was drum und dran hängt verzichtet. Sogar der Staat selbst besitzt Fischenzen, auf deren Geltendmachung er kostenhalber verzichtet hat.

So etwas ist nun kein Rechtszustand und in keinem Falle ein würdiger Zustand, um so weniger, als der Staat selbst seinerzeit die meisten in Händen von Privaten sich befindenden Fischenzen als Eigentum veräussert hat. Die Käufer haben ihre Handänderungsabgaben entrichtet und dem Staat auch die Kaufsumme bezahlt.

Es ist eine eigentümliche Erscheinung, dass wir ausgedehnte eidgenössische und kantonale Polizeivorschriften über die Ausübung der Fischerei besitzen, während wir vergeblich nach einer Definition der Fischenzen suchen. Allerdings leiden wir im Kanton Bern nicht allein an diesem Mangel. Soweit die Fischenzen nicht als Regal behandelt und von den Kantonen kraft Hoheitsrechtes ausgeübt werden können, vermissen wir durchwegs die Umschreibung und die juristische Klassifizierung. Solothurn kam frühe schon soweit entgegen, dass es unter Fischenz das Recht zum Fischfang in einem bestimmt abgegrenzten Gebiete eines Baches oder Flusses versteht. Man sagt uns aber nirgends, ob das Fischenzenrecht ein

Ausfluss des Eigentumsrechtes sei, oder ob es als Dienstbarkeit oder endlich als ein besonderes, selbstständiges Recht anzusehen sei, das überhaupt einen Begriff, getrennt von Grund und Boden, darstellt. Eine passende Gelegenheit zur Klarstellung wäre wohl bei Anlass der Schaffung des Einführungsgesetzes zum Zivilgesetzbuch vorhanden gewesen. Einige Kantone haben davon profitiert, so Solothurn, Schaffhausen, Graubünden, Appenzell a/Rh. und Baselland.

Uns steht nur die Praxis zur Verfügung, welche in bezug auf diese Materie ein Gewohnheitsrecht herausgebildet hat in der Weise, dass man die Fischenzen einzig und allein in der Form von Eigentum kennt. Es steht fest, dass die Fischenzen von alters her als besondere selbständige Rechte behandelt worden sind. Zur Zeit der Lehensherrschaft schon finden wir sie selbständig begeben, und wenn eine Handänderung von Flüssen oder Seen eintrat, so wurde das Fischenzenrecht immer besonders genannt. Als Zubehör galt es nie. Wir finden denn auch meistens die Fälle, in welchen nur die Fischenzen allein Gegenstand des Vertrages waren.

Ich möchte aus der Praxis, die eine Menge Bei-

spiele aufweist, nur folgende herausnehmen:

1) Bezüglich des Moosseedorfsees redet bereits ein Gerichtsspruch von 1397 von einem Rechte am See, einem solchen am Bache und einem solchen an der Fischenz. Nachdem der Moosseedorfsee zur Zeit der Reformation an den Staat übergegangen war, wurde das Fischereirecht immer gesondert verpachtet bis zum Jahre 1853. Damals verkaufte der Staat zu Eigentum: 1) das Fischerhaus, 2) ein Mätteli, 3) das Fischereirecht. Der Verkauf erfolgte, nachdem sich der Staat zuvor das Recht als sein Eigentum hatte zufertigen lassen. Dieses Recht hat in der Folge noch weitere Eigentumsübergänge zu verzeichnen.

2) Die Fischenzen am Lyssbach und an den sämtlichen Zuflüssen der Lyss bildeten einst einen Bestandteil der Herrschaft von Aarberg. Letztere wurde anno 1367 vom Grafen von Aarberg an den Grafen Rudolf von Nidau verkauft. Dessen Erben veräusserten solche anno 1377/79 an den Staat Bern. In beiden Handänderungsakten sind die Fischenzen als

besondere Vertragsobjekte benamst.

Der Staat Bern brachte diese Fischenzen am 25. März 1871 auf öffentliche Steigerung und hat sie an Private als Eigentum weiter verkauft. In gleicher Weise versteigerte er am 28. April 1871 die ihm zustehenden Fischenzen im sog. Rüttibach in den Gemeinden Oberwil und Rütti. So finden wir im ganzen Lande herum dieselben Handänderungen.

Und nun heute. Da kommt plötzlich derselbe Staat und wirft den bisher in Form der Eigentumsrechte gewährten Rechtsschutz über Bord und gefährdet durch Einreihung des Fischereirechtes unter die Grunddienstbarkeiten den Rechtsstand der bis-

herigen Inhaber.

Das geht nun nicht an. Schon nach dem Grundsatze der Staatsmoral darf der einzelne Bürger in seinen bisherigen wohlerworbenen Rechten durch einseitige Verfügungen, die keinen genügenden gesetzlichen Rückhalt haben, nicht geschmälert werden.

Es ist zuzugeben, dass das Fischereirecht juristisch ein Zwitterding sein mag und dass es schwer ist, dasselbe rechtlich zu konstruieren. Die Motive des bundesgerichtlichen Urteils in Sachen Mawick

contra Staat Bern wegen der Fischerei im Moosseedorfsee sprechen sich dahin aus:

a) dass die staatlichen Organe über die rechtlichen
 Verhältnisse nicht im vollen Masse im klaren seien:
 b) dass nach bernischem Rechte nicht ersichtlich

- b) dass nach bernischem Rechte nicht ersichtlich sei, ob die Fischereigerechtigkeit nicht losgelöst vom Eigentum am See, sei es als Prädialservitut, sei es als eine Art persönliche Servitut, sei es als eine deutschrechtliche selbständige Gerechtigkeit mit Immobiliarcharakter übertragen werden könne;
- c) dass aber ein Fischereirecht, das schon mehrmals in Form von Eigentum Hand geändert habe, unmöglich als Grunddienstbarkeit behandelt werden könne.

Persönlich stellen sich die Motionäre auch auf den Boden, dass das Fischereirecht in keinem Falle zu den Dienstbarkeiten gezählt werden darf. Das Fischereirecht ist der Inhalt einer im Gewässer liegenden Eigentumsbefugnis, oder um uns an die Fassung der bundesgerichtlichen Motive im erwähnten Urteile anzulehnen: «Der Begriff des Fischereirechtes ist die Befugnis zur planmässig betriebenen Fischaneignung und zur Vornahme aller Veranstaltungen, welche die Schaffung und Erhaltung eines zur rationellen Ausbeutung der Fischerei notwendigen Fischbestandes bezweckt.»

Das Fischereirecht ist genau so wenig eine Dienstbarkeit, wie das Recht zur Betretung der Ufer zum Zwecke des Fischens eine solche ist. Das Gesetz gewährleistet dem Fischereiberechtigten dieses Begehungsrecht von vornherein; ohne dass das Grundstück des anstossenden Grundeigentümers eine Last verzeichnet, muss derselbe den Fischer passieren lassen und es steht ihm kein Rechtsmittel zur Verfügung, die Begehung zu verhindern. Nun ist dieses Recht ein Ausfluss des ersteren als des Hauptrechtes und es scheint einem doch selbstverständlich, dass das Hauptrecht mindestens denselben Schutz beanspruchen darf wie das subsidiäre oder Ueberrecht.

Wenn wir im übrigen die kantonalen gesetzgeberischen Erlasse über diese Materie durchgehen, so finden wir nirgends einen Anhaltspunkt für den Begriff der Dienstbarkeit. Das Gesetz vom 26. Februar 1833, das, wie es in seinem Eingange selbst ausführt, erlassen worden ist in der Absicht, die möglichste Erleichterung in Ausübung der Fischerei mit Aufrechterhaltung und Aeufnung der Fischenzen herbeizuführen, definiert dieselben leider nicht, sagt aber in Art. 5: «Das Recht, in den verschiedenen Gewässern der Republik zu fischen, sei es durch dieses Gesetz, Pacht- oder Eigentumstitel erlangt . . .» und in Art. 6 sagt es: «Alle Fischenzen, die Privaten, oder Korporationen gehören, werden bei ihren Rechten geschützt.» Dieses Gesetz ist noch in Kraft.

Dann kommt das Gesetz vom 14. Dezember 1865 über die Bereinigung und den Loskauf der Fischenzenrechte, das ebenfalls noch in Kraft ist. Es ist erlassen worden in der Absicht, die Fischenzenrechte im Interesse der Volkswirtschaft zu bereinigen. Auch dieses Gesetz lässt nirgends die Vermutung auf eine Dienstbarkeit zu. Alle Inhaber von Fischenzen waren gehalten, binnen einer bestimmten Frist ihre Rechte bei den Regierungsstatthalterämtern geltend zu machen, sofern sich solche auf «urkundliche Titel» stützen konnten. Zur Eingabe waren verpflichtet die Inhaber, nur berechtigt die Pfandgläubiger. Gerade diese letztere Bestimmung lässt eine Deutung auf

Dienstbarkeit in keinem Falle zu, indem das bernische Recht eine Verpfändung von Dienstbarkeitsrechten gar nie kannte. Art. 10 des Gesetzes bestimmt, dass, wenn innert der Anmeldefrist Einsprachen gegen die Anmeldungen der Fischereirechte nicht einlaufen, diese Anmeldung einer rechtlichen Anerkennung gleichkomme.

So wurden anno 1865 sämtliche Fischereirechte des Kantons bereinigt, neu begründet und gesichert und bildeten in dieser Form stets Gegenstand des Verkehrs. An diesem Rechtsstand hat das neue eidgenössische Zivilrecht gar nichts geändert. Es hat das Bundesgesetz von 1875 über die Fischerei intakt gelassen, den Kantonen auf diesem Gebiete ihre Autonomie nicht geschmälert. Deshalb geht es nicht an, deren Besitzes- und Rechtsstand durch Einbeziehung ins Grundbuchbereinigungsverfahren in der geschilderten Weise zu schmälern. Wenn der Grundbuchschutz nicht mehr gewährt werden kann, so suche der Kanton eine andere einfache Lösung.

Ausserdem wollen wir uns auch darüber ins klare setzen, dass die Auffassung, die Fischereirechte gehörten zu den Dienstbarkeiten und könnten nur von den Anstössern der einzelnen Wasserzüge als deren Eigentümern erworben werden, mit dem Wesen und der Natur der Fischerei und des Fischereirechtes in einem absoluten Widerspruch steht. Stellen wir uns einen Bach von 4 km Länge vor. An denselben stossen auf der einen Seite 130 auf der andern 80 Landeigentümer an, der eine auf 10, der andere auf 20 oder 30 m Länge. Und nun soll es da von der Gnade des Einzelnen abhängen, ob er auf seinem Gebiet von einigen Metern Uferlänge und bis zur Mitte der Bachsohle das Fischen gestatten will oder nicht. Das wäre ja der Ruin der ganzen Fischerei in den kleinen Bachgebieten. Der Grundeigentümer besitzt am einzelnen Fisch im Bach gerade so wenig ein Eigentum, wie er ein solches an der fliessenden Wasserwelle besitzt. Das Fischereirecht hat nur Bedeutung, wenn es ungeschmälert in der Ausdehnung eines bestimmten Gebietes ausgeübt werden kann und es verträgt ein Dazwischentreten einzelner Anstösser auf keinen Fall. Auf diesem Boden bewegt sich auch das Gesetz von 1865, indem der Loskauf durch die Gewässereigentümer nur gestattet ist, wenn sie sich mindestens gemeindebezirksweise dazu vereinigen.

Ich resümiere:

1) In der Verfügung betreffend die Einreihung der Fischereirechte unter die Dienstbarkeiten sind die Administrativbehörden zu weit gegangen;

 Die Behandlung der Fischereirechte als Dienstbarkeiten ist eine Rechtsgefährdung für die bisherigen Inhaber und eine Verkehrserschwerung für diese Rechte selbst;

3) Der Kanton besitzt in Sachen die Autonomie;

4) Die gesetzliche Regelung dieser Materie und die Sicherung der bisherigen Besitzstände auf dem Boden des bisherigen kantonalen Rechtes ist eine absolute Notwendigkeit.

Scheurer, Justizdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Die Motion Segesser berührt einen Gegenstand, der nach seiner rechtlichen Struktur zu den schwierigsten unserer ganzen Gesetzgebung gehört. Der Herr Motionär hat Ihnen gezeigt, welche Schwierigkeiten sich einer Regelung entgegenstellen.

Es wäre mir lieber gewesen, wenn er uns nicht nur die Hindernisse aufgezeigt, sondern auch den Weg gewiesen hätte, auf dem man sie überwinden kann.

Das Schwierige an der Sache ist, dass wir zur Stunde über die grundlegende Frage noch nicht einig sind, über die Frage, ob im Kanton Bern das Fischereiregal besteht, oder ob eine andere Ordnung gilt. Ich bin der Meinung, dass kein Regal besteht, sondern dass die Fischerei in erster Linie demjenigen gehört, der Eigentümer des Baches oder Flusses ist, und in zweiter Linie demjenigen, der auf dieses Eigentum ein dingliches Recht erworben hat. Die Frage ist in der bernischen Gesetzgebung und Rechtsprechung nie endgültig entschieden worden. Der Appellationshof hat sich beständig auf den Standpunkt gestellt, dass man es mit Servituten zu tun hat. Als nun das neue Grundbuch kam, fragte man sich, wie man das Fischereirecht zur grundbuchlichen Anerkennung bringe. Wir müssen den Standpunkt des Fischenzberechtigten und des Grundeigentümers unterschei-Der Fischenzberechtigte sagt, er wolle sein Recht gesichert haben, und der Grundeigentümer sagt, er lasse sein Eigentum nicht mit einer Servitut belasten.

Davon kann jedenfalls keine Rede sein, dass wir auf dem gegenwärtigen gesetzlichen Boden eine andere Ordnung der Dinge einführen könnten. Ob es nun möglich sein wird, durch eine grundsätzliche Ordnung des ganzen Verhältnisses eine Rechtssicherheit zu schaffen, ist eine grosse Frage. Es fragt sich, ob es möglich sein wird, das Fischereiregal bei uns einzuführen, und allen denjenigen, die kraft ihres Privateigentums die Fischerei ausüben, dieses Recht wegzunehmen und in die Hand des Staates zu legen. Darin wird auch Herr Segesser mit mir einig gehen.

Der Regierungsrat ist ohne weiteres der Meinung, dass die Sache der Ordnung bedürfe, aber er sieht keine Möglichkeit, wie das in dauernder Weise geschehen könnte. Wir haben gegenwärtig schon Schwierigkeiten auf einem verwandten Gebiete des Staatsrechtes: in der Frage des Jagdrechtes. Der Regierungsrat hat Bedenken, in diesem Augenblick auf dem Gebiete der Fischerei den gleichen Tanz zu eröffnen. Die Herren wissen, wie die Gemüter der Jäger im Kochen sind, und wenn wir nun auch noch die Fischer in Aufregung versetzen, haben wir zwei unzufriedene Klassen der Bevölkerung.

Deshalb ist der Regierungsrat der Meinung, dass die Motion Segesser im gegenwärtigen Moment abgelehnt werden sollte, weil eine Verwirklichung dessen, was sie anstrebt, heute nicht möglich ist, da es uns heute mit dem besten Willen unmöglich ist, die Schwierigkeiten zu lösen. Wir glauben, es sei nicht am Platze, eine Motion erheblich zu erklären, wenn man von vornherein sieht, dass es nicht möglich sein wird, den in ihr liegenden Gedanken zur Ausführung zu bringen.

Segesser. Ich bin mir dessen sehr wohl bewusst, dass diese Materie eine schwierige ist. Mit dem Ablehnungsantrage der Regierung aber können sich die Motionäre nicht einverstanden erklären. Nachdem man selber zugeben muss, dass die Herbeiführung der Rechtssicherheit geboten wäre, dass der gegenwärtige Zustand nicht weiter dauern kann, wo alle die, die früher ein Recht erworben haben, heute nicht wissen, woran sie sind, wo wir uns während der gan-

zen Verjährungsfrist auf einem unsicheren Boden bewegen, sehe ich nicht ein, wie man einfach sagen kann, man wolle die Sache heute nicht behandeln, Gerade deshalb, weil die Rechtsunsicherheit besteht, ist es Pflicht des Grossen Rates, dafür zu sorgen, dass hier Remedur geschaffen wird.

Deshalb möchte ich Sie bitten, den Antrag der Regierung abzulehnen und die Motion erheblich zu

erklären.

Abstimmung.

Für Erheblicherklärung der Motion . . . 108 Stimmen, Dagegen

Wahl von Offizieren.

Bei 127 ausgeteilten und 105 wieder eingelangten Stimmzetteln, wovon 17 leer und ungültig, somit bei einem absoluten Mehr von 47 Stimmen, werden gemäss Antrag des Regierungsrates die nachgenannten Hauptleute, mit Brevetdatum vom 31. Dezember 1913, zu Majoren der Infanterie befördert:

Paul Zürcher, geboren 1876, i**n** Bern mit 93 Stimmen, Friedrich Indermühle, geboren 1876, in Thierachern . . . mit 89 Stimmen.

Motion der Herren Grossräte Morgenthaler und Mitunterzeichner betreffend den direkten Verkehr der Gerichtsbehörden.

(Siehe Seite 348 des letzten Jahrganges).

Morgenthaler. Am 23. September letzten Jahres hatte ich die Ehre, in Verbindung mit einigen Kollegen des Rates folgende Motion einzureichen: «Der Regierungsrat wird eingeladen, die zweckdienlichen Massnahmen zu treffen, um den direkten Verkehr der bernischen Gerichtsbehörde mit denjenigen der andern Kantone, insbesondere der französischen Schweiz, anzubahnen.»

Diese Motion hat den Zweck, einen Passus aus dem letztjährigen Geschäftsbericht des Obergerichtes etwas zu unterstreichen und einem Wunsch desselben etwas mehr Nachdruck zu verschaffen. Dieser Wunsch zielt auf Abschaffung eines wirklichen Uebelstandes, der offenbar bei gutem Willen mit Leichtigkeit aus dem Wege geschafft werden könnte.

Das Obergericht führt im Geschäftsbericht für das Jahr 1912 folgendes aus: «Während der Verkehr zwischen den schweizerischen und ausländischen Gerichtsbehörden immer einfacher wird, bleibt der Verkehr zwischen den Gerichtsbehörden der verschiedenen Kantone in Strafsachen und mit den französischen Kantonen auch in Zivilsachen in seiner alten, zeitraubenden Umständlichkeit bestehen.»

An diese Bemerkung schliesst das Obergericht folgenden Wunsch an: «Das Obergericht ersucht die zuständigen Behörden, den direkten Verkehr der bernischen Gerichtsbehörden mit denjenigen der andern Kantone, insbesondere der französischen Schweiz, anzubahnen.» Die Motion möchte also die Beseitigung dieses Uebelstandes bezwecken.

Ich will Sie mit der Begründung und Illustration dieses Postulates nicht lange hinhalten. sicher, dass wir es hier in unserem Zeitalter des entwickelten Verkehrs mit einem ganz merkwürdigen Rechtszustand zu tun haben. Während unsere Gerichtsbehörden mit ausländischen Gerichtsbehörden, mit deutschen, französischen und österreichischen, namentlich in Zivilsachen anstandslos direkt verkehren, ergeben sich im interkantonalen Geschäftsverkehr mit deutsch-schweizerischen und welschschweizerischen Kantonen immer die schwierigsten Komplikationen. Im Zivilverkehr mit den deutschschweizerischen Kantonen machen sich diese Schwierigkeiten nicht so bemerkbar, wohl aber bei den Kantonen der französischen Schweiz. In Strafsachen dagegen macht sich diese Schwierigkeit überall geltend. Man sollte nicht glauben, dass Verhältnisse existieren können, wie das folgende, das ich zur Illustration anführe.

Sie kennen alle unser schönes Saanenländchen mit seiner Montreux-Oberland-Bahn. Sie sind alle der Meinung, dass mit dieser Bahn dieses Gelände dem Verkehr erschlossen werden sollte und dass die angrenzenden Teile des Kantons Waadt mit demselben in möglichst engen Verkehr gebracht werden sollten. Wie gestaltet sich das in bezug auf den Verkehr der Gerichtsbehörden? Wenn z. B. der Richter von Château-d'Oex eine Straf- oder Zivilladung an einen Bürger von Saanen erlassen will, so sollte man meinen, das sei eine kleine Sache. Die Ladung werde nach Saanen geschickt und der Mann nach Château-d'Oex zitiert. Davon ist keine Rede. Die Ladung des Richters von Château-d'Oex wandert nach Lausanne an das waadtländische Kantonsgericht, von dort an den Regierungsrat des Kantons Waadt, von diesem an den Regierungsrat des Kantons Bern, von diesem an das bernische Obergericht und vom bernischen Obergericht an das Richteramt Saanen zur Zustellung. Sie werden zugeben, dass das für die modernen Verkehrsverhältnisse ein ziemlich umständlicher Umweg ist, namentlich wenn man in Betracht zieht, wie nahe die beiden Orte Saanen und Château - d'Oex beieinander liegen. Der Herr Kollege Reichenbach von Saanen hat mir gestern anvertraut, dass er, wenn er von Saanen nach Rougemont gehe, gewöhnlich eine schwache Stunde brauche, hingegen nach Château-d'Oex eine gute Stunde. Mit der Eisenbahn beträgt die Distanz 8-10 Minuten nach Rougemont und eine halbe Stunde nach Châteaud'Oex. Da muss man sagen, dass es ein Skandal ist, wenn wir heute immer noch diesen umständlichen Geschäftsverkehr zwischen benachbarten Richterämtern verschiedener Kantone haben.

Es ist klar, dass das nicht nur formelle Missstände zur Folge hat, sondern materielle Nachteile. Ein solcher Geschäftsverkehr ist erstens zeitraubend; sodann aber wird dabei sehr oft auch das materielle Recht verkürzt, indem es beispielsweise schon vorgekommen ist, dass die Ladung von Château-d'Oex nicht rechtzeitig nach Saanen gelangte, dass sie erst beim bernischen Obergericht angelangt war, als schon der Termin in Château-d'Oex stattfand. Der Geladene wurde dann verknurrt, so dass also unter Umständen sogar materielle Rechtsnachteile die Folge sind.

Wenn wir uns fragen, warum das so sei, so finden wir keinen vernünftigen Grund. Irgend eine gesetzliche Bestimmung besteht nicht. In Strafsachen kann man sich vielleicht berufen auf ein Konkordat von 1809, wo die einschlägige Materie geordnet ist. Dieses Konkordat ist aber längst nicht mehr in Kraft. Somit müssen wir diese Einrichtung einfach als einen Zopf betrachten, einen Anachronismus, der bestehen geblieben ist. Es mutet einen an wie ein Postkutschenidyll aus den alten Zeiten der Reichspost. Uebrigens haben wir erst heute wieder einem Zopf zuliebe Zeit verloren, indem wir die berühmte Ernennung von Stabsoffizieren vorgenommen haben, die wahrlich besser von einer andern Behörde erledigt würde. Es ist meines Erachtens eine selbstverständliche Sache dass man diesen Zopf im Gerichtswesen abschneidet, Das wird auf dem Weg des interkantonalen Konkordates zu machen sein, oder es wird ein Zusatz zum Bundesgesetz über Auslieferung zu beantragen sein; Mittel und Wege sind gewiss zu finden.

Ich möchte den Herrn Justizdirektor zuhanden des Regierungsrates bitten, diese Motion in dem Sinne entgegenzunehmen, dass Mittel und Wege gesucht werden sollen, um diesen Uebelständen abzuhelfen. Wenn meine Motion ein wenig dazu beiträgt, dass der Prozess der Sanierung etwas beschleunigt wird, so hat sie ihren Zweck erfüllt.

In diesem Sinne beantrage ich Ihnen die Erheblicherklärung der Motion.

Scheurer, Justizdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Herr Morgenthaler hat den Zustand, der auf diesem Gebiete herrscht, durchaus richtig geschildert und den komplizierten Weg dargelegt, den unter Umständen eine Vorladung von einem Kanton in einen andern durchmachen muss. Er hat richtig darauf hingewiesen, dass dieser Zustand nur gegenüber einigen, den welsch-schweizerischen, Kantonen besteht. Unter den deutsch-schweizerischen Kantonen besteht dieser Uebelstand nicht, die Gerichte verkehren direkt und ohne Begrüssung der Kantonsregierungen miteinander.

Dieser Zustand hat sich in der Tat überlebt, um so eher, wenn man denkt, dass es nach Abschluss von Staatsverträgen möglich ist, mit ausländischen Gerichten direkt zu verkehren, während wir also im Verkehr mit innerschweizerischen Gerichten diesen Umweg machen müssen. Die schweizerischen Gerichte können mit deutschen, österreichischen und andern Gerichten direkt verkehren, ohne Begrüssung der Staatsregierungen; mit den Gerichten unserer welschen Miteidgenossen ist das nicht möglich. Niemand freut sich mehr, wenn es gelingt, diesen Zustand zu ändern, als die Justizdirektion, indem ihr ein ganzer Haufe mechanischer Arbeit abgenommen wird.

Nun besteht aber eine Schwierigkeit. Wir können in diesem Saale nicht darüber verfügen. Soweit es an uns gelegen ist, haben wir den Handel erledigt. Ich mache darauf aufmerksam, dass der Weg, den eine Vorladung aus dem Kanton Waadt in den Kanton Bern macht, nicht derselbe ist, wie der Weg einer Vorladung aus dem Kanton Bern nach dem Kanton Waadt. Der Waadtländer wendet sich an

die Justizdirektion seines Kantons und diese an die bernische Justizdirektion. Von dieser geht es durch das Obergericht an den bernischen Amtsrichter. Der bernische Richter umgeht die kantonal-bernischen Behörden und schreibt direkt an die waadtländische Justizdirektion. Die Schwierigkeit besteht darin, ob es gelingt, unsere welschen Miteidgenossen dazu zu bringen, auf ihr Verfahren zu verzichten. Das wird da gewisse Schwierigkeiten haben, wo dieser Weg in ihren Gesetzen vorgeschrieben ist und es also eine Gesetzesänderung braucht. Es kann ganz gut sein, dass wir auf einen Widerstand stossen, weil diese Frage als ein Ausfluss des Hoheitsrechtes angeschaut wird, weil die staatlichen Behörden sich nicht in ihre Gerichtsbarkeit hineinreden lassen.

Ein gewisser Kern von Berechtigung liegt darin, Wir brauchen nur daran zu denken, dass einer von uns vor einen ausserkantonalen Richter zitiert wird, so wird einem das unbehaglich. Er geht nicht gern aus den Grenzen des Kantons. Deshalb haben die verschiedensten Staaten von jeher dafür gesorgt, dass der Bürger nicht ohne Zwang seinem natürlichen Richter entzogen und einem anderen Richter unterstellt wird, den er nicht kennt. Ich gebe ohne weiteres zu, dass im Gebiet der schweizerischen Gerichtsbarkeit dieses Gefühl keine absolute Berechtigung mehr hat. Aber in gewissem Umfange ist es doch noch vorhanden.

Daraus erklärt sich, dass Zustände, die dem Uneingeweihten ohne weiteres als etwas Unverständliches erscheinen, sich bis zur Stunde haben behalten können. Ich will nicht länger werden. Der Regierungsrat ist gern bereit, die Motion entgegenzunehmen und sie zur Durchführung zu bringen. Er schliesst sich dem Antrag auf Erheblichkeitserklärung der Motion an.

Die Motion wird stillschweigend erheblich erklärt.

Interpellation der Herren Grossräte Brüstlein und Mitunterzeichner, betreffend Partialrevision des Ehrenfolgengesetzes.

(Siehe Seite 27 hievor.)

Brüstlein. Ich habe mir erlaubt, die Regierung zu interpellieren über den Zeitpunkt, in dem sie ihre Versprechen, die grössten Härten des Ehrenfolgengesetzes zu mildern, einzulösen gedenkt. Sie erinnern sich vielleicht, dass ich vor ungefähr 1½ Jahren die Ehre hatte, in diesem Saale diesen Gegenstand eingehend zu besprechen. Ich habe damals eine Rede gehalten, die im Tagblatt des Grossen Rates mehrere Seiten füllt, ganz wider meine Gewohnheit. Ich möchte nicht an mir selbst ein Plagiat begehen, und aus dieser Rede auch nicht einen einzigen Satz vorlesen. Nur daran möchte ich erinnern, dass diese Rede eine sehr gemässigte gewesen sein muss, da sie entgegen der sonstigen Gewohnheit der Regierungskreise gegenüber unserer Partei eine wohlwollende Aufnahme gefunden hat. Die Mässigung bestand darin, dass wir nicht die vollständige Ab-

schaffung des Gesetzes, sondern nur die Ausmerzung der grössten Ungerechtigkeiten verlangten, damit der Kanton Bern wenigstens nicht am Schwanz sämtlicher Kantone marschiere.

Herr Justizdirektor Scheurer hat damals geantwortet: «Ich habe heute morgen die Sache der Regierung vorgelegt und erklärt, dass das Gesetz in dem Punkte revidiert werden könnte, dass der Nachweis der unverschuldeten fruchtlosen Auspfändung nicht erst dann sollte geleistet werden können, wenn die Publikation bereits erfolgt ist, sondern schon vorher. Der Regierungsrat ist gerne bereit, diesen Punkt weiter zu verfolgen. Eine Gesetzesrevision muss sowieso in nächster Zeit stattfinden . .»

Das ist nun das Wort, dessen Einlösung ich hier urgieren möchte. Dazu ermutigt mich ein kleiner Artikel, den ich vor einigen Tagen im «Bund» gelesen habe, in dem referiert wurde über einen Vortrag in den sogenannten staatsbürgerlichen Unterrichtsabenden der jungfreisinnigen Fraktion. Dort hat ein Redner einen Vortrag gehalten über das Wesen und die Aufgaben des Staates. Er hat seinen aufmerksamen Zuhörern erklärt, dass neben dem Rechtsschutz und der öffentlichen Sicherheit der Hauptzweck des Staates sei, die Schwachen zu schützen und die Starken in Schranken zu halten.

Im Verhältnis von Gläubiger und Schuldner ist gewöhnlich der Gläubiger der Starke und der insolvente Schuldner der Schwache. Auch das Umgekehrte ist allerdings schon vorgekommen. Wir kennen einen bekannten Herrn aus dem Oberlande, der gesagt hat, er schlafe gut, das schlechte Schlafen überlasse er seinen Gläubigern (Heiterkeit). Aber dieser Herr ist nie ausgepfändet worden, denn ausgepfändet werden nur die, die wirklich schwach sind.

Und nun lässt man diesen Leuten drei Monate Zeit. Nachdem der Verlustschein drei Monate alt geworden ist, kommt die trockene Guillotine und nimmt ihnen die politischen Ehrenrechte und stellt sie an den öffentlichen Pranger. Da sollte man meinen, die Leute sollten diese Zeit dazu verwenden dürfen, um sich zu wehren und den Nachweis zu führen, dass sie unverschuldeterweise in diese Lage gekommen sind. Das kann heute erst nach der Publikation geschehen.

Diese kleine Aenderung würde das Ehrenfolgengesetz, ich will nicht sagen schmackhaft, aber doch etwas erträglicher machen. Man brauchte dann nicht das Gesetz zu denunzieren als ein Unrecht, das an einem Teile unseres Volkes begangen wird. Da der Herr Justizdirektor so freundlich war, diese Revision in Aussicht zu stellen als eine in nächster Zeit bevorstehende, und da diese Revision eine sehr leichte Sache wäre, indem man nur in der Gesetzgebung der anderen 24 Kantone nachzusehen braucht, möchte ich wünschen, dass die Geschichte nicht auf die allzu lange Bank geschoben würde und dass wir in nächster Zeit mit einer kleinen Novelle beschert würden, die in einem Paragraphen den schlimmsten Rostflecken am Ehrenschild des Kantons Bern beseitigen würde.

Scheurer, Justizdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Ich möchte vorausschicken, dass der Regierungsrat die Anträge der Parteigenossen des Herrn Brüstlein so gut auf ihre Begründetheit prüfen muss und prüft, wie alle andern Anträge auch. Wenn

er findet, dass hier etwas sei, das verwirklicht werden könnte und der Unterstützung bedürfte, so wird er das sagen. Wenn die Herren beständig Anträge stellen, denen wir nicht zustimmen können, denen wir die Begründetheit nicht zuerkennen können, ist das nicht unsere Sache, sondern sie stellen die Anträge.

Was die Sache selbst anbetrifft, so ist es in der Tat richtig, dass der Regierungsrat gegenüber dem Antrag des Herrn Dr. Brüstlein, das Ehrenfolgengesetz vollständig zu revidieren und ein anderes System einzuführen, erklärt hat, er sei geneigt, dem Postulat in der Richtung zuzustimmen, dass der Nachweis unverschuldeter Zahlungsfähigkeit vor der Publikation soll geleistet werden können, und er sei bereit, im gegebenen Momente das Nötige zu veranlassen. Ich habe weiter gesagt, dass man sowieso in nächster Zeit in Aussicht nehme, die Gesetzgebung zu ändern. Ich war der Meinung, dass das Einführungsgesetz zum schweizerischen Gesetz über Schuldbetreibung und Konkurs dringend einer Aenderung bedürfe. Es hat sich gezeigt, dass das nicht nötig war.

Nun hat Herr Dr. Brüstlein die Verhandlungen vom Jahre 1912 nicht weiter verfolgt. Ich habe diese Erklärung namens des Regierungsrates abgegeben und darauf gewartet, was Herr Brüstlein dazu sagen würde. Anstatt, dass über die Sache geredet worden wäre, hat sich ein Duell entsponnen zwischen den Herren Wyss und Brüstlein, sekundiert von Herrn Moor, wo die Herren sich in sehr liebenswürdiger Weise die unliebenswürdigsten Sachen gesagt haben. Sie haben über ihre eigene Unsterblichkeit diskutiert und gegenseitig die Frage aufgeworfen, wie lange ihre Namen in der bernischen Geschichte lebendig bleiben werden. Sie haben alte und neuere Dichter zitiert; aber über das Ehrenfolgengesetz und die Erklärung der Regierung ist nicht gesprochen worden.

Das Resultat war, dass der Grosse Rat mit sehr grosser Mehrheit den Antrag Brüstlein ablehnte. Wir haben nun wirklich nicht gewusst, was wir machen sollten. Wir haben gesehen, dass von seiten der Herren, die eine Aenderung verlangt haben, überhaupt keine Antwort gegeben worden ist. Wir haben nicht gewusst, ob ihnen unser Vorschlag genügt. Das Votum des Grossen Rates aber war ein durchaus ablehnendes. Infolgedessen haben wir das Schwert in die Scheide gesteckt und gewartet, bis die Sache wieder kommen werde, nachdem der persönliche Krieg zwischen den Herren Wyss, Brüstlein und Moor erledigt sei.

Ich habe die Sache neuerdings der Regierung unterbreitet. Wenn man uns erklären kann, dass wir mit einem derartigen Antrag Unterstützung und nicht Gegnerschaft finden, so glaubt der Regierungsrat, einen solchen Antrag in Aussicht stellen zu können.

Karl Moor. Schlecht herausgebissen!

Brüstlein. Der Herr Kollege Wyss ist zum Glück heute nicht da, um die Diskussion abzulenken. So sind wir im Falle, dankend die Erklärung der Justizdirektion entgegenzunehmen und weiter über unsere Unsterblichkeit nachzudenken.

M. le **Président**. Je voudrais demander à M. le président de la commission de justice si nous pouvons peut-être traiter les recours en grâce.

Peter, Präsident der Justizkommission. Bei Anlass der Traktandenbereinigung am letzten Montag nachmittag wurde beschlossen, die Strafnachlass-gesuche am nächsten Dienstag zur Erledigung zu bringen. Es wäre mir lieb, wenn man an diesem Termin festhalten würde. Ich hatte vorgeschlagen, die Gesuche am kommenden Mittwoch zu behandeln; der Herr Polizeidirektor aber hat erklärt, es sei ihm unmöglich, hier zu erscheinen, und hat den Dienstag vorgeschlagen. Ich habe geglaubt, dabei habe es sein Bewenden und ich möchte vorschlagen, an diesem Tag festzuhalten, weil noch zwei Geschäfte, auf die ich seither aufmerksam gemacht worden bin, in der Justizkommission besprochen werden sollen. Man kann noch nicht sagen, ob die Justizkommission zu andern Anträgen kommen wird oder nicht, aber eine Besprechung dieser zwei Geschäfte ist doch nötig.

Wenn wir sagen wollten, dass wir heute die Begnadigungsgesuche ohne diese zwei erwähnten Geschäfte behandeln wollen und diese zwei in einer spätern Sitzung, würden wir doppelspurig arbeiten. Voraussichtlich wird eine vollständige Uebereinstimmung zwischen den Anträgen der Regierung und und denjenigen der Justizkommission zustande kommen, so dass eine Verschiebung auf den nächsten Dienstag jedenfalls keine weiteren Folgen haben wird.

Motion der Herren Grossräte Gross und Mitunterzeichner betreffend die Bekämpfung des Alkoholismus.

(Siehe Seite 347 des letzten Jahrganges).

M. Gross. La motion que je présente aujourd'hui et qui porte 31 signatures est pour ainsi dire le corollaire et le complément de la motion sur la tuberculose que j'ai présentée il y a quelques années et qui a donné lieu à la loi sur la tuberculose.

Ma motion d'aujourd'hui a la teneur suivante:

« Le gouvernement est invité à présenter un rapport et des propositions sur les mesures à prendre pour combattre efficacement l'alcoolisme et tout spécialement l'abus de l'eau-de-vie ».

Je tiens à déclarer de suite que je mets hors de cause les boissons hygiéniques: le vin, la bière et le cidre. On me dira peut-être qu'on s'alcoolise aussi avec ces boissons-là. Oui, c'est vrai, mais elles sont beaucoup moins dangereuses en tout cas; il en faut des doses bien plus fortes; parce que l'eau-de-vie contient ces éléments nocifs qui agissent plus rapidement sur l'organisme.

Ce serait enfoncer les portes ouvertes que de venir vous parler de la nocivité de l'alcool. Le procès de celui-ci est instruit, la sentence a été prononcée aussi bien par le corps médical que par tous ceux qui s'intéressent au développement moral et physique de notre peuple. Il est définitivement acquis aujourd'hui que l'alcool, pris en la dose que beaucoup de contem-porains ont l'habitude d'ingérer, est un poison. Je vous le prouverai tout à l'heure.

L'alcool est un des plus grands facteurs déterminants de la tuberculose, du rachitisme et de la cri-

minalité. C'est surtout en France qu'on a constaté l'effet de l'alcoolisme sur la tuberculose. Les départements où la consommation de l'alcool est la plus forte sont précisément aussi ceux où il y a le plus de décès causés par la tuberculose. Que l'alcool soit un poison, la statistique le prouve surabondamment. D'après celles que j'ai sous les yeux et qui paraît officielle, il meurt en moyenne chaque semaine en Suisse 12 personnes des suites de l'alcoolisme dont 10 hommes et 2 femmes; cela semble assez surprenant que le sexe féminin s'adonne aussi à l'acool, mais c'est malheureusement ainsi. Il fait donc en Suisse plus de 600 victimes par an. En France le chiffre des décès s'élève à 100,000. Dans ma pratique médicale de 45 ans j'ai eu maintes fois l'occasion de constater les suites funestes de l'alcool: enfants abandonnés, rachitiques, ménages désunis, etc. Mais c'est un cas spécial qui m'a déterminé à déposer ma motion, celui d'un jeune homme, qui, l'année dernière, s'est suicidé pendant la nuit dans des circonstances horribles. Agé de vingt ans il était adonné à l'eau-de-vie depuis son enfance; il s'est porté avec un rasoir plus de vingt blessures dont une seule était déjà mortelle. Non seulement le côté gauche était balafré, mais ce qui est curieux, le bras droit portait aussi les mêmes blessures, ensorte qu'il a donc dû changer le rasoir de main pour accomplir sa funeste action. Le matin, on l'a trouvé tout nu baigné dans son sang, tandis qu'à côté de lui étaient couchés son père et sa mère, à l'état d'ivresse, témoins impassibles du crime de leur enfant. A l'autopsie, nous avons trouvé le cœur, le foie, tous les organes atteints par l'alcool; ce jeune homme, d'après ce que nous disaient les voisins, absorbait environ 1 litre de schnaps par jour.

Ă la vue de ce cas je me suis demandé si ce n'était pas le moment de prendre des mesures plus efficaces contre la plaie de l'alcool et je me suis livré à une enquête auprès des établisssements pénitentiaires et d'aliénés pour savoir combien d'alcooliques y étaient internés. Et voici les réponses qui me furent faites.

A Thorberg, le 90 % des internés le sont pour

cause d'alcoolisme.

A Witzwil, M. le directeur Kellerhals, me répond que « l'on peut toujours compter qu'il y en a un peu plus de la moitié qui subissent des peines pour des délits commis notoirement sous l'influence de l'alcool ».

Au Tannehof, le 90 % par suite d'abus d'eau-de-vie.

Quant à St-Jean, on en compte 98 %. Dans le rapport de la direction des pauvres pour 1912 de M. Burren, on lit ceci:

« L'alcoolisme et l'inconduite demeurent ce qu'ils ont été de tout temps, les pourvoyeurs ordinaires du paupérisme »

Quant à l'établissement d'aliénés de la Waldau, je me suis informé auprès de M. le directeur v. Speyer

et voici ce qu'il m'a répondu:

En 1908 le 28 % des internés l'étaient ensuite d'alcool, en 1909 le 44 %, en 1910 le 44 %, en 1911 le 35 %, en 1912 le 30 %.

On prétendait depuis quelque temps que la consommation de l'alcool allait en diminuant; ce n'est paraît-il pas le cas. Car l'autre jour le directeur de la maison de travail de St-Jean, M. Burri me disait que cet hiverci il avait eu 60 internés de plus que d'habitude. C'est la preuve que l'alcoolisme, ce fléau public, va plutôt en augmentant. Si nous n'avions pas l'alcoolisme, M. le Président et Messieurs, nous pourrions fermer

Thorberg et St-Jean du jour au lendemain, et de plus éviter les frais d'un normal établissement d'aliénés.

Tout à l'heure j'ai parlé des boissons alcooliques contenant moins d'alcool que l'eau-de-vie et qui sont des boissons hygiéniques. La bière contient 2 à 3 % d'alcool; la bière exportée 6 %. Il est prouvé que ces quantités minimes d'alcool provoquent rarement des accidents et ceux-là sont plutôt causés par des ingrédients ajoutés à la bière pour lui donner la couleur et l'amertume.

Le cidre a de 2 à 6 % d'alcool et le vin jusqu'à 12 %. L'alcool est consommé sous diverses concentrations. On distingue l'eau-de-vie naturelle, qui est le résultat de la distillation des fruits, de 30 à 60 degrés, de l'alcool industriel, résultant de la distillation de la betterave, des graines, et qui titre 60 degrés. L'al-coolisme produit par l'alcool eau-de-vie est appelé par les médecins éthylisme, à cause de l'essence qu'il contient. La quantité d'alcool nécessaire pour produire l'éthylisme varie naturellement suivant l'âge, l'hérédité, les conditions de travail, le régime alimentaire, etc. L'éthylisme dépend aussi de la quantité des autres alcools ingérés comme apéritifs ou comme liqueurs après les repas, telles ces liqueurs prises par les femmes et qui causent l'alcoolisme chez elles; ces alcools-là tiennent de 23 à 40 degrés. Les bitters, 35 à 45 degrés, obtenus par macération de divers produits amers. L'action de ces produits sur le système nerveux est tellement puissante que toute personne absorbant régulièrement des bitters présente des symptômes caractéristiques en médecine.

Il y a donc une grande différence entre le vin, le cidre et ces bitters, surtout avec l'eau-de-vie.

Si maintenant nous cherchons le remède à apporter à l'alcoolisme nous le trouvons dans l'éducation de la jeunesse à qui l'on doit inspirer l'horreur de tout ce qui dégrade; nous devons la mettre en garde contre la séduction de l'alcool. Dernièrement j'ai lu dans les journaux la mise au concours de tableaux scolaires, présentant l'alcool sous ses différents aspects. Je ne puis qu'approuver cette initiative qui, sous forme de tableaux instructifs, frapperont l'imagination des écoliers. On pourrait aussi faire donner des cours sur l'antialcoolisme par les instituteurs. Je crois qu'il en existe déjà. Mais ce qui importe le plus c'est de travailler à la limitation des débits de boissons sans se laisser arrêter par des considérations fiscales. Cette annéeci l'occasion est favorable, puisque c'est précisément celle du renouvellement des patentes d'auberge. La limitation des débits est une question capitale, car il est prouvé que plus il y a de débits d'alcool plus il y a d'alcooliques; en France, la progression y est effrayante. En 1850, on buvait en France 1,46 l. par tête d'habitant; en 1911, c'est 4,06! Ceci sans compter ce que livrent les bouilleurs de cru, ensorte qu'on peut évaluer à 5 litres la quantité d'alcool absorbée en France par habitant. Le nombre des débits a passé de 335,000 en 1879 à 480,000 en 1909. En France, sous le régime de la liberté complète, il y a une auberge pour 82 habitants. Certaines régions, Cambrai par exemple, en ont une pour 56 habitants. Certains villages en comptent un très grand nombre; celui d'Armoing, par exemple, de 507 habitants et 53 débits, soit un par 10 habitants.

En Allemagne, 1 débit par 246 habitants; aux Etats-Unis, 1 sur 560 habitants; en Angleterre 1 sur 430 habitants; en Suède, 1 sur 5000; en Norvège, 1 sur 9000; Dans le canton de Berne, il y a 1 débit sur 200 habitants; dans la Suisse entière, 1 sur 149; Bâleville, 1 pour 326; Argovie, 1 pour 250; Zurich, 1 pour 200; Thurgovie, 1 pour 100; Tessin, 1 pour 67.

A Neuveville nous avons 1 débit pour 200 habitants, tandis qu'au Landeron il y en a 1 sur 100 environ. Aussi le Conseil neuchâtelois a-t-il décidé de limiter les débits et dernièrement, il a refusé de ratifier la vente d'un débit situé entre Neuveville et Landeron, bien que les actes fussent déjà passés et que le nouvel acquéreur allait y entrer.

Examinant la consommation d'alcool faite dans le canton d'après la statistique de 1912, les chiffres de livraison de la régie fédérale sont de 1,239,049 kil., soit 1,638,000 litres environ, dont 367,443 litres pour le Jura et 1,270,640 litres pour l'ancien canton, soit un total de 1,638,083 litres à 2 fr. le litre moyen =

3,276,166 fr.

Dans le Jura, la consommation par habitant est de 3,1 litres. Dans l'ancien canton, 2,3 litres. Moyenne pour le canton entier: 2,5 litres.

L'année dernière, l'Italie a pris des mesures contre

l'alcoolisme.

Et voici ce que je lis à ce propos dans un journal:
« Il y a eu lieu de citer, dans le sens d'une intervention énergique de l'Etæt, la loi italienne toute récente de 1913, due principalement aux efforts persévérants de MM. Giolitti et Luzzatti. Ses principales dispositions visent la prohibition de l'absinthe, l'interdiction de la vente de boissons contenant plus de 21 degrés de l'alcool sans une autorisation du préfet, l'interdiction de l'ouverture de nouveaux débits dans les communes où ceux-ci dépassent le rapport de 1 pour 500 habitants, enfin la publication par décret d'une liste des substances et essences nuisibles à la santé publique qu'il est défendu d'employer ou dont l'emploi est restreint dans des proportions déterminés ».

Maintenant, je propose aussi de ne livrer à la consommation que des liqueurs de moindre nocivité et de surveiller celles contenant des essences nuisibles.

D'appliquer strictement la loi sur la police des pauvres.

De favoriser les établissements ne vendant pas de l'eau-de-vie, comme a commencé de le faire dans le Jura le prédécesseur de M. Locher et de généraliser ce système qui a pour effet d'encourager les sociétés travaillant contre l'alcoolisme, et d'accorder des sub-ventions plus élevées aux salles de lecture et aux asiles pour buveurs, d'améliorer les logements ouvriers, de favoriser l'établissement d'écoles ménagères enseignant aux jeunes filles la tenue du ménage et encourageant indirectement la lutte contre l'alcoolisme.

Il y a encore une question importante que je ne dois pas oublier de signaler, c'est celle de l'heure d'ouverture des débits de boissons, ouverts jusqu'à minuit depuis une heure matinale, ce qui a pour résultat que beaucoup de consommateurs absorbent de l'alcool nocif à un moment où il est particulièrement dangereux de le faire. La Russie, sur la proposition du tsar a retardé l'heure d'ouverture des débits de boissons, qui est fixée maintenant à 9 heures du matin, ce qui enraie en une certaine mesure la consommation de l'alcool.

Telles sont les considérations que je voulais faire valoir à l'appui de ma motion. Je ne pourrais mieux terminer qu'en vous citant la péroraison faite à l'assemblée générale de la ligue nationale contre l'alcool par M. le professeur Debove, membre de l'Académie de médecine:

« Dans notre lutte de préservation sociale, nous avons bien des adversaires. D'abord les alcooliques qui ne veulent pas être guéris. Ils ont pris la funeste habitude d'une substance toxique, ils ne sauraient la supprimer brusquement sans provoquer une dépression des forces. Il en est de même des intoxiqués par la morphine, la cocaïne. Tous sont esclaves de leur passion. Nous avons encore contre nous des intérêts pécuniaires. Nombre de fortunes ont leur source dans la fabrication et la vente de l'alcool; elles se sont élevées sur des millions de cadavres.

Pour nous, rien n'arrêtera notre campagne contre un ennemi qui compromet l'existence d'un grand nombre de citoyens, le bonheur de tant de familles, la

prospérité nationale.

Levons nous tous, quelles que soient nos opinions sociales, morales, politiques, religieuses, montrons l'immensité du danger, dressons nous contre cette vague grossissante, toujours plus furieuse, qui menace d'engloutir la prospérité de notre chère patrie ».

M. Locher, directeur de l'Intérieur, rapporteur du Conseil-exécutif. La motion de M. le député Gross part d'un excellent naturel et si elle ne nous apprend pas des choses bien nouvelles, bien imprévues, elle est cependant intéressante à plusieurs points de vue, et je déclare au nom du gouvernement que je l'accepte très volontiers. La chose me paraît pouvoir se résoudre d'une façon très simple, puisque nous nous trouvons en présence d'une autre motion, celle de M. le député Moor, au sujet de la revision de la loi sur les auberges. M. Moor avec lequel je me suis déjà entretenu à ce sujet, sait que, avant de connaître quel sera le développement qu'il donnera à sa motion, je l'accepte, parce que depuis deux ans que j'ai l'honneur d'être à la tête de la direction de l'Intérieur j'ai dû reconnaître que quelques dispositions essentielles de la loi sur les auberges devaient être revisées. Cette loi n'est pas encore très ancienne, mais cependant dans la pratique on est obligé de reconnaître qu'elle est susceptible d'améliorations, de perfectionnements. Je pense que la motion de M. Moor tiendra compte sur ce point de celle de M. Gross.

M. le député Gross a raison d'accentuer sur le fait que l'abus contre l'alcoolisme est un fléau public. Nous le savons depuis très longtemps. Sans vouloir faire du lyrisme nous répondons à M. Gross, que pour nous la lutte contre l'alcool revêt avant tout un caractère éducatif. Le motionnaire a raison de mettre le doigt sur cette lacune qui subsiste encore dans l'éducation et l'instruction de la jeunesse et du peuple en particulier.

l'instruction de la jeunesse et du peuple en particulier. Dire qu'on n'a pas fait des progrès, que la consommation de l'alcool va toujours en s'accentuant et que ses effets en sont d'autant plus terribles me paraît cependant être une exagération. Je crois quand même qu'un progrès se fait de jour en jour dans ce domaine, notamment à l'école; nombre de membres du corps enseignant sont des partisans convaincus de l'antialcoolisme; ils ne sont soutenus, je le reconnais avec peine, que très faiblement dans leurs efforts généreux, mais pourtant, l'exemple fructifie. Il y aurait lieu d'affecter dans une plus large mesure le ½10 de l'alcool à la lutte poursuivie par les associations antialcooliques. On y arrive petit à petit. Sans vouloir faire un compliment à MM. les députés représentants du parti socialiste

je dois reconnaître cependant que les organisations ouvrières ont réalisé un progrès sensible et réjouissant, que les chefs mêmes de ces organisations insistent sur le danger de l'alcool qui a exercé tant de ravages sur des milliers d'enfants du peuple. Il faut reconnaître, il faut louer cette tendance. C'est justement dans le sein de ces organisations-là que l'on doit chercher le puissant appui nécessaire pour faire sortir de la fange ceux qui s'adonnent à la funeste passion de l'alcool, passion, vice dont ils sont victimes par atavisme et dégénérescence continue; c'est souvent une cruelle expiation des fautes commises par leurs ancêtres. Le mouvement de résistance s'est accentué; il faut le développer et l'appuyer toujours davantage. Cette tendance très louable n'est du reste pas seulement le fait des organisations ouvrières, mais elle est l'œuvre d'un peu tout le monde et particulièrement des pouvoirs publics et des sociétés d'abstinence et de tempérance de toute nature et de tous les degrés. Les efforts réunis, la bonne volonté, les dévouments qui se groupent dans cette lutte deviennent de plus en plus la juste préoccupation générale, c'est avant tout aussi celle des hommes d'Etat. Je crois m'être exprimé déjà sur ce sujet dans cette salle même. M. le député Gross pense que, sans négliger le côté éducatif de la question, notre effort doit porter sur la diminution du nombre des débits. C'est ce que nous faisons sur toute la ligne. Nous ne nous laissons diriger en aucune manière par des préoccupations fiscales. Depuis deux ans que je suis à la direction de l'Intérieur, je ne crois pas exagéré de dire — je n'ai pas le nombre exact en tête - que j'ai refusé jusqu'à ce jour tout près de 200 demandes de patentes pour ouverture d'auberges ou débits de boissons. Si nous les avions toutes accordées, cela eût représenté une recette annuelle d'environ 80,000 fr. de plus. Le gouvernement et la direction des finances elle-même nous appuient dans cette campagne et ne cherchent en aucune manière à nous impressionner pour augmenter les recettes, nous sommes heureux de le constater ici. Nous avons le sentiment de notre responsabilité et nous continuerons à le développer et à le fortifier pour ac-

centuer la lutte entreprise contre l'alcoolisme.

La motion de M. le député Gross trouvera donc prochainement sa solution, puisque déjà maintenant j'accepte à l'avance la motion de M. Moor. Ces deux motions seront traitées en même temps et, nous pouvons donner l'assurance au Grand Conseil, cette revision se fera dans un sens favorable et progressiste; le point de vue éducatif n'échappera sans doute pas non plus à mon honorable collègue de l'instruction publique. Il y aura lieu de voir et d'attendre de quelle manière la question sera tranchée dans un avenir prochain et dans un sens favorable à la motion de M. le député Dr Gross.

Donc, vivons sur bon espoir. Ne nous laissons pas entraîner à un pessimisme tendancieux; sachons puiser dans notre ligne de conduite suffisamment de force et de volonté pour remplir le programme que nous nous sommes tracé en travaillant au relèvement intellectuel, moral et physique des populations ravagées par l'alcoolisme et pour préserver à temps celles qui en sont menacées.

Grimm, Zum Kampf gegen den Alkoholismus gehört in erster Linie, dass man die bestehenden Gesetze, die diesem Bestreben dienen, durchzuführen

sucht. Wenn die Regierung sich um die Zurückdrängung des Alkoholismus im Kanton Bern ein Verdienst erwerben will, kann sie es tun, indem sie darauf dringt, dass bestimmte Gesetzesbestimmungen nicht

auf dem Papier bleiben.

Im Jahre 1908 ist das Absinthverbot vom Schweizervolke mit grosser Mehrheit angenommen worden. Dieses Verbot wurde heftig kritisiert, da es einen Eingriff in die persönliche Freiheit des Einzelnen bringe. Für die Fabrikanten hat es die gute Folge gehabt, dass sie vom Bund eine Liebesgabe bekommen haben für ihre Absinthpflanzungen, wie die preussischen Junker für ihren Fusel.

Dieses Absinthverbot besteht, aber es wird nicht gehalten. Man hat unlängst im «Bund» einen Artikel lesen können, in dem gesagt wurde, wie in der Westschweiz das Absinthverbot Tag für Tag umgangen werde, so dass heute der Konsum trotz dieses Verbotes grösser sei als früher. In dem Artikel hiess es ausdrücklich, dass er sich auf die Verhältnisse der Westschweiz beziehe. Das ist nun zwar nicht wahr, wie noch vieles andere auch, was im Bund steht; dieser Artikel kam nicht aus der Westschweiz, so**n**dern aus dem Jura. Der Artikel stammt aus Tavannes, ich könnte seinen Verfasser nennen, und die darin geschilderten Verhältnisse sind die Verhältnisse des Berner Jura. Im Anfang dieses Jahres erschien im Démocrate ein Artikel, in dem es hiess, man wünsche gar nichts anderes, als dass man das Absinthverbot aufrecht erhalte, um den Konsum von Absinth so viel als möglich zu steigern. Ihr Herren Kollegen, Hand aufs Herz, wenn man hier im Saale, etwa am Morgen um 11 Uhr von einem zum andern ginge und eine Geruchs- oder Geschmacksprobe veranstalten würde, ich wüsste nicht, ob nicht der eine oder andere als Entschuldigung vorbringen würde, ein Gläschen Absinth in Ehren, sei nicht zu verschmähen. Nicht nur in den unteren Schichten der Bevölkerung wird der Absinth mehr als zuvor konsumiert, sondern er wird konsumiert von den Organen, die eigentlich dazu berufen wären, für die Durchführung des Absinthverbotes zu sorgen.

Es ist typisch, dass ein Freisinniger des Jura, mit dem man sich über diese Frage unterhielt, in einem Brief folgende Sätze niederlegen konnte: «Hier und und anderwärts, überall, wohin ich gehe, sieht man so viel Absinth wie früher. Was gefährlich ist, ist das, dass man die grüne Fee nun auch in Familien findet. Man kauft so viel man will, wenn du 100 Liter wünschest, — du kannst sie morgen schon haben.» In der Tat, wer heute Absinth konsumieren will und weiss, wie man es einrichten muss, damit man nicht erwischt wird, kann Absinth bekommen. Das ist sehr leicht, weil die Behörden nicht nur ein, sondern meist beide Augen zudrücken.

Nun kann es Situationen geben, wo ein Gesetz unausführbar ist und am Widerstand des Volkes scheitert. Die Durchführung des Absinthverbotes ist aber lediglich eine Frage der amtlichen Tätigkeit. Wenn diese einsetzt mit einer richtigen Aufsicht, wird das Absinthverbot durchgeführt werden können. Ich halte dafür, dass wenn man auf allen anderen Gebieten dafür sorgt, dass jede kleine Gesetzesübertretung geahndet wird, man das auch auf diesem Gebiete zu tun hat. Es geht nicht an, dass man das Gesetz nur dort ausführt, wo es einem gerade passt, und auf andern Gebieten nicht.

Wenn die bernische Regierung durch ihren Vertreter vorhin hat erklären lassen, dass sie den Kampf gegen den Alkohol mit aller Schärfe aufnehme, dass sie die Motion des Herrn Kollegen Gross begrüsse, so halte ich dafür, dass zu diesem Kampf in ersten Linie die Respektierung des Absinthverbotes und die entsprechende Anweisung der amtlichen Aufsichts-organe gehört. Man hat im Staatsverwaltungsbericht für das Jahr 1912 lesen können, dass Widerhandlungen gegen das Absinthverbot eigentlich nur in sehr geringer Zahl vorkommen. Die Lebensmittelinspektoren erklären, die Uebertretungen seien nicht der Rede wert. Es sind auch dementsprechend ganz wenige Bussen verhängt worden. Wenn einer die tatsächlichen Verhältnisse kennt, wenn einer eine Wanderung unternimmt, wobei er nicht einmal in den Jura zu gehen braucht, sondern in der Stadt Bern bleiben kann, wird er oftmals Herren in verschwiegene Hinterstübehen verschwinden sehen, offenbar nicht, um dort Syrup oder Grenadine zu trinken.

Wenn man diese Verhältnisse kennt, ist auf den ersten Blick klar, dass entweder die Lebensmittelinspektoren nichts gesehen haben oder nichts haben sehen wollen. Deswegen möchte ich die Regierung ersuchen, dass sie es nicht nur bei platonischen Erklärungen gegenüber dem Herrn Motionär Gross sein lässt, sondern mit aller Schärfe auf die Durch-

führung dringt.

M. Etienne. J'ai été extrèmement heureux d'entendre le développement de la motion de M. le député Gross et la réponse de M. le conseiller d'Etat Locher. Je me permettrai cependant d'ajouter quelques mots.

Souvent, les remèdes proposés ne sont que des palliatifs. Si une maison est en flammes on cherche à les éteindre pour la sauver. Or, tant que nous n'aurons pas pris des mesures énergiques pour restreindre l'usage de l'alcool — je voudrais pouvoir dire pour le supprimer — nous n'aurons pas atteint le but. Mais je sais qu'il ne dépend du canton de Berne de prendre de telles mesures; elles relèvent du domaine de la confédération. C'est là qu'il faut travailler pour rendre l'alcool inaccessible le plus possible aux bourses. On a beau prendre toute une série de mesures, on a beau éduquer l'enfant pour lui faire connaître cet ennemi et lui apprendre à s'en défier, à le combattre — et cela est très bien et cela est très louable - il faut encore autre chose. Ce qui sera certainement le mieux, ce sera de détruire l'ennemi. Consacrons-y tous nos efforts, fermons lui la porte. Je sais bien qu'il sera toujours loisible à celui qui voudra s'empoisonner par l'alcool de le faire, mais quand nous aurons élevé une barrière puissante contre l'invasion en la rendant très difficile, c'est-à-dire en augmentant le prix de l'alcool, alors les recettes de la Confédération auront beau, de ce fait, subir un fléchissement, un temps d'arrêt, la contre-partie se fera immédiatement sentir par la suppression, comme M. le député Gross a dit, des asiles, qui nous coûtent si cher, où sont parqués des personnes absolument inutiles à la société.

Pas de palliatifs, mais un remède énergique.

M. le **Président.** La motion de M. le député Dr Gross étant acceptée par le gouvernement il n'y a pas lieu de procéder au vote.

Beschwerde Bischoff.

Burren, Armendirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Unter dem 10. November 1913 haben die Eheleute Bischoff-Joss, die seit 6. Oktober 1913 als Pfleglinge in der seeländischen Armenanstalt Worben untergebracht sind, an den Grossen Rat das Gesuch gestellt, man möchte sie aus dieser Anstalt entlassen. Dieses Gesuch ist dem Regierungsrat zur Berichterstattung überwiesen worden und vom Regierungsrat an die Armendirektion gelangt.

Die Eheleute Bischoff sind Burger von Biel und stehen unter der Fürsorge der burgerlichen Armenpflege Biel. Wir haben in der Anstalt Worben Informationen eingezogen. Der Sachverhalt ist folgender: Daniel Bischoff-Joss steht im Alter von 60, seine Frau im Alter von 65 Jahren. Beide sind taubstumm. Allerdings kann man mit ihnen verkehren; sie können sich schriftlich ganz gut ausdrücken und sie kennen die bekannte Lippensprache aus den Taubstummenanstalten. Beide sind seit Jahren von der burgerlichen Armenpflege Biel unterstützt worden. Ihr Vorleben ist durchaus kein ungetrübtes, sondern es weist eine grosse Anzahl kleinerer und bedeutenderer Strafen auf. Der Ehemann war bereits in St. Johannsen und in Witzwil untergebracht. Vom 1. Januar bis 1. August 1913 waren die Eheleute im Greisenasyl in Gottstatt versorgt. Sie haben gegen ihre Unterbringung in Gottstatt sowohl wie in Worben lebhaft remonstriert, aber ohne Erfolg. Die burgerliche Vormundschaftsbehörde hat sich dahin ausgesprochen, dass eine dauernde Versorgung auf Kosten der Armenbehörde notwendig sei.

Bischoff ist Schneider von Beruf, seine Frau Glätterin. Er scheint ein geübter Schneider zu sein, seine Spezialität ist die Anfertigung von Hosen. Nun machen die Eheleute geltend, dass der Mann sofort bei einem früheren Meister eintreten könnte und dass ein erwachsener Sohn sie ebenfalls unterstützen

würde.

Wie stellen wir uns zu dem Gesuch? Die Sache ist eine Angelegenheit der zuständigen Vormundschafts- und Armenbehörde. Es steht bei ihr, ob sie einen Versuch machen will, die Leute probeweise zu entlassen. Der Versuch wird wahrscheinlich misslingen. Wenn sie ihn aber machen will, haben wir nichts dagegen. Nur geht es nicht an, dass die obersten Staatsbehörden da intervenieren und der zuständigen Behörde Vorschriften machen.

Wir beantragen Ihnen also, es sei über das Gesuch zur Tagesordnung zu schreiten und es seien allfällige weitere gleichartige Gesuche der Eheleute Bischoff-Joss ad acta zu legen. Ich möchte noch darauf aufmerksam machen, dass es sehr weit führen würde, wenn unsere sämtlichen 2500—3000 Pfleglinge in den altbernischen und jurassischen Armenanstalten im Vertrauen auf das landesväterliche Herz des Grossen Rates künftig auf diesem Weg ihre Freiheit reklamieren wollten und wir zu jedem einzelnen Fall Stellung nehmen müssten. Ueber diesen Fall haben wir unsere Erkundigungen eingezogen und Ihnen gemäss den Tatsachen Bericht erstattet. Es liegt keine Veranlassung vor, auf das Gesuch einzutreten.

Peter, Präsident der Justizkommission. Die Akten in Sachen der Eheleute Bischoff sind auch der Justiz-

kommission unterbreitet und von dieser einer eingehenden Prüfung unterzogen worden. Die Justizkommission kommt genau zu dem gleichen Resultat wie die Regierung und beantragt, es sei die Beschwerde abzuweisen.

Genehmigt.

Beschluss:

Ueber das Gesuch der Eheleute Bischoff-Joss, von Biel, um Entlassung aus der Verpflegungsanstalt Worben wird zur Tagesordnung geschritten.

Schluss der Sitzung um 11¹/₄ Uhr.

Der Redakteur: Zimmermann.

Kreisschreiben

an die

Mitglieder des Grossen Rates,

Bern, den 12. März 1914.

Herr Grossrat!

Der Grosse Rat hat heute beschlossen, die Session Montag, den 16. März, nachmittags 2 Uhr, fortzusetzen.

Auf die Tagesordnung des 16. März setze ich:

Motion Neuenschwander und Mithafte vom 20. November 1913 betreffend die Revision der Steuergesetzgebung.

2. Motion Choulat und Mithafte vom 30. September 1913 betreffend die Germanisationsbestrebungen

im Jura.

3. Motion Salchli und Mithafte vom 30. September 1913 betreffend die Verwendung des Kredites für Förderung der Rindviehzucht.

Mit Hochschätzung!

Der Grossratspräsident: Frepp.

Fünfte Sitzung.

Montag den 16. März 1914,

nachmittags 2 Uhr.

Vorsitzender: Präsident Frepp.

Der Namensaufruf verzeigt 186 anwesende Mitglieder. Abwesend sind 46 Mitglieder, wovon mit Entschuldigung die Herren: Abbühl, Bähni, Brand (Tavannes), Burkhalter (Walkringen), Burrus, Cueni, Girardin, Girod, Hari, Hofer (Alchenflüh), Keller, Kindlimann, Laubscher, Merguin, Minder (Friedrich), Obrist, Rossé, Rufer (Biel), Schär, Schneider (Biel), Schüpbach, Stebler, Stucki (Jns), Vernier, Weber, Wyder, Wyss, Zumbach; ohne Entschuldigung abwesend sind die Herren: Albrecht, Bösch, Flückiger, Graber, Grossglauser, v. Grünigen, Gygax, Henzelin, Hess (Steinhölzli), Hochuli, Hostettler, Hügli, Jobin, Ledermann, Marti, Minder (Johann), Mouche, Thöni.

Tagesordnung:

Motion der Herren Grossräte Neuenschwander und Mitunterzeichner betreffend die Revision der Steuergesetzgebung.

(Siehe Seite 539 des letzten Jahrgangs).

Neuenschwander. Nachdem die Steuergesetzkampagne im Dezember 1912 mit der Verwerfung der damaligen Vorlage keinen gerade rühmlichen und befriedigenden Abschluss gefunden hat, hätte man glauben sollen, die ganze Bewegung sei nun zum Stillstand gekommen und man werde für einige Zeit von der Steuerreform nichts mehr hören. Das war aber nicht der Fall. Kurze Zeit darauf, bereits im September 1913, sah sich die Staatswirtschaftskommission veranlasst, eine Steuermotion zu stellen, und zwar betreffend die Revision des Erbschaftssteuergesetzes. Dieses Postulat wurde nach ziemlich eingehender Diskussion im Grossen Rate, speziell durch die Mitglieder der freisinnigen Fraktion angenommen. Mir und vielen meiner Kollegen kam es etwas merkwürdig vor, dass die sozialdemokratische Frakgegen das Erbschaftssteuergesetz auftrat, wie Sie in der Folge sehen werden, die Einnahmen des Erbschaftssteuergesetzes auch für die vorgesehene Entlastung der untern Klassen in Anspruch nehmen müssen.

Die zweite Etappe bildete die sozialdemokratische Steuerinitiative. Das Bernervolk wurde, man darf wohl sagen, mit dieser Initiative eigentlich überrascht. Man dachte nicht daran, dass nun sofort wieder Bestrebungen für eine Totalrevision der Steuergesetzgebung sich geltend machen würden. Es ist nicht meine Aufgabe, mich jetzt über die sozialdemokratische Steuerinitiative auszusprechen; ich werde aber bei der Begründung der Motion noch Gelegenheit haben, auf einzelne der Punkte zu sprechen zu kommen.

Nachdem die Steuerinitiative lanciert war und alle Anstrengungen gemacht wurden, um die nötigen Unterschriften zusammenzubringen, musste man sich selbstverständlich in freisinnigen Kreisen mit ihr befassen. Es fanden Versammlungen statt, und in einer Versammlung, an der ich die Ehre hatte, über diese Initiative zu referieren, wurde beschlossen, es sei dieselbe abzulehnen. Es hat momentan keinen Zweck, die Gründe dafür anzuführen; ich werde später auf die Sache zurückzukommen. Gleichzeitig sagte man sich aber, dass mit der Ablehnung der Initiative die Steuerbewegung nicht unterdrückt werden könne, sondern dass es die Pflicht jedes recht und billig denkenden Bürgers sei, die vorhandenen Uebelstände in unserer Steuergesetzgebung in möglichst kurzer Frist heben zu helfen, und dass es deshalb in der Aufgabe der herrschenden Partei liege, die Steuerrevision neuerdings in Angriff zu nehmen und die bestehenden Misstände, Ungleichheiten und Ungerechtigkeiten auf dem Gebiete des Steuerwesens zu beseitigen.

Ich habe mir gestattet, schon in meinem Bericht über die Finanzdirektion eine bezügliche Bemerkung zu bringen und zu sagen, wahrscheinlich werde es nicht möglich sein, in nächster Zeit an eine Totalrevision heranzutreten, sondern wir müssen die Uebelstände auf dem Wege der Partialrevision zu heben suchen. Das war auch der Grund, warum wir uns nach Besprechung in Kreisen der freisinnigen Grossratsfraktion entschlossen haben, dem Grossen Pate felgende Metion einzurgieben:

Rate folgende Motion einzureichen:

« Der Regierungsrat wird eingeladen, dem Grossen «Rate beförderlichst den Entwurf einer Partialrevi«sion der Steuergesetzgebung vorzulegen, in dem «Sinne, dass in erster Linie die Erhöhung des steuer«freien Existenzminimums, die Einführung von Fami«lienabzügen und die möglichste Entlastung des ver«schuldeten landwirtschaftlichen Grundbesitzes in «Aussicht genommen wird. Dies unter der Voraus«setzung, dass der Ausfall an Steuern durch Steuer«zuschläge, sowie durch die Mehreinnahmen des revi«dierten Erbschaftssteuergesetzes gedeckt werden.»

Die Motion ist vom Sprechenden und 38 Mitgliedern der freisinnigen Fraktion des Grossen Rates

unterzeichnet.

Diese Motion bildet die dritte Etappe der neuen Steuerbewegung; aber es ging nicht lange, so bildete sich eine neue Situation heraus. Die Steuerfrage, speziell die sozialdemokratische Initiative, wurde auch an der Versammlung der freisinnigen Partei des Kantons Bern eingehend besprochen. Die freisinnige Partei nahm zum sozialdemokratischen Entwurf Stellung und erklärte ihn als unannehmbar, speziell deshalb, weil mit der Durchführung der neuen Bestimmungen, die dem alten Entwurf beigefügt wurden, der Staat in seinen Mitteln verkürzt würde, was unter keinen Umständen zugegeben werden dürfe.

Dagegen wurde erklärt, dass es dringend notwendig sei, die bestehenden Uebelstände einmal zu beseitigen, und es wurde der Wunsch ausgesprochen, es möchte auf dem Wege der Verständigung zwischen der freisinnigen und sozialdemokratischen Partei eine Lösung der Steuerfrage gesucht werden, die dann auf dem Wege einer neuen Initiative dem Bernervolk zur Annahme oder Verwerfung vorgelegt würde. Wie weit diese Verständigungsbestrebungen bis heute gediehen sind, entzieht sich meiner Kenntnis. Wenn sie soweit gediehen wären, dass man dem Grossen Rat bereits ein fertiges Projekt zur Kenntnisnahme vorlegen könnte, so könnte ich meine Motion ganz gut zurückziehen. Aber bis zur Stunde ist mir nicht bekannt, dass aus diesen Konferenzen, für die ja von beiden Parteien Komitees eingesetzt wurden, etwas Positives herausgekommen wäre. Sie müssen mir deshalb gestatten, mit kurzen Worten zur Begründung meiner Motion überzugehen.

Als Hauptaufgabe einer jeden Revision muss die Beseitigung der durchaus ungerechten und unhalt-baren Zustände unter dem bisherigen Steuergesetz mit seiner allzugrossen Belastung nach unten angesehen werden, wie dies schon aus der früheren Debatte über das Steuergesetz hervorgegangen ist. Man muss diese Uebelstände zu heben suchen durch Entlastung nach unten, Erhöhung des Existenzminimums, Einführung von Familienabzügen und, was wir als weiteres Postulat in unserer Motion aufgestellt haben, durch möglichste Entlastung des landwirtschaftlichen Grundbesitzes. Man kann geltend machen, das sei schon im frühern Gesetzesentwurfe die Hauptsache gewesen, und ich habe seit der Verwerfung des alten Entwurfs schon vielfach sagen hören, es sei eigentlich doch zu bedauern, dass die Vorlage nicht angenommen worden sei, da sie manchen fortschrittlichen Gedanken enthalten habe. Ein Beweis dafür ist, dass man immer und immer wieder auf die Frage der Entlastung nach unten zu sprechen kommen muss.

Wie weit soll die Entlastung gehen? Die sozialdemokratische Steuerinitiative sieht ein Existenzminimum von 1000 Fr. gegenüber 600 Fr. bisher
und Familienabzüge von je 100 Fr. für die Ehefrau,
für jedes Kind und jede in der Familie verpflegte
vermögenslose Person vor. Mir persönlich scheint
dieser Vorschlag durchaus zutreffend zu sein. Wir
gehen damit sicher nicht zu weit. Wenn man ein
Existenzminimum von 1000 Fr. steuerfrei erklärt,
so entspricht das einer monatlichen Auslage von 80
Franken; Sie wissen sehr genau, dass man mit 80
Franken im Monat nicht splendid leben kann,
sondern dass einer mit seinen Batzen äusserst sparsam umgehen muss, wenn er mit diesem Betrag auskommen will. Auch der Abzug von 100 Fr. für
jedes Kind geht nicht zu weit. Ebenso bin ich mit
dem Abzug von 100 Fr. für die Ehefrau einverstanden,
indem ich der Ansicht bin, dass man die Ehefrau
in Steuersachen unbedingt soll abziehen dürfen. Also
was das Mass der Entlastung anbelangt, so dürfen
wir ganz gut auf die sozialdemokratische Initiative
abstellen.

Die Erhöhung des Existenzminimums und die Einführung der Familienabzüge lassen sich sehr gut durch eine entsprechende Revision der betreffenden Artikel der bisherigen Steuergesetzgebung erreichen. Wenn wir der Partialrevision den Vorzug geben vor der Totalrevision, so geschieht es deshalb, weil wir

glauben, man dürfe dem Bernervolk nicht noch einmal den alten Kohl, mit einigen neuen pikanten Beilagen versehen, vorsetzen und dabei die Gefahr laufen, dass es das Gericht nicht einmal ansehe, geschweige denn verdaue. Eine Partialrevision hat jedenfalls viel mehr Aussicht auf Annahme durch das Volk. Mit einer Totalrevision, die viele neue Gesichtspunkte aufstellt, viele neue Artikel enthält und in der Belastung des Bürgers möglichst weit geht, fänden wir schwerlich Gnade vor dem Souverän. Wir konnten gerade heute in den Zei-tungen lesen, dass ein fortschrittliches Steuer-gesetz, das gestern im Kanton Schwyz zur Abstimmung kam und den Steuerzahler in sehr weitgehendem Masse berücksichtigte, vom Schwyzervolk mit sehr grosser Mehrheit abgelehnt worden ist. So, glaube ich, würde auch im Kanton Bern ein ganz neues Gesetz momentan wenig Aussicht auf Annahme haben. Im weitern können wir auf dem Wege der Partialrevision die bestehenden Uebelstände in kurzer Zeit heben. Die Regierung kann die propo-nierten Aenderungen am bisherigen Gesetz dem Grossen Rat vielleicht schon in zwei, drei Monaten vorlegen, während ein neues Gesetz, das nach meiner persönlichen Ansicht nur auf einem neuen System aufgebaut werden sollte, den Grossen Rat und das Volk jahrelang in Anspruch nehmen würde. Wenn wir ein neues Steuergesetz machen wollen, so müssen wir etwas Rechtes machen; die Lösung müsste auf Grund eines neuen Systems gesucht und das Einkommenssteuergesetz, das Vermögenssteuergesetz, das Erbschaftssteuergesetz, eventuell die Besteuerung der Aktiengesellschaften usw. müssten alle in einem Gesetz vereinigt werden, wie dies in andern Kantonen auch der Fall ist.

Das sind die Gründe, die uns veranlasst haben, dem Grossen Rat zu beantragen, die Lösung auf dem Boden der Partialrevision und der Verbesserung des bisherigen Gesetzes zu suchen. Der Hauptzweck auch der Partialrevision ist, wie bereits bemerkt, die Entlastung nach unten. Ich will mich darüber nicht weiter aussprechen. Ich habe bereits erwähnt, was in erster Linie getan werden muss, und ich wiederhole nochmals, dass in dieser Beziehung die Initiative absolut nicht zu weit geht.

Eine weitere Entlastung, die speziell in der Motion aufgenommen worden ist und für die ich mich persönlich sehr verwenden möchte, dass sie unter keinen Umständen auf die Seite gestellt werde, ist die Entlastung des verschuldeten bäuerlichen Grundbesitzes. Auch die sozialdemokratische Partei hat gesucht, unsern Bauern möglichst entgegenzukommen. Die Initiative schlägt vor, für kleinere Heimwesen einfach 10—20 Prozent der Steuer zu schenken, und man glaubt, damit den Kleinbauern Rechnung zu tragen. Das sind durchaus falsche Voraussetzungen, die auf unrichtiger Grundlage beruhen. Wenn wir den Bauern entgegenkommen wollen, so müssen wir nicht an diejenigen denken, die ein ausbezahltes Heimwesen haben und daneben noch bares Geld oder Titel besitzen. Wenn einer, was ja vielfach vor-kommt, ein schuldenfreies Heimwesen in der Grundsteuerschatzung von 15,000, 20,000, oder 30,000 Fr. hat und sich also in günstiger Situation befindet, so müsste man nach dem sozialdemokratischen Vorschlage diesem Gutsituierten ebenfalls 10-20 Prozent der Steuer erlassen. Das ist nicht am Platze, son-

dern wenn wir etwas tun wollen nach dieser Richtung, so wollen wir den Schuldenbauer entlasten. Ich möchte nur ein Beispiel anführen. Es besitzt ein Bauer ein Heimwesen von 29,000 Fr., das vollständig ausbezahlt ist; dem kommt man entgegen und schenkt ihm einen Teil seiner Steuer. Ein anderer ist im Besitz eines Gutes von 31,000 Fr., das voll belastet ist, und dieser hat keine Steuererleichterung. Wenn wir eine befriedigende Lösung auf Grund des jetzi-gen Systems suchen wollen, so ist dies nur möglich, indem wir dem verschuldeten Kleinbauer auch für die Gemeindesteuer etwa den halben Schuldenabzug gestatten. Das wäre zwar ein kleines Entgegenkommen, aber doch etwas. Dieses Vorgehen ist durchaus gerechtfertigt, weil wir genau wissen, dass in Gemeindesachen derjenige, der ein schuldenfreies Heimwesen besitzt, und derjenige, der auf seinem Gut alles schuldig ist, genau gleichviel Steuer zahlen. Dieser Ungerechtigkeit müssen wir entgegenzutreten suchen durch die Einführung des Schuldenabzugs auf schwerbelasteten Heimwesen, die nur eine kleine Grundsteuerschatzung haben. Wer grössere Liegenschaften hat, besitzt auch eine grössere Fahrhabe, die ja nicht versteuert wird, und von diesem darf man annehmen, dass er seinen Verpflichtungen eher nachkommen kann. Ich möchte mich sehr dafür verwenden, dass man wenn irgend möglich den belasteten Bauern entgegenkomme. Sie verdienen es gerade so gut wie die Fixbesoldeten und die Angestellten zu Stadt und Land. Wir sehen ja leider gegenwärtig viele von unsern tüchtigsten Bauernsöhnen aus den ferne Gegenden auswandern in unserer Volkskraft verloren gehen. Dem sollten wir in irgend einer Weise entgegenzutreten suchen, indem wir den kleinen Bauern, die einen wichtigen Faktor in unserer Volkswirtschaft darstellen, in Steuersachen mehr Rücksicht entgegenbringen. Diese Frage muss unter allen Umständen angeschnitten werden und wir müssen dieses Postulat verwirklichen, insofern nicht unüberwindliche Hindernisse entgegenstehen.

Der verworfene Steuergesetzentwurf enthielt auch einen Artikel, der die Pächter zur Steuer heranzog. Wir dürfen diese Bestimmung auch in der neuen Vorlage wieder aufnehmen, aber wir sollten gleichzeitig Garantie schaffen, dass die kleinern Pächter nicht belastet werden. Es sollte ein Existenzminimum festgesetzt werden, so dass die kleinen Pächter, die sonst schon ihr Auskommen schwer genug finden, mit Ausnahme der Aktivbürgersteuer dem Fiskus keine Abgaben zu entrichten haben. Dagegen ist es durchaus am Platz, dass man die grossen Pächter, die einen guten Verdienst haben und in der Regel ordentliche Geschäfte machen, zur Steuer heranziehe.

Weiter wäre auf dem Wege der Partialrevision der Art. 52 des Vermögenssteuergesetzes abzuändern in dem Sinne, dass die Kapitalsteuer nach dem Nominalbetrag und nicht nach dem 25-fachen Zinsertrag berechnet würde. Sie wissen, dass gerade diese Bestimmung des alten Gesetzes zu sehr vielen berechtigten Reklamationen Anlass gegeben hat, indem die Angaben des Schuldenabzuges und des Vermögens oft nicht miteinander übereinstimmten und man dann nach 10 oder 12 Jahren noch zur Bezahlung einer Nachsteuer von einigen Franken oder auch nur ein paar Rappen aufgefordert wurde. Diese unpraktische Gesetzesbestimmung sollte beseitigt und durch die

bereits im verworfenen Entwurf enthaltene Vorschrift ersetzt werden, dass der Steuer der Nominalbetrag und nicht der Zinsenertrag zugrunde zu legen ist.

trag und nicht der Zinsenertrag zugrunde zu legen ist. Die erwähnte Entlastung hat selbstverständlich einen bedeutenden Steuerausfall zur Folge. Nach der sozialdemokratischen Berechnung beträgt er 1,300,000 Fr. Die Finanzdirektion ist gestützt auf ihre Erhebungen auf einen wesentlich höheren Betrag gekommen. Sie hat allerdings auch noch die Verdoppelung des Abzugs der Versicherungsprämien, die Bevorzugung der Konsumvereine usw. in Betracht gezogen und so für den Staat einen Steuerausfall von ca. 1,700,000 Fr. ausgerechnet. Wie viel es für die Gemeinden ausmacht, ist rechnerisch nicht nachgewiesen worden, aber wir wissen schon jetzt, dass viele schwerbelastete Gemeinden, wo keine grossen Vermögen versteuert werden, was selbstverständlich ist, indem sich das Vermögen dort ansiedelt, wo kleine Steueransätze bestehen, durch die vorgesehene Entlastung in der Durchführung ihrer Aufgaben sehr gehindert würden. Es würde für sie ein so grosser Ausfall entstehen, der durch keine Mehreinnahmen gedeckt würde, dass man diesen Gemeinden in anderer Weise entgegenkommen und ihnen erhöhte Staatsbeiträge zuwenden müsste.

Ich will mich noch kurz über den Ausfall für den Staat etwas näher aussprechen., Selbstverständlich muss dieser Ausfall gedeckt werden. Das neue Steuergesetz darf auf keinen Fall den Staat in seinen Einnahmen verkürzen. Zu diesem Behuf hat der alte Entwurf einen Steuerzuschlag vorgesehen, und auch die sozialdemokratische Initiative stellt darauf ab. Man hat gefunden, die Initiative gehe mit ihrem Zuschlag von 50 Prozent zu weit, das Kapital werde dadurch so stark belastet, dass eine Steuerflucht platzgreifen werde. Wir wissen, wie es in andern Kantonen in dieser Beziehung geht. Im Kanton Zürich z. B., wo ein starker Steuerzuschlag erhoben wird, suchen sich die Kapitalisten der grossen Mehrbelastung durch ein Abkommen mit den Steuerbehörden so viel als möglich zu entziehen. Erst gestern hat mir ein Herr aus Zürich bemerkt, dass sehr oft die Kapitalisten zum Steuerverwalter gehen und ihm erklären, sie zahlen so und so viel Steuer und wenn man ihre Einschätzung nicht annehme, so ziehen sie einfach fort. Derartige Abmachungen werden viel und oft getroffen, obschon sie dem Sinn und Geist der Progression direkt zuwiderlaufen. Ich glaube, dass auch wir mit einer zu grossen Progression keine guten Erfahrungen machen würden und dass es auch bei uns zu solchen Abmachungen käme. Wir müssen proponieren, das Aussicht auf Annahme durch das Volk hat, und von diesem Gesichtspunkte aus dürfte ein Steuerzuschlag von 25-30 Prozent wie ihn der alte Entwurf vorsah, das Richtige sein.

Nach den Berechnungen der Initiative hätten wir bei einem Steuerzuschlag von 50 Prozent eine Mehreinnahme von 1,210,000 Fr. zu gewärtigen. Nach meinem Vorschlag würde sie sich um 40 Prozenreduzieren und also 726,000 Fr. betragen, so dass sich für den Staat noch ein Ausfall von 574,000 Franken ergäbe.

Nun haben wir noch mit einem weitern wichtigen Faktor zu rechnen, es betrifft unsere Ersparniskassen. Sie wissen, dass man sich schon im Schosse des Grossen Rates und nachher in den Besprechungen draussen im Volke ganz energisch gegen eine zu starke Belastung unserer Ersparniskassen durch den Steuerzuschlag gewehrt hat. Es wurde erklärt ob mit Recht oder Unrecht, lasse ich dahingestellt - dass die vorgesehene Belastung dieser Kassen eine Erhöhung des Zinsfusses um eventuell $^1/_4$ Prozent für deren Schuldner zur Folge hätte. Bei dem erhöhten Steuerzuschlag der Initiative würde die Opposition aus diesen Preisen natürlich noch in erhöhtem Masse sich geltend machen. Die Frage muss daher genau geprüft werden, wie weit man in der Belastung der reinen Ersparniskassen gehen will oder ob man sie unter Umständen nicht vollständig vom Steuerzuschlag entbinden sollte. Wenn wir auch hier noch eine entsprechende Summe, z. B. 250,000 Fr., in Abzug bringen, so werden die Mehreinnahmen infolge des Steuerzuschlages nur noch 4-500,000 Franken und der Ausfall für den Staat 8-900,000 Franken betragen.

Von seiten der sozialdemokratischen Partei wird der Einführung der amtlichen Inventarisation eine günstige finanzielle Wirkung für Staat und Gemeinden zugeschrieben. Die obligatorische Inventarisation in allen Todesfällen ist nun auch von der freisinnigen Partei als Postulat aufgenommen worden. Ich bin persönlich durchaus nicht dagegen, dass dieser fortschrittliche Gedanke im neuen Gesetz aufgenommen werde, wenn er irgendwie Aussicht auf Annahme durch das Volk hat. Das kann auch sehr gut bei einer Partialrevision geschehen, indem einfach der betreffende Artikel beizufügen wäre. Der Herr Finanzdirektor verspricht sich zwar von der amtlichen Inventarisation keine grossen Mehreinnahmen; er glaubt, dieselben würden nicht einmal zur Deckung der Kosten hinreichen, indem die Erblasser schon rechtzeitig dafür sorgen werden, dass beim Inventar nicht mehr viel herausschaue. Das kann man begreiflicherweise nicht verbieten, aber gestützt auf die Erfahrungen in andern Kantonen dürfen wir beir amtlichen Inventarisation doch auf eine jährliche Mehreinnahme von 150 — 200,000 Franken für den Staat rechnen.

Eine kleine Mehreinnahme dürfen wir auch von der Aktivbürgersteuer erwarten, die sowohl für den Staat als die Gemeinden zu erheben wäre. Im alten Entwurf hatte man durch die Einführung eines Steuerminimums nur für die Gemeinden gesorgt; aber ich glaube, wenn es für die Gemeinden gerechtfertigt ist, soviel als möglich alle Mitbürger zur Steuer heranzuziehen, so gilt dies auch für den Staat und man sollte auch ihm diese kleine Mehreinnahme zu verschaffen suchen. Die sozialdemokratische Partei beklagt sich, dass viele ihrer Angehörigen durch die vermehrte Entlastung steuerfrei werden und infolgedessen das Gemeindestimmrecht einbüssen; daher muss von freisinniger Seite auch die Bestimmung betr. die Aktivbürgersteuer angenommen werden.

Das sind so ungefähr die Mehreinnahmen, die wir im Falle der Partialrevision zu gewärtigen haben. Es wurde, und zwar von berufener Seite, auch einer höheren Besteuerung der Aktiengesellschaften das Wort geredet. Speziell aus kaufmännischen Kreisen wird einer Umsatzsteuer gerufen. Von anderer Seite wünscht man die Wertzuwachssteuer durch Einführung der Gemeindeautonomie, usw. Das alles liegt selbstverständlich nicht im Bereiche einer Partialrevision. Ich glaube, wenn wir speziell die Gemeinde-

autonomie dem Volk aufdrängen wollten, so würde das einen wichtigen Grund zur Verwerfung jeder Steuervorlage bilden. Wir dürfen mit der Gemeindeautonomie nicht zu sehr pressieren, sondern müssen sie unsern Mitbürgern nach und nach mundgerecht zu machen suchen.

Wenn wir die finanziellen Wirkungen der Entlastung nach unten und der Mehrbelastung nach oben einander gegenüberstellen, so haben wir auf der einen Seite infolge der Entlastung einen Ausfall von 1,300,000 Fr. und auf der andern Seite Mehreinnahmen infolge des Steuerzuschlags, der Aktivbürgersteuer und der amtlichen Inventarisation im Betrag von höchstens 6 – 700,000 Fr., für den Staat also eine Einbusse von jedenfalls über 500,000 Fr. Für diesen Ausfall müssen wir auf andere Weise einen Ersatz zu schaffen suchen, denn, wie bereits bemerkt, dürfen dem Staat und den Gemeinden unter keinen Umständen die zur Durchführung ihrer Aufgaben nötigen Mittel entzogen werden. Das kann nicht anders geschehen als dadurch, dass die Einnahmen des Erbschaftssteuergesetzes zur Deckung des Ausfalls herangezogen werden. Das ist allerdings nicht etwa die Ansicht sämtlicher Motionsunterzeichner, sondern meine persönliche Meinung; aber ich für mich bin fest überzeugt, dass wir unbedingt einen Teil der Erbschaftssteuer notwendig haben, um den durch die Entlastung nach unten entstehenden Steuerausfall zu decken.

Die Frage, wie wir die Erbschaftssteuer durchführen wollen, wird im Rat voraussichtlich noch viel zu reden geben. Die Motion auf Revision des Gesetzes ist erheblich erklärt, die Regierung wird ihre Vorschläge machen und uns einen Entwurf vorlegen. Der Herr Finanzdirektor hat aber bereits erklärt, dass eine blosse Erhöhung der bisherigen Ansätze unter Beibehaltung der jetzigen Grundlagen des Erbschaftssteuergesetzes keine wesentlichen Mehreinnahmen schaffen werde. Es werden vielleicht 2-300,000 Franken mehr als bis dahin herausschauen, aber das genügt nicht. Um den Ausfall zu decken, und dem Staat vermehrte Mittel zur Verfügung zu stellen, müssen wir die Besteuerung der direkten Erbfolge ins Auge fassen. Der Herr Finanzdirektor ist der Ansicht, und ich teile seine Auffassung, dass wir diesen Grundsatz im neuen Erbschaftssteuergesetz verwirklichen sollten. Das ist allerdings ein sehr radikales Postulat und ich weiss, dass viele auf dem Boden stehen, die Besteuerung der direkten Erbfolge dürfe unserem Volk nicht zugemutet werden; es würde es nicht verstehen, wenn die Batzen, die der Erblasser erspart und zu seinen Lebzeiten bereits versteuert hat, nach dessen Tode von seinen direkten Nachkommen noch einmal versteuert werden müssten; das gehe zu weit. Ich gebe zu, dass eine solche Bestimmung im Erbschaftssteuergesetz nicht populär wäre, aber in erster Linie ist zu bemerken, dass sie nur solchen gegenüber zur Anwendung kommen soll, die etwas haben. Auf keinen Fall würde man die kleinen Vermögen belasten. Vermögen bis 50,000 Fr. blieben steuerfrei, bei mehr als 50,000 Fr. würde ein Prozent Steuer erhoben, bei über 100,000 Fr. etwas mehr und bei über 500,000 Franken wieder etwas mehr, im Maximum vielleicht 3 %. In dieser Weise könnte man etwa vorgehen; doch ist hier nicht der Ort, darauf näher einzutreten. Sicher ist die Erbschaftssteuer die gerechteste Steuer,

die wir erheben können. Beim System der Einkommenssteuer kommen vielmehr Ungerechtigkeiten vor, als es bei der Besteuerung der direkten Erbfolge der Fall wäre. Nicht mit Unrecht wurde gesagt, dass man bei der Einkommenssteuer den Fleiss und die Sparsamkeit bestrafe und auf der andern Seite die Faulheit und den Leichtsinn prämiere. Behauptung wird zwar als unsinnig bezeichnet werden, aber ein Körnchen Wahrheit liegt Es gibt Geschäfte mit grossem doch darin. Steuer heranwenn sie Umsatz, die, zur gezogen werden wollen, am Ende des Jahres unter Vorlegung der Bücher den Steuerbehörden nachweisen, dass sie nichts verdient haben. Dass man diese Geschäfte, die den soliden Geschäftsleuten vielfach das Leben verbittern und die Existenz erschweren, nicht fassen kann, ist ein Fehler unserer Steuergesetzgebung, der jedenfalls bei einer Totalrevision auch gehoben werden muss. Andererseits kommt es auch vor, dass Leute ein viel grösseres Einkommen versteuern, als sie in Wirklichkeit haben. Dass das nicht gerecht ist, werden Sie ohne weiteres zugeben. Dagegen ist meines Erachtens die Besteuerung der direkten Erbfolge, wenn die kleinen Vermögen davon befreit werden, durchaus gerecht. Unsere Kinder sollen froh sein, wenn sie einmal recht viel Erbschaftssteuer zahlen können, und werden deswegen nicht reklamieren.

Die Revision des Erbschaftssteuergesetzes kann natürlich nicht in eine Partialrevision einbezogen werden. Es ist das eine Vorlage für sich, und die Regierung hat den Auftrag, beförderlichst einen Entwurf vorzulegen. Aber es geht nicht an, auf der einen Seite die Steuereinnahmen durch die Entlastung nach unten zu verringern und auf der andern Seite die Schaffung vermehrter Einnahmen zu vernachlässigen. Die beiden Vorlagen, Partialrevision und neues Erbschaftssteuergesetz, sollten unter allen Umständen dem Volk miteinander vorgelegt werden.

Ich resümiere: Es ist möglich, durch die Partialrevision in Verbindung mit der Revision des Erbschaftssteuergesetzes in absehbarer Zeit nennenswerte Verbesserungen in unserem Steuerwesen durchzuführen, die so notwendigen Entlastungen zu verwirklichen und dabei den entstehenden Ausfall zu decken, sowie dem Staat zur Erfüllung seiner Aufgaben vermehrte Mittel zu verschaffen. Da möchte ich gerade den Unterzeichnern der Initiative ans Herz legen, dass die Arbeiterpartei das grösste Interesse an einem starken und leistungsfähigen Staat hat, und ich begreife nicht, wie sie dagegen sein können, dass dem Staat mehr Mittel zugeführt werden. Ich möchte nur auf einen Punkt hinweisen, auf die grundsätzlich beschlossene Einführung der Versicherung der Staatsbeamten, Angestellten und Arbeiter. Ein kleiner Anfang ist bereits gemacht, aber die Versicherung wird noch viel Geld beanspruchen, wenn wir sie ins Leben setzen wollen. Im weitern werden wir seinerzeit mit einer allgemeinen Gehaltserhöhung zu rechnen haben. Wenn man solche Postulate verwirklichen will, muss man dem Staat auch die nötigen Mittel zur Verfügung stellen, und es geht nicht an, seine Einnahmen zu schmälern.

Gestützt auf diese Erwägungen möchte ich den Regierungsrat ersuchen, die Motion entgegenzunehmen, sie in wohlwollendem Sinne zu prüfen und dem Rat in möglichst kurzer Frist Anträge betreffend die angeregten Revisionen zu unterbreiten. Ich gebe ohne weiteres zu, dass mit diesen Partialrevisionen keine befriedigende Lösung der Steuerfragen erzielt wird. Eine solche können wir nur durch eine Totalrevision auf Grundlage eines neuen Systems erreichen. Beim alten System bleiben immer noch diese und jene Ungerechtigkeiten bestehen und ist eine wirkliche fortschrittliche Lösung nicht möglich. Aber wir dürfen die Sache nicht auf die lange Bank schieben und erst in fünf oder sechs Jahren zum Abschluss bringen, sondern es empfiehlt sich, ich möchte sagen provisorisch diejenigen Verbesserungen der Steuergesetzgebung durchzuführen, die zurzeit möglich sind. Dadurch werden wir alle diejenigen zu Dank verpflichten, die schon lange unter den unbilligen Steuerverhältnissen leiden. Ich möchte aber den Regierungsrat gleichwohl ersuchen, auch das Studium einer Steuergesetzgebung auf Grund eines neuen Systems an die Hand zu nehmen und die nötigen Vorarbeiten zu machen, damit wir in absehbarer Zeit mit einem richtigen neuen Steuergesetz vor das Volk treten können.

Man wird mir entgegenhalten: Was wollen wir jetzt partiell revidieren, da voraussichtlich eine Verständigung betr. die Lancierung einer neuen Initiative zustande kommt? Dazu muss ich ein grosses Fragezeichen machen. Ich möchte vorläufig dieser Verständigungskonferenz kein sehr günstiges Prognostikum stellen. Ich glaube nicht, dass dabei viel herauskommen wird. Und im weitern frage ich mich, ob es der richtige Weg ist, unter Umgehung des Grossen Rates mit einer Initiative direkt vor das Volk zu gelangen und damit dem Grossen Rate das Zeugnis auszustellen, er sei lendenlahm, abgelebt und unfähig, eine Steuergesetzrevision durchzuführen, die dann auch vom Volke gutgeheissen werde. Bis jetzt haben wir mit der formulierten Gesetzesinitiative noch keine grossen Erfolge erzielt. Ich weise darauf hin, dass seinerzeit das Viehprämierungsgesetz auf diesem Wege dem Volk vorgelegt und von ihm angenommen wurde; aber schon nach wenigen Jahren wurde es wieder unter den Tisch gewischt. Auf eidgenössischem Boden wurde das Schächtverbot durch die Initiative in die Bundesverfassung hineingebracht und später das Absinthverbot, auch so eine Perle der eidgenössischen Gesetzgebung, von dem es heisst, es nütze nicht nur nichts, sondern es schade vielmehr. So sind bis dahin durch das Recht der Initiative nur ganz bescheidene Erfolge zutage gefördert worden. Nun soll auch hier beim Steuergesetz der Grosse Rat ausgeschaltet werden. Ich glaube, man sollte sich das zweimal überlegen. Wenn es auch länger geht, sollte man zuerst den Grossen Rat die Sache prüfen lassen, bevor man sie dem Volk unterbreitet. Auf alle Fälle müssen wir auch bei der Initiative unsere Stellung fixieren und uns darüber schlüssig machen, ob wir die Initiative dem Volk empfehlen oder die Verwerfungsparole ausgeben wollen. Ich hoffe übrigens, dass der neue Grosse Rat den Vorwurf, der dem jetzigen von verschiedenen Seiten gemacht worden ist, nicht verdienen, sondern frisch und fröhlich die Steuergesetzgebung an die Hand nehmen und sie zu einer befriedigenden Lösung führen werde.

Mit diesen Worten schliesse ich die Motionsbegründung und hoffe, dass der Regierungsrat die Motion entgegennehmen werde.

Könitzer, Finanzdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Es ist für die Regierung und den Grossen Rat ein etwas gefährliches Unterfangen, schon wieder mit einer Steuerrevision zu kommen, allein die vorliegende Motion tendiert dahin. Sie empfiehlt in erster Linie die Erhöhung des steuerfreien Existenzmaximums, zweitens die Einführung von Familienabzügen und drittens die Entlastung des verschuldeten landwirtschaftlichen Grundbesitzes. Der dadurch entstehende Steuerausfall soll durch Steuerzuschläge und durch das Erbschaftssteuergesetz gedeckt werden. Die von den Motionären aufgestellten Postulate sollen auf dem Wege der Partialrevision verwirklicht werden. Die Regierung kann sich mit einer Partialrevision nicht befreunden. Allerdings sind wir bereit, diese Frage neben derjenigen einer Totalrevision zu studieren. Der Herr Motionär hat übrigens soviele Punkte aufgeführt, die alle ineinander greifen, dass kaum mehr von einer Partialrevision gesprochen werden kann. Unter anderem hat er die Beseitigung der Berechnung der Vermögenssteuer auf Grund des 25-fachen Zinsertrages, die Aktivbürgersteuer, die Umsatzsteuer usw. angeführt. Dagegen hat er nichts gesagt vom Ort, wo der Bürger steuern muss und stimmberechtigt ist; das müsste in dieser Revision ebenfalls geregelt werden.

Der Regierungsrat kann sich mit der Erhöhung des steuerfreien Existenzminimums und den Familienabzügen durchaus befreunden, dagegen nicht mit der Entlastung des verschuldeten landwirtschaftlichen Grundbesitzes, indem der Staat jetzt schon den Schuldenabzug gewährt und in einem solchen Falle keine Steuer bezieht. Er kann also nichts erlassen; eine Entlastung könnte nur auf Kosten der Gemeinden erfolgen, die den Schuldenabzug in einem gewissen. Umfang gestatten müssten. Uebrigens gibt es nicht nur bei der Landwirtschaft einen verschuldeten Grundbesitz, sondern es sind noch viele andere Bürger da, die lieber keinen Grundbesitz hätten und von denen es gilt: nicht sie haben den Grundbesitz, sondern der Grundbesitz hat sie. Die Entlastung des verschuldeten Grundbesitzes kann hier also nicht aufgenommen werden, es sei denn, dass man eine allgemeine Revision vornehme und auch das Gemeindesteuerwesen ganz anders regle. die Frage studieren, aber ich kann schon heute sagen, dass es uns ein Ding der Unmöglichkeit zu sein scheint, den verschuldeten Grundbesitz von seiten des Staates noch mehr zu entlasten.

Der Ausfall soll durch Steuerzuschläge gedeckt werden, wie es bereits der verworfene Entwurf vorsah. Etwas anderes gibt es nicht; wenn man an einem Ort eine Entlastung eintreten lässt, muss am andern Ort eine Mehrbelastung stattfinden. Mit der Heranziehung der Erbschaftssteuer zur

Mit der Heranziehung der Erbschaftssteuer zur Deckung eines Teils des entstehenden Ausfalles kann sich der Regierungsrat nicht einverstanden erklären. Diese beiden Sachen dürfen nicht miteinander verquickt werden, sondern das Erbschaftssteuergesetz soll ein Sicherheitsventil sein für den Fall, dass ausserordentliche Ausgaben an den Staat herantreten, zu deren Bestreitung er neuer Einnahmen bedarf. In diesem Falle soll die Erbschaftssteuer so ausgedehnt werden, dass wirkliche Mehreinnahmen entstehen; dagegen wäre es durchaus falsch, den Mehrertrag der Erbschaftssteuer zur Deckung des Ausfalls auf den allgemeinen Steuern zu verwenden.

Die Frage der Erhebung einer Umsatzsteuer haben wir gestützt auf eine Eingabe des Handels und Gewerbes bereits studiert. Eine solche Steuer kann in unserer gegenwärtigen Gesetzgebung nicht untergebracht werden, sondern es müsste dafür eine neue Grundlage geschaffen werden. Bis dahin haben wir noch keinen Weg gefunden, die Umsatzsteuer mit unserm jetzigen Steuersystem in Einklang zu bringen; wir müssten riskieren, dass eine bezügliche Bestimmung vom Bundesgericht als verfassungswidrig umgestossen würde.

Es ist auch von der im Wurfe liegenden Steuerinitiative gesprochen worden. Sie baut sich auf dem
verworfenen Entwurf auf und ich glaube, es sollte
bei gegenseitigem Entgegenkommen der Parteien möglich sein, auf dieser Basis ein Steuergesetz zu machen.
Man darf da keinen Vergleich ziehen mit dem seinerzeit auf dem Wege der Initiative zustande gekommenen und bald nachher wieder beseitigten Viehprämierungsgesetz, denn es ist eben nicht zu vergessen, dass die Steuerinitiative ihre Grundlage in
dem Steuergesetzentwurf hat, der von der Regierung
aufgestellt und vom Grossen Rat nach eingehender
Beratung angenommen wurde.

Der Regierungsrat kann die Motion annehmen, insofern sie ihm keine Direktive gibt, in welcher Weise die Mehreinnahmen geschaffen werden sollen, sondern wenn sie uns in dieser Beziehung vollständig freie Hand lässt und uns auch in der Richtung, ob Partial- oder Totalrevision, nicht bindet. Dann möchten wir auch, bevor wir mit der Angelegenheit vor den Grossen Rat treten, abwarten, was eigentlich die Initiative bringt. Es hat keinen Sinn, heute näher darauf einzutreten; wenn sie einmal lanciert ist, wird Gelegenheit sein, im Grossen Rat sich damit zu befassen. Für mich ist die Initiative heute noch nicht da; ich weiss nur, dass sie vor der Türe steht, und es handelt sich nun um die Frage, ob sie in gemeinsamem Zusammenarbeiten so formuliert werden kann, dass sie dann für beide Parteien und vielleicht auch für den Rat annehmbar ist.

Wir sind also einverstanden, die Motion entgegenzunehmen, wenn sie uns freie Hand lässt und folgenden Wortlaut erhält:

«Der Regierungsrat wird eingeladen, dem Grossen Rat beförderlichst den Entwurf einer partiellen oder ganzen Revision der Steuergesetzgebung vorzulegen in dem Sinne, dass die Unbilligkeiten im bisherigen Gesetze gehoben und, wenn nicht auf neuer Grundlage aufgebaut, die seinerzeit gemachten Aussetzungen am verworfenen Gesetze Berücksichtigung finden.»

Ich habe übrigens die Auffassung, dass, wenn wir ein neues Gesetz machen wollen, wir auf eine neue Basis abstellen sollten, da auf der gegenwärtigen Grundlage ein richtiger Aufbau fast ein Ding der Unmöglichkeit ist. Aber ob der Grosse Rat dazu zu bringen ist, ein Gesetz auf neuer Basis zu machen, ist eine andere Frage. Ich weiss nicht, ob die Herren Grossräte, wenn sie hier noch damit einverstanden wären, dann auch auf dem Lande draussen dazu stimmen würden (Heiterkeit). Ich fürchte, dass sie uns auch bei einer Partialrevision im Stiche lassen könnten. Wenn alle Mitglieder des Rates, welche die Motion unterschrieben haben, als Pioniere ins Land hinaus zögen und energisch für die Revision

einträten, dann sollte es möglich sein, auch auf dem Wege der Partialrevision dem Staat die gleichen Mittel zu verschaffen, über die er jetzt schon verfügt, und wir würden dann sehen, ob sich nachher eine Totalrevision auf anderer Basis durchführen liesse, die ihm auch wirkliche Mehreinnahmen brächte. Ich empfehle Ihnen also, die Motion in dem abgeänderten Wortlaut erheblich zu erklären, und ersuche die Mitglieder des Rates, wenn einmal eine Vorlage da ist, dann unisono dafür einzustehen und im Volk kräftig für deren Annahme zu wirken.

Müller (Bern). Die Art der Motionsbegründung und der Antwort darauf ist eine Genugtuung für die sozialdemokratische Partei, indem eine ganze Reihe von Punkten, die von uns, vollständig vergeblich, in ganz gleicher Weise betont worden sind, als es sich darum handelte, einen brauchbaren Entwurf zu machen, der vor der grossen Masse der Bevölkerung vertreten und von ihr angenommen werden könnte, jetzt aufgenommen werden, nachdem das Gesetz verworfen worden ist. Bei der Motion Neuenschwander wird seitens der Regierung alles das abgelehnt, was ihr nicht annehmbar erscheint. Herr Neuenschwander als neu vorgebracht hat: die Entlastung des verschuldeten Grundbesitzes d. h. es stammt auch aus der sozialdemokratischen Initiative - und die Verquickung mit dem Erbschaftssteuergesetz, das wird von der Regierung, wie ich glaube, mit allem Recht, abgelehnt, weil es tatsächlich unannehmbar ist. Ich werde darauf noch näher zu sprechen kommen. Ich möchte nur mit Rücksicht darauf, dass nun eigentlich alle wesentlichen Punkte der sozialdemokratischen Initiative von Herrn Neuenschwander, vom Herrn Finanzdirektor und auch vom kantonal-freisinnigen Parteitag ausdrücklich gebilligt werden, noch kurz darauf hinweisen, wie wir uns im Grossen Rat verhalten haben und wegen welcher Lappalie man uns gezwungen hat, im Volk auf Verwerfung des Steuergesetzes hinzuarbeiten.

Wir haben uns in der theoretischen Begründung von vornherein auf den Standpunkt gestellt, dass wir das neue Gesetz viel lieber auf einer vollständig neuen Basis aufbauen würden, weil die Grundlage des alten Gesetzes ungenügend sei, um die Entlastung nach unten wirksam durchzuführen und zugleich den nötigen Spielraum zur Belastung nach oben zu haben. Wir haben nur ein Grundsteuergesetz und daneben ein Einkommenssteuergesetz, statt dass wir uns von vornherein auf die breite Grundlage des Gesamtvermögens und auf die Grundlage des Gesamteinkommens gestellt und sie miteinander kombiniert hätten, wie ich seinerzeit auseinandergesetzt habe: in erster Linie die Einkommenssteuer und die Vermögenssteuer auf breiter Basis als Ergänzungssteuer.

Wir haben aber schon damals darauf aufmerksam gemacht, dass eine derartige neue Grundlage ungleich schwieriger durchzuführen sei, weil da alle Steuerpflichtigen vor etwas Unbekanntem stehen. Auch die amtlichen Stellen können nicht mit Sicherheit garantieren, dass das neue Gesetz einen bestimmten, absolut notwendigen Ertrag abwerfen werde, während der Staat unter allen Umständen einen gewissen Minimalertrag haben muss. Dieses Misstrauen der Steuerpflichtigen und die Unsicherheit

auf seiten der staatlichen Behörden sind da, sobald eine vollständig neue Grundlage geschaffen werden soll. Darum haben wir erklärt, dass wir trotz der anfechtbaren Grundlagen des alten Gesetzes Hand dazu bieten, dass man sich im alten Gesetz auf einige wenige Hauptpunkte beschränke, das durchführe, was für ein fortschrittliches Steuergesetz unter allen Umständen als Minimum angenommen werden müsse, und dass man dann auf dieser Grundlage weiter bauen und eventuell den Schritt zu einer vollständigen Steuerrevision im Sinne des Verlassens dieses Systems und des Erlasses eines Steuergesetzes auf neuer Grundlage später wagen könne. Darum haben wir damals, als es sich darum handelte, unsere Mitarbeit zuzusichern, erklärt, wir seien in der Hauptsache mit den Vorschlägen der Regierung einverstanden, sogar mit der ungenügenden Entlastung nach unten, indem wir sagten: wir wollen, um den Grundsatz der Progression durchführen zu können, nicht derartige Entlastungen vornehmen, dass für die Progression gleich bei ihrer Einführung mit zu starken Prozentzahlen gerechnet werden müsse. Darum haben wir uns mit der Erhöhung des Existenzminimums von 600 auf nur 800 Fr. und mit den vorgeschlagenen Familienabzügen einverstanden erklärt und nur die beiden Forderungen aufgestellt: erstens dass eine Sicherheit geschaffen werde, dass man nicht unter dem Deckmantel der Humanität zugleich Tausenden von unsern Mitbürgern das Stimmrecht raube und zweitens, dass den Gemeinden eine grössere Bewegungsfreiheit, eine grössere Autonomie gewährt werde, was für viele unter ihnen eine Lebensfrage ist. Das war der Kaufpreis, die Aktivbürgersteuer und die Gemeindeautonomie, für den wir uns mit der vollen Kraft unserer Partei hineingelegt hätten, um das Steuergesetz zur Annahme zu bringen.

Die Aktivbürgersteuer wurde in der ersten Beratung verworfen. In der zweiten Lesung wurde sie dann angenommen, nachdem wir auch wieder im Interesse der Sache nachgegeben und uns damit einverstanden erklärt hatten, dass bei der Aktiv-bürgersteuer von dem festen Ansatz abgegangen und eine Relation zu den Steuerverhältnissen in den Gemeinden geschaffen werde. Wir betonten auch, wie wichtig für uns die Gemeindeautonomie sei, aber dieselbe wurde mit grosser Mehrheit abgelehnt und wir wurden damit gezwungen, gegen das Gesetz Stellung zu nehmen. Wenn man so mit offenen Karten spielt, wie wir es getan haben, indem wir erklärten, das seien Minimalforderungen, aber diese müssen erfüllt werden, und wenn man dann in voller Kenntnis der Sachlage eine derartige Forderung verwirft, dann muss man sich nicht verwundern, dass eine Partei, wenn sie überhaupt noch etwas auf Ehre hält, trotz der gewährten Erleichterungen gegen das Gesetz Front machen musste. Und nun, nachdem es daran gescheitert ist, kommt der kantonale freisinnige Parteitag und nimmt das Postulat der Gemeindeautonomie ausdrücklich auf, wie er auch die amtliche Inventarisation der Steuerinitiative aufnimmt, trotzdem wir diese nicht zur Bedingung für die Annahme des Steuergesetzes gemacht hatten. Wir müssen deshalb die Verantwortung für die Verwerfung des Steuergesetzes ablehnen, trotzdem wir - allerdings in wesent-

lichem Masse — mitgeholfen haben, es zu verwerfen. Aber damit, dass wir in diese Situation hineingedrängt wurden, sind die Misstände in unserem

Steuerwesen nicht verschwunden, sondern lasten mehr als je auf den untern Schichten der Bevölkerung; denn unser Gesetz ist unerhört scharf gegen unten und ungenügend scharf in der Erfassung der Steuerquellen nach oben. Deshalb haben wir uns sofort nach der Verwerfung des Gesetzes gesagt, dass es sich nicht darum handeln könne, uns mit diesem Zustand abzufinden und wieder zehn Jahre bis zu einem neuen Anlauf zuzuwarten, sondern dass wir sofort vorgehen wollten. Sobald wir uns darüber klar waren, dass wir wegen der Verwerfung des Gesetzes die Hände nicht in den Schoss legen dürfen, blieb uns nichts anderes übrig, als auf dem alten Entwurf trotz seiner Mangelhaftigkeit weiter zu bauen. Denn dieser Entwurf ist während sechs Jahren nach allen Richtungen in Kommissionen und im Plenum des Rates durchgearbeitet worden und enthält trotz alledem eine Reihe wertvoller Bestimmungen. Ich halte es für vollständig falsch, wenn Herr Neuenschwander diese Arbeit von mehreren Jahren mit einer Handbewegung auf die Seite schaffen, sich auf eine Partialrevision beschränken und statt der im verworfenen Entwurf vorgesehenen Vereinigung den Wirrwarr der bisherigen Steuergesetze beibehalten und einfach seine Bestimmungen darauf aufpfropfen will. Der abgelehnte Entwurf wies doch entschieden Er-rungenschaften auf, auf die wir nicht verzichten wollen. So stellte er die Relationen zwischen Vermögenssteuer- und Einkommenssteuergesetz her und ordnete gleichzeitig auch das Gemeindesteuerwesen. Bei der von Herrn Neuenschwander befürworteten Partialrevision müssten wir auch auf die wertvollen Taxationsbestimmungen und die Neuorganisation der Steuerbehörden verzichten, die allein viel Geld wert sind und dem Staat vermehrte Einnahmen bringen würden. Wir müssen also unter allen Umständen diese Vorarbeit berücksichtigen und alle die Punkte, die als berechtigt anerkannt und angeblich nur aus finanziellen Gründen abgelehnt wurden, wieder aufnehmen.

Nachdem wohl die Aktivbürgersteuer akzeptiert, aber die Gemeindeautonomie von der Mehrheit des Rates rundweg abgelehnt worden ist, waren wir in der Folge frei, im Interesse derjenigen Klassen, die wir hier vertreten, unsere Forderungen so zu stellen, wie sie nach der Sachlage, nach dem Lebensstand und der Lebenshaltung dieser Klassen sich als unumgänglich notwendig erweisen. Darum begnügen wir uns nicht mehr mit dem Existenzminimum von 800 Fr., sondern sind auf 1000 Fr. gegangen und haben neben dem Abzug für die Kinder auch den Abzug für die Ehefrau wieder frisch ins Gesetz aufgenommen. Ferner haben wir aus ganz bestimmten Gründen die amtliche Inventarisation, die vom Herrn Finanzdirektor am kantonalen Parteitag in Burgdorf in ihren Wirkungen so abschätzig beurteilt wurde, in die Initiative aufgenommen und die Gemeindeautonomie so geordnet, dass jede nötige Garantie gegen deren missbräuchliche Anwendung geboten ist. Zur Einführung von Spezialsteuern in den Gemeinden ist die Genehmigung der Regierung erforderlich, und wenn die Gemeinde wegen der Tragweite der betreffenden Bestimmungen irgendwie Bedenken trägt oder findet, dass eine Gemeinde den Bogen zu stark gespannt habe, dann können durch Dekret des Grossen Rates die nötigen Normalien aufgestellt werden, die dann für alle Gemeinden Gültigkeit haben.

Herr Regierungsrat Könitzer hat erklärt, er habe keine Veranlassung, hier auf die sozialdemokratische Initiative einzutreten. Um so mehr Veranlassung haben wir dazu, und zwar deshalb, weil etwas starke Differenzen bestehen. Wir sind nach unsern Berechnungen, die wir nicht nur so leichthin übers Knie, sondern sehr ernsthaft vorgenommen haben, auf eine Mehreinnahme von mindestens 250,000 bis 400,000 Franken gekommen, während Herr Regierungsrat Könitzer am Parteitag in Burgdorf einen Fehlbetrag von 5—600,000 Fr. ausgerechnet hat. Es besteht also eine Differenz von ungefähr 900,000 Fr. Wir können uns natürlich nicht so ohne weiteres den Vorwurf gefallen lassen, wir hätten die Initiative leichtfertig hinausgeworfen und darauf nicht Rücksicht genommen, dass der Staat Geld haben müsse. Wir sind uns sehr wohl bewusst, dass eine Initiative nicht lanciert werden darf, ohne dass die nötigen Garantien dafür geschaffen werden, dass der Staat genügend Mittel bekommt. Wir müssen daher auf die Initiative etwas näher eintreten.

Ich mache darauf aufmerksam — ich kann es im Detail belegen, wenn es notwendig ist — dass, als es sich darum handelte, den Bedürfnissen des Augenblicks Rechnung zu tragen und die Initiative zu-nächst zu diskreditieren, eine Reihe von Berech-nungen aufgetaucht sind, von denen beim alten Gesetz gar nichts gesagt worden ist, obschon sie dort in genau gleicher Weise hätten angeführt werden können. Wenn alle diese Berechnungen, die wir natürlich nicht nachprüfen können, — das können nur die, denen das gesamte amtliche Material zur Verfügung steht - richtig sind, wenn es sich so verhält, wie Herr Regierungsrat Könitzer am Parteitag in Burgdorf ausgeführt hat, dann würde die Regierung unverantwortlich gehandelt haben, wenn sie das verworfene Gesetz vom Standpunkt des Staatsinteresses aus vertreten hätte. Denn das Gesetz hätte so einen sichern Ausfall von mindestens 320,000 Franken ergeben. Nun kann man sich ohne weiteres vorstellen, dass da etwas nicht stimmt und dass es vom Regierungsrat unmöglich hätte verantwortet werden können, ein Gesetz mit derartig ungünstigen Wirkungen für den Staat dem Volk zur Annahme zu empfehlen. Die Erklärung des Geheimnisses liegt darin: die Regierung konnte, trotzdem sie von An-fang an zugegeben, dass das verworfene Gesetz einen Ausfall von 110,000 Fr. zur Folge haben werde, der sich mit Rücksicht auf die andern, am Parteitag in Burgdorf noch erwähnten Punkte auf 320,000 Fr. erhöhte, den Entwurf in aller Ruhe annehmen, weil das Gegengewicht in der ganz bedeutenden Vermehrung der Einnahmen beim Einkommen dritter Klasse gelegen wäre. Es wurde hier eine Mehreinnahme von 50,000 Fr. angenommen, während sie in Wirklichkeit mindestens 350,000 Fr., sehr wahrscheinlich über 400,000 Fr. betragen hätte. Bei der sozialdemokratischen Initiative ist eine Mehreinnahme von dieser Höhe unter allen Umständen zu gewärtigen, weil sie die amtliche Inventarisation in Aussicht nimmt, über die Herr Regierungsrat Könitzer in Burgdorf sehr wegwerfend geurteilt hat. Ich schätze die direkten Wirkungen der amtlichen Inventarisation auch nicht sehr hoch ein, um so höher aber ihre indirekte Wirkung auf die Schärfung des Gewissens der besitzenden Klassen. Wenn Herr Regierungsrat Könitzer inzwischen die Erfolge gesehen hat, die mit dem Gene-

ralpardon-Artikel in Deutschland erreicht worden sind, kann ihm wohl ein Licht aufgehen bezüglich der versteckten Kapitalien. Der Generalpardon-Artikel der deutschen Wehrvorlage hat den Erfolg gehabt, dass statt einer Milliarde an einmaligen Beiträgen sehr wahrscheinlich nun unvermutet gegen zwei Milliarden eingehen, nur weil den Leuten zugesichert wurde, dass, wenn sie hier bei diesem einmaligen Beitrag ihr Vermögen richtig und ehrlich angeben, sie für alle zurückliegenden Steuerdefraudationen Amnestie haben sollen. Auf diese Weise kamen Millionen und Millionen zum Vorschein, von denen niemand eine Ahnung hatte. Das ist nicht etwa nur in Deutschland so, sondern würde in der Schweiz genau gleich sein. Wenn wir eine Gesetzesbestimmung haben, wonach die Bürger wissen, dass bei ihrem Ableben ihre Sünden zum Vorschein kommen und die Steuerbehörden dann starke Nachsteuern und Steuerbussen erheben werden, so wird das nicht ohne Wirkung sein. Deshalb halte ich die amtliche Inventarisation für einen derjenigen Artikel, die im Steuergesetz Aufnahme finden müssen, wenn es seinen Zweck dem Staat gegenüber erfüllen soll. Alle die Zahlen, die wir eingehend geprüft haben, stützen sich auf die amtlichen Nachweise der kantonalen Finanzdirektion; wir haben sie nicht etwa erfunden, sondern die Berechnungen anhand der Statistik der Spareinlagen und Kassenscheine durchgeführt und sind so zu der Ueberzeugung gekommen, dass aus dieser Quelle auf Grundlage des verworfenen Gesetzes und auf Grundlage der sozialdemokratischen Steuerinitiative wenigstens 400,000 Fr. erhältlich gemacht werden können.

Ich wende mich nun, in Uebereinstimmung mit Herrn Regierungsrat Könitzer, speziell auch gegen den Vorschlag des Herrn Neuenschwander, das Erbschaftssteuergesetz mit der Partialrevision zu verquicken, um den Ausfall zu decken, der aus einer weniger weitgehenden Progression, als sie die sozialdemokratische Initiative vorsieht, entstehen würde. Wir haben uns gesagt, wenn wir infolge des erhöhten Existenzminimums und der Familienabzüge eine Mindereinnahme von 1,060,000 Fr. haben, so müssen wir dafür selbstverständlich Deckung suchen; wir können nicht in das Abenteuer hineingehen, dass wir auf der einen Seite Entlastungen proklamieren, aber auf der andern Seite nicht für die nötige Deckung sorgen. Darum waren wir genötigt, den Maximalansatz der Progression von 30 auf 50 0/0 zu erhöhen. Diejenigen, welche behaupten, das sei eine starke Progression, kennen die Progressions-systeme in den andern Kantonen nicht. Man behauptet, das Maximum von 50 $^{0}/_{0}$ sei eine ausserordentliche Belastung der Besitzenden und werde zu einer Kapitalflucht führen; ich möchte nur wissen, wohin sie flüchten müssten, um unter günstigere Bedingungen zu kommen. Von einer zu starken Belastung kann da nicht gesprochen werden, sondern sie ist sehr wohl erträglich.

Schon von diesem Gesichtspunkt aus scheint es mir falsch, die Progression auf 30 % zu beschränken und dafür das Erbschaftssteuergesetz heranzuziehen. Es ist aber auch namentlich deshalb falsch, weil eine derartige Kombination unmöglich durchgeführt werden kann mit Rücksicht auf die Gemeinden. Der Staat hat nicht nur die Verpflichtung, beim neuen Steuergesetz an sich zu denken, sondern

auch dafür zu sorgen, dass die Gemeinden ebenfalls auf ihre Rechnung kommen. Die Gemeinden werden von der nach unten gewährten Entlastung in ganz gleicher Weise berührt; von der Erhöhung des Existenzminimums auf 1000 Fr. wird nicht nur der Staat, sondern werden auch alle Gemeinden in gleicher Weise getroffen. Deshalb muss auch ihnen gegenüber für Deckung gesorgt werden. Das ist unmöglich durch die Herbeiziehung des kantonalen Erbschaftssteuergesetzes, da dessen Ertrag vom Staat in der Hauptsache für sich in Anspruch genommen wird und für die laufende Verwaltung der Gemeinden nichts abfällt. Ich halte es auch für undenkbar, eine Novelle zum Erbschaftssteuerge-setz zu erlassen, wonach der Mehrertrag zwischen Staat und Gemeinden hälftig geteilt würde. müssen uns mit dem Gedanken abfinden, dass das Erbschaftssteuergesetz ein kantonales Gesetz ist und den Gemeinden keine Mehreinnahmen bringt. Das gleiche Unrecht würde sich also wiederholen, das schon beim verworfenen Steuergesetz begangen worden ist, indem man unter dem Titel einer rein redaktionellen Bereinigung die Mehreinnahmen der Gemeinden aus der Progression um volle 20 Prozent gegenüber den Einnahmen des Staates verkürzt hat. Das war mit ein Grund, um die Verwerfung des Steuergesetzes zu proklamieren. Ich halte also die Zusammenschweissung des Erbschaftssteuergesetzes und des eigentlichen Steuergesetzes für absolut undurchführbar, und deshalb bin ich mit der von der Regierung beantragten Ablehnung dieses, allerdings wichtigen und wesentlichen Teils der Motion Neuenschwander einverstanden.

Die Motion verlangt, dass auch den verschuldeten Bauern in irgend einer Weise — sie sagt zwar nicht in welcher Weise — geholfen werden soll. Von der Lösung, die wir versucht haben, um den kleinen Landbesitz zu entlasten, wird behauptet, sie würde zu den grössten Ungerechtigkeiten führen und sei daher nicht angängig. Wir versteifen uns nicht darauf, dass unsere Lösung die einzig richtige sei, obwohl etwas ähnliches schon in einem früheren Steuergesetz vorgesehen war; nur wurde damals die Entlastung auf dem Steueransatz gesucht, indem statt des normalen Steuerfusses von 1 $^{0}/_{00}$ beim landwirtschaftlichen Ertrag nur 90 und 80 $^{0}/_{0}$ als Grundlage angenommen wurden, während wir es für rationeller halten, die Entlastung auf dem Kapital selbst eintreten zu lassen und je nach der Grösse des Besitzes 10oder $20~^0/_0$ der Grundsteuerschatzung steuerfrei erklären. Das ist unter allen Umständen eine Entlastung, auch da, wo es sich um Schuldenbauern handelt, die jetzt der Gemeinde gegenüber den Schuldenabzug nicht haben. Man wendet ein, einzelne Gemeinden können so vollständig betriebsunfähig gemacht werden; auf der einen Seite müssen sie infolge der Entlastungen auf bisherige Einnahmen verzichten und auf der andern Seite stehen ihnen keine Mehreinnahmen zur Verfügung; infolgedessen können sie sich nur helfen mit einer Erhöhung des Steueransatzes, und so komme es für den Steuerzahler aufs gleiche wie bisher hinaus. Das ist nicht richtig, es kommt nicht aufs gleiche hinaus. Allerdings muss der Steuerfuss erhöht werden, aber die Differenzierung gegenüber den Kleinbauern ist auf jeden Fall da und sie zahlen unter allen Umständen weniger als die grossen.

Wenn Herr Neuenschwander die Besteuerung des Einkommens der Pächter beibehalten, aber die kleinen Pächter möglichst entlasten will, so kann dies am besten geschehen, indem man nicht einen Flick aufs alte Kleid setzt, sondern auf dem verworfenen Steuergesetz aufbaut und die Abzüge auf dem Einkommen der Pächter in gleicher Weise normiert wie die Abzüge für alle andern, die auf das Einkommen angewiesen sind.

Wenn man sich das alles vergegenwärtigt, muss man schon sagen, dass die richtige und grundsätzliche Lösung in der Initiative liegt und nicht in dem, was Herr Neuenschwander mit seiner Motion bezweckt. Dazu kommt noch ein anderer Grund. Herr Regierungsrat Könitzer hat mit aller Deutlichkeit gesagt: Was nützt es, wieder einfach vor den Grossen Rat zu kommen, wenn man den Zwiespalt in seinen Reihen kennt? Was hilft es, wenn die Regierung einen Entwurf einbringt, den sie als einen fortschrittlichen ansieht und den auch wir unter Umständen als solchen ansehen können? Dann wird er hier im Grossen Rat mit grosser Mehrheit angenommen und nachher vom Volk verworfen, und zwar im wesentlichen deshalb, weil dieser Zwiespalt nun einmal besteht. Auf der einen Seite hat die Mehrheit des Grossen Rates, die freisinnige Partei, die mehr als moralische Verpflichtung, dafür zu sorgen, dass der Staat die nötigen Mittel zur Erfüllung seiner Aufgaben bekommt; denn darauf beruht ihr politisches Prestige, und wenn das in die Brüche geht, so ist es auch aus mit der politischen Herrschaft. Aber auf der andern Seite, sobald man in einem neuen Steuergesetz die wirtschaftlichen Verhältnisse so taxiert, wie sie taxiert werden müssen, sobald die Besitzlosen stark entlastet und die Besitzenden hergenommen werden, um die nötige Deckung für die Entlastung nach unten zu bekommen, dann kommt der Zwiespalt zum Vorschein. Auf der einen Seite muss man sich nach aussen wenigstens den Anschein geben, dass man für ein solches fortschrittliches Steuergesetz eintrete, und auf der andern Seite weiss man, dass man durch das neue Gesetz tributpflichtig gemacht wird. Darum haben wir die Erscheinung, dass im Grossen Rat die grosse Mehrheit immer für ein derartiges Steuergesetz zu haben sein wird, während dann im Volke draussen nichts getan wird, um ihm zum Durchbruch zu verhelfen. Angesichts dieser Tatsache haben wir die Meinung, dass eine Steuergesetzrevision, sei es nun eine Partial- oder eine Totalrevision, nicht auf dem Wege einer Vorlage der Regierung an den Grossen Rat erfolgen wird, sondern einzig auf dem Wege der Initiative durchgeführt werden kann.

Da wir uns selbst sagen mussten, dass die Initiative ganz gut in dieser oder jener Form verbesserungsfähig ist, haben wir unsererseits dem Versuch, eine Verständigung herbeizuführen, sofort zugestimmt. Wir wollten allerdings zuerst die Grundlage schaffen und die nötige Stimmenzahl für die Initiative beieinander haben, so dass sie unter allen Umständen zur Abstimmung kommen muss, wenn es nötig ist; dieses Ziel haben wir in wenigen Wochen erreicht, die Steuerinitiative ist schon vor Ende 1913 zustande gekommen. Auf der andern Seite sagten wir uns aber, dass, wenn wir dann vor das Volk treten müssen, diese oder jene Bestimmung unter Umständen verbesserungsfähig ist. Darum haben wir dem Ansuchen der Fixbesoldeten

die in erster Linie am neuen Steuergesetz interessiert sind, Folge gegeben und uns grundsätzlich zu einer Verständigung bereit erklärt. Wir lassen mit uns reden. Wenn man z. B. in bezug auf die Gemeindeautonomie eine bessere Redaktion findet, die die nötigen Garantien vielleicht noch besser zum Ausdruck bringt, so soll das kein Stein des Anstosses sein und die Verständigung nicht verunmöglichen. Dagegen halte ich die Entlastung der kleinen Leute in der Landwirtschaft aus referendumspolitischen Gründen für absolut nötig. Wie wollen Sie im agrikolen Kanton Bern ein Steuergesetz durchbringen, wenn Sie den kleinen Leuten in der Landwirtschaft nicht irgend etwas bieten? Das war der grosse Fehler des verworfenen Gesetzes, dass es in dieser Richtung keine Entlastung gegenüber dem bisherigen Zustand vorsah. Wenn man ernsthaft ein neues Steuergesetz will, so muss man auf diesen Punkt Rücksicht nehmen und denjenigen, die trotz der der Landwirtschaft gewährten Privilegien in bösen Hosen stecken, etwas bieten. Ueber die Art des Entgegenkommens lässt sich ja reden, und wir beharren, wie gesagt. nicht unter allen Umständen auf der von uns vorgeschlagenen Lösung. Wenn man etwas Besseres findet, soll es an uns nicht fehlen. Zurzeit ist allerdings in den Verständigungsbestrebungen ein gewisser Stillstand eingetreten, aber die Sache ist nicht aus Abschied und Traktanden gefallen und es wird sich dann zeigen, ob wir die alte Initiative fallen lassen können, wenn wir die Zustimmung der Freisinnigen zu der neuen bekommen.

Ich halte also dafür, die Motion Neuenschwander sei in ihrer ursprünglichen Fassung unter allen Umständen abzulehnen. Die Fassung des Herrn Regierungsrat Könitzer kann man ja annehmen. Sie verpflichtet zu nichts, sie sagt gar nichts, man kann damit machen, was man will, und wir können ihr daher zustimmen oder nicht. Es bleibt sich vollständig gleich.

v. Fischer. Ich komme wie Herr Müller zu dem Resultat, dass die Motion Neuenschwander abzulehnen sei. Bezüglich der abgeänderten Fassung der Regierung sagt Herr Müller, man könne sie annehmen, weil sie nichts sage. Das scheint mir doch ein etwas sonderbares Motiv für die Annahme eines Antrages zu sein. Wenn die eine Fassung materiell unannehmbar ist und die andere eigentlich nichts sagt, wäre es besser, man würde beide Fassungen ablehnen, dann kommt man zu einer klareren Situation.

Das Kompliment muss ich der Regierung machen, dass sie bei Behandlung der Motion Neuenschwander ein Meisterstück von Höflichkeit vollbracht hat. Sie hat eigentlich an der Motion nicht viel Gutes übrig gelassen; ziemlich alles, an dem Herr Neuenschwander hing, wurde als nicht angängig beseitigt, aber die Regierung hat es doch nicht übers Herz gebracht, ihm und den Mitunterzeichnern zu erklären, was sie vorbringen, könne man nicht brauchen. Sie war so freundlich, die Motion selbst so umzuredigieren, dass sie sich wenigstens zeigen darf und dem Grossen Rat vorgelegt werden kann (Heiterkeit). Das ist ein Meisterstück der Höflichkeit und Zuvorkommenheit, wofür jedenfalls Herr Neuenschwander der Regierung dankbar sein sollte.

Persönlich stehe ich mit vielen meiner Gesinnungsgenossen allerdings auf einem andern Boden.

Herr Regierungsrat Könitzer hat sein Votum mit der Erklärung angefangen, es sei gefährlich, seitens der Regierung und des Grossen Rates schon wieder von der Anhandnahme der Steuergesetzrevision sprechen. Ich glaube, es ist nicht nur gefährlich, sondern auch nicht sehr respektvoll gegenüber dem Souveran. Vor fünf Vierteljahren hat das Bernervolk mit $^2/_3$ -Mehrheit die vom Grossen Rat mit erdrückender Mehrheit angenommene Steuervorlage abgelehnt, und es ist ein Unikum in unserer bernischen Referendumsgeschichte, dass man nach so kurzer Zeit trotz der wuchtigen Verwerfung wieder kommt und ungefähr das gleiche proponieren will, vielleicht mit einigen Verschärfungen. Wenn es nach Herrn Neuenschwander ginge, mit ziemlichen Verschärfungen. Er möchte ja die direkte Erb-folge besteuern, so dass die von diesem neuen Steuergesetzartikel Betroffenen sich schon an das vor Jahrtausenden einmal gesprochene Wort erinnern könnten: «Mein Vater hat euch mit Peitschen gezüchtigt, ich aber will euch mit Skorpionen züchtigen». So ungefähr käme es, wenn es nach dem Kopfe des Herrn Neuenschwander ginge. Es braucht einen starken Glauben zu der Annahme, das vor fünf Vierteljahren verworfene Steuergesetz würde heute, vielleicht noch etwas verschärft, angenommen. Wenn man diesen Glauben nicht hat, sollte man wenigstens den Mut haben, zu sagen: Wir wollen die Arbeit vorläufig etwas ruhen lassen, weil wir wissen, dass sie zu keinem Resultate führt. Was wollen wir uns im Grossen Rat während mehrerer Sessionen mit einem neuen Steuergesetz befassen, das wahrscheinlich so wenig wie das frühere vor dem Souverän Gnade finden wird? Es ist eine etwas starke Zumutung an den Grossen Rat, dass er sich an eine solche aussichtslose Arbeit machen soll. Von der unnötigen Belastung der Staatskasse wollen wir gar nicht sprechen; denn Herr Neuenschwander und die Mitunterzeichner der Motion werden kaum bereit sein, im Falle des Unterliegens für die Kosten aufzukommen. Es ist vielleicht ein Fehler, dass man nicht hie und da die Kosten den Motionsstellern auferlegen kann. (Karl Moor: Motion unter Kostenfolge!)

M. le **Président.** Je dois rappeler M. Moor à l'ordre.

Karl Moor. Ich protestiere gegen diesen Ordnungsruf. Wegen des einfachen Zwischenrufs: «Motion unter Kostenfolge» kann man nach Reglement niemals einen Ordnungsruf erteilen. Das wäre eine neue Art Geschäftsführung. Man kann den Redner zuerst verwarnen, aber nicht sofort zur Ordnung rufen.

M. le **Président.** Je constate que M. Moor à interpellé l'orateur; il ne devait pas le faire et j'ai été par conséquent obligé de le rappeler à l'ordre.

Karl Moor. Das fehlte noch, wenn man nicht einmal mehr ein Wort sagen dürfte. Ich behalte mir volle Redefreiheit vor.... (Rufe: Use mit em!).... Solche stümperhaften Rufe wie «Use mit em!» sollten im bernischen Grossen Rat nicht mehr vorkommen.... (Rudolf: Aber Herr Moor hat den Redner unterbrochen.).... Woher! Ich habe einfach

einen Zwischenruf gemacht (Widerspruch, Unruhe) Dumme Simpel!

M. le **Président.** Je dois rappeler encore M. Moor à l'ordre. Les expressions qu'il emploie ne sont pas parlementaires.

Karl Moor. Gut, jetzt können Sie mich zur Ordnung rufen.

v. Fischer (fortfahrend). Ich will nicht mehr weitläufig sein. Aber die drei Voten, die wir von den Herren Neuenschwander, Regierungsrat Könitzer und Gustav Müller gehört haben, zeigen, dass so grosse Differenzen in der Auffassung bestehen, dass es ganz aussichtslos ist, die Steuergesetzgebung im jetzigen Moment wieder an die Hand zu nehmen. Ich beantrage daher, sowohl die Fassung des Herrn Neuenschwander als diejenige der Regierung abzulehnen.

Rudolf. Ich möchte nur kurz auf eine Bemerkung des Herrn Gustav Müller antworten. Finanzdirektor Müller hat unter anderem auch erwähnt, dass zurzeit der Versuch einer Verständigung zwischen der freisinnigen und sozialdemokratischen Partei in der Steuerfrage im Gange sei, und die Hoffnung ausgesprochen, dieser Verständigungsversuch möchte nicht ohne weiteres aus Abschied und Traktanden fallen. Um nicht etwa die Meinung aufkommen zu lassen, dass von unserer Seite die Verständigung nicht loyal angestrebt werde, möchte ich nur erklären, dass die freisinnige Partei und ihre mit der Durchführung der Verständigungsaktion betrauten Organe heute noch bereit sind, an dieser Verständigung mitzuarbeiten. Eine erste Konferenz fand anfangs Januar statt und es wurde beschlossen, die finanziellen Grundlagen der ganzen Reform objektiv zu prüfen und dann wieder zusammenzutreten. Zwischenhinein kam das Intermezzo betreffend die Finanzen der Stadt Bern, das nicht gerade fördernd auf die Verständigungsaktion gewirkt hat. Es ging da auf beiden Seiten etwas hitzig zu, es fielen Ausdrücke, die nicht gerade auf den Ton der Freundlichkeit gestimmt waren, und man wollte einen günstigeren Zeitpunkt für die Wiederaufnahme der Verständigungsverhandlungen abwarten.

In seinen weitern Ausführungen hat Herr Müller hauptsächlich eine Verteidigung und Empfehlung der sozialdemokratischen Steuerinitiative an den Mann zu bringen versucht. Ich verstehe dieses Vorgehen und diese Taktik von seinem Standpunkte aus sehr gut. Allein ich möchte den Rat und die Oeffentlichkeit doch nicht unter dem Eindruck lassen, als ob das, was Herr Müller zugunsten seiner Steuerinitiative gesagt hat, ohne weiteres als feststehende Wahrheit anzusehen wäre. Herr Müller hat nachher im einen und andern Punkt selbst Einschränkungen gemacht und zugegeben, dass die Initiative in dieser und jener Beziehung noch verbesserungsfähig ist. So hat er, als er die 50 % Progression verteidigte, selbst zugestanden, dass diese Frage sehr diskutabel sei, und wenn er mit einem gewissen Pathos in den Saal hinausrief, wo die Leute denn vor der sie treffenden Progression hinflüchten sollten, so möchte ich ihn auf die gewiss auch ihm bekannte Finanzstatistik des schweizerischen Städteverbandes hinweisen, aus der hervorgeht, dass man sich nicht so weit zu flüchten, sondern zum Beispiel nur nach Basel zu gehen braucht, um den 50 % Progression

Wenn Herr Müller bezüglich der Gemeindeautonomie erklärt, wir hätten am Burgdorfer Parteitag angenommen, was wir vorher zurückwiesen, so liegt die Sache nicht ganz so. Herr Müller weiss, dass wir uns vorbehalten haben, die Fragen der Gemeindeautonomie und der amtlichen Inventarisation nicht im Steuergesetz zur Lösung zu bringen, sondern zum Gegenstand einer Spezialgesetzgebung zu machen, um das Steuergesetz nicht mit so gefährlichen Bestimmungen zu belasten.

Wenn Herr Gustav Müller und seine Partei sich herbeilassen, mit der freisinnigen Partei einen Weg der Verständigung zu suchen, so liegt darin das Zugeständnis, dass die sozialdemokratische Steuerinitiative eben nicht das Ganze ist, als das man sie heute gerne hinstellen möchte. Die sozialdemokratische Partei ist auch heute noch so selbstbewusst, dass sie nicht den Weg der Verständigung mit der freisinnigen Partei betreten würde, wenn sie nicht genau wüsste, dass eben doch nicht alles genau klappt. Man mag die sozialdemokratische Steuerinitiative ansehen wie man will und die Arbeit, die darin steckt, noch so hoch einschätzen, so ist es mit ihr doch nicht ganz so weit her, wie Herr Müller uns heute glauben machen wollte. Und wenn Herr Müller im Laufe seiner Rede erklärt hat, die freisinnige Partei werde noch grossen Schwierigkeiten begegnen und sie müsse dafür sorgen, dass ihr Prestige nicht verloren gehe, so möchte ich nur entgegnen, dass die Sorge für die Aufrechterhaltung des Prestige der freisinnigen Partei von Herrn Müller und seinen Freunden ganz gut uns überlassen werden (Karl Moor: Ihr macht euch schon selbst kaput!) und wir fürchten auch die Angriffe und Zwichenrufe des Herrn Moor nicht (Beifall.) (Karl Moor. Ihr fühlt euch immer in eurem freisinnigen Komödientheater!)

Neuenschwander. Ich habe bei der Begründung unserer Motion deutlich ausgeführt, warum es sich zurzeit empfehlen dürfte, den Weg der Partialrevision zu beschreiten. Ich habe auch angegeben, welche finanziellen Folgen eine Steuerrevision in dem von mir befürworteten Sinne hätte und welche Mittel ergriffen werden müssen, um den durch die Entlastung nach unten entstehenden Ausfall zu decken. Herr Regierungsrat Könitzer hat sich grundsätzlich mit den Abzügen einverstanden erklärt, aber sich darüber nicht geäussert, in welcher Höhe er sie für zulässig erachtet. Es ist aber von grosser Wichtigkeit, ob wir das Existenzminimum auf 800 oder 1000 Fr. erhöhen und ob wir die Familienabzüge auf eine kleinere oder grössere Zahl von Personen ausdehnen. Je nachdem wird der Ausfall einige hundert tausend Franken mehr oder weniger betragen. Jedenfalls aber wird eine Progression von 30 % zur Deckung des Ausfalls nicht genügen. Die Höhe der Abzüge wird sich nach den Mehreinnahmen richten müssen, die wir auf der andern Seite durch die Belastung nach oben realisieren können.

Der Herr Finanzdirektor hat weiter die Entlastung des bäuerlichen Grundbesitzes als unmöglich erklärt. Er hat aber selbst zugegeben, dass der Staat davon nicht berührt wird, da ihm gegenüber die Hypothe-

karschulden nicht versteuert werden müssen. Den Gemeinden gegenüber muss aber eine Liegenschaft ganz gleich versteuert werden, ob auf ihr kein Rappen Schulden hafte oder ob sie ganz verschuldet sei. Diese Ungerechtigkeit sollte gemildert werden. Ich gehe da mit Herrn Müller einig, dass, wenn irgendwelche Aussicht bestehen soll, ein Steuergesetz im Kanton Bern durchzubringen, unter allen Umständen auch der Schuldenbauer entlastet werden

Meinem Vorschlag gegenüber, einen Teil der vermehrten Einnahmen aus dem Erbschaftssteuergesetz zur Deckung des Steuerausfalls zu verwenden, wurde geltend gemacht, es gehe nicht an, die Revision des Erbschaftssteuergesetzes mit der allgemeinen Steuerreform zu verquicken. Wenn die Regierung die Verantwortung übernehmen will, ein neues Steuergesetz durchzuführen, ohne von vornherein sicher zu sein, dass der durch die Entlastung der kleinen Steuerzahler entstehende Ausfall wieder gedeckt wird, oder wenn sie sicher ist, dass die 30 $^{0}/_{0}$ Progression zur Deckung ausreichen werden, dann bin ich durchaus einverstanden, dass das Erbschaftssteuergesetz da nicht in Mitleidenschaft gezogen werde. Ich dringe nicht absolut darauf, dass die Besteuerung der direkten Erbfolge nun sofort dem Volk vorgelegt werde, obschon ich ihre Einführung begrüssen würde, indem die Erfahrung lehrt, dass in den Kantonen, in denen die direkte Erbfolge besteuert wird, Staat und Gemeinden ohne Schwierigkeiten in den Bestiz der benötigten Gelder gelangen und sich guter finanzieller Verhältnisse erfreuen. Herr Müller hat gesagt, das Erbschaftssteuergesetz sei ein kantonales Gesetz und sein Ertrag gehöre dem Staat. Allein ich vermag nicht einzusehen, warum im Falle der Revision des Erbschaftssteuergesetzes den Gemeinden nicht 10, 20 oder 30 0 / $_{0}$ der Mehreinnahmen zugewiesen werden könnten, um so ihre Situation zu verbessern. Jedenfalls ist es ausgeschlossen, den Ausfall in den schwerbelasteten Gemeinden ohne Zuhülfenahme des Erbschaftssteuergesetzes zu decken.

Herr Regierungsrat Könitzer befindet sich im Irrtum, wenn er sagt, ich hätte die Einführung der Umsatzsteuer beantragt. Das ist nicht richtig. Ich habe im Gegenteil erklärt, eine solche Steuer werde aus Kreisen des Handels und der Industrie gewünscht, aber wir können sie in keinem Fall in das neue Programm aufnehmen und mit dieser Revision verquicken.

Zum Schluss eine kurze Bemerkung an Herrn Kollega v. Fischer. Ich danke ihm für seine offenen Worte, indem wir nun ganz genau wissen, dass die konservative Partei in ihrer grossen Mehrheit überhaupt für ein neues Steuergesetz nicht zu haben ist. Auf ihre Mithülfe können wir unter keinen Umständen rechnen. Wir werden im Kanton Bern ein Steuergesetz nur durchbringen, wenn die untern Hunderttausend gegen die obern Zehntausend auftreten, wenn die weniger bemittelten Klassen sich vereinigen und gemeinsam dem Volk einen Entwurf vorlegen. Sie sind in der Mehrheit, die Obern sind in der Minderheit und werden sich mit der Zeit den neuen Verhältnissen anpassen. Ich habe meine Motion nicht aus Verlegenheit gestellt, wie die «Tagwacht» die Sache dargestellt hat, sondern es ist mir ernst damit, dass in absehbarer Zeit in unserem Steuerwesen ein Fortschritt erzielt werde. Ich habe

nichts dagegen, dass der Regierung möglichst freie Hand gelassen werde. Die Hauptsache ist mir, dass bei der Prüfung etwas Rechtes herauskommt, das dann auch vom Volk gutgeheissen wird. Ich stehe nicht auf dem Standpunkt des Herrn v. Fischer, nachdem der Souverän erst vor kurzem eine Steuervorlage verworfen habe, seien wir nicht verpflichtet, neuerdings an die Frage heranzutreten. Steuerreform ist und bleibt akut, solange die bestehenden Ungerechtigkeiten fortdauern und wir nicht allen Ernstes an ihre Beseitigung herantreten. Es ist nun schon lange debattiert worden und es wäre an der Zeit, dass endlich einmal etwas verwirklicht wird. Um dies zu ermöglichen, erkläre ich mich mit der Fassung der Regierung einverstanden und hoffe, dass es ihr möglich sein werde, in nächster Zeit dem neuen Grossen Rate über das Resultat ihrer Prüfung Auskunft zu geben. Wenn eine Verständigung mit der sozialdemokratischen Partei zustande kommt, so ist mir das auch recht; aber immerhin bin ich der Meinung, dass man sich im Grossen Rate darüber soll aussprechen können.

Müller (Bern). Nur einige Bemerkungen auf die Ausführungen des Herrn Rudolf.

Herr Rudolf hat erklärt, dass die Gemeindeautonomie in ihrer Resolution nicht vorbehaltlos aufgenommen worden sei, sondern dass sie sich vorbehalten, die Sache noch näher zu prüfen und sie eventuell in einem besonderen Gesetz zu regeln. Wir, die wir ausserhalb der freisinnigen Partei stehen, können uns natürlich nicht mit den Motiven und Absichten dieser Partei befassen, sondern müssen uns an das halten, was der Oeffentlichkeit übergeben worden ist, d. h. an die Resolution des kantonalen Parteitages. Diese lautet folgendermassen:

«I. Die freisinnig-demokratische Partei des Kantons Bern beschliesst die ungesäumte erneute Inangriffnahme der Revision der bernischen Steuergesetzgebung im Sinne einer gerechteren Verteilung der Steuerlasten.

II. Die Steuerreform ist so durchzuführen, dass die Steuereinnahmen von Staat und Gemeinden nicht geschmälert werden.

III. Die Steuerreform soll namentlich folgende Postulate verwirklichen:

1. Die Entlastung der wirtschaftlich schwachen Bevölkerungsschichten, insbesondere durch Erhöhung des sogenannten Existenzminimums, Zulassung von Familienabzügen, Steuerbefreiung der Beiträge an Versicherungs-, Pensions- und Krankenkassen.

2. Die Zuschlagssteuer (Progression) für die grösseren Vermögen und Einkommen.

3. Die Gemeindeautonomie in Steuersachen in gesetzlich umschriebenem Umfang usw.»

Nach diesem Wortlaut muss man doch ohne weiteres annehmen, dass der freisinnige Parteitag sich grundsätzlich mit der Gemeindeautonomie einverstanden erklärt und deren nähere Umschreibung im Steuergesetz selbst in Aussicht genommen hat, und wir mussten uns an diese Resolution halten.

Eine weitere Bemerkung des Herrn Rudolf ging dahin, es zeuge nicht von Siegeszuversicht, wenn wir der Verständigung zugestimmt haben. Diese Auffassung ist ganz falsch. Wir sind uns über die Sache selbst vollständig im klaren, aber ich gebe zu, dass, sobald die Möglichkeit einer Verständigung vorliegt,

die Initiative redaktionell, nicht materiell, verbessert werden kann. Je mehr Leute sich zusammenfinden und im Sinne der Verständigung miteinander arbeiten, um so leichter ist es, Konzessionen zu machen und schliesslich unter Festhaltung der materiellen Hauptpunkte redaktionell einen annehmbaren Entwurf zustande zu bringen. Es ist unter keinen Umständen ein Gefühl der Schwäche, das uns veranlasst hat, der Verständigung zuzustimmen. Wenn wir die Sache parteipolitisch durchfechten wollten, brauchten wir die Verständigung mit der freisinnigen Partei nicht; wir könnten sie agitatorisch schon so durchführen, dass die Partei dabei nicht zu Schaden käme, auch wenn sie in der Sache selbst aufs Haupt geschlagen würde. Aber es ist uns nicht um die Partei zu tun, sondern um die Sache. Wir haben die Verpflichtung, die Steuerreform auf einen Boden zu stellen, dass ihre Durchführung möglich ist. Wenn man weiss, wie schwierig es ist, ein Steuergesetz durchzubringen, dann ist man sich auch darüber klar, dass mindestens die beiden grossen Parteien zusammengehen müssen. Wir würden gerne auch einer Verständigung mit der konservativen Partei das Wort reden, wenn irgendwelche Aussicht auf Erfolg vorhanden wäre, aber hier ist eine Verständigung ausgeschlossen, weil in der konservativen Partei naturgemäss die besitzenden Klassen vertreten sind neben der freisinnigen Partei (Heiterkeit). Wir haben übrigens die Verständigung nicht gesucht und in Vorschlag gebracht, sondern die Anregung ging von einem neutralen Verbande aus und ihr haben wir zugestimmt. Auch die freisinnige Partei hat in ihren massgebenden Instanzen die Zustimmung erklärt, und wenn man von Schwäche sprechen wollte, wäre sie eher hier vorhanden, indem die freisinnige Partei im Grossen Rate ja 80 $^{0}/_{0}$ der Sitze inne hat und also die politische Macht besitzt, ein Steuergesetz hier durchzubringen. Wenn die Freisinnigen einer ausserparlamentarischen Verständigung zustimmen, die dahin tendiert, den Grossen Rat auszuschalten, so wäre darin eher ein Zeichen der Schwäche zu erblicken. Aber wir wollen einander jetzt doch nicht irgendwelche Absichten zuschieben und Misstrauen pflanzen, sondern wirklich versuchen, auf dem Wege der Verständigung zu einem Entwurf zu gelangen, der gemeinsam vertreten werden kann und der so gestaltet ist, dass die sozialdemokratische Partei ihre Initiative zu dessen Gunsten fallen lassen

Endlich möchte ich Herrn Rudolf noch bemerken, dass wir seiner Höflichkeitsbelehrung nicht bedürfen, wir hätten uns nicht in die Verhältnisse der freisinnigen Partei einzumischen, sie sei sehr wohl selbst imstande, ihre Prestige aufrecht zu erhalten. Das ist ganz selbstverständlich; wir würden es uns auch nicht gefallen lassen, wenn die freisinnige Partei in unser Verhalten hineinregieren wollte. Aber ich möchte nur bemerken, dass, wenn die freisinnige Partei ihr Prestige so aufrecht erhält, wie sie es in den letzten Wochen in der Stadt Bern getan hat, wir dagegen gar nichts einzuwenden haben (Heiterkeit).

Könitzer, Finanzdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Nur ein paar Worte. Ich trete auch jetzt auf die Initiative nicht ein. Es hat keinen Sinn, dass Herr Müller und ich uns jetzt mit Zahlen

herumschlagen; der eine hat diese, der andere eine

andere Auffassung.

Dem Vorwurf, die von der Regierung vorgeschlagene Fassung der Motion sei weder Fisch noch Vogel, muss ich entgegentreten. Sie enthält alles, was man von einer Revision verlangen kann. Und wenn man sich darüber aufhält, wir hätten die Motionäre mit aussergewöhnlicher Höflichkeit behandelt, so verwundere ich mich einigermassen, denn jedermann, der mich kennt, weiss, dass ich immer sehr höflich bin (Heiterkeit).

M. le **Président.** D'après les explications de M. Neuenschwander il accepte la motion telle qu'elle est formulée par le gouvernement. M. Müller ne la combattait pas sous cette forme et M. v. Fischer combat la motion sous ses deux formes.

Abstimmung.

Eingelangt ist folgende

Interpellation:

Die Unterzeichneten erlauben sich, anzufragen, auf welchen Zeitpunkt der Regierungsrat gewillt ist, die durch die Grossratsbeschlüsse vom 24. April und 18. November 1912 bewilligten Subventionen an die Oberaargau-Seeland-Bahn und die andern Dekretsbahnen auszurichten.

Nyffeler, Kilchenmann, Rufener, Meyer, Hiltbrunner.

Geht an den Regierungsrat.

Schluss der Sitzung um 5 Uhr.

Der Redakteur:
Zimmermann.

Sechste Sitzung.

Dienstag den 17. März 1914,

vormittags 9 Uhr.

Vorsitzender: Präsident Frepp.

Der Namensaufruf verzeigt 185 anwesende Mitglieder. Abwesend sind 47 Mitglieder, wovon mit Entschuldigung die Herren: Abbühl, Bähni, Brand, (Tavannes), Bühlmann, Burkhalter (Walkringen), Cueni, Girardin, Girod, Gürtler, Gurtner (Lauterbrunnen), Hari, Keller, Kindlimann, Laubscher, Merguin, Michel (Interlaken), Minder (Friedrich), Obrist, Rossé, Rufer (Biel), Schär, Schneider (Biel) Stauffer, Stebler, Stucki (Ins), Vernier, Weber Wyder, Wyss, Zumbach; ohne Entschuldigung abwesend sind die Herren: Albrecht, Bühler (Frutigen), Graber, Grieb, Grossglauser, v. Grünigen, Gygax, Hadorn, Hostettler, Hügli, Ledermann, Lüthi (Worb), Pfister, Renfer, Segesser, Thöni, Weibel.

M. le **Président.** C'est avec un sentiment de profonde stupeur que nous avons appris hier en arrivant à la séance du Grand Conseil le décès subit de l'ancien conseiller d'état M. le Dr. Gobat, directeur du Bureau international de la Paix, qui a succombé hier à une attaque d'apoplexie pendant

qu'il présidait une séance de ce bureau.

Originaire de Crémines, Albert Gobat naquit à Tramelan en 1843. Après avoir fait ses études de droit il ouvrit un bureau d'avocat à Délémont et pratiqua le barreau jusqu'en 1882, année où il fut appelé au Conseil d'état du canton de Berne, poste qu'il occupa jusqu'en 1912. Titulaire pendant 24 ans de la direction de l'Education, il devint après le changement obligatoire des dicastères, chef de celui de l'Intérieur, qu'il occupa pendant 8 ans, jusqu'à son départ. Nombreux sont les lois et décrets que Gobat a présentés dans cette enceinte. Je ne veux pas les énumérer. Malgré son aspect un peurude, Gobat sut conquérir la sympathie et l'affection de ses concitoyens qui appréciaient sa franchise et sa loyauté. Gobat était un homme dans toute l'acception du terme. Dans les nombreuses luttes que son tempérament combatif lui valait, Gobat sut s'acquérir l'estime de ses adversaires qui savaient que ses attaques partaient d'un bon coeur et qui ne lui en voulaient pas de ses paroles un peu vives. Le souvenir d'Albert Gobat restera dans le Jura bernois tout particulièrement qui le chérissait. Messieurs, pour honorer la mémoire du disparu je vous prie de vous lever de vos sièges. (L'assemblée se lève.)

Tagesordnung:

Motion der Herren Grossräte Choulat und Mitunterzeichner betreffend die Germanisationsbestrebungen im Jura.

(Siehe Seite 448 des letzten Jahrganges).

M. Choulat. Nous avons constaté, mes collègues de la députation jurassienne et moi, que depuis quelque temps les agissements de certains agents pangermanistes risquaient de compromettre bonnes relations qui ont de tout temps existé entre les Jurassiens et les Bernois de l'ancienne partie du canton. Aussi, lorsqu'a surgi l'incident d'Elay et de la Scheulte, nous avons estimé qu'il était de notre devoir d'intervenir et nous avons déposé la motion suivante: «Le gouvernement est invité à prendre des mesures pour empêcher que les pouvoirs publics prêtent la main, consciemment ou inconsciemment, aux tentatives de germanisation dirigées contre le Jura.»

Inutile, je pense, de vous déclarer que nous n'avons nullement l'intention de fomenter une lutte de langues. Il n'y en a pas chez nous et il ne doit pas y en avoir. Notre but tend au contraire à faire prendre par le gouvernement certaines mesures propres à empêcher les erreurs et les abus que nous signalerons de dégénérer en une lutte

de langues.

Comme dit le professeur Morf, dans sa brochur Deutsche und Romanen in der Schweiz (1900): « Nous ne sommes ni Allemands, ni Français, nous sommes Suisses — j'ajouterai: et Bernois. Nous ne voulons pas épouser ni vos querelles ni vos haines. Nous n'avons pas une langue nationale, nous en avons quatre. Et le français en est une au même titre que l'allemand. Le Suisse allemand qui se met à parler français, le Suisse romand qui oublie son français pour parler allemand ne se dénatio-nalisent pas pour cela. Leur coeur, leur pensée restent suisses. C'est tout ce que nous leur demandons.»

Messieurs, les agissements que nous réprouvons sont l'oeuvre des pangermanistes; je n'aurai pas de peine à vous en faire la preuve.

Pour bien vous faire comprendre ce qui se passe,

je dois tout d'abord vous dire ce que sont les

pangermanistes, ce qu'ils veulent.

Je vous montrerai ensuite comment ils travaillent dans le Jura, quels sont leurs agents conscients et inconscients, et enfin j'indiquerai quelles sont les mesures propres à enrayer leur agitation.

On a représenté les pangermanistes comme des agités sans influence. C'est une grande erreur. Sans voir des pangermanistes partout, l'on doit constater que c'est, en Allemagne, une minorité particulièrement agissante et tenace. On sait que, en 1912,

le projet de loi d'expropriation des Polonais fut présenté à la suite des menaces proférées par le baron de Zedlitz contre le gouvernement, dans la Post, et reproduites dans la Gazette du Rhin et de Westphalie. (Voir Bulletin sténographique du Reichstag, 13e législature, p. 3.343).

Ce sont également les menaces proférées au congrès pangermaniste de Hanovre, par le général Keim, président de l'Alldeutscher Verband, qui ont déterminé la présentation du projet de loi militaire que l'on appelle couramment le Keimgesetz. Aussi, au congrès pangermaniste de Leipzig, en septembre 1913, le général Keim, réclamant de nouvelles augmentations militaires, put-il s'écrier: «On peut jurer et tempêter tant que l'on voudra, nos adversaires n'en seront pas moins forcés de voter tout ce que nous exigeons.» (Hilarité et applaudissements.) Le lendemain, le libéral Berliner Tageblatt écrivait: «Elles seront votées, n'en doutez pas; il suffira pour cela que le général Keim, dans son prochain discours, traite le gouvernement et les députés de

Le 1er mars dernier, la Gazette de Francfort écrivait: «L'influence des pangermanistes triomphe aujourd'hui au ministère de la guerre, maintenant qu'ils ont réussi à hypnotiser notre peuple.»

Voilà, messieurs, les gens qu'on nous représente comme des cerveaux brûlés dépourvus d'influence! Voici, d'ailleurs, une autre preuve: dans les Preussische Jahrbücher, de novembre, le professeur Hans Delbrück, impérialiste et militariste, écrit: «On ne peut s'empêcher de penser que le vrai danger pour l'Allemagne, à l'avenir, n'est point le parti socialiste ou le parti clérical, mais bien le parti pangermaniste.»

On peut rapprocher de cette déclaration cette autre, d'un membre de la délégation autrichienne, qui disait un jour à la tribune de cette assemblée:

« Nous ne craignons pas le pangermanisme qui avance au grand jour, mais celui qui travaille dans l'ombre.»

C'est précisément de ce pangermanisme qui travaille dans l'ombre dont nous avons aujourd'hui à

Ces gens-là sont armés pour la lutte qu'ils poursuivent: ils sont organisés. Ils ont des journaux qui répandent leurs idées, ils font paraître à chaque instant des ouvrages dont les conclusions sont toujours les mêmes: démontrer qu'un pays de langue française est en réalité allemand et doit être incorporé dans la plus grande Allemagne.

Jetons un coup d'oeil sur cette litérature et sur

cette bibliographie.

Voici quelques citations tirées de leurs ouvrages: Dr. Johannes Zemmrich: Verbreitung der deutschen in der französischen Schweiz Stuttgart 1894. Conclusion, p. 48: «On peut sans exagérer prétendre que si l'on établit des écoles allemandes, la limite des langues avancera bientôt jusqu'à la Chaux-de-Fonds et Neuchâtel.» M. Zemmrich est un collaborateur des Alldeutsche Blätter. (V. notamment le numéro du 8 février 1902.)

Le 18 février 1895. M. Hunziker fait une conférence à Zurich, à la Gesellschaft für deutsche

Sprache.

En 1896, le professeur Jakob Hunziker, d'Aarau, publie une brochure intitulée Die Sprachverhältnisse

der Westschweiz, dans laquelle il dénonce, d'après les recensements fédéraux — dont nous démontre-rons plus loin l'inexactitude — le péril de la francisation des Allemands (c'est ainsi qu'il appelle nos Confédérés) dans les cantons romands. Il attribue le mal à l'absence d'écoles allemandes agissantes.

Deux ans plus tard, M. Hunziker fait éditer à Munich, par l'Alldeutscher Verband, son ouvrage: Der Kampf um das Deutschtum.» Le professeur d'Aarau y préconise, pour le Jura, la création d'écoles mixtes mi-allemandes mi-françaises. Par là, dit-il, l'élément allemand deviendrait le maître de la situation. Ce serait un grand mérite pour un Deutschschweiz. Schulverein à Berne d'entreprendre la lutte pour la langue maternelle menacée, d'enthousiasmer la jeunesse pour cette cause et de créer des écoles de ce genre dans les communes mixtes.» dernière idée est discutée dans le Bund du 15-16

Dans les Preussische Jahrbücher, 1900, p. 95, et les Akademische Blätter de Berlin, 1900, p. 34, M. E. Blocher se plaint de la romanisation des im-

migrés de langue allemande.

M. Zemmrich, «Deutsche in Romanen in der Schweiz», Deutsche Erde, 1902, 2e livraison, p. 35, écrit au sujet de la vallée de la Birse: «Seule l'abssence d'écoles allemandes et l'indifférence des immigrés suisses-allemands contre cet inconvénient fait que cette vallée n'a pas passé depuis longtemps au territoire de langue allemande. «Puis, p. 36: «En tout, dans les districts français, les Allemands ont la majorité dans six communes. Lors des recensements précédents, on en comptait huit autres; seule l'absence complète de mesures en vue de la conservation de la langue allemande a été cause de leur perte.»

M. Kurt de Strantz, un des chefs de l'Alldeut-Verband, prétend, dans Das verwelschte Deutschtum, en 1903, que le Jura bernois, avec toute la Suisse romande d'ailleurs, est d'origine germanique et parlait allemand au seizième siècle encore. Il en conclut que pour échapper à la corruption française, la Suisse n'a qu'un moyen de salut, c'est de se jeter dans les bras de l'empire

allemand.

M. Emile Garraux, mars 1903: «Ueber das geschichtliche Recht der deutschen Sprache im bernischen Jura» (Bâle), essaie de prouver l'origine

germanique de la population jurassienne.

M. Garraux y démontre (p. 21) « que la population jurassienne est d'origine allemande et que si l'allemand n'est pas la seule langue employée dans le Jura, il y a conservé, depuis les invasions ger-

maniques jusqu'à notre époque, une place éminente.»

Pour étayer cette thèse, M. Garraux n'hésite pas à appeler à son secours la couleur du bétail bovin. «La race tachetée, dit-il, est d'origine suédoise et a été importée en Suisse par les Burgondes.» Et

voilà pourquoi votre fille est muette.

Cette démonstration ne surprendra d'ailleurs nullement de la part des pangermanistes, qui ont bien prouvé, par a+b, que Jésus-Christ était Allemand! (V. J. t. Reimer, Ein pangermanisches Deutschland. Berlin 1905, p. 232-233), de même que saint Paul, Michel-Ange, Raphaël, Zola, etc.

On peut comparer également à ces élucubrations celle d'un pasteur allemand du vallon de St-Imier, qui, ne sachant plus qu'avancer contre les Jurassiens, finit par leur reprocher la couleur de leur sapins, qui est noire au lieu d'être bleue, comme celle des sapins de l'ancien canton!

Dr. Laengin, mai 1904, «Die Sprache des Jura» (édité par le Deutscher Schulverein, à Zurich), y revendique les droits de l'allemand dans le Jura,

sur la base des statistiques.

Vives polémiques de presse en 1905, au sujet de la création du Sprachverein suisse, issu du

Sprachverein allemand.

— Le 26 juillet 1905, la Deutsche Zeitung de Berlin (organe pangermaniste) blâme les Jurassiens de se refuser à la création d'écoles allemandes. Idem, le 29 octobre, la Rheinisch Westphälische Zeitung.

- En 1906, dans la Deutsche Erde (p. 7 et suivantes). M. E. Blocher s'efforce de démontrer que l'importance de l'élément allemand dans le Jura est systématiquement méconnue. Le 13 août, M. Blocher publie un article sur le même sujet, dans la Tägliche Rundschau.
- Le 13 octobre 1906, dans la Zürcher Post, M. Arbenz-Brodbeck, membre du Sprachverein rompt une lance en faveur des écoles allemandes dans le Jura.
- Le 28 octobre 1906, dans la Tägliche Rundschau, M. Ed. Muller-Waldeck blame vigoureusement les Suisses allemands de leur tiédeur à l'égard du germanisme.
- Le deuxième rapport du Deutschschweizer. Sprachverein (1906) revient sur la question des écoles allemandes dans le Jura.

1906. M. Ernest Hasse, député au Reichstag, qui fut longtemps l'âme de l'Alldeutscher Verband, écrit dans son ouvrage bien connu Deutsche Grenzpolitik (Munich 1906), que «l'évêché de Bâle avait appartenu, jusqu'en 1798, à l'empire allemand, auquel, en 1815, on arracha ce territoire au profit de la Suisse.»

M. Jacob Hunziker, dans son ouvrage La Maison suisse (1907) — subventionné par la Confédération — ne parle plus d'écoles mixtes. Car son évolution est depuis longtemps achevée. Il écrit à propos

du Jura:

«L'ivrognerie y est malheureusement très répandue parmi les horlogers, qui mènent une vie large et facile. L'émigré allemand prend rapidement les habitudes du pays, et cela d'autant plus facilement qu'il n'existe pas d'écoles publiques allemandes dans tout le Jura bernois. Il paraît singulier que le canton de Berne, dont la force se manifeste surtout dans la grande vitalité de l'élément allemand, ne cherche pas à établir des écoles allemandes dans cette partie de son territoire.»

M. J. Zemmrich, dans Das Deutschtum in der Schweiz (1907), réclame des écoles allemandes dans le Jura bernois et neuchâtelois et la région de Morat, contrées qui «alors seraient bientôt germanisées.»

— Le 24 juillet 1907, la Gazette de Cologne se plaint en termes très vifs de la tiédeur des Suisses allemands à l'égard de la langue allemande, article qui soulève des polémiques de presse dans toute la Suisse.

Cette agitation provoque, le 18 septembre 1907, l'interpellation Rossel au Conseil national, ainsi qu'une séance (unique) de l'Union romande pour la culture et l'enseignement du français, à Neuchâtel, le 19 janvier 1908.

- En 1908, dans le Deutsche Erde (p. 103 et suivantes), le Dr. Rodolphe Hotz-Linder réclame la création d'écoles allemandes dans le Jura.

Idem les Alldeutsche Blaetter, 23 octobre 1908. — Le 17 novembre 1908, le Berner Tagblatt excite les Suisses allemands établis dans le Jura à la résistance contre «l'attitude intransigeante des Jurassiens ».

- En 1909. M. Richard Palleske, dans la Zeitschrift des Allgemeinen deutschen Sprazchvereins, publie un violent article contre M. Platzhoff-Lejeune, qui avait déploré la création du Sprachverein suisse.

Tout récemment encore, dans l'officieux « Berner Intelligenzblatt », numéro du 11 février 1914, a paru une étude tirée du XXIII^{me} volume des actes de la Société de géographie et consacrée au Jura bernois. Cette étude, signée de dame Hélène Bretschneider-Grütter, vise au même but que la brochure Garraux: établir que le Jura est une terre allemande.

De même un article des «Basler Nachrichten» du

7 décembre 1913 signé Wilh. Brückner.

Nous passons sur la bibliographie, toujours plus riche à vrai dire, de ces dernières années. ferons toutefois exception pour l'ouvrage de M. de Strantz, — paru l'an dernier — par égard pour la situation éminente qu'occupe l'auteur, le grand ténor des congrès de l'Alldeutscher Verband, association qui compte cent cinquante mille membres. L'ouvrage de M. de Strantz porte le titre: Ihr wollt Elsass und Lothringen? Wir nehmen ganz Lothringen und mehr!» (En effet, puisque l'auteur veut annexer à l'Allemagne toute la Suisse, jusques et y compris Genève.)

On lit aux pages 49 et/50:

«La partie sud-ouest de l'évêché de Bâle, depuis la Réformation, qui avait mis fin à l'autorité ecclésiastique (?!?), avait passé sous la domination de Berne. Ici aussi la francisation a trouvé accès. A vrai dire, la langue allemande s'y est complètement maintenue, mais la connaissance du français a tellement gagné sur cette région frontière que même les classes inférieures du peuple se servent de cette langue. Cette influence pernicieuse se montre de la façon la plus claire dans la francisation des noms de lieux d'origine germanique, dont les habitants eux-mêmes sont restés de purs Allemands de moeurs et de langue. C'est ainsi que, non sans habileté, on présente les choses comme si le Jura était en réalité un territoire de langue française.

«C'est ainsi que Altorf a dû se transformer en Bassecourt, Battendorf en Corban, Bellmund en Bellmont, Brandisholz en Les Breuleux, Bruntrut en Porrentruy, Delsberg en Delémont, Dachsfelden en Tavannes, Halle en Alle, St. Immer en St.-Imier, Jerensdort en Courgenay, Kevenach en Chevenez, Lamlingen en Lamboing, Morschweyler en Mervelier, Münster en Moutier, Neustadt en Neuveville, St-Lodegar en Saignelégier, Lutholdsdorf en Cornaux, Praegeltz en Prêles, Pamfel en Bonfol, Rennendorf en Courrendlin, Rottmund en Rossemaison, Spiegelberg en Muriaux, Surbelen en Sorvilier, Rudisholz en Les Bois, Schwarzenberg en Noirmont, Tramlingen en Tramelan, Tschafis en Chavannes, Twann en Douanne, Ursitz en St-Ursanne.

«Les dénominations allemandes, cela va sans dire, sont encore en vogue. La majeure partie de la population - en dépit de l'admiration innée chez

nous autres Allemands pour tout ce qui est étranger - emploie encore couramment les vieux noms allemands. Vis-à-vis des touristes, en revanche, on recourt volontiers aux dénominations étrangères, comme si c'était plus distingué. C'est la vieille et triste chanson du manque de sentiment national allemand.»

Il suffit de jeter un coup d'oeil sur cet ensemble de publications pour se rendre compte qu'il ne s'agit pas, pour ces personnages haineux, de prendre en mains et de soutenir les intérêts des Suisses allemands fixés dans le Jura, mais bel et bien de germaniser le Jura, de reculer la frontière des langues jusqu'à la Chaux-de-Fonds, en attendant mieux.

Les pangermanistes ont jeté en particulier leur dévolu sur le Jura, parce qu'ils prédendent que l'Allemagne a des droits historiques sur le pays, du fait que, par ses princes, il relevait du Saint-Empire romain de nation germanique et du fait qu'il est rattaché à un territoire de langue alle-

mande.

Vous vous souvenez, messieurs, comment Bismarck et les Allemands ont préparé la conquête de l'Alsace-Lorraine; ils ont prouvé d'abord qu'elle était une terre allemande, puis ils en ont fait la Les pangermanistes agissent de même dans le Jura: ils préparent la conquête politique par la conquête linguistique. Et, pour arriver à leur but, ils cherchent à tout germaniser: les écoles, l'administration, les noms de localités, etc., et lorsque cela serait fait, ils viendaient nous dire: «Messieurs, vous êtes Prussiens!»

Si les pangermanistes se bornaient à faire de la théorie pure et à répandre leurs idées en Allemagne et en Autriche, nous pourrions nous dispenser de nous en occuper. Mais à côté des pangermanistes de la chaire, il y a les agitateurs qui travaillent, et ces agitateurs on les trouve chez nous. Ce sont ceux que j'appellerai les agents conscients du pangermanisme. A côté d'eux il y a aussi les agents inconscients, c'est-à-dire les citoyens, les fonctionnaires, les autorités qui, sans se rendre un compte exact de la portée de leurs actes, favorisent directement ou indirectement les menées des pangermanistes.

Parmi les agitateurs, je citerai en premier lieu le «Deutschschweizerischer Sprachverein», dont les membres ne cessent d'intervenir dans les affaires intérieures du Jura et certains autres groupements qui travaillent dans l'ombre. Les faits sont là; ils sont probants. En voici quelques-uns:

Le Sprachverein est intervenu une première fois auprès d'un habitant, Bernois de l'ancien canton, fermier sur la Montagne de Villeret pour qu'il maintienne son école allemande et l'on me rapporte que ce fermier touche encore aujourd'hui une subvention.

Voici un autre cas: En 1911, la commune de Moutier ayant eu à nommer un nouvel instituteur pour la Montagne de Moutier, demanda aux intéressés s'il ne convenait pas qu'à l'avenir dans leur propre intérêt, l'enseignement fût donné en français. Les fermiers intéressés déclarèrent que tel leur paraissait, en effet, être leur avantage. Là-dessus, un pangermaniste de Bâle vint les exhorter et leur déclarer qu'ils étaient des traîtres au Deutschtum. Il en resulta une certaine agitation, qui, fort heureusement, fut toute passagère. Il va sans dire que

si les fermiers de la Montagne de Moutier avaient déclaré leur volonté de garder une école allemande, nul ne s'y serait opposé. Ce que nous n'admettons pas, c'est cette ingérence de commis-voyageurs en pangermanisme, qui accourent des deux côtés du Rhin afin de surexciter les immigrés contre les Jurassiens.

Voici du reste la circulaire adressée aux habitants de la Montagne de Moutier par cet agent pangermaniste qui n'est autre que M. Garraux, l'auteur de la brochure que je vous ai citée sur les droits de la langue allemande dans le Jura:

«Geehrter Herr! Es haben sich einige Männer zusammengetan, die es bedauern, dass am 1. Mai nächsthin die alte deutsche Schule dem Münsterberg französisch werden soll. Da natürlich kein Recht haben, uns in die Angelegenheiten der Gemeinde Münster zu mischen, wenigstens Recht das Schweizerbürgers, die ehrliche Meinung frei herauszusagen und wenden uns an die verehrlichen Hausväter auf dem Münsterberg selber. Wir bitten Euch, den folgenschweren Schritt der Umwandlung der deutschen Schule in eine französische nicht zu tun. Die deutsche Schule auf dem Münsterberg ist mit viel Mühe und Arbeit erstanden und verdient es wahrlich nicht leichthin geopfert zu werden. Hundert Jahre und länger ist es auf dem Münsterberg gut und in Ehren mit Deutsch gegangen; warum sollen jetzt die kommenden Geschlechter französisch werden? Denn mit der Schule wird auch die Jugend bald verwelschen, daran soll niemand

Ist denn das Französische so dringend notwendig? In Münster, Beffert, Tiefenbach, Escherz, in der Schwändi, in Rennendorf, in Delsberg, überall um den Münsterberg herum sprechen doch so viele Leute deutsch, oft mehr als ein Drittel. Gibt es auch einmal in Sulz, Unterschwyler, Lietigen Schwierigkeiten beim Handel, so ist das doch gewiss kein Grund, um jetzt Eure Kinder französisch unterrichten zu lassen, so müssten ja schliesslich die Schulen im Laufener Amt und im Solothurner Biet auch französisch werden. Mit der Sprache ändert sich auch die Art und welsch bauern ist nicht deutsch bauern, denn für Haus und Stall und Land ist die deutsche Art doch noch besser.

Man hört immer sagen, in der Schweiz sei es ganz einerlei, ob man deutsch oder französisch sei: dann sollte es also auch einerlei sein, wenn die Münsterberger deutsch bleiben! Für unsern Jura ist es aber nicht einmal einerlei, sondern sogar sehr wichtig und notwendig, möglichst viele deutsche Bauern zu haben; darin sind alle Jurassier einig die es gut mit ihrer Heimat meinen.

Bewahrt darum das hohe Gut der deutschen Art und Sprache die Eure Voreltern stets hoch in Ehren gehalten haben. Kein vernünftiger Welsch wird deswegen etwas anderes als Achtung vor Euch haben, denn jeder weiss, was der Berner Jura der schweren Arbeit seiner deutschen Bauern verdankt! Mit landmannschaftlichem Gruss, namens seiner Gesinnungsgenossen G. Garraux, Mossackerstr. 10.

Allfällige Mitteilungen oder Anfragen nimmt gern entgegen G. Garraux, Basel.»

Ce M. Garraux est d'ailleurs un des coryphées du «Sprachverein». Par son intervention dans l'affaire de l'école de Moutier, il nous montre qu'il met en pratique les théories qu'il a avancées dans sa brochure de 1904. Et cette brochure n'a qu'un but: poursuivre la création d'écoles allemandes dans le Jura. Et ce n'est pas une manifestation isolée, puisque Garraux lui-même déclare qu'il parle au nom d'un fort groupe d'intéressés.

Je pourrais vous citer un passage de cette brochure où il est dit que le Jura est terre allemande depuis le Ve siècle après J.-Ch.; un autre où Garraux semble regretter le bon vieux temps où la Suisse faisait partie de la Souabe.

On peut rapprocher de cette brochure un ouvrage souvent cité par Garraux et qui, paraît-il, est la Bible des pangermanistes suisses. L'auteur de cet ouvrage est un M. Jahn, secrétaire au Département fédéral de l'intérieur. Voici comment il s'exprime:

«Sollte das neue deutsche Reich, über kurz oder lang vom Rachewahn Frankreichs gezwungen, gegen dieses zum Schwert greifen müssen und, wie zu erwarten, siegreich aus dem Kampfe hervorgehen, so müsste zur weiteren Sicherung der Reichsgrenze gegen den Erbfeind nebst dem französischen Reste von Ober-Elsass, einschliesslich Belforts, mindestens auch der anstossende nördliche Teil der ehemaligen Freigrafschaft Burgund mit Mümpelgard, dem Reiche verbleiben, d. h. demseiben wieder einverleibt werden. Das hierseitige Hinausgehen über die Sprachgrenze erhielte dadurch ein wesentliches Correctiv, dass die Einwohner der Franchecomté noch am meisten von allen burgundischen Romanen deutsche Art bewahren, wie denn auch in den neulich von den Deutschen besetzt gehaltenen französischen Landesteilen die Einwohner derjenigen Departemente, welche Teile der ehemaligen Freigrafschaft befassen (Doubs, Jura und Haute Saône), sich am wenigsten feindselig gegen die Deutschen, ihre einstigen Stammesbrüder, gezeigt haben».

Ceci pour bien établir l'esprit qui anime nos pangermanistes suisses.

Nous avons dit qu'ils en voulaient avant toute chose à l'école et qu'ils cherchaient à créer le plus grand nombre possible d'écoles allemandes dans le lura

Eh bien, nous devons nous opposer de toutes nos forces à cette création d'écoles allemandes, car elle retarde l'assimilation des deux éléments qui est pourtant nécessaire au maintien de la paix publique.

On prend pour prétexte en premier lieu le prétendu caractère bilingue du Jura. Messieurs, nous ne nions pas qu'il ne se soit produit chez nous une forte immigration bernoise au milieu du siècle dernier, immigration qui fut bien accueillie, puisque, jusqu'à ce jour, indigènes et immigrés ont entretenu les meilleures relations.

Mais nous prétendons que les recensements, établis sur des bases inexactes, et, plus récemment, cuisinés avec art, en certains endroits, en donnent une idée très exagérée. En effet, sauf en 1900, où l'on a demandé aux recensés quelle était leur «langue usuelle», seul critère exact, on s'est basé sur la langue maternelle, celle des parents en d'autres termes, ce qui conduisait à considérer comme parlant allemand les enfants des immigrés, presque tous assimilés. Même en ne prenant que les recensements, totalement défigurés, de 1880, 1888 et 1910, on voit que les immigrés s'assimilent, puisque leur

proportion, qui était de 22,6 $^{\rm 0}/_{\rm 0}$ en 1880, n'était plus que de 18,3 $^{\rm 0}/_{\rm 0}$ en 1910. Mais, nous le répétons, la moitié de ces concitoyens de langue allemande sont en fait complètement assimilés. Le recensement de 1900 même, qui indique une proportion de $18,2^{0}/_{0}$, s'est ressenti des habitudes prises précédemment de se baser sur la langue maternelle.

Messieurs, nous prétendons que cette assimilation progressive est un bien, qu'elle est nécessaire au maintien de la bonne harmonie entre les deux parties du canton, qu'elle est de nature à relever dans une large mesure le niveau de l'instruction publique. Les témoignages des membres du corps enseignant sur ce point sont unanimes: rien n'est plus préjudiciable à l'enseignement que la présence, dans les classes, d'une forte proportion d'élèves qui parlent à la maison une autre langue que celle qui leur est enseignée à l'école.

Certes, nous ne méconnaissons nullement l'avantage qu'il y a à posséder plusieurs langues. Beaucoup de Jurassiens le contestent si peu qu'ils envoient leurs enfants passer une année ou deux en

pays de langue allemande.

Une des questions les plus graves qui soient posées à l'heure actuelle en Suisse est celle de la naturalisation des étrangers. On cherche à assimiler davantage ces étrangers en leur procurant des facilités de naturalisation et on reconnait par là que cette assimilation est nécessaire au bien-être et à la prospérité du pays.

Cette assimilation des Bernois de langue allemande habitant le Jura est tout aussi nécessaire.

Les raisons en sont les mêmes.

J'irai même plus loin et je soutiendrai que la naturalisation obligatoire ou facultative, après un certain nombre d'années d'établissement, rendrait les plus grands services à la paix du canton. voilà, je touche à une question un peu spéciale qui a plutôt sa place dans la discussion du projet de loi sur la nouvelle organisation communale.

Puisque je vous parle d'écoles, je vous dois un mot sur ce qu'on appelle chez nous la subvention de Crefeld. Voici ce qu'on a raconté à ce sujet dans les journaux jurassiens: «Les écoles allemandes de Moron et de la Chaux d'Abel, bénificiant des subsides officiels de l'Etat et des communes jurassiennes ont reçu des pangermanistes de Crefeld (Prusse) au mois de décembre 1913, la somme de 400 francs. Il fut entre autre notifié que cet argent, comme bien entendu, servira à la propagation de la langue allemande dans le Jura. Ce cadeau patriotique fut

évidemment accepté avec componction.»

Un autre journal fait suivre cette nouvelle des considérations suivantes: «Il avait été communiqué à un groupe de Jurassiens, voici quelque temps déjà, que l'école allemande de Moron avait touché un mandat de 400 francs venant d'une société prussienne de Crefeld. Une enquête approfondie fut discrètement menée. Ce n'est qu'après que furent dissipés tous les doutes — et pourtant de cœur nous aurions voulu faire erreur afin de pouvoir croire encore que le patriotisme n'est pas lettre morte, chez d'aucuns que ce scandale fut rendu public. Au fur et à mesure des événements, seront dévoilés bien d'autres faits intéressants et significatifs. Le dossier des menées pangermanistes s'augmente de jour en jour.»

D'autre part, le Démocrate de Délémont publiait le 13 mars 1914 l'entrefilet suivant: « Nous avons annoncé que l'école allemande de la Chaux d'Abel a reçu une somme d'argent de l'Association pangermaniste de Crefeld. On a vu que cette intervention étrangère a désagréablement impressionné — à juste titre — les citoyens de Sonvilier, qui, pour mani-fester leur réprobation ont décidé, dans une récente assemblée communale, de diminuer pour cette année et de supprimer à partir de l'année prochaine le subside que la commune versait jusqu'ici à l'école de la colonie allemande de la Chaux d'Abel.

Nous apprenons qu'à son tour le gouvernement bernois s'est occupé de cette affaire. Il a invité les autorités scolaires de Sonvilier à rendre à l'Association de Crefeld le montant de sa subvention. Voilà qui est très bien, et le geste du Conseil d'Etat produira une excellente impression dans tout le Jura.

Nous pensons que la même décision a été prise à l'égard d'autres écoles allemandes du Jura de Moron, par exemple, — qui ont également été subventionnées par les pangermanistes d'outre-Rhin.»

Qu'en est-il exactement de cette subvention, je l'ignore et j'attends les explications que le gouvernement ne manquera certainement pas de nous donner. Quoiqu'il en soit, je constate que si la décision rélatée par le «Démocrate» a été prise, le gouvernement a par le fait lui-même reconnu le danger que présente pour la paix publique l'octroi de pareils subsides.

D'autre part, à une des dernières séances de la Société jurassienne d'émulation, le Dr. Geering, de Reconvilier, quoique Suisse allemand d'origine, faisait la déclaration suivante:

«J'ai reçu il y a plusieurs années un appel imprimé, signé d'un comité d'initiative qui me demandait, en qualité de Suisse allemand, de m'occuper des intérêts des Allemands dans le Jura, et de tâcher d'arriver à la création de classes allemandes dans tous les villages où il y aurait assez d'Allemands pour le faire. Malheureusement je n'ai attaché aucune importance à cette feuille, que j'ai jetée dans ma corbeille.

«Plus tard, j'ai été sollicité plusieurs fois oralement, par un de mes collègues qui s'occupe de la question de la germanisation du Jura (sans habiter la contrée) de faire une propagande active pour nos idées, parce qu'il considérait que la supériorité de tout ce qui est allemand nous obligeait de combattre tout ce qui est français, dans l'intérêt des Français eux-mêmes. Ayant toujours refusé d'adhérer à ce mouvement, on m'a laissé tranquille.»

Parmi ces agents il faut également citer certains pasteurs et plus spécialement les pasteurs allemands du Jura. Au lieu de chercher à faire régner la bonne harmonie entre les deux éléments de la population, certains de ces fonctionnaires de l'Etat passent leur temps soit à écrire des articles même injurieux pour la population indigène, soit à exciter d'une autre manière les citoyens les uns contre les autres.

Dans cet ordre d'idée, je citerai:

1. Un article du pasteur allemand de St-Imier, paru dans le «Berner Jura» qui s'imprime à Delémont, le 14 octobre 1904, article injurieux pour la population jurassienne, et que son auteur a dû rétracter devant les protestations qui se sont élevées. Ecoutez ce passage caractéristique:

« Nous ne nous soucions pas de germaniser le Jura, mais nous voulons lui infuser un sang sain et allemand, afin que cette partie welsche du canton marche de pair avec les parties allemandes et soit toujours pénétrée d'énergie allemande et de solidité allemande, mais avant tout d'un cœur allemand et d'un sentiment allemand. »

2. Un article du pasteur allemand de Delémont paru également dans le « Berner Jura », où, à propos de la question de la recherche de la paternité et de l'introduction du code civil suisse, cet ecclésiastique taxait d'immorale toute la population du Jura.

3. L'intervention du pasteur de Longeau qui, pour arriver à faire établir une école allemande à Sorvilier (Surbelen) aurait menacé de toutes les foudres du Ciel les fermiers allemands de l'endroit.

Enfin, parmi ces agents conscients n'oublions pas le bureau topographique fédéral, et ceci n'amène à

vous parler de la Scheulte et d'Elay.

Je pourrais tout d'abord discuter la question de compétence en ce qui concerne le changement de nom des localités du canton. Le gouvernement s'estime compétent. Il peut probablement trouver des arguments en faveur de sa thèse. Mais l'opinion contraire, c'est-à-dire celle qui veut faire rentrer ces questions dans les attributions du Grand Conseil a aussi ses partisans. Je ne chercherai pas à trancher la question. Il faut cependant relever que quatre décrets du Grand Conseil dans les cas qui nous occupent ont consacré officiellement les noms de La Scheulte et d'Elay.

Pour nous autres Jurassiens là n'est pas la question.

Je ne ferai pas l'historique de l'affaire des noms de la Scheulte et d'Elay. Tous les journaux en ont parlé et elle est connue de vous. La cause est entendue maintenant et en revenant partiellement sur sa décision première, le gouvernement a voulu montrer ses bonnes intentions, et il a donné un semblant de satisfaction au Jura. Nous aurions voulu plus, et il nous aurait été agréable de voir maintenir officiellement les anciens noms qui sont ceux en usage dans tout le Jura et qui sont, quoi qu'en disent les pangermanistes, ceux consacrés par l'usage.

Nous ne voulons retenir cette question que pour donner la conclusion qui s'impose. La voici: Le gouvernement de Berne n'a pas vu le piège que lui tendaient les Teutons d'outre-Rhin du bureau topographique fédéral et inconsciemment et imprudemment, il a coupé dans le pont, si vous me permettez cette expression.

Je ne veux pas étendre davantage l'énumération des agents directs du pangermanisme et je veux maintenant vous entretenir de la deuxième catégorie de ces agents: les agents inconscients, ou plus exactement plus ou moins inconscients. Ceux-ci sont surtout des administrations et des fonctionnaires, tant fédéraux que cantonaux.

Je ne veux pas relever ici tous les griefs que la presse a déjà soulevés contre les procédés des chemins de fer fédéraux et je ne reviendrai pas sur ceux qui ont déjà fait l'objet de l'interpellation Rossel au Conseil national. Je vais simplement vous donner connaissance d'une statistique dressée dernièrement par une personne compétente et vous me direz, Messieurs, si nos réclamations vis-à-vis des C. F. F. ne sont pas légitimes.

Distances

Réseau entier des Chemins de fer fédéraux	km.	2760					
Lignes du IIe arrond. des C. F. F. (Brünig y compris)	*	621					
Lignes du Jura bernois romand (Soyhières-							
Delle-Bienne Chaux-de-Fonds)	>	123					
Ligne Aesch-Soyhières du Jura bern. allem.	»	25					
Total du Jura bernois	km.	148					
Donc pour le Jura bernois romand e	n ch	iffres					

ronds: 1/5 du réseau du IIe arrondissement.

Représentation du Jura bernois: pour 148 km. de ligne

Au Conseil d'Administration composé de 54 membres: 0 au lieu 2.

Au Conseil d'arrond. composé de 20 membres: 1* au lieu de 4.

*1 Depuis 1910 seulement.

Représentation de Berne (ancien canton): pour 162 km. de ligne

Au Conseil	d'Administ.	con	nposé	de a	54	membres:	5
*	d'Arrondis.	I	»	2	21	> .	2
»	>	II	>	2	90	*	4
A la Direction	on du IIe Arr	ond.	>		3	>	1*
· Le Présider	nt.						

Représentation de Bâle-Ville et Campagne: nour 45 km de lione

		pour	TO KIII.	uo	6-	10	
Au Co	onseil	d'Admini	istration	sur	54	membres:	6
	>	d'Arrond	is. II	>	20	>	5
	>	*	\mathbf{III}	*	20	»	2
A la I)irectio	on du IIe	Arrond.	>	3	>	1

NOTICE. Tous les chefs des gares et stations de Muttenz à Läufelfingen ont toujours été exclusivement des ressortissants du canton de Bâle-Campagne.

Personnel

Direction du IIe arrondissement, Total 192* agents Ressortissants du Jura bernois français = 4* dont 2 ingénieurs. Ressortissants des autres cantons romands = 7*

Total 11

La proportion du Jura bernois est donc de 4 au lieu de 1/5 soit 38 agents.

Directeurs (3) non compris.
Des 2 agents administratifs 1 est né en Suisse allemande.
Des 5 agents administratifs 3 sont nés en Suisse allemande.

Gares et stations du Jura bernois romand . . . 28* Chefs de station originaires du Jura bernois 6 de la Suisse romande Chefs de station originaires de la Suisse tandis qu'il n'existe aucun chef de station romand en

Suisse allemande. Haltes non comprises

Chefs de train du IÌe arrondissement 158 hommes Ressortissants du Jura bernois

de la Suisse romande 3* Total 9 hommes au lieu de $\frac{1}{6} = 31$ hommes * Dont 1 de langue allemande.

422 hommes Conducteurs du IIe arrondissement Ressortissants du Jura bernois de la Suisse romande 11

Total 36 hommes au lieu de 1/5 = 84 hommes

Mécaniciens du IIe arr. (métier bien rétribué) 421 hommes Jura bernois français 4 hommes. Jura bern. allemand 4 hommes. Suisse romande 2 hommes, soit total 10 hommes au lieu d'un ½ = 84 hommes.

Total 13 hommes au lieu de $\frac{1}{5} = 90$ hommes.

Tableau comparatif du personnel de 2 gares de 2^{me} classe.

Agents à contrat

Agents à contrat

Du Jura bernois romand 48

allemand 1

De la Suisse romande

Du Jura bernois romand

Du Jura bernois romand

Du Jura bernois romand

allemand

De la Suisse romande

D'autres cantons allemands 5 | Pour tous les autres emplois, les proportions sont à peu près identiques.

De l'ancien canton de Berne 59

Les 3e, 4e et 5e Arrondissements des C. F. F. n'ont pour ainsi dire pas d'agents de langue française.

Avons-nous notre part? Ne sommes-nous pas fondés à admettre, sur la base de chiffres aussi éloquents qu'il y a en haut lieu un parti-pris, que cette exclusion des Jurassiens du service des chemins de fer est systématique, et qu'on vise à germaniser tout le personnel des chemins de fer dans le Jura.

On nous objectera peut-être que si les Jurassiens ne sont pas nommés, c'est pour la raison qu'ils ne savent pas l'allemand. A cela je répondrai que des postulants qui ne savent pas l'allemand, on en rencontre également, et en beaucoup plus grand nombre, qui ne savent pas le français. Témoins les nombreux jeunes employés qu'on envoie dans le Jura et qui ne savent pas un mot de français. On les accepte quand même dans l'administration des C. F. F., et on les envoie dans le Jura pour apprendre le français. Pourquoi n'agirait-on pas ainsi vis-à-vis des Jurassiens?

On nous dira en outre que si les Jurassiens ne sont pas en plus grand nombre dans l'administration des C. F. F., c'est qu'ils ne postulent pas les emplois de cette administration. C'est une erreur et je connais un cas typique. Il y a quelques mois, trois jeunes gens, tous trois Jurassiens, se sont présentés à la Direction des C. F. F. du deuxième arrondissement, à Bâle, pour obtenir leur admission comme employés dans les ateliers. On leur a répondu par une fin de non recevoir: Il n'y a pas de place vacante, leur a-t-on dit.

Trois semaines plus tard, un Schaffhousois habitant Genève se présente; on le reçoit d'emblée. Il est juste de dire que le chef du service de la traction du deuxième arrondissement est également Schaffhousois. Peut-être est-ce là la raison de cette différence de traitement.

Quoiqu'il en soit, le Jura unanime est bien décidé à faire valoir ses droits vis-à-vis des chemins

de fer fédéraux et à faire respecter ses droits qui sont égaux à ceux des citoyens des autres cantons.

Il eût été pourtant bien simple d'éviter des conflits dans ce domaine: il aurait suffi de rattacher le Jura bernois au premier arrondissement des chemins de fer fédéraux au lieu de l'incorporer au deuxième arrondissement. Et si l'on ne veut pas tenir compte de nos revendications, il faudra bien un jour examiner cette éventualité.

Je constaterai du reste en passant qu'en matière de chemins de fer, nous ne sommes pas mieux traités par le canton de Berne que par la Confédération. Sur 21 membres du conseil d'administration du B. L. S., nommé sur la proposition du Conseilexécutif, il n'y a pas un Jurassien.

Rapprochez, Messieurs, cette exclusion systématique des Jurassiens du service des chemins de fer de l'émigration pour les pays d'Amérique qui est si pernicieuse au Jura-Nord et qui a fait perdre plus de 150 habitants à une seule commune, et vous me direz s'il n'est pas grand temps d'intervenir.

Un autre fait dont on se plaint partout dans le Jura, c'est la méconnaissance des droits de la langue française. Malgré toutes les promesses antérieures du gouvernement, malgré toutes les instructions qu'il a pu donner, au mépris de la Constitution cantonale, on se sert de l'allemand là où le français doit être employé. Certains fonctionnaires de l'administration centrale, ceux des districts du Jura, écrivent en allemand, non seulement lorsqu'ils correspondent entre eux, mais encore lorsqu'ils s'adressent à des personnes qui ne connaissent pas un traître mot d'allemand. Et c'est ainsi dans tous les domaines de l'administration.

Et lorsque les agitateurs pangermanistes constatent ces faits, ils se croient déjà autorisés à considérer le Jura comme un pays conquis et ils ont la conviction d'avoir le pouvoir central derrière eux.

S'il faut des preuves de ce que je viens d'avancer, les voici, choisies parmi bien d'autres, toutes aussi intéressantes.

On a pu lire dernièrement, dans les journaux du Jura, que l'inspecteur forestier de Tavannes correspondait en allemand avec les administrations communales sous ses ordres, et avec des en-têtes de lettres en allemand.

On peut en dire de même du vétérinaire d'arrondissement de la même localité.

Et les administrations semi-officielles suivent l'exemple.

A ce propos, permettez-moi de vous donner lecture d'un passage d'un article paru dans le Journal du Jura le 28 février dernier:

«La Compagnie du Moutier Soleure, par exemple, ne délivre à Moutier que des billets entièrement rédigés en allemand; un seul nom est intraduisible, celui de Crémines; tout le reste est en pur tudesque. Vous allez de Moutier (Münster) à Solothurn ou à Gänsbrunnen; les noms de Soleure et de St. Joseph sont totalement inconnus dans les bureaux de la Compagnie. Cette intransigeance est d'autant plus surprenante que de nombreux Romands habitent Soleure et que les premières enseignes qu'on aperçoit à Längendorf et à Soleure même sont en français.

Prenons une autre société: les Forces motrices bernoises, dont la grande partie des actions se trouve dans les mains de l'Etat. Elle a installé à Moutier un magasin avec l'enseigne suivante: Bernische Kraftwerke; nous cherchions en vain l'équivalent français. Cet exclusivisme est renversant; il montre à quel point l'on se moque, dans certains milieux, des Jurassiens et de leur langue. Notez qu'à Berne au siège social de la Société l'on respecte le français davantage. Vous lisez bel et bien, sur l'enseigne à la Thunstrasse: Forces motrices bernoises. Cette enseigne rédigée en français fait pendant à l'enseigne allemande. Or Berne est à peine une ville bilingue; Moutier est une localité presque essentiellement française. Mais bah! C'est dans le Jura, et l'on est pas tenu envers nous aux ménagements dont les Romands de Berne sont l'objet.

Mais dans cette course vers la plus grande Allemagne, la palme reviendra certainement à la Compagnie de gaz qui vient de s'établir ici. Inutile de vous dire «qu'elle est de Berne», ce qui expliquera son attitude à notre égard. A peine installée chez nous, elle envoyait aux propriétaires des factures en allemand et leur écrivait des lettres en allemand sans s'inquiéter de savoir s'ils avaient une notion, si vague fût-elle, de cette langue. Beaucoup protestèrent. Mais ces protestations n'auront pas empêché la société en question de faire poser ces derniers temps, bien en évidence à quelques mètres de la route cantonale Moutier-Crémines, au milieu de la cour de son usine, une inscription rédigée complètement en allemand.

Quand je vis cet écriteau insolent, je faillis tomber à la renverse; je crus m'être trompé et je cherchai inutilement l'inscription française. Seules ces deux lignes allemandes s'étalaient arrogantes: «Unbefugten ist Eintritt strengstens verboten.»

Il faut bien reconnaître, toutefois, que l'exemple vient d'en haut, et les fonctionnaires de l'administration centrale ne se gênent pas d'écrire en allemand à des subalternes ou à des citoyens qui ne

comprennent pas cette langue.

Je citerai le cas du vétérinaire cantonal, qui adresse des formulaires en allemand aux vétérinaires d'arrondissement pour dresser leur rapport concernant les inspecteurs du bétail et les inspecteurs des viandes. Un de ceux-ci réclame des formulaires en français. On lui répond une première fois qu'ayant fréquenté l'Université de Berne il doit savoir l'allemand. L'année suivante, il réclame encore et cette fois-ci on lui répond que le nombre des vétérinaires d'arrondissement parlant le français est trop petit pour qu'on ait songé à faire imprimer pour eux des formulaires spéciaux. Ces vétérinaires du Jura sont au nombre de treize.

Je citerai la Feuille officielle scolaire du 28 février 1914, qui devrait être rédigée dans les deux langues, mais qui annonce en allemand seulement, à l'usage d'instituteurs de langue française, la création de nouvelles classes primaires à Bure, à Lugnez et à

Bévilard.

Je citerai le cas d'un contribuable ne sachant pas l'allemand, à qui l'on a communiqué un rapport de l'expert des comptabilités en matière de recours d'impôts, rédigé en allemand sans qu'on ait pris la peine de le traduire.

Je citerai encore la protestation d'un jeune homme de Cornol, à qui la Direction militaire a répondu en

allemand.

Je citerai enfin le dernier cas en date: la circulaire envoyée à la plupart des contribuables du Jura dans des enveloppes portant la seule entête « Steuerregisterführer. »

Pour vous édifier, je ne puis mieux faire que de vous lire les réflexions d'un collaborateur du Courrier de la vallée de Tavannes paru dans ce journal le

7 mars 1914:

J'ai questionné à ce sujet l'un ou l'autre de nos teneurs des registres d'impôt. L'un d'eux, que je connais particulièrement, m'a appris qu'il a refusé deux fois ces enveloppes en demandant des en-têtes en français. Les deux fois on les lui a retournées. La première fois, il lui a été répondu (j'abrège):

« Nous n'avons pas fait imprimer d'en-têtes en français (on n'a pas tenu compte du Jura!) L'entête a été apposée sur les enveloppes pour permettre aux offices postaux de connaître l'expéditeur (nos bureaux de poste jurassiens n'auraient pu le connaître si cette entête avait été en français!!)

Après ces explications si peu satisfaisantes, le dit teneur des registres d'impôt a donc retourné les enveloppes une deuxième fois en observant que ces en-tête le froissaient, qu'il serait très contrarié d'en faire l'expédition dans sa commune jurassienne, que les contribuables seraient bien étonnés de les recevoir, que chose semblable n'aurait pas dû être faite par un bureau cantonal après les polémiques qui ont eu lieu au sujet de la germanisation chez nous et à la veille du centenaire de 1915; qu'enfin le Jura valait bien les frais et l'honneur d'en-têtes en français.

Il les reçut encore en retour avec une réponse qui mériterait d'être publiée intégralement, tellement elle est suave.

Mais il faut abréger et je ne cite que ceci: « Bâtonnez cette entête de manière à la rendre illisible et votre amour-propre sera sauvé » (pas du tout: il y a la question de principe, et tout le Jura est en cause), et les derniers mots:

« Nous ne pouvions présumer qu'avant 1915, la mention inoffensive! de « Steuerregisterführer » sur quelques (!!) enveloppes puisse avoir prise sur les susceptibilités de l'un ou de l'autre de ces préposés. »

Passons sur le terme «inoffensive» pour déguster spécialement cette idée que des enveloppes pour tout le Jura, cela ne fait que «quelques enveloppes».»

Un dernier fait encore. On m'a affirmé, la semaine dernière, à Porrentruy, que la Chancellerie d'Etat avait répondu en allemand à une protestation de la Société d'émulation de cette ville concernant précisément La Scheulte et Elay!

On a dit dans un journal que tout ce que nous pourrions alléguer pour la justification était le fait d'employés subalternes, dont le gouvernement ne

saurait être rendu responsable.

Dans toutes ces questions de conflits de langues, le gouvernement est-il aussi innocent qu'on veut bien le dire? Permettez-moi d'en douter. Il était tout d'abord de son devoir de rappeler à l'ordre ses fonctionnaires fautifs. Puis le gouvernement a-t-il agi sagement, le jour où, malgré les protestations de tous les Jurassiens, il a transféré à Bienne le siège de l'ingénieur d'arrondissement? Agira-t-il sagement s'il transfère également à Bienne le siège de l'adjoint de l'ingénieur, dont la place est mise au concours?

Que dira-t-on, dans le Jura, si l'on nomme à ce poste un fonctionnaire allemand? Et cela est probable, diton déjà, car, dans la mise au concours, on exige du candidat la connaissance de l'allemand et du français, l'allemand venant en premier lieu.

Nous ferons les mêmes observations en ce qui concerne l'inspecteur forestier de Tavannes. on a préféré un candidat bernois allemand à un candidat welsche, qui avait déjà rempli les fonc-

tions provisoirement.

Je pourrais poursuivre encore longtemps cette énumération de faits, parmi lesquels j'ai choisi au hasard les plus récents. Je constate cependant que

l'heure s'avance, et je m'arrête.

Messieurs, malgré les faits que je viens de vous signaler, nous ne serions pas intervenus. Avec un collaborateur, qui signe X., de la « Bibliothèque universelle » nous estimons que la germanisation se heurtera à un obstacle infranchissable: c'est la volonté du Jura. La langue des Rauraciens a résisté aux invasions, au régime des princes-évêques allemands, à l'immigration moderne; elle tiendra bon malgré les circulaires du Sprachverein et la guerre dissimulée et hypocrite qui a succédé à l'attaque brutale du début. Le Jura ne se laissera pas dénationaliser; il exigera simplement l'application de la constitution.

Mais nous avons constaté chez nos populations un état d'eprit qui était un danger pour la paix publique et pour les bonnes relations des deux parties du canton. Quelques citations de journaux vous en

Dans son numéro du 6 mars 1914, le Jura de Porrentruy terminait ainsi un article de tête intitulé: Une motion.

« Les Jurassiens n'ont jamais poussé à une lutte des langues. Ils se sont toujours montrés conciliants, accueillants même envers les éléments étrangers et aujourd'hui ils doivent constater, par les atteintes portées à la culture latine dans nos régions, l'abus qui a été fait de l'hospitalité bienveillante qu'ils ont donnée. L'Allemagne emploie de l'or pour soutenir sa lutte contre l'élément français; eh bien, cette arme-là, les Jurassiens la trouveront aussi pour rester maîtres chez eux, mais il y a tout à craindre que poussés à bout ils ne se servent d'une autre force pour affirmer leur volonté de maintenir leur autonomie et avec elle la culture française. »

La Liberté de Fribourg (Nº 51, du 3 mars 1914)

exprime les mêmes idées:

« Que l'on sache, à Berne que, si le gouvernement laisse des ennemis de l'esprit jurassien s'imposer à prix d'or à notre cher pays, nous trouverons chez nous, et ailleurs aussi, les fonds nécessaires pour faire respecter notre autonomie. Ce serait très grave pour le régime bernois. »

Enfin, le 7 novembre 1913, le Jura, reproduisant d'ailleurs un article du Petit Jurassien, osait écrire

après lui:

«En 1915, au lieu de crier: «Lebe Bern», on pourrait bien entendre dans nos vallées, sous les plis du drapeau blanc à crosse rouge, cette clameur longuement répétée: « Los von Bern! »

Nos aimables Excellences nous comprendront au

moins. »

Vous le voyez, la situation était grave, il fallait agir, et nous avons alors déposé notre motion pour permettre au gouvernement de faire des déclarations qui rassurent quelque peu ceux qui ont à cœur le maintien de l'entité jurassienne.

Il me reste à indiquer les mesures propres à porter remède à la situation. Ces mesures découlent des faits allégués et je vous les ai déjà énumérées, du moins implicitement, dans le cours de mon exposé. Je me bornerai donc à les résumer ici.

1. Il faut en premier lieu favoriser et développer l'étude du français. Il faut rendre meilleur cet enseignement à tous les degrés, à l'école primaire, dans les écoles secondaires et surtout à l'Université de Berne, où nos maîtres de français viennent se former. Avec beaucoup de nos concitoyens, nous estimons que cet enseignement est défectueux. C'est pourtant là l'enseignement principal, et n'oublions pas non plus que c'est là également le meilleur moyen d'assimilation.

2. Dans le même ordre d'idées, le gouvernement devra renoncer pour l'avenir à favoriser la création d'écoles allemandes dans le Jura, et là où faire se pourra, transformer les écoles privées allemandes en écoles publiques françaises, suivant en cela l'exemple donné en son temps par le regretté M. Gobat, car ces écoles sont, comme je l'ai démontré,

un obstacle à l'assimilation.

Il est en outre du devoir du gouvernement d'écouter une bonne fois les protestations des Jurassiens et de donner à cette partie du canton des fonctionnaires parlant sa langue. Beaucoup de Jurassiens parlent l'allemand, c'est vrai; mais la majorité ne connaît pas la langue allemande, comme la majorité des Bernois de l'ancien canton ne connaît pas le français. Et pourtant les fonctionnaires sont là pour tous les citoyens et ils doivent être à même de se faire comprendre par tous.

Ce n'est qu'en donnant au Jura des fonctionnaires welsches, comprenant nos populations, connaissant leur caractère et sachant assurer le respect dû aux lois, tout en tenant compte des particularités du pays, que l'on arrivera à faire régner la bonne harmonie.

Une autre mesure urgente consiste à rappeler les diverses administrations au respect des droits de la langue française dans le Jura. Il faut par une circulaire enjoindre à tous les fonctionnaires, grands et petits, de respecter sous ce rapport strictement la Constitution et éviter ainsi dans l'avenir les nombreux abus donf j'ai parlé.

Voilà pour l'administration cantonale.

L'administration fédérale échappe, elle, à l'autorité du gouvernement bernois. Celui-ci pourra néanmoins intervenir avec efficacité auprès du Conseil fédéral et prier celui-ci de prendre également les mesures que je viens d'indiquer, plus spécialement en ce qui concerne les chemins de fer fédéraux; et, sans aller trop loin, on pourrait également prier l'autorité fédérale d'étudier la question du rattachement du Jura bernois à des arrondissements welsches, aussi bien en matière de chemins de fer qu'en matière de douanes, de télégraphes et de téléphones, car dans toutes ces branches de l'administration, nous dépendons d'arrondissements allemands.

Enfin, il faut éviter les abus constatés lors des derniers recensements, et le gouvernement devra faire le nécessaire pour qu'à l'avenir des instructions précises soient données aux personnes chargées du recensement. Il ne faut pas permettre de fausser ces

recensements par des indications erronées et, à l'avenir, on devra revenir au système adopté en 1900 et rechercher la langue usuelle des citoyens, c'està-dire celle apprise à l'école et non pas la langue maternelle, c'est-à-dire celle des parents, qui, dans bien des cas, n'est pas celle des enfants.

Ainsi, le gouvernement aura accompli une œuvre salutaire. Il aura évité à notre chère patrie les querelles dont les pays de la couronne d'Autriche

sont le théâtre sans trêve ni merci.

Il aura fait œuvre d'apaisement. Le Jura lui en saura gré et dans quelques mois il fêtera gaiement avec la ville de Berne et tout le canton l'inauguration

de l'Exposition nationale.

Puis, comme dit l'auteur X de l'article de la Bibliothèque universelle: «lorsque l'Exposition aura fermé ses portes, les derniers-nés de la famille helvétique, les benjamins welsches, célébreront l'anniversaire de leur réunion à la mère-patrie. En même temps que la solidarité nationale, ils affirmeront leur droit au maintien de leur individualité, manifestée surtout par l'idiome auquel ils sont attachés. Il faut que les Sociétés de propagande en prennent leur parti: on n'apprend plus une autre langue à des fils de cent ans.»

M. le **Président.** Je me permets de faire observer que nous avons encore une foule de tractandas à liquider avant la fin de la session. Sans vouloir le moins du monde limiter la liberté de parole des orateurs, je les prie donc d'être le plus concis possible, autrement nous ne pourrions peut-être pas terminer nos travaux cette semaine.

M. Matthey-Doret. La question qui nous occupe est de telle importance que je n'hésite pas à appuyer vigoureusement l'honorable motionnaire, en insistant à mon tour sur la gravité des faits qui viennent d'être signalés à l'attention de notre haute autorité cantonale.

De quelque côté qu'on l'envisage, la situation politique du Jura n'a rien qui puisse réjouir. Situé aux confins de deux grandes civilisations, obligé de subir l'influence d'une mentalité qui n'est certe pas la sienne, ballotté entre la Suisse romande vers laquelle le rattache sa culture intellectuelle et le canton de Berne auquel il a été annexé, notre Jura, sans cesse méconnu a dû lutter pour la conservation de son autonomie morale, de ses us et coutumes et, chose plus précieuse encore, de sa belle langue française. Car, il est incontestable que les maîtres du jour ont fait leur possible pour détruire chez le Jurassien les sentiments de sa personnalité et de ses origines latines et le rattacher, par les moyens même les plus détournés, à la masse qui gouverne notre pays.

Les choses se sont donc gâtées à tel point que tous mes compatriotes, exaspérés de faire entendre des doléances qui ne sont jamais prises en considération, se sont décidés à parler net et à transmettre en haut lieu les plaintes légitimes qu'ils ont à formuler.

Le malaise dont nous souffrons, les empiétements que nous devons subir, les vexations qui nous blessent profondément ne datent pas d'aujourd'hui. Les humiliations mêmes n'ont pas été épargnées au Jura et, constatation navrante entre toutes, le gouvernement de Berne n'a jamais eu un mot de réprobation à l'adresse de ceux qui, volontairement ou inconsciem-

ment, ont froissé l'amour-propre ou lésé, sans rime ni raison, les intérêts de leurs concitoyens du Jura.

Qu'a fait par exemple notre gouvernement pour préserver le Jura des empiétements des puissants chemins de fer fédéraux? Quelle fut son attitude?

Malgré nos vives protestations, le Jura a été rattaché au deuxième arrondissement, dont le siège est à Bâle, tout comme il fut autrefois attribué à la direction d'Aarau de l'administration des télégraphes. Au point de vue ferroviaire — et en se basant peut-être sur ce précédent — on a donc séparé notre pays de la Suisse romande. L'autorité exécutive est-elle intervenue en notre faveur et au moment opportun?

Les conséquences du régime C. F. F. n'ont pas tardé à se faire sentir: vexations de toutes sortes de la part d'employés de langue allemande, qui se comportent chez nous comme en pays conquis; transformation de beaucoup de nos gares en foyer de germanisation; billets de chemin de fer dont la date est inscrite en allemand; dans nos stations, inscriptions allemandes qui occupent la place d'honneur, alors que celles en langue française ne sont que trop peu visibles; voilà le régime introduit dans le Jura et qu'il faut tolérer journellement!

Quant à nos jeunes Jurassiens, nous n'en comptons guère au service des chemins de fer fédéraux. Et pour cause! Leurs compatriotes, les employés dont la langue maternelle est allemande, leur sont de beaucoup préférés. Pareil ostracisme a d'ailleurs été maintes fois signalé et, comme de juste, fort remarqué.

Autre chose encore. L'entreprise du Saignelégier-Glovelier a passé d'une compagnie privée dans les mains de l'Etat. On nous prévient de divers côtés que, au jour où ce transfert fut opéré, les ordres de service furent donnés et transmis... en allemand. Cette voie ferrée parcourt cependant une contrée où un patois bourguignon est encore le langage courant. Un tel contraste doit impressionner à ravir nos braves montagnards!

Jusqu'à plus ample informé, nous maintenons ces derniers renseignements, au sujet desquels nous faisons, pour le moment, nos plus expresses réserves, tant le cas nous paraît grave et le fait incorrect.

Si, passant à un autre ordre d'idées, nous approfondissons la question de germanisation, nous aurons l'occasion de faire d'étranges constatations.

Les soldats jurassiens ne sont pas traités comme ils méritent de l'être; nos troupes ont à leur tête des officiers qui, souvent, ne les comprennent pas et il en est résulté déjà de sérieux inconvénients.

La germanisation du bataillon 23 est demeurée célèbre dans les annales jurassiennes. En 1908, des Jurassiens ne connaissant pas un mot d'allemand furent obligés d'accomplir leurs dix jours de service dans des sections allemandes. Ils réclamèrent, bien entendu; on les menaça, pour les consoler, de la salle de police! Des soldats ayant été versés dans la quatrième compagnie allemande du bataillon protestèrent énergiquement. Une enquête fut ordonnée et le gouvernement, pour toute sanction, étouffa l'affaire, ce qui ne l'empêcha pas, un peu plus tard, de mettre à la tête du bataillon 29, un ancien officier prussien.

Et c'est ce major qui, au printemps 1912 a traité ses hommes avec le plus profond mépris. « Si ce n'était, disait-il, la crainte de gâter vos uniformes, je vous ferais coucher à plat ventre dans la boue. » Et ces paroles sont malheureusement historiques.

Il ne faut pas nous dire non plus que les Jurassiens n'ont aucun goût ni aucune aptitude pour la carrière militaire: l'histoire de notre pays est là pour prouver le contraire. Mais envoyez moins chez nous de vos officiers bernois et les nôtres seront fiers de participer au commandement de nos troupes et de se signaler par leurs aptitudes et par leur dévouement.

Les bureaux militaires cantonaux considèrent notre Jura comme un pays bilingue; on peut lire des avis, rédigés en français et... en allemand, ordonnant aux hommes des bataillons 21 et 22 de se présenter par exemple aux inspections d'armes. Et cependant, les dits bataillons sont complètement français et ils appartiennent à des contrées absolument de langue française.

A tout Jurassien, conscient de ses droits et surtout de ses devoirs, il n'est pas permis d'ignorer ce que nous appelons la poussée pan-germanique. « Ce péril — qu'on a voulu nier en le prétendant imaginaire — existe chez nous où il a été reconnu par les agissements plus ou moins louches d'agents très actifs et souvent peu scrupuleux. Nous les avons vus à l'œuvre, ces personnages « indésirables » lors de la suppression — légitime mais très péniblement - de l'école allemande de la montagne de Moutier. Ils se distinguent encore par leur hostilité à l'égard des populations du Jura. Ainsi, dans la vallée de Tavannes, ils se sont laissé aller à requérir les bons offices d'un citoyen, originaire de la Suisse allemande, et médecin de profession. Avec un sans-gêne peu ordinaire, ces ténébreux provocateurs ont prié le représentant de la Faculté d'user de toute son influence et de former dans cette contrée un vaste comité pangermanique qui aurait eu spécialement pour mission de créer des écoles allemandes à travers tout le Jura. Ces propositions peu reluisantes, ces injurieuses et bien maladroites provocations ont été, comme vous le pensez bien, repoussées avec indignation. Le fait n'en subsiste pas moins et il est très significatif. Vous nous direz peut-être que le gouvernement reste parfaitement désarmé en face d'agissements de cette nature. Directement, oui; indirectement, non et nous le prouverons à l'instant

M. le **Président.** . . . Je dois interrompre l'orateur pour lui rappeler l'article 41 du règlement qui interdit les discours écrits. Je voudrais donc prier M. Matthey-Doret de se résumer autant que possible, dans l'intérêt de la cause qu'il défend.

M. Matthey-Doret. ... Puisque M. le président désire que j'abrège le plus possible, je me bornerai à dire que le gouvernement doit chercher à développer de plus en plus l'instruction; c'est au moyen de l'école que le Jura pourra lutter contre la germanisation, mais nous ne pouvons arriver au but avec l'organisation actuelle; il y a des écoles françaises dirigées de telle façon que l'enseignement du français y laisse beaucoup à désirer; nous avons même des inspecteurs scolaires dans le Jura dont la langue maternelle est la langue allemande. Le geste récent du Conseil-exécutif, geste isolé, ne produira pas tout l'apaisement voulu. La décision gouvernementale concernant la subvention de Créfeld à l'école de la Chaux d'Abel n'est pas venue à son heure et elle est arrivée trop tard. C'est une satisfaction trop insignifiante pour calmer l'effervescence produite, chez nous, dans certains milieux où l'on voudrait établir une école alle-

mande desservant quelques fermes situées sur le territoire d'une des communes de la vallée de Tavannes.

On germanise de toutes façons. Sous le fallacieux prétexte d'une centralisation à outrance, on élimine des ingénieurs, des architectes capables, quand il s'agit de mettre au concours des travaux, qui sont remis à des architectes, à des ingénieurs de la partie allemande du canton, alors que ceux du Jura pourraient les faire dans d'aussi bonnes conditions.

Je termine donc en priant le gouvernement de bien vouloir prendre les mesures nécessaires et de renouveler le geste qu'il a déjà eu, de façon que le Jura puisse dans quelque temps fêter sa réunion à l'ancien canton avec joie et non avec un esprit de divorce.

Scheurer, Regierungspräsident, Berichterstatter des Regierungsrates. Die Angelegenheit, die uns hier beschäftigt, ist unter dem Titel: Kampf gegen die Germanisation des Jura aufgetaucht und hat sich in ihrer ursprünglichen Gestalt als eine Art Sprachenfrage dargestellt. Nach dem, was wir von den beiden Vorrednern gehört haben, gehen sie in vielen Richtungen weiter und verbreiten sich überhaupt über die Stellung des Jura in der Gesamtheit des Kantons. Ich werde mir erlauben, auch in dieser allgemeinen Richtung einige Worte anzubringen.

Die Sprachenfrage wurde in Gang gebracht durch den Beschluss des Regierungsrates, wonach Schelten und Seehof als amtliche Namen der beiden im Amtsbezirk Münster gelegenen und an den Kanton Solothurn angrenzenden Gemeinden zu gelten haben. Der Regierungsrat hat seinen Beschluss betreffend Schelten auf eine Anfrage des topographischen Bureaus hin gefasst; dabei nahm er gleich auch Seehof mit und gab der Meinung Ausdruck, dass diese beiden Gemeinden mit überwiegend deutscher Bevölkerung als deutsche Gemeinden anzusehen und deutsch zu benennen seien.

Herr Choulat hat uns heute gesagt, wir seien da dem topographischen Bureau in die Falle gegangen. Meine Herren, der Regierungsrat übernimmt die volle Verantwortung für diesen Beschluss, und speziell ich als gegenwärtiger Vorsteher der Präsidialabteilung, der zur Antragstellung verpflichtet war, erkläre, dass ich eine Abwälzung der Verantwortung auf das topographische Bureau ablehne. Wir übernehmen die Verantwortung für das, was wir beschlossen und geschrieben haben, und ich lehne es deshalb ab, über die Stellung des topographischen Bureaus als Vorkämpfer des Pangermanismus, wie heute angetönt wurde, ein Wort zu verlieren. Der Regierungsrat fasste seinen Beschluss gestützt auf eine vorgängige Prüfung der Verhältnisse. Zufälligerweise kannte ich sie einigermassen aus eigener Erfahrung. Ich war vor einigen Jahren stellvertretungsweise Anwalt der Gemeinde Mervelier, mit der die Gemeinde Schelten vereinigt werden sollte. Bei den betreffenden Verhandlungen kamen Leute aus Schelten und wehrten sich gegen die Vereinigung, indem sie geltend machten: wir verstehen einander nicht, wir sind rein deutsch und ihr in Mervelier seid rein französisch; diese Behauptung wurde von den Vertretern der Gemeinde Mervelier bestätigt. Wenn wir also der Meinung waren, die beiden Gemeinden Schelten und Seehof seien deutsch, so konnten wir uns bezüglich der erstern auch auf die eigene Erfahrung stützen.

Nun hat dieser Entscheid des Regierungsrates, der sich in guten Treuen auf einen prinzipiellen Beschluss aus dem Jahre 1902 gründete, an dem die beiden damaligen Vertreter des Jura, die Herren Joliat und Gobat, mitgearbeitet haben, eine kolossale Aufregung verursacht. Wir bekamen davon zuerst Kenntnis durch einige nicht sehr verbindliche Mitteilungen in der Presse und durch eine Aeusserung der Société d'émulation, die seit langer Zeit das geistige Leben des Jura fördert und sich in dieser Richtung unzweifelhaft Verdienste erworben hat. Diese Gesellschaft sprach sich dahin aus:

« Conscients d'être l'interprète du pays tout entier, la Société jurassienne d'Emulation, réunie en assemblée générale à Saignelégier le 18 août 1913, proteste avec énergie contre la prétention affichée par le Bureau topographique fédéral de germaniser, contre le gré des populations, les noms de certaines localités du Jura, en particulier La Scheulte et Elay, et prie le Gouvernement bernois, dans l'intérêt de la paix publique, de ne pas souscrire à cette prétention.»

Ungefähr zu gleicher Zeit erhielten wir eine französisch geschriebene Erklärung der Autorité communale de la Scheulte, worin verlangt wurde, die Gemeinde soll den Namen La Scheulte und nicht Schelten erhalten. Es wurde zwar nicht verlangt, es solle nur der französische Name gebraucht werden, sondern beide Namen sollten gleichzeitig verwendet werden, und zum Schlusse hiess es: «Notre commune ne demande nullement ce changement et les électeurs, quoique en très grande majorité de langue allemande, s'ils étaient consultés, approuveraient la manière de voir de M. le Préfet de district.»

Daraufhin wurde die Sache noch einmal untersucht und je weiter die Untersuchung fortschritt, desto deutscher wurden die beiden Gemeinden, d. h. soweit uns genaue Angaben zur Verfügung standen, ergab sich, dass dort eine rein deutsche Bevölkerung ist. Die ältesten Ziffern, die uns das statistische Bureau liefern konnte, gehen in das Jahr 1860 zurück, wo Schelten 84 deutsche gegen 12 französischsprechende Einwohner hatte. Das Verhältnis hat sich im Laufe der Zeit etwas geändert. 1910 waren 84 deutsch- und 6 französischsprechende Bürger in Schelten und 121 Deutsche und 1 Welscher in Seehof.

Gestützt auf all die Dokumente, die uns zur Verfügung standen, kam der Regierungsrat neuerdings zum Schluss, dass es sich da um deutsches Sprachgebiet handelt, und zwar um eine Gegend, die nicht erst in neuerer Zeit infolge altbernischer Einwanderung die Sprache geändert hat, sondern die seit Jahrhunderten deutsch ist. Die Gelehrten streiten sich viel darüber. Es wird behauptet, etwas vor dem Jahre 1000 habe ein alemannischer Vorstoss weit in das Gebiet von Delsberg hinein stattgefunden; der sei nachher wieder zurückgedrängt worden und die beiden deutschen Gemeinden Schelten und Seehof seien der Ueberrest dieses Vorstosses, der sich noch behauptet habe. Jedenfalls ist soviel sicher, dass auch diejenigen Publikationen, die sich rein wissenschaftlich mit dieser Frage in der letzten Zeit befasst haben, die Auffassung vertreten, dass wir es hier mit deutschem und nicht in den letzten Jahrzehnten verdeutschtem Sprachgebiet zu tun haben. Ich will nicht auf die Arbeit von Zimmerli abstellen, denn ich weiss, dass er von unsern Mitbürgern im Jura nicht als unparteiisch angesehen wird; aber ich stelle ab auf die kürzlich publizierte Sprachenkarte der Schweiz von Herrn Prof. Gauchat in Zürich, der ausdrücklich und geradezu absichtlich diese beiden Gemeinden dem deutschen Sprachgebiet zuteilt.

gebiet zuteilt. Angesichts dieser durch die Untersuchungen zutage geförderten Tatsachen konnte der Regierungsrat auf seinen Beschluss nicht zurückkommen. Der Lärm war allerdings sehr gross, und wenn es möglich gewesen wäre, hätten wir ihn gerne vermieden. Aber wir können schliesslich nicht, um einem Lärm aus dem Wege zu gehen, eine Tatsache ändern, die nun einmal festbegründet ist. Wir haben neuerdings beschlossen, den alten Grundsatz auf diese Gemeinden anzuwenden, dass da, wo die Mehrzahl deutschsprachig ist, der deutsche Name der Hauptname sein und der französische Name in Klammern beigefügt werden soll. Dieser Grundsatz wurde vom Regierungsrat im Jahre 1902 aufgestellt. Als Beispiele wurden damals angeführt für den alten Kanton «Ins (Anet)» und für den neuen Kantonsteil «Tavannes (Dachsfelden)». Im vorliegenden Fall geht unser Beschluss dahin, zu sagen: Schelten Scheulte) und Seehof (Elay). Der Regierungsrat glaubt, damit den sachlichen Verhältnissen entsprechend entschieden zu haben. Er hat jedem sein Recht gegeben; er hat den deutschen Charakter anerkannt, der nun einmal da ist, daneben aber auch die gebräuchlichen französischen Namen in Klammern angeführt. Der Regierungsrat ist auch der Meinung, dass er zu einem solchen Beschluss kompetent war, denn die bisherigen Entscheide in dieser Frage sind immer von ihm ausgegangen. Richtig ist, dass, wenn man in den verschiedenen Erlassen nachsieht, die beiden Namen bald deutsch, bald französisch vorkommen, aber das ist noch bei vielen anderen Ortschaften der Fall, und wenn man die Frage endgültig entscheiden will, muss man auf den tatsächlichen Zustand abstellen. Man darf übrigens aus dem Tone der Ausführungen des Herrn Choulat wohl entnehmen, dass er im Grund der Dinge diese Lösung auch nicht als eine unbillige und namentlich nicht als eine unrichtige ansieht.

Nun die weiteren Punkte, die da eine Rolle spielen. Einer der Hauptpunkte betrifft die deutschen Schulen im Jura. Ueber die Einzelheiten wird Ihnen der Herr Unterrichtsdirektor genaue Auskunft geben können, wenn es verlangt wird. Ich möchte nur betonen, dass es sich da weniger um eine Sprachenfrage, sondern in erster Linie um eine Religionsfrage handelt. Die deutschen Schulen im Jura sind von den Wiedertäufern gegründet worden und werden zur Stunde in der Hauptsache von ihnen erhalten. Die Herren im Jura wissen so gut wie wir, dass zum Gesamtwesen dieser religiösen Gemeinschaft nun einmal die deutsche Sprache gehört; sie wissen aber auch, dass die Wiedertäufer mit ihrer zusammengeschlossenen Art und ihrer abgeschlossenen Lebensweise für den Sprachenkampf im Jura niemals von irgendwelcher Bedeutung sein werden. Ich brauche nicht zu sagen, dass die Wiedertäufer trotz ihrer ganz eigenartigen Erscheinung im Jura das allergrösste Ansehen geniessen und dass bis zur Stunde niemand daran gedacht hat, ihnen pangermanistische

Gelüste in die Schuhe zu schieben.

Die Schulfrage ist überhaupt eine schwierige. Wenn wir uns fragen, wo wir mehr anderssprachige Schulen haben, im deutschen oder im französischen Kantonsgebiet, fällt die Antwort nicht schwer. Es ist hier in Bern auch schon von der Gründung einer französischen Schule die Rede gewesen. Wir sind hier in vollständig deutschem Sprachgebiet, aber wenn es jemand gelingt, und wenn er die nötigen Mittel für eine französische Schule in Bern aufbringt, wird kein Mensch etwas dagegen haben. Ob die Behörden in einem solchen Fall helfend beistehen werden, ist eine Frage, die man entscheiden wird; aber absolut ausgeschlossen ist es nicht. Sie wissen, dass sich vor ganz kurzer Zeit hier eine italienische Schule gebildet hat mit dem ausdrücklichen Zweck, den italienischsprechenden Miteidgenossen und den Angehörigen des Königreichs Italien ihre Sprache und Kultur zu erhalten. Wir haben von dieser Gründung Notiz genommen; der eine oder andere war vielleicht nicht ganz zufrieden, aber irgend ein Widerstand erhob sich nicht. Man muss also da gerecht sein und nicht allzuweit gehen.

Eine weitere Frage betrifft den Einfluss der Bundesbahnen: Herr Choulat hat in einem gewissen Sinn bereits bemerkt, dass wir hier nicht kompetent sind. Ich habe schon häufig gehört, dass die Bundesbahnen im Jura gewissermassen auch die Träger der deutschen Sprache seien. Ich will das kenne die Verhältnisse zu wenig - gar nicht in Abrede stellen. Aber ich weiss ebenso sicher, dass in demjenigen deutschen Kantonsteil, der dem Kreis I angehört, die Bundesbahnen die Träger der französischen Sprache sind. Das nimmt, wenn man es auch nicht billigen kann, der ganzen Sache ohne weiteres den Stachel. Von irgendwelchem Pangermanismus oder dergleichen ist da gar keine Rede, sondern es handelt sich, wenn der Ausdruck erlaubt ist, um bureaukratische Bequemlichkeit, die aus dem Kreis mit französischer Verwaltung ins deutsche Gebiet hinein französisch spricht und aus dem Kreis mit deutscher Verwaltung ins französische Gebiet deutsch. Das ist vielleicht nicht zu billigen und man sollte jede Reibung zu vermeiden suchen, aber mit dem Pangermanismus, mit dem Vordringen des Germanentums, hat es nichts zu tun, sondern ist auf ganz andere Gründe zurückzuführen.

Es wird behauptet, der Jura sei in der Bundesbahnverwaltung nicht genügend vertreten. Ich will nun auch eine Statistik machen, Der Kanton Bern hatte bis jetzt im Kreiseisenbahnrat I zwei Vertreter, den leider verstorbenen Herrn Gobat und Hrn. Dr. König, Fürsprecher, in Bern. Zum Kreis I gehört vom Jura einzig die Station Neuenstadt. Man kann also sagen, der Kanton Bern räume wegen einer einzigen Station dem Jura 50 $^{\rm 0}/_{\rm 0}$ seiner Vertretung ein. Das ist rechnungsmässig vollständig richtig, aber auch vollständig falsch. Man kann weiter sagen: Der Jura ist in der Direktion des Kreises I, zu dem lediglich der Amtsbezirk Neuenstadt mit der Station Neuenstadt gehört, durch 1/3 der Mitglieder, sogar durch den Präsidenten, Herrn Stockmar, vertreten. Das wäre proportional auch zuviel. Man muss mit derartigen Berechnungen sehr vorsichtig sein. Ich gebe zu, dass Herr Gobat naturgemäss eher in den Kreiseisenbahnrat II gehört hätte; er ist in den Kreiseisenbahnrat I gekommen, weil dies sein Wunsch und er lieber hier tätig war. Der Regierungsrat hätte vielleicht diesem Wunsch nicht Folge leisten sollen; aber wenn er es getan hat, so war damit absolut nicht die Absicht verbunden, gegen den Jura feindselig oder unfreundlich aufzutreten. Den genau gleichen Fall haben wir beim Verwaltungsrat der Lötschbergbahn. Nach dem letzten Staatskalender ist der Jura in der Tat von jeder Vertretung ausgeschlossen, aber ein Jahr vorher gehörte ihm noch Herr Gobat als Vertreter des Jura an. Herr Gobat hat dann demissioniert - ich kenne den Grund nicht es wäre vielleicht am Platze gewesen, ihn durch einen Jurassier zu ersetzen; aber es stellte sich als sehr notwendig heraus, einen Vertreter des Wallis im Verwaltungsrat zu haben, um den Verkehr mit der dortigen Bevölkerung und den Behörden zu erleichtern. So wurde Herr Gobat durch Herrn Ständerat Roten ersetzt und die Vertretung des Jura fiel dahin. Das wird aber nicht hindern, dass man beim allerersten Anlass auch hier wieder die Sache in Ordnung bringen wird.

Ich weiss nicht — ich habe darüber absolut kein Urteil — ob es richtig ist, dass die Jurassier, die sich gerne dem Bahndienst widmen möchten, dabei grössere Schwierigkeiten finden als ihre Mitbewerber und Kameraden aus dem deutschen Kanton. Jedenfalls kann man aber aus dem einzigen zitierten Fall nicht eine derartige allgemeine Schlussfolgerung ziehen. Ich weiss aus anderen Gebieten, dass sich der Zudrang zu den verschiedenen Tätigkeitskreisen im Kanton Bern vollständig verschieden macht. Wir haben im Jura Tätigkeitsgebiete, die gar nicht stark begehrt, im alten Kanton dagegen überlaufen sind, und umgekehrt. Ich weiss nicht, ob das nicht auch bei den Eisenbahnen der Fall ist; ich kann es nicht sagen. Aber jedenfalls haben wir keine endgültige Meinung zu äussern, sondern es sind hier andere Instanzen kompetent. Wenn aber der Nachweis geleistet wird, dass eine unbillige Behandlung stattfindet, dann wird der Regierungsrat, soweit an ihm und soweit sein beschränkter Einfluss in dieser Richtung geht, gerne bereit sein, Abhülfe zu schaffen.

Nun die weitere Frage des Verhaltens der Staatsverwaltung überhaupt in dieser Sprachenfrage und namentlich auch im Verkehr mit den französischsprechenden Mitgliedern unserer Volksgemeinschaft. Massgebend ist Art. 17 der Staatsverfassung, der sagt: «Die deutsche und die französische Sprache sind die anerkannten Landessprachen..... Verfügungen, Beschlüsse, Urteile und Schreiben von obern Behörden, welche einzelne Personen oder Korporationen im französischen Gebietsteile betreffen, werden in französischer Sprache erlassen.» Wir sind ein zweisprachiger Kanton und die Zentralverwaltung ist im allgemeinen deutsch; das liegt in der Natur der Sache, weil sie hier in Bern ist. Bei den tausend und abertausend Schreiben, die hinausgehen, ist es unter Umständen möglich, dass, durchaus unabsichtlich, sich hie und da eines sowohl in den Jura wie in den alten Kanton verirrt, das nicht in der richtigen Sprache geschrieben ist. Herr Choulat hat einen Fall der Militärdirektion zitiert. Es wäre mir sehr lieb, wenn er mir die Akten geben würde, denn ich weiss persönlich, dass wir uns auf der Militärdirektion die allergrösste Mühe geben, die Parität der Sprachen aufs peinlichste zu beobachten. Herr Choulat hat bereits gesagt, dass wir erst letzthin einen Jurassier angestellt haben, um jemand zu

haben, der mit Kenntnis der Verhältnisse und der Sprache den Verkehr mit unsern französischsprechenden Militär- und Ersatzpflichtigen besorgt. Das gleiche ist mir aus meiner Tätigkeit als derzeitiger Vorsteher der Präsidialabteilung von der Staatskanzlei bekannt. Der gute Wille ist vorhanden, und wenn einmal die Sache anders herauskommt, so braucht man nicht daran zu zweifeln, dass es aus Versehen, aus Irrtum und nicht aus böser Absicht geschehen ist. Jedenfalls braucht es nur eine Mitteilung an den Regierungsrat und es wird Ordnung geschäffen. So erhielten wir Mitteilung betreffend das Kreisforstamt in Dachsfelden, und die Sache kam sofort in Ordnung. Bezüglich der Formulare der Kreistierärzte, von denen Herr Choulat gesprochen hat, wird eine Aenderung eintreten, sobald der Vorrat aufgebraucht ist. Ueber den Handel mit den Steuerregisterführern bin ich im Augenblick nicht ganz orientiert, aber ich nehme an, es werde sich auch hier eine Erklärung dafür finden, die jede böse Absicht oder jedes planmässige Vorgehen gegen die französische Sprache ausschliesst. Wir sind manchmal alle Sünder. Ich muss mich in dieser Beziehung auch ohne weiteres als Sünder bekennen und gegenüber Reklamationen aus dem deutschen Kantonsteil hätte ich zugeben müssen, den Wortlaut der Verfassung verletzt zu haben. Ich habe von meinem Vorgänger auf der Justizdirektion einen Stoss Kuverts und Briefbogen mit der Aufschrift: Direction de la justice du Canton de Berne geerbt und ich habe in guten Treuen das Material aufgebraucht. Ich habe es auch für den alten Kanton verwendet und es hat sich vielleicht mancher im stillen gesagt, der Justizdirektor sei ein «Fürnehmer» geworden, dass er ihm welsch schreibe, während ich dieses Papier nur aus Sparsamkeitsrücksichten zu Ehren zog. Wenn das die Herren aus dem deutschen Kantonsteil stört, so bitte ich sie um Entschuldigung; ich habe in besten Treuen gehandelt und gemeint, etwas Gescheites zu tun (Heiterkeit).

Was die Berücksichtigung der französischsprechenden Beamten anbetrifft, so kann ich Sie versichern, dass der Regierungsrat durchaus gewillt ist, soweit als irgendwie möglich entgegenzukommen. Aber er muss eines voraussetzen. Die Brauchbarkeit des Betreffenden ist schliesslich die allererste Bedingung. Ist diese aber erfüllt, so haben wir selbst das allergrösste Interesse, Leute aus dem Jura herbeizuziehen, weil sie uns mit ihren Sprachkenntnissen von grossem Nutzen sind und uns zweitens direkt mit dem Landesteil in Verbindung bringen, in dem sie aufgewachsen sind. Ich habe persönlich viele Mühe auf dem Gebiet bezüglich der Bezirksbeamten. Vor zwei Jahren mussten wir einen deutschen Amtsschreiber nach Delsberg wählen. Wir haben die Stelle zweimal ausgeschrieben und ich habe mich bei einer Reihe von Personen, welche in Frage kommen konnten, umgetan, sie möchten sich melden, weil wir wenn möglich einen französischsprechenden Jurassier wählen wollten, aber schliesslich mussten wir einen andern wählen, weil kein solcher Bewerber zu finden war. Die einzelnen Direktionen der Zentralverwaltung suchen immer auch französischsprechende Jurassier anzustellen, die uns als Uebersetzer und französische Korrespondenten dienen und deren Kenntnis ihrer engern Heimat uns sehr bequem und nützlich ist. Aber wenn sich niemand meldet oder

nur solche, die ihrer Befähigung nach von vornherein ausser Betracht fallen, so können wir nicht mehr machen. Ich wiederhole, dass wir hier wenn irgendwie möglich alle Rücksicht walten lassen, und zwar — ich will das offen zugeben — dachten wir dabei weniger an die Wünsche des Jura als an unser eigenes, an das Interesse der Verwaltung.

Herr Grossrat Mathey-Doret hat auch die Militärverhältnisse berührt. Auch hier haben wir seit Jahren und Jahrzehnten einen schweren Kampf für die Besetzung der Offiziersstellen in unsern jurassischen Bataillonen geführt. Wir gaben uns die allergrösste Mühe, diese Offiziersstellen mit Jurassiern zu besetzen, aber es gelang uns während vielen Jahren nicht. Aus dem Jura wurde uns - was ich persönlich vollständig begreife — immer wieder entgegengehalten, sie wollen keine Deutschberner als Offiziere, wenn sie noch sogut französisch können, und wir suchten dann, aus den Kantonen Waadt und Genf den nötigen Ersatz zu bekommen. Aber die Leute gingen nach kurzer Zeit wieder fort, weil sie auch in ihr natürliches Milieu zurückkehren wollten und wir waren genötigt, aus dem deutschen Kanton diejenigen Leute auszuwählen, die der französischen Sprache mächtig waren, um sie diesen Bataillonen zuzuweisen. Ich bin ohne weiteres einverstanden, dass das militärisch und auch vom Standpunkt der Sprachengleichheit aus nicht richtig ist, aber die Verhältnisse machten es nötig. Betreffenden gingen übrigens selbst nicht gern hin, aber die jurassischen Bataillone mussten doch mit der nötigen Zahl Offiziere ausgestattet werden. In den letzten Jahren scheint sich übrigens eine Um-kehr vorzubereiten. Wenn der Zudrang zu der Offizierskarriere bei unsern jungen Jurassiern in gleicher Weise wie in der letzten Zeit anhält, so werden die Altberner in kurzer Zeit aus den jurassischen Einheiten verschwinden und von ihrem Standpunkt aus sehr gerne wieder in die altbernischen Bataillone zurückkehren. Man ist ja begreiflicherweise am liebsten dort, wo man seine ganze Persönlichkeit einsetzen kann und nicht durch Sprachschwierigkeiten gehindert ist, den Einfluss auszuüben, der einem Offizier zukommt.

germanisiert! Wir haben das Bataillon 23 Das war ein ganz einfacher Handel. Wir mussten nach der neuen Armee-Einteilung aus dem Jura mehr Truppen stellen und dem Schützenbataillon 2 zwei weitere Kompagnien zuteilen, die bisher von andern Kantonen gestellt wurden. Wir verwendeten dazu die Welschen des Bat. 23, das bisher aus drei schwachen welschen und einer sehr starken deutschen Kompagnie bestanden hatte. Die sehr starke vierte Kompagnie von Laufen wurde dann in zwei Kompagnien geteilt und so hatten wir schon ein halbes deutsches Bataillon. Wir teilten diesem ferner alle im Jura wohnenden und jetzt schon einem altbernischen Bataillon angehörenden Militärs zu, aus denen eine weitere Kompagnie und noch mehr gebildet werden konnte. Schliesslich haben wir das Bat. 23 noch mit Leuten aus dem Jura komplettiert, von denen wir wussten, dass sie so gut deutsch sprechen wie die Altberner. Der Enthusiasmus dieser letzten Gruppe war allerdings nicht sehr gross, dem deutschen Bataillon zugeteilt zu werden, und viele von diesen Leuten gaben sich den Anschein, als seien sie der deutschen Sprache nicht mächtig.

Der erste Sekretär der Militärdirektion, den sich anlässlich der Einteilung an Ort und Stelle nach Tavannes geschickt hatte, berichtete mir, im grossen und ganzen sei die Sache glatt gegangen, nur einer habe sich gegen die Zuteilung zu diesem Bataillon gewehrt, indem er erklärte, er könne kein Wort deutsch und er wolle bei seiner Truppe bleiben, während er als deutschsprechender Altberner angesehen werden musste. Man hätte gerade der Meinung zugeneigt, den Mann laufen zu lassen, und da sei just sein Vater dazugekommen und habe gesagt, sein Sohn könne so gut deutsch wie alle andern (Heiter-Dass der Mann darauf dem Bat. 23 zugewiesen wurde, ist klar. Ich möchte nur bemerken, dass der Militärdirektion in dieser Richtung keine Beschwerden zugekommen sind, und wenn solche eingelangt wären, hätten wir sie genau geprüft. Denn es ist uns selbst nicht recht, in dieser Beziehung jemand wehzutun. Auch aus militärischen Gründen gehört derjenige, der in erster Linie französisch spricht und deutsch nur mühsam versteht, in ein französisches Bataillon, und umgekehrt hat derjenige, der in erster Linie deutsch und erst in zweiter Linie französisch versteht, in einem welschen Bataillon nichts zu suchen. Die Militärdirektion und der Regierungsrat hatten den allerbesten Willen, die Sache so zu ordnen, dass sie dem entspricht, was jeder nach der Verfassung und auch sonst als Mensch verlangen kann. Ich will damit nicht sagen, dass nicht auch bei der Militärverwaltung Missgriffe vorkommen. Ich gebe das vielmehr ohne weiteres zu. aber diese Missgriffe kommen auf beiden Seiten vor und man muss daraus nicht sofort eine grosse Geschichte machen, sondern den verantwortlichen Organen schreiben, und diese werden der Sache so rasch als möglich ein Ende zu machen suchen.

Ich möchte mir erlauben, dieser Antwort auf die tatsächlichen Anbringen noch einige allgemeine Bemerkungen beizufügen. Die Frage, die wir heute behandeln, ist eigentlich eine der Grundfragen unseres Kantons, und darum lohnt es sich wohl der Mühe, über diese Frage wieder einmal etwas eingehender miteinander zu sprechen und etwas mehr Aufmerksamkeit darauf zu verwenden, als einem auf den ersten Blick nötig zu sein scheint. Ich möchte das namentlich auch zum deutschen Teil des Rates sagen, denn wir haben das Gefühl der vollkommenen Unschuld in dieser Sprachenfrage, so dass wir über die erhobenen Vorwürfe erstaunt sind und der Sache nicht die Bedeutung beimessen, die sie an und für sich hat.

Wir sind ein zweisprachiges Land. Damit müssen wir uns abfinden und denjenigen Ausweg zu finden suchen, der uns am besten über die Schwierigkeiten hinweghilft, ja aus denselben uns den Vorteil ziehen lässt, den diese Schwierigkeiten eines zweisprachigen Gemeinwesens uns unter Umständen zu ziehen erlauben. Als Grundsatz stelle ich dabei auf: Man muss erstens nach beiden Seiten gerecht sein, jedem sein Recht lassen, und in zweiter Linie muss man verträglich sein. Wenn wir miteinander Streit anfangen wollten, ob deutsch oder welsch, so könnten wir in kürzester Zeit den allergrössten Händel heraufbeschwören. Der allergefährlichste Zündstoff, der unter Menschen aufgeworfen werden kann, sind die religiösen Verschiedenheiten, aber gerade nachher kommen die sprachlichen Verschiedenheiten. Wir

müssen uns im alten Kanton auf den Boden stellen, gerecht und verträglich gegenüber unsern Mitbürgern im französischsprechenden Teil unseres Kantons zu sein. Wir dürfen nicht vergessen, dass sie in grosser Minderheit sind und dass die Minderheit in der Regel empfindlicher ist als die Mehrheit und sofort eine Gefahr wittert, wo gar keine vorhanden ist. Ferner müssen wir daran denken, dass der Jura in einer schwierigen Stellung ist. Er ist der eigentliche zweisprachige Teil des Kantons Bern. Wir im alten Kanton, mit Ausnahme von Biel und einigen wenigen Gemeinden um Biel herum, sind sprachlich durchaus homogen, während der Jura ein zweisprachiges Land ist und an seine Aufsaugungsfähigkeit die aller-grössten Anforderungen gestellt werden. Es ist dort eine so grosse Einwanderung aus dem alten Kanton und aus anderen deutschen Teilen der Schweiz dass es begreiflich ist, wenn die Jurassier sich fragen, ob sie dieser Einwanderung auf die Länge Meister werden, ohne auf ihre Eigenart und ihren Charakter verzichten zu müssen. Herr Choulat hat bezügliche Zahlen bereits angeführt und der Meinung Ausdruck gegeben, die Gefahr sei nicht so gross, der Zufluss habe eher abgenommen. Nach dem, was ich dem Artikel zu der bereits zitierten Karte über das Sprachenverhältnis entnommen habe, soll das wirklich der Fall sein. Jedenfalls ist zu konstatieren, dass die Anpassung unserer altbernischen Mitbürger an die jurassischen Verhältnisse in überraschend kurzer Zeit vor sich geht. Mehr als Zahlen, die von beiden Seiten bestritten sind, beweist uns oft ein Beispiel. Wir mussten vor einigen Wochen auf einer unserer Direktionen der Zentralverwaltung einen Angestellten haben und hätten gerne einen Jurassier gehabt. Es meldeten sich drei Bewerber aus dem Jura. Natürlich mussten wir verlangen, dass der Betreffende, der nach Bern kommt und Uebersetzungen zu machen hat, auch etwas deutsch kann. Die drei Angemeldeten hiessen Beck, König und Girard. Beck und König fielen ohne weiteres ausser Betracht, weil sie kein Wort deutsch konnten (Heiterkeit). Girard dagegen erklärte, er könne deutsch, er habe es gelernt, und wurde infolgedessen gewählt. Sie sehen daraus, dass die Assimilationskraft des Jura vorläufig noch so gross ist, dass er keine Angst zu haben braucht, er werde von uns Altbernern überflutet und schliesslich aufgefressen.

Was ich aber mit aller Bestimmtheit betonen möchte, ist das, dass von seiten der Regierung eine Absicht, irgend eine Germanisation vorzunehmen, nicht besteht. Wir sind vielmehr der vollendeten Ueberzeugung, dass in unserem Volksganzen jedem Teil sein eigener Charakter, seine Sprache und seine Eigenart gelassen und dafür gesorgt werden muss, dass diese sorgsam bewahrt werden. Denn ein Mensch, der nicht fest auf seinem vererbten heimatlichen Boden steht und aus diesem nicht seine Kraft mit aller Unmittelbarkeit aufnimmt, wird sich in kurzer Zeit zu einem allgemeinen Weltbürger ohne abgeschlossene Meinung und ohne Zuverlässigkeit herausbilden. Und was für den einzelnen Menschen gilt, das gilt auch für einen ganzen Landesteil. Wir haben in unserer bernischen Familie den Jura mit seiner Eigenart, seiner Sprache und seinen Sitten ebenso nötig wie die Eigenart und Sitten irgend eines andern Landesteils. Wenn der Regierungsrat in dieser Angelegenheit einen Wunsch hat,

so ist es nicht der, diese Eigenart zu unterdrücken, sondern der, dass der Jura seiner Eigenart auch im gemeinsamen Leben des Kantons Ausdruck verleihen möge. Es sind nun ungefähr 80 Jahre her, dass in diesem Saale anlässlich einer Spannung zwischen den beiden Kantonsteilen viel über diese Frage gesprochen wurde, und ich glaube, Landammann Blösch habe damals das richtige Wort gefunden, als er sagte: Wir haben einander nötig, uns Bernern aus dem alten Kanton mit unserer Schwerfälligkeit ist die Lebhaftigkeit des jurassischen Geistes notwendig. Die Situation hat sich in dieser Richtung seit 80 Jahren um kein Haar geändert und ich möchte den Herren aus dem Jura zurufen: Seid nur so jurassisch als möglich, so lebhaft als möglich, beteiligt euch in eurer Eigenart so viel als möglich an unserer Gesamttätigkeit, ihr seid uns willkommen und ihr werdet bei der Regierung kein Hindernis und keinen Widerstand finden. Das legt natürlich den Herren aus dem Jura auch die Pflicht auf, für sich und ihre Sache selbst zu kämpfen; denn nichts wird auf der Welt erstritten und bleibt erhalten, ohne dass man sich dafür Mühe gibt. Ich glaube, mir den Herren aus dem Jura gegenüber die Bemerkung erlauben zu dürfen, dass sie vielleicht manchmal auch etwas mehr für das Allgemeine des Kantons hätten kämpfen dürfen, dass sie ihre Augen nicht nur auf ihren Landesteil richten dürfen, sondern darüber hinausschauen müssen. Die sicherste Aufrechterhaltung ihres Einflusses liegt nicht darin, dass sie sich in allererster Linie und vielleicht ausschliesslich um ihre regionalen Interessen bekümmern, sondern dass sie einen Einfluss im ganzen Kanton zu bekommen und zu erhalten suchen. Es hat Zeiten gegeben, wo sich der jurassische Einfluss im allgemeinen bernischen Staatsleben stärker geltend gemacht hat, als es heute der Fall ist. Ich erinnere an die Zeiten anfangs der 30er Jahre, an 1846 und auch noch später und an die damalige jurassische Deputation, der der ältere Stockmar seinen Stempel aufgedrückt hat, mit einer Reihe von Mitarbeitern, die wir ebenso als gute Berner an-Es ist möglich, erkennen wie irgend einen andern. dass sich das Verhältnis seither verschoben hat, aber damit ist nicht ohne weiteres gesagt, dass der Regierungsrat oder der alte Kanton daran schuld sei, sondern die Gründe für diese Erscheinung mögen vielleicht zu einem Teil auch im Jura selbst liegen.

Nun glaube ich, dass, wenn man sich wehren will, man auch dafür sorgen muss, dass man sich nach der richtigen Seite hin wehrt. Ich war heute einigermassen erstaunt über den grossen Anteil, den der Pangermanismus in der Rede des Herrn Choulat Der Pangermanismus ist in den Augen von uns Altbernern so gut wie in den Augen der Jurassier etwas, von dem wir nichts wissen wollen, das wir zurückweisen und gegen das wir uns mit allen Mitteln wehren. Nur muss man nicht vergessen, dass der Pangermanismus etwas anderes ist als nur der Kampf für die deutsche Sprache, er ist ein politischer Kampf mit dem Mittel der deutschen Sprache. Dagegen ist es begreiflich, dass, wie die die Herren im Jura sich für die eigene Sprache wehren, wir uns auch für unsere Sprache wehren, ohne dass wir damit irgendwelche politische Absicht oder irgendwelchen territorialen Anspruch oder etwas derartiges verbinden. Wir sind in dieser Be-

ziehung überhaupt in den letzten Jahren in der Schweiz in eine immer schlimmere Lage gekommen. Seitdem die grossen Nationen um uns herum sich unter unserem allgemeinen Beifall geeinigt haben, haben sie nach und nach eine ganz andere Stellung eingenommen. Es ist auch da gewissermassen das Gesetz der Anziehungskraft der Massen lebendig. Je stärker die drei in erster Linie in Frage kommenden Nationen werden, desto grösser wird auch ihre Anziehungskraft auf die einzelnen Teile unseres Landes, die sprachlich mit ihnen verbunden sind. Das ist eine Entwicklung, die wir geschichtlich konstatieren können, gegen die wir uns aber wehren müssen. Gewöhnlich sieht derjenige die Gefahr besser, der ihr nicht ausgesetzt ist. Der französische Jura macht uns deutschsprechende Berner und Schweizer auf die Gefahr des Pangermanismus aufmerksam und wir Deutschschweizer machen unsere italienischsprechenden Miteidgenossen auf die Gefahr aufmerksam, welche seitens derjenigen droht, die ein grösseres Italien herbeiführen möchten. wir sehen vielleicht die Gefahr des Pangermanismus weniger und wir wollen diese Mahnungen entgegennehmen. Aber wir können erklären, dass wir weder bewusst noch unbewusst in irgend einer Weise auf dieser Seite stehen und mit diesen Bestrebungen

nicht das mindeste gemein haben. Auf der andern Seite darf man aber auch nicht übertreiben und hinter jedem deutschen Wort den Pangermanismus sehen. Man geht da zu weit, namentlich auch hinsichtlich der wissenschaftlichen Arbeiten, die sich mit den Sprachverhältnissen im Jura befassen. Nach der Ansicht der Gelehrten hat dort ein Hin und Her von beiden Sprachen stattgefunden, und man sollte nicht hinter jedem Artikel, der sich über diese Verhältnisse verbreitet, die rein sprachtechnisch, rein wissenschaftlich ungemein interessant sind, eine andere als eine rein wissenschaftliche Tendenz vermuten, sondern darin einen Teil der Forschungen erblicken, die auf dem Gebiete der Volkskunde den Jura schliesslich ebensogut interessieren wie uns. In den letzten Tagen ist über meine engere Heimat in dieser Richtung ziemlich ausführlich gesprochen worden. Es hiess, wir seien eigentlich Welsche, wir hätten eine Menge welscher Flurund Dorfnamen. Ich habe diese Ausführungen als einen interessanten Beitrag zur Kenntnis des Landesteils, aus dem ich herausgewachsen bin, entgegengenommen, aber keinen Augenblick daran gedacht, dass man daraus den Schluss ziehen wolle, dass wir in jener Gegend nun wieder welsch werden sollen. Wenn man das versuchen wollte, würden wir uns allerdings dagegen auch wehren.

Also man darf nicht überall Sachen und Tendenzen erblicken, die gar nicht vorhanden sind. Ich wiederhole: Von irgendwelcher Mitarbeit, ob bewusst oder unbewusst, am Pangermanismus in seiner eigentlichen Form als politische, nicht rein sprachliche Bewegung ist der Regierungsrat soweit entfernt als nur irgend ein Mitglied der jurassischen Deputation oder irgend ein Bewohner des franzö-sischsprechenden Jura. Denn das geht gerade so gut auf unsern Buckel und wir haben gerade so wenig Freude und Lust, Mitglieder des Deutschen Reichs

zu werden, wie irgend ein Jurassier.

Wir begreifen, dass die Herren des Jura sich umsehen, wie sie den Kampf führen sollen, um sich

ihre Kultur zu erhalten. Nach meiner Meinung tun sie es am besten, wenn sie selbst für ihre Sprache, ihre Sitten, ihre Geschichte alles Interesse an den Tag legen und diese Gebiete durch wissenschaftliche Forschung und Bearbeitung in der intensivsten Weise pflegen. Ich persönlich sehe auch lieber einen rein französisch sprechenden Jura als einen Jura, der von einer Bevölkerung bewohnt ist, die weder deutsch noch welsch kann und infolgedessen auch mit ihren Wurzeln aus dem Boden herausgerissen ist. Wenn dem Jura durch Sprachunterricht in den Schulen, durch Förderung wissenschaftlicher Arbeiten, durch Anerkennung aller gerechtfertigten Forderungen geholfen werden kann, so wird der Regierungsrat da sicher mithelfen. Jedenfalls kann man sagen, dass, wenn es zu einem Sprachenkampf kommen sollte, der erste und Hauptschlag den Jura selbst treffen würde. Ich habe bereits erwähnt, dass der Jura der sprachlich gemischte Teil des Kantons ist. Er zählt, mit Inbegriff von Laufen, vielleicht 20 bis 25 $^0/_0$ Deutsch- und 75—80 $^0/_0$ Französischsprechende. An vielen Orten sind die Deutschen fast gleich stark wie die Welschen, oder sie bilden eine grosse Minderheit oder sogar die Mehrheit. Bei einem Sprachenkampf wäre die erste Folge die, dass an diesen Orten Reibungen und Widerstände zutage treten würden, und das gute Einvernehmen, das heute zwischen den beiden Sprachen im Jura herrscht, würde verschwinden. Soviel ich selbst beobachten konnte, sind die Leute bis jetzt im Jura im grossen und ganzen auf eine gute Art miteinander ausgekommen. Der eine sucht französisch zu sprechen, so gut er es kann, und der andere, wenn er sich nicht verständlich machen kann, wartet mit ein paar deutschen Brocken auf, so dass jener begreifen kann, worum es sich handelt. Dass da der gute Wille viel vermag, dafür diene Ihnen folgendes Beispiel. Ich hatte vor einiger Zeit den Besuch eines Jurassiers, mit dem ich pflichtgemäss nach Art. 17 der Verfassung französisch sprach. Als er etwas von mir verlangte, dem ich nicht ohne weiteres entsprechen konnte, und ich deshalb «la sourde oreille» machen musste, da meinte er, ich hätte ihn nicht begriffen und fing nun plötzlich an, so gut berndeutsch zu sprechen wie ich (Heiterkeit). Dass das gute Einvernehmen vorhanden ist, geht daraus hervor, dass die gesamte jurassische Deputation, die französischen Jurassier und diejenigen, die zur Stunde noch die deutsche Sprache haben, die heutige Motion unterschrieben hat, um zu zeigen, dass ein einheitlicher Wille und ein einheitlicher Organismus vorhanden ist. Es wäre schade, wenn durch die Heraufbeschwörung eines Sprachenkampfes dieses gute Einvernehmen gestört würde. Wir im alten Kanton vermöchten es schon besser zu ertragen, denn das gesamte Oberland, der Oberaargau, Emmental und der grössere Teil des Mittellandes würden den Sprachenkampf nicht zu spüren bekommen, aber wir würden doch alle darunter leiden, wenn wir unsere gesamte öffentliche Tätigkeit im Kanton Bern diesem allgemeinen Gesichtspunkt unterordnen, uns mit Sachen, bei denen nichts herausschaut, herumschlagen und alle nützliche Arbeit, die wir bei gutem Einvernehmen leisten könnten, auf die Seite legen müssten.

Nun glaube ich, müssen wir uns aus der ganzen Situation heraus auch fragen, wie wir diesen Spra-

chenkampf verhindern und erreichen können, dass wir im guten Einvernehmen weiter leben wie bis Wir müssen uns in erster Linie bewusst sein, dass die Verschiedenheit der Sprachen ein Zündstoff ist, der bei unvorsichtiger Behandlung sofort in helle Flammen ausbricht und eine grosse Feuersbrunst veranstaltet. Wir haben im Laufe der letzten 50 oder 60 Jahre nach und nach auf dem Gebiete der Gesetzgebung die vollständige Einheit des Kantons bekommen. Dieser Zankapfel, soweit er es eine Zeit lang war, wäre also aus der Welt geschafft. Dagegen können wir die Verschiedenheit der Sprachen nie aus der Welt räumen, sondern müssen uns damit abfinden. Diesem Punkt müssen wir beständig, auch in ruhigen Zeiten, wenn wir es nicht für notwendig erachten, die allergrösste Aufmerksamkeit schenken, namentlich auch in der Richtung, dass, wenn es irgend einen Zusammenstoss gibt, man diesen nicht sofort als ein Unglück ansieht und die allerschlimmsten Folgerungen daraus zieht. Wenn irgendwo ein kleines Feuer ausbricht, sollte es nicht immer Leute geben, welche Oel darein giessen. Es ist viel gesprochen und geschrieben worden, das besser ungesprochen und ungeschrieben geblieben wäre. Wenn z. B. die gesamte Presse des deutschen Kantons sich auf die gleiche Höhe des Tones hinaufgeschwungen hätte, dem man in den jurassischen Blättern begegnete, so hätten wir einen schönen Krieg gehabt. Es haben dort Leute in sehr gefährlicher Weise mit Waffen gespielt, die nicht nur sie, sondern ganz gut auch andere schwer hätten verletzen können. Man muss da ruhig bleiben und Dinge, die sowieso keine Uebertreibung vertragen, nicht zu übertreiben suchen.

Ein anderes ist das: Je besser wir einander kennen, desto weniger werden diese Reibungen und Schwierigkeiten vorkommen. Da kann man nun sagen: wenn einer schreiben kann, wir stünden im Solde des Pangermanismus, Preussens und ich weiss nicht was alles, so beweist er damit, dass er von den tatsächlichen Verhältnissen auch nicht einen Anfang versteht. Die Behauptungen, die man aufgestellt hat über die wirtschaftlichen und politischen Verhältnisse des Kantons Bern, über die Einrichtung seines Staatshaushaltes, um zu beweisen, dass der Jura schwerer belastet sei als der alte Kanton, konnten nur von einem aufgestellt werden, der von der ganzen Sache nichts versteht. Wir müssen einander gegenseitig kennen lernen und dann werden wir uns auch verstehen. Es ist gar nicht nötig, dass wir miteinander Händel haben müssen. Die ganze Geschichte des Kantons Bern beweist, dass es nicht nur möglich ist, die Gegensätze miteinander zu versöhnen, sondern auch aus ihnen grosse Vorteile zu ziehen. Der alte Kanton ist im allgemeinen der Träger der Landwirtschaft, der neue Kantonsteil der Träger der Industrie. Hat es dem Kanton Bern geschadet, dass da ein Gegensatz und eine Verschiedenheit bestanden hat? Hat nicht der Jura dem alten Kanton die Industrie gebracht und hat nicht die Landwirtschaft des alten Kantons einen grossen Teil des Jura der Kultur erhalten, die von den angesessenen Jurassiern aufgegeben worden war? Ist daraus nicht der grösste Vorteil für uns selbst entstanden? Ich möchte noch ein anderes Beispiel anführen, das ganz klein ist, aber doch erwähnt zu werden verdient. Wir haben vor einigen Jahren ein neues Notariatsgesetz erlassen. Dasselbe — es ist die französische Notariatsgesetzgebung — ist uns durch den Jura vermittelt worden. Wir wenden nun dieses Gesetz im gesamten Kanton Bern an, und wenn ich ein Urteil abgeben müsste, so könnte ich sagen, dass die altbernischen Notare diese französische Gesetzgebung zum mindesten so gut anwenden wie die Notare des Jura. Der Jura hat uns da Jdeen der grossen französischen Kultur vermittelt, die sich auch bei uns bewähren. Wir haben andere Gebiete, wo es vielleicht besser gewesen wäre, wenn der Jura sich etwas mehr auf seine Meinung versteift hätte. Unter den bernischen Fürsprechern und Richtern ist allgemein die Ansicht verbreitet, dass die jurassischen Fürsprecher nicht prozedieren können. Die jurassischen Fürsprecher haben sich schliesslich daran gewöhnt und gesagt: Wir verstehen den bernischen Prozess nicht, und sie haben gesucht, sich so gut als möglich damit abzufinden. Nach meiner Meinung hatten sie vollständig unrecht, denn unsere jurassischen Fürsprecher verstanden es, einen Handel rasch und billig durchzuführen. Statt zu schweigen und sich zu unterziehen, hätten sie sagen sollen: das Recht ist auf unserer Seite und wir geben nicht nach, bis ihr das von uns auch gelernt habt.

So kann aus den vorhandenen Verschiedenheiten dem ganzen Kanton Nutzen erwachsen. Ich habe naturgemäss dasjenige Gebiet genommen, das mir am nächsten lag, aber das gleiche gilt für alle andern Gebiete. Wir brauchen nur zu sehen, wie es in allgemeinen grundsätzlichen Fragen gehalten wird. Mein Nachbar zur Linken wird nicht widerreden, wenn ich sage, dass die Gemeindeverwaltungskunst im alten Kanton im allgemeinen besser entwickelt ist als im Jura, wir haben dafür vielleicht eine andere Veranlagung; aber auf der andern Seite muss man ohne weiteres zugeben, dass bezüglich der Stellung, die der einzelne in seiner Gesinnung gegenüber der Gesellschaft in der Volksgemeinschaft einnimmt, bezüglich der Würde, die er sich selbst zulegt, die Auffassung der jurassischen Bevölkerung derjenigen des alten Kantons vielleicht überlegen ist. Warum sollen wir Altberner von den Jurassiern nicht lernen, dass jeder seine Stellung und Würde aus sich selbst heraus hat und sie selbst verteidigen muss?

Wir werden nächstes Jahr ein Examen ablegen müssen. Naturgemäss wird es sich bei der Jahrhundertfeier fragen, was wir in den hundert Jahren gemacht haben. Die Frage wird sein: Habt ihr die grosse Aufgabe gelöst, die das Vaterland euch stellte, und in dem durch zwei Sprachen und noch durch andere Gegensätze getrennten Kanton eine Tätigkeit zum Wohle des Ganzen eröffnet und durchgeführt? Nach dem, was in den Zeitungen gestanden ist, müssten wir sagen: Unsere Väter und Vorväter in den 30er und 40er Jahren haben die Aufgabe gelöst, aber wir sind dazu nicht mehr imstande. Ich nehme an, wir wollen uns nicht ein solches Armutszeugnis ausstellen, sondern so gut wie die vor uns es dazu bringen, dass wir miteinander auskommen und in fortschrittlichem Sinne miteinander arbeiten am Wohle des Ganzen. Dazu sind wir auch gegenüber der Eidgenossenschaft verpflichtet. Die Stellung des Kantons Bern im schweizerischen Bundesstaate beruht nicht zum mindesten darauf, dass wir an der selbst zweisprachig sind, Sprachgrenze liegen, Deutsch und Welsch vereinigen und als Bindeglied

gegenüber der welschen Schweiz dienen müssen. Wie können wir das, wenn wir Händel haben unter uns? Ist es nicht besser, wenn wir das Kampfschwert in die Scheide stecken und sagen: Wir wollen acht geben, dass keines jener Gefühle, die Achtung verlangen und schutzberechtigt sind, verletzt wird?

Ich habe Ihnen hier vielleicht eine Darstellung gegeben, die über den strikten Rahmen der Motionsbeantwortung hinausgeht; ich bin in meinen Ausführungen weiter gekommen, als ich ursprünglich beabsichtigte. Allein als ich die Motionsbeantwortung vorbereitete und die Sache untersuchte, drängten sich mir naturgemäss auch diese allgemeinen Fragen auf, die die Angelegenheit aus dem etwas kleinlichen Streit um Ortsnamen und derartige Dinge herausheben. Es ist für mich eine grosse Genugtuung, dass der Regierungsrat meinen Ansichten beigestimmt hat, so dass ich nicht nur als Sprecher für meine eigene Person, sondern im Namen des Regierungsrates auftreten kann. Aus dieser Antwort heraus ergibt sich schliesslich auch zwangslos die Stellungnahme des Regierungsrates zu der Motion. Wir sind jeder Germanisation des Jura, namentlich wenn wir vom Pangermanismus ausgehen wollten, so gut abgeneigt wie die Herren aus dem Jura selbst und wir lehnen jeden Vorwurf, «consciemment ou inconsciemment» in diesem Sinne zu arbeiten, ab. Wir bestreiten, dass wir bis jetzt irgendwie in dieser Richtung tätig gewesen sind, und wir können für die Zukunft das gleiche versprechen. Wo sich Misstände zeigen, werden wir für Abhülfe sorgen und wir werden die Entwicklung nicht auf dem Wege der Anlehnung an irgendwelche ausländische Treiberei, heissen, wie sie wolle, sondern auf dem Boden der gemeinsamen Arbeit suchen. Dagegen können wir nicht zugeben, dass wir uns gegen diese Grundaufgabe verfehlt hätten. Wenn wir sagen würden, wir hätten consciemment oder schliesslich auch inconsciemment im Dienste des Pangermanismus mitgearbeitet, dann müsste man uns ohne weiteres unter die Anklage des Hochverrats stellen, weil der Pangermanismus nicht nur eine sprachliche, sondern auch eine politische Bewegung ist. Das macht es dem Regierungsrat unmöglich, der Motion zuzustimmen. Wenn ich einen Wunsch äussern dürfte, so wäre es der, dass die Motionäre nach diesen Erklärungen des Regierungsrates die Motion fallen lassen, und so auch ihrerseits zeigen, dass sie mit dieser Auffassung der Sachlage einverstanden sind. Ich würde es bedauern, wenn dies nicht geschähe; denn in diesem Falle müssten wir, sowie die Situation liegt, dem Grossen Rat beantragen, die Erheblicherklärung der Motion abzulehnen. (Beifall).

Lohner, Unterrichtsdirektor, zweiter Berichterstatter des Regierungsrates. Wenn es auf meinen persönlichen Geschmack ankäme, so würde ich nach den grundlegenden Ausführungen unseres Präsidiums auf das Wort verzichten. Ich komme mir ohnehin vor wie ein Aehrenaufleser, der hinter einem vollen Kornfuder einhergehen und sehen muss, was etwa noch auf dem Boden liegen geblieben ist. Allein die Erörterung der Schulverhältnisse im Jura hat in der Motionsbegründung des Herrn Choulat einen so wesentlichen Raum eingenommen und auch in der jurassischen Presse sind in letzter Zeit nach dieser Richtung eine Reihe von bisher nicht widerlegten

Behauptungen erschienen, dass ich es doch als nötig erachte, zu diesem Teil der Frage dem Rat noch

einige Aufklärungen zu geben. Die Mitteilungen der Presse, die auch vom Herrn Motionär angeführt worden sind, gehen im wesentlichen dahin, dass durch Unterstützung von auswärts — es war sogar von Berlin die Rede — Sprachenkampf in die deutschen Schulen des Jura und damit in den Jura selbst hineingetragen und für die Erhaltung und Ausbreitung der deutschen Sprache in einer Weise Propaganda gemacht werde, die das berechtigte Gefühl der Mehrheit der französischsprechenden jurassischen Mitbürger verletze. Wir haben uns sofort gesagt, wenn diese Angaben richtig sind, so müssen wir einschreiten. Die Unterrichtsdirektion hat daher über die Frage, wieweit die aufgestellten Behauptungen zutreffend sind, eine Untersuchung veranstaltet. Diese bestand im wesentlichen darin, dass die beiden zuständigen Inspektoren beauftragt wurden, in ihren Kreisen Erhebungen zu machen und zu sehen, was an der Sache ist. Im weitern hatten wir Gelegenheit, mit einem der meistgenannten Vertreter der sogenannten Sprachpropa-ganda, mit Herrn Garraux von Basel, persönlich Rücksprache zu nehmen. Ich möchte nun das Er-gebnis der Untersuchung dem Rat in aller Kürze mitteilen.

Es gibt im Jura eine Reihe von deutschen Schulen, die meistens bis auf den heutigen Tag Privatschulen geblieben sind und eine ganz eigenartige Stellung einnehmen. Solche Schulen bestehen auf den Bergzügen, die nördlich und südlich das St. Immertal begrenzen und auch weiter östlich auf dem Monto und Moron. Sie existieren zum Teil seit alter Zeit, einzelne länger als hundert Jahre. Die Ursache, warum diese Schulen ins Leben gerufen wurden und sich bis auf den heutigen Tag als deutsche Schulen im französischen Sprachgebiet erhalten konnten, ist dreifacher Art. Zunächst die Lage der Wohnstätten, aus denen diese Schulen besucht werden. Diese Wohnstätten befinden sich in einer Höhe von 1000-1500 und 1600 m und beherbergen schulpflichtige Kinder, denen es während eines grossen Teils des Jahres wegen der Entfernung und der Schwierigkeit des Weges unmöglich wäre, die öffentlichen Gemeindeschulen im Tale drunten zu besuchen. Ferner sind diese Schüler sozusagen ausschliesslich Kinder von deutschsprechenden Bergbewohnern, Bauersleuten, die in sprachlich zusammenhängenden Siedelungen wohnen und verhältnismässig wenig Verkehr mit der Hauptbevölkerung im Tale drunten haben. Die dritte und wohl die mächtigste Ursache aber ist, wie der Herr Regierungspräsident bereits angeführt hat, der gemeinsame Glaube, der diese Deutschen seit Jahrhunderten miteinander verbindet. Die meisten Familien, die ihre Kinder in diese deutschen Bergschulen schicken, gehören den sogenannten Mennoniten, Taufgesinnten oder auch Alttäufern, an. Diese Mennoniten haben einen lebhaften Verkehr mit ihren auswärtigen Glaubensgenossen, insbesondere denjenigen im Deutschen Reich, das eine ziemliche Anzahl Angehöriger dieser religiösen Gemeinschaft besitzt. Das Gefühl der religiösen Zusammengehörigkeit hat sich bei ihnen trotz vieler Schwierigkeiten durch Jahrhunderte hindurch aufrecht erhalten und ist stark ausgeprägt. Ihre hauptsächlichen Glaubens-

bücher sind in deutscher Sprache abgefasst und sie haben heute noch die Meinung, dass mit dem Weichen der deutschen Sprache auch ihr Glauben in Gefahr kommen würde. Ich habe hier das Schreiben eines hervorragenden Vertreters der Taufgesinnten im Jura, eines gewissen David Ummel in Chaux d'Abel, der sich dahin ausspricht, die Mennoniten seien fast gezwungen, deutsche Schulen zu halten. Die Taufgesinnten sind im allgemeinen ruhige und fleissige Leute und werden noch heute im Jura als gute Bewirtschafter des wenig fruchtbaren Bodens der jurassischen Höhen geschätzt und anerkannt. Ich möchte Ihnen hiefür ein einziges, aber wohl unanfechtbares Zeugnis anführen; es ist ein Passus aus der Histoire du Jura bernois von Virgile Rossel. Da heisst es: «Des siècles durant, l'agriculture fut la principale ressource des habitants de l'Evêché, où la colonisation progressa très lentement. Moins intolérant que le gouvernement de Berne, l'évêque de Bâle ouvrit, il y a plus de trois cents ans, les portes du pays à une secte protestante de langue allemande, les anabaptistes, qui s'établirent de préférence dans nos montagnes; on les menaça plus d'une fois d'expulsion pendant la période épiscopale, mais ils réussirent à détourner le péril, et ils continuent, au XXe siècle, à être un petit monde à part de propriétaires ruraux ou de fermiers qui ont gardé mœurs et vertus des ancêtres; laborieux et sobres, d'une scrupuleuse honnêteté, d'une piété simple et forte que rien n'a pu entamer, ils ont su mettre en valeur les portions les plus ingrates du sol jurassien.» Sie sehen, dass die Kenner des Jura selbst, und zwar solche, die aus der französischen Bevölkerung hervorgegangen sind, die Tätigkeit und das allgemeine bürgerliche Verhalten der Mennoniten durchaus ehren und schätzen. Der Herr Regierungspräsident hat bereits gesagt, dass es diesen Leuten vollständig ferne liegt, sich irgendwie auf dem Gebiet des Sprachenkampfes zu betätigen. Wenn man ihre Stellung im Sprachenkampf mit einem Worte charakterisieren wollte, müsste man vielmehr sagen: sie sind nicht im Angriff, sondern sie leben in der Verteidigung. Denn es ist nicht das erstemal, dass das Bestehen ihrer traditionellen deutschen Schulen angefochten wird.

Was die Organisation dieser Schulen anbetrifft, so rufe ich dem Rat in Erinnerung, dass es sich um gesetzliche Schulen handelt, indem in Art. 3 des Gesetzes betreffend die Besoldung der Primarlehrer von 1909, in Uebereinstimmung mit dem Primarschulgesetz von 1894, ausdrücklich gesagt ist: «Wenn mit Rücksicht auf Wegschwierigkeiten oder Sprachverhältnisse besonders öf entliche oder Privatschulen bestehen oder errichtet werden müssen, so dürfen auch diese Schulen durch ausserordentliche Staatsbeiträge unterstützt werden.» Das ist die allgemeine Grundlage, die dem Staat und den Gemeinden erlaubt, diese Schulen zu subventionieren. Sie leben also mit Hülfe von Staats- und teilweise auch Gemeindesubventionen. Aber die Hauptkosten müssen durch Beiträge der beteiligten Familienväter aufgebracht werden, und es ist klar, dass, wenn sie irgendwie anständige Lehrkräfte haben wollen, den einzelnen Familienvätern, namentlich bei Schulen mit einer geringen Kinderzahl, eine ziemliche Last aufliegt. Ich weiss, dass jährlich per Kind 26, 30 und mehr

Franken bezahlt werden müssen.

Es ist die Schule auf dem Münsterberg angeführt worden, die vor einigen Jahren aus einer deutschen Privatschule in eine öffentliche Gemeindeschule umgewandelt worden ist und die zurzeit zwar noch zweisprachig ist, aber dem Zug der Entwicklung folgend als öffentliche Schule nach und nach ganz französisch wird. Ich führe diese Schule als Beidafür an, dass die Staatsbehörden dem Sprachenkampf durchaus sachlich gegenüberstehen. Die Schule auf dem Münsterberg wurde unter meiner Leitung der Unterrichtsdirektion und nicht unter derjenigen des Herrn Gobat in die Form einer öffentlichen Schule übergeführt. Ich habe damals erklärt, ich möchte in erster Linie die Meinung der Beteiligten selbst hören, d. h. des Familienväterkonvents, der bei einer Privatschule die Stelle einer Schulkommission zu versehen pflegt. Ich gab den Leuten Gelegenheit, sich mündlich und schriftlich auszusprechen. Eigentümlicherweise erklärten sie das eine Mal, sie wollen deutsch bleiben, und das andere Mal, sie sehen ein, dass es doch besser wäre, welsch zu werden. Ich bemerkte ihnen, es komme auf sie an, wir wollen bei ihnen nur einen geordneten Zustand schaffen, und wenn es nicht anders gehe, als dass die Schule in eine Gemeindeschule umgewandelt werde, werden wir diese Bestrebungen unterstützen. So ist es schliesslich herausgekommen.

Nun das Tatsächliche betreffend die Subventionen, welche die deutschen Schulen von auswärts bekommen sollen. Da ist ein wesentlicher Punkt, welcher die öffentliche Meinung sehr beschäftigt und aufgeregt hat, die Subvention, von der man sagte, sie komme aus Berlin! Diese Subvention hat sogar dazu geführt, dass an der letzten Gemeindeversammlung in Sonvilier der Beitrag, den die Gemeinde bisher an die Schule in Chaux d'Abel ausgerichtet hatte, von 500 auf 200 Fr. herabgesetzt und beschlossen wurde, ihn im nächsten Jahr sogar ganz aufzuheben. Ich hoffe, die Gemeinde Sonvilier werde, nachdem sie Aufklärung bekommen hat, wie sich die Sache in Wirklichkeit verhält, auf diesen Beschluss zurückkommen; denn er beruht auf falschen Voraussetzungen und ist, wie Herr Jacot zugeben wird, etwas übereilt gefasst worden. Es verhält sich mit der Sendung aus Deutschland folgendermassen. Ein Mennonitenprediger in Krefeld hat sich um diese Schulen interessiert und bei seinen Glaubensgenossen, und zwar nicht in Berlin, sondern in Ham-burg, Danzig, Krefeld und Essen, eine Summe von einigen hundert Mark zusammengebracht. Als er sich dann erkundigte, wie er dieses Geld im Interesse dieser Schulen verwenden könnte, wurde ihm gesagt, ein Lehrer in Chaux d'Abel, der im Stall und in der Familie Unglück gehabt hatte — es sind ihm zwei Kühe umgestanden und sein Sohn hat vor einem Jahr bei einem Unfall den linken Arm verloren - könnte die Unterstützung gut brauchen. Er erhielt dann auch 200 Mark, und gerade dieser Beitrag ist es, der im Jura so viel Staub aufgeworfen hat. Ich glaube, wenn man berücksichtigt, dass es sich um ein Geschenk handelt, das von Glaubensgenossen in Deutschland den Mennoniten im Jura in der Form eines Werkes der Barmherzigkeit gemacht wurde, so wird man da nicht viel dahinter sehen können, jedenfalls nichts, das vom Standpunkt der Verhinderung des Sprachenkampfes aus zu be-anstanden wäre. Aber es ist bis zu einem gewissen

Grade begreiflich, dass die Sache anders aufgefasst werden konnte, wenn man das Verfahren in Betracht zieht, welches der betreffende Pastor Kremer in Krefeld eingeschlagen hat. Pastor Kremer ist nämlich nicht nur Mennonit, sondern auch Mitglied der Ortsgruppe Krefeld des Vereins für die Erhaltung des Deutschtums. Es hat hier also vielleicht doch der Pferdehuf etwas hervorgeschaut, aber das hätte nichts gemacht, niemand hat davon etwas gewusst; allein Kremer hat das Geld durch den Kassier des Vereins für die Erhaltung des Deutschtums schicken lassen, der Name dieses Kassiers steht auf dem Mandat. Zugleich hat Kremer eine offene Postkarte nach Chaux d'Abel geschickt, in der er schrieb, der Kassier des Vereins für die Erhaltung des Deutschtums werde das Geld senden oder habe es gesandt. Das ist vielleicht auf der Post nicht ganz unbekannt geblieben und so konnte sich vermittelst einer kleinen Indiskretion die Meinung bilden, dass da in der Tat eine gewisse Tätigkeit der Sprachfanatiker dahinter stecke. Aber im übrigen glaube ich, dass, nachdem die Sache nun aufgeklärt ist, man nicht mehr ernstliche Bedenken über die Verwendung des Geldes haben wird.

Es sind aber im Laufe der letzten Jahre noch andere Beiträge geleistet worden. Ich habe mir von den Inspektoren des 10. und 11. Kreises eine genaue Aufstellung geben lassen und will Ihnen kurz mitteilen, wie viel Geld den Schulen zur Verfügung gestellt und was damit gemacht worden ist. Die Schule in Chaux d'Abel erhielt durch Herrn Garraux von Basel und Zürich 150 Fr. für Reparatur des Schulhauses. Die Schule auf dem Schangisboden bekam 100 Fr., um der Lehrerin eine Chaiselongue zu kaufen und im Privatzimmer des Lehrers einen Ofen aufzustellen. Die Schule auf Jeanbrenin bei Corgémont 20 Fr. zur Anschaffung von Lehrmitteln und 30 Fr. an die Kosten einer Wandtafel. Die Schule auf dem Pré de Cortébert ein Pack Bücher Pour la Jeunesse und 20 Fr. in bar für die Weihnachtsbescherung, sowie 30 Fr. zugunsten der Lehrerin. In Tramelan wurde vom nämlichen Herrn eine Versammlung der Lehrerinnen veranstaltet, an der er einen Tee bezahlte und 20 Fr. stiftete. Die Schulen von Mont-Tramelan, Perceux und Rière-Jorat erhielten durch Herrn Garraux kleine Sendungen, meistens von 20 Franken für die Veranstaltung von Weihnachtsfeiern. Das sind die Tatsachen.

Eine grosse Rolle in der Sammlung und Vermittlung der Beiträge spielt der heute bereits genannte Herr Garraux in Basel; er ist nicht Professor, sondern Prokurist im Hause Kiefer u. Cie. in Basel, also ein Geschäftsmann, der sich in seinen Mussestunden für die Schulen im Jura interessiert und dieses Interesse praktisch betätigt, indem er für sie Geld sammelt. Er ist ursprünglich aus dem Jura gebürtig, aus Malleray, aber seine Familie ist bereits vor 70 Jahren von dort weggezogen und er ist vollständig im Deutschtum aufgegangen, offenbar mehr, als wenn er von Haus aus ein Deutscher wäre. Ich hatte nun letzter Tage Gelegenheit, mit Herrn Garraux zu sprechen, und erklärte ihm, es scheine uns, die paar Franken, die er jahraus jahrein für diese Schulen zusammenbringe, füge diesen trotz der guten Absicht, die er damit verbinde, mehr Uebles zu als Gutes und es sei richtiger und im

Interesse der Beteiligten, denen er seine Vorteile zuwenden wollte, entschieden geboten, wenn er mit der Unterstützung dieser Schulen aufhöre. Wir beabsichtigen nicht, die Schulen anzuhalten, empfangenen Gelder zurückzugeben; vor dieser Massnahme lässt uns schon die Verwendung, welche die Gelder im allgemeinen gefunden haben, zurückschrecken, und wir müssen daher das in gewissen jurassischen Zeitungen uns gemachte Kompliment, welch staatsmännischer Akt es sei, die Leute zu zwingen, das Geld zurückzuerstatten, als unbegründet zurückweisen. Aber ich halte daran fest, dass es nicht angezeigt ist, dass weitere solche Zuwendungen erfolgen, namentlich sofern sie direkten Schulzwecken dienen, sei es baulichen Zwecken oder der Möblierung der Schullokalitäten, oder der Anschaffung von Lehrmitteln und Schulmaterialien, sei es auch der Aufbesserung der Besoldungen. In dieser Beziehung ist es gut, wenn diesem Treiben Einhalt geboten wird. Das ist auch geschehen. Herr Garraux hat das gewusst und erklärt, wenn der Regierungsrat des Kantons Bern es wünsche, so werde er seine Unterstützung einstellen. Wir können also in dieser Beziehung für die Zukunft beruhigt sein. Es ist in der Tat nicht richtig, dass derartige Zuwendungen von privater Seite an Schulen gemacht werden, auch wenn es Privatschulen sind, da sie doch immerhin unter öffentlicher Aufsicht stehen. Das ist ein konstanter Vorwurf an den Staat und die Gemeinden, dass sie ihre Pflichten der Schule gegenüber nicht erfüllen. Es ist mir da unwillkürlich eine Reminiszenz aufgetaucht an einen Zustand, wie er vor 20 Jahren in meiner Heimatstadt Thun bestanden hat. Dort hat auch ein reicher Herr gefunden, es könne nichts schaden, wenn er den Staat und die Gemeinde an ihre Pflichten mahne, anderseits vielleicht aber auch, wenn er sich mit dem Lehrkörper gut stelle; doch wir wollen das dahinge-stellt lassen. Er hat verfügt, dass aus seiner Pri-vatschatulle jeder Lehrer jährlich 160 Fr. und jede Lehrerin 100 Fr. Aufbesserung bekomme. dauerte einige Jahre und dann ging ihm der Atem aus. Man hat letzteres begrüsst, denn man fand, es sei das ein etwas unwürdiger Zustand für die Beschenkten, sie kommen so in ein Verhältnis der Abhängigkeit zu ihrem Geber, das mit ihrer Stellung nicht harmoniert. Ich glaube also, dass die Aufklärungen, welche die Untersuchung ergeben hat, die Herren Motionäre beruhigen können.

Als Beweis dafür, dass man der Zweisprachigkeit unseres Staatswesens nicht die volle Aufmerksamkeit widme, wurde unter anderem auch das amtliche Schulblatt angeführt. Ich war im ersten Augenblick mehr als überrascht, denn ich war geneigt, dieses Schulblatt gerade als Beweis dafür anzuführen, dass wir die Doppelsprachigkeit bei der Unterrichtsdirektion streng durchführen, und meine Verwunderung wuchs, als der Herr Motionär die Ausschreibung von Lehrstellen in Bure, Lugnez und Bévilard aus demselben deutsch vorlas, während ich sie hier französisch vor mir habe. Ich blätterte im Schulblatt weiter und da fand ich am Schluss eine Rubrik «Verschiedenes», die ein Verzeichnis der neu errichteten Primarschulklassen in deutscher Sprache enthält, in dem unter anderem auch die drei genannten Gemeinden erwähnt sind. Diese Zusammenstellung hat aber keinen amtlichen Charakter, sondern wurde

vom Herausgeber des Blattes gemacht. Die offiziellen Schulausschreibungen sind nach dem Sprachgebiet geordnet und dort sind die Lehrstellen in französischen Gemeinden auch in französischer Sprache ausgeschrieben. Es ist nur logisch, dass in Zukunft auch in dieser Zusammenstellung des Herausgebers die Zweisprachigkeit zum Ausdruck kommt, wie es sonst in jeder Einzelheit des Schulblattes der Fall ist.

Wenn Herr Grossrat Mathey noch angeführt hat, die Regierung lasse sich von pangermanistischen Bestrebungen leiten, indem sogar ein deutscher Inspektor in einem welschen Schulkreis amtiere, so kann sich das nur auf Herrn Inspektor Gylam bebeziehen, der seit 40 Jahren diese Stelle bekleidet und nun seine Sporen als Schulinspektor im Jura verdient haben sollte. Dabei ist zu bemerken, dass zu seinem Kreis auch die Stadt Biel gehört, so dass jedenfalls von vornherein eine als zweisprachig geltende Persönlichkeit an diese Stelle gewählt werden musste.

Ich will Ihre Zeit nicht länger in Anspruch nehmen. Ich schliesse, indem ich der Hoffnung Ausdruck gebe, dass Sie unsere guten Beziehungen sich nicht trüben und auch die vielen Schulen im Jura nicht entgelten lassen werden, was durch Ungeschicklichkeit und Uebereifer einzelner gesündigt worden ist. Ich glaube, wir dürfen die heutige Diskussion ruhig damit schliessen, dass wir sagen: Ob deutsch oder welsch, wir bleiben gute Berner!

Karl Moor. Ich werde Sie nicht lange aufhalten. Nach den ausführlichen und sehr interessanten Reden sowohl des Motionärs als der beiden Herren Regierungsräte ist es auch nicht nötig. Die Ausführungen der letzteren haben dargetan, was übrigens alle Welt schon wusste, dass von einer Germanisation im Jura keine Rede sein könne. Wir Sozialdemokraten erhitzen uns in dieser Frage nicht. Nicht als ob wir kein Gefühl und keinen Sinn für die Sprache des Volkes hätten. Im Gegenteil, ich darf wenigstens für meinen Teil in erster Linie in Anspruch nehmen, dass dieser Sinn und dieses Gefühl in mir sehr lebendig ist. Wir betrachten die Sprache als ein hohes geistiges Gut. Wir wollen keine Unter-drückung und keine Schikanen auf diesem Gebiet; wir wollen, dass jedem Einwohner des Kantons Bern seine Sprache erhalten bleibe. Wir wollen keine Unterdrückung, weder offiziell noch von privater Seite. Wir wollen nicht, dass die Romanen germanisiert, noch dass die germanischen Elemente romanisiert werden. So wie wir auf dem wirtschaftlichen und politischen Gebiete alle Unterdrückung, Benachteiligung, ungerechte und ungleiche Behandlung bekämpfen, so auch hier auf dem Ge-biet der Sprache. Wir haben im Kanton Bern drei Landessprachen: deutsch, französisch und das Welsch unseres hochverehrten Herrn Grossratspräsidenten (Heiterkeit). Wir wünschen, dass diese Sprachen dem Volk und dem Grossen Rat noch recht lange Jahre erhalten bleiben mögen.

In keiner Weise können sich die Romanen im Kanton Bern über Unterdrückung beschweren. Von den beiden Herren Regierungsräten ist nachgewiesen worden, und viele von Ihnen wissen es auch sonst, dass hier eine Aufbauschung kleiner, unbedeutender Dinge stattgefunden hat. Wir betrachten die Motion nicht als stichhaltig. Es mutet einen übrigens auch

etwas sonderbar an, wenn man unter den 29 Unterzeichnern der Motion 10 Namen findet, die so urgermanisch sind, dass ihre Vorfahren ganz entschieden bereits bei Zülpich oder wo sonst die rauhbeinigen Alemannen sich herumschlugen, mitgekämpft haben. Wir begegnen hier den Namen Keller, Bechler, Gürtler, Henzelin, Möri, Brand, Wolf, Ramseyer, Luterbacher, Stauffer. Ja wenn man diese Namen hört, kann man doch eine Motion, die sich über Germanisation beschwert und solche uralemannische Unterzeichner aufweist, nicht mehr ganz ernst nehmen. Ich erwarte übrigens von diesen Herren, dass sie sich bei Herrn Polizeidirektor Tschumi, der ja in Sachen von Namensänderungen sehr liberal ist, melden und um Aenderung ihrer Namen einkommen werden. So möchte ich Herrn Keller vorschlagen, er solle sich Lacave nennen lassen, Herrn Bechler M. Ruisseleur; Henzelin, das ist Jean le petit oder Jeannelet. Möri der liebe, angenehme kleine Moor, le petit Moor, offenbar im Gegensatz zu mir (Heiterkeit); Brand L'incendie, unser Wolf heisst Leloup und Luterbacher Clairruisseau oder meinetwegen Dézaley (Heiterkeit). Es fehlt noch das jurassische Regierungsratsmitglied Herr Locher, den seine Landsleute immer M. Loc nennen; da das aber eine unvollständige französische Uebersetzung ist, möchte ich Perceur oder Troueur vorschlagen (Heiterkeit).

Nach diesen Beispielen kann man doch gewiss eher über eine Romanisierung germanischer Elemente als über die Germanisierung der romanischen Bevölkerung klagen. Vor allem beweisen sie, welch grosse Assimilationskraft die romanische Sprache und Kultur dahinten im Jura hat. Unsere welschen Fratelli im Jura brauchen sich nicht darüber Kummer zu machen, dass ihre Sprache und Eigenart durch die germanische Invasion verdrängt werde. Ich möchte die Motion fast als ein Zeichen der Schwäche und des Mangels an Selbstvertrauen in die Eigenart betrachten, und in diesem Falle war es nicht geschickt, sie hier einzubringen. Mit allen diesen deutschen Namen, deren Träger sich als Vollblutwälsche fühlen, könnten wir wirklich sagen, es handle sich mehr um eine Romanisierung als um eine Germanisierung. Sehen Sie auch unsern hochverehrten Herrn Grossratspräsidenten Frepp an. Wie haben sie den im Jura hinten romanisiert! (Heiterkeit). Keine Spur mehr von unserer alemannisch-germanischen Gutmütigkeit und Schwerfälligkeit, von der Herr Regierungspräsident Scheurer gesprochen hat! Jeder Zoll ein vollendeter Romane in Sprache und Geist! Das ist für jedermann nicht nur frap-pant, sondern gleichzeitig auch «freppant» (Heiter-Nun, die Motion macht sich gut vor den Grossratswahlen und ich betrachte sie als eine Motion, die gestellt ist vor den Grossratswahlen am 3. Mai im Jura hinten. Möge es den Herren Motionären glücken, ich wünsche Ihnen volles Gelingen. Unter diesem Gesichtspunkte könnte man der chauvinistischen Motion wenigstens einigen agi-tatorischen Wert beimessen. Meine Herren Vertreter des jurassischen Fabrikantentums, bevor Sie sich über eine Germanisierung im Jura beklagen, die nicht existiert, sorgen Sie dafür, dass der politische Druck und der Terrorismus, den Sie über die Arbeiterklasse verhängen, aufhören. Sorgen Sie dafür, dass der ökonomischen Ausbeutung des jurassischen

Proletariats Schranken gesetzt, und dass Ihren Arbeitern anständige Löhne ausgerichtet werden.

Die Sozialdemokratie geht über die Grenzen der Sprache, Nationalität und Rasse hinaus. Bei aller Wahrung der berechtigten sprachlichen und volklichen Eigenart geht die Sozialdemokratie über diese engen Grenzen hinaus, sie strebt die Völkerverbrüderung an; wir wünschen, dass die Völker sich weder in sprachlichen Streitigkeiten noch mit den Waffen bekämpfen, sondern das sie sich zur Förderung der allgemeinen Kultur vereinigen. Wir kennen nur zwei Nationen: die Nation der Besitzenden und die Nation der Besitzlosen. In diese zwei Nationen hat schon in den 50er Jahren des vorigen Jahrhunderts der Lordschatzkanzler Gladstone, the grand old man, sein eigenes Volk eingeteilt. Wir kennen entsprechend diesen zwei Nationen auch nur zwei Sprachen: die Sprache des Hungers und des Elends, der Unter-drückten und der Ausgebeuteten einerseits und anderseits die Sprache des Ueberflusses und der Uebersättigung, der Ausbeutung und der Unterdrückung. Darüber verschwinden uns vollständig diese kleinlichen sprachlichen Chinoiserien, mit denen sich Leute die Zeit vertreiben, die die grosse gewaltige Sprache der modernen Kulturbewegung des Proletariats unseres eigenen Landes und aller Länder nicht hören und nicht verstehen.

M. Choulat. Puisque la discussion est close, je demande le renvoi de la votation à demain pour permettre au gouvernement de se prononcer sur un ordre du jour que les motionnaires lui soumettront.

M. le **Président.** M. le Président du gouvernement se déclare d'accord.

Schluss der Sitzung um 1 Uhr.

Der Redakteur: Zimmermann.

Siebente Sitzung.

Mittwoch den 18. März 1914.

vormittags 9 Uhr.

Vorsitzender: Präsident Frepp.

Der Namensaufruf verzeigt 173 anwesende Mitglieder. Abwesend sind 59 Mitglieder, wovon mit Entschuldigung die Herren: Abbühl, Bähni, Bechler, Brand (Tavannes), Burkhalter (Walkringen), Chavanne, Cueni, Girardin, Girod, Gürtler, Gurtner (Lauterbrunnen), Hari, Keller, Kindlimann, Lanz (Rohrbach), Lanz (Thun), Laubscher, Merguin, Minder (Friedrich), Obrist, Rohrbach (Riggisberg), Rossé, Rufer (Biel), Schär, Scheidegger, Schneider (Biel), Stauffer, Stebler, Stucki (Ins), Vernier, Weber, Wyder, Wyss, Zumbach; ohne Entschuldigung abwesend sind die Herren: Albrecht, Binggeli, Bösch, Bühler (Frutigen), Flückiger, Graber, Grieb, v. Grünigen, Gugelmann, Gurtner (Uetendorf), Gygax, Hadorn, Hostettler, Hügli, Kuster, Ledermann, Lüthi (Worb), Mathey-Doret, Müller (Bargen), Renfer, Stämpfli, Tännler, Thöni, Vogt, Weibel.

Der Vorsitzende gibt Kenntnis von folgendem eingelangtem

Telegramm:

Présidence du Grand Conseil, Bern.

Je proteste contre la citation faite hier au Grand Conseil par M. Choulat, député, attribuant au «Jura» de Porrentruy la paternité d'un article renfermant l'expression «Los von Bern». L'article en question émane d'une autre source et n'a été reproduit par le «Jura» que pour prouver l'état d'esprit dans le Jura sud.

Adrien Kohler, rédacteur du «Jura».

Tagesordnung:

Motion der Herren Grossräte Choulat und Mitunterzeicher betreffend die Germanisationsbestrebungen im Jura.

Fortsetzung.

(Siehe Seite 88 hievor).

M. Choulat. La députation jurassienne a entendu avec plaisir et satisfaction les explications données

hier par le gouvernement. Il y a, messieurs, quelques revendications que l'on n'accepte pas ou sur lesquelles on ne s'explique pas, le gouvernement prétendant que nos craintes sont chimériques. Mais tout bien pesé, les motionnaires ont cependant atteint le résultat qu'ils désiraient; ils ont mis le gouvernement à même de faire des déclarations, déclarations qui, sous les réserves que je viens de faire, sont satisfaisantes; elles sont même très satisfaisantes, puisqu'il ressort de celles de M. le directeur de l'Instruction publique que des démarches ont déjà été faites pour faire cesser certaines pratiques qui sont de nature à envenimer les rapports entre Jurassiens indigènes et immigrés. Nous ne voyons dès lors plus la nécessité d'exiger la prise en considération de notre motion, telle qu'elle est conçue et c'est pourquoi nous avons rédigé l'ordre du jour suivant:

«Le Grand Conseil, prenant acte des déclarations du gouvernement desquelles il ressort que l'autorité exécutive fera ses efforts pour empêcher tous conflits de langues et de races dans le Jura et s'opposera à tous actes des autorités et des fonctionnaires qui porteraient atteinte à la garantie constitutionelle de la langue française, comptant sur le gouvernement pour prendre s'il y a lieu les mesures nécessaires, passe à l'ordre du jour sur la

motion Choulat et consorts.»

Dans sa séance de ce matin le gouvernement s'est déclaré d'accord avec cet ordre du jour, de sorte que le Grand Conseil n'aura pas à statuer sur la prise en considération de notre motion.

Scheurer, Regierungspräsident, Berichterstatter des Regierungsrates. Ich kann mitteilen, dass der Regierungnsrat sich mit dieser Tagesordnung einverstanden erklären kann.

Dekret

betreffend

die Vermehrung der Richterstellen im Amtsbezirke Bern.

(Siehe Nr. 9 der Beilagen).

Eintretensfrage.

Scheurer, Justizdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Es ist bereits mehrfach von den Verhältnissen die Rede gewesen, die sich auf dem Richteramt Bern infolge der Bevölkerungsvermehrung herausgebildet haben. Ich habe schon bei Anlass der Beratung des Staatsverwaltungsberichts von 1912 erklärt, dass der Regierungsrat bereit sei, die Sache in Ordnung zu bringen.

Das vorliegende Dekret ist das Ergebnis der Arbeit, die von der Justizdirektion und vom Regierungsrat in Verbindnug mit den beteiligten Behörden vorbereitet und durchgeführt wurde. Wir haben in Bern überhaupt eine ganz eigenartige Organisation der Gerichtsbehörden und Bezirksbehörden. Wir haben zwei Regierungsstatthalter, einen Amtsschreiber mit einem Adjunkten, zwei Betreibungsämter, wovon dasjenige für Bern-Stadt einen Beamten und zwei selbständige Adjunkten hat; wir haben vier Gerichtspräsidenten und zwei Untersuchungsrichter. Diese Ordnung der Dinge besteht seit ungefähr 15 Jahren. Sie konnte damals genügen, aber es ist klar, dass sie sich im Laufe der Zeit als ungenügend

Soweit es die Zivilrechtsprechung betrifft, genügen die heutigen Richter, dagegen hat es sich erwiesen, dass nicht genügend Strafrichter vorhanden sind, um die Geschäfte rasch und richtig erledigen zu können. Die Gründe für die Zunahme der Arbeit sind verschiedener Art. Einmal hat sich die Bevölkerung der Stadt bedeutend vermehrt und ferner habe ich letzthin schon darauf hinweisen müssen, dass je länger je mehr alle möglichen Betätigungen des Lebens reglementiert werden durch Polizeivorschriften, denen Strafandrohungen angehängt werden, welche wiederum Strafanzeigen und eine ganze Menge von Strafgeschäften veranlassen. wiederhole, was ich schon letzte Woche gesagt habe, dass unter Umständen eine einzige städtische Verordnung imstande ist, in einem Jahre mehrere hundert Strafanzeigen und infolgedessen mehrere hundert Strafurteile zu veranlassen. Ich bin überzeugt, dass die Ausdehnung der städtischen Kehrichtabfuhr auf das Gebief der ganzen Gemeinde im Laufe des Jahres 1914 100 bis 200 Strafverfolgungen nach sich ziehen wird. Das sind kleine Geschäfte, von denen aber doch jedes erledigt werden muss.

Das hat dazu geführt, dass sowohl auf dem Untersuchungsrichteramt als auf dem Polizeirichteramt die Arbeitslast grösser wurde, zu gross, als dass alle Geschäfte richtig hätten erledigt werden können. Der Grosse Rat wird in dieser Session noch, bei Behandlung der Beschwerden Aebischer und Jenzer, Gelegenheit haben, sich mit dieser Sache zu beschäftigen. Ich will nur auf die Zahlen hinweisen, die wir in unserem Vortrag gegeben haben und aus denen sich namentlich für die Untersuchungsrichterämter eine starke Vermehrung der Geschäfte ergibt. Darüber ist schon lange öffentlich gesprochen und reklamiert worden. Man hat insbesondere der Justiz-direktion und dem Regierungsrat den Vorwurf gemacht, dass sie die Sache verschleppen. Ich habe bereits im letzten Herbst erklärt, dass das Obergericht, nicht der Regierungsrat Aufsichtsbehörde über die Richterämter sei. Wir haben erst im vergangenen Herbst die Mitteilung bekommen, dass das Obergericht eine Vermehrung der Richterstellen als nötig erachte, und wir haben die Arbeit sofort an die Hand genommen.

Die erste Frage, die uns beschäftigte, war nicht prinzipieller Natur, sondern es war die Frage, wo wir die neuen Beamten unterbringen sollten, da das Amthaus Bern bis auf den letzten Platz besetzt ist.

Es fand sich eine Lösung in der Weise, dass die beiden Betreibungsämter auslogiert werden, wodurch wir Platz für ein neues Polizei- oder Unter-

suchungsrichteramt gewinnen.

Es bleibt sodann die andere Frage, ob wir die Zahl der Richter vermehren wollen und um wieviel das Richterkollegium zu vermehren ist. Richter haben zwei neue Kollegen verlangt, einen als zweiten Polizeirichter und den andern als dritten Untersuchungsrichter. Der Regierungsrat konnte sich nicht entschliessen, einer derart grossen Vermehrung zuzustimmen. Gegenwärtig haben wir drei Strafrichter, die nun auf vier vermehrt werden. wir auf fünf gehen würden, wäre das fast eine Ver-

doppelung des bisherigen Bestandes. Der Regierungsrat schlägt deshalb, im Gegensatz zum Vorschlag des Obergerichtes, vor, es bei einem neuen Richter bewendet sein zu lassen, in dem Sinne, dass dieser Richter mit der einen Hälfte seiner Zeit dem Polizeirichteramt und mit der andern Hälfte dem Untersuchungsrichter zur Verfügung stehe. Wir glauben, damit für die nächste Zukunft die genügende Zahl von Richtern zur Verfügung zu haben, damit die Arbeit rasch und richtig erledigt werden kann. Es widerstrebt uns, mehr Beamtenstellen zu schaffen, als wir für absolu nötig erachten. Infolgedessen haben wir uns darauf beschränkt eine einzige neue Stelle vorzuschlagen. Wir beantragen dem Grossen Rat Eintreten auf die Vorlage.

Brand (Bern), Präsident der Kommission. Namens der Kommission beantrage ich Ihnen Eintreten auf das Dekret. Die Kommission hat sich hauptsächlich mit zwei Fragen befasst: Einmal mit der Frage, ob eine Vermehrung der Richterstellen um eine im Amtsbezirk Bern genüge oder ob nicht, wie das die Ansicht des Obergerichtes ist, zwei neue Richter nötig seien, und sedann mit der Frage, auf welchen Zeitpunkt das neue Dekret in Kraft treten

Sie sehen bereits daraus, dass die Kommission die Notwendigkeit der Vermehrung ernstlich gar nicht in Frage gezogen hat, weil ja diese Notwendigkeit von allen denjenigen, die einen Einblick in die Verhältnisse haben, zugegeben worden ist. Es ist namentlich darauf hinzuweisen, dass der Amtsbezirk Bern seit dem Jahre 1899 die gleiche Zahl von Richtern hat. Im Jahre 1910 hat bloss eine Umänderung der Bezeichnung stattgefunden. hatte man drei Gerichtspräsidenten, zwei Untersuchungsrichter und einen Polizeirichter; bei der Neuordnung der Verhältnisse im Jahre 1910 hat man die Gerichtspräsidenten zusammengenommen und mit I bis IV bezeichnet, während im Grunde der Dinge eine Aenderung nicht eingetreten ist.

Seither hat sich die Bevölkerung der Stadt Bern ganz wesentlich vermehrt, wodurch sich naturgemäss auch eine starke Vermehrung der Geschäftslast ergab. Daneben muss konstatiert werden, dass auch die Lebens- und Rechtsverhältnisse sehr vielgestaltig geworden sind. Das ist auch von den Gerichten in der Weise verspürt worden, dass die Geschäfte zahlreicher und auch zeitraubender geworden sind. Als Charakteristikum möge hier erwähnt werden, dass in letzter Zeit auf dem Polizeirichteramt Bern sogar Indier und Chinesen als Gäste haben vorsprechen müssen, Leute, die keine europäische Sprache kannten. Es ist begreiflich, dass es zeitraubender und mühsamer ist, sich mit solchen Kunden zu verständigen, als mit einem guten Mittelländer.

Man braucht aber nicht einmal so weit zu gehen, Es ist ohne weiteres einleuchtend, dass durch die Bautätigkeit, durch den Zufluss von Fremden aller Nationen, insbesondere von Italienern, eine Erschwerung der richterlichen Tätigkeit im allgemeinen und ganz besonders bei den Strafrichterämtern eingetreten ist, von der die Zahlen allein kein richtiges Bild geben können. Man muss also auch die Vielgestaltigkeit des Lebens in Betracht ziehen.

Als dritter Faktor, der zur Vermehrung der Geschäftslast beiträgt, muss die Ausschreibung von neuen Erlassen, Verordnungen, und Polizeireglementen aller Art genannt werden. Diese enthalten ganze Serien von Strafbestimmungen, welche oft in Dutzenden oder Hunderten von Fällen übertreten werden und in einem grossen Gemeinwesen eine ausserordentliche Arbeit verursachen.

Von diesem Gesichtspunkte ausgehend, hat man gesagt, dass die Notwendigkeit einer Vermehrung ausser allem Zweifel stehe. Ich halte dafür, dass über die Frage, ob eine Vermehrung um einen oder zwei Richter eintreten solle, in der Detailberatung näher besprochen werden soll, und ich beschränke mich auf diese allgemeinen Gesichtspunkte, um zu begründen, weshalb die Kommission einstimmig Eintreten auf das Dekret empfiehlt.

Das Eintreten wird stillschweigend beschlossen.

§ 1.

Scherz. Nach dem, was die beiden Herren Berichterstatter bereits vorgebracht haben, möchte ich mir erlauben, eine etwas abweichende Meinung zu äussern. Es ist bei der Eintretensdebatte von Herrn Regierungsrat Scheurer begründet worden, warum man nur eine Vermehrung um einen Richter bean-Nun bin ich mit diesen Ausführungen nicht einverstanden. Wer die Verhältnisse einigermassen kennt, muss sich sagen, dass es mit der Vermehrung um eine Richterstelle absolut nicht getan ist. Die Herren Berichterstatter haben darauf hingewiesen, wie schwierig sich die Verhältnisse gestalten. Wenn Sie die Zahlen in dem Vortrag der Justizdirektion einigermassen zu bewerten wissen, so werden Sie ohne weiteres einsehen, dass diese Vermehrung absolut unzulänglich ist. Es wird uns im Vortrag gesagt, die Zahl der Geschäfte habe sich beim Untersuchungsrichteramt um ein Drittel vermehrt. Um diese Vermehrung zu bewältigen, genüge es, einen Untersuchungsrichter mehr einzustellen. Wenn man aber dann sagt, dieser neue Untersuchungsrichter solle zugleich auch noch beim Strafgerichtspräsidenten IV aushelfen, so genügt das nach meinem einfachen Laienverstand eben nicht. Im Strafgericht ist der Zudrang von Geschäften so erdrückend, dass das eine oder das andere, das Polizeigericht oder das korrektionelle Gericht, ganz entschieden leiden müsste.

Man kann ja wohl darauf hinweisen, dass beim Justizdirektor alle mögliche Bereitwilligkeit vorhanden sei, zu helfen, indem nach und nach Erleichterungen im Verfahren geschaffen werden, wie z. B. durch Einführung des Strafmandatverfahrens. Sie müssen aber nicht denken, dass diese Erleichterungen von heute auf morgen eintreten werden. Wohl aber nimmt die Bevölkerung täglich zu, und es vermehren sich die Polizeiverordnungen und die Geschäfte des Polizeirichters. Wenn irgendwie sich eine unangenehme Sache bemerkbar macht, ruft man sofort nach der Polizei. Es ist klar, dass man in

einem geordneten grossen Gemeinwesen nicht damit auskommt, dass man auf das gute Empfinden der Leute abstellt, sondern dass in dem Gesetz Strafandrohungen enthalten sein müssen. Das bringt für die Richter eine neue Vermehrung der Geschäftslast. Wenn Sie diese Zahlen vom Polizeirichteramt nachschauen, im Polizeirichteramt und im korrektionellen Gericht, so werden Sie sehen, dass die Geschäfte seit 1899 um die Hälfte zugenommen haben.

Man braucht nun nicht zu meinen, dass nach den Vereinfachungen im Verfahren die Sache sogleich besser werde, denn wir wissen ja, dass die Bevölkerung der Stadt Bern und namentlich der umliegenden Gemeinden ganz gewaltig zunimmt. Die Ansicht ist daher unrichtig, als ob mit der Schaffung einer einzelnen Richterstelle alles getan sei.

fung einer einzelnen Richterstelle alles getan sei.
Unsere Bürger, die von den richterlichen Verfügungen getroffen werden, haben ein Anrecht darauf, dass sie möglichst rasch dem Richter überwiesen werden können. Wenn die Untersuchungsrichter zu schwer belastet sind, ist eine Verschleppung der einzelnen Fälle die Folge. Es gibt Untersuchungsgefangene, die wochenlang gar nicht verhört werden. Das sind einfach unzulässige Zustände. So kommt es dazu, dass sie sehr oft freigesprochen werden und dann nachher, wenn sie Entschädigungsbegehren geltend machen, abgewiesen werden. Wenn auch eine Verurteilung zu fünf oder zehn Tagen Gefängnis ausgesprochen werden muss, so ist diese Strafe durch die lange Untersuchungshaft mehr als abgebüsst. Das ist eine Ungerechtigkeit, die an diesen armen Teufeln begangen wird.

Die Sache hat aber auch noch finanzielle Nachteile. Unser Herr Justizdirektor, der Sohn des früheren bernischen Finanzdirektors, wird auch dafür eine Ader haben. Die Verlängerung der Untersuchungshaft hat nicht nur für die betreffenden Häftlinge, sondern auch für den Staat finanzielle Folgen. Selbstverständlich wird auch die Eintreibung von Kosten und Bussen viel schwieriger, wenn sie durch eine lange Untersuchungshaft derart in die Höhe

gehen.

Aus allen diesen Gründen möchte ich Ihnen beantragen, ganze Arbeit zu machen und sich dem Obergericht anzuschliessen, das doch sicher ein gutes Urteil hat. Ich begreife ganz gut, wenn man nicht mehr Stellen schaffen will, als nötig ist, aber ich halte dafür, dass es heute nötig sei, zwei neue Richterstellen zu schaffen. Sie werden in kurzer Zeit sehen, dass das nötig ist.

Scheurer, Justizdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Ich möchte noch etwas näher ausführen, wieso der Regierungsrat glaubt, er könne die Vermehrung um nur eine Richterstelle verantworten. Einmal haben wir für die Vermehrung um zwei Richterstellen den nötigen Platz nicht. Es ist nicht so einfach, diesen Platz sofort zu bekommen. Wir haben uns sehr bemüht, in der Nähe des Amthauses Räume zu finden, wir haben gesucht, Häuser zu kaufen oder zu mieten. Jetzt haben wir zwei Stockwerke in einem benachbarten Hause gemietet für die Betreibungsämter. Wenn aber zwei neue Richterämter eingerichtet werden müssen, dann genügt der vorhandene Platz selbstverständlich nicht mehr.

Was die Zahlen anbetrifft, so hat die Untersuchung ergeben, dass diese Zahlen beim Untersuchungsrichteramt zunehmen, nicht dagegen beim Polizeirichteramt, jedenfalls nicht in dem Masse, wie man erwartet hat. Im Jahre 1912 haben wir etwa 500 Geschäfte weniger als 1910. Die Herren waren sehr erstaunt, als man ihnen diese Zahlen mitteilte, die mit ihren Klagen nicht ganz übereinstimmten. Sie sagten dann, dass sie der Statistik auf dem Polizeirichteramt keine grosse Bedeutung beigemessen hätten und dass die Zahlen nicht zuverlässig seien. Wenn man aber aus den Zahlen der Kantonsbuchhalterei die Zahl der gefällten Urteile und der Kosten nachrechnet, so zeigt es sich, dass die Vermehrung nicht so gross ist, als man annehmen könnte.

Nun ist bei dem Polizeirichteramt die Sache so, dass die Belastung schon seit langen Jahren zu gross war. Wir haben seit 12 Jahren Polizeirichter gehabt, die mit ihren Geschäften einfach nicht nachkommen konnten, während das andern möglich war. Das sind Personenfragen; der eine erledigt rasch, der andere will jeden Handel gründlich erledigen. Man kann weder dem einen noch dem andern Vorwürfe machen. Der gegenwärtige Polizeirichter steht auf dem Standpunkt, dass er auch dem kleinsten Geschäft die gleiche Aufmerksamkeit widmen müsse wie dem grössten, während seine beiden Vorgänger die Sache rasch erledigt haben, so dass man jahrelang nichts von Ueberlastung gehört hat. Ich möchte dem gegenwärtigen Richter daraus aber gar keinen Vorwurf machen. Es ergibt sich, dass es nicht so absolut zahlenmässig nachgewiesen ist, dass eine Vermehrung kommen muss, sondern dass man sehr sorgfältig prüfen muss, bevor man sie für eine absolute Notwendigkeit erklärt.

Die Verminderung der Arbeitslast besteht nicht nur in der Zukunft, sondern sie ist zum Teil schon eingetreten, zum andern Teil steht sie in unmittelbarer Aussicht. Der Gerichtspräsident III ist bereits durch das Handelsgericht entlastet worden. Es sind ihm im letzten Jahre ungefähr 50 Prozesse wegge. nommen worden, die er hätte instruieren müssen. Allerdings sagt der Gerichtspräsident III, er spüre nichts davon, aber es sind doch Zahlen da, die das beweisen. In allernächster Zeit wird das Amtsgericht dadurch entlastet werden können, dass man ihm die Haftpflichtprozesse wegnimmt, da diese nach dem Bundesgesetz über Kranken- und Unfallversicherung einem einzigen kantonalen Gerichte überwiesen werden müssen. Ich führe das nicht an, um die Vermehrung der Richterstellen zu bekämpfen, sondern um zu sagen, dass wir die Vermehrung der Geschäfte nicht in dem Masse spüren werden. Man muss nicht vergessen, dass in einer ganzen Reihe von Fällen die Frage nicht nur die ist, einen Richter mehr zu haben, sondern dass diesem Richter auch das nötige Personal beigegeben werden muss, so dass die Vermehrung grösser ist, als man auf den ersten Blick meinen könnte.

Die Zahlen, die in unserem Vortrage vorliegen, sind in der Tat auf den ersten Blick hoch; aber man muss nicht vergessen, dass Untersuchungsrichter und Polizeirichter in Bern gewissermassen Spezialisten sind. Ich persönlich habe die Ueberzeugung, dass es Richterämter im Kanton Bern gibt, wo der Gerichtspräsident stärker belastet ist als die Untersuchungsrichter und Polizeirichter in Bern. Diese Gerichtspräsidenten sind nicht nur stärker belastet durch grosse Polizei- und Untersuchungssachen, son-

dern auch dadurch, dass sie die einzigen Richter in Zivilsachen sind. So muss man sagen, dass die Geschäftslast bei mehreren Richterämtern im alten Kanton mindestens so gross ist wie in Bern.

Es ist in der Kommission bereits von verschiedenen Herren angetönt worden, dass sie, wenn die Stellen in Bern um zwei vermehrt würden, dann auch kämen mit dem Begehren um einen zweiten Gerichtspräsidenten für die Gerichte, die ihnen nahe stehen. Dann müsste ich es machen, wie mein Kollege Burren, der jede Session kommt und sagt, er habe in irgend einer Gemeinde einen weitern Pfarrer nötig. Solche Dekrete auf Schaffung neuer Gerichtspräsidentenstellen möchte ich dem Grossen Rate vorläufig ersparen.

Brand (Bern), Präsident der Kommission. Wie ich im ersten Votum bemerkte, hat die Kommission die Frage, ob eine Vermehrung um einen Richter genüge, sehr eingehend behandelt. Es ist ohne weiteres zuzugeben, dass die Ansichtsäusserung des Obergerichts schwer ins Gewicht fällt. Sie geht dahin, es müsse dem Begehren der zunächst beteiligten Beamten entsprochen werden und dementsprechend sowohl eine neue Untersuchungsrichterstelle als eine neue Strafrichterstelle kreiert werden.

Ich habe es mir persönlich angelegen sein lassen, mich bei den Leuten, die hier am ehesten betroffen werden, bei den Richtern und den Anwälten, zu erkundigen. Wenn man unter vier Augen mit den beteiligten Beamten reden kann, so sind die Auffassungen denn doch nicht so bestimmt für die Schaffung von zwei neuen Stellen, wie die offiziellen Ansichtsäusserungen dieser Beamten. Es ist ja klar, dass man die Sache gegenüber den Behörden als möglichst schwer und dringend darstellt, namentlich deswegen, weil die betreffenden Beamten sagen, sie hätten schon öfters reklamiert, man habe aber ihren Begehren kein Gehör geschenkt.

Es ist bereits von Herrn Justizdirektor darauf hingewiesen worden, dass bei der Justizdirektion keine Klagen eingelangt, sondern dass sie weit mehr in den Jahresberichten an das Obergericht zum Ausdruck gekommen seien. Wenn sie nun, nachdem sie sich mehrere Jahre lang auf diese mehr platonische Weise beschwert haben, endlich hervortreten, so haben die Beamten das Gefühl, dass sie manches Jahr vergebens gekämpft haben, und sie haben weiter das Gefühl, sie würden nichts bekommen, wenn sie nicht gerade zwei neue Richter verlangen würden.

Demgegenüber kann ich feststellen, dass die Kommission einmal die Auffassung hat, das vorliegende Dekret sei nicht wieder für 10 oder 15 Jahre unveränderlich. Wenn sich die Vermehrung um eine Richterstelle nicht als genügend erweist, soll den berechtigten Wünschen und Begehren der betreffenden Beamten durchaus Gehör geschenkt werden. Darin liegt selbstverständlich keine verbindliche Zusage, allein die Kommission ist darin durchaus einig, dass, wenn die Schaffung einer fünften Gerichtspräsidentenstelle nicht genügt, eben die Verhältnisse neuerdings geprüft werden müssen. Es schiene uns im gegenwärtigen Zeitpunkt nicht opportun, sofort den Sprung von vier Gerichtspräsidenten und zwei Untersuchungsrichtern auf fünf Gerichtspräsidenten und drei Untersuchungsrichter zu wagen.

Dabei haben wir uns hauptsächlich von folgenden Erwägungen leiten lassen: Einmal ist darauf aufmerksam zu machen, dass die Justizdirektion Vorlagen für einen neuen Zivil- und Strafprozess bereits ausgearbeitet hat. Es darf angenommen werden, dass diese Vorlagen, dem normalen Gang der Dinge entsprechend, im Laufe des gegenwärtigen Jahres noch dem Grossen Rate übermittelt werden können, so dass er in verhältnismässig kurzer Zeit in die Lage kommen wird, sie durchzuberaten und dem Volke vorzulegen. Die Neuerungen, die in den beiden Prozessordnungen vorgesehen sind, sind derart, dass sie auf die Geschäftslast speziell der erstinstanzlichen Gerichte einen wesentlichen Einfluss haben werden.

Und nun ist es nicht ausgeschlossen, dass man nach Inkrafttreten dieser neuen Prozessordnungen allgemein das Gefühl haben wird, dass die Vermehrung um eine Richterstelle noch auf Jahre hinaus genügend sei. Man kann das heute nicht überblicken, weil man den Zuwachs der Geschäfte nicht kennt, allein die Möglichkeit, ja sogar eine gewisse Wahrscheinlichkeit ist da, dass eine Entlastung der erstinstanzlichen Gerichte sowohl in Zivil- als in Strafsachen eintreten wird, so dass man vielleicht dadurch etwas gewinnen kann, dass man die Arbeitseinteilung etwas anders gestaltet, als dies im Dekret von 1910 vorgesehen ist.

Der andere Grund, der die Kommission dazu geführt hat, der Vorlage der Regierung zuzustimmen, ist vom Herrn Justizdirektor vorhin angedeutet worden. Man schreckte vor den Konsequenzen zurück. Einzelne Kommissionsmitglieder haben Andeutungen fallen lassen, dass, wenn die Richterstellen in Bern so sehr vermehrt würden, sie der Meinung seien, dass auch bei den Richterämtern, die ihnen zunächst liegen, eine Vermehrung der Gerichtspräsidenten eintreten müsse. Da hat man sich doch gesagt, wenn dies bereits in so sichere Aussicht gestellt werde, sei es doch klüger, man begegne den dringendsten, Uebelständen und warte ab, ob diese Vermehrung der Stellen um eine genüge oder nicht, namentlich im Hinblick auf die in Aussicht stehende Prozessreform.

Ein dritter Grund, der die Kommission hauptsächlich geleitet hat, ist die Platzfrage. Es ist für diejenigen, die mit den Oertlichkeiten auf dem Amthaus Bern vertraut sind, sicherlich schwer zu sagen, wo man zwei Richter mit ihren Sekretären und Angestellten so unterbringen könnte, dass ein richtiges Funktionieren möglich ist. Was nützt es, eine neue Gerichtspräsidentenstelle zu schaffen, wenn der neue Gerichtspräsident überall eingeengt ist, wenn er seine Funktionen nicht richtig ausüben kann? Es schien uns richtiger, diesen Uebelständen Beachtung zu schenken und uns zu sagen, dass die Hauptsache darin liegt, den einen neuen Richter mit dem nötigen Personal zu versehen. Dabei wäre allerdings zu wünschen, dass es so eingerichtet werden könnte, dass die Kanzlei des neuen Richteramtes in Verbindung mit der Kanzlei des Richteramtes IV oder mit den Untersuchungsrichterämtern gebracht wird, weil namentlich aus der Verbindung des neuen Gerichtspräsidenten V mit der Kanzlei des Richteramtes IV nach meinem Dafürhalten eine wesentliche Vereinfachung des ganzen Betriebes erzielt werden könnte. Es müsste jemand an der Spitze dieser Kanzlei stehen, der über den Gang der Geschäfte genau Bescheid weiss.

Ich kann darauf hinweisen, dass wir seit Monaten aushülfsweise einen Gerichtspräsidenten V haben, indem durch Verfügung des Obergerichtes die Gerichtspräsidenten von Schwarzenburg und Seftigen herbeigezogen werden, um aushülfsweise die Funktionen des fehlenden Gerichtspräsidenten V zu versehen. Das ist ein Verfahren, über dessen Verfassungs-mässigkeit man Zweifel haben könnte. Es ist meine persönliche Ansicht, dass diese Aushülfe deswegen nicht richtig funktionieren kann, weil diesen Hilfsgerichtspräsidenten keine eigene Kanzlei zur Verfügung steht. Man muss immer zuerst auf das Polizeirichteramt gehen, um zu fragen, wo die Akten für einen bestimmten Fall sich befinden. Vielleicht ist aber der Polizeirichter gerade beschäftigt und kann keine Auskunft geben, und er hat vielleicht auch keinen Kanzlisten, der Auskunft geben könnte. Das erschwert den Geschäftsgang ausserordentlich. Wenn eine Vereinigung der Kanzleien stattfinden könnte, was möglich sein sollte, so wird dadurch eine gewisse Erleichterung im Geschäftsgang eintreten.

Was Herr Scherz im übrigen über die Nachteile des langsamen Geschäftsganges, über die ungebührliche Ausdehnung der Untersuchungshaft, über die Erschwerung der Busseneintreibung gesagt hat, ist durchaus zutreffend. Diesen Bedenken wird aber dadurch Rechnung getragen werden können, dass der Kanzleibetrieb so organisiert wird, dass die rechtskräftigen Urteile sofort weitergeleitet werden zwecks Einzug der Kosten. Dann wird dem Staat ganz sicher eine Einbusse erspart bleiben. Was heute verloren geht, beläuft sich in die Hunderte, wahrscheinlich in die Tausende von Franken.

Man kann ferner darauf hinweisen, dass bei der langsamen Erledigung der Geschäfte auch ein weiteres Moment schwer empfunden wird von allen, die mit solchen Sachen zu tun haben. Bei dem langsamen Geschäftsgang liegt die Gefahr nahe, dass die Zeugen, wenn es zur Verhandlung kommt, in der Mehrzahl der Fälle ihr Sprüchlein damit beginnen: «Es ist nun gar so lange her, dass ich mich nicht mehr auf alle Einzelheiten besinne». Niemand wird wegen all dieser Uebelstände einen Vorwurf gegen die Beamten herleiten wollen. Diesen Uebelständen aber muss abgeholfen werden. Wir glauben, dass es vorläufig genügen dürfte, wenn man den bisherigen Beamten einen neuen zugesellt, wenn man, wie das von der Kommission vorgesehen ist, das Dekret bereits auf den 1. Mai 1914 in Kraft treten lässt, so dass der neue Funktionär ungefähr von

Mitte Mai an seine Tätigkeit aufnehmen könnte.

Aus all diesen Erwägungen ist die Kommission dazu gekommen, sich bei den Vorschlägen der Regierung zu beruhigen, wenn auch in der Kommissionsberatung eine Reihe von Mitgliedern Bedenken geäussert haben, aus denen hervorging, dass sie nicht überzeugt sind, dass damit den Bedürfnissen ein für allemal Genüge getan sei. Wenn die neuen Gesetze erlassen sind, von denen ich gesprochen habe, muss die Frage wiederum geprüft werden. Aus diesen Gründen empfehle ich Ihnen, den § 1 unverändert anzunehmen.

Scherz. Ich verhehle mir keinen Augenblick die gewichtigen Gründe, die von den beiden Herren Berichterstattern beigebracht worden sind; ich habe mir im Gegenteil alles das auch selbst sagen müssen. Es ist vom Herrn Kommissionspräsidenten erwähnt worden, dass wir bereits schon längere Zeit einen Gerichtspräsidenten V haben, wenigstens aushülfsweise. Dieser Zustand kann nicht länger andauern. Trotz dieser ständigen Aushülfe war es nicht möglich, die

Arbeit zu bewältigen.

Wenn Sie sich einmal den Auflauf beim Polizeirichter ansehen würden, wo die Leute, die wegen kleiner Polizeibussen erscheinen müssen, zu Dutzenden stehen und lange Zeit versäumen müssen, so werden Sie meinen Antrag begreifen. Es kommt oftmals vor, dass die Leute ungeduldig werden und sagen: «Da haben Sie 5 Fr., damit die Geschichte erledigt wird. » Der Beamte sagt dann, die Sache müsse zuerst noch geprüft werden, worauf der andere erwidert, er wisse das schon, es koste eben einen «Fünfliber». Da kann man sich vorstellen, mit welcher Gründlichkeit die Sachen durchgenommen werden können. Es müsste doch unter Umständen auch nachgeprüft werden, ob die Anzeigen, die da erfolgen, wirklich berechtigt oder glaubwürdig sind. Wenn man das von vorneherein annehmen könnte, so wäre allerdings der Richter rasch fertig mit dem Urteil

Wir könnten uns mit der Zusicherung begnügen, dass in fünf Jahren wieder über die Sache gesprochen werde. Ich hätte allerdings gerne eine Kundgebung des Grossen Rates gehabt. Nun sagt uns der Herr Kommissionsberichterstatter, in der Kommission hätten sich viele Stimmen dafür erhoben, dass dann in andern Richterämtern auch mehr Richter eingestellt werden müssen. Ich halte dafür, es sei wenigstens gut gewesen, dass man auch im Plenum des Grossen Rates darauf aufmerksam gemacht hat, dass die heutige Vorlage wahrscheinlich nicht genügen wird.

Nun sagt man, dass auch die Lokalfrage eine Rolle gespielt habe. Man sei vor der Frage gestanden, die Richterämter auseinanderreissen zu müssen, während dieselben doch mit ihrem gesamten Kanzleipersonal zusammenbleiben sollten. Mit einigem gutem Willen bringt man es auch dazu. Man sieht aber da wieder, wie wenig die gewaltige Vermehrung der Bevölkerung im Amtsbezirk Bern früher in Rechnung gebracht worden ist. Genau so ist es in Zürich gegangen. Dort ist man dazu gekommen, für die Gerichte des Bezirks Zürich ganz neue Gebäude zu erstellen. Das ist ein Beweis dafür, dass die Männer, die damals massgebend gewesen sind, micht

den nötigen Weitblick gehabt haben. Ich möchte Ihnen doch noch die Frage zur Beurteilung vorlegen, ob man nicht hier sagen könnte, man wolle in fünf Jahren wieder darauf zurückkommen. Wenn es heisst, die Vermehrung sei im Grossen Rate einstimmig abgelehnt worden, so werden die vorberatenden Behörden dazu nicht ermutigt, wieder mit einem Vorschlage zu kommen. Wir hoffen, dass das Strafmandatverfahren eine ganz gewaltige Entlastung bringen werde. Auf der andern Seite werden wir gleichwohl diese Schwierigkeit haben, dass die Geschäfte nicht in dem Masse abnehmen werden, wie es in Aussicht gestellt worden ist, weil unser bürgerliches Leben dem Richteramte immer neue Fälle zuweist. Das Richteramt Bern hat zudem mit so vielen Schwierigkeiten zu rechnen, die in andern Aemtern gar nicht vorhanden sind.

M. le **Président.** M. Scherz veut-il formuler une proposition?

Scherz. Ich habe den Antrag gestellt, es möchten sofort zwei Richterstellen geschaffen werden. Nach Annahme dieses Antrages ergäben sich dann von selbst die Aenderungen in den übrigen Paragraphen des Dekretes.

Abstimmung.

Für den Antrag Scherz Minderheit.

Beschluss:

§ 1. Im Amtsbezirk Bern wird nach den für die Wahlen der Richterbeamten und Behörden geltenden Vorschriften, ein fünfter Gerichtspräsident (Gerichtspräsident V) gewählt.

§§ 2 und 3.

Angenommen.

Beschluss:

§ 2. Diesem Gerichtspräsidenten werden sowohl Geschäfte zugeteilt, die bisher dem Gerichtspräsidenten IV (Polizeirichter), als auch solche, die den Untersuchungsrichtern zugewiesen waren.

Die Zuweisung im einzelnen erfolgt durch ein Reglement des Obergerichtes.

§ 3. Für den Gerichtspräsidenten V finden im übrigen die Bestimmungen des Dekretes vom 8. Juni 1910 betreffend die Organisation der Gerichtsbehörden im Amtsbezirk Bern Anwendung.

§ 4.

Brand (Bern), Präsident der Kommission. Nach der Vorlage des Regierungsrates sollte dieses Dekret auf 1. August 1914 in Kraft treten. Die Kommission hat gefunden, man sollte dafür sorgen, dass das Dekret seine Wirkung möglichst rasch entfalten könnte. Mit Rücksicht darauf, dass am 3. Mai eine Volksabstimmung stattfindet, hat die Kommission beschlossen, Ihnen zu beantragen, das Dekret auf 1. Mai in Kraft treten zu lassen, indem wir uns sagen, dass dieser neue Gerichtspräsident am 3. Mai gewählt werden und dann am 15. oder 20. Mai sein Amt antreten könnte.

Dabei ist allerdings ein kleiner Nachteil zu erwähnen. Der neue Gerichtspräsident würde am 3. Mai gewählt bis Ende Juli und er müsste sich bei den allgemeinen Erneuerungswahlen der Gerichtsbeamten im Juli 1914 einer Wiederwahl unterziehen. Nun hat man sich gefragt, ob man die Kandidaten finden würde, die sich um diese Stelle bewerben, in der Voraussischt, dass sie schon nach $2^{1}/_{2}$ Monaten einer Wiederwahl unterliegen. Allein man hat

geglaubt, dass diese Kandidatenfrage nicht so schwerwiegend sein und die Sache sich so machen werde, dass derjenige, der am 3. Mai gewählt werde, aller Voraussicht nach auch im Juli wiederum gewählt wird.

Dieses kleine Bedenken könnte uns also nicht veranlassen, dem Antrag der Regierung beizustimmen und das Dekret erst auf den 1. August in Kraft treten zu lassen. Durch Annahme des Kommissionsantrages würde den dringenden Wünschen der Beamten auf den Richterämtern Rechnung getragen. Diese haben wiederholt darauf aufmerksam gemacht, dass mit der Eröffnung der Landesausstellung ganz zweifellos die Strafrichter mit einer Vermehrung ihrer Tätigkeit rechnen müssen, indem durch den Zuzug aller möglichen Elemente auch mehr Reibflächen entstehen. Es werden mehr Widerhandlungen, teils geringerer, teils schwerer Natur, vorkommen, die eine möglichst rasche Repression erfordern. Mit Rücksicht auf diesen Gesichtspunkt haben wir geglaubt, dem Rate den Antrag stellen zu dürfen, das Dekret auf 1. Mai in Kraft treten zu lassen.

Scheurer, Justizdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Ich kann namens des Regierungsrates erklären, dass er mit dieser Aenderung einverstanden ist.

Angenommen.

Beschluss:

§ 4. Dieses Dekret tritt auf den 1. Mai 1914 in Kraft.

Titel und Ingress.

Angenommen.

Beschluss:

Dekret betreffend

die Vermehrung der Richterstellen im Amtsbezirk Bern.

Der Grosse Rat des Kantons Bern, in Anwendung von Art. 62 der Staatsverfassung vom 4. Juni 1893, sowie der Art. 46 und 79 des Gesetzes vom 31. Januar 1909 über die Organisation der Gerichtsbehörden;

in Ergänzung des Dekretes vom 8. Juni 1910 betreffend die Organisation der Gerichtsbehörden im Amtsbezirk Bern,

auf den Antrag des Regierungsrates,

beschliesst:

Schlussabstimmung.

Für Annahme des Dekrets Mehrheit

Dekret

betreffend

die Errichtung einer dritten Pfarrstelle in der reformierten Kirchgemeinde St. Immer.

Eintretensfrage.

Burren, Kirchendirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Am 5. Juni 1912 hat die Kirchgemeindeversammlung von St. Immer beschlossen, Schritte zu tun für Errichtung einer dritten Pfarrstelle. Die Kirchgemeinde St. Immer wird seit mehr als 20 Jahren von zwei Geistlichen besorgt. Die Kirchgemeindeversammlung fasste den Beschluss, ein Gesuch der Einwohnergemeinde Villeret, wonach der neu zu wählende Geistliche seinen Wohnsitz in dieser Gemeinde aufzuschlagen habe, zu genehmigen. Am 18. Juni 1912 wurde der Kirchendirektion ein Gesuch zuhanden des Regierungsrates und des Grossen Rates in diesem Sinne eingereicht. Dem Gesuch lag eine Petition aus der Gemeinde Villeret bei, die mit über 600 Unterschriften bedeckt war. Die Errichtung einer dritten Pfarrstelle wird darin als dringende Notwendigkeit bezeichnet.

Es ist zu bemerken, dass die Kirchgemeinde St. Immer sich aus den Gemeinden St. Immer und Villeret zusammensetzt. Nach der Volkszählung von 1910 beträgt die protestantische Bevölkerung dieser Kirchgemeinde 7300 Seelen. Davon fallen rund 6000 auf St. Immer und rund 1300 auf Villeret. In dieser Zahl von 7300 sind allerdings auch die deutschsprechenden Protestanten inbegriffen, die in den Gemeinden St. Immer und Villeret wohnen und die eigentlich zu einer besondern Kirchgemeinde gehören, nämlich zu der Kirchgemeinde Deutsch-St. Immertal. Es hält schwer, genaue Zahlen über diese deutschsprechenden Protestanten zu bekommen. Diese Gemeinde Deutsch-St. Immertal ist mehr eine Predigtgenossenschaft als eine Kirchgemeinde, sie hat kein Stimm- und kein Steuerregister, bezieht keine Kirchentellen und kann keine beziehen, denn diese deutschen Protestanten leben zerstreut in den welschen Gemeinden des Tales und sind eingetragen in den Stimmregistern ihrer Wohnsitzgemeinden, wo sie auch die Steuer bezahlen.

Immerhin besteht diese deutsche Kirchgemeinde mit einem Pfarrhaus und einem Predigtlokal in St. Immer. Eine Ausscheidung zwischen deutschen und welschen Protestanten wäre ziemlich schwierig. Uebrigens haben wir gestern gehört, dass wir im Jura und gerade im St. Immertal eine grosse Menge von Leuten mit gut altbernischen Namen haben, bei denen es sich herausstellt, wenn man mit ihnen in Verkehr kommt, dass sie kaum mehr ein Wort berndeutsch sprechen können, weil die Familie seit Generationen im welschen Sprachgebiet wohnt. Es ist richtig, dass die Bevölkerungszahl von 7300 streng genommen nicht hinreichen würde für die Bewilligung eines dritten Pfarrers an die welsche Kirchgemeinde St. Immer. Der Regierungsrat hat sich immer auf den Standpunkt gestellt, dass eine zweite Pfarrstelle bewilligt werden solle bei einer Bevölkerung von über 5000 und eine dritte bei einer solchen von über 10,000 Seelen. Diese letztere Voraussetzung trifft im gegenwärtigen Moment nicht

zu; allein der Regierungsrat konnte sich der Einsicht nicht verschliessen, dass hier andere Momente in den Vordergrund gestellt werden müssen als nur die Bevölkerungszahl. Man muss auf die Verhältnisse schauen, wie sie sich speziell in der Gemeinde Villeret gestaltet haben, und muss sein Augenmerk richten auf die Arbeit, die da zu leisten ist.

Bei den Akten der Kommission liegt eine Pre-

Bei den Akten der Kommission liegt eine Predigtordnung der Kirchgemeinde, aus der hervorgeht, dass jeden Sonntag sowohl in St. Immer als in Villeret gepredigt werden muss, so dass jeder der beiden Geistlichen jeden Sonntag mindestens einmal in Anspruch genommen ist, während das anderwärts, wo zwei oder mehr Pfarrer amten, nicht der Fall ist. Die Gemeinde Villeret bildet einen eigenen Zivilstands- und Beerdigungskreis und es müssen deshalb in Villeret öfters Leichenfeiern abgehalten werden. Im übrigen ist die Kirchgemeinde St. Immer sehr ausgedehnt. Sie erstreckt sich bis Pontins an der neuenburgischen Grenze und Chaux d'Abel auf dem Plateau der Freiberge. Gerade auf den Höhenzügen müssen öfters kirchliche Funktionen vorgenommen werden.

Die beiden Pfarrer, die gegenwärtig amten, von denen der eine ein Herr von über 70 Jahren ist, der seit Jahrzehnten sehr zur Zufriedenheit der Bevölkerung wirkt, der aber doch nicht mehr im Besitz der vollen körperlichen Kräfte ist, sind vollauf in Anspruch genommen durch ihre seelsorgerliche Tätigkeit in St. Immer mit seiner protestantischen Bevölkerung von 6000 Seelen, mit seiner Arbeiterbevölkerung, wo so viele Armen- und Krankenbesuche zu machen sind. Es existiert ferner in der Kirchgemeinde St. Immer ein Greisenasyl mit 140 bis 150 Insassen, ebenso ein Bezirksspital. An beiden Orten muss der Pfarrer des öftern Krankenbesuche machen. Ferner muss jeden Sonntag sowohl im Greisenasyl als im Bezirkskrankenhaus Gottesdienst abgehalten werden, so dass die beiden Geistlichen doppelt in Anspruch genommen sind, sei es durch die Vormittagspredigt in Villeret oder in St. Immer, sei es durch eine Anstaltspredigt.

Die Unterweisung umfasst jedes Jahr etwa 220 Kinder. Es ist klar, dass diese nicht zusammen unterrichtet werden können, sondern dass Abteilungen gebildet werden müssen. Es bestehen nicht nur besondere Abteilungen für Knaben und Mädchen, sondern der Stundenplan der Sekundarschule, der, wie es scheint, einigermassen abweicht von dem der Primarschule, hat bewirkt, dass für die Sekundarschule eine besondere Abteilung des kirchlichen Unterrichts gebildet werden muss, so dass man vier Abteilungen hat. Diese beanspruchen die Zeit und Kraft der Unterrichtenden in sehr bedeutendem Masse.

Die Kinderlehre ist ebenfalls von 200 Kindern besucht. Im übrigen haben die Geistlichen noch Religionsunterricht zu erteilen an einer Klasse der Primarschule von Villeret mit ca. 60 Kindern. Bekanntlich gibt das Primarschulgesetz die Möglichkeit, durch Beschluss der Schulkommission den Religionsunterricht an die Geistlichen abzutreten. Von diesem Recht ist in Villeret partiell Gebrauch gemacht worden.

Im weitern ist die kirchliche Betätigung in unsern welschen Kirchgemeinden im allgemeinen eine ausserordentlich rege. Der Pflichtenkreis des Pfarrers ist viel ausgedehnter als in den meisten deutschen Kirchgemeinden. Ich möchte erwähnen, dass die Sonntagsschule gänzlich in den Händen beider Geistlichen liegt, dass sie in St. Immer von 800, in Villeret von 200 Kindern besucht wird. Daneben besteht ein blühendes religiöses Vereinsleben, indem eine Sektion des Blauen Kreuzes, ein christlicher Jünglings- und ein Jungfrauenverein und ein Hoffnungsbund besteht. Alles das wird von den Pfarrern geleitet. Das sind Betätigungen, die nicht gerade im striktesten Pflichtenkreis des Pfarrers liegen würden, die aber doch so sehr mit seiner Stellung zusammenhängen, dass es nur recht ist, wenn die Geistlichen sich dieser Aufgabe auch annehmen. In Villeret besteht seit einigen Jahren ein Frauenverein «l'oeuvre du fonds de l'église». Die Frauen besammeln sich regelmässig zu Näharbeiten, um die nötigen Mittel für die Errichtung eines bescheidenen Gotteshauses zu beschaffen.

Der Kirchgemeinderat von St. Immer betont, dass nach seiner Ueberzeugung der Moment gekommen sei, um den Wünschen der Kirchgemeinde Villeret gerecht zu werden, und er appelliert in diesem Sinne an das Entgegenkommen der Staatsbehörden. Wir haben es mit zwei industriellen Ortschaften zu tun, die, wenn die Uhrenindustrie ein wenig glückliche Zeiten hat, sich noch weiter entwickeln werden. Es kann die Errichtung von neuen Fabriken jeden Tag eintreten, was immer eine Vermehrung der Bevölkerung und damit eine Mehrbelastung der beiden Geistlichen nach sich zieht, die ihnen absolut nicht zugemutet werden kann, weil schon die jetzige Belastung derart ist, dass man auf eine Verminderung bedacht sein muss.

Das Gesuch des Kirchgemeinderates bezw. der Kirchgemeinde wird wärmstens empfohlen vom Regierungsstatthalter. Es wurde im Regierungsrat speziell unterstützt von Herrn Regierungsrat Locher, der die Verhältnisse sehr gut kennt. Es wird im ferneren empfohlen vom evangelisch-reformierten Synodalrat. Wir halten dafür, dass ihm entsprochen werden sollte.

Zum Beweis dafür, wie die Amtspflichten in Kollision kommen können, gibt uns Herr Pfarrer Perre-noud eine Zusammenstellung. Er sagt, dass die Beerdigungen meist zwischen 1 und 2 Uhr stattfinden, dass mit Rücksicht aut den Stundenplan der Sekundarschule der kirchliche Jugendunterricht ebenfalls zu dieser Zeit erteilt werden müsse. Nun könne es vorkommen, dass im Greisenasyl, an der Peripherie der Gemeinde, auf 12¹/₂ Uhr eine Beerdigung angesetzt sei und eine in Villeret auf 1 Uhr, wobei der Pfarrer, der diese beiden Funktionen verrichten will, sich per Fuhrwerk an die betreffenden Orte begeben muss. Ungefähr zur gleichen Zeit sollte er in St. Immer den Kindern Unterricht erteilen. Wenn man sagt, er solle sich durch seinen Kollegen vertreten lassen, so ist zu bemerken, dass der Fall eintreten kann, dass dieser Kollege in seinem Quartier gleichzeitig durch eine Beerdigung oder durch Religionsunterricht in Anspruch genommen worden ist. sind einfach zu wenig Kräfte vorhanden.

Der Regierungsrat empfiehlt Ihnen, diese Pfarrstelle zu errichten. Wir haben uns dabei vor allem aus leiten lassen von der Petition aus Villeret, die mit über 600 Unterschriften bedeckt ist. Die verschiedensten Kreise der Bevölkerung sind da ver-

treten. Wir finden die Unterschriften des Gemeinderates, des Burgerrates, der Mitglieder des Kirchgemeinderates von St. Immer, die in Villeret wohnhaft sind. Wir finden eine ganze Reihe von religiös-kirchlichen und andern Vereinen, wir finden die Damen, die dem vorhin erwähnten Frauenverein angehören. Das ist nicht eine Kundgebung einer kleinen Minderheit der Bevölkerung, sondern eine imposante geschlossene Kundgebung eines ganz ansehnlichen Teiles der Bevölkerung. Wenn man diesen dringenden Wünschen nicht entspricht, wenn man das Begehren abweist, wird das wie ein Kaltwasserstrahl wirken. Diese Ablehnung würde geeignet sein, die Leute zu entmutigen und antikirchlichen Be-wegungen Tür und Tor zu öffnen. Wir hätten dann eine rege Propaganda von gewissen Sekten, Adventisten beispielsweise, auf der einen Seite und auf der andern die atheistische Propaganda namentlich unter der Arbeiterschaft. Wir empfehlen Ihnen Eintreten auf dieses Dekret und Errichtung einer dritten Pfarrstelle. Die finanziellen Konsequenzen sind bescheidene. Es wird sich um eine die beliebe Augzehe von Er. 4700 bendelte Die Bejährliche Ausgabe von Fr. 4700 handeln. Die Besoldung beträgt 2600—3600 Fr., dazu kommen 800 Fr. Wohnungsentschädigung und 300 Fr. Holzentschädigung.

Pulfer, Präsident der Kommission. Ihre Kommission hat das vorliegende Dekret behandelt und die einschlägigen Verhältnisse geprüft. Sie gelangt einstimmig zum Schluss, Ihnen das Eintreten auf das Dekret und die Annahme desselben zu empfehlen.

Nach dem einlässlichen Bericht des Herrn Kirchendirektors halte ich es nicht für nötig, die Verhältnisse nochmals zu beleuchten, da ich doch nur Wiederholungen bringen könnte. Wir haben die Begründetheit des Begehrens von Villeret vollständig anerkennen müssen. Nachdem aus dieser Gemeinde 600 Unterschriften zusammengekommen sind, wäre es durchaus unbegreiflich, wenn man diesem Begehren Opposition machen wollte.

Die Annahme des Dekretes verursacht allerdings eine regelmässige jährliche Mehrausgabe, die zwar nicht sehr hoch ist; aber diese Ausgabe stützt sich auf die Verhältnisse, wie sie sich in St. Immer entwickelt haben. Diese Entwicklung kann man nicht hemmen, und auch wenn man es könnte, würde man es nicht tun. Die Ausgabe muss erstmals in das Budget pro 1915 eingestellt werden. Das Dekret wird deshalb auf den 1. Januar 1915 in Kraft treten. Wir haben uns aber deshalb beeilt, die Behandlung des Dekretes noch in dieser Session möglich zu machen, damit die Bevölkerung von Villeret in den Stand gestellt ist, während des Sommers alle Vorbereitungen zu treffen, die nötig sind, um auf den 1. Januar 1915 die Pfarrei zu eröffnen.

Gränicher. Wir hatten schon in der letzten Session Gelegenheit, über die Errichtung von neuen Pfarrstellen zu verhandeln. Damals wurde der Heiliggeistgemeinde in Bern versprochen, das nächste Mal werde sie an die Reihe kommen. Die Verhältnisse an dieser Gemeinde sind im Vergleich zu denen, die uns heute dargelegt worden sind, noch viel schlimmer. Ich möchte dem Begehren der Gemeinde St. Immer nicht entgegentreten; ich freue mich im Gegenteil, wenn sie einen weitern Pfarrer

bekommt. Aber es wundert mich, dass man uns hier in Bern, wo sich jeder überzeugen kann, wie die Verhältnisse liegen, immer wieder vertröstet. Das ist für unsere Gemeinde sehr deprimierend, denn gerade bei uns nehmen die Animositäten gegen die kirchlichen Institutionen sehr stark zu. Die Verzögerung der Bewilligung eines weiteren Pfarrers wird sehr zur Vermehrung dieser Misstimmung beitragen.

Ich will also dem Vorschlag keine Opposition machen, sondern nur konstatieren, dass man hier wiederum eine Gelegenheit vorbeigehen lässt, während man uns doch versprochen hat, uns zu berück-

sichtigen.

Burren, Kirchendirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Auf die Bemerkung des Herrn Grossrat Gränicher erlaube ich mir zu antworten, dass die Heiliggeistgemeinde in Bern, soviel an mir, zu Beginn des Jahres 1916 einen vierten Pfarrer bekommen wird. Wir haben in der Stadt Bern in den beiden letzten Jahren mehrere neue Pfarrstellen errichtet. Wir können nicht alle Gesuche, die uns vom Lande her zukommen, immer wieder zu gunsten der Stadt Bern zurückstellen. Wir müssen daher die Heiliggeistgemeinde auf den Weg der Geduld verweisen.

Das Eintreten wird stillschweigend beschlossen.

§§ 1-3.

Angenommen.

Beschluss:

- § 1. In der reformierten Kirchgemeinde St. Immer wird mit Sitz in Villeret, eine dritte Pfarrstelle errichtet, welche in Bezug auf die Rechte und Pflichten des Inhabers derselben den bestehenden Pfarrstellen gleichgestellt sein soll.
- § 2. Die Verteilung der Obliegenheiten unter die drei Pfarrer und ihre gegenseitige Aushülfe wird nach Anhörung der beteiligten Behörden vom Regierungsrat durch ein Regulativ bestimmt.
- § 3. Dieses Dekret tritt auf den 1. Januar 1915 in Kraft und soll in die Gesetzessammlung aufgenommen werden.

Titel und Ingress.

Angenommen.

Beschluss:

Dekret betreffend

die Errichtung einer dritten Pfarrstelle in der reformierten Kirchgemeinde St. Immer. Der Grosse Rat des Kantons Bern,

auf den Antrag des Regierungsrates,

beschliesst:

Dekret

betreffend

die kantonale Handels- und Gewerbekammer.

(Siehe Nr. 10 der Beilagen).

Eintretensfrage.

M. Locher, directeur de l'Intérieur, rapporteur du Conseil-Exécutif. La chambre cantonale du commerce et de l'industrie a été appelée à reviser le décret du 19 novembre 1897, mais cette revision n'apporte pas de modification bien profonde. La direction de l'Intérieur après en avoir référé à cette organisation a décidé de régler la matière dans le sens de notre projet qui lui laisse assez d'élasticité pour être quitte de le modifier de fond en comble. Nous avons fini par nous déclarer pleinement d'accord avec la chambre du commerce pour régler ainsi une différence entre les secrétariats de Bienne et de Berne.

Le nouveau décret apporte donc une amélioration de ce côté.

La chambre du commerce a actuellement à sa tête M. Dr. Haas qui se distingue par ses capacités, son intelligence, son travail et son amabilité et auquel nous regrettons de ne pouvoir donner un traitement en conséquence, car il rend à cette insti-tution des services signalés. Le secretaire-adjoint à Bienne déploie également une grande activité et une grande énergie de travail et les questions d'apprentissage lui imposent un ouvrage considérable. M. Diem remplit ses fonctions d'une manière excellente. C'est pourquoi nous vous proposons de créer ces deux secrétariats au même titre que celui qui a existé jusqu'à présent à Berne. section horlogère de la chambre du commerce a recommandé plus particulièrement cet examen à notre direction. De fait les deux secrétariats s'équivalent et le travail s'y fait à l'unisson. C'est pourquoi nous n'hésitons pas à vous soumettre notre proposition. La question des traitements a été, naturellement, soumise à la direction des Finances avec laquelle nous avons tenu à nous entendre. M. le directeur des Finances est d'accord d'augmenter les traitements, ce qui était au fond la chose principale. Notre projet prévoit le minimum de fr. 4500 et le maximum de fr. 5500. L'augmentation des traitements aura lieu à partir du 1er juillet 1914. La chambre du commerce avait proposé fr. 6000 comme maximum du traitement, mais nous avons cru devoir renoncer à la réalisation de ce désir, par le fait que les secrétaires de nos directions ne touchent pas un traitement supérieur à fr. 5500 et que nous avons dû obéir à la voix de la justice et de l'équité. Nous avons dû par conséquent restreindre notre désir et nos bonnes intentions vis-à-vis de nos secrétaires de la chambre du commerce; toutefois le minimum de fr. 4500 que nous proposons représente une légère augmentation sur celui des secrétaires de direction, qui n'est que de fr. 4000.

Les autres modifications sont plutôt d'ordre rédactionnel et ne sont guère importantes, mais elles nous paraissent également propres à étendre et à mieux faire fructifier l'activité de notre chambre du commerce et de l'industrie, celle-ci ne saurait être comparée avec les grandes chambres de commerce de France, d'Allemagne, de Belgique et d'Autriche qui ont des millions de francs à leur disposition.

Nous ne pouvons suivre ces chambres là dans leurs organisations puissantes, mais il nous est agréable de constater cependant que la notre plus modeste rend pourtant des services vraiment précieux au pays. Je vous propose donc au nom du gouvernement d'entrer en matière sur le projet.

Michel (Bern), Präsident der Kommission. Als das Dekret von 1897 erlassen wurde, dachte wohl niemand daran, dass es 16 Jahre unverändert bleiben würde. Es handelte sich damals um etwas Neues. Die Erfahrung hat nun gezeigt, dass dieses Dekret reformbedürftig ist. Es sah einen Sekretär in Bern und einen Adjunkten in Biel vor. Nun versteht man unter einem Adjunkten einen Gehilfen. Der Adjunkt der Handelskammer aber hat immer völlig selbständig gearbeitet, er war Sekretär der Sektion Uhrenindustrie, die ihren Sitz in Biel hat. Nie hat der Sekretär in Bern etwa dem Adjunkten Arbeit zugewiesen oder die Arbeit kontrolliert. Der Adjunkt in Biel besorgte die Geschäfte für die gesamte Uhren-Seine Bezeichnung als Adjunkt aber industrie. hatte zur Folge, dass er mit einer geringeren Besoldung bedacht war als der Sekretär in Bern.

Schon lange bestand der Wunsch, die beiden vorzüglichen Beamten gleichzustellen. Die Ernennung des bisherigen Adjunkten in Biel zum Sekretär wird also ausdrücklich mit dessen Tüchtigkeit begründet. Es muss aber hier ebenso ausdrücklich erklärt werden, dass auch der Sekretär in Bern, Herr Dr. Haas, ein sehr tüchtiger, fleissiger und ungemein dienstwilliger Beamter ist, der mit Liebe, Treue und Anhänglichkeit sein Amt versieht, der jedem, der etwas von ihm will, mit Freuden an die

Hand geht.

Die Kammer hat seit ihrer Gründung grosse Arbeit geleistet, was auf allen Gebieten anerkannt wird. Ihre Mitgliederzahl vergrösserte sich nach und nach. Zunächst zählte sie 17, dann 19, dann 21 Mitglieder. Eine Versammlung stellte sogar den Antrag, man möchte die Mitgliederzahl auf 25 erhöhen. Man sieht daraus, dass das Interesse sehr gross ist. Die Kammer tritt jährlich zweimal zusammen. Für die Hauptarbeit sind die Beamten da. Wir sind, wie schon erwähnt, in der glücklichen Lage, zwei sehr tüchtige Beamte zu besitzen. Es ist Pflicht, dafür zu sorgen, dass man sie behalten kann. Das kann man nur tun, indem man ihnen ihre Besoldung erhöht, die seit mehr als 16 Jahren gleich geblieben ist. Wo sind in der Schweiz die Besoldungen mehr als 16 Jahre unverändert geblieben?

Die Herren müssen nicht etwa glauben, dass jede

Die Herren müssen nicht etwa glauben, dass jede auf der Handels- und Gewerbekammer geleistete Arbeit bezahlt wird. Sehr viel Arbeit wird unentgeltlich geleistet. Die Kammer hatte bis jetzt immer das Glück, sehr tüchtige Präsidenten zu besitzen, zuerst mehrere Jahre Herrn Hirter und dann seit einigen Jahren Herrn Bratschi. Gerade Herr Bratschi leistet eine grosse Arbeit unentgeltlich für die Kammer. Alle Tage geht er auf das Bureau, um seine Verfügungen zu treffen. Ich möchte nur wünschen, dass das überall anerkannt würde, was der Staat dem Herrn Kammerpräsidenten Bratschi schuldet.

Wir wünschen, dass er uns noch recht lange erhalten bleibe.

Es ist auch eine Eingabe einer Sektion des Handels- und Industrievereins eingereicht worden, die eine vollständige Reorganisation der Kammer anstrebt. Hätte man auf den Inhalt der Eingabe eintreten wollen, so wäre damit die Sache aut längere Zeit verschoben worden. Die Eingabe ist in der Kommission von einem Mitglied der betreffenden Sektion einlässlich verteidigt worden, ohne dass ein Beschluss gefasst worden wäre.

Wenn der Staat Handel, Industrie, und Gewerbe unterstützt, so zahlt sich das reichlich. Die verhältnismässig kleine Ausgabe die er für die Handels- und Gewerbekammer leistet, verzinst sich hundertfach. Namens der einstimmigen Kommission

empfehle ich Eintreten auf die Vorlage.

Das Eintreten wird stillschweigend beschlossen.

§ 1.

Angenommen.

Beschluss:

§ 1. Die «Bernische Handels- und Gewerbekammer», mit ständigem Sekretariat ist vorberatende und begutachtende Behörde der Direktion des Innern, Abteilung Volkswirtschaft. Ihr Sitz ist in Bern.

§ 2.

Michel (Bern), Präsident der Kommission. In der Kommission wurde die Frage aufgeworfen, ob man der Handelskammer nicht auch das Fahrplanwesen überbinden solle. Es ist darauf aufmerksam zu machen, dass die Kammer dadurch sehr stark in Anspruch genommen würde. Neu aufgenommen ist in Abs. 4 dieses Artikels das Lehrlingswesen, das auch der Handels- und Gewerbekammer unterstellt wird. Die Kammer hat sich schon bisher dieser Arbeit sehr einlässlich angenommen. Ebenso ist neu die Bestimmung, dass die Kammer sich befassen soll mit Export, Handels- und Gewerbeförderung, Informationsdienst für Handel, Industrie und Gewerbe. Tatsächlich hat sich die Kammer von jeher mit diesen Sachen befasst.

Angenommen.

Beschluss:

§ 2. Die Handels- und Gewerbekammer hat die Aufgabe, die Gesamtinteressen des Handels, des Gewerbes (Industrie, Handwerk und Kleingewerbe) und des landwirtschaftlichen Handelsverkehrs des Kantons wahrzunehmen, insbesondere die Behörden in der Förderung des Handels und der Gewerbe durch tatsächliche Mitteilungen und Anträge, sowie durch Erstattung von Gutachten zu unterstützen und Uebelständen, die sich zeigen, entgegenzutreten. Unter diese Aufgaben fallen insbesondere:

Handelsbeziehungen, Handelsverträge, Zolltarife usw.;

Ausstellungen im allgemeinen;

3. Entwicklung und Verbesserung der Verkehrsmittel, insbesondere der Eisenbahnen, Posten, Telegraphen und Telephone;

4. Handels-, Verkehrs- und Gewerbegesetzgebung, Lehrlingswesen, gewerbliches Bildungswesen, Schiedsgerichte, Submissionswesen, Fabrikwesen, Arbeiterschutz, Export, Handels- und Gewerbeförderung, Informationsdienst für Handel, Industrie und Gewerbe usw.

§ 3.

M. Locher, directeur de l'Intérieur, rapporteur du Conseil-exécutif. La chambre du commerce et de l'industrie se compose d'au moins 15 membres. Au fur et à mesure les nominations pourront se faire. C'est ainsi que la grande association des aubergistes de Berne a demandé à y être représentée. Nous voulons laisser la porte ouverte aux demandes justifiées qui pourraient se présenter et ne pas limiter le nombre des membres.

Michel (Bern), Präsident der Kommission. Wie ich vorhin schon bemerkt habe, ist die Kammer nicht dazu gekommen einen Antrag auf Erhöhung ihrer Mitgliederzahl zu stellen. Die Zahl der Mitglieder wird demnächst 23 betragen. Nun schreibt das Dekret vor, dass die Mitgliederzahl mindestens 15 betragen soll. Man hat also völlige Bewegungsfreiheit.

Die Kommission beantragt, dem Art. 3 als drittes Alinea beizufügen: «Die Kammer wählt aus ihrer Mitte einen Präsidenten und zwei Vizepräsidenten für eine Amtsdauer von vier Jahren.» Der § 4 würde dann gestrichen. Es ist zwar in demselben auch noch von den Sekretären die Rede; da aber die Wahl der Sekretäre in Art. 6 geordnet ist, kann man den Artikel streichen. Im alten Dekret war nur ein Vizepräsident vorgesehen, allein tatsächlich waren es immer zwei, der eine in Bern, der andere in Biel. Man sanktioniert also nur die tatsächlich bestehenden Zustände.

Angenommen.

Beschluss:

§ 3. Die Kammer besteht aus mindestens 15 Mitgliedern, welche vom Regierungsrat auf eine vierjährige Amtsdauer gewählt werden. In der Zwischenzeit getroffene Wahlen gelten für den Rest der Amtsdauer.

Für die Wahl dieser Kammer hat der Regierungsrat Vorschläge derjenigen kantonalen Vereine oder grössern Verbände einzuholen, welche die Interessen des Handels, des Gewerbes und der Industrie verfolgen und es soll auf möglichst allseitige Vertretung dieser Interessen in der Kammer Bedacht genommen werden.

Die Kammer wählt aus ihrer Mitte einen Präsidenten und zwei Vizepräsidenten für eine Amtsdauer von 4 Jahren.

§ 4.

M. Locher, directeur de l'Intérieur, rapporteur du Conseil-exécutif. Nous avons déjà deux viceprésidents depuis 1910. Le nouvel article en tient compte et légalise ainsi l'état des choses.

Gestrichen.

§ 5.

Michel (Bern), Präsident der Kommission. Paragraphierung muss nun geändert werden, da der bisherige § 4 in § 3 aufgeht. § 5 würde nun § 4. Dieser Paragraph ist unverändert aus dem alten Dekret herübergenommen.

Angenommen.

Beschluss:

§ 5. Die Kammer kann sich zum Zwecke der Erleichterung ihrer Aufgabe in mehrere Sektionen teilen; sie bezeichnet in diesem Falle den Präsidenten jeder Sektion. Den Sektionen liegt die Untersuchung und Begutachtung von Geschäften zu Handen der Gesamtbehörde oder in dringenden Fällen zu Handen des Vorstandes derselben ob.

§ 6.

Michel (Bern), Präsident der Kommission. Das ist die Hauptänderung des neuen Dekretes. bisherige Adjunkt in Biel wird zum Sekretär befördert. Es ist sehr angezeigt, die Adjunktenstelle aufzuheben, da die beiden Beamten völlig unabhängig voneinander arbeiten.

Angenommen.

Beschluss:

§ 6. Das ständige Sekretariat besteht aus zwei Sekretären, von denen der eine seinen Sitz in Bern und der andere seinen Sitz in Biel hat. Sie werden auf einen Doppelvorschlag der Kammer hin vom Regierungsrat für eine Amtsdauer von vier Jahren gewählt. Das Sekretariat steht unter der Leitung und Aufsicht der Kammer, es hat jedoch auch der Direktion des Innern auf Verlangen direkt Auskunft zu erteilen. Den Sekretären wird das nötige Hülfspersonal durch den Regierungsrat beigegeben.

§ 7.

M. Locher, directeur de l'Intérieur, rapporteur du Conseil-exécutif. Ici on a fait quelques adjonctions concernant les fonctions des secrétaires; il s'agit des alinéas 2 et 4 du projet. Je vous recommande l'adoption de cet article.

Michel (Bern), Präsident der Kommission. 7, Ziff. 2, ist neu der Passus: Ausstellung von Wiedereinfuhrbescheinigungen und Ursprungszeugnissen. Auch diese Arbeit ist tatsächlich von der Kammer auf allgemeinen Wunsch schon lange besorgt worden. Neu ist ferner Ziff. 5 über das Lehrlingswesen, aber auch hier hat sich die Kammer schon lange, seit dem Erlass des Lehrlingsgesetzes, mit der Sache beschäftigt.

In Ziff. 6 schlägt die Kommission eine etwas veränderte Fassung vor. Statt zu sagen: «Der amtliche Verkehr mit den Bundesbehörden hat durch die Direktion des Innern zu geschehen» schlägt die Kommission vor: «Der amtliche Verkehr mit den Bundesbehörden geschieht durch die Direktion des Innern.» Neu ist ferner das letzte Alinea, wonach die Sekretäre einander nötigenfalls zu vertreten haben.

Angenommen.

Beschluss:

- § 7. Den Sekretären liegt namentlich ob:
- 1. die Abfassung der Berichte, Gutachten und aller übrigen von der Kammer erlassenen Schriftstücke, Führung der Protokolle;
- 2. die Erteilung von Auskunft über Fragen, welche das Zoll- und Transportwesen betreffen, Ausstellung von Wiedereinfuhr-Bescheinigungen und Ursprungszeugnissen;
- 3. die Sammlung von Veröffentlichungen und Nachrichten, welche für Handel und Gewerbe des Kantons von Bedeutung sind;
- 4. die beständige Beobachtung des Geschäftsganges von Handel und Gewerbe, der Verhältnisse der Konkurrenz, der Arbeits- und Lohnverhältnisse, sowie das Studium derjenigen Fragen und Massnahmen, welche das Gedeihen von Handel und Gewerbe im Kanton fördern können (vergl. § 2);
- 5. die Statistik des Lehrlingswesens, die Auskunfterteilung an die Lehrlingskommissionen und die Prüfung der Lehrverträge;
- 6. der Verkehr mit den Berufsorganisationen von Handel, Industrie und Gewerbe des Kantons, mit den schweizerischen und ausländischen Handels- und Gewerbekammern und mit schweizerischen Konsulaten im Auslande. Der amtliche Verkehr mit den Bundesbehörden geschieht durch die Direktion des Innern.

Die Sekretäre haben einander nötigenfalls zu vertreten.

§ 8.

M. Locher, directeur de l'Intérieur, rapporteur du Conseil-exécutif. Il n'est pas question d'une différence entre les deux secrétaires. La délimitation du travail n'est pas une affaire exclusive. Le collègue de Berne aura l'obligation de donner son aide dans le domaine de l'activité de la chambre. Nous sommes bien d'accord sur ce point. Il ne saurait y avoir de collision, puisque la loi prévoit que la chambre du commerce répartira les affaires entre les deux secrétaires.

Michel (Bern), Präsident der Kommission. Hier ist vorgesehen, dass dem Sekretär in Biel die Geschäfte des Jura und namentlich der Uhrenindustrie übertragen werden sollen. Man hat mich beauftragt, hier ausdrücklich zu erklären, dass die Auffassung die sei, dass sich der Verkehr im übrigen hier in Bern mache. Es ist mit Recht betont worden, dass in dem Moment, wo man die Vereinigung des Jura mit dem alten Kanton zu feiern sich anschickt, man nicht auf einem solchen Gebiete eine vollständige Trennung statuieren dürfe. Die Kommission wünscht, dass auch der Grosse Rat die Auffassung habe, dass, wenn schon das Sekretariat in Biel selbstständig gemacht wird, der Verkehr sich doch hauptsächlich in Bern abwickeln soll.

Angenommen.

Beschluss:

§ 8. Der Sekretär in Biel hat die in § 7 bezeichneten Obliegenheiten in bezug auf den Jura und im besondern auf die Uhrenindustrie zu besorgen und im übrigen, soweit möglich, auch bei andern Arbeiten der Kammer behülflich zu sein. Die Zuteilung der Geschäfte erfolgt durch die Kammer.

§ 9.

M. Locher, directeur de l'Intérieur, rapporteur du Conseil-exécutif. Je me suis déjà expliqué au sujet des traitements des deux secrétaires et je prie le Conseil de sanctionner nos propositions pour éviter un conflit avec les places analogues.

Michel (Bern), Präsident der Kommission. § 9 handelt von der Besoldung der beiden Sekretäre. Bis jetzt bezog der Sekretär eine Besoldung von 4—5000 Fr., der Adjunkt eine solche von 3500 bis 4000 Fr. Die Kammer hat vorgeschlagen, man möchte die Herren mit 4500—6000 Fr. besolden. Sie hat darauf hingewiesen, dass in andern Handelskammern die Besoldungen 6—10,000 Fr. betragen. Nachdem die Besoldungen 16 Jahre lang gleich geblieben sind, wäre es angezeigt gewesen, einen Schritt weiter zu gehen. Die Regierung hat das abgelehnt, und sie begründet ihre Haltung damit, dass es nicht angehe, die Handelskammersekretäre höher zu besolden als die Departementssekretäre. Es ist zwar keine stichhaltige Entschuldigung, die einen schlecht zu besolden, weil andere auch schlecht be-

soldet sind. Es ist zu erwarten, dass bei der nächsten Revision des Besoldungsdekretes die Handelskammersekretäre nicht vergessen werden.

Es ist in der Kommission darauf hingewiesen worden, dass im Dekret nichts über die Besoldung des Hülfspersonals stehe. Das Hülfspersonal hat eine Eingabe gemacht, aus der hervorgeht, dass die Leute gerne klassifiziert werden möchten. Das hat man nicht tun können, sondern man wird erst auf die Eingabe eintreten können, wenn das Besoldungsdekret redigiert wird. Wenn das einmal geschieht, so wünscht die Kommission, dass man auch das Hülfspersonal der Handelskammer in diesem Dekret klassifiziere, damit dasselbe der gleichen Wohltaten teilhaftig werden kann wie alle übrigen Staatsbeamten.

Angenommen.

Beschluss:

§ 9. Die Besoldung der Sekretäre beträgt 4500 bis 5500 Fr.

§ 10.

M. Locher, directeur de l'Intérieur, rapporteur du Conseil-exécutif. Cet article parle des attributions de la chambre de commerce et ne présente rien de nouveau sur les anciennes dispositions. Il en est de même des articles 11, 12 et 13 sur lesquels je ne veux pas m'étendre davantage.

Michel (Bern), Präsident der Kommission. Der Artikel 10 ist unverändert an dem alten Dekret herübergenommen.

Angenommen.

Beschluss:

§ 10. Die Handels- und Gewerbekammer versammelt sich mindestens zweimal jährlich, ausserdem so oft der Vorstand oder die Direktion des Innern es als notwendig erachtet oder drei Mitglieder es verlangen. Sie ist beschlussfähig, wenn die Mehrheit ihrer Mitglieder anwesend ist.

Wenn Sektionen der Kammer gebildet werden, so versammeln sie sich jeweilen auf Einladung ihres Präsidenten oder des Präsidenten der Kammer.

§ 11.

Michel (Bern), Präsident der Kommission. Dieser Artikel ist ebenfalls unverändert aus dem alten Dekret herübergenommen.

Angenommen.

Beschluss:

§ 11. Wenn ein Mitglied der Kammer ohne triftige Entschuldigung in drei aufeinanderfolgenden Sitzungen fehlt, so wird sein Mandat als

erloschen betrachtet. Der Präsident hat die Direktion des Innern behufs Vornahme einer Ersatzwahl hiervon zu benachrichtigen. Schlussabstimmung.

Für Annahme des Dekrets . . . Mehrheit.

§ 12.

Michel (Bern), Präsident der Kommission. Dieser Paragraph enthält lediglich eine andere Redaktion.

Angenommen.

Beschluss:

§ 12. Die Handels- und Gewerbekammer hat für jedes Jahr der Direktion des Innern ein Budget einzureichen und ein Programm ihrer wichtigsten Arbeiten aufzustellen. Sie erstattet der Direktion des Innern einen jährlichen Bericht über ihre Tätigkeit zu Handen des Verwaltungsberichts.

§ 13.

Angenommen.

Beschluss:

§ 13. Der Regierungsrat setzt durch ein Regulativ die Sitzungsgelder und Reiseentschädigungen der Mitglieder der Kammer fest.

§ 14.

Michel (Bern), Präsident der Kommission. Die Kammer hätte es sehr gerne gesehen, wenn das Dekret in bezug auf die Besoldungen der Sekretäre hätte rückwirkend gemacht werden können. Allein die Finanzdirektion hat sich dem Begehren widersetzt und wir werden uns fügen müssen. Wir sehen uns nicht veranlasst, einen Antrag zu stellen.

Angenommen.

Beschluss:

§ 14. Dieses Dekret tritt auf den 1. Juli 1914 in Kraft. Durch dasselbe wird das Dekret vom 19. November 1897 betreffend die Einsetzung einer kantonalen Handels- und Gewerbekammer aufgehoben.

Titel und Ingress.

Angenommen.

Beschluss:

Dekret betreffend

die kantonale Handels- und Gewerbekammer. Der Grosse Rat des Kantons Bern, aut den Antrag des Regierungsrates,

beschliesst:

Interpellation der Herren Grossräte Grimm und Mitunterzeichner betreffend Krankenversicherung.

(Siehe Seite 6 hievor.)

Grimm. Im Namen der sozialdemokratischen Fraktion habe ich am 19. Februar 1912 die folgende Motion eingereicht: «Der Regierungsrat wird eingeladen, die Frage zu prüfen und mit möglichster Beförderung Bericht und Antrag einzubringen, ob durch Gesetz entweder für den ganzen Kanton die Versicherung auf Krankenpflege (Arzt, Heilmittel und Spitalpflege) allgemein oder für die unbemittelten Bevölkerungsklassen obligatorisch einzuführen oder ob das Recht hiezu den Gemeinden zu überlassen sei.»

Diese Motion ist am 30. Mai 1912 vom Grossen Rat erheblich erklärt worden, und zwar wohl deswegen, weil er ihre Berechtigung hat anerkennen müssen. Ich habe in der Begründung der Motion darauf hingewiesen, dass der Versicherungsgedanke im Kanton Bern noch sehr stark der Pflege bedarf, dass die Versicherungshäufigkeit in einzelnen Gegenden stärker ist als in anderen, dass aber im allgemeinen ein grosser Teil der Bevölkerung jeder

Krankenversicherung fernsteht.

Ich will Ihnen zur Erhärtung die statistischen Zahlen in Erinnerung rufen. Sie werden sehen, welche Landesteile insbesondere an der Durchführung der Krankenversicherung nach Massgabe des eidgenössischen Gesetzes interessiert sind. Wir haben nach der Statistik im Amtsbezirk Burgdorf auf 1000 Einwohner 258 Versicherte, in Biel 263, in Bern 243, in Courtelary 231, in Aarwangen 185, in Oberhasli 148, Neuenstadt 136, Niedersimmental 84, Freibergen 67, Saanen 49. Die Versicherungshäufigkeit ist also in den Städten grösser, während sie auffälligerweise gerade in den Bezirken geringer ist, die von der eidgenössischen Versicherungsgesetzgebung in erster Linie profitieren würden infolge der Gebirgszuschläge. Es ist möglich, dass speziell den Gegenden, die in der Versicherungsstatistik am schlechtesten dastehen, grosse Vorteile und verhältnismässig hohe Bundesbeiträge verschafft werden Die Bundesbeiträge für Gebirgsgegenden können. betragen bis 15.50 Fr. per Jahr und Kopf des Versicherten. Ich habe in der Begründung weiter darauf hingewiesen, dass zweifellos die Durchführung des Obligatoriums in dieser oder jener Form eine Entlastung des Armenbudgets im Kanton Bern zur Folge haben werde, die nicht zu unterschätzen ist. der Beantwortung der Motion ist auch vom Vertreter der Regierung, Herrn Burren, erklärt worden, dass in der Tat durch die Schaffung eines Einführungsgesetzes zur Krankenversicherung die Armenlasten erheblich vermindert werden könnten.

Das sind aber nicht alle Vorteile, die aus der Durchführung des Obligatoriums entstehen. Wir wissen, dass die Tatsache der Versicherung dem einzelnen Versicherten einen Rechtsanspruch verschafft, dass dieser Rechtsanspruch ihn in eine ganz andere Situation versetzt, wenn er in Not gerät. Er hat dann nicht nötig, irgendwie eine Gnade zu erflehen; er kann einen Rechtsanspruch geltend machen, so dass nicht noch zum Krankheitsfall die Demütigung kommt. Wir wissen weiter, dass durch ein Einführungsgesetz die Geburtshilfe im Sinne der Unentgeltlichkeit gefördert werden kann. Das alles sind Vorteile, die um so mehr ins Gewicht fallen müssen, als die Durchführung des Obligatoriums im Kanton Bern, so wie die heutigen Verhältnisse liegen, dem Kanton eine Ausgabe nicht verursacht.

Ich habe damals in der Begründung der Motion darauf hingewiesen, dass das Einführungsgesetz zur Krankenversicherung für den Kanton Bern nicht eine finanzielle Belastung zur Folge haben wird aus dem einfachen Grunde, weil es in den heutigen Verhältnissen undenkbar ist, dass der Kanton ein Gesetz erlassen würde, welches ihm die Durchführung der obligatorischen Krankenversicherung überbindet. Was wir wünschen ist das, dass wir wenigstens die Gemeinden ermächtigen, unter gewissen Verhältnissen, wo das Bedürfnis vorliegt, vorzugehen, sei es durch Vertragsabschluss mit privaten Kassen, oder sei es dadurch, dass die Gemeinde die Möglichkeit erlangt, selber eine öffentliche Kasse errichten zu können.

Es ist bei der Beantwortung der Motion von der Regierung gesagt worden, sie sei mit der Tendenz einverstanden und bringe dieser Motion die volle Sympathie entgegen. Ich will voraussetzen, dass die Sympathie für die Motion seitens der Regierung nicht etwa der Sympathie gleichkommt, die von Herrn Finanzdirektor Könitzer gegenüber der Motion Neuenschwander zum Ausdruck gebracht worden ist. Die Regierung hat allerdings gesagt, sie brauche Zeit, man müsse ihr die Möglichkeit lassen, die ganze Frage prüfen zu können. Das ist im Mai 1912 erklärt worden. Auf 1. Januar 1914 ist der Titel Krankenversicherung in Kraft getreten. Eine Reihe von Kantonen ist bereits vorgegangen. Nach einer Zusammenstellung des Bundesamts für Sozialversicherung sind bereits Vorlagen vorhanden in folgenden Kantonen: Baselstadt, Schaffhausen, St. Gallen, Solothurn, Aargau, Luzern, Baselland, Schwyz, Zürich, Tessin und Zug. In 10 Kantonen sind also die Vorbereitungen so weit gediehen, dass demnächst die Anwendung der Krankenversicherung auf dem Wege des staatlichen oder kommunalen Vorgehens ermöglicht ist.

Der Kanton Baselstadt hat nicht nur als erster eine Vorlage erlassen, sondern diese Vorlage ist vom baselstädtischen Grossen Rat auch bereits erledigt worden und unterliegt dem fakultativen Referendum, das aber wahrscheinlich nicht ergriffen werden wird, so dass im Kanton Baselstadt die erste staatliche Krankenkasse in Funktion treten kann. Gerade diese baselstädtische Vorlage zeigt uns, in welcher Weise durch die Einführung des Obligatoriums der Armenetat entlastet werden kann. Es wird im Gesetzestext von Baselstadt ausdrücklich gesagt, dass das Obligatorium zunächst für diejenigen Bevölkerungsklassen gelte, die bisher Anspruch auf unentgeltliche ärztliche Behandlung in der allgemeinen Poliklinik gehabt haben. Die Kosten dieser unentgeltlichen Behandlung in der allgemeinen Poliklinik sind zum

grossen Teil zu Lasten der Armenverwaltung gegangen. Man ersieht aus diesen gesetzlichen Bestimmungen, wie man anderwärts nicht erst darauf wartet, bis der Grosse Rat abermals einen Wink gibt, um den Armenetat zu entlasten und die Bundesgelder flüssig zu machen, sondern die Regierungen der andern Kantone betrachten es als selbstverständlich, dass man hier zugreifen soll und dass, wenn der Kanton als solcher nicht die genügenden Mittel zur Durchführung besitzt, er wenigstens den Gemeinden ermöglichen soll, in dieser Richtung vorzugehen und die Bundesgelder zu beanspruchen.

Man hat nun, seitdem der Grosse Rat diese Motion erheblich erklärt hat, nichts mehr gehört über den Gang der Vorbereitungen. Man weiss allerdings, dass ein Gutachten eingeholt worden ist von Herrn Dr. Bohren. Wenn dieses Gutachten in irgend einer Schublade der Direktion liegt, die die Sache zu behandeln hat, so ist der Sache damit nicht gedient.

Deswegen halte ich es für nötig, hier anzufragen, welches der Stand dieser Vorarbeiten ist und auf welchen Zeitpunkt die Regierung ihr im Mai 1912 gegebenes Versprechen einzulösen gedenkt. Wir halten diese Anfrage um so eher für berechtigt, als man nicht mit der Ausrede kommen kann, die Materie sei so ungeheuer schwierig, dass sie nicht durchgeführt werden könne, dass es Jahre brauche, bis man die nötigen Vorarbeiten getroffen habe. Wenn Kantone wie Tessin, Zug und Aargau imstande gewesen sind, ihre Gesetzgebung dem eidgenössischen Krankenversicherungsgesetz anzupassen, so sollte das auch im Kanton Bern möglich sein. Zum Ueberfluss haben wir klare Bestimmungen, die vom Bundesamt für Sozialversicherung aufgestellt worden sind. Es ist erst in den letzten Tagen eine Publikation erlassen worden, die den Kantonsregierungen zeigt, in welcher Weise die Durchführung des Obligatoriums in den Kantonen an die Hand genommen werden könnte. Das Bundesamt für Sozialversicherung ist auch sonst jeder Beziehung zur Auskunft bereit.

Wir halten dafür, der Kanton Bern sollte nun endlich auf diesem Gebiet einen Schritt vorwärts machen und er sollte die Gemeinden nicht hindern, das Recht, das ihnen auf Grund des eidgenössischen Gesetzes zusteht, das Recht, die Bundesgelder in Anspruch zu nehmen, ausüben zu können. Der Kanton tut das aber, solange er nicht Hand bietet, um eine allgemeine Grundlage zu schaffen, auf der sich die Gemeinden bewegen könnten. Nach dem heutigen Stand der Gesetzgebung ist es unmöglich, dass eine Gemeinde schon jetzt von sich aus das Obligatorium durchführen könnte, da zuerst die gesetzliche Vor-

aussetzung geschaffen werden muss.

Wir wünschen dringend, dass man uns heute eine befriedigende Auskunft geben könne. Es handelt sich hier um ein grosses Gebiet der sozialen Fürsorge. Wenn man sieht, wie im Kanton Bern auf andern Gebieten oft sehr rasch gearbeitet wird — als Beispiel könnte man zitieren die Schaffung und Erweiterung eines Käsereiinspektorates — wenn die Regierung will, so halten wir dafür, dass man mit dem gleichen Tempo auch hier arbeite, wo vor allen Dingen ein so grosser Bevölkerungskreis und solche Interessenten in Frage kommen, die sozial am schlechtesten gestellt sind. Wir hoffen, dass man vorwärts machen werde und uns eine Auskunft geben könne, die etwa dahin lautet, dass man bis zur

nächsten Session einen Entwurf zum Einführungsgesetz bekommen werde.

M. Locher, directeur de l'Intérieur, rapporteur du Conseil-exécutif. Messieurs, je ne suis pas arrivé ici les mains vides pour répondre à l'interpellation qui vient d'être développée, mais je sais gré à l'orateur d'être resté, sur un terrain loyal et de ne pas s'être laissé entraîner à des provocations inutiles.

Je suis autorisé à vous dire que le gouvernement est animé des meilleures intentions, mais je conprends aussi qu'on demande plus et mieux que cela sans cependant vouloir brusquer la solution assez complexe qui nous préoccupe. Le fait est que nous avons mieux. La preuve en est que le Conseil fédéral vient de nous envoyer seulement maintenant une circulaire qui donne des instructions pour l'interprétation de la loi fédérale sur les assurances. C'est hier que j'ai reçu ce document. Il n'y a donc, dans l'examen de cette question, aucune mauvaise volonté de la part du gouvernement ni négligence, ni retard compromettant. Comme, du reste, M. Grimm l'a bien fait remarquer le gouvernement a commis un expert, dont il a déjà eu l'occasion d'apprécier les capacités et l'objectivité, M. le Dr. Bohren, qui appartient au même groupe politique que l'honorable interpellant. M. Bohren a fait un travail condensé et simple, mais parfaitement approprié aux conditions du canton de Berne; j'estime que c'est un travail sérieux et fructueux; nous l'avons communiqué aux chefs des directions intéressées en leur demandant des rapports spéciaux sur la matière. Ces rapports nous sont parvenus à la fin de l'année dernière; ils sont très substantiels. Aucun n'est opposé à la motion: c'est donc vous dire que le gouvernement n'a point cherché à paralyser le mouvement mais au contraire que les démarches qu'il a faites sont pour le développer, pour le sou-tenir et pour l'activer. Nous avons d'abord pensé faire inscrire le principe de l'obligation dans la loi communale. C'est aussi ce que pensait M. Simonin, directeur des affaires communales, qui dit dans son rapport «Ergänzungsanträge...» dont j'ai ici le texte allemand: «Die Gemeinden sind befügt, die Krankenversicherung allgemein oder für einzelne Bevölkerungsklassen obligatorisch zu erklären.»

Nous avons pensé que, le principe étant ainsi admis, il suffirait de compléter la loi communale par une ordonnance d'exécution ou un décret, mais après examen approfondi nous avons reconnu qu'il était préférable d'avoir recours à une loi spéciale et la direction de la Justice a reconnu le bien-fondé

de cette manière de voir.

C'est aussi le projet de loi qui fixera les honoraires des médecins et d'autres tarifs ainsi que la manière de trancher les différends qui pourront s'élever entre les caisses d'assurance et les intéressés. La réunion intercantonale des délégués des caisses-maladies n'a pas donné les résultats qu'on en attendait; les tarifs établis ont soulevé de l'opposition. Du reste, une autre circulaire fédérale « Die Bezeichnung der Erledigung von Streitigkeiten » demandera encore beaucoup de travail et des études sérieuses.

Vous voyez donc, Messieurs, nous avons rassemblé le materiel nécessaire à la préparation de la loi sans attendre ce que d'autres cantons feront. Les quelques lois préparées par d'autres cantons ne peuvent en effet pas être prises comme exemple chez nous, qui devons tenir compte de circonstances spéciales à notre canton. Je dois, du reste, faire remarquer à M. Grimm que deux ou trois cantons possédaient déjà des législations spéciales sur la matière, ce qui leur a facilité la besogne. L'essentiel pour nous, c'est de présenter un travail sérieux sans précipitation regrettable, et de nous plier aux exigences particulières de notre contrée. Je crois que nous pourrons présenter ce travail au mois de septembre, en tout cas jusqu'à la fin de l'année pour que la loi puisse entrer en vigueur au commencement de 1915.

Maintenant, si la loi sur le commerce et l'industrie est acceptée par le peuple, nous aurons un surcroît de travail considérable alors que notre direction est déjà surchargée et je me demande alors si, dans ce cas, la direction de l'assistance ne devrait pas se charger plutôt de ce qui concerne l'assurance, car logiquement ce serait bien à cette direction que devrait revenir la tâche de s'occuper en somme de cette affaire. On prétend que l'assistance publique bénéficiera notablement de la nouvelle loi; je le crois mais il ne faudrait pas en exagérer les résultats bienfaisants immédiats. Peu à peu on arrivera cependant à restreindre les charges de l'assistance et à obtenir une certaine compensation réjouissante.

D'après la circulaire du conseil fédéral, cette autorité a pensé, elle aussi, aux divergences des territoires cantonaux comprenant les diverses caisses qui existent et des situations desquelles il faudra tenir compte. On n'avait pas songé jusqu'à présent à certaines instructions spéciales qu'il faudra donner

préalablement.

En terminant, je dirai donc à M. le député Grimm qu'il peut avoir confiance et qu'il peut compter sur la bonne volonté du gouvernement qui espère pouvoir soumettre au Grand Conseil un projet de loi pour la session du mois de juin prochain ou en tout cas pour la session suivante, de sorte que la nouvelle loi pourrait entrer en vigueur en 1915.

Grimm. Bei der Wichtigkeit der Sache und angesichts des Inhaltes der Erklärung der Regierung möchte ich mir erlauben, kurz ein paar Bemerkungen anzubringen. Ich halte dafür, sie seien am Platz und werden für die weitere Beratung nützlich sein.

Es ist zunächst vollständig falsch, wenn versucht werden will, die Geschichte durch das Gemeindegesetz zu ordnen. Es ist unrichtig, wenn die Tarifierung der ärztlichen Honorare und die Schaffung einer Instanz zur Vermittlung von Streitigkeiten mit diesem Gesetz in Verbindung gebracht werden soll. Das sind Sachen, die nicht in die Grundlage hineingehen, auf der das Gemeindeobligatorium ruht. Wenn die Regierung verspricht, dass sie für die nächste Junisession ein Gesetz unterbreitet, ist es recht; sonst künden wir an, dass, solange dieses Gesetz nicht kommt, in jeder Session eine neue Interpellation folgen wird.

Interpellation der Herren Grossräte Nyffeler und Mitunterzeichner betreffend Oberaargau-Seelandbahn.

(Siehe Seite 87 hievor.)

Nyffeler. Der Sprechende hat am letzten Montag zusammen mit einigen Mitunterzeichnern dem Grossen Rate folgende Interpellation eingereicht: «Die Unterzeichneten erlauben sich, anzufragen, auf welchen Zeitpunkt der Regierungsrat gewillt ist, die durch Grossratsbeschluss vom 24. April und 18. November 1912 bewilligte Subvention an die Oberaargau-Seelandbahn und an die andern Dekretsbahnen auszurichten.»

Was die Anfrage selber anbelangt, so brauche ich hier keine weiteren Erläuterungen anzubringen. Ich bin einige Auskunft darüber schuldig, warum die Interpellation heute zur Sprache kommt. Dabei möchte ich mich ganz kurz fassen.

Die Bemühungen der Gegend zwischen Herzogenbuchsee und Lyss, eine Bahnverbindung zu bekommen, datieren 50 Jahre zurück. In diesen 50 Jahren ist manches Bahnprojekt zur Ausführung gekommen und vorgelegt worden. Aber erst am 11. April 1912 hat man es zustande gebracht, der Regierung ein Projekt für die Oberaargau-Seelandbahn und einen Kostenvoranschlag einzureichen, die genehmigt werden konnten. Der Grosse Rat hat am 24. April 1912 ebenfalls die Genehmigung ausgesprochen, allerdings mit einigen Vorbehalten. Die vom Grossen Rat gemachten Vorbehalte hat die Baugesellschaft erfüllt. Die Erfüllung der folgenden Bestimmung konnte sie aber nicht erzwingen: «Der Regierungsrat wird ermächtigt, die Ausrichtung der Beteiligung des Staates so lange zu verschieben, bis die zu weitern Eisenbahnbauten im Kanton Bern erforderlichen Gelder zur Verfügung stehen.» Gegen diese Bestimmung sind alle Direktionen der Dekretsbahnen machtlos. Wir haben im Einverständnis mit der Baudirektion und der Finanzdirektion an der Entwicklung des Bahnprojektes weitergearbeitet, und so hat am 11. November 1912 im Grossen Rat ein Beschluss provoziert werden können, der Bahngesellschaft Lyss-Herzogenbuchsee die Baubewilligung zu erteilen, sobald die Gesellschaft über ein Aktienkapital von 3,800,000 Fr. sich einwandfrei ausweisen könne. Dieser Ausweis ist am 13. Februar 1913 in einer einwandfreien Form unter Mitgabe aller gewünschten Belege geleistet worden. Das Aktienkapital ist ausgewiesen mit 7683 Aktien à 500 Fr. gleich 3,841,500 Franken.

Nun hätten wir mit dem Bau beginnen können, wenn man die Staatssubvention bekommen hätte. Nach schriftlichen und mündlichen Vereinbarungen haben wir mit den Vorarbeiten begonnen, nicht nur wir, sondern alle Dekretsbahnen. Was speziell unsere Bahn anbelangt, so haben wir ein Baubureau installiert, im Einverständnis mit der Baudirektion. Dieses Baubureau besteht aus einem Oberingenieur und einem weiteren Ingenieur. Es hat alle Vorarbeiten fertig gemacht. Es fragt sich deshalb, auf welchen Zeitpunkt man rechnen kann, dass der Staat Geld zur Subventionierung dieser Dekretsbahnen flüssig macht. Geht es lang, so sind wir gezwungen, dieses Baubureau aufzulösen. Ist es in absehbarer Zeit möglich, werden wir es weiter beschäftigen.

Ein anderer Grund zur Einreichung der Interpellation ist der, dass vielfach kleine Gemeinden von einigen hundert Einwohnern sich an der Aktienzeichnung mit 50,000, 60,000 und 70,000 Fr. beteiligt haben. Man hat sich verwundern müssen, dass diese Gemeinden überhaupt so weit gegangen sind. Die erste Einzahlung hat bereits stattgefunden. Diese erste Einzahlung ist von den Gemeinden meist aus der laufenden Verwaltung und zum Teil aus der Gemeindereserve geleistet worden. Weitere Einzahlungen müssen aber rechtzeitig vorbereitet werden. Deshalb haben die Gemeinden ihren Vertretern im Grossen Rat gesagt, sie sollen sich erkundigen, auf welche Zeit die Subvention ausgerichtet werde.

Ich glaube, diese durch uns weitergeleitete Anfrage der Gemeinden sei berechtigt. Man muss sie begreifen und den Standpunkt dieser Gemeinden

zu würdigen suchen.

Das ist in kurzen Worten die Situation, wie sie sich bei der Oberaargau-Seelandbahn bietet. Man braucht dieses Bild nur zu vervielfältigen und zu übertragen auf die andern Dekretsbahnen, dann hat man das allgemeine Bild. Ich bin überzeugt, dass die Bevölkerung von drei Landesteilen, des Oberaargaus, des Seelandes und des Emmenthals, gespannt ist auf die Antwort, die der Herr Finanzdirektor uns erteilen wird.

Könitzer, Finanzdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Sie haben bereits vom Herrn Interpellanten gehört, dass man schon lange am Finanzdirektor herumgesägt hat, ob er nicht bald das Geld für die Dekretsbahnen flüssig machen könne. Der Grosse Rat hat seinerzeit festgestellt, dass die Regierung erst dann mit dem Bau beginnen lassen und die Subvention auszahlen müsse, wenn die nötigen Mittel vorhanden sind.

Nun wissen Sie, dass es gegenwärtig nicht möglich ist, Geld zu bekommen, ausser, wenn man es sehr teuer bezahlt. Aber teures Geld aufzunehmen, um es nachher den Eisenbahnen zu geben, die in den ersten drei Jahren nichts abwerfen, ist eine sehr schwierige Sache. Ich habe deshalb den Herren gesagt, dass sie warten müssen, bis unsere Staatsrechnung abgeschlossen sein wird. Sie wissen, dass wir im Budget mit sehr grossen Defiziten rechnen müssen, und dass es allé Sparsamkeit erheischt, um diese auf ein Mindestmass zurückzuführen. Der Grosse Rat hat bis heute ungefähr fünf Millionen an Subventionen neu beschlossen für Dekretsbahnen, fernere zwei Millionen stehen in Sicht.

Im weitern habe ich schon verschiedene Male ausgeführt, dass wir bereits aus der laufenden Verwaltung ganz bedeutende Mittel zu Eisenbahnzwecken ausgegeben haben. Es wäre sehr nötig, für Verwaltungszwecke, für die allgemeine Verwaltung, die ausgegebene Summe von den Anleihen zurückzuerhalten, damit es uns möglich ist, alle die Begehren, die an uns gestellt werden, zu befriedigen. Wir müssen damit rechnen, dass 5—6 Millionen für die laufende Rechnung vom Eisenbahnanleihen zurückzuerstatten sind. Sodann ist bekannt, dass die bernischen Kraftwerke für sechs Millionen neue Aktien ausgeben werden. Dieses Geld ist bereits in Bauten aufgegangen. Sie haben keine Aktien ausgegeben, weil der Kurs ungünstig war. Ich bin der Meinung, dass der Staat Bern die Mehrheit der Aktien

nicht gekauft hat, um nachher die neuen in seiner Mehrheit wieder dem Privatkapitalismus zur Verfügung zu stellen und zuzugeben, dass dieselben an fremde kapitalistische Banken abgegeben werden und so der Einfluss des Staates preisgegeben wird. Ich bin der Meinung, dass der Staat den Grossteil von diesen sechs Millionen übernehmen soll. Infolgedessen müssten wir diesen Betrag aus Geldern der allgemeinen Verwaltung abgeben. Wir haben deshalb, um allem einigermassen gerecht zu werden, das ganze Anleihen von 15 Millionen aufzunehmen, für welches der Grosse Rat die Kompetenz hat. — Das Geld wird dem gedachten Zwecke nicht entwendet, da, wie bereits betont, aus der laufenden Verwaltung zu Eisenbahnzwecken viele Millionen ausgegeben sind. Wir können wahrschein-Millionen ausgegeben sind. Wir können wahrscheinlich ein Anleihen aufnehmen zu $4^{1}/_{4}$, $^{0}/_{0}$ bei einem
Kurs von 97 $^{1}/_{2}$ bis 98 $^{0}/_{0}$. Wenn man alles rechnet,
kommt man auch auf einen Zinsfuss von nahezu $4^{1}/_{2}$ $^{0}/_{0}$. Wir verlieren zunächst an diesen 15 Millionen $2^{0}/_{0} = 300,000$ Fr. Diese muss ich in den
den ersten 10 Jahren amortisieren, denn nachher beginnt die Amortisation des Anleihens selbst. In diesem Falle muss ich alljährlich 30,000 Fr. plus Zins aus der laufenden Verwaltung zuschiessen. Wenn ich von diesem Anleihen 4—5 Millionen bei den bernischen Kraftwerken anlege, habe ich eine Verzinsung von $5-5^{1}/_{2}^{0}/_{0}$, so dass die laufende Verwaltung um zirka 50,000 Fr. pro Jahr entlastet wird, so dass nur mit einem Ausfall an Zinsen von 450-470,000 Fr. gerechnet werden muss. Das macht also zu dem budgetierten Defizit von 3,162,000 Fr. das wir heute haben, noch 470,000 Fr., womit ich auf ein Defizit von über 3½ Millionen käme.
Das sieht nun für einen Finanzdirektor sehr ge-

fährlich aus. Wir müssen uns fragen, ob wir das wagen dürfen. Ich habe mir das letzte Mal zu sagen erlaubt, dass ich es nicht tun werde, bevor ich ganz sicher weiss, wie unsere Staatsrechnung abschliesst. Die Staatsrechnung vom Jahre 1913 ist nun abgeschlossen, und zwar ergibt sie einen kleinen Einnahmenüberschuss, indem sie etwa um drei Millionen günstiger abschliesst, als budgetiert war. Ich habe verschiedene Abschreibungen gemacht, damit wir doch zu einem Defizit kommen, z. B. habe ich 62,000 Fr., die wir für Grundbuchbereinigungen noch zu tilgen haben, abgeschrieben, sowie 50,000 Fr. in Reserve gestellt für eine Angestelltenversicherung, so dass die Rechnung mit ungefähr 70,000 Fr. Defizit abschliessen wird. Wenn man spart auf der ganzen Linie, wenn alles, Grosser Rat und Regierungsrat, dazu hilft, so sollte es möglich sein, dass man die 400,000 - 470,000 Fr. auch für die Zukunft sparen

Die Herren haben gehört, dass Besoldungserhöhungen anbegehrt werden. Das wird kommen. Ich möchte aber doch den Besoldungserhöhungen die Versicherung als dringender entgegenhalten. Wir können nicht auf der einen Seite eine solche Versicherung haben, die dem Staat jährlich mindestens 300,000 Fr. Kosten verursachen wird, und dann noch eine Besoldungserhöhung gewähren. Die Alters- und Invalidenversicherung der Beamten und Angestellten wäre auch ein Entgegenkommen des Staates. Diese Versicherung würde ich in erste Linie stellen, vor die Besoldungserhöhung. Nachher wird man einen Schritt weitergehen können. Wir müssen mit

300 — 350,000 Fr. für diese Versicherung alljährlich rechnen, denn der Staat zahlt zirka 6½ Millionen Löhne aus. Sodann haben wir ein versicherungstechnisches Defizit zu decken, das ungefähr zwei Millionen beträgt. Dieses Defizit ist durch den Staat allein zu decken, während für die Versicherung die Beamten und Angestellten ihre Beiträge ebenfalls leisten müssen. Das Geschäft muss mit Rücksicht auf die Deckung des versicherungstechnischen Defizites zurzeit vor das Volk gebracht werden, denn ich bin nicht der Meinung, dass man auf dem Dekretswege die Angelegenheit erledigen kann. Die Mittel zur Deckung des Defizites kann das Volk ohne wesentliche Lasten bewilligen. Wir können z. B. durch Zuweisung von zwei Millionen aus dem Staatsvermögen diese Summe decken, so dass wir jährlich mit einer Zinseinbusse von 70 — 80,000 Fr. rechnen müssen. Durch jährliche Zuschüsse kann das Vermögen ersetzt werden, so dass auch der Zinsausfall verschwindet.

Was die Interpellation anbelangt, kann ich erklären, dass ich, wenn irgend möglich, im Mai oder längstens in der Septembersession dem Grossen Rat einen derartigen Anleihensvertrag unterbreiten werde.

Nyffeler. Was mich speziell anbelangt, so bin ich von der Auskunft des Herrn Finanzdirektors befriedigt. Es sind äber noch andere Unterzeichner da und es wäre mir sehr angenehm, wenn sie sich auch noch aussprechen würden.

M. le **Président.** Un autre signataire de l'interpellation désire-t-il prendre la parole? Ce n'est pas le cas. L'interpellation est donc liquidée.

Strafnachlassgesuche.

(Siehe Nr. 12 der Beilagen.)

Tschumi, Polizeidirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Es sind Ihnen in gedruckter Vorlage 54 Strafnachlassgesuche unterbreitet worden. Wenn Sie die Vorlage etwas durchgehen, werden Sie finden, dass bei 28 Gesuchen gänzliche Abweisung, bei 12 gänzliche Begnadigung und bei 14 teilweise Berücksichtigung beantragt wird.

Gestatten Sie mir heute, zwei kleine Bemerkungen zu machen, bevor ich auf die einzelnen Fälle eingehe. Nie so stark wie in den letzten Wochen sind auf der kantonalen Polizeidirektion die Herren Grossräte, Gemeinderäte, Pfarrer, Lehrer und andere Funktionäre des öffentlichen Lebens vorstellig geworden, um für den einen oder andern derjenigen, die in Frage stehen, Stimmung zu machen. Ich bin weit davon entfernt, diesen Vertretern irgendwelchen Vorwurf machen zu wollen; ich ehre im Gegenteil diese humanen Gefühle, die offenbar vorhanden sind. Ich könnte da an einen Spruch von Fellenberg erinnern: «Nimm der Schwachen und Bedrängten dich an, den Reichen fehlt es selten an Hülfe». Eines aber möchte ich zu bedenken geben: Wir haben nicht

nur humane Gefühle und Gedanken, sondern auch Strafgesetze. Es darf nicht ins Blaue hinein begnadigt werden, sondern wir müssen sehen, dass wir nicht mit den gerichtlichen Instanzen in Konflikt kommen.

Die zweite Bemerkung bezieht sich darauf, dass wir aus dem Jura immer Strafnachlassgesuche für Widerhandlungen gegen das Schulgesetz bekommen. Es zeigt sich, dass im Jura der Schulunfleiss in Blüte steht. Allerdings hat mir der Unterrichtsdirektor gesagt, die Verhältnisse hätten sich gebessert. Die Tatsache, dass Strafklagen eingereicht werden, zeige auch, dass man im Jura gewillt sei, gegen den Schulunfleiss aufzutreten. Ich wünsche diesen Be-

strebungen Erfolg.

Gegenüber der gedruckten Vorlage müssen einige Abänderungsanträge bekannt gegeben werden. Zunächst eine Bemerkung zum Fall 13, Kohler Gottlieb. Da hat der Regierungsrat beantragt, nicht auf eine Begnadigung einzugehen. Der neue Antrag lautet nun auf 30 Tage Gefängnis. Der Mann, der hier in Frage steht, hat seit seiner Verurteilung einen exakteren Lebenswandel begonnen, er sorgt für seine Familie und zeigt, dass ihm die Geschichte nahegegangen ist. In diesem Falle empfiehlt es sich nicht, ihn in die Korrektionsanstalt zu bringen, sondern man muss sich mit einer nach der Meinung des Bernervolkes weniger entehrenden Strafe begnügen.

Ein abgeänderter Antrag liegt vor in bezug auf Gesuch 42, Makowsky. Der Regierungsrat hat geglaubt, man könne auf das Begnadigungsgesuch nicht eintreten. Der Mann ist schon in seiner Jugend verurteilt worden und es sind jedenfalls verbrecherische Neigungen bei ihm vorhanden. Hinblick auf das, was er getan und was er verbüsst hat, war die Justizkommission der Meinung, es sei « genug des grausamen Spiels », es solle eine Begnadigung stattfinden. Der Regierungsrat hat die Sache nochmals behandelt und es ist eine Uebereinstimmung zustande gekommen, dahin gehend, dass dem Makowsky der Rest der Strafe auf 1. September erlassen werde unter Vorbehalt der Revokation der Begnadigung, wenn sein Verhalten bis dahin zu Klagen Anlass geben sollte. Dabei soll es den Sinn haben, dass der Regierungsrat die Instanz ist, die eventuell über klaghafte Aufführung entscheidet. Wenn der Regierungsrat die Aufführung des Makowsky als unwürdig der Begnadigung taxieren müsste, so würde die Inhaftierung weiter dauern,

bis ein neuer Beschluss des Grossen Rates erfolgt. Im weiteren tritt bei Fall 52, Gygax Theodor, eine Aenderung in dem Sinne ein, dass statt einer Busse von 15 Fr. eine solche von 5 Fr. ausgesprochen

werden soll.

Endlich ist eine Abänderung vorzunehmen im Fall 54, Scheidegger Maria. Nachdem der Regierungsrat seinen Antrag gestellt hatte, sind neue Momente in Erscheinung getreten, die ein Zurückkommen auf den Fall notwendig gemacht haben. Einmal musste man in Betracht ziehen, dass die strafbare Handlung, die zur endlichen Verurteilung geführt hat, schon 1908 begangen worden ist, sodann, dass die Zivilangelegenheit, um die es sich handelte, durch Vergleich erledigt worden ist. Endlich ist in Erwägung zu ziehen, dass beispielsweise Frau Ossent, die im Fall Delacour eine fragwürdige Rolle gespielt hat, für ein ganz gleiches Vergehen der bedingte

Straferlass zugebilligt worden ist. Auch ist in Betracht zu ziehen, dass eine kürzere Gefängnisstrafe auf Frau Scheidegger vollständig die gleiche Wirkung tut. Endlich hat sich derjenige, der die Verurteilung hat aussprechen müssen, Herr Gerichtspräsident Buri in Fraubrunnen, für Frau Scheidegger verwendet. Der Antrag lautet nun nicht mehr auf 20 Tage, sondern auf 6 Tage Gefängnis.

In allen diesen Fällen sind Regierung und Justizkommission durchaus einig. Ich empfehle die gedruckten Anträge mit den Abänderungsanträgen in den vier Fällen, wie ich Ihnen entwickelt habe.

Peter, Präsident der Justizkommission. Der ausführlichen Darstellung des Herrn Polizeidirektors habe ich wenig beizufügen. Die Abänderungen, die Ihnen hier mitgeteilt worden sind, rühren her von Anträgen der Justizkommission, die ja die Sache immer ein wenig milder anschaut als die Regierung.

Zu einem Fall habe ich noch ein Wort zu sagen, zum Fall 28, Balsiger Samuel, der wegen Verleumdung zu 30 Tagen Gefängnis, 50 Fr. Busse, 1 Jahr Einstellung in der bürgerlichen Ehrenfähigkeit und zu den Kosten verurteilt worden ist. Die Justizkommission verlangt von Ihnen keine wesentliche Ab-änderung dieses Urteils. Balsiger ist in der bür-gerlichen Ehrenfähigkeit auf 1 Jahr eingestellt. Nun wird geltend gemacht, er müsse infolgedessen seinen Verdienst verlieren. Er ist Friedhofgärtner und soll als solcher nach Reglement in bürgerlichen Rechten und Ehren stehen. Verliert er die bürgerliche Ehrenfähigkeit, so geht sein Verdienst zugrunde, auf den er angewiesen ist. Ueber andere Mittel hat er nicht zu verfügen. Dabei ist zu berücksichtigen, dass er gegenüber der Zivilpartei zur Zahlung von 200 Fr. verurteilt worden ist. Diese hat er aufgegebracht, trotzdem seine Mittel bescheiden sind. Es wird zu gewärtigen sein, dass er die Staatskosten auch noch bezahlt. Unter diesen Umständen glaubt die Mehrheit der Justizkommission, Ihnen beantragen zu dürfen, dem Mann die Einstellung in der bürgerlichen Ehrenfähigkeit zu schenken. Ich glaube, Sie dürfen darauf um so eher eintreten, als seit der Verurteilung bereits 6 Monate verflossen sind und es sich nur noch darum handelt, ob er fernere 6 Monate eingestellt sein soll oder nicht.

Gränicher. Es wundert mich, dass die Kommission gerade im Fall Balsiger zurückkommen will auf das, was sie schon beschlossen hatte. Die Gemeinde hat nicht umsonst die Stelle eines Friedhofgärtners mit der bürgerlichen Ehrenfähigkeit in Beziehung gebracht. Wenn man weiss, was der Mann gemacht hat, wenn man die Zeitungsartikel gelesen hat, kann man nicht begreifen, dass man dieses Moment hervorheben will, um ihn freizubekommen.

Ich möchte dagegen protestieren, dass man auf diesen Antrag eingeht. Es ist nicht am Platze, dass man wegen seiner Stellung als Friedhofgärtner, wo der Mann just mit vielen Leuten zusammenkommt und mit Leuten, die ihm sehr ausgeliefert sind, eine Aenderung trifft. Der Mann ist übrigens auch noch Schuster und kann auch so seinen Erwerb finden. An andern Orten nimmt man auch keine Rücksicht. So wie der Fall liegt, sollte man unbedingt festhalten und keine Abänderung eintreten lassen.

Abstimmung.

Fall 28 (Balsiger)

Für den Antrag der Justizkommission 74 Stimmen Für den Antrag Gränicher 47 Stimmen

Sämtliche übrigen Strafnachlassgesuche werden ohne Widerspruch nach den übereinstimmenden Anträgen des Regierungsrates und der Justizkommission erledigt.

Naturalisationsgesuche.

Gemäss dem Antrag des Regierungsrates und der Justizkommission werden bei 121 gültigen Stimmen (erforderliche ²/₃-Mehrheit: 81), die nachgenannten Personen, welche sich über den Genuss eines guten Leumundes, den Besitz der bürgerlichen Rechte und Ehren, sowie über günstige Vermögens- und Erwerbsverhältnisse ausgewiesen haben, auf ihr Ansuchen hin in das bernische Landrecht aufgenommen, in dem Sinne jedoch, dass die Naturalisation erst mit der Zustellung der Naturalisationsurkunde in Wirksamkeit tritt:

- 1. Ludwig Eduard Braun, geboren 1897, von Freiburg i. B., Handelsschüler in Bern, welchem die Burgergemeinde Zimmerwald das Ortsburgerrecht zugesichert hat mit 116 Stimmen.
- 2. Peter Simon, geboren 1897, von Eger, in Brienz, welchem die Burgergemeinde Isenfluh das Ortsburgerrecht zugesichert hat mit 115 Stimmen.
- 3. Savino Fedele Inversini, geboren 1886, ursprünglich von Serravalle Sesia, Italien, nun heimatlos, Papierfabrikarbeiter in Bätterkinden, Abgeschiedener der Anna Lehmann, welchem die Einwohnergemeinde Tramelan-dessous das Ortsburgerrecht zugesichert hat mit 105 Stimmen.
- 4. Adolf Walther, geboren 1869, von Grand-Rapids, Nordamerika, Depothalter in Bern, Ehemann der Marie Schüpbach, Vater von 6 minderjährigen Kindern, welchem die gemischte Gemeinde Peuchappatte das Ortsburgerrecht zugesichert hat mit 115 Stimmen.
- 5. Anton Brück, geboren 1885, von Cassel, Landwirt und Holzschnitzler in Hofstetten bei Brienz, ledig, welchem die Einwohnergemeinde Ausserbirrmoos das Ortsburgerrecht zugesichert hat mit 112 Stimmen.
- 6. Dr. med. Friedrich Büeler, geboren 1859, von Schwyz, Arzt in Bern, Ehemann der Julie Luise Karoline Vogelsang, Vater zweier minderjähriger Kinder, welchem die Burgergemeinde Bern das Ortsburgerrecht zugesichert hat mit 115 Stimmen.
- 7. Jakob Hauri, geboren 1866, von Hirschthal (Kt. Aargau), Sekretär der Oberzolldirektion in Bern,

Ehemann der Auguste Bertha Hagenbach, Vater von 3 minderjährigen Söhnen, welchem die Burgergemeinde Bern das Ortsburgerrecht zugesichert hat. — mit 116 Stimmen.

- 8. Eduard Albert Notz, geboren 1867, von Chardonnay (Kt. Waadt), Kaufmann in Bern, Ehemann der Margaritha Traffelet, Vater eines minderjährigen Sohnes, nachdem ihm die Burgergemeinde Bern das Ortsburgerrecht zugesichert hat mit 115 Stimmen.
- 9. Moritz Friedrich Albert Lindenmeyer, geboren 1873, von Pforzheim, Baden, Pfarrer in Rohrbach, Ehemann der Sophie Amalia Helene Schoch, Vater von 4 minderjährigen Kindern, welchem die Burgergemeinde Rohrbach das Ortsburgerrecht zugesichert hat mit 114 Stimmen.
- 10. Theodor Gotthold Johner, geboren 1877, von Kerzers, V. D. M. in Genf, Ehemann der Alice Isenschmid, geb. Fischer, welchem die Burgergemeinde Bern das Ortsburgerrecht zugesichert hat mit 114 Stimmen.
- 11. Friedrich Johannes Leder, geboren 1865, von Oberflachs (Kt. Aargau), Baumeister in Bern, Ehemann der Klara Wenger, Vater von 4 minderjährigen Kindern, welchem die Burgergemeinde Bern das Ortsburgerrecht zugesichert hat mit 112 Stimmen.
- 12. Wilhelm Fink, geboren 1864, von Bargen, Baden, Schriftsetzer in Bern, Ehemann der Anna Barbara Löliger, Vater zweier minderjähriger Kinder, welchem die Burgergemeinde Bern das Ortsburgerrecht zugesichert hat mit 112 Stimmen.
- 13. Joseph Victorin Jules Tirole, geboren 1867, von Indevillers, Frankreich, Landwirt in St. Brais, Ehemann der Elisa Meyer, Vater von 12 nach französischem Rechte noch minderjährigen Kindern, welchem die gemischte Gemeinde Peuchapatte das Ortsburgerrecht zugesichert hat, unter dem allgemeinen speziell für die Kinder naturalisierter Franzosen geltenden Vorbehalte mit 112 Stimmen.
- 14. Antonia Frida Stähle, geb. Hänggi, geboren 1864, von Bötzingen, Baden, Theodors Abgeschiedene, in Thun, kinderlos, welcher die Burgergemeinde Thun das Ortsburgerrecht zugesichert hat mit 112 Stimmen.
- 15. Jules Aurèle Christian Müller, geboren 1877, von Sontag, Oesterreich, Landwirt in Les Breuleux, ledig, welchem die gemischte Gemeinde Peuchapatte das Ortsburgerrecht zugesichert hat mit 108 Stimmen.
- 16. Franz August Heinrich Lehmann, geboren 1895, von Rheden, Preussen, Landwirt in Aarberg, ledig, welchem die Einwohnergemeinde Ober-Wichtrach das Ortsburgerrecht zugesichert hat mit 111 Stimmen.
- 17. Max Hermann Viehweg, geboren 1867, von Plauen, Sachsen, Coiffeurmeister in Bern, Ehemann der Marie Wassmer, Vater eines minderjährigen

- Sohnes, nachdem ihm die Einwohnergemeinde Köniz das Ortsburgerrecht zugesichert hat mit 109 Stimmen.
- 18. Awram Itzka Edelmann, geboren 1887, von Witebks, Russland, Marktkrämer in Bern, Ehemann der Bassia Goldstein, Vater eines minderjährigen Kindes, nachdem ihm die gemischte Gemeinde Beurnevésin das Ortsburgerrecht zugesichert hat mit 88 Stimmen.
- 19. Robert Goritschnig, geboren 1890, von Graz, Oesterreich, Schriftsetzer in Bern, ledig, welchem die gemischte Gemeinde Schelten das Ortsburgerrecht zugesichert hat mit 102 Stimmen.
- 20. Joseph Emile Roy, geboren 1853, von Montancy, Frankreich, Landwirt in Pruntrut, Ehemann der Marie Berthold, Vater von 5 minderjährigen Kindern, welchem die gemischte Gemeinde Roche d'Or das Ortsburgerrecht zugesichert hat, unter dem allgemeinen speziell für Kinder naturalisierter Franzosen üblichen Vorbehalte mit 105 Stimmen.
- 21. Karl Johann Adam Michel, geboren 1894, von Affaltrach, Württemberg, Handelslehrling in Brugg, ledig, welchem die Burgergemeinde Dicki das Ortsburgerrecht zugesichert hat mit 107 Stimmen.
- 22. Georg Schmidt, geboren 1865, von Niederschönefeld, Sachsen, Kupferstecher in Bern, Ehemann der Anna Maria Zumbach, Vater eines minderjährigen Sohnes, nachdem ihm die Einwohnergemeinde Köniz das Ortsburgerrecht zugesichert hat mit 105 Stimmen.
- 23. Gustave Teissier, geboren 1882, von Les Mages, Frankreich, Uhrmacher in Les Genevez, ledig, welchem die gemischte Gemeinde Schelten das Ortsburgerrecht zugesichert hat mit 105 Stimmen.
- 24. Sebastian Schmitt, geboren 1874, von Bretzenheim, Hessen, Uhrmacher in Münster, Ehemann der Caroline Schaible, Vater von 4 minderjährigen Kindern, welchem die gemischte Gemeinde Schelten das Ortsburgerrecht zugesichert hat mit 106 Stimmen.
- 25. Karl Christoph Ludwig Lange, geboren 1861, von Goldberg, Mecklenburg-Schwerin, Werkführer in Bern, Ehemann der Marie Caroline Auguste Lehne, welchem die Einwohnergemeinde Stettlen das Ortsburgerrecht zugesichert hat mit 106 Stimmen.
- 26. Paul Ernst Hausin, geboren 1893, von Obersäckingen, Baden, Tapezierer in Bern, ledig, welchem die gemischte Gemeinde Damphreux das Ortsburgerrecht zugesichert hat mit 106 Stimmen.
- 27. Christian Hansen, geboren 1865, von Naestved St. Mortens, Dänemark, Hotelier in Mürren, Ehemann der Albertine Otter, Vater von zwei minderjährigen Söhnen, welchem die Burgergemeinde Lauterbrunnen das Ortsburgerrecht zugesichert hat mit 108 Stimmen.

- 28. Charles Schwartz, geboren 1857, von Ober-Sept, Elsass, Landwirt in Montignez, Ehemann der Eugénie Moine, Vater von 3 minderjährigen Kindern, welchem die gemischte Gemeinde Roche d'Or das Ortsburgerrecht zugesichert hat mit 106 Stimmen.
- 29. Johann Max Hermann Wehr, geboren 1869, von Schnodsenbach, Bayern, Dekorationsmaler in Bern, Ehemann der Sophie Arm, Vater von 4 minderjährigen Kindern, welchem die Einwohnergemeinde Wachseldorn das Ortsburgerrecht zugesichert hat mit 106 Stimmen.
- 30. Emile Lesquereux, geboren 1894, von Eckbolsheim, Elsass, Emailleur in St. Immer, ledig, welchem die Einwohnergemeinde Renan das Ortsburgerrecht zugesichert hat mit 105 Stimmen.
- 31. Hermann Zahner, geboren 1883, von Nieder-Eggenen, Baden, Spengler in Brügg, ledig, welchem die Einwohnergemeinde Renan das Ortsburgerrecht zugesichert hat mit 104 Stimmen.
- 32. Joseph Célestin Aimé Voisard, geboren 1855, aus Frankreich, Landwirt und Schalenmacher in Les Pommerats, Ehemann der Maria Aline Philippine Wermeille, Vater von 3 minderjährigen Kindern, welchem die gemischte Gemeinde Schelten das Ortsburgerrecht zugesichert hat, unter dem allgemeinen speziell für die Kinder naturalisierter Franzosen geltenden Vorbehalte mit 106 Stimmen.
- 33. Peter Scalet, geb. 1867, von Transacqua, Oesterreich, Oberheizer in Wilderswil, Ehemann der Susanna Häsler, Vater von 7 minderjährigen Kindern, welchem die gemischte Gemeinde Courchavon das Ortsburgerrecht zugesichert hat mit 100 Stimmen.
- 34. Adolf Rosenfeld, geb. 1855, von Budapest, Ungarn, Kaufmann in Bern, Ehemann der Rosa Sattler, Vater von 4 minderjährigen Kindern, welchem die Einwohnergemeinde Tramelan-dessus das Ortsburgerrecht zugesichert hat mit 93 Stimmen.
- 35. Charles Henri Vannier, geb. 1869, von Belfays, Frankreich, Uhrmacher in Biel, Ehemann der Luise Imhof, Vater von 5 minderjährigen Kindern, welchem die Einwohnergemeinde Tramelan-dessus das Ortsburgerrecht zugesichert hat mit 100 Stimmen.
- 36. Johann Baptist Cyprian Schaeffer, geb. 1892, von Giromagny, Frankreich, Mechaniker in Steffisburg, Ehemann der Marie Louise Bamat, welchem die gemischte Gemeinde Epiquerez das Ortsburgerrecht zugesichert hat mit 101 Stimmen.
- 37. Angelo Giacomo Bottelli, geb. 1879, von Sumirago, Italien, Schlossermeister in Tramelan-dessus, Ehemann der Cécile Alice Matthys, Vater eines minderjährigen Sohnes, nachdem ihm die Einwohnergemeinde Tramelan-dessus das Ortsburgerrecht zugesichert hat mit 103 Stimmen.
- 38. Daniel Hemerdinger, geb. 1865, von Eichstetten, Baden, Kaufmann in Bern, Ehemann der

Hulda Wyler, Vater eines minderjährigen Sohnes, nachdem ihm die Einwohnergemeinde Tramelandessus das Ortsburgerrecht zugesichert hat — mit 101 Stimmen.

39. Ephise Vuattoux, geb. 1865, von Lullin, Frankreich, Handelsmann und Schleifer in Tramelandessus, Ehemann der Franceline Degenève, Vater von 4 minderjährigen Kindern, welchem die Einwohnergemeinde Tramelan-dessus das Ortsburgerrecht zugesichert hat, unter dem allgemeinen speziell für Kinder naturalisierter Franzosen üblichen Vorbehalte — mit 102 Stimmen.

Schluss der Sitzung um 12¹/₂ Uhr.

Der Redakteur: Zimmermann.

Achte Sitzung.

Donnerstag den 19. März 1914, vormittags 9 Uhr.

Vorsitzender: Präsident Frepp.

Der Namensaufruf verzeigt 141 anwesende Mitglieder. Abwesend sind 91 Mitglieder, wovon mit Entschuldigung die Herren: Abbühl, Bähni, Bechler, Berger (Langnau), Brand (Tavannes), Burkhalter (Walkringen), Chavanne, Cueni, Girardin, Girod, Gürtler, Gurtner (Lauterbrunnen), Hari, Jacot, Keller, Kindlimann, Lanz (Rohrbach), Lardon, Laubscher, Merguin, Meusy, Minder (Friedrich), Obrist, Rossé, Roth, Rufener, Rufer (Biel), Schär, Scheidegger,

Schneider (Biel), Siegenthaler (Zweisimmen), Stauffer, Stebler, Stucki (Ins), Vernier, Walther, v. Wattenwyl, Weber, Wyder, Wyss, Zumbach; ohne Entschuldigung abwesend sind die Herren: Albrecht, Berger (Schwarzenegg), Beutler, Binggeli, Boillat, Boinay, Bösch, Brügger, Bühler (Frutigen), Burger, Burrus, Cortat, Favre, Flückiger, Graber, Grosjean, Grossglauser, v. Grünigen, Gugelmann, Gygax, Haas, Habegger, Hadorn, Henzelin, Hess (Dürrenroth), Hochuli, Hostettler, Hügli, Kuster, Lanz (Roggwil), Ledermann, Lindt, Luterbacher, Lüthi (Worb), Mathey-Doret, Möri, Mouche, Müller (Bargen), Niklaus, Renfer, Rüegsegger, Ryf, Scherz, Schneider (Bätterkinden) Schori, Segesser, Tännler, Thönen, Thöni, Weibel.

Tagesordnung:

Beschwerden Jenzer und Aebischer.

Scheurer, Justizdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Ende 1912 wurde in Bern über Bertha Jenzer, Inhaberin eines Lingeriegeschäftes der Konkurs eröffnet. Im Anschluss daran wurde eine Strafanzeige wegen betrügerischen und leichtsinnigen Konkurses eingereicht. Mit der Geschäftsinhaberin und Konkursitin wurde ein gewisser Aebischer in die Anzeige einbezogen, der in dem Geschäfte tätig war und dasselbe zum Teil führte. Die Untersuchung führte Ende März 1913 zur Verhaftung der beiden Angeschuldigten, die bis zum 31. Mai 1913 in der Haft behalten wurden. An diesem Tage wurden sie nach teilweise durchgeführter Untersuchung aus der Haft entlassen. Die Untersuchung nahm ihren Fortgang und wurde erst letzter Tage durch die erste Strafkammer aufgehoben, und zwar ohne Entschädigung.

Nun haben die beiden Angeschuldigten schon im Laufe des letzten Jahres bei der ersten Strafkammer Beschwerde eingereicht, einmal wegen der langen Dauer der Haft überhaupt — sie hat fast ein Vierteljahr gedauert — und sodann wegen der Behandlung, die ihnen in der Untersuchungshaft von seiten der beiden Untersuchungsrichter von Bern zu Teil wurde. Sie beschwerten sich, man habe ihnen Briefe nicht gezeigt, die für sie bestimmt waren, man habe ihnen eine bessere Verpflegung verweigert, man habe sie wochenlang nicht abgehört und allen ihren Begehren

ein Nichtverstehen gegenübergestellt.

Diese Beschwerde ist ordnungsgemäss geprüft worden von der ersten Strafkammer, der Aufsichtsbehörde über die Untersuchungsrichterämter. Sie wurde abgewiesen. Gegen diesen abweisenden Entscheid der ersten Kammer führen nun die beiden Beteiligten Beschwerde beim Grossen Rat. Die beiden Beschwerden lauten wörtlich gleich, sie nehmen die Klagen gegen die Untersuchungsrichter von Bern mit allen Details wieder auf und unterbreiten sie dem Grossen Rat.

Welches ist die Stellung des Grossen Rates in einem derartigen Beschwerdefalle? Es ist klar, dass ein Angeschuldigter nicht, wenn er von der ersten Strafkammer abgewiesen worden ist, die Sache auf dem Wege der Appellation an den Grossen Rat weiterleiten kann. Wir sind hier in diesem Saale nicht Appellationsbehörde, nicht das oberste Gericht des Kantons Bern, sondern der Grosse Rat ist Aufsichtsbehörde, auch gegenüber den Gerichten, und er wird gegen die Gerichte einschreiten müssen, wenn irgendwelche Verletzung gesetzlicher Vorschriften, also irgendwelche Amtspflichtsverletzung vorliegt. Die Behörde, die uns gegenübersteht, ist nicht der Untersuchungsrichter I oder II von Bern, sondern die erste Strafkammer.

Nun wird behauptet, der Entscheid der ersten Strafkammer sei unrichtig. Aber es wird nicht behauptet, dieser Entscheid sei in gesetzwidriger Form zustande gekommen, so dass die erste Strafkammer durch dessen Fällung eine Gesetzesverletzung begangen hätte, sondern nur, dass die Untersuchungsrichter sich in dieser oder jener Form verfehlt haben. Diese stehen aber nicht direkt unter dem Grossen Rat, sondern ihre Aufsichtsbehörde ist die erste Strafkammer. Diese hat zu entscheiden. Ihr gegenüber ist der Grosse Rat, wie gesagt, nicht die zweite oder letzte Instanz, sondern er muss sich einfach fragen, ob die erste Strafkammer im Rahmen ihrer Kompetenz und in gesetzmässiger Weise die Sache geprüft habe. Liegen keine Fehler vor, so ist der Grosse Rat nicht in der Lage, auf die Beschwerde einzutreten.

Aus der Prüfung ergibt sich, dass das Geschäft von der Strafkammer ordnungsgemäss behandelt wurde. Es ist richtig, dass die Untersuchungshaft lange gedauert hat, aber das liegt einmal in der Natur der Sache. Wer die Untersuchungen kennt, die bei betrügerischem oder leichtsinnigem Konkurs durchzuführen sind, weiss, wie langwierig und umfangreich sie sind. Man muss aus den Akten schliessen, dass das Verhalten der beiden Angeschuldigten selber die Untersuchung verzögert hat. Man kann aber gewiss annehmen, dass die Untersuchung rascher hätte abgewickelt werden können, wenn ein Beamter nur diese Untersuchung zu führen gehabt hätte, währenddem die Untersuchungsrichter von Bern in Gottes Namen noch anderes 'zu tun haben. Ich glaube nicht, dass ein Verschulden dieser Untersuchungsrichter vorhanden sei, so wenig wie bei der ersten Strafkammer. Der Regierungsrat beantragt dem Grossen Rate, auf diesen Teil der Beschwerde, der sich gegen den Entscheid der ersten Strafkammer richtet, überhaupt nicht einzutreten.

Ein weiterer Teil der Angaben gründet sich auf neue Tatsachen, die dem Untersuchungsrichter vorgeworfen werden. Soweit die Beschwerde etwas Neues bringt, ist naturgemäss die erste Strafkammer Untersuchungsbehörde und entscheidende Instanz. Der Regierungsrat beantragt, in diesem zweiten Punkte die Angelegenheit an die erste Strafkammer

zurückzuweisen.

Nun wird in diesen Beschwerden über die Zustände auf dem Untersuchungsrichteramt Bern im allgemeinen räsonniert. Es wird gesagt, diese Zustände seien eine Schande usw. Die Untersuchungsrichter seien derart belastet, dass allzu lange Untersuchungshaften und unrichtig geführte Untersuchungen die Folge sein müssen. Die Petenten verlangen, dass in dieser Richtung Abhilfe geschaffen werde. In der letzten Session ist ein gleiches Begehren eingelangt von einem Herrn Frieden, Gold-

schmied in Bern, der in seiner Eigenschaft als Kläger in einem Strafprozess reklamiert; die Tatsache, dass dieser Strafprozess nicht durchgeführt werden könne, habe für ihn persönlich unangenehme Folgen und gefährde im allgemeinen das Ansehen der bernischen Justiz.

Was diesen Teil der Beschwerde anbetrifft, so kann ich darauf hinweisen, dass der Grosse Rat gestern diejenigen Massnahmen getroffen hat, die geeignet sind, die vorhandenen Uebelstände zu beseitigen, so dass auf diesen allgemeinen Teil heute nicht mehr einzutreten ist. Man nimmt ganz einfach Akt davon. In diesem Sinne möchte ich beantragen, über den dritten Beschwerdepunkt zur Tagesordnung überzugehen.

Peter, Präsident der Justizkommission. Namens der Justizkommission kann ich Ihnen zu meinem Vergnügen mitteilen, dass wir in diesem Falle vollständig mit der Regierung einig gehen. Die Justizkommission ist ebenfalls der Meinung, dass der Grosse Rat nicht das Mädchen für alles sein soll. Wir haben das bereits dokumentiert, indem wir bei der Beschwerde Bischoff ebenfalls dem Antrag der Regierung zugestimmt haben. Die Eheleute Bischoff verlangten bekanntlich, dass der Grosse Rat dafür sorge, dass sie aus der Armenanstalt Worben entlassen werden, ein Begehren, das den Grossen Rat

gar nichts anging.

Aehnlich verhält es sich mit diesen beiden Beschwerden Jenzer und Aebischer. Sie verlangen, dass wir uns in Dinge einmischen, die uns gar nichts angehen. Wir sind einverstanden mit dem Antrag der Regierung auf Nichteintreten in dem ersten Punkt und ferner mit dem Antrag auf Ueberweisung an die erste Strafkammer, soweit neue Tatsachen vorliegen, die noch nicht erledigt sind. Namentlich dieser letztere Antrag erhält ein wesentliches Entgegenkommen gegenüber den Beschwerdeführern. Wenn sie sich an die unrichtige Adresse wenden, könnte man einfach sagen, dass wir die Sache nicht behandeln. Wenn man Ihnen noch den Weg zeigt, oder sogar dafür sorgt, dass die Akten der Strafkammer zugehen, so so ist das ein weitgehendes Entgegenkommen.

Genehmigt.

Beschluss:

- Auf die beiden Beschwerden des Fr. Aebischer, Buchhalter in Bern, vom 18. Juli 1913 und der Bertha Jenzer in Bern vom 24. Juli 1913 gegen die erste Strafkammer des Obergerichts und gegen die beiden Untersuchungsrichter von Bern, Dr. Jäggi und A. Rollier, wird nicht eingetreten.
- 2. Soweit die beiden Eingaben als noch nicht beurteilte Beschwerden gegen die beiden Untersuchungsrichter Dr. Jäggi und A. Rollier anzusehen sind, werden sie der ersten Strafkammer des Obergerichts überwiesen.

Erteilung des Expropriationsrechts an die Einwohnergemeinde Interlaken.

Scheurer, Justizdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Während der Herr Präsident der Justizkommission beim soeben erledigten Geschäft verkünden konnte, dass Regierung und Kommission einig gehen, kommen wir nun zu einem Handel, bei dem es sich zeigt, dass diese Einigkeit keine konstante ist, sondern dass es auch Fälle geben kann, wo wir auseinandergehen. Ein derartiger Fall ist das Geschäft, das unter dem Namen «Expropriation Interlaken» den Grossen Rat beschäftigt.

Bei den Expropriationsentscheiden, die der Grosse Rat zu treffen hat, ist in der Regel das Expropriationsrecht grundsätzlich nicht bestritten, sondern die Leute sind nur uneinig über die Entschädigung. Der Fall, dass grundsätzlich gegen eine Expropriation Einsprache erhoben wird, ist ein Ausnahmefall. Der heutige Fall gehört zu diesen Ausnahmen, auch in der Weise, dass man sowohl über die grundsätzliche Berechtigung des Begehrens der Gemeinde Interlaken im Zweifel sein kann, wie auch über die Ausdehnung, die dem Wunsch der Gemeinde gegeben werden kann.

Der Tatbestand ist kurz folgender: Sie kennen alle die Verhältnisse in Interlaken. Das Dorf — da so vornehme Leute dort wohnen, darf man eigentlich den Ausdruck «Dorf» fast nicht mehr gebrauchen ist gross geworden, der Verkehr hat zugenommen. aber die Strassen sind nicht breiter geworden, so dass sie zurzeit fast nicht mehr genügen. In diesem Strassenverkehr sind verschiedene wunde Punkte. An einem Orte ist bereits vor mehreren Jahren, gestützt auf ein Dekret des Grossen Rates, Abhilfe geschaffen worden. Heute handelt es sich um die Einmündung der Jungfraustrasse in die Höhestrasse beim Hotel Kreuz. Dort stossen die beiden grössten Verkehrszüge von Interlaken in einer Art und Weise aufeinander, die häufig Anlass zu Schwierigkeiten gibt. Es steht allerdings nicht in den Akten, aber es ist mir gesagt worden, dass an jener Stelle ab und zu ein Pferdekopf nicht auf der Strasse geblieben, sondern in ein Schaufenster eingedrungen ist. Es ist klar, dass es ein allgemeines Bedürfnis ist, dort Ordnung zu schaffen. Man kann sagen, dass dieses Bedürfnis an und für sich in jedem Ort vorhanden ist, dass es aber in der Gemeinde Interlaken naturgemäss ein grösseres ist als an anderen Orten, denn die Fremden, die nach Interlaken kommen, wollen nicht ris-kieren, dass ihnen die gleichen Unfälle zustossen, die sie in London oder Paris gewohnt sind, sondern sie wollen in aller Ruhe und Bequemlichkeit spazieren.

Darüber nun, wie eine Erweiterung vorzunehmen sei, herrscht Uneinigkeit. Der ursprüngliche Plan bestand darin, dass an den Ecken etwas abgeschliffen würde. Es bestand eine Alignementslinie, die eine Zurücksetzung der Häuser um einige Meter und eine Abrundung der Ecken zur Folge gehabt hätte. Nun hat sich aber in der Gemeinde Interlaken das Bestreben geltend gemacht, diese Platzfrage in anderer Weise zu lösen. Die Gemeinde hat ein Projekt angenommen, nach dem man nicht nur die Häuser ein wenig zurücksetzt, sondern auch die Strasse verbreitert und geradezu eine Art Platz schafft, der geeignet wäre, den Verkehr aufzunehmen. Ferner hat sich die

Gemeinde Interlaken auf Vorschlag eines Architekten auch dem Projekte angeschlossen, eine Art Galerie zu schaffen, die in einem Gebäudeblock eine Fussgängerverbindung von der Jungfraustrasse nach der Höhenstrasse bringen würde. Die Gemeinde Interlaken hat einen Alignementsplan aufgestellt, der diesem Projekt entspricht. Dieser ist genehmigt und in Rechtskraft erwachsen. Damit ist, soweit die Durchführung des Alignements in Frage steht, der Gemeinde Interlaken ohne weiteres das Expropriationsrecht erteilt worden.

Nun haben sich Hindernisse gezeigt. Es waren zunächst Hindernisse finanzieller Art. Die Gemeinde hat sich gesagt, das Alignement sei gut und recht, aber wenn sie das durchführen wolle, koste es eine Summe, die mit der Wichtigkeit der Sache und mit der finanziellen Leistungsfähigkeit der Gemeinde nicht im Einklang stehe. Zweitens ergibt sich eine sachliche Schwierigkeit, indem die Gemeinde dann nicht weiss, was nachher dort gebaut wird. Sie wünscht einen gewissen Einfluss darauf zu haben, dass in architektonischer, gesundheits-, feuer- und baupolizeilicher Richtung etwas Rechtes gebaut werde. Daraus ist schliesslich der Plan und Beschluss der Gemeinde Interlaken hervorgegangen, dass sie sich nicht be-gnügen könne mit dem Expropriationsrecht, welches sie vermöge des Alignementsplanes schon hat, sondern dass sie die Expropriation sollte ausdehnen können auf einen Teil des dahinterliegenden Grundbesitzes, um dann aus der Verwertung dieses Grundbesitzes Vorteile ziehen zu können und auf der anderen Seite alle Sicherheit zu haben, dass dort etwas Rechtes gebaut werde.

Als das Geschäft vor ungefähr einem Jahre an die Regierung gelangte, erregte es in verschiedenen Richtungen Zweifel und Bedenken. Der Regierungsrat hat sich ohne weiteres gefragt, ob es nötig sei, die Expropriation zu verlangen, um die finanzielle Durchführung des Projektes zu ermöglichen. Die zweite Frage war die, ob überhaupt eine zwingende Notwendigkeit vorhanden sei, das Projekt in diesem Umfange auszuführen. Beide Fragen waren vor einem Jahr noch unabgeklärt. Der Regierungsrat beschloss damals, dem Grossen Rate zu beantragen, in dieser unabgeklärten Situation die Erteilung des Expropriationsrechtes nicht auszusprechen. Dieser Antrag kam vor die Justizkommission, welche ihm zustimmte. Damals wäre die Einigkeit glücklich hergestellt gewesen, während sie seither in die Brüche gegangen ist.

In diesem Augenblick hat die Gemeinde Interlaken neuerdings interveniert und gesagt, es sei für sie eine ungemein wichtige Frage und sie ersuche deshalb um nochmalige Prüfung. Der Regierungsrat hat sich mit Rücksicht auf die Wichtigkeit der Frage für das grosse Gemeinwesen Interlaken der Sache nochmals angenommen, er hat die Verhältnisse an Ort und Stelle durch einen Augenschein geprüft und er hat in technischer Beziehung ein Gutachten eingeholt von dem gewesenen Stadtbaumeister von La Chaux-de-Fonds, Herrn Matthys, der in diesen Fragen als ein anerkannter Fachmann gilt. Der Augenschein sowohl als das Gutachten des Sachverständigen haben mit absoluter Sicherheit ergeben, was unsere kantonalen Sachverständigen von der Baudirektion nicht so klar herausgesagt haben, dass eine Aenderung in dieser Ecke aus allen möglichen Gründen ungemein dringend ist und dass aus bau-, feuer- und sanitätspolizeilichen

Gründen einem Zustand ein Ende gemacht werden müsse, dessen Bestehen man wohl als einen Skandal bezeichnen dürfe. Hinter den Häusern, die in erster Linie in Frage kommen, ist ein ganzes Quartier, das von mehreren Familien bewohnt wird und das nur durch enge Zugänge erreichbar ist. Unser Experte hat uns gesagt, wenn es da ein Unglück geben sollte, so werde die Verantwortung auf die Behörden mit aller Schwere fallen, und die Folgen werden sich für Interlaken als eine unerwünschte Reklame bemerkbar machen. Man darf sich wohl wundern, wie es in einem Gemeinwesen wie Interlaken mit seiner fortschrittlichen Bevölkerung überhaupt möglich war, eine derartige Ecke bestehen zu lassen, nachdem ein Unglücksfall in einem benachbarten Quartier gezeigt hat, was für Folgen bei einer derart mangelhaften

Baupolizei eintreten können. Nach der neuerdings gepflogenen Untersuchung ist der Regierungsrat zur Ueberzeugung gekommen, dass in jener Gegend eine Aenderung dringend nötig ist. Es fragt sich, wie diese durchgeführt werden soll. Da erklären die Hauseigentümer, die in Frage kommen, dass sie sich gegen das ausgedehnte Projekt wehren, indem es nicht nötig sei, dass man einen so grossen Platz schaffe; sie anerkennen die Notwendigkeit einer Verbesserung und sie seien bereit, die Sache selber zu verbessern. Wenn die Gemeinde das Alignement durchgeführt habe, so würden sie selbst bauen und dafür sorgen, dass sowohl in architektonischer, als in bau-, feuer- und sanitätspolizeilicher Hinsicht etwas Rechtes ausgeführt werde. Das Projekt, das diese Eigentümer vorlegen, geht nicht so weit wie dasjenige der Gemeinde. Es wird nur die Ecke abgerundet, dagegen kein Platz vorgesehen. Es ist aber klar, dass jeder Zentimeter, den man gewinnt, ein Vorteil ist. Gewiss könnte eine kleine Erweiterung für die nächste Zeit den Uebelständen ein Ende machen.

Die Frage stellt sich als eine technische dar. Ist die Notwendigkeit vorhanden, die Umgestaltung im Sinne der Gemeinde Interlaken vorzunehmen, so viel Platz zu erobern, oder genügt es, wenn man sich mit einem etwas beschränkteren Umbauprojekte zufrieden gibt? Ich verstehe nun persönlich nichts davon und möchte mich nicht an diese schwierige technische Frage heranwagen, um nicht Gefahr laufen zu müssen, dass die Sachverständigen des Grossen Rates mir sagen, ich verstehe nichts davon.

Nur eines möchte ich sagen. Wenn man eine derartige Umgestaltung vornimmt, so ist es doch ganz am Platz, dass man nicht nur für die allernächste Zukunft schaut, sondern die Sache so umgestaltet, dass sie dann auch anhält. Da ist ein Opfer, das vielleicht im Augenblick etwas zu gross scheint für die Bedürfnisse des Tages, doch angezeigt im Hinblick auf die Bedürfnisse der Zukunft. Es ist eine Frage des Vertrauens in die Zukunft. Sind die Zukunftsmöglichkeiten der Gemeinde Interlaken gross, was ich persönlich annehme, so ist es am Platze, dass man dieser wahrscheinlichen Entwicklung den nötigen Raum gibt und das grössere Projekt ausführt.

Es ist in der Justizkommission gesagt worden, es sei nicht nötig, so weit zu gehen, wie die Gemeinde Interlaken wolle; weniger genüge auch. Es ist ein gefährlicher Standpunkt, sich selber zum Experten aufwerfen zu wollen. Wenn man diese Frage bei allen Expropriationen aufwerfen wollte, könnte man an vielen Orten sagen: weniger tuts auch. Man soll sich

damit begnügen, das, was von den Gemeinden und technischen Organen geprüft und für richtig befunden worden ist und was sich nicht gerade als verwerflich oder unnötig erwiesen hat, zu bewilligen.

Dieser Einwand, ein so grosses Projekt sei nicht nötig, wird wahrscheinlich eine geringere Rolle spielen als der andere, der dahin geht, die Gemeinde Interlaken solle ihr Alignementsverfahren durchführen, wenn sie Ordnung schaffen wolle und es sei nicht zulässig, um die Sache finanziell zu erleichtern, hineinzugreifen in das dahinterliegende Terrain, denn damit mache die Gemeinde ein Geschäft auf dem

Buckel der Expropriaten.

Diese Argumentation scheint auf den ersten Blick ziemlich klar zu sein. Es ist auch gesagt worden, es sei gar nicht zulässig, ein derartiges spekulatives oder finanzielles Interesse als Unterlage für ein Expropriationsgesuch gelten zu lassen. Nun bin ich vollständig einverstanden damit, dass ein derartiges Interesse für sich allein nicht genügt, um einem Expro-priationsgesuch als Grundlage zu dienen. Das hat das Bundesgericht bereits in einem Fall aus Genf entschieden. Wenn aber neben dem allgemeinen Interesse auch noch ein solches finanzielles Interesse in Frage kommt, so ist dagegen gar nichts einzuwenden. Wenn ein Gemeinwesen sagt, es müsse Ordnung geschaffen werden, und wenn es den Weg sucht, der ihm erlaubt, diese Ordnung herbeizuführen, und wenn dann dieser Weg durch finanzielle Hindernisse verrammelt ist, so ist es zulässig, wenn das öffentliche Wohl als Grundlage vorhanden ist, neben den Gründen technischer Natur auch noch auf die Gründe und Schlussfolgerungen finanzieller Natur zu achten und diese bei der Entscheidung mitwirken zu lassen. Das ist zulässig unter der einen Bedingung, dass die Expropriation naturgemäss nicht auf dem Rücken der Expropriaten durchgeführt werden darf.

Diese Befürchtung aber ist in unserem Fall nicht berechtigt, sondern die Expropriaten sollen vollständige Entschädigung bekommen. Damit sind ihre Interessen erledigt, und eine Benachteiligung im rechtlichen Sinne tritt nicht ein, sondern nur diejenige Benachteiligung, die in kleinerem oder grösserem Masse jedesmal eintritt, wenn in Expropriationsfragen das öffentliche Interesse mit dem privaten zusammen-stösst. Wenn das öffentliche Interesse überwiegt, muss das private in Gottes Namen eben weichen. Als seinerzeit die Bahn von Bern nach Neuenburg gebaut werden sollte, da erinnere ich mich sehr genau, dass eine grosse Freude in unserem heimatlichen Dorfe herrschte. Als die Pläne aufgelegt wurden, wurden sie von der ganzen Bevölkerung besichtigt. Unglücklicherweise waren die Pläne so, Bahn durch ein Kabisbeet einer alten Jungfer hindurchkam. Diese alte Jungfer protestierte lebhaft und sagte: «Da gits nüt drus.» Die Bahn kam doch, ohne einen Umweg um jenes Kabisbeet zu machen. In kleinerem oder grösserem Masse ist dieser Zusammenstoss stets vorhanden. Das ist das von Natur aus Stossende bei jedem Expropriationsgesuch. In unserem Falle wird es sich nicht darum handeln, dass man den beiden Expropriaten irgendwie ein finan-

zielles Unrecht zufügt, da sie ja entschädigt werden.
Die beiden Parteien, die sich in übler Weise in
Interlaken herumbalgen, haben jede für sich versucht,
zu zeigen, dass es ihnen mit ihren Plänen ernst sei.
Der Gemeinderat von Interlaken hat erklärt, dass er

sein ursprüngliches Projekt, den Platz selber zu überbauen, nicht mehr aufrecht erhalten wolle, dass es ihm nur darum zu tun sei, den Platz zu erwerben. Da ist ohne weiteres zu sagen, dass es von grosser Wichtigkeit ist, in welche Hände die einzelnen Parzellen kommen. Wenn die Herren die Pläne anschauen, so werden sie sehen, was das für ein verzwicktes und ineinandergeschachteltes Zeug ist. Eine richtige Ueberbauung wäre so gar nicht möglich, so dass aus der einzigen Tatsache der Zusammenlegung, die keinem Menschen wehe tut, die den beiden Expropriaten nichts schadet, sich ein grosser Vorteil für die Gemeinde Interlaken ergibt, den man ihr ruhig zuwenden kann.

Nun sagt die Gemeinde Interlaken weiter, sie wolle sich der Verpflichtung nicht entziehen, alles das zu leisten, was das Expropriationsrecht verlange, wolle sogar weitergehen und erklären: wenn die Expropriation durchgeführt ist, sind wir bereit, den Platz, der noch als Bauplatz zur Verfügung bleibt, den 2 oder 3 Expropriaten, die da in Frage kommen, um 120,000 Fr. billiger zur Verfügung zu stellen, als wir bezahlen mussten. Die Gemeinde erklärt also, sie wolle alles bezahlen, was nötig ist für die Strassenerweiterung, sie wolle das Land entschädigen und an dem ihr verbleibenden Terrain keinen Profit machen, sondern von vornherein einen Abzug von 120,000 Fr. auf sich nehmen. Der Gemeinderat fügt bei, dass er bereit sei, der Gemeinde ein weiteres Opfer zu empfehlen.

Auf der andern Seite kommen die beiden zunächst beteiligten Expropriaten, Urfer und Häsler, und sagen, sie seien bereit, ein Projekt auszuführen, das allerdings nicht so grossartig sei wie dasjenige der Gemeinde Interlaken, aber ein Projekt, das zwischen dem früheren und dem jetzigen Projekt der Gemeinde ungefähr die Mitte halte, und sie würden sich verpflichten, innerhalb eines Jahres nach Durchführung des Alignementsverfahrens den Bau zu beginnen und all den Anforderungen, die die Gemeinde Interlaken in architektonischer, bau-, feuer- und sanitätspolizeilicher

Hinsicht stelle, nachzuleben. Ueber den Wert dieser beiden Erklärungen kann man sehr skeptisch denken. Der Erklärung der Gemeinde Interlaken wird entgegengehalten, dass der Gemeinderat nicht das Recht habe, eine solche abzugeben; gegenüber der Erklärung der Expropriaten aber kann man sagen, sie sei nicht vollstreckbar. Wir haben von der Gemeinde Interlaken verlangt, sie solle ihre Erklärung in vollstreckbarer Form abgeben. Wenn man sich hingegen fragt, wie die Erklärung der beiden Expropriaten rechtsverbindlich gemacht werden könnte, so kann man darüber nicht im Zweifel sein, dass die Grundlage für die Gemeinde nicht sehr

Ich betrachte diese beiden Erklärungen nicht als entscheidende Dokumente. Jede Partei hat dadurch nur ihren guten Willen zeigen wollen. Wir sind im Regierungsrat zu der Ansicht gekommen, dass die Tatsache des finanziellen Interesses nicht genüge, um der Gemeinde Interlaken das Expropriationsrecht abzuschlagen, dass die Grundlage des Ganzen immer-hin eine Erweiterung zugunsten des öffentlichen Wohles sei, dass man darauf abstellen müsse, das Uebrige als mitbestimmend, aber nicht als entscheidend in den Kauf nehmen zu dürfen. Es wird von der Gemeinde Interlaken geltend gemacht, sie könne

nur auf dem von ihr vorgeschlagenen Wege zu einem Resultate gelangen. Ich muss sagen, dass ich das nicht beurteilen kann; ich verlasse mich auf das, was die Gemeindeversammlung beschlossen hat und was die technische Expertise und der Augenschein der Regierung ergeben hat. Wenn sich aus alledem die dringende Notwendigkeit ergibt, etwas zu ändern, so muss man auch alle diejenigen Mittel und Wege als richtig anerkennen, die geeignet sind, zu diesem notwendigen Ergebnis zu führen, sobald diese Wege begangen werden können, ohne dass den Leuten, die da beteiligt sind, Opfer zugemutet werden müssen, die zu tragen sie nicht verpflichtet sind.

Nun habe ich bereits erwähnt, dass das Opfer darin besteht, dass die Expropriaten vor dem öffentlichen Interesse zurückweichen müssen, aber nicht darin, dass sie in ihrem Interesse in irgendwelcher Weise geschädigt werden. Es ist eine Frage der Abschätzung, wie weit man bei einem derartigen Widerstreit gehen will. Der eine legt das Hauptgewicht mehr auf die öffentliche Seite der Frage, der andere mehr auf die private; der eine sagt, man solle ein Gemeinwesen nicht in seiner Entwicklung aufhalten, der andere sagt unter Bezugnahme auf das, was ihm persönlich bevorstehen könnte, et sei der Meinung, dass man nicht

in das Privateigentum eingreifen sollte.

Nachdem er alles nach den Verhältnissen des vorliegenden tatsächlichen Falles abgewogen, ist der Regierungsrat zu dem Schluss gekommen, dass das öffentliche Interesse so stark sei, dass das private zurücktreten müsse. Nun wird wohl der Einwand kommen, wenn die Gemeinde Interlaken dort Ordnung schaffen wolle, solle sie selbst Ordnung schaffen und nicht mehr expropriieren als nötig ist, sie solle namentlich nicht über die Baulinie hinausgreifen und die Leute in ihrem Besitztum nicht mehr stören, als

die Ausführung dieses Planes verlangt.

Diese Meinung wird sowohl in der Literatur als unter Umständen vor den Gerichten vertreten. Aber es ist nicht die Meinung, die der Grosse Rat selbst bis jetzt betätigt hat. Der Grosse Rat hat vor sechs bis sieben Jahren einen genau gleichen Handel in Interlaken in dem Sinne entschieden, wie es die Regierung heute vorschlägt. Es handelte sich um die Erweiterung einer Parallelstrasse zur Jungfraustrasse. Damals war die ganze Justizkommission mit dem Regierurgsrat einverstanden. Allerdings wird nun gesagt, der Fall liege nicht gleich. Die Akten dieses Falles liegen nun gerade beim Bundesgericht, so dass sie hier nicht produziert werden können. Damals wurde die Baudirektion begrüsst und zur Aussprache aufgefordert über ihre Auffassung der Sachlage. Zur Begründung des Antrages auf Erteilung des Expropriationsrechtes wurde damals folgendes gesagt: Die Gemeinde Interlaken kann mit dem Land, das sie auf Grund des Alignementsgesetzes enfeignen kann, nichts Rechtes anfangen; sie muss im Interesse der Gemeindefinanzen, - nicht um ein Geschäft zu machen, sondern um billiger wegzukommen — sowie auch im baulichen Interesse, weil das ihr gehörige Land zur rationellen Bebauung sonst nicht ausreichen würde, auch über die hinteren Parzellen verfügen können. Das war damals die Begründung des Expropriationsdekretes. Diese Begründung ist vom Regierungsrat angenommen worden; auch die Justizkom-mission hat sie akzeptiert und der Grosse Rat hat alledem diskussionslos zugestimmt.

Ich habe nachgeschaut, ob Personalveränderungen in der Justizkommission ihre veränderte Stellungnahme von heute erklären können. Mindestens drei Mitglieder der Justizkommission, die sich heute gegen die Erteilung des Expropriationsrechtes aussprechen, waren damals schon Mitglieder dieser Kommission.

Dieser Handel hat nun Veranlassung zu einem staatsrechtlichen Rekurse gegeben. Das Bundesgericht hat über diese Frage folgendes gesagt: «Dieser finanzielle Gesichtspunkt wird, weil mehr fiskalischer Natur, kaum als solcher des öffentlichen Wohls, der eine Expropriation rechtfertigt, anzuerkennen sein. Doch sind keine Anhaltspunkte dafür vorhanden, dass seitens des Regierungsrates, der die örtlichen Verhältnisse durch seine Baudirektion hat untersuchen lassen, und des Grossen Rates jenes Moment des öffentlichen Wohls nur vorgeschoben sei, um die in Wahrheit verfolgten fiskalischen, privaten Zwecke der Gemeinde Interlaken zu verdecken. Sobald aber die Expropriation ohne Willkür als durch öffentliche Interessen gefordert betrachtet werden konnte, kann es für die Frage der Zulässigkeit derselben nichts verschlagen, dass sie zugleich privaten Interessen dient.» Das hat man damals so angenommen. Der Regierungsrat kann sich nicht auf einen andern Boden stellen, nachdem die Verhältnisse abgeklärt sind. Ich will wiederholen, dass ich in dieser Beziehung dem Grossen Rate keine Zumutung stellen möchte, ich will aber auch wiederholen, dass der Regierungsrat sich seine Meinung nach einer sehr genauen und langwierigen Prüfung des Falles nach seiner tatsächlichen und rechtlichen Bedeutung gebildet hat und dass er der Meinung ist, die Grundlage für die Erteilung des Expropriationsrechtes sei gegeben, dass er weiter der Meinung ist, man dürfe nach den heutigen Anschauungen über Konflikte zwischen öffentlichen und privaten Interessen vielleicht etwas weiter gehen als vor 50 oder 60 Jahren. Wir haben in allen grösseren Gemeinwesen, in kleinen und in grossen, ganz ähnliche Fragen und Konflikte. Es ist deshalb am Platze, dieses Expropriationsrecht zu erteilen.

Der Regierungsrat beantragt, der Gemeinde Interlaken das nachgesuchte Expropriationsrecht zuzu-

billigen.

Peter, Präsident der Justizkommission. Namens und im Auftrage der grossen Mehrheit der Justizkommission beantrage ich Ihnen, das Expropriationsgesuch von Interlaken abzulehnen. Ich habe vorhin Anlass gehabt, meiner Freude Ausdruck zu geben, dass wir mit der Regierung einig gehen können. Wenn es in diesem Falle nicht geschehen kann, so ist daran nicht die Justizkommission schuld, sondern die Regierung. Denn die Regierung hat unter dem 5. Mai 1913 dem Grossen Rat den Antrag formuliert, der allerdings nicht zur Verhandlung gekommen ist, der aber in den Akten steht, es sei das Begehren der Gemeinde Interlaken abzuweisen. Die Justizkommission hat sich dann damals mit diesem Antrag einverstanden erklärt. Seither hat sie nicht zu einer andern Meinung kommen können. Die Regierung ist unter-dessen allerdings nach der Auffassung der Gemeinde Interlaken aus einem Saulus zu einem Paulus geworden; der Justizkommission ist aber nicht, wie dem Saulus auf dem Wege nach Damaskus, plötzlich ein Licht erschienen und sie hat sich nicht davon überzeugen können, dass das Interlaken von heute ein

anderes sein soll als das Interlaken, das im Frühling 1913 bestand. Wir waren Neinsager, aus solchen lassen sich nicht so geschwind Jasager machen. Allerdings muss man sagen, dass je mehr Anstrengungen gemacht worden sind, um diese Metamorphose der Regierung durchzuführen, dieselben desto grösseren Erfolg gehabt haben. Bekanntlich hat die Regierung die Akten vom Mai 1913 bis jetzt, wo sie zu einem andern Antrag kommt, immer in den Händen gehabt. Wir haben diese Akten am 25. Februar dieses Jahres bekommen. Die Regierung hat unterdessen einen Augenschein vorgenommen, was der Justizkommission nicht möglich war. Vielleicht wäre der Augenschein für sie gerade so nötig gewesen, wie für die Regierung.

Aber auch die Regierung hat nicht sofort den Standpunkt geändert. Ich habe bei den Akten einen Vortrag der Justizdirektion vom 12. September 1913 gefunden. Auch dort geht der Antrag nicht auf Gewährung des Expropriationsrechtes, sondern darauf, die Sache vorläufig zurückzuweisen. Erst im Januar 1914 findet man den heutigen Antrag der Regierung. Offenbar ist dieser Antrag damals noch in der Regierung bekämpft worden. Nachdem er gestellt war, ordnete die Regierung die Expertise durch Herrn Matthys an. Also muss die Regierung nicht mit

sich einig gewesen sein.

Unter diesen Umständen ist es jedenfalls eine Frage von grosser Tragweite, ob man nunmehr plötzlich dieser veränderten Anschauung der Regierung nachgeben oder ob man mit der Justizkommission die ursprüngliche Anschauung der Regierung sanktionieren will. Im August 1913 gelangte die Gemeinde Interlaken

mit einer Eingabe an die Regierung, in welcher sie verlangte, man möchte neuerdings auf die Sache zurückkommen und sie in anderem Sinne entscheiden. Diese Eingabe ist auch einzelnen Mitgliedern der Justizkommission zugekommen. Eines der Mitglieder das so glücklich war, sie zu bekommen, hat mir sein Exemplar zur Verfügung gestellt und hat ganz dick zwei Seiten angestrichen. Von diesem Passus will ich Ihnen Kenntnis geben. Es heisst: «Nun hat Herr Häsler aber selber ein Bauprojekt vorgelegt, das an und für sich geeignet wäre, die bestehenden Verkehrshindernisse wenigstens für die nächste Zukunft zu überwinden.» Da sagt also die Gemeinde selber, das Projekt, das von den Expropriaten vorgelegt wird, genüge wenigstens für die nächste Zukunft. Sie fährt dann fort: «Es ist das Bauprojekt, das wir oben unter Ziff. 1 erwähnt haben, ein Projekt, dessen Alignement gegenüber dem alten Alignement immer-hin eine Besserung aufweist. Dieses Projekt hat aber den Fehler, dass es nicht für die Ausführung bestimmt ist.» Das glaubt man in Interlaken. Es heisst in der Eingabe: «Man frage die Herren Häsler und Urfer, ob sie im Ernst an dessen Verwirklichung denken. Sie werden antworten: Für uns genügen die gegenwärtigen Strassenzüge; wir sitzen an der Quelle und schöpfen mit vollem Löffel; die Gemeinde mag kommen und uns unser Projekt ausführen; wir sind bereit, unsere Häuser niederzureissen und Neubauten zu erstellen unter Respektierung der neuen Baulinie; die Gemeinde wird uns aber die Kosten zu vergüten haben. Wir stehen dann eben vor der Sachlage, wie wir sie unter Ziff. 1 gekennzeichnet haben.»

Dann fahren sie fort: «Hier liegt der Irrtum, den die Expropriaten durch die Vorlage ihres Projektes

bei der Regierung erweckt haben. Man begreift vollkommen, wenn der Herr Justizdirektor in der irrtümlichen Annahme, Herr Häsler denke an eine Realisierung seines Projektes, zur Begründung seines Antrages sagen konnte: «Ist hienach anzunehmen, dass eine Hebung der gegenwärtig bestehenden Mängel in den baulichen Verhältnissen an der Ecke Höhestrasse-Jungfraustrasse ohne Ausführung der vom Gemeinderate in Aussicht genommenen Projekte Mühlemann durch die betreffenden Eigentümer selber veranlasst werden wird, so muss das Eigentumsrecht der letzteren so lange respektiert werden, als es sich nicht erweist, dass diese Annahme irrig war. Denn es darf nicht ausser acht gelassen werden, dass die Verfassung den Grundsatz der Unverletzlichkeit des Eigentums proklamiert und eine Durchbrechung dieses Grundsatzes nur dann gestattet, wenn das öffentliche Wohl es verlangt. Sind die Eigentümer aber selber im Falle und gewillt, die berechtigten Forderungen des öffentlichen Wohles zu erfüllen, wie dies vorliegend der Fall ist, so muss ihr stärkeres Recht

respektiert und geschützt werden.» Das die Motive der ersten Entscheidung des Regierungsrates. Es sind das die Motive, die auch heute durchschlagend sein sollten. Im ferneren wird noch einmal betont in der Eingabe, Herr Häsler wolle sein Projekt nicht ausführen. Es heisst: «Wir erlauben uns daher, die Anregung zu machen, es möchten die Herren Häsler und Urfer befragt werden, ob und innert welcher Zeit sie die bezüglichen Bauten Diesem Begehren ist die auszuführen gedenken.» Regierung nachgekommen, und es haben sowohl in den Vorkehren als in einer besonderen Erklärung vom 3. September 1913 die Expropriaten erklärt, sie seien bereit, zu bauen. Sie haben aber noch eine andere Erklärung abgegeben. Nachdem die Akten bereits bei der Justizkommission lagen, hat die Gemeinde Interlaken erklärt, wie sie vorhin von Herrn Justizdirektor gehört haben, sie wolle das Terrain, um das es sich handelt, den Expropriaten abtreten, um 120,000-150,000 Fr. billiger, als die ganze Expropriationssumme betrage. Damit wäre allerdings für die Gemeinde Interlaken ein klares Verhältnis geschaffen, die Gemeinde würde dasjenige nehmen, was sie nehmen kann nach dem Alignementsplan. Dazu braucht es keinen Beschluss des Grossen Rates, da der Alignementsplan vom Regierungsrat genehmigt worden ist. Sie würde ferner das Terrain, das dahinter liegt, erhalten. Was sie dafür zu bezahlen hätte, für das Terrain hinter und vor der Baulinie, das ist eine Offerte, die von den Herren absolut nicht

angenommen werden kann.

Immerhin hat die Justizkommission gefunden, es sollte diese Offerte auch den Expropriaten unterbreitet werden. Es ist ihnen etwa 48 Stunden Zeit gelassen worden, sich darüber zu erklären. Diese Erklärung ist unter dem 10. März 1914 gekommen. In erster Linie erklären die Expropriaten, auf das Angebot von Interlaken nicht eintreten zu können. Sie wiederholen sodann in rechtsverbindlicher Weise, dass sie bereit seien, das Projekt Vifian und von Moos auszuführen. Es ist ein Plan bei den Akten, der zeigt, dass das Projekt nicht so monumental ist wie dasjenige der Gemeinde, dass es aber doch genügt. Die Expropriaten erklären, dass der Bau innert Jahresfrist nach der endgültigen Bestimmung der Expropriationsentschädigung in Angriff genommen wird, dass dabei

den Anforderungen der Gemeinde Interlaken in architektonischer, sanitarischer, sowie feuer- und baupolizeilicher Richtung Rechnung getragen wird. Das ist ein Versprechen, das inhaltlich wenigstens nichts zu wünschen übrig lässt. Die Herren sind so situiert, dass sie das auch durchführen können.

Nun sagt man, das sei nicht notarialisch ausgefertigt. Diese Verpflichtung hat aber immerhin ihren Wert. Wie weit sie exequiert werden kann, bleibt eine Frage der Rechtsprechung. Wenn man ein Versprechen abnehmen wollte, das diese Verpflichtung enthält, müsste man nach meinem Dafürhalten einen förmlichen Dienstbarkeitsvertrag machen auf dieses Grundstück zugunsten der Einwohnergemeinde Interlaken. Dieser Vertrag wäre schwer abzufassen; ich glaube sogar, dass es gegenwärtig nicht möglich wäre, ihn so zu redigieren, dass die Gemeinde Interlaken damit völlig zufrieden sein könnte. Unter den obwaltenden Verhältnissen dürfen wir aber annehmen, dass es den Herren Häsler und Urfer mit ihrer Zusicherung ernst sei.

Was nun die materielle Grundlage anbelangt, so ist dieselbe in erster Linie geschaffen worden durch die technischen Organe, die der Regierung zur Seite stehen, durch das Kantonsbauamt und durch den Oberingenieur des Kantons Bern. Beide sind befragt worden, und das Kantonsbauamt hat sich am 29. April 1913, der Oberingenieur am 12. Mai 1913 geäussert. Die Darstellung der beiden Beamten genügte der Regierung nicht, infolgedessen wurden die beiden veranlasst, noch einmal ihre Meinung abzugeben. Sie haben das getan am 5. September 1913. Ihre Erklärung gipfelt darin, dass sie sagen, die Erleichterung der Finanzierung, die sich die Gemeinde durch die Expropriation des ganzen Areals verschaffen will, gehe zum grossen Teil auf Kosten der Expropriaten.

Nun hat offenbar die Regierung im Januar gezaudert, dem Begehren Folge zu geben, und sie hat durch Herrn Ingenieur Matthys ein neues Gutachten ausfertigen lassen. Dieses sagt, eine Aenderung der Verkehrsverhältnisse sei notwendig, aber es sagt uns nicht, was notwendig wäre für die Erteilung des Expropriationsrechtes, und es sagt uns nicht, dass der Plan, den die Herren Häsler und Urfer durchführen lassen wollen, ungenügend sei. Nun sagt man sich auch, die Verpflichtung der Gemeinde Interlaken sei unverbindlich. Ich weiss nicht, wie weit das Ge-meindereglement von Interlaken geht, ob der Gemeinderat die Kompetenz hat für eine Summe von 120,000 Fr. Noch viel weniger ist es sicher, ob auf Antrag des Gemeinderates diese Summe auf 150,000 Franken erhöht würde. Es ist im Gegenteil bei den Verhältnissen, wie sie aus den Akten hervorgehen, anzunehmen, dass die Gemeinde Interlaken es verwerfen würde, denn die Frage der Expropriation ist mehrmals vor die Gemeinde gekommen. Das erstemal wurde sie ohne weiteres verworfen, ein zweites Mal wurde sie genehmigt, weil der Gemeinde hat plausibel gemacht werden können, die Sache koste nicht viel, da die Gemeinde das dahinter liegende Terrain erwerben und dort soviel Land erhalten könne, dass

die Expropriation billig zu stehen komme.

Man zitiert den Fall Brennecke und das Urteil des Bundesgerichts und sagt, an der Erledigung dieses Falles im Grossen Rat hätten mehrere Mitglieder der Justizkommission mitgewirkt. Es mag sein, dass zwei

oder drei dabei gewesen sind. Soviel ich weiss, war ich noch nicht dabei, da ich erst im Herbst 1907 in die Justizkommission kam, als die Akten bereits zirkuliert hatten. Uebrigens ist das gleichgültig, ob ich mitgewirkt habe oder andere Herren: Der Fall ist nicht der gleiche. Im Fall Brennecke ist alles gesagt worden, was der Herr Justizdirektor vorgeführt hat, aber es war niemand da, der diese Paizelle überbauen wollte, der die Verpflichtung übernommen hätte, alle Parzellen zusammenzulegen und selber etwas zu bauen. Hier haben wir diese Ver-pflichtung, und deshalb kann der Fall Brennecke gar nicht herangezogen werden. Es ist das wahrscheinlich auch der Grund, warum die Expropriaten, denen der Fall Brennecke bekannt ist, sich herbeigelassen haben, ihr Versprechen abzugeben. Wenn Sie übrigens glauben, dass die Herren Urfer und Häsler nicht imstande seien, zu bauen, so wird sich das bald zeigen, da sie mit ihren Erklärungen an eine bestimmte, relativ kurze Frist gebunden sind. Erfüllen sie dannzumal ihr Versprechen nicht, kann der Fall neuerdings vor den Grossen Rat gebracht werden, und dann hätte ich wirklich kein Erbarmen mehr mit diesen Leuten und würde dafür stimmen, der Gemeinde das Expro-

priationsrecht zu erteilen.

Der Verfassungsgrundsatz von der Unverletzlichkeit des Eigentums wird, wenn man die Expropriation erteilt, ohne weiter zu prüfen, ob die Herren Urfer und Häsler ihr Versprechen halten, arg verletzt. Der Fall liegt so, dass wir eine Linie haben, auf deren einen Seite das Terrain liegt, das ohne weiteres expropriiert werden kann und auf der andern dasjenige Terrain, über das der Grosse Rat entscheiden soll. In diesem Falle hängt das Terrain zusammen mit den Stücken, die durch das Alignement bereits expropriiert werden können. Da sagt man, man könne auch das übrige Terrain nehmen. Sie brauchen aber diesen Grundsatz nur ein wenig weiter auszudehnen und Sie werden dazu kommen, dass das Terrain nicht gerade hinter der Linie zu liegen braucht, sondern eine Viertelstunde entfernt liegen und vielleicht zufälligerweise dem gleichen Expropriaten gehören kann. Nun sagt die Gemeinde, sie sei nicht imstande das Alignement durchzuführen, wenn sie nicht auch dieses Terrain bekomme, auf dem sie Spekulationsbauten machen könne. Wenn Sie noch einen Schritt weiter gehen, so braucht nicht einmal der Eigentümer des Terrains der gleiche zu sein, es können auch Dritteigentümer sein, denen gegenüber man sagen kann, man sei nicht imstande, ohne Expropriation ihres Terrains das Alignement durchzuführen. Das sind die Schlussfolgerungen, die nach und nach gezogen werden können, wenn man das Expropriationsgesetz in dieser Art erweitern will. Das Expropriationsgesetz ist ein Ausnahmegesetz, und die alte Regel in Rechtssachen ist immer, dass Ausnahmen nicht ausdehnend interpretiert werden dürfen.

Gestützt auf diese Anbringen beantragt Ihnen die Mehrheit der Justizkommission Abweisung des Expro-

priationsbegehrens.

Zgraggen. Ich wollte eigentlich erst nachher zu diesem Geschäft sprechen, nachdem vielleicht noch andere Mitglieder der Justizkommission den Antrag der Regierung bekämpft haben würden. Den Ausführungen des Herrn Justizdirektors habe ich nicht viel beizufügen. Wenn der Grosse Rat der Gemeinde

Interlaken das Expropriationsrecht entgegen dem Antrag der Regierung nicht zubilligt, so setzt er sich damit in Widerspruch zu einer ganzen Reihe von Expropriationsbeschlüssen, die er früher gefasst hat.

Der Herr Justizdirektor hat mit Recht darauf hingewiesen, dass gerade betreffend Interlaken sowohl ım Jahre 1907 als auch im Jahre 1908 hier im Grossen Rate Grundsätze dargelegt worden sind, nach denen das Expropriationsrecht bewilligt worden ist unter ganz gleicher Schichtung der Fragen, wie wir sie hier antreffen. Bei der Erteilung des Expropriationsrechtes an die Gemeinde Interlaken, ist am 10. Oktober 1907 vom Präsidenten der Justizkommission ausgeführt worden, dass Einsprachen gegen das Expropriationsgesuch eingelangt seien. Man müsse sich fragen, ob man dem Begehren entsprechen könne. Der Justizdirektor habe anhand der bundesgerichtlichen Entscheide ausgeführt, dass die Ermöglichung einer richtigen Anlage und einer rationellen Ver-wendung des Baugrundes ein Postulat des öffentlichen Wohles sei und hiefür infolgedessen das Expropriationsrecht erteilt werden dürfe. Es sei durch einen Augenschein festgestellt, dass in der Tat die von der Gemeinde Interlaken beabsichtigte Erweiterung der Passage in baupolizeilicher, sanitarischer und verkehrspolizeilicher Hinsicht eine Verbesserung bedeute und damit einem längst empfundenen Uebelstande in zweckmässiger Weise abgeholfen werde. Die Voraussetzung zur Erteilung des Expropriationsrechtes sei deshalb vorhanden und es stehe der Erteilung desselben nichts im Wege.

Das war damals der Standpunkt der Justizkommission. Im vorliegenden Falle stellt sich die Frage ganz gleich: Kann der Gemeinde die Expropriation bewilligt werden in grösserem Umfange, als absolut nötig ist, aber in einem Umfange, der die Expropriation, die zweifellos im öffentlichen Interesse liegt, finanziell

ermöglichen hilft?

Noch deutlicher hat sich der Grosse Rat ausgesprochen, als es sich darum handelte, der Kurhausgesellschaft Interlaken das Expropriationsrecht zu bewilligen. Damals führte der Präsident der Justizkommission, offenbar wieder im Einverständnis mit der Kommission, aus: «Ich habe bereits bei Empfehlung eines früheren Expropriationsgesuches Gelegenheit gehabt, zu betonen, dass in Literatur und Praxis, auch in der bernischen Praxis, sich die Tendenz herausgebildet hat, dass als «öffentliches Wohl» nicht nur ein Tatbestand von streng absoluter Notwendigkeit im Interesse des Ganzen aufgefasst wird, sondern dass es auch genügt, wenn Gründe des allgemeinen Nutzens mitspielen. Diese Tendenz der Erweiterung des Expropriationsrechtes hat sich, wie gesagt, auch in der Praxis des bernischen Grossen Rates geltend gemacht und ist jeweilen durch das Bundesgericht, so auch in seinem neuesten Entscheid, aufrechterhalten worden. Durch die betreffende Einrichtung braucht also nicht ausschliesslich ein Zweck des öffentlichen Wohles angestrebt zu werden, sondern es genügt, wenn überhaupt öffentliche Interessen durch das betreffende Werk eine Förderung erfahren.»

Es hat sich damals eine Diskussion entsponnen, in deren Verlauf auch Gegenanträge gestellt wurden. Der Rat erteilte aber mit 98 gegen 6 Stimmen das Expropriationsrecht. Wenn man nun bei ganz gleicher Lagerung des Falles in tatbeständlicher Hinsicht das eine Mal die Expropriation bewilligt, das andere Mal sie versagt, so erweckt man in der Tat nach aussen den Eindruck, als ob man willkürlich vorgehe, als ob eine ungleiche Behandlung der Bürger stattfinde. Hier, wo die Gemeinde Interlaken das Expropriationsrecht verlangt, wo sie das öffentliche Interesse nachgewiesen hat, wo sie diese kostspielige Aenderung nur durchführen kann, wenn sie einen grossen Komplex von dahinter liegendem Land expropriieren kann, hier sollte die Expropriation erteilt werden, wenn man sich nicht dem Vorwurf aussetzen will, dass man gleiche Fälle ungleich behandle. Ich unterstütze den Antrag der Regierung.

Steuri. Wenn ich mir erlaube, kurz das Wort zu ergreifen, so möchte ich Sie bitten, mir zu verzeihen, wenn es nicht so geschieht, wie ein Jurist es kann. Zunächst bemerke ich, dass es jedenfalls für beide Teile gut ist, wenn einmal diese Seeschlange erledigt wird. Soviel mir bekannt ist, sind die Expropriaten bereit, der Gemeinde Interlaken so viel abzutreten, als zur Sanierung der dortigen Verhältnisse wirklich nötig ist. Das würde 220 m² betragen. Damit gibt sich die Gemeinde Interlaken nicht zufrieden, sondern sie verlangt das Expropriationsrecht für das ganze Areal, das einen Flächeninhalt von 1000 m² hat.

Man fragt sich, warum die Gemeinde Interlaken das wünscht, während sie zur Sanierung der dortigen Verkehrsverhältnisse nur 220 m² nötig hat. Es handelt sich um einen zentral gelegenen Platz an einer Geschäftslage, wie die Gemeinde Interlaken keine zweite aufzuweisen hat. Das wissen die Behörden von Interlaken eben sehr gut. Es ist bereits erwähnt worden, dass sie beabsichtigen, mit diesem Platz ein Geschäft zu machen. Dass eine Gemeinde das Recht hat, das Expropriationsrecht zu erwerben zum Zwecke des öffentlichen Wohls oder zur Sanierung von Verkehrsverhältnissen, möchte ich nicht bestreiten; dass sie aber das Recht hat, das Expropriationsrecht zu erwerben oder einen Privaten im Zwangswege um sein Besitztum zu bringen zu Spekulationszwecken, das geht doch zu weit, das ist wider jedes Eigentumsrecht.

Es ist auch erwähnt worden, dass die Gemeinde Interlaken den Expropriaten den Rest dieses Terrains um 120 bis 150,000 Fr. billiger zurückerstatten werde. Die Expropriaten können auf dieses Angebot nicht eingehen, da die Gebäude, die auf dem dahinter liegenden Terrain stehen, einen Brandversicherungswert von rund 165,000 Fr. haben. Dadurch wird es begreiflich, dass sie das Angebot nicht akzeptieren können. Gestützt auf diese Gründe ersuche ich Sie, dem Antrag der Mehrheit der Justizkommission zuzustimmen.

Michel (Interlaken). Sie werden es begreiflich finden, wenn auch ein Bürger und Vertreter der Gemeinde, die das Expropriationsrecht verlangt, in dieser Angelegenheit seine Meinung ausspricht. Ich glaube, das um so eher tun zu dürfen, als ich in der Sache durchaus kein eigenes Interesse vertrete, sondern nur das allgemeine Interesse als Bürger von Interlaken. Ich gehöre nicht der Gemeindeverwaltung an und bin nicht ihr Anwalt, auch wohne ich weit entfernt von dem Quartier, dem diese Strassenerweiterung zugute kommen wird.

Ich bin auch der Ansicht, dass der Grosse Rat das Expropriationsrecht in jedem einzelnen Falle nur erteilen darf nach gewissenhafter Abwägung der Frage, ob wirklich ein genügendes öffentliches Interesse vorhanden sei, um vom Grundsatz der Unverletzlichkeit des Eigentums eine Ausnahme zu machen. So viel ist aber jedenfalls sicher, dass der Grosse Rat nicht nur die Pflicht hat, den Grundsatz der Unverletzlichkeit des Eigentums zu wahren, sondern ebensosehr die Pflicht, in Fällen, die so beschaffen sind wie der vorliegende, das Expropriationsrecht zu erteilen, wenn das öffentliche Interesse dies verlangt.

Es ist von seite des Referenten der Justizkommission geltend gemacht worden, das Projekt, das die Expropriaten selber aufgestellt haben, genüge vollständig, um den öffentlichen Interessen Interlakens in bezug auf die Strassenerweiterung entgegenzukommen. Ich glaube das nicht, und die grosse Mehrheit der Gemeinde Interlaken glaubt es auch nicht, sondern sie hält daran fest, dass nur ein grosszügigeres Projekt, eben das Projekt, das dem Expropriationsgesuch zugrunde liegt, dem Bedürfnis des Fremdenzentrums genügen könne. Der Gemeinderat hat sich in dieser Angelegenheit durch hervorragende Sachverständige beraten lassen. Der von ihm bestellten Expertenkommission gehörten unsere Kollegen Heller-Bürgi, Böhme und Hofstetter an. Gemeinderat hat diesen Experten verschiedene Fragen vorgelegt. Die Antwort dieser Experten hat den Gemeinderat zum Resultat geführt, dass der Alignementsplan, den der Regierungsrat vor einem Jahr genehmigt hat, nicht genüge, dass man noch weitere Bedürfnisse befriedigen müsse, insbesondere die rationelle Ueberbauung der Parzellen, die hinter dem hauptsächlichen Expropriationsobjekt, dem sog. Eckladen, liegen. Herr Regierungspräsident Scheurer hat die Frage aufgeworfen, wie die nächste Zukunft der Gemeinde Interlaken sein werde. Er hat diese Frage dahin beantwortet, dass hoffentlich diese Entwicklung den gleichen fortschrittlichen Gang nehmen werde wie in der Vergangenheit.

Es wird Sie vielleicht interessieren, anhand einiger Zahlen ein Bild zu bekommen über diese Entwicklung. Die allgemeine Verwaltungsrechnung der Gemeinde Interlaken wies im Jahre 1840 in den Einnahmen 286 Fr., in den Ausgaben 320 Fr. auf. 20 Jahre später, 1860, betrugen die Einnahmen 5700 Fr. und die Ausgaben 5100 Fr. Im Jahre 1870 betrugen die Einnahmen 28,000 Fr., die Ausgaben 19,000 Fr., im Jahre 1880 die Einnahmen 80,000 Fr., die Ausgaben 77,000 Fr., im Jahre 1890 die Einnahmen 100,000 Franken, die Ausgaben 84,000 Fr., im Jahre 1900 die Einnahmen 182,000 Fr., die Ausgaben 166,000 Fr., die Ausgaben 434,000 Fr. Im Jahre 1913 überschreiten die Einnahmen und die Ausgaben die Summe von 500,000 Fr.

Aehnlich verhält es sich mit den Steuerverhältnissen. Der Betrag der Grundsteuerschatzungen belief sich im Jahre 1850 auf eine Million, 1860 auf zwei Millionen, 1870 auf über sechs Millionen, 1880 auf zwölf Millionen, 1890 auf 13 Millionen, 1900 auf 23 Millionen, 1910 auf 36 Millionen und im Jahre 1913 auf 43 Millionen. Die Gesamtsteuerleistung der Gemeinde betrug 1880: 88,000 Fr., 1890: 127,000 Fr., 1900: 290,000 Fr., 1910: 432,000 und 1912: 506,000 Franken.

Das beweist wohl zur Genüge, das der wirtschaftliche Aufschwung dieser Gemeinde ein gewaltiger ist.

Diese Zahlen beweisen aber nicht nur, was Interlaken geworden ist, sondern sie zeigen auch, was es noch werden kann, wenn diese Gemeinde in ihren Bestrebungen allseitig die nötige Unterstützung findet.

Wir haben in der Januarsession der Bundesversammlung eine Eisenbahnfrage zu behandeln gehabt, die für Interlaken und das Fremdenverkehrsgebiet des Oberlandes von der allergrössten Wichtigkeit war. Dieses Verkehrsgebiet hatte die Forderung auf Herstellung einer normalspurigen Verbindung zwischen Interlaken und dem Haslital aufgestellt. Leider sind wir mit diesem Postulat abgewiesen worden, leider haben wir bei den Bundesbahnen und bei dem derzeitigen Chef des Eisenbahndepartementes nicht das nötige Verständnis gefunden, sondern wir sind von dieser Seite als quantité négligeable behandelt worden. Trotz der verdankenswerten Unterstützung von seite der Mehrheit der bernischen Vertreter, trotz der sehr energischen Hilfe, die uns seitens unseres Herrn Regierungspräsidenten zuteil wurde, wurden wir abgewiesen.

Mit diesem negativen Entscheid ist Interlaken und das ganze Fremdenverkehrsgebiet in seinen verkehrspolitischen Bestrebungen zurückgesetzt worden. Um so mehr aber haben wir es nun nötig, dass uns wenigstens die kantonalen Behörden in unserem Bestreben nach innerem Fortschritt in der Gemeinde Aus diesem Streben ist nun selber unterstützen. eben auch dieses Projekt einer Strassenerweiterung und einer damit verbundenen rationellen Ueberbauung der dahinter liegenden Parzellen entstanden. Man sagt, das Projekt der Expropriaten genüge vollständig. Wir sind überzeugt und wir stützen uns dabei auf das Gutachten, das die Regierung bei einer durchaus kompetenten Persönlichkeit eingeholt hat, beim Stadtbaumeister der grossen Gemeinde La Chaux-de-Fonds, die eine ähnliche Entwicklung, wenn auch in etwas grösserem Masstab, zu verzeichnen hat wie Interlaken, wir sind, sage ich, überzeugt, dass das nicht richtig ist. Aus diesem Gutachten geht hervor, dass die Ausführung des Projektes der Expropriaten vielleicht für die allernächste Zukunft genügen würde, aber keineswegs für die weitere Zukunft. Allerdings würde dieses Projekt einigermassen Remedur schaffen. indem der Engpass verschwinden würde, allein das alles wäre nur für kurze Zeit genügend. Der Grosse Rat sollte nicht dazu helfen, eine Halbheit zu schaffen. Es wäre ein Fehler, den wir später zu be-

Der Grosse Rat sollte vielmehr dazu helfen, für die weitere Zukunft Remedur zu schaffen, und er sollte aus dieser Erwägung heraus dem Projekt der Gemeinde Interlaken, das in der Gemeindeversammlung einstimmig zum Beschluss erhoben worden ist, zustimmen. Dieses Projekt hat nicht nur den Vorteil, dass Platz gewonnen wird, sondern auch den Vorteil, einer rationelleren Ueberbauung der dahinter liegenden Parzellen. Es hat Vorteile in hygienischer und sanitarischer Beziehung und namentlich, wie schon vom Herrn Justizdirektor richtig ausgeführt wurde, in feuerpolizeilicher Beziehung. Das alles sind Gründe, die jedenfalls für die Beantwortung der Frage, ob die Erteilung des Expropriationsrechtes gerechtfertigt sei, von entscheidender Bedeutung sind.

Es ist übrigens mit Recht gesagt worden, dass der Grosse Rat bereits einen ganz gleichen Fall aus der Gemeinde Interlaken in dem gleichen Sinne entschieden habe, wie die Gemeinde es nun verlangt. Es ist der Fall Brennecke. Auch dort, beim Schnittpunkt der Zentralstrasse und der Höhestrasse, hat es sich zunächst darum gehandelt, mehr Platz zu gewinnen, die Strasse zu erweitern. Zu diesem Zwecke hätte die Erwerbung des zunächst an der Strasse liegenden Grundeigentums vollständig genügt. Allein auch dort hat sich die Gemeinde gesagt, es müsse dafür gesorgt werden, dass eine richtige Ueberbauung des ganzen Komplexes an der betreffenden Stelle zur Ausführung gelange. Zu diesem Zwecke hat die Gemeinde die Expropriation der dahinter liegenden Parzelle Brennecke verlangt, und der Grosse Rat hat diesen Erwägungen zugestimmt und das Expropriationsrecht fast einstimmig bewilligt. Die Expropriaten haben den Rekurs an das Bundesgericht ergriffen, sind aber abgewiesen worden, indem das Bundesgericht von der Annahme ausging, dass ja wohl auch die rationelle Ueberbauung und die Erreichung von sanitäts- und feuerpolizeilichen Vorteilen ein öffentliches Interesse darstelle.

Man sagt nun, die Gemeinde Interlaken habe noch andere Absichten, namentlich Absichten finanzieller Natur. Mein Vorredner, Herr Steuri, hat von Spekulationen gesprochen. Auch der verehrte Herr Kommissionspräsident hat sich, soviel ich mich erinnere, dieses Ausdruckes bedient. Gegen diesen Vorwurf muss ich entschieden Protest einlegen. Die Gemeinde Interlaken hat in zahlreich besuchter Gemeindeversammlung dem Projekt des Gemeinderates, das dem Expropriationsgesuch zugrunde liegt, zugestimmt. Wenn da von Spekulationsinteressen die Rede sein könnte, so hätte sich wohl in dieser Gemeindeversammlung eine Opposition geltend gemacht. Die Gemeinde hat diesem Projekt zugestimmt, weil sie gefunden hat, es entspreche dem öffentlichen Wohl.

Wenn man sagen muss, die Gemeinde komme nach ihrem Projekt auch finanziell besser weg als beim Projekt der Expropriaten, so ist das nichts anderes. Ich glaube nicht, dass man daraus gegen die Gemeinde einen Vorwurf erheben kann. Es ist klar, dass ein Expropriat, wenn er selbst ein Projekt aufstellt, das nicht so macht, wie es im Interesse der Gemeinde ist, sondern dass er sich die Expropriationslinien so zurecht legt, wie es das eigene private Interesse erfordert. Wir haben aber hier nicht die Privatinteressen der Expropriaten zu wahren, sondern

das öffentliche Interesse der Gemeinde. Uebrigens werden die Expropriaten in der Sache keineswegs zu kurz kommen, da das Expropriations-gesetz sie vollkommen schützt. Die Expropriation darf ja nur erfolgen gegen völlige Entschädigung. Da wird schon dafür gesorgt werden, dass sie zu ihrem Rechte kommen. Im weiteren haben Sie gehört, dass der Gemeinderat von Interlaken sich auf Ehrenwort verpflichtet, seine ganze Autorität einzusetzen bei der Gemeinde, damit sich diese bereit erklärt, den Expropriaten das dahinterliegende Terrain, soweit es nicht nötig ist zur Platzgewinnung, wieder abzutreten und zwar zu einem Kaufpreis, der 150,000 Fr. billiger ist als die Expropriationsentschädigung. Ich glaube, das sei immerhin ein schönes Entgegenkommen und ich bin vollständig überzeugt, dass die Gemeinde Interlaken den Gemeinderat in diesem Versprechen nicht im Stiche lassen wird.

Unter diesen Umständen ist klar, dass die Furcht unbegründet ist, die Expropriaten könnten verkürzt

werden. Sie werden auch nicht von dem Platz für immer weggejagt, sondern sie haben es in der Hand und sie haben auch die nötigen Mittel, die übrigbleibleibenden Parzellen zu erwerben, um dort nach dem Projekt der Gemeinde Gebäude aufzustellen. Wenn dagegen das Projekt der Expropriaten ausgeführt wird, so würden die dahinterliegenden Parzellen nicht neu überbaut, sie würden zum grossen Teil in dem Zustande bleiben, in dem sie jetzt sind. Dieser Zustand ist Ihnen vom Herrn Justizdirektor beschrieben wor-Namentlich seine feuerpolizeilichen Gefahren sind Ihnen bekannt.

Aus diesen Gründen möchte ich den Rat bitten, nicht dem Antrag der Mehrheit der Justizkommission, sondern dem Antrag der Regierung zu folgen und dem Expropriationsgesuch zu entsprechen.

v. Fischer. Als Mitglied der Justizkommission, die den Antrag auf Ablehnung dieses Gesuches stellt, möchte ich mir auch einige Worte erlauben. Nach den etwas abschweifenden Ausführungen des Vertreters der Gemeinde Interlaken möchte ich wieder auf den Kernpunkt der Sache zurückkommen. Die Frage stellt sich für uns einfach so: Erfordert das öffentliche Wohl, dass dem Expropriationsgesuch von Inter-

laken entsprochen wird, oder nicht?

Was haben wir in diesem Falle unter öffentlichem Wohl zu verstehen? Man hat in Interlaken an der Stelle, die den Herren bekannt ist, eine Verkehrsverbesserung in Aussicht genommen. Diese Verkehrsverbesserung ist jedenfalls als ein Gegenstand des öffentlichen Wohles zu betrachten. Die Ansichten gehen nur darüber auseinander, wie weit man hier gehen muss. Da wollen wir vor allem aus feststellen, dass die Gemeinde Interlaken das Expropriationsrecht bereits für die ganze Verbesserung hat, die im Interesse des Verkehrs nötig ist, so dass darüber heute gar nicht mehr zu entscheiden ist. Durch einen Alignementsentscheid vom Jahre 1913 ist der Gemeinde Interlaken das Expropriationsrecht eo ipso gewährleistet, soweit sie es braucht.

Nun aber kommt die Gemeinde Interlaken und sagt, das passe ihr nicht, weil es zu viel Geld koste. Aus der Tatsache, dass die Durchführung des Planes ihr zu viel Kosten verursache, will sie die Notwendigkeit herleiten, das Expropriationsrecht noch weiter auszudehnen, damit sie finanziell günstiger wegkomme. Da stehen wir nun auf dem Standpunkt, dass das über die Auslegung des Expropriationsrechtes hinausgeht, wie es in der Verfassung und im Expro-

priationsgesetz vorgesehen ist.

Man braucht gar nicht weit zu suchen, um darzutun, dass das finanzielle Moment der springende Punkt ist, sondern man braucht bloss die Eingabe zur Hand zu nehmen, die die Gemeinde im August letzten Jahres an die Behörden gerichtet hat. Sie ist unterzeichnet von Fürsprech Allenbach — wenn ich nicht irre, ist dieser Herr der Associé des Herrn Michel. Es heisst da: «Die Durchführung dieses Projektes würde dem Bedürfnis nach Verkehrsöffnung vollauf genügen. Die Umwandlung der Parzellen 1048 (Häsler) und 1049 (Urfer) in einen unproduktiven öffentlichen Platz würde aber das Budget unserer Gemeinde dermassen belasten, dass die Idee niemals Gestalt annehmen wird. Die Anlage des öffentlichen Platzes ist überhaupt nur denkbar in Verbindung mit dem unter Ziff. 3 hienach genannten Projekte; es sind Kinder

eines Gedankens und untrennbar miteinander verbunden. Die Aussicht auf Erwerb der Nebengrundstücke auf dem Weg der Zwangsenteignung hat der Idee einer Platzanlage zu Gevatter gestanden.» Die Gemeinde Interlaken erklärt also mit anderen Worten in ihrer offiziellen Eingabe selber, dass man den Alignementsplan vom Jahre 1913 aufgestellt hat in der Erwartung, dass man den Rest auf dem Expropriationswege auch noch erwerben könne, um die Sache günstiger zu gestalten. Damit geht die Gemeinde Interlaken meiner Ansicht nach über das Mass der Loyalität hinaus. Es ist eine etwas eigentümliche Art des Vorgehens, einen Alignementsplan aufzustellen und dann im gleichen Moment in einer Eingabe zu erklären, man habe wohl den Plan aufgestellt, aber es sei einem damit nicht ernst. Das ist eine Anwendung des Alignementsgesetzes, die zu schweren Bedenken Anlass gibt. Es wäre nicht gut, wenn diese Praxis auch an anderen Orten einreissen würde.

Die Frage, ob die Verbesserung der Verkehrsverhältnisse die Ausführung des Projektes Mühlemann erfordert, ist von technischer Seite verneint worden. Der Herr Präsident der Justizkommission hat Ihnen bereits ein gemeinsames Gutachten unserer technischen Oberbehörden, des Kantonsbaumeisters und des Kantonsoberingenieurs, angeführt. In einer ge-meinsamen Expertise vom September 1913 sind sie zu dem Schluss gekommen, dass die Ausführung des Projektes Mühlemann hauptsächlich auf Kosten der Expropriaten gehe. Nun möchte ich aber aus ihren früheren Separatgutachten einiges zitieren. Die beiden Herren haben vorher separat je ein Gutachten abgeben müssen. Es hat sich der Kantonsbaumeister am 29. April 1913 geäussert wie folgt: «Wir geben zu, dass das Projekt Mühlemann sehr grosszügig angelegt ist und eine ideale Lösung bildet, aber die Platzverschwendung und damit auch die finanzielle Inanspruchnahme der Gemeinde geht doch weit über das hinaus, was die Verhältnisse an der Stelle fordern. Mit dem vom Regierungsrate jüngsthin genehmigten Alignementsplan der Höhestrasse und einer angemessenen Verbreiterung des untersten Teiles der Jungfraustrasse werden Verbesserungen geschaffen, die wohl für immer genügen dürften.» Der Kantonsbaumeister ist also der Ansicht, dass nach dem Projekt der Expropriaten nicht bloss eine Verbesserung auf ein paar Jahre geschaffen wird, wie es von seiten der Expropriationsfreunde dargelegt werden will. Der Kantonsoberingenieur hat sich am 2. Mai 1913 in folgender Weise ausgesprochen: «Die Gemeinde will ein grossartiges Gebäude auf den Platz stellen und glaubt, durch Ausbeutung des ganzen Terrains billiger davon zu kommen. Das geschieht aber auf Kosten der Eigentümer des Terrains, denn diese sind imstande und wollen, wie ihr gemeinsames Projekt von Vifian und von Moos zeigt, ebenfalls etwas Rechtes hinstellen. Sie werden es voraussichtlich auch tun, wenn nicht die von ihnen vorgeschlagene, sondern die Alignementslinie der Gemeinde Rechtskraft erhält. Es handelt sich hier nicht um die Zusammenlegung kleinerer Parzellen, die ohne Zwang nicht vereinigt werden können, zu einem im allgemeinen Interesse liegenden Ganzen, wie im Fall Brennecke.»

Die beiden Oberbeamten haben das Gefühl gehabt, dass die ganze Expropriationssache eigentlich darauf hinauslaufe, der Gemeinde Interlaken ein finanziell vorteilhaftes Geschäft zu bieten. In der Eingabe der

Gemeinde Interlaken existiert noch ein anderer Passus, der bestätigt, dass das finanzielle Moment das ausschlaggebende ist. Es heisst: «Die schlummernde Wertsteigerung, die nur eintreten kann, wenn das Projekt Mühlemann ausgeführt wird, soll nicht Einzelpersonen, die am Eintritt der Wertsteigerung unbeteiligt sind, zugute kommen, sondern der Allgemeinheit, die diese Werterhöhung schafft.» Also auch da wieder die gleichen Gedanken, dass finanzielle Rücksichten dazu führen, das Projekt Mühlemann zu bevorzugen.

Nun hat man von seiten der Gemeinde Interlaken gesagt, das Projekt Häsler, das anerkanntermassen eine bedeutende Verbesserung bringt, sei nicht ernst gemeint. Der Herr Präsident der Justizkommission hat bereits gesagt, wie sich das verhält. Gegenüber der Bemängelung der Erklärung des Herrn Häsler muss ich konstatieren, dass nirgends vorgeschrieben ist, dass eine solche Erklärung notariell beglaubigt werden muss. Die notarielle Verschreibung ist ein Ausnahmefall und hier war diese Form nicht erforderlich. Man kann nicht sagen, diese Zusicherung habe keinen Wert.

Unter diesen Umständen, wo das finanzielle Moment als ausschlaggebend betrachtet werden muss, halte ich mit der Mehrheit der Justizkommission dafür, dass dem Gesuch einfach nicht entsprochen werden kann. Wir gehen über den Rahmen der Verfassung und des Expropriationsgesetzes hinaus. ganz genau auf dem gleichen Standpunkt, wie ihn der Herr Justizdirektor eingenommen hat — allerdings im Jahre 1913 — als er schrieb: «Denn es darf nicht ausser acht gelassen werden, dass die Verfassung den Grundsatz der Unverletzlichkeit des Eigentums proklamiert und eine Durchbrechung dieses Grundsatzes nur dann gestattet, wenn das öffentliche Wohl es verlangt. Sind die Eigentümer aber selber im Falle und gewillt, die berechtigten Forderungen des öffentlichen Wohles zu erfüllen, wie dies vorliegend der Fall ist, so muss ihr stärkeres Recht respektiert und geschützt werden.» Im Jahre 1913 stand also der Regierungsrat noch auf dem Standpunkt, dass im Zweifelsfalle das Recht des Eigentümers das stärkere sei und dass erst nachher dasjenige der Gemeinde in Betracht gezogen werden könne. Im Zweifelsfalle geht die Garantie des Privateigentums nach unserer Verfassung jedenfalls vor.

Und nun möchte ich auf den Einwand zu sprechen kommen, der von verschiedenen Seiten erhoben worden ist, dass die Justizkommission sich mit ihrem Antrag auf Abweisung in Widerspruch setze mit der bisherigen Praxis. Wenn man von der Praxis des Grossen Rates in Expropriationssachen spricht, kommt man auf einen wunden Punkt, weil die Behandlung der Expropriationsgeschäfte im allgemeinen nicht mit dem Ernste stattfindet, der der Bedeutung der Sache entsprechen würde. Jede Expropriation ist ein starker Eingriff in verfassungsmässig garantierte Rechte. Wenn wir uns nun vergegenwärtigen, wie über diese Fälle entschieden wird, so werden Sie mir alle zugeben müssen, dass die Mitglieder des Grossen Rates, die berufen sind, in diesen Fragen einen Entscheid zu fällen, in den meisten Fällen sehr wenig orientiert sind. Ich konstatiere nur eine Tatsache, es handelt sich für mich nicht darum, irgend jemand einen Vorwurf zu machen. Wir wollen annehmen, die Mitglieder des Regierungsrates haben jedes einzeln die Akten gründlich geprüft, ebenso die Mitglieder der Justizkommission. Die übrigen Mitglieder des Rates aber wissen von dem Geschäft nichts anderes als das, was in der Sitzung selber vorgebracht wird.

Es ist hingewiesen worden auf den Fall der Kurhausgesellschaft Interlaken. Herr Zgraggen hat diesen Fall angeführt und gesagt, der Grosse Rat habe hier anders entschieden, als die Justizkommission heute beantrage. Es würde mich zu weit führen, wenn ich auf den Fall im einzelnen eintreten wollte. Zur Bestätigung dessen, was ich soeben gesagt habe, kann ich anführen, dass im Jahre 1908 von seite des Herrn Böhme als Berichterstatter der Justizkommission geklagt worden ist, man sei eigentlich über den Fall sehr schlecht orientiert. Der Berichterstatter der Justizkommission hat sein Bedauern ausgesprochen, dass man solche Geschäfte über das Knie abbrechen müsse, dass die Justizkommission über den Fall überhaupt nicht beraten habe. Die Akten hätten wohl zirkuliert, aber die Kommission habe nicht einmal Zeit gehabt, eine Sitzung zu halten. Wenn ein Fall von grosser prinzipieller Tragweite, wie der damalige Fall, in der Weise erledigt wird, soll man von ihm nicht zu viel sagen, sondern lieber möglichst wenig davon reden und sich nicht auf ihn als Präzedenzfall berufen.

Es ist ferner der Fall Brennecke angeführt worden. Demgegenüber möchte ich sagen, dass ich den Fall nicht näher kenne, dass ich der Justizkommission nicht angehört habe und dass ich aus den Verhandlungen des Grossen Rates nicht mehr weiss, als ein Mitglied in solchen Fällen erfährt. Aus dem Votum des Herrn Justizdirektors von heute geht aber meiner Ansicht nach zur Evidenz hervor, dass der Fall Brennecke sich zum Vergleich nicht eignet. Wenn ich den Herrn Justizdirektor richtig verstanden habe, so hat er gesagt, die kantonalen Baubeamten seien damals in ihrem Gutachten zum Schluss gekommen, wenn das Expropriationsrecht nicht ausgedehnt werde über das hinaus, was durch den Alignementsplan bereits gewährt sei, so könnte die Gemeinde Interlaken mit dem Land überhaupt nicht viel anfangen. Heute liegt die Sache ganz anders, heute kann die Gemeinde Interlaken so viel Land haben als sie will, aber sie will es nicht, weil sie sagt, das komme sie zu teuer zu stehen. Dieses Beispiel scheint mir also nicht zutreffend zu sein.

Ueberhaupt möchte ich feststellen, dass ein Fall wie der heutige sich so präsentiert, dass damit eine ganz grosse Geschäftsspekulation verfolgt wird. Ich brauche diesen Ausdruck, trotzdem Herr Michel ihn nicht gerne hört. Man kann den Ausdruck brauchen, ohne dass etwas Odiöses darin liegen müsste. Einen solchen Expropriationsfall haben wir meines Wissens im Grossen Rat noch nicht gehabt, und darum kann man nicht behaupten, mit der Nichtgenehmigung weiche man von der bisherigen Praxis ab.

Ich will Ihnen einen anderen Fall anführen, der mit dem heutigen mehr Verwandtschaft hat. Es ist der Fall von Genf aus dem Jahre 1905, den auch der Herr Justizdirektor angeführt hat. Eine Frau Perrin in Genf war Eigentümerin einer Besitzung von 1470 m². Davon benötigte die Stadt Genf $237^1/_2$ m² mit einem Gebäude für eine Strassenkorrektion. Der Stadtrat von Genf fand, das sei keine vorteilhafte Lösung, es wäre günstiger, wenn man über das

Terrain hinaus, das absolut notwendig war, noch einen Streifen von 20 m erwerben würde und wäre es auch nur, um die Gemeinde an dem Mehrwert der Restbesitzung partizipieren zu lassen. Der Stadtrat von Genf hat das Expropriationsrecht nachgesucht, der Staatsrat hat das Begehren empfohlen und der Grosse Rat hat das Recht erteilt.

Der Fall kam auf dem Wege des staatsrechtlichen Rekurses vor das Bundesgericht, welches den Beschluss des Grossen Rates von Genf kassiert hat, indem es sagte, er involviere eine Verletzung des Privateigentums, so weit könne man nicht gehen, nur damit die Gemeinde ein gutes Geschäft mache. Dieser Fall ist wie auf Interlaken zugeschnitten. Das Bundesgericht hat weiter ausgeführt, wenn man dem Expropriationsgesuch von Genf entsprechen würde, wie es der Grosse Rat getan habe, so käme man mit der ganz gleichen Logik dazu, dass man nicht nur 20 m mehr, sondern 30, 40 oder 100 m mehr als nötig expropriieren könne. Das ist die Konsequenz, auf die der Herr Präsident der Justizkommission aufmerksam gemacht hat. Wenn man hier im Fall Interlaken das Expropriationsrecht erteilt, so wird sich schwerlich einmal ein Fall präsentieren, bei dem man sagen kann, das Begehren gehe zu weit.

Wir haben ungefähr ein Jahr lang, allerdings mit grossen Zwischenräumen, in der Justizkommission mit diesem Fall zu tun gehabt. Je mehr ich mich in denselben vertiefte, desto unangenehmer wurde mir die ganze Geschichte, desto abstossender berührte mich das Geschäft. Es ist mir ganz unwillkürlich eine alte Geschichte in den Sinn gekommen, die auch Ihnen bekannt sein wird: die Geschichte von der Mühle von Sanssouci. Noch eine andere Geschichte kam mir in Diese geht zurück ins alte Israel, wo den Sinn. man spekulativ war, fast gar wie heute in Interlaken. Da ist folgender Fall passiert, an den ich immer wieder erinnert wurde, wenn ich die Akten zum Fall

Interlaken zu Gesicht bekam.

Es war im alten Israel ein König, Ahab geheissen. Der hatte einen Nachbarn, Naboth, welcher einen schönen Rebberg besass. Der König hätte den Rebberg gerne gehabt für seinen Garten. Er schlug seinem Nachbarn einen Tausch vor, worauf dieser nicht einging; er wollte ihm ein schweres Stück Geld geben, was Naboth wieder nicht wollte, weil er sagte, es handle sich für ihn nicht um das Geld, sondern um das Erbe seiner Väter. Darüber war der König schwer gekränkt und klagte sein Leid seiner Gemahlin. Seine bessere Hälfte, Isebel, hat sich nun gesagt, man könne schon bewirken, dass die Geschichte einen Weg gehe. Sie hat die Sache hinter die Grossen des Landes gesteckt, und diese haben einfach dafür gesorgt, dass Naboth gesteinigt wurde, so dass Isebel nachher zu Ahab sagen konnte: «Jetzt können wir die Sache nehmen.»

Nach der modernen Auffassung geht man nicht so weit, dass man einen totschlägt, sondern man hat das Expropriationsrecht. Gegen dieses Recht als solches möchte ich nichts sagen, es ist ein verfassungsmässig anerkanntes Recht, das in vielen Fällen absolut nötig ist. Wir sind aber auf dem Wege dazu, es auszudehnen auf eine Art und Weise, die fast gar an die Praxis im alten Israel erinnert. Man sagt einfach: « Und bist du nicht willig, so brauch ich Gewalt.»

Ich möchte Sie ersuchen, hier streng auf dem Boden unserer Verfassung zu bleiben, die nun einmal das Privateigentum garantiert und die Expropriation als Ausnahmefall betrachtet. Ich habe die Befürchtung, dass, wenn der Grosse Rat heute dem Antrag der Regierung folgen würde, die Folge die wäre, dass der Fall nachher in Lausanne so entschieden würde wie dannzumal der Fall von Genf, was keine Ehre wäre für den Grossen Rat des Kantons

Brand (Bern). Der Herr Kollege v. Fischer hat soeben ausgeführt, dass der Grosse Rat eigentlich nicht in der Lage sei, sich ein Urteil zu bilden, weil der Grossteil der Mitglieder des Rates die Akten nicht kenne. Man sei darauf angewiesen, die Berichte der Vertreter der vorberatenden Behörden entgegenzunehmen. Wenn das ein Uebelstand ist, so haftet er allen Geschäften an, die wir hier zu behandeln haben. Ich weiss nicht, ob sich eine Mehrheit finden würde, um dem Uebelstand abzuhelfen, beispielsweise dadurch, dass die Akten bei sämtlichen Mitgliedern zirkulieren müssen, bevor ein Geschäft behandelt werden kann.

Wir alle sind darauf angewiesen, dass die Vertreter der vorberatenden Behörden uns erschöpfenden Aufschluss geben über die wesentlichsten Gesichtspunkte. Gerade der vorliegende Fall beweist uns, dass das geschehen kann in aller Ruhe. Es steht Auffassung gegen Auffassung, und die Mitglieder des Rates werden den Vertretern der vorberatenden Behörden zugestehen müssen, dass sie uns hier so orientiert haben, dass wir uns gestützt auf die Pläne, die an der Wand hängen, ein Urteil erlauben dürfen, selbst wenn wir die Akten nicht gesehen haben.

Ich persönlich gehöre zu den Mitgliedern des Rates, die die Akten nicht gesehen haben, die an diesem Expropriationsgeschäfte in keiner Weise beteiligt sind. Weil ich diese Unbefangenheit für mich in Anspruch nehmen kann, möchte ich mir doch erlauben, meine Auffassung zu äussern über die rechtliche Seite der

Frage.

Es ist namentlich von Herrn v. Fischer, aber auch schon vom Herrn Präsidenten der Justizkommission betont worden, die Expropriation sei eigentlich eine Ausnahme, ein Eingriff in das Eigentumsrecht und infolgedessen müsse man mit der Erteilung des Expropriationsrechtes ausserordentlich vorsichtig sein. Demgegenüber möchte ich darauf hinweisen, dass Expropriationsrecht verfassungsmässig garantiert ist, so gut wie das Eigentumsrecht. Es handelt sich nur darum, festzustellen, ob die Voraussetzungen, die die Verfassung für die Erteilung des Expropriationsrechtes aufgestellt hat, im einzelnen Falle vorhanden sind. Da glaube ich, dass die Interpretation der Verfassung die richtige ist, die sagt, dass es nicht eine Ausnahmebestimmung im 2. Alinea des Art. 89 sei, die restriktiv ausgelegt werden müsse, sondern dass wir uns wohl auf den alten, schon bei den Römern gültigen Grundsatz berufen dürfen: salus publica suprema lex, wenn wir diese Bestimmung von Art. 89 anzuwenden haben, welche lautet: «Wenn das Gemeinwohl die Abtretung eines Gegenstandes erfordert, so geschieht dies nur gegen vollständige, wenn möglich vorherige Entschädigung.» Das öffentliche Wohl ist das oberste Gesetz, dem wir uns zu unterwerfen haben. Dieses hat unsere Kantonsverfassung in den Vordergrund geschoben und gesagt, wenn das öffentliche Wohl es erfordere, so dürfen wir das garantierte Privateigentumsrecht durchbrechen.

Wenn man sich auf diesen Boden stellt, so liegt im vorliegenden Falle ein öffentliches Wohl vor und man wird nicht mit allen möglichen Argumenten kommen dürfen, die zu dieser entscheidenden Frage nichts beizutragen haben. Zu diesen Argumenten zähle ich, um sie dann später nicht weiter berühren zu müssen, vor allem aus das, dass hier von seite der Expropriaten Baupläne vorliegen, aus denen sich ergebe, dass sie auch gewillt seien, eine Verbesserung herbeiführen zu helfen. Weiter zähle ich dazu das Argument des Herrn Steuri, dass die Expropriaten bereit seien, 220 m² abzutreten, ferner das Argument, die Gemeinde Interlaken komme finanziell besser weg. Alle diese Argumente spielen nach meinem Dafürhalten keine Rolle bei einer richtigen Interpretation unserer Kantonsverfassung. Die Frage lautet einfach, ob ein derart grosses öffentliches Wohl vorliegt, dass das Expropriationsrecht erteilt werden kann. Frage beantworte ich mit ja, trotz der Einwendungen des Herrn v. Fischer, gestützt auf die Praxis des Grossen Rates, wofür ich mich berufe einmal auf ein gegenwärtiges Mitglied der Justizkommission, der ihr früherer Präsident war, auf den Herrn Kollegen Morgenthaler, der im Falle der Expropriation der Kurhausgesellschaft Interlaken gesagt hat: «Die vorberatenden Behörden kommen auf Grund folgender Erwägungen zu ihrer Empfehlung. Die zu expropriierende Parkanlage bildet einen Teil der projektierten Wasserheilanstalt, die erstellt werden soll, um dem Fremdenplatz Interlaken einen neuen Anziehungspunkt, neue Bedeutung und Prosperität zu verschaffen. Diese Zweckbestimmung rechtfertigt unseres Erachtens grundsätzlich die Erteilung des Expropriationsrechtes. »

Ich glaube, wir dürfen diesen Fall auch zitieren, trotzdem Herr v. Fischer gesagt hat, der Grosse Rat habe die Akten nicht genügend gekannt. Ich nehme an, Herr Morgenthaler und die Mitglieder der Justizkommission seien sich der vollen Bedeutung und Ver-

antwortlichkeit bewusst gewesen.

Ein weiteres Beispiel bildet der ebenfalls erwähnte Fall vom Jahre 1907, wo der Vertreter des Regierungsrates, Herr Simonin, unter anderem folgendes gesagt hat: «Toute fois, d'après la jurisprudence du Tribunal fédéral, on peut envisager comme une oeuvre d'utilité publique la construction rationnelle de quartiers convenables dans une ville. Ainsi, par exemple, à Bâle, on a rasé de grands pâtés de maisons pour transformer leur emplacement en place publique ou pour y construire des bâtiments plus conformes aux

exigences de l'hygiène et du bon goût.»

Und der Vertreter der Justizkommission hat bei der Beratung des gleichen Expropriationsfalles unter Bezugnahme auf diesen Ausspruch des Herrn Regierungsrat Simonin gesagt: «Der Herr Justizdirektor hat Ihnen soeben aus der Judikatur des Bundesgerichts einen Entscheid angeführt, der den Grundsatz aufstellt, dass die Ermöglichung einer richtigen Anlage eines städtischen Quartiers und einer rationellen Verwendung des Baugrundes ein Postulat des öffentlichen Wohles sei und infolgedessen hiefür das Expropriationsrecht erteilt werden dürfe. » Weiter hat damals die Justizkommission durch ihren Vertreter ausführen lassen: «Die Justizkommission hält dafür, dass zweifellos für einen Fremdenplatz wie Interlaken andere Gesichtspunkte und Rücksichten gelten müssen, als etwa für ein Gebirgsdörflein.»

Das sind die Gesichtspunkte, die bis dahin den Grossen Rat bei Erteilung von Expropriations-rechten geleitet haben. Ich glaube, diese Gesichtspunkte entsprechen durchaus den Bestimmungen unserer Verfassung. Man hat nun zwar darauf hingewiesen, dass möglicherweise der Rekurs an das Bundesgericht ergriffen werden und das Bundesgericht unsere Auffassung nicht teilen könnte. Ich sage: Um so besser, wenn der Rekursweg noch offen steht. Das ist eine Erwägung, die man manchmal macht, als Anwalt so gut wie als Richter, dass man sich sagt, man sei froh, wenn noch eine Ueberprüfungsmöglichkeit bestehe. Man habe wenigstens die Gewähr dafür, dass die Entscheidung nach allen Richtungen überprüft worden sei. Ich würde also nicht davor zurückschrecken, um so weniger, weil ich mir sage, wir würden uns mit unserer eigenen Praxis in Widerspruch setzen, wenn man im vorliegenden Falle das Expropriationsrecht nicht erteilen würde, vorausgesetzt, dass wirklich das Gemeinwohl diese umfassende Expropriation erfordert.

Das ist nun eine technische Frage, zu der ich

Das ist nun eine technische Frage, zu der ich mich als Jurist selbstverständlich nicht äussern kann und will. Allein wenn uns die vorberatenden Behörden erklären, die Techniker hätten sich in diesem Sinne ausgesprochen, dass eine Lösung, die nicht bloss für die nächsten Jahre, sondern für alle Zukunft genügt, nur gefunden werden kann auf dem Wege, den die Gemeinde Interlaken beschreiten will, so haben wir keinen Grund, dieser Lösung nicht den

Vorzug zu geben.

Gewiss ist ja der Eigentumsbegriff vielleicht gerade im Kanton Bern so festgewurzelt wie in wenigen Kantonen des Schweizerlandes, aber der starre, römisch-rechtliche Eigentumsbegriff, wie wir ihn früher gekannt haben, hat moderneren Auffassungen weichen müssen, wie sie speziell im neuen Zivilgesetzbuch ihren Ausdruck gefunden haben. Es geht nicht an, zu sagen, das Eigentum sei unverletzlich, das sei ein Begriff, der keine Beschränkungen vertrage. Das widerspricht direkt den Bestimmungen des Schweizerischen Zivilgesetzbuches. Die ganze Entwicklung ist dahin gegangen, dass das Eigentum sich Einschränkungen gefallen lassen muss im Interesse von Nachbarn, von Gemeinwesen usw. und dass diese Einschränkungen in einem vernünftigen fortschrittlichen Sinne ausgelegt werden müssen.

Wenn man von diesem rechtlichen Gesichtspunkte aus an dieses Expropriationsbegehren herantritt, so glaube ich, dass wir die Verantwortung ruhig übernehmen können, um der Gemeinde Interlaken dazu zu verhelfen, eine Anlage zu schaffen, die ihren Bedürfnissen genügt, die namentlich auch den Interessen der Hygiene und der Baupolizei förderlich ist. alle haben mit ausserordentlichem Bedauern einiger Zeit von dem Brand von Interlaken Kenntnis genommen und wir alle haben uns gefragt, wie es möglich sei, dass in einem Fremdenort wie Interlaken noch solche bauliche Verhältnisse bestehen können. Ich bin überzeugt, wenn wir unmittelbar unter dem Eindruck dieses Falles die heutige Expropriationsfrage zu behandeln gehabt hätten, so hätte die überwiegende Mehrheit gesagt: Wir anerkennen es als Gebot der öffentlichen Wohlfahrt, wenn man ein ganzes Viertel niederlegen kann, das in hygienischer, sanitarischer und baupolizeilicher Hinsicht den modernen Anforderungen nicht mehr entspricht. Auch wenn etwas Zeit über den früheren Fall verstrichen ist, so soll man nicht zu einem anderen Schlusse kommen.

Nun noch eine Bemerkung, zu der ich veranlasst werde durch gefallene Aeusserungen, namentlich im letzten Votum des Herrn v. Fischer. Er sagt, die Expropriation werde auf Kosten der Expropriaten durchgeführt. Verfassung und Expropriationsgesetz sind ganz klar darüber, dass die Expropriation nur stattfinden darf gegen vollständige Entschädigung des Expropriaten. Ich glaube, wir dürfen uns den Blick nicht dadurch trüben lassen, dass wir abwägen, der eine nach seinen fachtechnischen, der andere nach seinen lokalen Kenntnissen, ob die Entschädigungen, die da genannt worden sind, den Verhältnissen entsprechen oder nicht. Wir haben hier nicht die Expropriationssumme auszumitteln; das ist Sache der Gerichte und der Experten, die seinerzeit zu entscheiden haben werden, sofern das Expropriationsrecht bewilligt wird. Wenn dem einen oder andern scheint, die Summen genügen nicht, so soll er sich dadurch nicht in seinem Urteil beeinträchtigen lassen. Wir haben lediglich darüber zu entscheiden, ob genügende Gründe des öffentlichen Wohles vorliegen, um diese weitergehende Expropriation zu gestatten. Die Ausmittlung der Entschädigung ist eine Sache, die die Experten und die Gerichte zu entscheiden haben, sofern eine gütliche Verständigung nicht möglich ist.

So stellt sich für mich die Situation dar, der ich — ich wiederhole es — an der ganzen Angelegenheit nicht beteiligt bin. Ich glaube, für mich in Anspruch nehmen zu dürfen, dass ich in voller Kenntnis der Sachlage meine Stimme abgeben werde und dass trotz der Bemängelung, die von seiten des Herrn v. Fischer gegen das Verfahren erhoben worden ist, jeder von uns in der Lage sein wird, zu entscheiden, ob die gesetzlichen und verfassungsmässigen Voraussetzungen für die Erteilung des Expropriationsrechtes vorhanden sind. Juristische Bedenken irgendwelcher Art habe ich keine; was das Technische anbetrifft, dürfen wir uns doch wohl auf die kompetenten Fachleute verlassen, die ihre Gutachten erstattet haben. Aus diesen Erwägungen empfehle ich Ihnen die Erteilung der Expropriation.

Gränicher. Ich möchte dem Herrn Kollegen Brand sagen, dass es sich mit dem Brandfall von Interlaken anders verhält, als er es dargestellt hat. Das Haus, das abbrannte, stand auf einem sehr grossen Platz, so dass man eher sagen konnte, es sei zu viel Platz vorhanden gewesen. Wenn man heute so verschiedene Reden gehört hat, so könnte man glauben, der Verkehr in Interlaken nehme derart zu, dass nächstens kein Haus mehr stehen bleiben könne. Man kann da entschieden zu weit gehen. Das hat man in den grossen Städten gemerkt, wo man nicht wusste, wie gross man die Plätze machen sollte. Dann hat man konstatiert. dass viel mehr Unglücksfälle stattfinden. Wenn ich an Paris denke und an andere Grosstädte, die ich besucht habe und wo ich gesehen habe, wie der Verkehr sich durch enge Passagen hindurchwindet, so muss man sich wundern, wie flott das dort geht. Man hat auf den Plätzen, die sehr gefährlich sind, weil alles durcheinander geht, erhöhte Trottoirs angebracht, damit eine gewisse Direktion gegeben war. Das genügte.

Nun hat Herr Kollege Brand erwähnt, dass die Experten dartun, dass grosse Plätze vorhanden sein müssen. Herr v. Fischer hat uns dargelegt, was unsere nächsten Expertisen sagen, der Kantonsbaumeister und der Kantonsoberingenieur. Beide erklären, das Projekt Häsler genüge vollständig. Nun kann man darüber verschiedener Meinung sein, aber wir müssen doch annehmen, dass diese beiden Beamten auch nicht gerade das Dümmste gesagt haben. Ich bin vollkommen überzeugt, dass die Expropriaten etwas Flottes erstellen werden. Man hat gesagt, man wisse nicht, ob es ihnen damit ernst sei. Wofür hat man denn die Bauordnung? Kann man sie denn damit nicht zwingen? Wenn wir mehr wollen, wollen wir etwas, was nicht motiviert werden kann. Ich bin entschieden gegen diese Expropriation.

Heller. Nachdem mein Name angeführt worden ist, glaube ich, es Ihnen schuldig zu sein, auch kurz meine Ansicht zu äussern. Die Herren Böhme, Hofstetter und ich wurden am 25. Januar 1913 berufen, verschiedene Fragen zu beantworten. Dannzumal lag die Situation so, dass die Herren Expropriaten von einer derartigen Offerte, wie wir sie heute vor uns haben, nichts wissen wollten. Ich muss konstatieren, dass in den Verhandlungen eine wesentliche Annäherung der beiden Parteien stattgefunden hat.

Ich begreife ganz gut, dass man gegen die Erteilung des Expropriationsrechtes schwere Bedenken hat und ich stehe vollkommen auf dem Boden der Auffassung des Herrn v. Fischer, dass die Expropriation immer ein gewaltsamer Eingriff ist. Als Mitglied der eidgenössischen Schätzungskommission habe ich im Bezirk Oberland gesehen, wie schwer es manchmal hält, zu einem richtigen Resultate zu gelangen.

Nun präsentiert sich der heutige Fall in einer gewissen Eigenart. Diejenigen, die prinzipielle Bedenken gegen die Erteilung und Ausdehnung des Expropriationsrechtes haben, können sich beruhigen. Wenn ich heute den Antrag der Regierung unterstütze, so lasse ich mich dabei vollständig von technischen Gründen leiten. Ich habe die Ueberzeugung, dass die von den Eigentümern vorgeschlagene Lösung der Gemeinde doch nicht das bringt, was sie haben sollte. Darin bin ich mit dem Kantonsbaumeister und dem Oberingenieur vollständig einig, dass, wenn man die Lösung durchführt, wie sie nun aus den beidseitigen Verhandlungen hervorgegangen ist, dies für die gegenwärtigen Verhältnisse von Interlaken vollständig genügen würde. Allein wir wissen zur Genüge, dass man bei einer städtischen Entwicklung auf die Zukunft blicken muss. Schauen Sie, wie schwer man es manchmal in Bern bereut, dass man im gegebenen Moment nicht die Lösung akzeptierte, die für alle Zeiten hält. Von diesem Gesichtspunkt soll sich der Rat leiten lassen, indem er der Gemeinde Interlaken in ihren schätzenswerten Bestrebungen

In dem Punkt, um den es sich handelt, stossen die zwei wichtigsten Strassen zusammen. Da ist es aus technischen Gründen gegeben, dass ein Ruhepunkt geschaffen wird. Ich nehme mit Herrn Kollege Michel an, dass sich Interlaken bedeutend entwickeln wird. Es ist ganz klar, dass es weh tut, wenn man einem so in sein Eigentum eingreift, wie es hier vorgeschlagen wird. Schauen Sie aber die Pläne an, und Sie werden sehen, wie die Parzellen ineinandergeschachtelt sind. Ich persönlich habe die schwersten Bedenken, dass es den Expropriaten, die heute

einig zu sein scheinen, möglich sein wird, die Sache unter einen Hut zu bringen.

Und nun glaube ich, dass die Lösung gefunden wäre. Die Offerte der Gemeinde Interlaken verdient wirklich alle Achtung. Sie kann jeden von uns dazu führen, für die Expropriation zu stimmen, so ungern er es sonst tun mag. Wir wollen hoffen, dass das, was der Gemeinderat von Interlaken verspricht, gehalten werde. Würde es nicht gehalten, so würden die betreffenden Experten bei der Schätzung ihre Schlussfolgerungen ziehen. Die Gemeinde erklärt, dass sie das Terrain nach Zusammenlegung dieser ganz ineinandergeschachtelten Besitzungen den jetzigen Eigentümern wieder abtreten würde, und zwar 150,000 Fr. unter dem Schatzungswerte der Experten. Das wäre die Summe, die die Gemeinde für die Platzgestaltung auslegen will. Das bedeutet ein schönes Opfer, so dass ich glaube, die jetzigen Eigentümer könnten auf dieser Basis in Verhandlungen eintreten. Es ist ihnen wirklich Gelegenheit geboten, nach der Durchführung der Platzgestaltung zu sagen, dass sie selber bauen, dass sie die Vorteile der schönen Platzgestaltung selber benützen wollen. Das kann den Grossen Rat bewegen, seine Zustimmung zu geben, sosehr ich zugeben muss, dass die von Herrn v. Fischer entwickelten Bedenken einer gewissen Begründung nicht entbehren.

Ich glaube, dass es möglich ist, für Interlaken diese schöne, von grossen Gesichtspunkten ausgehende, für alle Zukunft genügende Lösung zu schaffen. Ich möchte Ihnen den Antrag der Regierung empfehlen und noch bemerken, dass ich es als einen Nachteil empfunden habe, dass die Justizkommission nicht Gelegenheit gehabt hat, die Sache an Ort und Stelle nachzuprüfen, was bei derartigen Fällen absolut nötig ist. Ich hoffe auch, dass diese Lösung, wenn sie durchgeführt sein wird, nicht zum Nachteil der privaten Besitzer, sondern zu ihrem Vorteil ausfallen

werde.

Michel (Interlaken). Ich will nicht auf das Votum des Herrn Gränicher eintreten. Ich glaube nicht, dass die Theorie, die er entwickelt hat, dass man vermeiden müsse, grosse Plätze zu schaffen, weil man dort viel mehr Gefahr laufe, ernst gemeint war.

Dagegen muss ich mir einige Bemerkungen erlauben gegenüber dem Votum des Herrn v. Fischer. begreife, dass Herr v. Fischer ein unbedingter Anhänger des Schutzes des Eigentumsrechtes ist. Das wird seiner ganzen ökonomischen und sozialen Stellung und der dadurch bestimmten Auffassung entsprechen. Ich möchte ihm daraus keinen Vorwurf machen. Dagegen glaube ich, Herr v. Fischer sollte vorsichtig sein in der Erhebung von Vorwürfen. Er hat mir zunächst vorgeworfen, ich sei in meinem Votum zu weit abgeschweift. Allein das hat Herrn v. Fischer nicht verhindert, in seiner Rede eine Reise zu Madame Perrin in Genf zu machen. Er ist auch nach Sanssouci gegangen und in historischer Beziehung hat er zurückgegriffen bis auf eine Episode im alten Volk Israel.

Sodann hat Herr v. Fischer gegen die Gemeinde Interlaken einen schweren Vorwurf erhoben, indem er sagte, es sei ihr nur um eine Spekulation zu tun, und sie sei in der ganzen Sache illoyal vorgegangen. Das ist ein ungerechter Vorwurf, den ich mit aller Entschiedenheit zurückweisen muss. Herr v. Fischer

erblickt ein illovales Vorgehen darin, dass die Gemeinde zuerst einen Alignementsplan aufgestellt und nachher dann das weitergehende Projekt lanciert habe. Das ist nun aber ganz natürlich gegangen. Die Gemeinde hat eine Baulinie gezogen, damit nicht weiter hinaus gebaut werden dürfe. Das war der erste Schritt. Sie hat nachher gefunden, es sei nicht nur notwendig und im Interesse der Entwicklung der Ortschaft ratsam, den engen Platz bei dem Schnittpunkt der Höhe- und Jungfraustrasse zu erweitern, sondern es sei auch notwendig, in sanitarischer und feuer-polizeilicher Hinsicht in jenem Quartier Abhülfe zu schaffen. Herr Dr. Brand hat Ihnen noch einen speziellen Grund angeführt, der die Gemeindebehörden bewogen hat, in dieser Weise vorzugehen. Es ist die Feuersbrunst, die vor einigen Jahren in der Nähe des Bahnhofes stattfand. Bei den Hinterhäusern handelt es sich im vorliegenden Falle um feuersgefährliche Objekte und es ist deshalb dringend nötig, dieser Gefahr zu begegnen, was nur durch Gutheissung des Expropriationsbegehrens geschehen kann.

Nun handelt es sich im vorliegenden Falle um eine Zusammenlegung von Parzellen, um eine rationelle Bebauung zu sichern. Da bestimmt § 19 unseres Alignementsgesetzes von 1894 folgendes: «Der Grosse Rat ist ermächtigt, durch ein Dekret Vorschriften aufzustellen, welche es ermöglichen, einen unzweckmässig gestalteten Komplex von zur Bebauung bestimmten Grundstücken so einzuteilen, dass die Formen der einzelnen Grundstücke dem anzulegenden Strassennetze und den Anforderungen einer rationellen Ueberbauung entsprechen.» Das trifft auch hier zu. Bei der Beratung des Alignementsgesetzes hat der damalige Justizdirektor, Herr Lienhard, über diese Bestimmung folgendes gesagt: «Der zweite Teil des § 19 enthält eine Art Flurgesetz für Baugrundstücke. Ich weiss nicht, wie weit der Entwurf zu einem Flurgesetz, der von der Baudirektion vorbereitet wird, hier eingreift. Ich glaube, er wird sich, wie das frühere Flurgesetz, auf landwirtschaftliches Eigentum beschränken, und deshalb habe ich diese Bestimmung hier ins Gesetz aufgenommen. Dieselbe ist nicht aus theoretischen Gesichtspunkten, sondern aus praktischen Wahrnehmungen entsprungen, die ich beim Studium ähnlicher Verhältnisse an andern Orten machte. Herr Stadtbaumeister Stübben in Köln hat in seinem ausgezeichneten Werk über den Städtebau eine ganze Reihe von Fällen aufgezeichnet, die wirklich vorgekommen sind, und er hat gezeigt, wie ein gewisser Baugrund vor und nachher ausgesehen hat und wie sich die Quartiere dann machen; er hat gezeigt, einen wie ungeschickten Platz jeder einzelne Eigentümer vorher hatte und was für einen guten, schön eingeteilten Platz er infolge der Zusammenlegung nachher erhielt. Da diese Zusammenlegung so grosse Vorteile bietet, so darf man es nicht gestatten, dass vielleicht ein einzelner Eigentümer ohne genügende Gründe sich der Zusammenlegung und Neueinteilung widersetzt, sondern es muss im Gesetz ermöglicht sein, dass die Zusammenlegung und Neuverteilung zwangsweise durchgeführt werden kann.» Eine derartige zwangsweise Durchführung wird auch hier verlangt, indem die Gemeinde Interlaken ihr Expropriationsgesuch auf die hinter dem sog. Eckladen liegenden Parzellen ausgedehnt hat.

Nun hat Herr v. Fischer die Befürchtung ausgesprochen, der Grosse Rat werde, wenn er dem Expro-

priationsgesuch entspreche, vom Bundesgericht desavouiert werden. Das ist jedenfalls von seite des Herrn v. Fischer weniger eine Befürchtung als eine Hoffnung. Dieselbe ist aber meiner Ansicht nach nicht begründet, denn, wie schon der Herr Justizdirektor nachgewiesen hat, haben wir es hier exakt mit dem gleichen Fall zu tun, wie in der Affäre Brennecke, die der Grosse Rat vor 6-7 Jahren entschieden hat. Damals wurde von Seite der Expropriaten auch rekurriert. Zur Beruhigung des Herrn v. Fischer will ich Ihnen die bezüglichen Erwägungen aus dem bundesgerichtlichen Urteil vom 30. April 1908 anführen. Es heisst dort: «Man kann immerhin in guten Treuen ein öffentliches Interesse darin erblicken, dass in einer Gegend mit ausgesprochen städtischem Charakter, wo während der Fremdensaison ein gewaltiger Verkehr sich abspielt, in einer Strassenecke mit frisch festgelegten Alignementslinien nicht vereinzelte ältere Gebäude, die in ästhetischer und auch sanitarischer Beziehung zu wünschen übrig lassen, auf unbestimmte Zeit stehen bleiben, dass die Neuüberbauung eines solchen Strassenwinkels nicht mehr oder weniger dem Zufall überlassen sein, sondern zur Erzielung einer erfreulichen ästhetischen Wirkung und behufs rationeller Ausnutzung des Bodens in einheitlicher Weise durch einen einzigen Bau mehr monumentaler Art geschehen soll.» Das hat das Bundesgericht gesagt, und diese Motivierung trifft durchaus zu auf den vorliegenden Fall.

Wenn der Grosse Rat das Expropriationsgesuch abweist, so wird die Gemeinde Interlaken am Schnittpunkt dieser beiden wichtigsten Strassen gar nichts machen können und es wird dieser Engpass nicht verschwinden, weil die Gemeinde sich sagt, dass die Vorteile, die man mit dem von den Expropriaten aufgestellten Projekte erreichen könnte, in keinem Verhältnis zum Kostenaufwand stehen. Dann geschieht gar nichts, der lästige und gefährliche Zustand wird einfach auf unabsehbare Zeit bestehen bleiben.

Wenn Sie aber heute dem Expropriationsgesuch entsprechen, so wird die Gemeinde Interlaken sofort ans Werk gehen und dem Uebelstand, der hier herrscht, abhelfen und Remedur schaffen auch in feuerpolizeilicher und sanitarischer Beziehung.

Rudolf. Ich möchte Ihnen den Antrag stellen, das Geschäft an die vorberatenden Behörden zurückzuweisen, und zwar aus dem Grunde, den Herr Heller-Bürgi zuletzt angedeutet hat, dass die Justizkommission nichtGelegenheit gehabt habe, einen Augenschein zu nehmen. Nun scheint mir das Geschäft so ausserordentlich wichtig nach seiner persönlichen, finanziellen und juristischen Seite, dass man der Justizkommission Gelegenheit geben sollte zu einem Augenschein. Ich trage mich dabei auch mit der Hoffnung, dass, wenn diese Verschiebung eintritt, es unter Umständen möglich sein wird, zwischen den Parteien eine Einigung herbeizuführen, die uns den schweren Entscheid unter Umständen erleichtern würde.

Seiler. Der Antrag des Herrn Rudolf ist nach meiner Ansicht nicht akzeptabel, weil die Leute in Interlaken, sowohl die Expropriaten wie die Gemeinde, wissen wollen, woran sie sind. Wir haben keine Sitzung mehr bis im Juni und in jener Sitzung würde die gleiche Diskussion wieder heraufbeschworen. Ich bin überzeugt, dass die Justizkommission auch nach einem Augenschein nicht zu einem andern Standpunkte kommen wird. Ich glaube auch nicht, dass die Regierung etwa deswegen zu einer andern Ansicht gekommen ist, weil sie einen Augenschein veranstaltet hat. Auch davon bin ich überzeugt, dass jeder von uns weiss, wie er stimmen soll, es braucht weder Herr Peter noch der Herr Justizdirektor mehr zu reden.

Ich möchte hinweisen auf den Eid, den wir zu Beginn der Amtsperiode geleistet und in dem wir versprochen haben, die Pflichten unseres Amtes getreu und gewissenhaft zu erfüllen. Ich bin überzeugt, dass jeder seine Ueberzeugung in der Weise gebildet hat, dass er über die Sache nach seinem Gewissen entscheiden kann. Im Interesse des Grossen Rates, im Interesse der Gemeinde Interlaken und der Expropriaten empfehle ich die Ablehnung des Antrages Rudolf.

Peter, Präsident der Justizkommission. Zum Ordnungsantrag Rudolf kann ich mich nicht namens der Justizkommission aussprechen, weil wir darüber nicht miteinander reden konnten. Ich kann jedoch mitteilen, dass, wenn die Justizkommission eingewilligt hat, die Sache in dieser Session noch vorzubringen, die Erwägung massgebend war, dass wir unmittelbar vor der Gesamterneuerung des Grossen Rates stehen. Mit dieser Session wird die Tätigkeit der einzelnen Kommissionen aufhören. Wenn wir das nächste Mal zusammenkommen — sofern wir wieder gewählt werden - ist ein neuer Grosser Rat da. Wir haben keine Justizkommission mehr, sondern die muss erst neu gewählt werden. Das hat uns bewogen, uns mit der Sache zu befassen, trotzdem wir es allerdings etwas empfunden haben, dass wir nicht eher begrüsst worden sind. Die Regierung hat freilich ihren Beschluss erst am 20. Februar gefasst und dann nicht lang gesäumt mit der Zustellung der Akten an uns. Man hätte sich aber fragen können, ob die Regierung nicht früher hätte Beschluss fassen können.

Ich möchte dem Antrag des Herrn Rudolf nicht einen Gegenantrag gegenüberstellen, sondern nur bemerken, dass ein ähnlicher Antrag sehr wahrscheinlich von der Kommission gestellt worden wäre, wenn nicht die grosse Verschleppung, die mit der Annahme desselben verbunden ist, uns gezwungen hätte, auf die Sache einzutreten.

Scherz. Es ist kaum hier einer im Saale, der nicht in Interlaken bekannt ist, der nicht die Unannehmlichkeiten kennt, die sich an jener Ecke ergeben. Ich glaube, man sollte sich getrost entscheiden können, ob man heute die Expropriation genehmigen will oder nicht. Der Grossteil der Mitglieder wird wissen, wie er stimmt, und beide Teile wünschen heute einen Entscheid.

Abstimmung.

Für den Rückweisungsantrag Rudolf . . . Minderheit.

Peter, Präsident der Justizkommission. Der Herr Kollege Seiler hat vorhin gesagt, es trage nichts mehr ab, ob wir nun noch reden. Ich will mich daran halten und mich ganz kurz fassen. Mit Herrn Dr. Brand bin ich einig, dass die Frage, ob man heute ja oder nein sagen soll, davon abhängt, ob das öffentliche Wohl vorhanden ist oder nicht. Diese Frage ist seinerzeit vom Regierungsrat geprüft worden, gestützt auf Gutachten der kantonalen Behörden und gestützt auf das Gutachten der Herren Heller-Bürgi, Böhme und Hofstetter, das vom 25. Januar 1913 datiert. Im Mai 1913 beantragte der hohe Regierungsrat dem Grossen Rate, das Expropriationsgesuch abzuweisen. Der Regierungsrat ist erst dann zu einem andern Standpunkt gekommen, nachdem ein einzelner Sachverständiger, Herr Matthys, sein Gutachten abgegeben hat für die Expropriation.

Die Forderung des öffentlichen Wohls wird ebenso erfüllt, wenn wir das Gesuch jetzt abweisen und abwarten, ob die Expropriation den Bau nach den Plänen Vifian und von Moos ausführen. Die Anschauung, man dürfe getreulich darauf abstellen, was das Bundesgericht sage, ist irrig. Ich mache darauf aufmerksam, dass das Bundesgericht von einem andern Standpunkt aus urteilt. Es schaut nur nach, ob wirklich falsche Voraussetzungen vorhanden sind, ob das Gesetz verletzt ist, während das Parlament nach anderen Erwägungen entscheiden kann.

Scheurer, Justizdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Ich habe dem Grossen Rat den Fall in seiner Entwicklung klargelegt und gezeigt, dass der Regierungsrat im Laufe der Untersuchung seine Meinung geändert hat. Ich will beifügen warum. Vor einem Jahre hatten wir allerdings Gutachten unserer technischen Oberbeamten. Es sind Ihnen heute daraus Stellen zitiert worden. Wenn Sie aber diese Gutachten des Kreisoberingenieurs, des Kantonsoberingenieurs und des Kantonsbaumeisters ansehen, so werden Sie bemerken, dass sie nicht schlüssig waren, Sie haben bald ja, bald nein gesagt. Auf dieser Grundlage habe ich für mich den Mut nicht gefunden, die Erteilung des Expropriationsrechtes zu empfehlen. Wir haben die Herren nochmals angefragt; allein ihre zweite Begutachtung war nochmals ausweichend.

Nun hat der Regierungsrat zu dem Mittel gegriffen, einen unparteiischen Fachmann zu konsultieren. Ich kann ruhig sagen, dass ich etwas erstaunt war, als ich das Gutachten des Herrn Matthys las. Es hat mich gewundert, dass wir einen Baumeister von La Chaux-de-Fonds kommen lassen mussten, um uns zu sagen, dass in Interlaken eine dringende Notwendigkeit vorliege, die Verhältnisse zu verbessern. Mein Eindruck war der, dass das auch andern Leuten

hätte in den Sinn kommen können.

Nachdem sich die Sache so geändert, haben wir die Frage nochmals geprüft und bei dieser gründlichen Prüfung sind wir zu dem Antrag gekommen, den wir Ihnen heute stellen. Herr Peter hat von den Einwirkungen auf den Regierungsrat gesprochen. Diese Einwirkungen waren rein tatsächlicher Natur und gingen aus den Akten hervor. Jedenfalls gingen sie nicht von der Gemeinde Interlaken aus.

Die Annahme des Herrn Peter, dass mit der Erklärung Urfer und Häsler der Handel gewonnen sei, ist meiner Meinung nach falsch. Die Sache ist trotz dieser Erklärung so unklar wie vorher. Ich möchte konstatieren, dass ich nicht gesagt habe, die Erklärung hätte notariell ausgefertigt werden müssen, sondern ich habe gesagt, dass bei beiden Erklärungen die Auswirkung schwierig sei. Bei der Gemeinde Interlaken haben wir die Erklärung gekleidet in die Form eines Versprechens, das dem Regierungsrat zugunsten Dritter abgegeben wird, so dass in dieser Beziehung alles geschehen ist. Diese Erklärung leidet aber an dem Gebrechen, dass kein Gemeindebeschluss dahinter steht. Die andere Erklärung ist ein Versprechen der Herren Expropriaten, dessen Aus-

führbarkeit ungemein zweifelhaft ist.

Herr Heller-Bürgi hat sehr richtig auseinandergesetzt, dass auch nach diesen Erklärungen naturgemäss die gleiche Frage bleibe, die Frage, wie weit man in der Abwägung der Zukunftsmöglichkeiten einer Gemeinde gehen will. Dabei macht man im Oberland ganz merkwürdige Erfahrungen. So ist z. B. schon eine Landabtretung verlangt worden, weil eine Gemeinde eine Bobsleigh-Bahn errichten wollte. Die Sache kam allerdings nicht an den Grossen Rat, weil die Betreffenden sich doch noch geeinigt haben. Es kann aber doch vorkommen, dass ein Landeigentümer sich fragen wird, wozu er sein Land hergeben solle, damit dann die Leute mit 60 km Geschwindigkeit den Berg hinabrasen; das sei keine Frage des öffentlichen Wohls. Fragen Sie die Leute in Grindelwald, was sie zu einer derartigen Betrachtungsweise sagen würden. Das sind Sachen, die nicht gerade zum täglichen Brot gehören, aber doch zur weitern Entwicklung einer Ortschaft.

Derartige Fragen werden sich in nächster Zeit öfters präsentieren. Der Regierungsrat ist der Meinung, dass die Flussverbauung am wirksamsten ausgestaltet werden kann, durch rationelle Aufforstung in den Quellgebieten. Stellen Sie sich nun vor, es müsse einer zu oberst am Brienzer Grat eine Weide zu Aufforstungszwecken abtreten. Er wird sagen, es sei ihm vollständig wurst, ob die Emme den Herren in Burgdorf in den Keller laufe, er gebe sein Land nicht. Das sind so weitverzweigte Fragen, dass man nicht darauf abstellen kann, dass ein unmittelbar sichtbarer und zweifelloser Zusammenhang vorhanden ist. Die heutige Auffassung geht eben

in solchen Dingen etwas weiter.

Das war der Grund, der den Regierungsrat zu seinem Antrag bestimmt hat. Wir haben von Anfang an zugegeben, dass der Handel schwierig sei. Der Regierungsrat hat seine Stellung nach genauer Prüfung eingenommen. Es ist nicht eine Meinung, die Ihnen leichthin unterbreitet wird, sondern es ist eine erstrittene und erkämpfte Meinung, die sich im Antrag des Regierungsrates Ausdruck verschafft.

Abstimmung.

Für den Antrag des Regierungsrates . . . 64 Stimmen. Für den Antrag der Justizkommission . . 62 Stimmen.

Beschluss:

Der Einwohnergemeinde Interlaken wird zwecks rationeller Gestaltung der Verkehrs- und Platzverhältnisse am Schnittpunkte der Höhestrasse und Jungfraustrasse für die Erwerbung der Parzellen Flur A. Nr. 1049, 1048, 879 und 2121 im Sinne des zudienenden Berichtes und Antrages des Regierungsrates vom 20. Februar 1914 das Expropriationsrecht erteilt.

M. le Président. Nous sommes arrivés à la fin de la législature. Permettez-moi de jeter un coup d'œil rétrospectif. Cette période législative de 4 ans s'ajoute dignement aux périodes précédentes. Nous avons, en effet, accompli des travaux de grande envergure. Dans le domaine économique, c'est la grande œuvre du Lætschberg qui vient d'être terminée; cette grandiose ligne de chemin de fer tra-verse maintenant tout le canton de Berne depuis Porrentruy jusqu'au Simplon. Si toutes les espérances que l'on a attendues d'elle ne se sont pas encore réalisées, elles ne tarderont certes pas à se réaliser sous peu. En tout cas c'est une œuvre éminemment nationale et une des plus grandes entreprises qui existent. Sur le terrain judiciaire, l'entrée en vigueur du Code civile suisse au 1er janvier 1912 a modifié de nombreuses lois et provoqué force travaux législatifs; rappelons pour notre Canton la loi introductive et les divers décrets en découlant. Ces travaux honorent le peuple qui les a acceptés. Mais certaines interprétations de la part du peuple visent aussi une certaine réduction de la future activité législative. Le peuple n'a pas toujours été d'accord avec nos pensées et nos décisions. Nous connais-sons son verdict sur la loi de 1912 concernant les impôts, et que je n'ai pas à apprécier ici. Nous venons de terminer les dernières lois, celles sur la chasse et sur le commerce et l'industrie, que

nous soumettons au vote du peuple. Quel en sera le résultat? Je ne peux le dire aujourd'hui. Mais quel qu'en soit le sort, nous pouvons dire que nous avons conscience d'avoir toujours travaillé dans l'intérêt de la généralité et pour la gloire du Canton. Nous pouvons déposer notre mandat entre les mains du souverain en lui laissant le choix de nous renvoyer dans cette enceinte ou de nous remplacer.

Messieurs, je vous souhaite bon retour dans vos

fovers

CANCE CONTROLL OF THE CONTROLL OF THE CONTROL OF TH

Schluss der Sitzung um 12 1/2 Uhr.

Der Redakteur: